

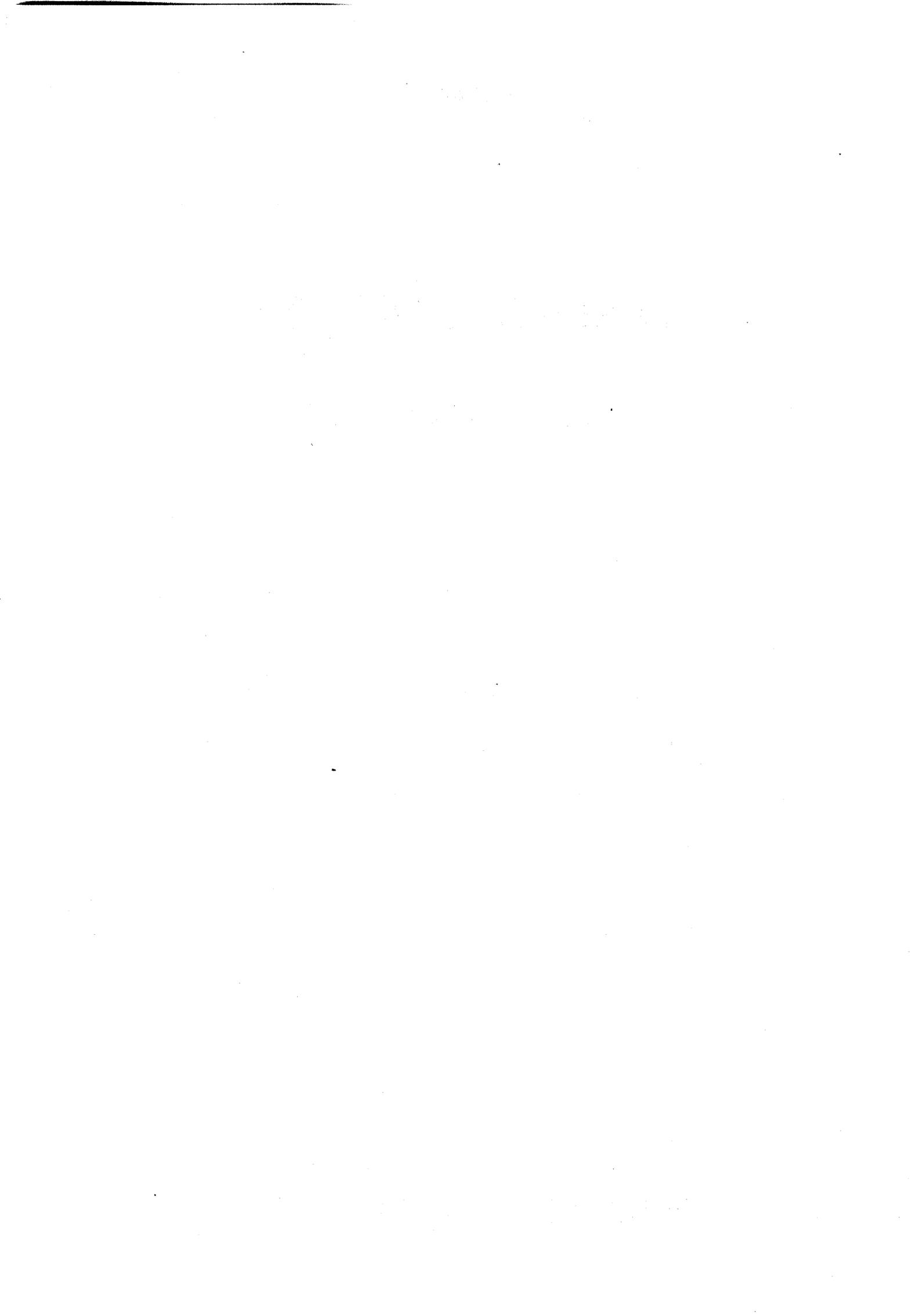
SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE THÉMATIQUE

Deuxième session extraordinaire de 1993-1994	Du 11 au 27 janvier 1994.
Seconde session ordinaire de 1993-1994	Du 2 avril au 30 juin 1994.
Troisième session extraordinaire de 1993-1994	Du 1 ^{er} au 13 juillet 1994.
Première session ordinaire de 1994-1995	Du 3 octobre au 21 décembre 1994.
Première session extraordinaire de 1994-1995	Du 22 au 23 décembre 1994.

NOTA. – Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'à la veille du premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.



AVERTISSEMENT

Les Tables des Débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique, et recueil des Informations parlementaires annuelles sur la composition et l'activité du Sénat.

La **Table nominative** contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique de leur activité durant l'année au cours des séances publiques du Sénat.

La **Table thématique** contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Informations parlementaires annuelles**. Elle est élaborée à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** », constituée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service de l'informatique et du développement technologique.

SOMMAIRE

Avertissement p. 3*

Liste des principales abréviations utilisées p. 6*

PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

I. – COMPOSITION DU SÉNAT :	
A. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1994	p. 7*
B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1994	p. 10*
C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat	p. 14*
D. – Sénateurs décédés	p. 15*
E. – Remplacement de sénateurs décédés	p. 15*
F. – Élections partielles	p. 15*
G. – Sénateurs en mission temporaire	p. 15*
H. – Anciens sénateurs décédés	p. 15*
II. – BUREAU DU SÉNAT	p. 15*
III. – SESSIONS	p. 15*
IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES	p. 16*
V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS	
A. – Commissions permanentes	p. 17*
B. – Commission spéciale	p. 18*
C. – Commissions chargées d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat	p. 19*
D. – Commissions mixtes paritaires	p. 19*
VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES)	p. 25*
VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES	p. 26*
VIII. – MISSIONS D'INFORMATION	p. 27*
IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE - COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE	p. 29*
X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES	p. 29*

XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE	p. 29*
XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES	p. 30*
XIII. – MINISTÈRE : Gouvernement Edouard Balladur	p. 35*
XIV. – TEXTES	
A. – Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1994	p. 36*
B. – Déposés en 1994, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat ...	p. 40*
XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	p. 44*
XVI. – PÉTITIONS	p. 46*
XVII. – TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL	p. 47*
XVIII. – EXPLICATION DES SIGLES	p. 48*

DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

C	Groupe communiste.
RDE	Groupe du Rassemblement démocratique et européen.
RPR	Groupe du Rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
UC	Groupe de l'Union centriste.
RI	Groupe des Républicains et Indépendants.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A	Apparenté à un groupe politique.
-R	Rattaché administrativement à un groupe politique.

Divers :

AFCL	Commission des affaires culturelles.
ECON	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI	Commission des affaires sociales.
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

NOTA : Pour l'usage des Tables et de la présente brochure, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « *JO Débats* » renvoient à celles du *Journal officiel, Débats parlementaires, Sénat* ;
- enfin, les dates précédées de la mention « *JO Lois et Décrets* » renvoient à ce *Journal officiel*.

I. - COMPOSITION DU SÉNAT

A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1994

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDE - ETRD.
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - RI - ETRD.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - S - LOIS.
Louis ALTHAPÉ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - SOCI.
Magdeleine ANGLADE, Paris - RPR - AFCL.
Maurice ARRECKX, Var - RI - AFCL.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - FINC.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - S - AFCL.
Germain AUTHIÉ, Ariège - S - LOIS.

B

Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - RI - SOCI.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - RI - FINC.
Janine BARDOUX, Lozère - RI - ECON.
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - FINC.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Jacques BELLANGER, Yvelines - S - ECON.
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
Monique Ben GUIGA, Français établis hors de France - S - ETRD.
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - LOIS.
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDE - ECON.
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - S - FINC.
Jean BERNADAUX, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Jean BERNARD, Marne - RPR - AFCL.
Roland BERNARD, Rhône - S - ETRD.
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
Roger BESSE, Cantal - RPR - ECON.
Jean BESSON, Drôme - S - ECON.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - RI - ETRD.
Jacques BIALSKI, Nord - S - SOCI.
Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - S - AFCL.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDE - SOCI.
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - LOIS.
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
André BOHL, Moselle - UC - LOIS.
Christian BONNET, Morbihan - RI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - S - ECON.
James BORDAS, Indre-et-Loire - RI - AFCL.
Didier BOROTRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - ECON.
Joël BOURDIN, Eure - RI - AFCL.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Philippe de BOURGOING, Calvados - RI - LOIS.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
André BOYER, Lot - RDE - ETRD.
Eric BOYER, La Réunion - RPR-A - SOCI.
Jean BOYER, Isère - RI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - RI - SOCI.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Louis BRIVES, Tarn - RDE - SOCI.

C

Camille CABANA, Paris - RPR - FINC.
Guy CABANEL, Isère - RDE - LOIS.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.
Jacques CARAT, Val-de-Marne - S - AFCL.
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - ETRD.
Jean-Louis CARRÈRE, Landes - S - AFCL.
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - RDE - FINC.
Robert CASTAING, Gers - S - AFCL.
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
Francis CAVALIER-BÉNÉZET, Gard - S - SOCI.
Raymond CAYREL, Aveyron - RI - ECON.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - ECON.
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - LOIS.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - RI - ETRD.
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - S - FINC.
Marcel CHARMANT, Nièvre - S - LOIS.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - S - ECON.
Roger CHINAUD, Paris - RI - AFCL.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - RI - FINC.
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - RDE - FINC.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDE - ETRD.
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
Claude CORNAC, Haute-Garonne - S - ETRD.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - RI - ETRD.
Raymond COURRIÈRE, Aude - S - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - S - ECON.
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - RI - FINC.
Michel CRUCIS, Vendée - RI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - RDE - LOIS.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - RI - ECON.
Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.
Gérard DELFAU, Hérault - S - AFCL.
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - S - ECON.
Michelle DEMESSINE, Nord - C - SOCI.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Rodolphe DÉSIÉ, Martinique - S-A - ECON.
Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - S - SOCI.

André DILIGENT, Nord - UC - SOCI.
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - S - LOIS.
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
Jean DUMONT, Deux-Sèvres - RI - SOCI.
Ambroise DUPONT, Calvados - RI - AFCL.
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI
- ETRD.
Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - S - ECON.
Bernard DUSSAUT, Gironde - S - ECON.
Joëlle DUSSEAU, Gironde - NI - SOCI.

E

André ÉGU, Ille-et-Vilaine - UC - AFCL.
Jean-Paul ÉMIN, Ain - RI - ECON.
Claude ESTIER, Paris - S - ETRD.

F

Léon FATOUS, Pas-de-Calais - S - SOCI.
Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.
Jean FAURE, Isère - UC - ECON.
Roger FOSSE, Seine-Maritime - RPR-A - ETRD.
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - ECON.
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - RI - SOCI.
Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - SOCI.
Claude FUZIER, Seine-Saint-Denis - S - AFCL.

G

Yann GAILLARD, Aube - RPR-A - LOIS.
Aubert GARCIA, Gers - S - ECON.
Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
Gérard GAUD, Drôme - S - ETRD.
Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - RI - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
François GAUTIER, Seine-Maritime - UC - AFCL.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
François GIACOBBI, Haute-Corse - RDE - LOIS.
Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - RI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - RDE - FINC.
Henri GETSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
Daniel GOULET, Orne - RPR - AFCL.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
Yves GUÉNA, Dordogne - RPR - ETRD.
Bernard GUYOMARD, Paris - UC - ETRD.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - ETRD.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - ETRD.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Jean-Paul HAMMANN, Bas-Rhin - RPR - SOCI.
Anne HEINIS, Manche - RI - ECON.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.

Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Jean-Paul HUGOT, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.
Roland HUGUET, Pas-de-Calais - S - SOCI.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - ECON.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.
Pierre JEAMBRUN, Jura - RDE - AFCL.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - RI - LOIS.
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - S - SOCI.
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDE - AFCL.
Pierre LAGOURGUE, La Réunion - UC - LOIS.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Alain LAMBERT, Orne - UC-R - FINC.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - RI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Tony LARUE, Seine-Maritime - S - FINC.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - S - ECON.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - ETRD.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.
Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - AFCL.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Max LEJEUNE, Somme - RDE - ETRD.
Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - AFCL.
Charles-Edmond LENGLET, Somme - RDE - ECON.
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
François LESEIN, Aisne - RDE - AFCL.
Félix LEYZOUR, Côtes d'Armor - C - ECON.
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
Paul LORIDANT, Essonne - S-R - FINC.
Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - SOCI.
François LOUISY, Guadeloupe - S - SOCI.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - RI - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - RI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - RI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - S - ETRD.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
André MAMAN, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - S - ECON.
Max MAREST, Essonne - RPR - SOCI.
Philippe MARINI, Oise - RPR - FINC.
René MARQUÈS, Pyrénées-Orientales - UC - ECON.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - S - FINC.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
François MATHIEU, Loire - UC - ECON.
Serge MATHIEU, Rhône - RI - ECON.

Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.

Pierre MAUROY, Nord - S - ETRD.

Jean-Luc MÉLÉNCHON, Essonne - S - ETRD.

Jacques de MENOUE, Finistère - RPR - ECON.

Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.

Charles METZINGER, Moselle - S - SOCI.

Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.

Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.

Gérard MIQUEL, Lot - S - FINC.

Michel MIROUDOT, Haute-Saône - RI - AFCL.

Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.

Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.

René MONORY, Vienne - UC.

Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.

Michel MOREIGNE, Creuse - S - FINC.

Jacques MOSSION, Somme - UC - FINC.

Georges MOULY, Corrèze - RDE - SOCI.

N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - RI - AFCL.

Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - SOCI.

O

Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.

Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - ECON.

Georges OTHILY, Guyane - RDE - LOIS.

Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - LOIS.

Sosefo Makapé PAPILIO, Iles Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.

Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - RDE-R - LOIS.

Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - S-R - ECON.

Guy PENNE, Français établis hors de France - S - ETRD.

Jean PÉPIN, Ain - RI - ECON.

Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - S - ECON.

Louis PERREIN, Val-d'Oise - S - FINC.

Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - S - ECON.

Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - S - SOCI.

Robert PIAT, Seine-et-Marne - UC - AFCL.

Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.

Alain POHER, Val-de-Marne - UC - ETRD.

Guy POIRIEUX, Loire - RI - AFCL.

Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.

Michel PONIATOWSKI, Val-d'Oise - RI - ETRD.

Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.

André POURNY, Saône-et-Loire - RI-R - ECON.

Claude PRADILLE, Gard - S - LOIS.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - S - AFCL.

R

Henri de RAINCOURT, Yonne - RI - ECON.

Paul RAOULT, Nord - S - ECON.

Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDE-R - ECON.

René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - S - FINC.

Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.

Henri REVOL, Côte-d'Or - RI - ECON.

Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.

Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - ECON.

Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.

Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.

Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - RDE - ECON.

Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA, Corse-du-Sud - RI - LOIS.

Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.

Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - RDE - ECON.

Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.

Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - S - SOCI.

André ROUVIÈRE, Gard - S - ETRD.

Michel RUFIN, Meuse - RPR - LOIS.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - S - AFCL.

Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC - AFCL.

Jean-Pierre SCHOSTECK, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.

Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.

Bernard SEILLIER, Aveyron - RI - SOCI.

Françoise SELIGMANN, Hauts-de-Seine - S - LOIS.

Michel SERGENT, Pas-de-Calais - S - FINC.

Franck SÉRUSCLAT, Rhône - S - SOCI.

René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - S - AFCL.

Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.

Michel SOUPLÉ, Oise - UC - ECON.

Jacques SOURDILLE, Ardennes - RPR - FINC.

Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - RI - SOCI.

Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - S - ECON.

Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.

Jean-Pierre TIZON, Manche - RI - LOIS.

Henri TORRE, Ardèche - RI - FINC.

René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - FINC.

Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - ETRD.

François TRUCY, Var - RI - FINC.

Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

U

Maurice ULRICH, Paris - RPR - LOIS.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - FINC.

André VALLET, Bouches-du-Rhône, RDE - LOIS.

Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.

Alain VASSELLE, Oise - RPR - SOCI.

Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.

André VÉZINHET, Hérault - S - AFCL.

Marcel VIDAL, Hérault - S - AFCL.

Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - RDE - ETRD.

Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.

Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.

Robert VIZET, Essonne - C - FINC.

Albert VOILQUIN, Vosges - RI - ETRD.

B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1994

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 – **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Emin.
Jean Pépin.
- 2 – **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.
- 3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.
- 4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.
- 5 – **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.
- 6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
Honoré Baillet.
José Balarello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.
- 7 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.
- 8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Jacques Sourdille.
- 9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.
- 10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Yann Gaillard.
- 11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Raymond Cayrel.
Bernard Seillier.
- 90 – **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Claude Gaudin.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Rocca Serra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.
- 15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Roger Rigaudière.
- 16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.
- 17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
François Blaizot.
Michel Doublet.
- 18 – **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
Serge Vinçon.
- 19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
Georges Mouly.
- 20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Louis-Ferdinand de Rocca Serra.
- 20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.
- 21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.
- 22 – **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).
Félix Leyzour.
René Régault.
Claude Saunier.
- 23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.
- 24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Yves Guéna.
Michel Manet.
- 25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.
- 26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Gérard Gaud.
- 91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Paul Loridant.
Max Marest.
Jean-Luc Mélenchon.
Jean-Jacques Robert.
Robert Vizet.
- 27 – **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.
- 28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.
- 29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.
- 30 – **GARD** (3 Sénateurs).
Francis Cavalier-Bénézet.
Claude Pradille.
André Rouvière.
- 31 – **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).
Maryse Bergé-Lavigne.
Claude Cornac.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.
- 32 – **GERS** (2 Sénateurs).
Robert Castaing.
Aubert Garcia.
- 33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Gérard César.
Bernard Dussaut.
Joëlle Dusseau.
Philippe Madrelle.
Jacques Valade.

- 92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Paul Graziani.
Michel Maurice-Bokanowski.
Jean-Pierre Schosteck.
Françoise Seligmann.
- 34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vézinhet.
Marcel Vidal.
- 35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Égu.
Jean Madelain.
- 36 – **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.
- 37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
James Bordas.
Jean Delaneau.
Dominique Leclerc.
- 38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 – **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.
- 40 – **LANDES** (2 Sénateurs).
Jean-Louis Carrère.
Philippe Labeyrie.
- 41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Pierre Fauchon.
- 42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Lucien Neuwirth.
Guy Poirieux.
- 43 – **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Chambriard.
Adrien Gouteyron.
- 44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Marie-Madeleine Dieulangard.
Guy Lemaire.
- 45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 – **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Gérard Miquel.
- 47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 – **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Janine Bardou.
- 49 – **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Huchon.
Jean-Paul Hugot.
Charles Jolibois.
- 50 – **MANCHE** (3 Sénateurs).
Anne Heinis.
Jean-François Le Grand.
Jean-Pierre Tizon.
- 51 – **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Bernard.
Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 – **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.
- 53 – **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.
- 54 – **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Jacques Baudot.
Jean Bernadaux.
Claude Huriet.
Philippe Nachbar.
- 55 – **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 – **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 – **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Charles Metzinger.
Jean-Marie Rausch.
- 58 – **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Marcel Charmant.
René-Pierre Signé.
- 59 – **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jacques Bialski.
Michelle Demessine.
André Diligent.
Alfred Foy.
Jacques Legendre.
Pierre Mauroy.
Paul Raoult.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Alex Türk.
- 60 – **OISE** (3 Sénateurs).
Philippe Marini.
Michel Souplet.
Alain Vasselle.
- 61 – **ORNE** (2 Sénateurs).
Daniel Goulet.
Alain Lambert.
- 75 – **PARIS** (12 Sénateurs).
Magdeleine Anglade.
Camille Cabana.
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Roger Chinaud.
Maurice Couve de Murville.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Bernard Guyomard.
Christian de La Malène.
Pierre-Christian Taittinger.
Maurice Ulrich.

- 62 – **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Désiré Debavelaere.
Jean-Paul Delevoye.
Léon Fatous.
Roland Huguet.
Daniel Percheron.
Michel Sergent.
- 63 – **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Marcel Bony.
Michel Charasse.
Roger Quilliot.
- 64 – **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Louis Althapé.
Didier Borotra.
Auguste Cazalet.
- 65 – **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Josette Durrieu.
- 66 – **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Blanc.
René Marquès.
- 67 – **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).
Jean-Paul Hammann.
Louis Jung.
Joseph Ostermann.
Philippe Richert.
- 68 – **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).
Henri Goetschy.
Hubert Haenel.
Pierre Schiélé.
- 69 – **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Roland Bernard.
Francisque Collomb.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
Pierre Vallon.
- 70 – **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).
Pierre Louvot.
Michel Miroudot.
- 71 – **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
André Jarrot.
Marcel Lucotte.
André Pourny.
- 72 – **SARTHE** (3 Sénateurs).
Michel d'Aillières.
Jacques Chaumont.
Roland du Luart.
- 73 – **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Blanc.
Pierre Dumas.
- 74 – **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).
Raymond Bouvier.
Jacques Golliet.
Bernard Pellarin.
- 76 – **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
André Bettencourt.
Paul Caron.
Roger Fossé.
François Gautier.
Tony Larue.
Robert Pagès.
- 77 – **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Étienne Dailly.
Philippe François.
Jacques Larché.
Robert Piat.
- 93 – **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Ernest Cartigny.
Paulette Fost.
Claude Fuzier.
Jean Garcia.
- 79 – **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Jean Dumont.
Georges Treille.
- 80 – **SOMME** (3 Sénateurs).
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.
Jacques Mossion.
- 81 – **TARN** (2 Sénateurs).
Louis Brives.
François Delga.
- 82 – **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Yvon Collin.
Jean Roger.
- 94 – **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jacques Carat.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Charles Lederman.
Hélène Luc.
Alain Poher.
- 95 – **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beaudeau.
Hélène Missoffe.
Louis Perrein.
Michel Poniatowski.
- 83 – **VAR** (3 Sénateurs).
Maurice Arreckx.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 – **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Jacques Bérard.
Alain Dufaut.
- 85 – **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Michel Crucis.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 – **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.
- 87 – **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Demerliat.
Robert Laucournet.
- 88 – **VOSGES** (2 Sénateurs).
Christian Poncelet.
Albert Voilquin.
- 89 – **YONNE** (2 Sénateurs).
Jean Chamant.
Henri de Raincourt.
- 78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).
Jacques Bellanger.
Louis de Catuelan.
Gérard Larcher.
Marc Lauriol.
Nelly Rodi.
- b. **DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
- GADELOUPE** (2 Sénateurs).
Henri Bangou.
François Louisy.

GUYANE (1 Sénateur).

Georges Othily.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).

Rodolphe Désiré.

Roger Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).

Eric Boyer.

Pierre Lagourgue.

Paul Moreau.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).

Simon Loueckhote.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).

Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).

Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).

Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).

Albert Pen.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).

Monique Ben Guiga.

Pierre Biarnès.

Paulette Brisepierre.

Jean-Pierre Cantegrit.

Pierre Croze.

Charles de Cuttoli.

Hubert Durand-Chastel.

Jacques Habert.

André Maman.

Paul d'Ornano.

Guy Penne.

Xavier de Villepin.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements métropolitains et des territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la loi organique du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1998

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, MM. Pierre Croze, Jacques Habert).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 2001

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***)

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (****).

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : Mme Monique Ben Guiga, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, André Maman).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1995

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (*****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* . *

Au 31 décembre 1994, 321 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

(*****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

D. — Sénateurs décédés

M. Charles Ornano, sénateur de Corse-du-Sud de 1980 à 1994, le 19 février 1994 (*JO Lois et décrets* du 2 avril 1994) (p. 707).

M. Bernard Laurent, sénateur de l'Aube de 1981 à 1994, le 15 juillet 1994 (*JO Lois et décrets* du 3 octobre 1994) (p. 3973).

M. Joseph Caupert, sénateur de Lozère de 1985 à 1994, le 9 septembre 1994 (*JO Lois et décrets* du 3 octobre 1994) (p. 3973).

M. François Collet, sénateur de Paris de 1993 à 1994, le 27 septembre 1994 (*JO Lois et décrets* du 3 octobre 1994) (p. 3973).

E. — Remplacement de sénateurs décédés

M. François Gautier* remplace M. André Martin (Seine-Maritime) le 6 février 1994 (*JO Lois et décrets* du 8 février 1994).

M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra remplace M. Charles Ornano (Corse-du-Sud) le 22 février 1994 (*JO Lois et décrets* du 22 février 1994).

M. Yann Gaillard remplace M. Bernard Laurent (Aube) le 16 juillet 1994 (*JO Lois et décrets* du 16 juillet 1994).

Mme Janine Bardou remplace M. Joseph Caupert (Lozère) le 10 septembre 1994 (*JO Lois et décrets* du 13 septembre 1994).

Mme Magdeleine Anglade remplace M. François Collet (Paris) le 28 septembre 1994 (*JO Lois et décrets* du 29 septembre 1994).

* Voir F. — Elections partielles.

F. — Elections partielles

M. François Gautier, proclamé élu sénateur de Seine-Maritime, à la suite des opérations électorales du 6 février 1994, en remplacement de M. André Martin, décédé (*JO Lois et décrets* du 8 février 1994).

G. — Sénateurs en mission temporaire

Fin de la mission de M. Jean-François Le Grand, auprès du Ministre de l'environnement, le 9 janvier 1994.

Fin de la mission de M. François Trucy, auprès du Ministre d'Etat, ministre de la défense, le 5 février 1994.

Fin de la mission de M. Hubert Haenel, auprès du Ministre d'Etat, ministre de la défense, le 9 avril 1994.

Mission de M. Jean Delaneau, auprès du Ministre de l'agriculture et de la pêche (*JO Lois et décrets* du 5 janvier 1994) ; fin de mission le 4 juillet 1994.

Mission de M. Gérard Larcher, auprès du Ministre de la culture et de la francophonie (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1994) ; fin de mission le 6 octobre 1994.

Mission de M. Pierre Fauchon, auprès du Ministre de l'économie (*JO Lois et décrets* du 15 avril 1994) ; fin de mission le 13 octobre 1994.

Mission de M. Jacques Oudin, auprès du Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et du Ministre de l'équipement, des transports et du tourisme (*JO Lois et décrets* du 30 juin 1994) ; fin de mission le 29 décembre 1994.

Mission de M. Philippe Nachbar, auprès du Ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur (*JO Lois et décrets* du 8 septembre 1994).

Mission de M. Philippe Richert, auprès du Ministre de l'environnement (*JO Lois et décrets* du 6 octobre 1994).

H. — Anciens sénateurs décédés

M. Georges Aguesse, sénateur de Loire-Inférieure de 1946 à 1948 et de 1955 à 1959, le 9 février 1994 (2 avril 1994) (p. 707).

M. Michel Sordel, sénateur de Côte-d'Or de 1971 à 1989, le 24 février 1994 (2 avril 1994) (p. 707).

M. Maurice Prévotau, sénateur de la Marne de 1974 à 1983, le 2 mars 1994 (2 avril 1994) (p. 707).

M. Marcel Champeix, sénateur de Corrèze de 1946 à 1980, le 7 mars 1994 (2 avril 1994) (p. 707).

M. Jacques Masteau sénateur de la Vienne de 1948 à 1968, le 27 mars 1994 (2 avril 1994) (p. 707).

M. Roger Deblock, sénateur du Nord de 1969 à 1974, le 30 mars 1994 (2 avril 1994) (p. 707).

M. Armand Coquart sénateur du Nord en 1948, le 14 avril 1994 (27 avril 1994) (p. 1223).

M. Emmanuel Lartigue, sénateur des Basses-Pyrénées de 1969 à 1974, le 24 juin 1994 (3 octobre 1994) (p. 3973).

M. Pierre Marzin, sénateur des Côtes-du-Nord de 1971 à 1980, le 2 août 1994 (3 octobre 1994) (p. 3973).

M. Alfred Poroi, sénateur de la Polynésie française de 1962 à 1971, le 2 août 1994 (3 octobre 1994) (p. 3973).

M. Raoul Perpère, sénateur du Lot-et-Garonne de 1971 à 1974, le 12 août 1994 (3 octobre 1994) (p. 3973).

M. Louis Orvoen, sénateur du Finistère de 1971 à 1980, le 21 septembre 1994 (3 octobre 1994) (p. 3973).

M. Jean-Yves Chapalain, sénateur de la Sarthe de 1948 à 1958, le 7 novembre 1994 (16 novembre 1994) (p. 5631).

M. René Radius, sénateur du Bas-Rhin de 1948 à 1958, le 15 novembre 1994 (22 novembre 1994) (p. 5853).

M. Jean Biatarana, sénateur des Basses-Pyrénées de 1948 à 1958, le 3 décembre 1994 (15 décembre 1994) (p. 7595).

M. Antoine Pinay, sénateur de la Loire de 1938 à 1941, le 13 décembre 1994 (13 décembre 1994) (p. 7387).

II. — BUREAU DU SÉNAT

Composition au 1^{er} janvier 1994 : voir Table thématique 1993 « Informations parlementaires annuelles ».

Composition au 31 décembre 1994 :

Président : M. René Monory.

Vice-présidents : MM. Jean Chamant, Jean Faure, Michel Dreyfus-Schmidt, Roger Chinaud, Etienne Dailly, Yves Guéna.

Questeurs : MM. Jacques Bialski, Lucien Neuwirth, Serge Mathieu.

Secrétaires : MM. Philippe Adnot, François Autain, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Emmanuel Hamel, Roger Husson, Gérard Larcher, François Lesein, Daniel Millaud, Jacques Mossion, Henri de Raincourt, André Rouvière, Robert Vizet.

III. — SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1993-1994 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 11 janvier 1994 (*JO Lois et décrets* des 8 et 19 janvier 1994) (p. 496 et 960) ; ouverture (11 janvier 1994) (p. 3) ; ajournement (27 janvier 1994) (p. 700) ; clôture (*JO Lois et décrets* du 28 janvier 1994) (p. 1512).

Seconde session ordinaire de 1993-1994 : ouverture (2 avril 1994) (p. 707) ; clôture (30 juin 1994) (p. 3313).

Troisième session extraordinaire de 1993-1994 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 1^{er} juillet 1994 (*JO Lois et décrets* du 1^{er} juillet 1994) (p. 9480) ; ouverture (1^{er} juillet 1994) (p. 3328) ; ajournement (13 juillet 1994) (p. 3968) ; clôture (*JO Lois et décrets* du 14 juillet 1994) (p. 10176).

Première session ordinaire de 1994-1995 : ouverture (3 octobre 1994) (p. 3973) ; clôture (21 décembre 1994) (p. 7963).

Première session extraordinaire de 1994-1995 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 22 décembre 1994 (*JO Lois et décrets* du 22 décembre 1994) (p. 18176) ; ouverture (22 décembre 1994) (p. 7977) ; clôture (23 décembre 1994) (p. 8126) ; (*JO Lois et décrets* du 24 décembre 1994) (p. 18335).

IV. — COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Composition des différents groupes au 1^{er} janvier 1994 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1993 ».

Groupe communiste (C)

Composition au 31 décembre 1994 (14 membres) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Michelle Demessine, Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Garcia, Charles Lederman, Félix Leyzour, Louis Minetti, Robert Pagès, Ivan Renar, Robert Vizet.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Henri Bangou.

Présidente du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 8 avril 1994, M. Bernard Pellarin se rattache administrativement au groupe (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1994) ;

– le 1^{er} juin 1994, M. Jacques Rocca Serra se rattache administrativement au groupe (*JO Lois et décrets* du 2 juin 1994) ;

– le 21 juillet 1994, M. Robert-Paul Vigouroux adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 22 juillet 1994).

– le 5 octobre 1994, M. Jacques Rocca Serra cesse d'être rattaché administrativement pour devenir membre du groupe (*JO Lois et décrets* du 6 octobre 1994).

– le 16 décembre 1994, M. Guy Cabanel cesse d'être rattaché administrativement pour devenir membre du groupe (*JO Lois et décrets* du 17 décembre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 (25 membres) :

MM. François Abadie, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Louis Brives, Guy Cabanel, Henri Collard, Yvon Collin, Etienne Dailly, Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Max Lejeune, Charles-Edmond Lenglet, François Lesein, Georges Mouly, Georges Othily, Jacques Rocca Serra, Jean Roger, Raymond Soucaret, André Vallet, Robert-Paul Vigouroux.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 membres) : MM. Bernard Pellarin, Jean-Marie Rausch.

Président du groupe : M. Ernest Cartigny.

Groupe de l'Union centriste (UC)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 18 février 1994, M. François Gautier adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 19 février 1994) ;

– le 8 avril 1994, M. Bernard Pellarin cesse d'être rattaché administrativement au groupe (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1994) ;

– le 15 juillet 1994, décès de M. Bernard Laurent (*JO Lois et décrets* du 16 juillet 1994).

Composition au 31 décembre 1994 (57 membres) :

MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, René Ballayer, Bernard Barreau, Jacques Baudot, Jean Bernadoux, Daniel Bernardet, François Blaizot, Jean-Pierre Blanc, André Bohl, Didier Borotra, Raymond Bouvier, Paul Caron, Louis de Catuelan, Jean Cluzel, André Diligent, André Égu, Pierre Fauchon, Jean Faure, André Fosset, François Gautier, Jacques Genton, Henri Goetschy, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Marcel Henry, Rémi Herment, Jean Huchon,

Claude Huriel, Louis Jung, Pierre Lacour, Pierre Lagourgue, Henri Le Breton, Edouard Le Jeune, Marcel Lesbros, Roger Lise, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, René Marquès, François Mathieu, Louis Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, René Monory, Jacques Mossion, Robert Piat, Alain Poher, Jean Pourchet, Philippe Richert, Guy Robert, Pierre Schiélé, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Xavier de Villepin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (6 membres) : MM. Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, Francisque Collomb, Marcel Daunay, Alain Lambert, Georges Treille.

Président du groupe : M. Maurice Blin.

Groupe des Républicains et indépendants (RI)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 2 mars 1994, M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 3 mars 1994) ;

– le 9 septembre 1994, décès de M. Joseph Caupert (*JO Lois et décrets* du 11 septembre 1994) ;

– le 20 septembre 1994, Mme Janine Bardou adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 21 septembre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 (47 membres) :

MM. Michel d'Aillières, Maurice Arreckx, José Balarello, Bernard Barbier, Mme Janine Bardou, MM. André Bettencourt, Christian Bonnet, James Bordas, Joël Bourdin, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Raymond Cayrel, Jean-Paul Chambriard, Roger Chinaud, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jean Dumont, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gaudin, Jean-Marie Girault, Mme Anne Heinis, MM. Charles Jolibois, Jacques Larché, Pierre Louvot, Roland du Luart, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Philippe Nachbar, Jean Pépin, Guy Poirieux, Michel Poniatowski, Henri de Raincourt, Henri Revol, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, François Trucy, Albert Voilquin.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. André Pourmy

Président du groupe : M. Marcel Lucotte.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 23 juillet 1994, M. Yann Gaillard s'apprend au groupe (*JO Lois et décrets* du 24 juillet 1994) ;

– le 27 septembre 1994, décès de M. François Collet (*JO Lois et décrets* du 28 septembre 1994) ;

– le 28 septembre 1994, Mme Magdeleine Anglade adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 29 septembre 1994) ;

– le 6 octobre 1994, M. Lucien Lanier cesse d'être apparenté au groupe pour devenir membre de ce groupe (*JO Lois et décrets* du 7 octobre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 (87 membres) :

MM. Michel Alloncle, Louis Althapé, Mme Magdeleine Anglade, MM. Honoré Baillet, Henri Belcour, Jacques Bérard, Jean Bernard, Roger Besse, Paul Blanc, Yvon Bourges, Jacques Bracconnier, Mme Paulette Brisepierre, MM. Camille Cabana, Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Jean Chérioux, Maurice Couve de Murville, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Alain Dufaut, Pierre Dumas, Philippe François, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginesy, Daniel Goulet, Adrien Gouteyron, Paul Graziani, Georges Gruillot, Yves Guéna, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Jean-Paul Hammann, Bernard Hugo, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, André Jarrot, André Jourdain, Christian de La Malène, Lucien Lanier, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Guy Lemaire, Maurice Lombard, Simon Loueckhote, Max Marest, Philippe Marini, Paul Mas-

son, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques de Menou, Mme Hélène Missoffe, MM. Paul Moreau, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Michel Rufin, Jean-Pierre Schosteck, Maurice Schumann, Jacques Sourdille, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Maurice Ulrich, Jacques Valade, Alain Vasselle, Serge Vinçon.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (5 membres) : MM. Eric Boyer, Gérard César, Désiré Debavelaere, Roger Fossé, Yann Gaillard.

Président du groupe : M. Josselin de Rohan.

Groupe socialiste (S)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 1^{er} juin 1994, M. Jacques Rocca Serra cesse d'être rattaché administrativement au groupe (JO Lois et décrets du 2 juin 1994) ;

– le 21 juillet 1994, M. Robert-Paul Vigouroux cesse d'être rattaché administrativement au groupe (JO Lois et décrets du 22 juillet 1994).

Composition au 31 décembre 1994 (64 membres) :

MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Jacques Bellanger, Mmes Monique Ben Guiga, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roland Bernard, Jean Besson, Jacques Bialski, Pierre Biar-nès, Marcel Bony, Jacques Carat, Jean-Louis Carrère, Robert Castaing, Francis Cavalier-Bénézet, Michel Charasse, Marcel Charmant, William Chervy, Claude Cornac, Raymond Courrière, Roland Courteau, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Léon Fatous, Claude Fuzier, Aubert Garcia, Gérard Gaud, Roland Huguet, Philippe Labeyrie, Tony Larue, Robert Laucournet, François Louisy, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Charles Metzinger, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Guy Penne, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Louis Philibert, Claude Pradille, Roger Quilliot, Paul Raoult, René Régnauld, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Mme Françoise Seligmann, MM. Michel Sergent, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, André Vézinhét, Marcel Vidal.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Rodolphe Désiré.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 membres) : MM. Paul Loridant, Albert Pen.

Président du groupe : M. Claude Estier.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Liste des membres non-inscrits en cours d'année :

– M. Francis Gautier, du 7 au 19 février 1994 ;

– M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra, du 22 février au 2 mars 1994 ;

– M. Yann Gaillard, du 16 au 23 juillet 1994 ;

– Mme Janine Bardou, du 10 au 20 septembre 1994.

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 19 février 1994, décès de M. Charles Ornano (JO Lois et décrets du 22 février 1994).

Membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe au 31 décembre 1994 (9 membres) : MM. Philippe Adnot, François Delga, Hubert Durand-Chastel, Mme Joëlle Dusseau, MM. Albert Foy, Jean Grandon, André Maman, Alex Türk.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

Composition des différentes commissions au 1^{er} janvier 1994 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1993 ».

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 6 avril 1994, nomination de M. François Gautier, en remplacement de M. André Diligent, démissionnaire (JO Lois et décrets du 7 avril 1994) ;

– le 14 novembre 1994, nomination de Mme Magdeleine Anglade, en remplacement de M. Jean-Pierre Schosteck, démissionnaire (JO Lois et décrets du 15 novembre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 : Mme Magdeleine Anglade, MM. Maurice Arreckx, François Autain, Honoré Baillet, Jean Bernadaux, Jean Bernard, Pierre Biarnès, Jean-Pierre Blanc, James Bordas, Joël Bourdin, Jean-Pierre Camoin, Jean-Louis Carrère, Robert Castaing, Roger Chinaud, Gérard Delfau, Ambroise Dupont, André Egu, Claude Fuzier, François Gautier, Alain Gérard, Daniel Goulet, Adrien Gouteyron, Jean-Paul Hugot, Pierre Jeambrun, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Guy Lemaire, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Kléber Malécot, Philippe Nachbar, Sosefo Makapé Papilio, Robert Piat, Guy Poirieux, Roger Quilliot, Ivan Renar, Claude Saunier, Pierre Schiélé, René-Pierre Signé, Albert Vec-ten, André Vézinhét, Marcel Vidal.

Bureau : *Président* : M. Maurice Schumann ; *Vice-Présidents* : MM. Michel Miroudot, Jacques Carat, Pierre Vallon, Pierre Laf-fitte ; *Secrétaires* : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Alain Dufaut, André Maman, Philippe Richert.

2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 21 avril 1994, nomination de M. Didier Borotra, en remplace-ment de M. Jacques Baudot, démissionnaire (JO Lois et décrets du 22 avril 1994) ;

– le 9 septembre 1994, décès de M. Joseph Caupert (JO Lois et décrets du 11 septembre 1994) ;

– le 3 octobre 1994, nomination de M. Michel Manet, en remplace-ment de M. Gérard Miquel, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 octobre 1994) ;

– le 18 octobre 1994, nomination de Mme Janine Bardou, en remplace-ment de M. Joseph Caupert, décédé (JO Lois et décrets du 19 octobre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 : M. Henri Bangou, Mme Janine Bardou, MM. Bernard Barraux, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roger Besse, Jean Besson, Marcel Bony, Didier Borotra, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Robert Calme-jane, Louis de Catuelan, Raymond Cayrel, Gérard César, Roland Courteau, Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Jean Delaneau, Jean-Pierre Demerliat, Rodolphe Désiré, Michel Doublet, Pierre Dumas, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Jean Faure, André Fosset, Aubert Garcia, Charles Ginesy, Jean Grandon, Georges Gruillot, Mme Anne Heinis, MM. Rémi Herment, Bernard Hugo, Roger Husson, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Jean-François Le Grand, Charles-Edmond Lenglet, Félix Leyzour, Maurice Lombard, Michel Manet, René Marquès, François Mathieu, Serge Mathieu, Jacques de Menou, Louis Mercier, Louis Moinard, Paul Moreau, Joseph Ostermann, Albert Pen, Jean Pépin, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Jean Pourchet, André Pourny, Henri de Raincourt, Paul Raoult, Jean-Marie Rausch, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Jacques Rocca Serra, Jean Roger, Josselin de Rohan, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy.

Bureau : *Président* : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents* : MM. Philippe François, Henri Revol, Robert Laucournet, Jean Huchon ; *Secrétaires* : MM. William Chervy, Francisque Col-lomb, Jean-Paul Emin, François Gerbaud, Louis Minetti.

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Composition au 31 décembre 1994 : M. Jean-Luc Bécart, Mme Monique Ben Guiga, MM. Daniel Bernardet, André Bet-tencourt, André Boyer, Mme Paulette Brise-pierre, MM. Michel Caldaguès, Paul Caron, Jean-Paul Chambriard, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Roger Fossé, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Genton, Yves Guéna, Bernard Guyomard, Jacques Habert, Hubert Hae-nel, Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Paul d'Ornano, Alain Poher, Michel Poniatow-ski, André Rouvière, Georges Treille, Robert-Paul Vigouroux, Serge Vinçon, Albert Voilquin.

Bureau : *Président :* M. Xavier de Villepin ; *Vice-présidents :* MM. Yvon Bourges, Michel d'Aillières, François Abadie, Guy Penne ; *Secrétaires :* MM. Jean Garcia, Michel Alloncle, Roland Bernard, Jacques Golliet.

4 - Commission des affaires sociales (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 6 avril 1994, nomination de M. André Diligent, en remplace-ment de M. André Martin, décédé le 7 novembre 1993 (JO Lois et décrets du 7 avril 1994) ;

– le 3 octobre 1994, nomination de M. Lucien Neuwirth, en remplace-ment de M. Jean-Paul Delevoye, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 octobre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 : MM. Louis Althapé, José Balarello, Henri Belcour, Jacques Bialski, Paul Blanc, Eric Boyer, Louis Boyer, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Francis Cavalier-Bénézet, Jean Chérioux, François Delga, Mme Michelle Demessine, MM. André Diligent, Jean Dumont, Mme Joëlle Dussau, MM. Léon Fatous, Alfred Foy, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Paul Hammann, Roland Hugué, André Jourdain, Philippe Labeyrie, Henri Le Breton, Marcel Les-bros, Simon Loueckhote, François Louisy, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, Max Marest, Charles Metzinger, Mme Hélène Missoffe, MM. Georges Mouly, Lucien Neuwirth, Louis Philibert, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Gérard Rou-jas, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Martial Tau-gourdeau, Alain Vasselle, N....

Bureau : *Président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Bimbenet, Claude Huriet, Franck Sérusclat, Louis Souvet ; *Secrétaires :* Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Roger Lise.

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 21 avril 1994, nomination de M. Jacques Baudot, en remplace-ment de M. Bernard Pellarin, démissionnaire (JO Lois et décrets du 22 avril 1994) ;

– le 4 octobre 1994, nomination de M. Gérard Miquel, en remplace-ment de M. Michel Manet, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 octobre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 : MM. Philippe Adnot, René Ballayer, Bernard Barbier, Jacques Baudot, Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Camille Cabana, Ernest Cartigny, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Henri Collard, Maurice Couve de Murville, Pierre Croze, Jacques Delong, Mme Paulette Fost, MM. Henri Gœt-schy, Emmanuel Hamel, Alain Lambert, Tony Larue, Paul Lori-dant, Roland du Luart, Philippe Marini, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Jacques Moission, René Régnauld, Michel Sergent, Jacques Sourdille, Henri Torre, René Trégouët, Jacques Valade.

Bureau : *Président :* M. Christian Poncet ; *Vice-présidents :* MM. Jean Cluzel, Paul Girod, Jean Clouet, Jean-Pierre Masse-ret ; *Secrétaires :* MM. Jacques Oudin, Louis Perrein, François Trucy, Robert Vizet ; *Rapporteur général :* M. Jean Arthuis.

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suf-frage universel, du règlement et d'administration générale (44 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 19 février 1994, décès de M. Charles Ornano (JO Lois et décrets du 22 février 1994) ;

– le 12 avril 1994, nomination de M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra, en remplacement de M. Charles Ornano, décédé (JO Lois et décrets du 13 avril 1994) ;

– le 6 mai 1994, nomination de M. Bernard Pellarin, en remplace-ment de M. Didier Boro-tra, démissionnaire (JO Lois et décrets du 7 mai 1994) ;

– le 15 juillet 1994, décès de M. Bernard Laurent (JO Lois et décrets du 16 juillet 1994) ;

– le 27 septembre 1994, décès de M. François Collet (JO Lois et décrets du 28 septembre 1994) ;

– le 3 octobre 1994, nomination de M. Jean-Pierre Delevoye, en remplace-ment de M. Lucien Neuwirth, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 octobre 1994) ;

– le 3 octobre 1994, nomination de M. Yann Gaillard, en remplace-ment de M. Bernard Laurent, décédé (JO Lois et décrets du 4 octo-bre 1994) ;

– le 19 octobre 1994, élection comme vice-président de M. Pierre Fauchon, en remplacement de M. Bernard Laurent, décédé (JO Lois et décrets du 20 octobre 1994) ;

– le 14 novembre 1994, nomination de M. Jean-Pierre Schosteck, en remplacement de M. François Collet, décédé (JO Lois et décrets du 15 novembre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 : MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Jacques Bérard, François Blaizot, André Bohl, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Guy Cabanel, Jean Chamant, Marcel Charmant, Raymond Courrière, Etienne Dailly, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Michel Dreyfus-Schmidt, Yann Gaillard, Jean-Marie Girault, Paul Graziani, Charles Jolibois, Pierre Lagourgue, Lucien Lanier, Paul Masson, Daniel Millaud, Georges Othily, Robert Pagès, Bernard Pellarin, Claude Pradille, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Michel Rufin, Jean-Pierre Schosteck, Mme Françoise Seligmann, MM. Jean-Pierre Tizon, Alex Türk, Maurice Ulrich, André Vallet.

Bureau : *Président :* M. Jacques Larché ; *Vice-présidents :* MM. Charles de Cuttoli, François Giacobbi, Germain Authié, Pierre Fauchon ; *Secrétaires :* MM. Charles Lederman, René-Georges Laurin, Raymond Bouvier.

B. – COMMISSION SPÉCIALE

Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du ter-ritoire.

Nomination par le Sénat le 4 octobre 1994 : *Membres :* MM. Jacques Bellanger, Claude Belot, François Blaizot, Joël Bourdin, Camille Cabana, Marcel Charmant, William Chervy, Henri Collard, Jean-Paul Delevoye, Gérard Delfau, André Égu, André Fosset, Jean François-Poncet, Aubert Garcia, François Gerbaud, Jean-Marie Girault, Adrien Gouteyron, Jean Grandon, Jean Huchon, Roland Hugué, Pierre Laffitte, Lucien Lanier, Gérard Larcher, Félix Leyzour, Maurice Lombard, Roland du Luart, Jacques Machet, Paul Masson, Pierre Mauroy, Louis Mo-inard, Jean Pépin, René Régnauld, Bernard Seillier, Jacques Sour-dille, René Trégouët, Alain Vasselle, Robert Vizet.

Bureau : *Président :* M. Jean François-Poncet ; *Vice-Présidents :* MM. Jean Huchon, Roland du Luart, Aubert Garcia, François Gerbaud ; *Secrétaires :* MM. Jacques Bellanger, Félix Leyzour, Alain Vasselle ; *Rapporteurs :* MM. Gérard Larcher, Jean-Marie Girault, Claude Belot.

C. – COMMISSIONS DE TRENTE MEMBRES CHARGÉES D'EXAMINER LA DEMANDE DE LEVÉE D'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE D'UN MEMBRE DU SÉNAT

(Article 105 du Règlement du Sénat)

1. – Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95).

Nomination des membres le 14 décembre 1994 (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994) : MM. Louis Althapé, Jacques Bellanger, Jacques Bérard, François Blaizot, Philippe de Bourgoing, Ernest Cartigny, Marcel Charmant, Raymond Courrière, Charles de Cuttoli, Jacques Delong, Claude Estier, Philippe François, Jean-Marie Girault, Jacques Golliet, Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Robert Laucournet, François Lesein, Jean Madelain, Lucien Neuwirth, Mme Nelly Rodi, MM. Philippe Richert, Jean-Pierre Tizon, Xavier de Villepin.

Nomination du bureau le 14 décembre 1994 (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994) :

Président : M. Etienne Dailly ; *Vice-présidents :* MM. Michel Rufin, Guy Allouche ; *Secrétaires :* MM. Pierre Fauchon, Robert Vizet ; *Rapporteur :* M. Charles Jolibois.

2. – Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95).

Nomination des membres le 14 décembre 1994 (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994) : MM. Louis Athapé, Jacques Bellanger, Jacques Bérard, François Blaizot, Philippe de Bourgoing, Ernest Cartigny, Marcel Charmant, Raymond Courrière, Charles de Cuttoli, Jacques Delong, Claude Estier, Philippe François, Jean-Marie Girault, Jacques Golliet, Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Robert Laucournet, François Lesein, Jean Madelain, Lucien Neuwirth, Mme Nelly Rodi, MM. Philippe Richert, Jean-Pierre Tizon, Xavier de Villepin.

Nomination du bureau le 14 décembre 1994 (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994) :

Président : M. Etienne Dailly ; *Vice-présidents :* MM. Michel Rufin, Guy Allouche ; *Secrétaires :* MM. Pierre Fauchon, Robert Vizet ; *Rapporteur :* M. Charles Jolibois.

D. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 19 janvier 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Patrick Ollier, Jean Charropin, Alain Marleix, Germain Gengenwin, Gérard Boche, Mme Marie-Thérèse Boisseau, M. Alain Le Vern.

Suppléants : MM. Arnaud Lepercq, Christian Daniel, Jean-Claude Lemoine, Roger Lestas, Jean-Jacques Delmas, Pierre Ducout, Rémy Auedé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Louis Moinard, Bernard Seillier, Gérard César, Alain Pluchet, Jacques Bellanger, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Jean Delauneau, Michel Doublet, Aubert Garcia, Robert Laucournet, Charles-Edmond Lenglet.

Dans sa séance du lundi 24 janvier 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Claude Lemoine. *Vice-président :* M. Alain Pluchet. *Rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Germain Gengenwin ; au Sénat : M. Louis Moinard.

2. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi à l'exercice pour les citoyens de l'union européenne du droit de vote et d'éligibilité aux élections au parlement européen.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 27 janvier 1994 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 26 janvier 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, André Fanton, Richard Dell'Agnola, Jean-Jacques Hiest, Francis Delattre, Dominique Bussereau, Jacques Floch.

Suppléants : MM. Marcel Porcher, Jérôme Bignon, Raoul Bêteille, Jean-Pierre Philibert, Jacques Cyprès, Bernard Derosier, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Pierre Fauchon, Michel Rufin, François Collet, Etienne Dailly, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. François Blaizot, Philippe de Bourgoing, Guy Cabanel, Michel Dreyfus-Schmidt, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Robert Pagès.

Dans sa séance du jeudi 27 janvier 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président :* M. Jacques Larché ; *Rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. André Fanton ; au Sénat : M. Pierre Fauchon.

3. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 27 janvier 1994 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 26 janvier 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Paul Charié, Yvon Jacob, Michel Inchauspé, Hervé Novelli, Germain Gengenwin, Philippe Mathot, Jean-Claude Bateux.

Suppléants : MM. Christian Daniel, Jean-Michel Fourgous, Pierre Laguilhon, Gilbert Gantier, Laurent Dominati, Michel Berson, Michel Grandpierre.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Jean-Jacques Robert, Michel Rufin, Louis Souvet, René Trégouët, Robert Laucournet, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. William Chervy, Jean-Paul Emin, André Fosset, Mme Anne Heinis, MM. Jean Huchon, Louis Minetti, Louis Moinard.

Dans sa séance du jeudi 27 janvier 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président :* M. Hervé Novelli. *Rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Yvon Jacob ; au Sénat : M. Jean-Jacques Robert.

4. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 20 avril 1994 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 27 avril 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Philippe Houillon, Jérôme Bignon, Alain Suguenot, Gérard Trémège, Xavier de Roux, Michel Destot.

Suppléants : MM. Michel Inchauspé, Hervé Gaymard, Serge Charles, Jacques Barrot, Jean-Pierre Philibert, Jacques Floch, André Gérin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Jean-Jacques Robert, Pierre Fauchon, François Collet, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. François Blaizot, Jean Chamant, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Charles Lederman, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du mardi 3 mai 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jérôme Bignon ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Houillon ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

5. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 1^{er} juin 1994 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 18 mai 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Elisabeth Hubert, MM. Jean-Michel Dubernard, Henri-Jean Arnaud, Jean-François Mattei, Jean-Jacques Hiest, Mme Nicole Ameline, M. Jean-Yves Le Déaut.

Suppléants : Mmes Nicole Catala, Françoise de Panafieu, M. Jérôme Bignon, Mme Marie-Thérèse Boisseau, M. Pierre Albertini, Mme Véronique Neiertz, M. Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux, Guy Cabanel, Charles Descours, Claude Huriet, Jean Madelain, Franck Sérusclat.

Suppléants : MM. Jacques Bimbenet, François Delga, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Pierre Laffitte, Charles Metzinger, Mme Hélène Missoffe, M. Bernard Seillier.

Dans sa séance du jeudi 9 juin 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : Mme Elisabeth Hubert. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-François Mattei ; au Sénat : M. Jean Chérioux.

6. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 26 mai 1994 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 19 mai 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Jean Rosselot, Grégoire Carreiro, Dominique Bussereau, Charles de Courson, Arnaud Cazin d'Honincthun, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : MM. Marcel Porcher, Raoul Bêteille, Gérard Léonard, Francis Galizi, Marcel Roques, Jacques Floch, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, François Blaizot, Etienne Dailly, François Collet, Paul Masson, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Guy Cabanel, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Charles Lederman, Maurice Ulrich.

Dans sa séance du mardi 31 mai 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Rosselot ; au Sénat : M. François Blaizot.

7. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 2 juin 1994 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 19 mai 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Jérôme Bignon, Mme Nicole Catala, M. Jean-François Mattei, Mme Nicole Ameline, M. Jean-Jacques Hiest, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : Mme Elisabeth Hubert, M. Jean-Michel Dubernard, Mmes Françoise de Panafieu, Marie-Thérèse Boisseau, MM. Pierre Albertini, Jean-Yves Le Déaut, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Guy Cabanel, Jean Chérioux, Alex Türk, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Jacques Bérard, François Collet, Etienne Dailly, Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Robert Pagès.

Dans sa séance du mercredi 15 juin 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Bernard Laurent. *Rapporteurs* à l'Assemblée nationale : M. Jérôme Bignon ; au Sénat : M. Guy Cabanel.

8. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 16 juin 1994, et par le Sénat dans sa séance du mardi 14 juin 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Péricard, Bruno Bourg-Broc, Xavier Deniau, Jean-Paul Fuchs, Jean-Yves Haby, Yves Marchand, Didier Mathus.

Suppléants : Mme Anne-Marie Couderc, MM. Jean de Boishue, Jean-Michel Dubernard, Jean-Pierre Calvel, Georges Colombier, Serge Janquin, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Jacques Legendre, Philippe Richert, Joël Bourdin, Pierre Laffitte, François Autain, Ivan Renard.

Suppléants : MM. James Bordas, André Égu, Daniel Goulet, Dominique Leclerc, Pierre Schiélé, René-Pierre Signé, Marcel Vidal.

Dans sa séance du jeudi 23 juin 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Péricard ; *Vice-président* : M. Maurice Schumann. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Fuchs ; au Sénat : M. Jacques Legendre.

9. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 24 juin 1994 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 23 juin 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Michel Péricard, Mme Colette Codaccioni, M. Louis de Broissia, Mme Bernardette Issac-Sibille, MM. Franck Perrut, Charles de Courson, Laurent Cathala.

Suppléants : M. Jean-Marie Geveaux, Mme Martine Aurillac, M. Frédéric de Saint-Sernin, Mme Nicole Ameline, M. Aloys Geoffroy, Mmes Véronique Neiertz, Janine Jambu.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Mme Hélène Missoffe, MM. Jacques Bimbenet, Jean-Paul Hammann, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Marie-Claude Beauveau.

Suppléants : M. Jean Chérioux, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Pierre Louvot, Jacques Machel, Charles Metzinger, Georges Mouly, Mme Nelly Rodi.

Dans sa séance du lundi 27 juin 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Péricard ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Colette Codaccioni ; au Sénat : M. Claude Huriet.

10. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 28 juin 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre-André Périssol, Raymond Lamontagne, Gilbert Meyer, François-Michel Gonnot, Hervé Mariton, René Beaumont, Jacques Guyard.

Suppléants : MM. Christian Dupuy, Christian Daniel, Bernard Serrou, Jean-Jacques Weber, Jean-François Chossy, Serge Janquin, Michel Grandpierre.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, François Collet, Maurice Lombart, Philippe de Bourgoing, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Guy Cabanel, Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Charles Lederman, Maurice Ulrich.

Dans sa séance du mercredi 29 juin 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. François-Michel Gonnot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Hervé Mariton ; au Sénat : M. François Collet.

11. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 30 juin 1994 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 29 juin 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Gérard Trémège, Patrick Balkany, Gilles Carrez, Jean-Pierre Delalande, Gilbert Gantier, Didier Migaud.

Suppléants : MM. Yves Deniaud, Jean-Michel Fourgous, Jean-Jacques de Peretti, Charles de Courson, Yves Rousset-Rouard, Augustin Bonrepaux, Jean-Pierre Brard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Etienne Dailly, Jean Madelain, Jean Clouet, Paul Loridant, Robert Vizet.

Suppléants : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Roland du Luart, Philippe Marini, Michel Sergent.

Dans sa séance du jeudi 30 juin 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Barrot ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Trémège ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

12. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 30 juin 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Péricard, Bernard Accoyer, Hervé Gaymard, Adrien Zeller, Jean-Luc Prével, Laurent Dominati, Claude Bartolone.

Suppléants : MM. Jean-Yves Chamard, Georges Tron, Mme Roslyne Bachelot, MM. Jean-François Mattei, Germain Gengenwin, Julien Dray, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Jacques Oudin, Jacques Bimbenet, Jean Madelain, Charles Metzinger, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : Mmes Marie-Claude Beauveau, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. André Jourdain, Pierre Louvot, Jacques Machel, Georges Mouly, Alain Vasselle.

Dans sa séance du lundi 4 juillet 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Michel Péricard. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard Accoyer ; au Sénat : M. Charles Descours.

13. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 4 juillet 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Yves Chamard, Jacques Godfrain, Daniel Garrigue, Georges Chavanes, Jean-Pierre Philibert, Léonce Deprez, Michel Berson.

Suppléants : MM. Jean-Luc Reitzer, Christian Vanneste, Bernard Poignant, Francisque Perrut, Claude Goasguen, Camille Darsières, Maxime Gremetz.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux, Etienne Dailly, René Trégouët, Jean Madelain, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Michelle Demessine.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beauveau, MM. Jacques Bimbenet, Jean-Paul Delevoye, Claude Huriet, Pierre Louvot, Charles Metzinger, Alain Vasselle.

Dans sa séance du vendredi 8 juillet 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade. *Vice-Président* : M. Jean-Yves Chamard. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Daniel Garrigue ; au Sénat : M. Jean Chérioux.

14. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 4 juillet 1994 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 1^{er} juillet 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Francis Delattre, Philippe Bonnecarrère, Jérôme Bignon, Dominique Bussereau, Michel Mercier, Bernard Derosier.

Suppléants : MM. Raoul Béteille, Richard Dell'Agnola, Gérard Léonard, Paul-Louis Tenaillon, Jean-Jacques Hyest, Jacques Floch, André Gérin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, François Blaizot, Jean Madelain, Lucien Lanier, Guy Cabanel, Robert Pagès, Guy Allouche.

Suppléants : MM. François Collet, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Jolibois, Bernard Laurent, Charles Lederman, Maurice Ulrich.

Dans sa séance du 7 juillet 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Jérôme Bignon. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Francis Delattre ; au Sénat : M. François Blaizot.

15. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 9 juillet 1994 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 8 juillet 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Péricard, Raymond-Max Aubert, André Lesueur, Jean-Paul Virapoullé, Dominique Bussereau, Henry Jean-Baptiste, Michel Berson.

Suppléants : MM. Eric Raoult, Pierre Petit, André-Maurice Pihouée, Gérard Grignon, Yves Bonnet, Camille Darsières, Ernest Moutoussamy.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Henri Goetschy, Maurice Lombard, Jean Madelain, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marie-Madeleine Dieulangard.

Suppléants : M. Jacques Bimbenet, Mme Michelle Demessine, MM. Roger Lise, Simon Loueckhote, François Louisy, Pierre Louvot, Alain Vasselle.

Dans sa séance du lundi 11 juillet 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Péricard ; *Vice-président* : M. Jean Madelain. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Raymond-Max Aubert ; au Sénat : M. Louis Souvet.

16. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 12 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du samedi 10 décembre 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Gilles Carrez, Gilbert Gantier, Hervé Gaymard, Jean-Pierre Thomas.

Suppléants : M. Yves Deniaud, Mme Elisabeth Hubert, MM. Michel Inchauspé, Jean-Jacques Descamps, Yves Fréville, Didier Migaud, Jean-Pierre Brard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Jean Clouet, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

Suppléants : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Camille Cabana, Ernest Cartigny, Alain Lambert, Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini.

Dans sa séance du mercredi 14 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Barrot ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Jean Arthuis

17. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 15 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du mardi 13 décembre 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Marcel Porcher, Mme Nicole Catala, MM. Philippe Houillon, Jean-Pierre Bastiani, Jean-Jacques Hyst, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : M. Alain Marsaud, Mme Suzanne Sauvaigo, MM. Jérôme Bignon, Xavier de Roux, Jean-Pierre Philibert, Jacques Floch, Jean-Pierre Michel.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Pierre Fauchon, Jacques Bérard, Michel Rufin, Guy Cabanel, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, François Blaizot, Yann Gailard, Charles Jolibois, Paul Masson, Daniel Millaud, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du mardi 20 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Bastiani ; au Sénat : M. Pierre Fauchon.

18. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 15 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du mardi 13 décembre 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Marcel Porcher, Mme Nicole Catala, MM. Philippe Houillon, Jean-Pierre Bastiani, Jean-Jacques Hyst, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : M. Alain Marsaud, Mme Suzanne Sauvaigo, MM. Jérôme Bignon, Xavier de Roux, Jean-Pierre Philibert, Jacques Floch, Jean-Pierre Michel.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Pierre Fauchon, Alain Lambert, Michel Rufin, Guy Cabanel, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, François Blaizot, Jacques Bérard, Charles Jolibois, Paul Masson, Daniel Millaud, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du mardi 20 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-Président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Houillon ; au Sénat : M. Pierre Fauchon.

19. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 15 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du mardi 13 décembre 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Marcel Porcher, Mme Nicole Catala, MM. Philippe Houillon, Jean-Pierre Bastiani, Jean-Jacques Hyst, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : M. Alain Marsaud, Mme Suzanne Sauvaigo, MM. Jérôme Bignon, Xavier de Roux, Jean-Pierre Philibert, Jacques Floch, Jean-Pierre Michel.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Pierre Fauchon, Jacques Bérard, Michel Rufin, Guy Cabanel, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, François Blaizot, Yann Gailard, Charles Jolibois, Paul Masson, Daniel Millaud, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du mardi 20 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Marcel Porcher ; au Sénat : M. Pierre Fauchon.

20. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 14 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Péricard, Jean-Paul Anciaux, Georges Tron, Jean-Paul Fuchs, Jean-Pierre Foucher, Jean-François Mattei, Michel Berson.

Suppléants : Mme Elisabeth Hubert, M. Jean-Yves Chamard, Mme Roselyne Bachelot, MM. Claude Goasguen, Francisque Perrut, Claude Bartolone, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Jean Chérioroux, Jean Madelain, André Jourdain, Lucien Neuwirth, Charles Metzinger.

Suppléants : Mmes Marie-Claude Beaudou, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Paul Hammann, Jacques Machet, Guy Robert, Bernard Seillier, Alain Vasselle.

Dans sa séance du lundi 19 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Michel Péricard. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Fuchs ; au Sénat : MM. Claude Huriet et Jean Madelain.

21. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 16 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 15 décembre 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Arnaud Cazin d'Honincthun, Patrick Ollier, Franck Borotra, Arsène Lux, Hervé Mariton, Marc Laffineur, Jean-Pierre Balligand.

Suppléants : MM. Gilles Carrez, André Fanton, Michel Inchauspé, François Sauvadet, Laurent Dominati, Augustin Bonrepaux, Rémy Auchédé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Gérard Larcher, Jean-Marie Girault, Claude Belot, Adrien Gouteyron, Aubert Garcia, Robert Vizet.

Suppléants : MM. Joël Bourdin, Henri Collard, François Gerbaud, Jean Huchon, Roland Huguet, Paul Masson, René Régnauld.

Dans sa séance du mardi 20 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président* : M. Arnaud Cazin d'Honincthun. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Patrick Ollier ; au Sénat : M. Gérard Larcher.

22. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 16 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Jérôme Bignon, Raoul Béteille, Jean-Jacques Hyst, Xavier de Roux, Jean-Pierre Philibert, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : M. Alain Marsaud, Mme Nicole Catala, MM. Philippe Goujon, Daniel Picotin, Philippe Houillon, Jacques Floch, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, Maurice Schumann, Pierre Fauchon, Guy Cabanel, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, Jacques Bérard, François Blai-zot, Paul Masson, Daniel Millaud, Michel Rufin, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du mardi 20 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jérôme Bignon ; au Sénat : M. Charles Jolibois.

23. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 17 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du lundi 19 décembre 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Gérard Léonard, Alain Marsaud, Yves Bonnet, Jean-Pierre Philibert, Jean-Jacques Hyst, Julien Dray.

Suppléants : MM. Raoul Béteille, Christian Demuynck, Philippe Goujon, Daniel Picotin, Xavier de Roux, Jacques Floch, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Paul Girod, Michel Alloncle, Pierre Fauchon, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, Jacques Bérard, François Blai-zot, Guy Cabanel, Charles Jolibois, Daniel Millaud, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du mardi 20 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Léonard ; au Sénat : M. Paul Masson.

24. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux prix des fermages.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 19 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques-Michel Faure, François Guillaume, Mme Evelyne Guilhem, MM. Daniel Soulage, Ambroise Guellec, Gérard Larrat, Alain Le Vern.

Suppléants : MM. André Angot, Yves Van Haecke, Jean-Claude Lemoine, Jean-Paul Emorine, Roger Lestas, Jean-Pierre Defontaine, Rémy Auchédé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Alain Pluchet, Philippe François, Marcel Daunay, Henri de Raincourt, Fernand Tardy, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Désiré Debavelaere, Jean Delaneau, Rémi Herment, Jacques de Menou, Louis Minetti, Louis Moinard, Paul Raoult.

Dans sa séance du mercredi 21 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Ambroise Guellec ; *Vice-président* : M. Philippe François. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Daniel Soulage ; au Sénat : M. Alain Pluchet.

25. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 20 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du lundi 19 décembre 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Barrot, Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Gilles Carrez, Yves Deniaud, Jean-Jacques Descamps, Yves Fréville.

Suppléants : M. Hervé Gaymard, Mme Elisabeth Hubert, MM. Michel Inchauspé, Charles de Courson, Gilbert Gantier, Didier Migaud, Louis Pierna.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Ernest Cartigny, Jean Clouet, Philippe Marini, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Robert Vizet.

Suppléants : MM. Camille Cabana, Jean Cluzel, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Gérard Miquel, François Trucy.

Dans sa séance du mercredi 21 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Jacques Barrot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

26. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 21 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du mardi 20 décembre 1994, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. François-Michel Gonnot, Serge Lepeltier, Gilles Carrez, Jacques Myard, Jean-Jacques Hyst, Jean-Gilles Berthommier, Jacques Guyard.

Suppléants : MM. Daniel Pennec, Christian Daniel, Jean-Claude Lemoine, Mme Françoise Hostalier, MM. Pierre Cardo, Pierre Ducout, Mme Jeanine Jambu.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Gérard Larcher, José Balarro, Jean Huchon, Alain Pluchet, Jacques Bellanger, Louis Minetti.

Suppléants : MM. Jean-Paul Emin, Jean Faure, Philippe François, Robert Laucournet, Félix Leyzour, Louis Moinard, Raymond Soucaret.

Dans sa séance du jeudi 22 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. François-Michel Gonnot ; *Vice-président* : M. Jean François-Poncet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Serge Lepeltier ; au Sénat : M. Gérard Larcher.

27. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 22 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Raoul Béteille, André Fanton, François d'Aubert, Jean-Jacques Hyst, Xavier de Roux, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : MM. Philippe Bonnacarrère, Jean-Jacques de Peretti, Pierre-Rémy Houssin, Michel Mercier, Pierre-André Wiltzer, Julien Dray, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Christian Bonnet, Jean-Pierre Schosteck, Pierre Fauchon, Yann Gaillard, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Germain Authié, François Blaizot, André Bohl, Philippe de Bourgoing, Guy Cabanel, Paul Masson, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du vendredi 23 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Raoul Béteille ; au Sénat : M. Christian Bonnet.

28. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 22 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Xavier de Roux, André Fanton, Jean-Jacques de Peretti, François d'Aubert, Jean-Jacques Hyst, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : MM. Raoul Béteille, Philippe Bonnacarrère, Pierre-Rémy Houssin, Michel Mercier, Pierre-André Wiltzer, Julien Dray, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Christian Bonnet, Jean-Pierre Schosteck, Pierre Fauchon, Yann Gaillard, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Germain Authié, François Blaizot, André Bohl, Philippe de Bourgoing, Guy Cabanel, Paul Masson, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du vendredi 23 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Xavier de Roux ; au Sénat : M. Christian Bonnet.

29. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 22 décembre 1994 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Philippe Bonnacarrère, André Fanton, François d'Aubert, Jean-Jacques Hyst, Xavier de Roux, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : MM. Raoul Béteille, Jean-Jacques de Peretti, Pierre-Rémy Houssin, Michel Mercier, Pierre-André Wiltzer, Julien Dray, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Christian Bonnet, Jean-Pierre Schosteck, Pierre Fauchon, Yann Gaillard, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Germain Authié, François Blaizot, André Bohl, Philippe de Bourgoing, Guy Cabanel, Paul Masson, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du vendredi 23 décembre 1994, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Bonnacarrère ; au Sénat : M. Christian Bonnet.

VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

**Rapporteur général de la commission des finances :
M. Jean Arthuis**

A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Affaires étrangères	Jacques Chaumont
Affaires sociales, santé et ville :	
I. – Affaires sociales et santé	Jacques Oudin
II. – Ville	Philippe Marini
Agriculture et pêche	Roland du Luart
Anciens combattants et victimes de guerre	Jacques Baudot
Commerce et artisanat	René Ballayer
Communication :	
Communication audiovisuelle	Jean Cluzel
Presse	Jean Cluzel
Coopération	Michel Charasse
Culture	Camille Cabana
Départements et territoires d'outre-mer	Henri Goetschy
Economie et budget :	
Charges communes	Claude Belot
Services financiers	Gérard Miquel
Education nationale (enseignement scolaire)	Jacques Delong
Enseignement supérieur et recherche :	
I. – Enseignement supérieur	Jean Clouet
II. – Recherche	Jacques Valade
Environnement	Philippe Adnot
Équipement, transports et tourisme :	
I. – Urbanisme et services communs	Henri Collard
II. – Transports :	
• 1. Transports terrestres	Auguste Cazalet
• 2. Routes	Paul Loridant
• 3. Sécurité routière	Paul Loridant
• 4. Transport aérien	Ernest Cartigny
• 5. Météorologie	Ernest Cartigny
III. – Tourisme	Pierre Croze
IV. – Mer :	
• Marine marchande	René Regnault
• Ports maritimes	Tony Larue
Industrie et postes et télécommunications et commerce extérieur :	
I. – Industrie et postes et télécommunications	Bernard Barbier
II. – Commerce extérieur	Maryse Bergé-Lavigne
Intérieur et aménagement du territoire :	
I. – Intérieur :	
• Administration centrale et sécurité	Paul Girod
• Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation	Jacques Mossion
II. – Aménagement du territoire	Jacques Sourdille
Jeunesse et sports	Jean-Pierre Masseret
Justice	Alain Lambert
Logement	Henri Collard

Rapatriés	Henri Torre
Services du Premier ministre :	
I. – Services généraux	Maurice Couve de Murville
• Fonction publique	René Tréguoët
II. – Secrétariat général de la Défense nationale	Louis Perrein
III. – Conseil économique et social	Paulette Fost
IV. – Plan	Michel Moreigne
Travail, emploi et formation professionnelle	Emmanuel Hamel

B. – Budgets annexes

Aviation civile	Ernest Cartigny
Journaux officiels	Paulette Fost
Légion d'honneur - Ordre de la Libération	Louis Perrein
Monnaies et Médailles	Michel Sergent
Prestations sociales agricoles	Roland du Luart

II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital	Maurice Blin
Dépenses ordinaires	François Trucy

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor	Philippe Marini
----------------------------	-----------------

B. – Rapporteurs pour avis

1. – Commission des Affaires culturelles

Culture	Michel Miroudot
Cinéma - Théâtre dramatique	Jacques Carat
Environnement	Ambroise Dupont
Enseignement scolaire	Pierre Vallon
Enseignement agricole	Albert Vecten
Enseignement supérieur	Jean-Pierre Camoin
Enseignement technique	Gérard Delfau
Recherche scientifique et technique	Pierre Laffitte
Jeunesse et sports	François Lesein
Communication	Adrien Gouteyron
Relations culturelles, scientifiques et techniques	Joël Bourdin
Francophonie	Jacques Legendre

2. – Commission des Affaires économiques et du Plan

Agriculture	Alain Pluchet
Aménagement rural	Henri de Raincourt
Industries agricoles et alimentaires	Aubert Garcia
Industrie	Francisque Collomb
Énergie	Robert Laucournet
Recherche	Jean-Marie Rausch
Artisanat et commerce	Jean-Jacques Robert
Consommation et concurrence	Louis Minetti
Commerce extérieur	Marcel Daunay
Aménagement du territoire	Jean Pépin
Plan	Jean Boyer

Routes et voies navigables	Jacques Braconnier
Ports maritimes	Josselin de Rohan
Logement	William Chervy
Urbanisme	Jacques Bellanger
Tourisme	Charles Ginesy
Environnement	Bernard Hugo
Transports terrestres	Georges Berchet
Aviation civile et transport aérien	Jean-François Le Grand
Marine marchande	Louis de Catuelan
Postes et télécommunications	André Fosset
Départements d'outre-mer	Rodolphe Désiré
Territoires d'outre-mer	Pierre Lacour
Ville	Gérard Larcher

3. – Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Affaires étrangères	Bernard Guyomard
Affaires étrangères, relations culturelles extérieures ..	Guy Penne
Coopération	Paul d'Ornano
Défense - Nucléaire, espace et services communs	Jacques Golliet
Défense - Gendarmerie	Michel Alloncle
Défense - Forces terrestres	Serge Vinçon
Défense - Air	Albert Voilquin
Défense - Marine	Max Lejeune

4. – Commission des Affaires sociales

Protection sociale (problèmes généraux et équilibre financier)	Charles Descours
Santé et politique hospitalière	Louis Boyer
Politique familiale	Jean Chérioux
Politique en faveur des personnes âgées	Alain Vasselle
Politique en faveur des handicapés	Jacques Machet
Politique de la ville	Hélène Missoffe
Travail, emploi et formation professionnelle ..	Louis Souvet et Jean Madelain
Prestations sociales agricoles	Bernard Seillier
Anciens combattants	Guy Robert
DOM-TOM (aspects sociaux)	Roger Lise
Logement social	Jacques Bimbenet
Rapatriés	José Balarello

5. – Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

Intérieur - Décentralisation	André Bohl
Intérieur - Police et Sécurité	Paul Masson
Intérieur - Sécurité civile	Jean-Pierre Tizon
Justice - Services généraux	Germain Authié
Justice - Administration pénitentiaire	Guy Cabanel
Justice - Protection judiciaire de la jeunesse	Michel Rufin
Départements d'outre-mer	Pierre Lagourgue
Territoires d'outre-mer	Jean-Marie Girault

VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Composition des différentes délégations au 1^{er} janvier 1994 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1993 ».

Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes

(Lois n^{os} 79-564 du 6 juillet 1979 et 90-385 du 10 mai 1990)

devenue Délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne

(Loi n^o 94-476 du 10 juin 1994 modifiant l'article 6 bis de l'ordonnance n^o 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires)
(JO Lois et décrets du 11 juin 1994)

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 8 novembre 1994, M. Guy Penne est nommé membre en remplacement de M. Louis Perrein, démissionnaire (JO Lois et décrets du 9 novembre 1994).

Le 25 novembre 1994, M. Christian de La Malène est nommé membre en remplacement de M. Philippe François, démissionnaire (JO Lois et décrets du 26 novembre 1994).

Composition au 31 décembre 1994 :

Membres : Mme Monique Ben Guiga, MM. Maurice Blin, Ernest Cartigny, Jean Delaneau, Charles Descours, Ambroise Dupont, Jean François-Poncet, Yves Guéna, André Jarrot, Pierre Lagourgue, Christian de La Malène, Lucien Lanier, Charles Lederman, Paul Masson, Charles Metzinger, Daniel Millaud, Philippe Nachbar, Georges Othily, Guy Penne, Jacques Rocca Serra, René Trégouët, Marcel Vidal, Xavier de Villepin.

Bureau : *Président :* M. Jacques Genton ; *Vice-présidents :* MM. Michel Caldaguès, Claude Estier, Jacques Golliet, Michel Poniatowski ; *Secrétaires :* MM. Guy Cabanel, Marcel Daunay, Jean Garcia, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Roland du Luart, Jacques Oudin, André Rouvière.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n^o 79-1204 du 31 décembre 1979)

Composition au 31 décembre 1994 :

Représentants du Sénat : Mmes Marie-Claude Beauveau, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Eric Boyer, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulungard, MM. Claude Huriet, Pierre Louvot, Guy Robert.

Représentants de l'Assemblée nationale : Mme Roselyne Bachelot, MM. Jean-Louis Beaumont, Jean-Louis Bernard, Bruno Bourg-Broc, Louis de Brossia, Christian Cabal, Bernard Debré, Michel Ghysel, Michel Godard, Mme Bernadette Isaac-Sibille, MM. Louis Jambu, Jean-François Mattei, Mme Véronique Neiertz, M. Francisque Perrut, Mme Monique Rousseau.

Bureau : *Président :* N...

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Composition au 31 décembre 1994 :

Membres du Sénat : MM. Jacques Bellanger, Jacques Braconnier, Roger Husson, Henri Le Breton, Pierre Louvot, Gérard Miquel, Bernard Pellarin, Jean-Jacques Robert.

Bureau : *Président* : M. Bernard Barbier ; *Vice-présidents* : MM. Marcel Lesbros, Georges Mouly, Bernard Hugo, Gérard Delfau ; *Secrétaires* : MM. Hubert Durand-Chastel, Louis Minetti.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

Composition au 31 décembre 1994 :

Membres nommés par le Sénat :

Titulaires : MM. Louis Boyer, René Regnault, Franck Sérusclat, Jacques Valade, Pierre Vallon.

Suppléants : MM. Henri Revol, André Boyer, Pierre Lacour, Paul Loridant, Jean-Luc Mélenchon, Adrien Gouteyron, Charles Descours, Claude Huriet.

Membres nommés par l'Assemblée nationale :

Titulaires : Mme Roselyne Bachelot, MM. Jean-Marie Demange, Jean-François Mattei, Serge Poignant.

Suppléants : MM. Christian Bataille, Jean-Yves Chamard, Christian Daniel, Jean-Michel Dubernard, Charles Fèvre, Christian Kert, Marc Laffineur, Jean-Louis Léonard.

Bureau : *Nomination le 12 octobre 1994 (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994)* :

Président : M. Jacques Mossion, sénateur ; *Vice-président* : M. Robert Galley, député ; *Secrétaires* : MM. Pierre Laffitte, Jacques Sourdille, sénateurs ; MM. Claude Birraux, Michel Pelchat, députés.

Délégué aux relations avec le réseau européen des offices parlementaires d'évaluation : M. Jean-Yves Le Déaut, député.

Délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

Composition au 31 décembre 1994 :

Membres : MM. Ernest Cartigny, sénateur ; Régis Fauchoit, Jacques Floch, députés ; Jacques Genton, sénateur, président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, Jean-Claude Lefort, Arthur Paecht, Michel Voisin, députés.

Président : M. Jean de Lipkowski, député ; *Premier vice-président* : M. Michel d'Aillères, sénateur ; *Vice-Présidents* : M. Jacques Boyon, député, président de la commission de la défense nationale ; MM. Claude Estier, Yves Guéna, sénateurs ; M. Pierre Lellouche, député.

Délégation du Sénat à l'Assemblée de l'Atlantique Nord

Renouvellement à la suite des élections sénatoriales de 1992.

Composition pour la période 1992-1995 :*

Titulaires : MM. Michel d'Aillères, Maurice Blin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Ernest Cartigny, Gérard Gaud, Robert Laucournet.

Suppléants : MM. Jean-Luc Bécart, Michel Caldaguès, Yvon Collin, Jean-Pierre Demerliat, Jean Dumont, Aubert Garcia.

Président : M. Jacques Chaumont.

VIII. – MISSIONS D'INFORMATION

(autorisées par le Sénat)

1 – Rapport de M. Xavier de Villepin fait au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 262 (93-94)] (25 janvier 1994).

2 – Rapport de M. Jean François-Poncet, président et de MM. Gérard Larcher, Jean Huchon, Roland du Luart et Louis Perrein, rapporteurs, fait au nom de la mission commune d'information chargée d'étudier les problèmes de l'aménagement du territoire et de définir les éléments d'une politique de reconquête de l'espace rural et urbain [n° 343 (93-94)] (13 avril 1994).

* La composition des membres de cette délégation n'est pas publiée au J.O. Lois et décrets.

A. – Missions d'information effectuées sur des questions relevant de la compétence des commissions (article 21 du Règlement)

a) Commission des affaires culturelles

1 – Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information sur l'**enseignement des langues vivantes dans l'enseignement scolaire** (30 juin 1994) (p. 3262). Octroi de l'autorisation demandée (6 juillet 1994) (p. 3558).

2 – Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier le développement aux **Etats-Unis d'Amérique** des nouveaux services de **communication audiovisuelle** ainsi que de l'**industrie « multimédias »** (8 juin 1994) (p. 2283). Octroi de l'autorisation demandée (15 juin 1994) (p. 2550). Mission effectuée du 18 au 28 septembre 1994.

b) Commission des affaires économiques et du Plan

1 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'examiner les conditions de **sécurité du transport maritime**, d'apprécier les risques de **pollution du littoral** et de formuler toute proposition de nature à prévenir ces pollutions (20 janvier 1994) (p. 370). Octroi de l'autorisation demandée (27 janvier 1994) (p. 669). Rapport de M. *Jean-François Le Grand* [n° 500 (93-94)] (13 juin 1994).

2 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **République populaire de Chine** afin d'y étudier la situation de l'**économie** et l'état des **relations économiques, commerciales et financières** avec l'économie française (9 juin 1994) (p. 2424). Octroi de l'autorisation demandée (15 juin 1994) (p. 2560). Mission effectuée du 5 au 18 septembre 1994. Rapport de MM. *Jean François-Poncet, Henri Bangou, Gérard César, Michel Doublet, Mme Josette Durrieu, MM. Jean-Paul Emin, René Marquès et Louis Moinard* [n° 66 (94-95)] (9 novembre 1994).

c) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 – Rapport de MM. *Bernard Guyomard et Guy Penne*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée du 12 au 16 décembre 1993 au siège de l'organisation des **Nations unies** [n° 271 (93-94)] (26 janvier 1994).

2 – Rapport de MM. *Xavier de Villepin, Michel Alloncle, Roland Bernard, Jean-Paul Chambriard, Yvon Collin, Hubert Durand-Chastel et Edouard Le Jeune*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée en **Inde** du 6 au 14 février 1994 [n° 314 (93-94)] (6 avril 1994).

3 – Rapport de MM. *Yvon Bourges, Claude Estier, Michel Crucis, André Boyer et Jean-Luc Bécart*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée en **République d'Afrique du Sud** du 6 au 15 février 1994 [n° 340 (93-94)] (13 avril 1994).

d) Commission des affaires sociales

1 – Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information aux **Etats-Unis d'Amérique** pour étudier la réforme du **système américain de santé** (8 juin 1994) (p. 2378). Octroi de l'autorisation demandée (15 juin 1994) (p. 2560). Mission effectuée du 5 au 15 septembre 1994. Rapport de MM. *Jean-Pierre Fourcade, Jacques Bimbenet, François Delga, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Paul Hammann, Claude Huriet et Jacques Machet* [n° 141 (94-95)] (13 décembre 1994).

e) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

1 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Canada** afin d'étudier l'**évolution institutionnelle** de ce pays (8 juin 1994) (p. 2293). Octroi de l'autorisation demandée (15 juin 1994) (p. 2560). Mission effectuée du 7 au 22 septembre 1994. Rapport de MM. *Jacques Larché, Germain Authié, Christian Bonnet, Guy Cabanel, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, René-Georges Laurin, Robert Pagès* [n° 203 (94-95)] (23 décembre 1994).

B. – Missions d'information effectuées dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat (article 22 du Règlement)

a) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 – Rapport de M. *Serge Vinçon*, fait au nom de la commission, sur **Strasbourg, siège du Parlement européen** [n° 254 (93-94)] (19 janvier 1994).

2 – Rapport de M. *Albert Voilquin*, fait au nom de la commission, sur les perspectives d'avenir du **transport aérien militaire** [n° 272 (93-94)] (26 janvier 1994).

b) Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

1 – Rapport de M. *Jacques Delong*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission de **contrôle des établissements français à la Réunion et à l'île Maurice** effectuée du 13 au 20 février 1994 [n° 342 (93-94)] (13 avril 1994).

2 – Rapport de M. *Jacques Chaumont*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée au **Viêt-nam** du 6 au 16 janvier 1994 [n° 470 (93-94)] (1^{er} juin 1994).

3 – Rapport de M. *Ernest Cartigny*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée sur le **service de formation aéronautique et de contrôle technique** (SFACT) [n° 76 (94-95)] (17 novembre 1994).

IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE (Titre IX de la Constitution)

Composition au 1^{er} janvier 1994 : voir « Informations parlementaires annuelles 1993 ».

Membres élus par le Sénat :

Juges titulaires : MM. Guy Allouche, Jean-Louis Carrère, Charles de Cuttoli, Jean Delaneau, André Diligent, Jacques Larché, Charles Lerdeman, Kléber Malécot, Paul Masson, Michel Rufin.

Juges suppléants : MM. Germain Authié, Georges Berchet, Luc Dejoie, André Jarrot, Daniel Millaud, Jean-Pierre Tizon.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires : M. Didier Bariani, Mme Nicole Catala, MM. Jean-François Deniau, Alain Griotteray, Georges Hage, Jean-Jacques Hyst, Jacques Limouzy, Jean-Pierre Michel, Didier Migaud, Patrick Ollier, Mme Suzanne Sauvaigo.

Juges suppléants : MM. Xavier Deniau, Claude Dhinnin, André Gérin, Henry Jean-Baptiste, Georges Mesmin, Roger-Gérard Schwartzberg.

Bureau : *Président* : M. Louis Brives ; *Vice-Présidents* : MM. Pierre Mazeaud, Michel Dreyfus-Schmidt.

COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE (Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993)

Composition : JO Lois et décrets du 20 janvier 1994.

Membres élus par le Sénat :

Juges titulaires : MM. Louis Brives, Luc Dejoie, André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Masson, Jean-Pierre Tizon.

Juges suppléants : MM. Germain Authié, Georges Berchet, Philippe de Bourgoing, René-Georges Laurin, Daniel Millaud, Michel Rufin.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires : MM. Raoul Béteille, Xavier Deniau, Georges Durand, Georges Hage, Jean-Jacques Hyst, Didier Migaud.

Juges suppléants : MM. Louis de Broissia, Jean-Claude Decagny, André Gérin, Georges Mesmin, Mme Suzanne Sauvaigo, M. Roger-Gérard Schwartzberg.

Bureau : *Président* : Magistrat du siège à la Cour de Cassation.

X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES (nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire d'octobre, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

Composition au 1^{er} janvier 1994 : voir « Informations parlementaires annuelles 1993 ».

Nomination par le Sénat le 12 octobre 1994 (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994) :

Membres : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Berchet, Joël Bourdin, Jean Chérioux, Luc Dejoie, Gérard Delfau, Rémi Herment, Tony Larue, Philippe Marini, Pierre Schiélé, Albert Voilquin.

Nomination du bureau le 18 octobre 1994 (JO Lois et décrets du 19 octobre 1994) : *Président* : M. Jean Chérioux ; *Vice-président* : M. Albert Voilquin ; *Secrétaire-rapporteur* : M. Tony Larue.

XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Délégués du Sénat et de l'Assemblée nationale au 1^{er} janvier 1994 : voir « Informations parlementaires annuelles 1993 ».

Représentants du Sénat :

Titulaires : MM. Michel Alloncle, Jean Dumont, Adrien Gouteyron, Pierre Jeambrun, Louis Jung, Jean-Pierre Masseret.

Suppléants : M. Pierre Croze, Mme Josette Durrieu, MM. Jean-François Le Grand, Edouard Le Jeune, Jean Roger, Serge Vinçon.

Représentants de l'Assemblée nationale :

Titulaires : MM. Jacques Baumel, Claude Birraux, Jean-Michel Boucheron, Georges Colombier, René Couveinhes, Robert Galley, Aloys Geoffroy, Denis Jacquat, Gabriel Kaspereit, Bernard Schreiner, Jean Seitlinger, Jean Valleix.

Suppléants : MM. Augustin Bonrepaux, Jean-Guy Branger, Jean Briane, Christian Daniel, Jean-Claude Decagny, Xavier Deniau, Charles Ehrmann, Michel Hunault, Jean de Lipkowski, Jean-Louis Masson, Jean-Claude Mignon, Jean Proriot.

Bureau : *Président* : M. Jean Valleix, député ; *Vice-présidents* : MM. Louis Jung et Jean-Pierre Masseret, sénateurs, MM. Jean Seitlinger et Jean de Lipkowki, députés ; *Secrétaire général* : M. Pierre Jeambrun, sénateur.

XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
AFFAIRES SOCIALES		
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (décret N° 93-650 du 26 mars 1993)	MM. Pierre Louvot	Louis Souvet
Commission consultative de l'action humanitaire	M. Bernard Seillier	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES		
Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	Mme Paulette Brisepierre M. Xavier de Villepin	
Comité directeur du fonds d'aide et de coopération	M. Michel Charasse	
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	MM. Jacques Golliet Adrien Gouteyron	
AGRICULTURE		
Comité consultatif du fonds national des abattoirs	MM. Alain Pluchet	Fernand Tardy
Conseil supérieur de l'aménagement rural	(*)	
Conseil national d'aménagement du territoire	M. Jean François-Poncet	
Conseil supérieur du cheval	MM. Josselin de Rohan	Michel Souplet
Comité de contrôle du fonds forestier national	M. Jacques Delong	
Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers	MM. Philippe François	Charles-Edmond Lenglet
Conseil national de la montagne	MM. Raymond Bouvier André Jourdain Jean Faure Bernard Hugo	
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE		
Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre	M. Guy Robert	
Commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord	MM. Auguste Cazalet Michel Miroudot Guy Robert Ernest Cartigny Léon Fatous	Roger Rigaudière Jean-Pierre Fourcade Jacques Habert André Bohl Robert Pagès
Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension	MM. Auguste Cazalet Roger Rigaudière Michel Miroudot Guy Robert Léon Fatous Max Lejeune Robert Vizet	Emmanuel Hamel Henri Belcour Jean Dumont Louis de Catuelan Gérard Roujas Jacques Bimbenet Mme Marie-Claude Beaudeau
Comité d'honneur pour la Commémoration du Maréchal Jean de Lattre de Tassigny	M. René Monory	

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance	M. Alain Lambert	
Commission des comptes et budgets économiques de la Nation	MM. Christian Poncelet Jean Arthuis	
Conseil supérieur de la coopération	MM. Franck Sérusclat Henri de Raincourt	
Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics	MM. Maurice Blin René Trégouët	Jacques Oudin
Conseil national du crédit	MM. Jean Arthuis	Paul Loridant
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	MM. Louis de Catuelan René Régnauld Josselin de Rohan	
Commission centrale de classement des débts de tabac	M. Auguste Cazalet	
Conseil national de l'information statistique	MM. René Trégouët	Georges Berchet
Haut Conseil du secteur public	MM. Camille Cabana Raymond Bouvier Max Marest Jean Arthuis	
Caisse française de développement	MM. Jacques Chaumont	Michel Charasse
ÉNERGIE		
Commission consultative pour la production de carburants de substitution	MM. Philippe François Rémi Herment	
Conseil supérieur de l' électricité et du gaz	MM. Bernard Barbier Alain Pluchet	
Comité consultatif de l'utilisation de l' énergie	M. Henri Revol	
Agence de l' environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Michel Souplet	
Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures	M. Bernard Barbier	
Conseil supérieur du pétrole	(*)	
Conseil supérieur de la sûreté et de l' information nucléaire	M. Henri Revol	
ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, URBANISME		
Conseil national du bruit	M. Paul Blanc	
Conseil d'administration du conservatoire de l' espace littoral et des rivages lacustres	MM. Alphonse Arzel Ambroise Dupont	Claude Pradille Marcel Vidal
Conseil national de l' habitat	MM. Louis Moinard	Maurice Lombard
Commission supérieure des sites	M. Robert Piat	
Commission nationale d' urbanisme commercial	MM. Roger Husson Jean-Paul Emin Louis Moinard Jacques Bellanger	Jean-Jacques Robert Jean Huchon Jean Boyer Jean-Pierre Demerliat

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
COLLECTIVITÉS LOCALES		
Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales	MM. Roland du Luart Louis Mercier	
Comité des finances locales	MM. Jacques Oudin Christian Bonnet	Jean Clouet Raymond Bouvier
Conseil national des services publics départementaux et communaux	MM. Germain Authié Bernard Laurent (**) René-Georges Laurin Pierre Schiélé André Bohl (***)	
COMMUNICATION		
France 2	M. André Fosset	
France 3	M. Michel Miroudot	
Institut national de l'audiovisuel	Mme Paulette Brisepierre	
Radio-France	M. Jacques Carat	
Radio-France internationale	M. Charles de Cuttoli	
Radio-Télévision française d'outre-mer	M. Daniel Millaud	
CULTURE ET ÉDUCATION		
Conseil d'orientation du centre national d'art et de la culture Georges-Pompidou	MM. Michel Miroudot Camille Cabana Marcel Vidal	
Conseil national de la cinématographie	MM. Jacques Sourdille Jean Delaneau	Jean Cluzel Michel Miroudot
Conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette	M. Philippe François	
Conseil national de l' enseignement supérieur et de la recherche	MM. Jean-Pierre Camoin	Jean Clouet
Conseil national des fondations	M. Pierre Laffitte	
Conseil national de l' enseignement supérieur privé	MM. Jean Clouet	Jean-Pierre Camoin
DÉFENSE		
Comité des prix de revient des fabrications d' armement	M. Maurice Blin	
Conseil permanent du service militaire	(*)	
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER		
Comité directeur du FIDESTOM	MM. Daniel Millaud Henri Gœtschy	Jacques Bimbenet Michel Charasse
Comité directeur du FIDOM	MM. Henri Gœtschy Albert Pen Paul Moreau	
ÉCONOMIE ET FINANCES		
Conseil national des assurances	M. Etienne Dailly	
Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations	M. Christian Poncelet	

(*) Pas de demande de désignation.

(**) Décédé le 15 juillet 1994.

(***) Depuis le 14 octobre 1994.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
INTÉRIEUR, LIBERTÉS PUBLIQUES		
Commission d'accès aux documents administratifs	MM. Pierre Fauchon	Guy Allouche
Commission consultative des droits de l'homme	M. Pierre-Christian Taittinger	
Commission nationale consultative des gens du voyage	MM. José Balarello Philippe François	
Commission nationale de l' informatique et des libertés	MM. Alex Türk Pierre Schiélé	
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité	M. Jacques Golliet	
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux	M. Ernest Cartigny	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	MM. Jacques Carat Joël Bourdin	James Bordas Ivan Renar
JEUNESSE, SPORTS, TOURISME, VIE ASSOCIATIVE		
Haut comité du loisir social , de l'éducation populaire et des activités de pleine nature	M. Maurice Schumann	
Comité de l'éthique du loto sportif	MM. Jean Delaneau	François Lesein
Commission nationale du sport de haut niveau	MM. Bernard Pellarin François Lesein	
Conseil national du tourisme	MM. Pierre Vallon	Charles Ginesy
Fonds national pour le développement de la vie associative	M. Pierre Vallon	
JUSTICE, LÉGISLATION GÉNÉRALE		
Conseil supérieur de l' administration pénitentiaire .	MM. Alain Lambert Charles de Cuttoli Guy Cabanel	
Conseil supérieur de l' adoption	M. Michel Rufin	
Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice	M. Michel Dreyfus-Schmidt	
Commission supérieure de codification	MM. Michel Rufin	Maurice Ulrich
Conseil d'administration de l'établissement d' hospitalisation de Fresnes	M. José Balarello	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V^e République	M. Jacques Larché	
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS		
Commission supérieure du service public des Postes et Télécommunications	MM. André Fosset Gérard Larcher Louis Perrein Bernard Barbier	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
SANTÉ		
Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine	MM. Louis de Catuelan Guy Robert	
Comité national de l' organisation sanitaire et sociale	MM. Jean-Pierre Fourcade	Franck Sérusclat
Conseil d'administration de l'hôpital des Quinze-Vingt	M. François Delga	
Etablissement national des convalescents de Saint-Maurice	Mme Marie-Claude Beaudeau	
Comité consultatif national d' éthique pour les sciences de la vie et de la santé	M. Michel Miroudot	
Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis	M. François Delga	
Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées	M. Maurice Lombard	
Commission nationale de l' équipement sanitaire	M. Jean-Pierre Fourcade	
SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL		
Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail	Mme Michelle Demessine	
Commission des comptes de la sécurité sociale	MM. Louis Boyer Charles Descours Roland du Luart Jacques Oudin	
Conseil supérieur de la mutualité	M. Jean Chérioux	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	MM. Bernard Seillier Roland du Luart	Jacques Bialski Jacques Machet
Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Comité national des retraités et des personnes âgées	M. Bernard Seillier	Mme Hélène Missoffe
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés	Mme Hélène Missoffe M. Franck Sérusclat	
Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse	MM. Alain Vasselle Charles Descours	
Commission d'évaluation prévue à l'article 82 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle	MM. Jean Madelain Louis Souvet	
TRANSPORTS		
Conseil d'administration de l'établissement public « Autoroutes de France »	M. Paul Girod	
Conseil supérieur de l' aviation marchande	MM. Jean-François Le Grand	Jean-Pierre Jeambrun
Conseil national des transports	MM. Charles-Edmond Lenglet Maurice Lombard	Jacques Rocca Serra Bernard Hugo

XIII. – MINISTÈRE

Gouvernement Edouard BALLADUR

(Nommé les 29 et 30 mars 1993.)
(J.O. des 30 et 31 mars 1993.)

1. – Composition au 1^{er} janvier 1994 :

Premier ministre	Edouard Balladur
Ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville	Simone Veil
Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire	Charles Pasqua
Ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la justice	Pierre Méhaignerie
Ministre d'Etat, ministre de la défense	François Léotard
Ministre des affaires étrangères	Alain Juppé
Ministre de l'éducation nationale	François Bayrou
Ministre de l'économie	Edmond Alphandéry
Ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur	Gérard Longuet
Ministre de l'équipement, des transports et du tourisme	Bernard Bosson
Ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat	Alain Madelin
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Michel Giraud
Ministre de la culture et de la francophonie	Jacques Toubon
Ministre du budget, porte-parole du Gouvernement	Nicolas Sarkozy
Ministre de l'agriculture et de la pêche	Jean Puech
Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche	François Fillon
Ministre de l'environnement	Michel Barnier
Ministre de la fonction publique	André Rossinot
Ministre du logement	Hervé de Charette
Ministre de la coopération	Michel Roussin
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Dominique Perben
Ministre de la jeunesse et des sports	Michèle Alliot-Marie
Ministre de la communication	Alain Carignon
Ministre des anciens combattants et victimes de guerre	Philippe Mestre
Ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale	Pascal Clément
Ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés	Roger Romani
Ministre délégué à la santé	Philippe Douste-Blazy
Ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales	Daniel Hoeffel
Ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme	Lucette Michaux-Chevry
Ministre délégué aux affaires européennes	Alain Lamassoure

2. – Attributions des ministres et secrétaires d'État en exercice au 1^{er} janvier 1994 :

Voir table thématique 1993 et « Informations parlementaires annuelles 1993 ».

3. – Modifications intervenues entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 1994 :

– *Décret du 19 juillet 1994 (JO Lois et décrets du 20 juillet 1994) :*

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Alain Carignon, ministre de la communication.

M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, est chargé, à titre provisoire, d'exercer les fonctions du ministre de la communication.

– *Décret du 14 octobre 1994 (JO Lois et décrets du 15 octobre 1994) :*

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur.

– *Décret du 17 octobre 1994 (JO Lois et décrets du 18 octobre 1994) :*

M. José Rossi est nommé ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur.

– *Décret du 12 novembre 1994 (JO Lois et décrets du 13 novembre 1994) :*

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Michel Roussin, ministre de la coopération.

M. Bernard Debré est nommé ministre de la coopération.

XIV. – TEXTES

A. – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1994

(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table thématique et de la **date de première inscription** à l'ordre du jour)*

Deuxième session extraordinaire de 1993-1994
(11 janvier - 27 janvier 1994)

12 janvier 1994. – Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants. – **Elections.**

– Projet de loi d'orientation quinquennale, relative à la maîtrise des finances publiques. – **Finances publiques.**

13 janvier 1994. – Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107). – **Communautés européennes.**

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique. – **Médecine.**

– Projet de loi relatif au corps humain. – **Médecine.**

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. – **Médecine.**

19 janvier 1994. – Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (1^{re} lecture le 16 décembre 1993). – **Agriculture.**

24 janvier 1994. – Projet de loi sur la répression de la contrefaçon. – **Propriété intellectuelle.**

– Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993. – **Elections.**

– Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française. – **Territoires d'outre-mer.**

25 janvier 1994. – Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle. – **Entreprises.**

27 janvier 1994. – Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976. – **Europe.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant autorisation de la prolongation de la durée de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des communautés européennes (ensemble un procès-verbal). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle. – **Entreprises.**

Seconde session ordinaire de 1993-1994
(2 avril - 30 juin 1994)

6 avril 1994. – Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises. – **Entreprises.**

12 avril 1994. – Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française. – **Francophonie.**

– Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales. (1^{ère} lecture le 13 avril 1993). – **Collectivités territoriales.**

– Déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe. – **Gouvernement** (déclarations).

14 avril 1994. – Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international (ensemble une annexe) faite à Washington le 26 octobre 1973. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement de la convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « EUMETSAT ». – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-nam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, portant interprétation de la convention fiscale du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations. – **Traités et conventions.**

20 avril 1994. – Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat. – **Territoires d'outre-mer.**

– Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire. – **Territoires d'outre-mer.**

* Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table thématique 1994.

– Projet de loi relatif à la colombophilie. – **Animaux.**

21 avril 1994. – Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. – **Alsace et Moselle.**

26 avril 1994. – Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées. – **Fonctionnaires et agents publics.**

27 avril 1994. – Projet de loi relatif à la partie législative des livres I^{er} et II du code des juridictions financières. – **Code des juridictions financières.**

– Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I^{er} et II du code des juridictions financières. – **Code des juridictions financières.**

– Projet de loi portant mise en œuvre de la directive n° 91-250-CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle. – **Propriété intellectuelle.**

3 mai 1994. – Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

4 mai 1994. – Proposition de résolution tendant à modifier l'article 49, alinéa 6, du règlement du Sénat. – **Parlement.**

– Proposition de loi relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales. – **Santé.**

5 mai 1994. – Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992. – **Lois de règlement.**

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail. – **Code minier.**

10 mai 1994. – Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts. – **Ordres professionnels.**

11 mai 1994. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la fédération de Russie sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations. – **Traités et conventions.**

24 mai 1994. – Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires. – **Consommation.**

25 mai 1994. – Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise. – **Participation des salariés.**

31 mai 1994. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. – **Parlement.**

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie. – **Rapatriés.**

1^{er} juin 1994. – Déclaration du Gouvernement sur l'éducation. – **Gouvernement** (déclarations).

– Projet de loi relatif à l'habitat. – **Logement.**

2 juin 1994. – Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique. – **Fonctionnaires et agents publics.**

3 juin 1994. – Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la diversité biologique, adoptée le 22 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Regina, Canada, le 28 mai 1987. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres, le 27 novembre 1992. – **Traités et conventions.**

7 juin 1994. – Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux. – **Elections municipales.**

– Résolution adoptée par la commission des lois, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données n° E-48. – **Communautés européennes.**

8 juin 1994. – Projet de loi relatif à la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

9 juin 1994. – Déclaration du Gouvernement sur l'agriculture. – **Gouvernement** (déclarations).

13 juin 1994. – Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

– Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public. – **Domaine public.**

14 juin 1994. – Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000. – **Défense.**

15 juin 1994. – Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer. – **Mer et littoral.**

– Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole polytechnique. – **Enseignement supérieur.**

16 juin 1994. – Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur. – **Enseignement supérieur.**

– Proposition de loi tendant à autoriser un majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise. – **Elections.**

17 juin 1994. – Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables. – **Transports.**

21 juin 1994. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1989 sur le jute et les articles en jute. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'acte portant révision de l'article 63 de la convention sur la délivrance de brevets européens (convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973, fait à Munich, le 17 octobre 1991. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 18 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif à la famille. – **Famille.**

23 juin 1994. – Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes. – **Sécurité sociale.**

28 juin 1994. – Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. – **Politique économique et sociale.**

– Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés civiles et commerciales (1^{re} lecture, le 7 octobre 1993). – **Sociétés civiles et commerciales.**

30 juin 1994. – Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs. – **Chasse.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe Occidentale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP). – **Traités et conventions.**

– Résolution adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel n° E-211). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi présentée par M. Roland du Luart, portant détermination des dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs. – **Chasse.**

– Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse au gibier d'eau. – **Chasse.**

Troisième session extraordinaire de 1993-1994

(1^{er} au 13 juillet 1994)

1^{er} juillet 1994. – Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale. – **Fonction publique territoriale.**

5 juillet 1994. – Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité. – **Ordre public.**

8 juillet 1994. – Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte. – **Départements d'outre-mer (DOM).**

11 juillet 1994. – Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse. – **Impôts et taxes.**

12 juillet 1994. – Projet de loi relatif au prix des fermages. – **Agriculture.**

Première session ordinaire de 1994-1995

(3 octobre - 21 décembre 1994)

4 octobre 1994. – Déclaration du Gouvernement sur la recherche. – **Gouvernement** (déclarations).

5 octobre 1994. – Projet de loi relatif à la partie législative du livre III du code des juridictions financières. – **Code des juridictions financières.**

6 octobre 1994. – Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation. – **Justice.**

11 octobre 1994. – Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement. – **Environnement.**

14 octobre 1994. – Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée). – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième protocole portant modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 6 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, modifiée par l'avenant du 25 février 1985. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Ghana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital. – **Traités et conventions.**

18 octobre 1994. – Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature. – **Magistrature.**

– Projet de loi de programme relatif à la justice. – **Justice.**

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative. – **Justice.**

20 octobre 1994. – Résolution adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la recommandation de la Commission européenne en vue d'une recommandation du Conseil de l'Union européenne visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305). – **Communautés européennes.**

25 octobre 1994. – Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. – **Aménagement du territoire.**

14 novembre 1994. – Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée Nationale. – **Elections.**

15 novembre 1994. – Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés. – **Consommation.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations (ensemble un échange de lettres interprétatif). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991. – **Droits de l'homme.**

– Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. – **Etrangers.**

16 novembre 1994. – Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. – **Politique économique et sociale.**

18 novembre 1994. – Proposition de loi portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice. – **Professions judiciaires et juridiques.**

– Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie. – **Propriété intellectuelle.**

22 novembre 1994. – Projet de loi de finances pour 1995. – **Lois de finances.**

8 décembre 1994. – Déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale. – **Gouvernement** (déclarations).

12 décembre 1994. – Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes. – **Privatisations.**

13 décembre 1994. – Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du premier protocole du 19 décembre 1988 concernant l'interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles et celle du deuxième protocole du 19 décembre 1988 attribuant à la Cour de justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la convention de Rome du 19 juin 1980. – **Communautés européennes.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, signée à Funchal le 18 mai 1992. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché du Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994. – **Union européenne.**

19 décembre 1994. – Projet de loi de finances rectificatives pour 1994. – **Lois de finances.**

– Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi. – **Travailleurs indépendants.**

20 décembre 1994. – Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes). – **Traités et conventions.**

– Résolution adoptée par la commission des affaires économiques sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318). – **Communautés européennes.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur les modalités du transfert de propriété du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la France. – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat. – **Logement.**

21 décembre 1994. – Proposition de loi relative au financement de la vie politique. – **Elections.**

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République. – **Elections.**

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement et aux incompatibilités applicables aux membres du Parlement et à ceux du Conseil Constitutionnel. – **Vie politique et sociale.**

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité. – **Vie politique et sociale.**

– Proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public. – **Marchés publics.**

B. – Textes déposés en 1994, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat
(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table thématique et de la **date de dépôt**).

Deuxième session extraordinaire 1993-1994
(11 janvier au 27 janvier 1994)

12 janvier 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 90/685/CEE concernant la mise en œuvre d'un programme d'action pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle européenne (MEDIA) (1991-1995) (n° E-166). – **Communautés européennes.**

13 janvier 1994. – Proposition de loi visant à modifier l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatif à la répartition intercommunale des charges des écoles publiques accueillant des enfants issus de plusieurs communes. – **Enseignement.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le contrôle du transport des matières polluantes en mer. – **Transports maritimes.**

17 janvier 1994. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inondations catastrophiques qui ont eu lieu ces dernières années, les moyens à mettre en œuvre pour venir en aide aux sinistrés et assurer à l'avenir une prévention efficace contre les conséquences de ces accidents climatiques. – **Calamités et catastrophes.**

– Proposition de loi organique rendant membres de droit du Conseil économique et social les membres nommés du Conseil de la politique monétaire. – **Conseil économique et social.**

18 janvier 1994. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le contrôle du transport et les conséquences du déversement en mer des produits polluants. – **Transports maritimes.**

24 janvier 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur le rapport de la commission au Conseil sur la mise en œuvre du régime commercial PTOM/CEE (rapport prévu à l'article 240, paragraphe 2, de la décision 91/482/CEE) et la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 91/482/CEE du Conseil du 25/07/1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (n° E-180). – **Communautés européennes.**

26 janvier 1994. – Proposition de loi organique tendant à compléter le domaine de la loi afin de soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à une autorisation législative. – **Union européenne.**

**(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal
de la séance du 27 janvier 1994)**

3 février 1994. – Proposition de loi relative au droit d'installation dans l'artisanat et à la protection des consommateurs. – **Commerce et artisanat.**

5 février 1994. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958. – **Parlement.**

11 février 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur le projet de directive de la Commission modifiant les directives 88/301/CEE et 90/388/CEE en ce qui concerne les communications par satellites (n° E-190). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi relative à la transparence et à la concurrence dans l'attribution des conventions de transport routier non urbain de personnes. – **Transports.**

– Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 232-2 du code rural en ce qui concerne la pollution des eaux. – **Eau.**

23 février 1994. – Proposition de loi tendant à mettre en place des dispositions urgentes pour le logement social. – **Logement.**

– Proposition de loi tendant à autoriser le maintien dans le logement d'un locataire de bonne foi menacé d'expulsion. – **Logement.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les essais nucléaires à Mururoa et leurs répercussions sur les êtres humains et l'écosystème de l'atoll. – **Environnement.**

24 février 1994. – Proposition de loi relative au transport aérien de complément. – **Défense.**

4 mars 1994. – Proposition de loi relative aux districts et modifiant le code des communes, le code général des impôts et la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République. – **Communautés urbaines.**

– Proposition de loi organique relative à la représentation des professions libérales au Conseil économique et social. – **Professions libérales.**

7 mars 1994. – Proposition de loi tendant à la garantie du salaire minimum de croissance revalorisé pour les jeunes. – **Salaires, traitements et indemnités.**

23 mars 1994. – Proposition de loi tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants, animateurs, entraîneurs bénévoles. – **Sports.**

Seconde session ordinaire de 1993-1994
(2 avril au 30 juin 1994)

Propositions de loi reprises par leurs auteurs
(6 avril 1994)

2 juillet 1992. – Proposition de loi instituant un règlement municipal d'aide sociale. – **Collectivités territoriales.**

28 septembre 1992. – Proposition de loi modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion. – **Sondages et enquêtes.**

10 novembre 1992. – Proposition de loi portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficiaire du statut d'objecteur de conscience. – **Service national.**

20 décembre 1992. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires, en vue de réprimer les dépositions sciemment inexacts effectuées sous serment par les témoins entendus par les Commissions d'enquêtes parlementaires. – **Parlement.**

Textes déposés au cours de la session

2 avril 1994. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer un égal accès, par la parité, des hommes et des femmes aux mandats politiques. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à assurer le respect effectif d'un égal accès, par la parité des hommes et des femmes aux mandats politiques. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à simplifier les procédures administratives et alléger les contraintes financières pour favoriser l'emploi dans les entreprises. – **Emploi.**

6 avril 1994. – Proposition de loi visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprise. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 321-13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs. – **Travail.**

7 avril 1994. – Proposition de loi tendant à garantir la présence de deux candidats au second tour des élections législatives et cantonales. – **Elections.**

8 avril 1994. – Proposition de loi visant à accroître l'effort d'investissement des collectivités locales par la réduction à un an du délai de remboursements par l'Etat de la T.V.A. sur les investissements qu'elles réalisent. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi visant à intégrer les frais liés à la mise à la disposition d'un local à une association, dans le cadre des réductions d'impôt ouvertes aux particuliers. – **Associations.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le régime des sessions parlementaires. – **Parlement.**

– Proposition de loi visant à adapter la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme afin de préserver les recettes des clubs sportifs. – **Santé.**

12 avril 1994. – Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à faire bénéficier les familles des allocations familiales à partir du premier enfant. – **Prestations familiales.**

– Proposition de résolution présentée par M. Jacques Larché, en application de l'article 73 bis du règlement sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (n° E-233). – **Elections.**

13 avril 1994. – Résolution adoptée par la commission des lois, sur la proposition de directive du Conseil établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile (n° E-126). – **Communautés européennes.**

19 avril 1994. – Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les japonais après le coup de force du 9 mars 1945. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

21 avril 1994. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. – **Collectivités territoriales.**

26 avril 1994. – Proposition de loi tendant à assurer une participation équilibrée des femmes et des hommes dans la vie publique. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée la durée du temps passé au-delà de la durée légale du service militaire en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

27 avril 1994. – Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des conseils municipaux. – **Communes.**

– Proposition de loi tendant à l'institution d'un second degré de juridiction en matière criminelle. – **Procédure pénale.**

– Proposition de loi relative à la politique sociale de la Nation. – **Action sanitaire et sociale.**

3 mai 1994. – Proposition de loi tendant à reconnaître aux personnes contraintes au travail le titre de victime de la déportation du travail. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901. – **Professions libérales.**

– Proposition de loi sur les transports militaires de complément. – **Défense.**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée le temps passé en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, déduction faite du nombre de trimestres correspondant à la durée légale du service militaire. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative à la représentation des élus au sein des districts urbains. – **Communautés urbaines.**

– Proposition de loi tendant à créer des commissions départementales d'intégration hôtelière régissant les implantations nouvelles d'hôtels. – **Hôtellerie et restauration.**

4 mai 1994. – Résolution, adoptée par la commission des affaires économiques sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 70/524/CEE concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (n° E-112). – **Communautés européennes.**

– Résolution, adoptée par la commission des affaires économiques sur la proposition de directive du Conseil relative au financement des inspections et des contrôles vétérinaires des animaux vivants et de certains produits animaux et modifiant la directive 91/496/CEE (n° E-125). – **Communautés européennes.**

6 mai 1994. – Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers. – **Carburants.**

10 mai 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, relative à la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des jeunes au travail (n° E-61). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi tendant à fixer à trente-cinq heures sans réduction de salaire la durée hebdomadaire de travail. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant à l'extension aux Français résidant dans la zone franc du bénéfice de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989. – **Français de l'étranger.**

17 mai 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi visant à assurer aux anciens exploitants agricoles et à leurs conjoints des ressources convenables au moment de leur retraite. – **Exploitants agricoles.**

– Proposition de loi relative à la Cour d'assises. – **Justice.**

18 mai 1994. – Proposition de loi tendant à créer un salaire parental d'éducation. – **Prestations familiales.**

– Proposition de loi visant à établir une meilleure répartition des fonctions électives entre hommes et femmes. – **Elections.**

25 mai 1994. – Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – **Déportés et internés.**

– Résolution adoptée par la commission des lois sur la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. – **Communautés européennes.**

31 mai 1994. – Proposition de loi tendant à l'interdiction du commerce des armes. – **Armes.**

– Proposition de loi instaurant une journée nationale du souvenir des morts pour la France en Afrique du Nord entre 1952 et 1962. – **Fêtes légales.**

1^{er} juin 1994. – Proposition de loi relative à la transmission d'entreprises et à l'emploi. – **Entreprises (transmission).**

– Résolution, adoptée par la commission des affaires économiques, sur le rapport de la commission au Conseil sur la mise en œuvre du régime commercial PTOM/CEE (rapport prévu à l'article 240, paragraphe 2 de la décision 91/482/CEE) et la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 91/482/CEE du Conseil du 25 juillet 1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (n° E-180). – **Communautés européennes.**

3 juin 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (1986-1994) (n° E-249). – **Communautés européennes.**

16 juin 1994. – Proposition de loi tendant à l'harmonisation du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts sociales des établissements de crédit coopératifs ou mutualistes sur celui des titres des sociétés par actions. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences économiques et sociales de la déréglementation du transport aérien sur les compagnies aériennes françaises, et notamment Air France et Air Inter. – **Transports aériens.**

21 juin 1994. – Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité et de gaz pour les familles en difficulté et à instaurer une quantité gratuite d'énergie répondant aux besoins vitaux pour les personnes en situation d'insolvabilité. – **Pauvreté.**

22 juin 1994. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 189-2 du code de la famille et de l'aide sociale. – **Action sanitaire et sociale.**

– Résolution adoptée par la commission des lois sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (n° E-233). – **Elections.**

23 juin 1994. – Proposition de loi relative au renforcement de la politique de qualité des produits agricoles et alimentaires. – **Produits agricoles et alimentaires.**

24 juin 1994. – Proposition de loi relative aux jardins familiaux. – **Jardins familiaux.**

29 juin 1994. – Proposition de loi tendant à abroger la loi de privatisation n° 93-923 du 19 juillet 1993. – **Privatisations.**

Troisième session extraordinaire de 1993-1994 (1^{er} au 13 juillet 1994)

1^{er} juillet 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III - Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B3 - Chapitres B3 - 4303 - aspects sanitaires de l'abus de drogues et B3-440 mesures pour combattre l'abus de drogue) (n° E-263). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III - Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B3 - Formation, jeunesse, culture, audiovisuel, information et autres actions sociales) (n° E-263). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III - Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B2 - Actions structurelles, autres actions agricoles et régionales, transports et pêche) (n° E-263). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III - Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B5 - Protection des consommateurs, marché intérieur, industrie et réseaux transeuropéens - Titre B5-8 - Coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures) (n° E-263). – **Communautés européennes.**

1^{er} juillet 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III - Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Titre B7-01 - Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) (n° E-263). – **Communautés européennes.**

4 juillet 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III - Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Titre 7-6 - Chapitre 7-60 - Coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale (n° E-263). – **Communautés européennes.**

7 juillet 1994. – Proposition de loi tendant à assurer le renouveau du service public ferroviaire en région. – **Transports ferroviaires.**

8 juillet 1994. – Proposition de loi visant à modifier l'article L. 244-1 du code rural relatif à l'administration des parcs naturels régionaux. – **Environnement.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994)

16 juillet 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 - (Volume 1 - A - Etat général des recettes - B - Financement du budget général) (n° E-260). – **Communautés européennes.**

21 juillet 1994. – Proposition de loi relative aux dettes fiscales des salariés privés d'emploi. – **Impôts et taxes.**

29 juillet 1994. – Proposition de loi relative à l'abus du droit de préemption. – **Urbanisme.**

5 août 1994. – Proposition de loi tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuits. – **Emploi.**

10 août 1994. – Proposition de loi tendant à permettre aux veuves des anciens prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, de percevoir la pension de réversion de la retraite du combattant de leurs maris. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

24 août 1994. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990. – **Traité et conventions.**

– Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants. – **Stupéfiants.**

12 septembre 1994. – Proposition de loi sur les garanties accordées aux salariés français expatriés en cas de licenciement. – **Emploi.**

14 septembre 1994. – Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil Supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

– Proposition de loi tendant à déduire du revenu imposable du parent qui n'a pas la garde de l'enfant les frais engagés pour l'exercice du droit de visite en cas de divorce ou de séparation de corps. – **Impôt sur le revenu.**

28 septembre 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous la forme d'un échange de lettres entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les marchés publics (n° E-277). – **Communautés européennes.**

29 septembre 1994. – Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours. – **Protection civile.**

– Proposition de loi tendant à la mise en place d'un véritable plan d'urgence dans la lutte contre le sida. – **Santé.**

30 septembre 1994. – Proposition de loi visant à modifier le régime des associations constituées selon le code civil local. – **Associations.**

Première session ordinaire 1994-1995 (3 octobre au 21 décembre 1994)

Proposition de loi retirée par son auteur

4 août 1994. – Proposition de loi tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuits. – **Emploi.**

Propositions de loi reprises par leurs auteurs (4 octobre 1994)

22 décembre 1992. – Proposition de loi tendant à la reconnaissance du « Statut de prisonnier de guerre détenu par les japonais après le coup de force du 9 mars 1945 ». – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

1^{er} février 1993. – Proposition de loi sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires. – **Transports.**

11 février 1993. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le code de l'urbanisme. – **Environnement.**

17 février 1993. – Proposition de loi visant à restaurer la confiance nécessaire au sauvetage du secteur locatif privé. – **Logement.**

19 février 1993. – Proposition de loi tendant à permettre la création de fonds de pension. – **Epargne.**

3 mars 1993. – Proposition de loi visant à démocratiser l'impôt de solidarité sur la fortune. – **Impôts et taxes.**

16 mars 1993. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 122-10 du code des communes. – **Communes.**

15 avril 1993. – Proposition de loi portant diverses mesures prioritaires en matière de finances départementales et locales. – **Finances locales.**

18 mai 1993. – Proposition de loi relative à la vidéosurveillance de la voie et des lieux publics. – **Sécurité civile.**

10 juin 1993. – Proposition de loi relative au changement d'affectation des locaux à usage d'habitation. – **Logement.**

(11 octobre 1994)

23 décembre 1992. – Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics. – **Transports.**

3 février 1993. – Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 521-6 du code du travail. – **Grève (droit de).**

15 avril 1993. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative. – **Parlement.**

5 mai 1993. – Proposition de loi tendant à instituer une allocation aux personnes âgées dépendantes. – **Personnes âgées.**

(2 novembre 1994)

30 avril 1993. – Proposition de loi visant à permettre la propagande et la publicité en faveur du vin. – **Publicité.**

Textes déposés au cours de la session

6 octobre 1994. – Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. – **Marchés publics.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à interdire l'amnistie des infractions commises en relation avec le financement des campagnes et des partis politiques. – **Amnistie.**

11 octobre 1994. – Proposition de loi tendant à interdire le financement des partis politiques et des campagnes électorales par les entreprises. – **Vie politique et sociale.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement relative à l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-260). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la recommandation de la commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi organique tendant à assurer la transparence du patrimoine et des revenus des parlementaires. – **Parlement.**

– Proposition de loi organique tendant à rendre publique la situation des candidats à la Présidence de la République. – **Président de la République.**

– Proposition de loi tendant à assurer la transparence du patrimoine et des revenus des élus locaux, des membres du Gouvernement et des personnes responsables des formations politiques. – **Elections.**

12 octobre 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305). – **Communautés européennes.**

– Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988. – **Stupéfiants.**

13 octobre 1994. – Proposition de loi tendant au rétablissement des dispositions « anti-corruption » supprimées depuis mars 1993. – **Vie politique et sociale.**

19 octobre 1994. – Proposition de loi tendant à mettre en œuvre dix mesures anti-délocalisation dans le secteur du textile-habillement-cuir. – **Textile (industrie).**

26 octobre 1994. – Proposition de loi tendant à assurer la sécurité des occupants d'immeubles face aux risques d'incendie. – **Urbanisme.**

– Résolution, adoptée par la commission des affaires économiques, sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous la forme d'un échange de lettres entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les marchés publics (n°s E-277 et E-285). – **Communautés européennes.**

2 novembre 1994. – Proposition de loi relative à l'imprescriptibilité des actes de terrorisme. – **Terrorisme.**

8 novembre 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1997 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-303). – **Communautés européennes.**

10 novembre 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la Convention sur la sûreté nucléaire par la Communauté européenne de l'énergie atomique (n° E-302). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi tendant au remboursement des frais de transport des demandeurs d'emploi. – **Chômage.**

16 novembre 1994. – Proposition de loi visant à abroger l'article 53 de la loi de finances pour 1994 ayant diminué le taux de compensation du FCTVA. – **Lois de finances.**

28 novembre 1994. – Proposition de loi tendant à renforcer la limitation du cumul des fonctions pour les titulaires de mandats locaux. – **Elus Locaux.**

– Proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions relatives au plafonnement des indemnités des élus locaux. – **Elus locaux.**

28 novembre 1994. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à limiter le cumul des fonctions ministérielles avec l'exercice de plus d'un mandat électif local et prohibant l'exercice de toute fonction au sein de partis politiques. – **Partis et groupements politiques.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à permettre à un ministre de retrouver son siège de parlementaire lorsqu'il cesse ses fonctions. – **Vie politique et sociale.**

– Proposition de loi organique tendant à limiter le cumul d'un mandat de parlementaire avec un seul autre mandat quel qu'il soit et ce dans la même région. – **Parlement.**

– Proposition de loi organique tendant à interdire aux parlementaires d'effectuer des missions dans le département de leur circonscription. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à instaurer l'obligation d'honorer le dernier mandat sollicité. – **Elections.**

– Proposition de loi organique tendant à l'abrogation des dispositions relatives au plafonnement des indemnités parlementaires. – **Parlement.**

– Projet de loi de modernisation de l'agriculture. – **Agriculture.**

29 novembre 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, (n° E-318). – **Communautés européennes.**

6 décembre 1994. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur les successions et sur les donations. – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi organique tendant à renforcer la limitation du cumul des mandats et fonctions électives. – **Mandats électoraux.**

– Proposition de loi tendant à renforcer la limitation du cumul des mandats et fonctions électives. – **Mandats électoraux.**

– Proposition de loi relative à la transparence de la vie publique. – **Vie politique et sociale.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 23 de la Constitution. – **Vie politique et sociale.**

7 décembre 1994. – Résolution, adoptée par la commission des affaires étrangères, sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la Convention sur la sûreté nucléaire par la Communauté européenne de l'énergie atomique (n° E-302). – **Communautés européennes.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes. – **Traités et conventions.**

8 décembre 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318). – **Communautés européennes.**

9 décembre 1994. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil 94/0188 (COD) établissant un programme de soutien aux activités artistiques et culturelles de dimension européenne KALEIDOSCOPE 2000 et la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil 94/0189 (COD) concernant l'établissement d'un programme de soutien dans le domaine du livre et de la lecture ARIANE (n° E-325). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (n° E-330). – **Communautés européennes.**

10 décembre 1994. – Proposition de loi tendant à protéger les particuliers contre la distribution abusive de prospectus publicitaires ou publications gratuites non adressés. – **Publicité.**

14 décembre 1994. – Proposition de loi tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. – **Chasse.**

– Résolution adoptée par la commission des affaires économiques, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1997 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-303). – **Communautés européennes.**

19 décembre 1994. – Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

– Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer. – **Territoires d'outre-mer (TOM)**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection juridique des dessins et modèles (n° E-191) et sur la proposition de règlement du Parlement

européen et du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires (n° E-193). – **Communautés européennes.**

21 décembre 1994. – Proposition de loi tendant à supprimer certaines charges des associations de services aux personnes lorsqu'elles dispensent des aides aux personnes âgées dépendantes. – **Personnes âgées.**

Première session extraordinaire de 1994-1995 (22 au 23 décembre 1994)

22 décembre 1994. – Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école ». – **Enseignement.**

(Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994)

27 décembre 1994. – Proposition de loi tendant à étendre aux agriculteurs les dispositions de l'article 154 bis du code général des impôts tel que modifié par l'article 24 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle. – **Impôts et taxes.**

XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les références des sept décisions du Conseil constitutionnel rendues et publiées en 1994 sur des textes adoptés en 1993 figurent dans la brochure « Informations parlementaires annuelles » de 1993.

- 1 – Décision n° 94-338 DC du 10 mars 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 12 mars 1994) qui déclare conforme à la Constitution les **dispositions du règlement de l'Assemblée nationale**, telles qu'elles résultent de la **résolution du 26 janvier 1994** – Saisine du président de l'Assemblée nationale, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 2 – Décision n° 94-339 DC du 31 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juin 1994), qui déclare contraires à la Constitution, au I de l'article 3 de la **résolution modifiant les articles 36, 37, 42 et 49 du règlement du Sénat**, les mots : « La parole ne peut pas être donnée à un sénateur pour un rappel au règlement dans un débat comportant une limitation du nombre des orateurs admis à s'exprimer. » – Saisine du Président du Sénat, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 3 – Décision n° 94-340 DC du 14 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juin 1994) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire** – Saisine du Premier ministre, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 4 – Décision n° 94-341 DC du 6 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 9 juillet 1994) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi relative à la date du renouvellement des conseillers municipaux** – Lettres de saisine de députés et sénateurs des 8 et 9 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 9 juillet 1994).
- 5 – Décision n° 94-342 DC du 7 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 9 juillet 1994) qui déclare la **loi relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer** non contraire à la Constitution – Lettre de saisine de sénateurs du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 9 juillet 1994).
- 6 – Décision n° 94-343-344 DC du 27 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juillet 1994) qui déclare la **loi relative au respect du corps humain** et la **loi relative au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal**, conformes à la Constitution – Lettres de saisine du président de l'Assemblée nationale et de députés des 28 et 29 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juillet 1994).
- 7 – Décision n° 94-345 DC du 29 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 2 août 1994) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi relative à l'emploi de la langue française** :
– à l'article 2, le deuxième alinéa ;

- à l'article 3, la deuxième phrase du premier alinéa ;
 - à l'article 7, le deuxième alinéa ;
 - à l'article 8, la deuxième phrase du deuxième alinéa ;
 - à l'article 9, la deuxième phrase du deuxième alinéa et la deuxième phrase du quatrième alinéa, ainsi qu'au huitième alinéa, les mots : « ... ou contenant une expression ou un terme étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française ... » ;
 - à l'article 10, au deuxième alinéa, les mots : « ... ou contenant une expression ou un terme étrangers, lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française. » ;
 - à l'article 12, le cinquième alinéa. - Lettre de saisine de députés du 1^{er} juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 29 juillet 1994).
- 8 - Décision n° 94-346 DC du 21 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juillet 1994) qui déclare contraires à la Constitution à l'article 1^{er} de la **loi complétant le code du domaine de l'Etat et relative à la constitution de droits réels sur le domaine public**, au troisième alinéa de l'article L. 34-1 du code du domaine de l'Etat, les mots : « Lorsque l'autorité compétente décide d'accorder au même occupant, sur la dépendance du domaine public pour laquelle il a bénéficié d'un ou plusieurs titres constitutifs de droits réels d'une durée cumulée de soixante-dix ans maximum, un nouveau titre d'occupation, celui-ci ne peut être constitutif de droits réels sur les ouvrages, constructions ou installations dont le maintien a été accepté en application de l'article L. 34-3 que sur décision expresse de ladite autorité dûment motivée par des travaux ou constructions nouveaux réhabilitant, étendant ou modifiant de façon substantielle lesdits immeubles. » - Lettre de saisine de députés du 4 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juillet 1994).
- 9 - Décision n° 94-347 DC du 3 août 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 6 août 1994) qui déclare les articles 14 et 18 de la **loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** conformes à la Constitution - Lettre de saisine de députés du 6 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 6 août 1994).
- 10 - Décision n° 94-348 DC du 3 août 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 6 août 1994) qui déclare contraire à la Constitution le dernier alinéa de l'article L. 941-2 du code de la sécurité sociale issu de l'article 11 de la **loi relative à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes**. - Lettre de saisine de sénateurs du 13 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 6 août 1994).
- 11 - Décision n° 94-349 DC du 20 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 23 décembre 1994) qui déclare la **loi organique relative à certaines dispositions législatives des livres premier et II du code des juridictions financières** conforme à la Constitution. - Saisine du Premier ministre du 21 novembre 1994, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 12 - Décision n° 94-350 DC du 20 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 24 décembre 1994) qui déclare l'article 1^{er} de la **loi portant statut fiscal de la Corse** non contraire à la Constitution. - Lettre de saisine de sénateurs du 24 novembre 1994 (*JO Lois et décrets* du 24 décembre 1994).
- 13 - Décision n° 94-351 DC du 29 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 30 décembre 1994) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi de finances pour 1995** :
 - à l'article 22, dans l'article 302 bis Z-B du code général des impôts, la phrase : « Les conséquences de cette taxe sur l'équilibre financier des sociétés concessionnaires sont prises en compte par un décret en Conseil d'Etat qui fixe la durée des concessions autoroutières » ;
 - l'article 34 ;
 - l'article 87. - Lettre de saisine de députés du 22 décembre 1994 (*JO Lois et décrets* du 30 décembre 1994).
- 14 - Décision n° 94-352 DC du 18 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1995) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité** :
 - à l'article 10, la phrase : « L'autorisation sollicitée est réputée acquise à défaut de réponse dans un délai de quatre mois » ;
 - à l'article 16, au deuxième alinéa, les mots : « ... être utilisés comme projectile ou... » ainsi que les troisième et quatrième alinéas. - Lettres de saisine de députés et de sénateurs du 23 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1995).
- 15 - Décision n° 94-353-356 DC du 11 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1995) qui déclare l'article 7 de la **loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale** contraire à la Constitution et la **loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République** conforme à la Constitution - Saisine du Premier ministre du 24 décembre 1994, conformément aux articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 16 - Décision n° 94-354 DC du 11 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1995) qui déclare la **loi organique relative à la déclaration de patrimoine des membres du Parlement et aux incompatibilités applicables aux membres du Parlement et à ceux du Conseil constitutionnel** conforme à la Constitution - Saisine du Premier ministre du 24 décembre 1994 conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 17 - Décision n° 94-355 DC du 10 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1995) qui déclare contraires à la Constitution, à l'article 4 de la **loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature**, les mots : « ... et de l'effectif budgétaire global du premier groupe du premier grade ». - Saisine du Premier ministre du 24 décembre 1994 conformément aux articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 18 - Décision n° 94-357 DC* du 25 janvier 1995 qui déclare conformes à la Constitution, les articles 92, 95 et 119 de la **loi portant diverses dispositions d'ordre social**. - Lettre de saisine de députés du 27 décembre 1994.
- 19 - Décision n° 94-358 DC* du 26 janvier 1995 qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** :
 - le II de l'article 32,
 - le second alinéa du II de l'article 65,
 - le VI de l'article 68. - Lettre de saisine de députés du 28 décembre 1994.
- 20 - Décision n° 94-359 DC du 19 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1995) qui déclare le II de l'article 7 de la **loi relative à la diversité de l'habitat** conforme à la Constitution. - Lettre de saisine de députés du 28 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1995).
- 21 - Décision n° 94-360 DC* du 2 février 1995 qui déclare l'article 35 de la **loi relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** contraire à la Constitution. - Lettre de saisine de sénateurs du 4 janvier 1995.
- 22 - Décision n° 94-361 DC* du 2 février 1995 qui déclare la **loi relative aux marchés publics et délégations de service public** conforme à la Constitution. - Saisine du Premier ministre du 4 janvier 1995 en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.
- 23 - Décision n° 94-362 DC* du 2 février 1995 qui déclare la **loi relative à la déclaration de patrimoine des membres du gouvernement** conforme à la Constitution. - Saisine du Premier ministre du 4 janvier 1995, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

* Décisions publiées ultérieurement au *J.O.* (Lois et décrets)

24 – Décision n° 95-363 DC du 11 janvier 1995 (*J.O.* Lois et décrets du 14 janvier 1995) qui déclare contraires à la Constitution : au deuxième alinéa de l'article 20 de la **loi relative au financement de la vie politique**, les mots : « ... faites à compter de la promulgation de la présente loi ... », le troisième alinéa de cet article ainsi que les autres dispositions dudit article qui en sont inséparables. – Saisine du Premier ministre du 4 janvier 1995, dans les conditions prévues à l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

XVI. – PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 *bis* du Règlement)

N° 70128 bis du 15 janvier 1994 – M. Alain Deschamps demande la création de conciliateurs familiaux (Feuilleton n° 69 du 27 janvier 1994).

N° 70129 du 15 janvier 1994 – M. Hubert Blanchon demande une révision de la loi Veil de 1975 par voie référendaire (Feuilleton n° 69 du 27 janvier 1994).

N° 70130 du 11 mars 1994 – Mme Sylvie Kalfon demande, au nom de l'Association de défense des déposants de la Banque of crédit and commerce international (BCCI), la mise en œuvre des moyens permettant de rechercher les responsables de la faillite de la BCCI et d'assurer le remboursement intégral des déposants des succursales françaises (Feuilleton n° 72 du 7 avril 1994).

N° 70131 du 22 mars 1994 – M. Georges Pujol demande, au nom de l'Association « Vivre à Enveitg », la révision des projets de liaisons routières à travers le plateau de la commune d'Enveitg (Feuilleton n° 72 du 7 avril 1994).

N° 70132 du 18 mars 1994 – M. Claude Le Digou demande le maintien des émissions en langue bretonne sur France 3 (Feuilleton n° 77 du 19 avril 1994).

N° 70133 du 23 juin 1994 – Mme Marcelle Buirette demande l'abolition du Comité d'éthique (Feuilleton n° 111 du 24 juin 1994).

N° 70134 du 7 octobre 1994 – M. J.-B. Michard demande l'adoption d'une loi concernant le port du voile islamique dans l'espace scolaire public (Feuilleton n° 18 du 4 novembre 1994).

N° 70135 du 3 novembre 1994 – Mme Anne-Marie Baillou demande le maintien des trains 4318 et 4319 de la ligne Paris-Bordeaux via La Rochelle (Feuilleton n° 18 du 4 novembre 1994).

XVII. – TABLEAUX DE CONCORDANCE

**A. – De la date des séances avec la date de la publication,
la pagination, les numéros des JO Débats et les numéros des microfiches.
(Compte rendu)**

ANNÉE 1994

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
11 janvier.....	12 janvier.....	1 à 10	1	7 juillet.....	8 juillet.....	3643 à 3710	63
12 janvier.....	13 janvier.....	11 à 78	2	8 juillet.....	9 juillet.....	3711 à 3828	64
13 janvier.....	14 janvier.....	79 à 138	3	11 juillet.....	12 juillet.....	3829 à 3872	65
14 janvier.....	15 janvier.....	139 à 160	4	12 juillet.....	13 juillet.....	3873 à 3948	66
17 janvier.....	18 janvier.....	161 à 224	5	13 juillet.....	14 juillet.....	3949 à 3970	67
18 janvier.....	19 janvier.....	225 à 282	6	3 octobre.....	4 octobre.....	3971 à 3986	68
19 janvier.....	20 janvier.....	283 à 346	7	4 octobre.....	5 octobre.....	3987 à 4034	69
20 janvier.....	21 janvier.....	347 à 416	8	5 octobre.....	6 octobre.....	4035 à 4090	70
21 janvier.....	22 janvier.....	417 à 436	9	6 octobre.....	7 octobre.....	4091 à 4114	71
24 janvier.....	25 janvier.....	437 à 484	10	11 octobre.....	12 octobre.....	4115 à 4164	72
25 janvier.....	26 janvier.....	485 à 550	11	12 octobre.....	13 octobre.....	4165 à 4230	73
26 janvier.....	27 janvier.....	551 à 650	12	13 octobre.....	14 octobre.....	4231 à 4344	74
27 janvier.....	28 janvier.....	651 à 704	13	14 octobre.....	15 octobre.....	4345 à 4390	75
2 avril.....	3 avril.....	705 à 726	14	18 octobre.....	19 octobre.....	4391 à 4444	76
6 avril.....	7 avril.....	727 à 772	15	19 octobre.....	20 octobre.....	4445 à 4510	77
7 avril.....	8 avril.....	773 à 842	16	20 octobre.....	21 octobre.....	4511 à 4612	78
8 avril.....	9 avril.....	843 à 908	17	21 octobre.....	22 octobre.....	4613 à 4638	79
12 avril.....	13 avril.....	909 à 978	18	25 octobre.....	26 octobre.....	4639 à 4684	80
13 avril.....	14 avril.....	979 à 1072	19	26 octobre.....	27 octobre.....	4685 à 4742	81
14 avril.....	15 avril.....	1073 à 1152	20	27 octobre.....	28 octobre.....	4743 à 4820	82
19 avril.....	20 avril.....	1153 à 1170	21	2 novembre.....	3 novembre.....	4821 à 4882	83
20 avril.....	21 avril.....	1171 à 1188	22	3 novembre.....	4 novembre.....	4883 à 4980	84
21 avril.....	22 avril.....	1189 à 1204	23	4 novembre.....	5 novembre.....	4981 à 5074	85
22 avril.....	23 avril.....	1205 à 1220	24	5 novembre.....	6 novembre.....	5075 à 5146	86
26 avril.....	27 avril.....	1221 à 1258	25	7 novembre.....	8 novembre.....	5147 à 5244	87
27 avril.....	28 avril.....	1259 à 1350	26	8 novembre.....	9 novembre.....	5245 à 5370	88
3 mai.....	4 mai.....	1351 à 1392	27	9 novembre.....	10 novembre.....	5371 à 5444	89
4 mai.....	5 mai.....	1393 à 1452	28	10 novembre.....	11 novembre.....	5445 à 5508	90
5 mai.....	6 mai.....	1453 à 1520	29	14 novembre.....	15 novembre.....	5509 à 5552	91
6 mai.....	7 mai.....	1521 à 1542	30	15 novembre.....	16 novembre.....	5553 à 5626	92
10 mai.....	11 mai.....	1543 à 1560	31	16 novembre.....	17 novembre.....	5627 à 5700	93
11 mai.....	12 mai.....	1561 à 1580	32	17 novembre.....	18 novembre.....	5701 à 5802	94
17 mai.....	18 mai.....	1581 à 1628	33	18 novembre.....	19 novembre.....	5803 à 5850	95
18 mai.....	19 mai.....	1629 à 1714	34	22 novembre.....	23 novembre.....	5851 à 5906	96
19 mai.....	20 mai.....	1715 à 1788	35	23 novembre.....	24 novembre.....	5907 à 5978	97
24 mai.....	25 mai.....	1789 à 1804	36	24 novembre.....	25 novembre.....	5979 à 6078	98
25 mai.....	26 mai.....	1805 à 1886	37	25 novembre.....	26 novembre.....	6079 à 6196	99
26 mai.....	27 mai.....	1887 à 1942	38	26 novembre.....	27 novembre.....	6197 à 6260	100
27 mai.....	28 mai.....	1943 à 1954	39	28 novembre.....	29 novembre.....	6261 à 6332	101
31 mai.....	1 ^{er} juin.....	1955 à 2004	40	29 novembre.....	30 novembre.....	6333 à 6398	102
1 ^{er} juin.....	2 juin.....	2005 à 2084	41	30 novembre.....	1 ^{er} décembre.....	6399 à 6488	103
2 juin.....	3 juin.....	2085 à 2192	42	1 ^{er} décembre.....	2 décembre.....	6489 à 6560	104
3 juin.....	4 juin.....	2193 à 2230	43	2 décembre.....	3 décembre.....	6561 à 6632	105
7 juin.....	8 juin.....	2231 à 2264	44	3 décembre.....	4 décembre.....	6633 à 6696	106
8 juin.....	9 juin.....	2265 à 2388	45	4 décembre.....	5 décembre.....	6697 à 6722	107
9 juin.....	10 juin.....	2389 à 2462	46	5 décembre.....	6 décembre.....	6723 à 6808	108
13 juin.....	14 juin.....	2463 à 2498	47	6 décembre.....	7 décembre.....	6809 à 6906	109
14 juin.....	15 juin.....	2499 à 2556	48	7 décembre.....	8 décembre.....	6907 à 6972	110
15 juin.....	16 juin.....	2557 à 2620	49	8 décembre.....	9 décembre.....	6973 à 7064	111
16 juin.....	17 juin.....	2621 à 2672	50	9 décembre.....	10 décembre.....	7065 à 7166	112
17 juin.....	18 juin.....	2673 à 2708	51	10 décembre.....	11 décembre.....	7167 à 7278	113
21 juin.....	22 juin.....	2709 à 2780	52	12 décembre.....	13 décembre.....	7279 à 7358	114
22 juin.....	23 juin.....	2781 à 2854	53	13 décembre.....	14 décembre.....	7359 à 7452	115
23 juin.....	24 juin.....	2855 à 2966	54	14 décembre.....	15 décembre.....	7453 à 7540	116
24 juin.....	25 juin.....	2967 à 3034	55	15 décembre.....	16 décembre.....	7541 à 7650	117
28 juin.....	29 juin.....	3035 à 3122	56	16 décembre.....	17 décembre.....	7651 à 7688	118
29 juin.....	30 juin.....	3123 à 3258	57	19 décembre.....	20 décembre.....	7689 à 7798	119
30 juin.....	1 ^{er} juillet.....	3259 à 3324	58	20 décembre.....	21 décembre.....	7779 à 7888	120
1 ^{er} juillet.....	2 juillet.....	3325 à 3400	59	21 décembre.....	22 décembre.....	7889 à 7970	121
4 juillet.....	5 juillet.....	3401 à 3492	60	22 décembre.....	23 décembre.....	7971 à 8080	122
5 juillet.....	6 juillet.....	3493 à 3554	61	23 décembre.....	24 décembre.....	8081 à 8136	123
6 juillet.....	7 juillet.....	3555 à 3642	62				

**B. – De la date de la publication avec la pagination,
les numéros des JO Questions et les numéros des microfiches.
(Questions)**

ANNÉE 1994

DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
6 janvier	1 à 40	1	7 juillet	1627 à 1704	27
13 janvier	41 à 80	2	14 juillet	1705 à 1780	28
20 janvier	81 à 152	3	21 juillet	1781 à 1826	29
27 janvier	153 à 210	4	28 juillet	1827 à 1886	30
3 février	211 à 266	5	4 août	1887 à 1954	31
10 février	267 à 318	6	11 août	1955 à 2024	32
17 février	319 à 390	7	25 août	2025 à 2096	33
24 février	391 à 454	8	1 ^{er} septembre	2097 à 2174	34
3 mars	455 à 500	9	8 septembre	2175 à 2226	35
10 mars	501 à 550	10	15 septembre	2227 à 2268	36
17 mars	551 à 606	11	22 septembre	2269 à 2308	37
24 mars	607 à 684	12	29 septembre	2309 à 2358	38
31 mars	685 à 740	13	6 octobre	2359 à 2422	39
7 avril	741 à 820	14	13 octobre	2423 à 2482	40
14 avril	821 à 904	15	20 octobre	2483 à 2530	41
21 avril	905 à 956	16	27 octobre	2531 à 2582	42
28 avril	957 à 1022	17	3 novembre	2583 à 2642	43
5 mai	1023 à 1108	18	10 novembre	2643 à 2680	44
12 mai	1109 à 1174	19	17 novembre	2681 à 2730	45
19 mai	1175 à 1242	20	24 novembre	2731 à 2794	46
26 mai	1243 à 1304	21	1 ^{er} décembre	2795 à 2850	47
2 juin	1305 à 1368	22	8 décembre	2851 à 2918	48
9 juin	1369 à 1450	23	15 décembre	2919 à 2980	49
16 juin	1451 à 1506	24	22 décembre	2981 à 3040	50
23 juin	1507 à 1570	25	29 décembre	3041 à 3100	51
30 juin	1571 à 1626	26			

XVIII. – EXPLICATION DES SIGLES

ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.
ACTIA	Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.	AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	AMF	Accords multifibres
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	AMG	Assistance médicale gratuite.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.	ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ADI	Agence de l'information.	ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ADRAF	Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises
AELE	Association européenne de libre échange	ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
AFA	Association foncière agricole.	ANDDOM	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
AFAT	Association française d'action touristique.	ANDEM	Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.	ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.	ANEFE	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
AFME	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
AFNOR	Association française de normalisation.	ANIL	Association nationale d'information logement.
AFP	Agence France-Presse.	ANIT	Agence nationale de l'information touristique.
AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.	ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.	ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.

ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.	CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.	CDC	Caisse des dépôts et consignations.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.	CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.
AP	Assistance publique.	CDF	Charbonnages de France.
APE	Allocation parentale d'éducation.	CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.	CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
APL	Aide personnalisée au logement.	CECOS	Centres d'études et de conservation du sperme.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.	CEE	Communauté économique européenne.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.	CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom)
ARIM	Association de restauration immobilière.	CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.	CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.	CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.	CEO	Centre d'études d'opinion.
ASE	Agence spatiale européenne.	CEP	Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.	CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	CEPME	Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.	CERAH	Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
ATC	Assistants techniques du commerce.	CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière.	CERC	Centre d'étude des revenus et des coûts.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.	CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.	CES	Collège d'enseignement secondaire.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.	CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
BANA	Budget annexe de la navigation aérienne.	CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	CET	Collège d'enseignement technique.
BCA	Bureau central d'alerte.	CFA	Centre de formation d'apprentis.
BCC	Banque centrale de compensation.	CFCE	Centre français du commerce extérieur.
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.	CFDT	Confédération française démocratique du travail.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.	CFP	Compagnie française des pétroles.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale.	CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
BEI	Banque européenne d'investissement.	CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens.
BEP	Brevet d'études professionnelles.	CGC	Confédération générale des cadres.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.	CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement.	CGE	Compagnie générale d'électricité.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.	CGI	Code général des impôts.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.	CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.	CGT	Confédération générale du travail.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.	CGT-FO	Confédération générale du travail force ouvrière.
BIT	Bureau international du travail.	CHR	Centre hospitalier régional.
BPA	Brevet professionnel agricole.	CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.	CHU	Centre hospitalier et universitaire.
BTP	Bâtiment et travaux publics.	CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
BTS	Brevet de technicien supérieur.	CIDAR	Comité interministériel de développement et d'aménagement rural.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.	CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.	CIFIA	Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.	CIFRE	Convention industrielle de formation par la recherche.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.	CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	CIJ	Cour internationale de justice.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.	CIL	Comités interprofessionnels du logement
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.	CIO	Comité international olympique.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.	CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.	CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.
CAPET	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique	CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.	CIRCOSC	Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.
CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.	CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CAT	Centre d'aide par le travail.	CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle.

CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.	CPP	Code de procédure pénale.
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes.	CREDOC	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).	CREPS	Centre régional d'éducation populaire et de sport.
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales.	CRIDEL	Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local.
CNAJEP	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.	CRITT	Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique.
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.	CROAT	Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés	CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CNAP	Conseil national d'accession à la propriété.	CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CNAPS	Conseil national des activités physiques et sportives.	CRPF	Centre régional de la propriété forestière.
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	CRS	Compagnies républicaines de sécurité.
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.	CRTL	Comité régional du tourisme et des loisirs.
CNBF	Caisse nationale des barreaux français.	CSA	Conseil supérieur de l'audiovisuel.
CNC	Centre national de la cinématographie.	CSCE	Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.
CNCA	Caisse nationale de crédit agricole.	CSFE	Conseil supérieur des Français de l'étranger
CNDP	Centre national de documentation pédagogique.	CSG	Contribution sociale généralisée.
CNEC	Centre national d'enseignement par correspondance.	CSMF	Confédération des syndicats médicaux français.
CNEJ	Centre national d'études judiciaires.	CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment.
CNES	Centre national d'études spatiales.	CTIFL	Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CNESER	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.	CTIR	Centres de traitement informatique régionaux.
CNESSS	Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.	CUCES	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CNET	Centre national d'études des télécommunications.	CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.	CVR	Combattant volontaire de la Résistance.
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale.	DAGIC	Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
CNIH	Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.	DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
CNIJ	Centre national d'informatique juridique.	DCRF	Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés.	DCRI	Direction de la coopération et des relations internationales.
CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.	DDA	Directions départementales de l'agriculture.
CNME	Caisse nationale des marchés de l'Etat.	DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
CNOSF	Comité national olympique et sportif français.	DDE	Direction départementale de l'équipement.
CNPF	Conseil national du patronat français.	DEFI	Développement-Exportation-Formation-Image.
CNR	Compagnie nationale du Rhône.	DEPE	Délégués des entreprises pour l'emploi.
CNRACL	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.	DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.	DGA	Délégation générale pour l'armement.
CNTA	Comptoir national technique agricole.	DGCC	Direction générale de la concurrence et de la consommation.
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.	DGCL	Direction générale des collectivités locales.
CNVA	Conseil national de la vie associative.	DGD	Dotations générales de décentralisation.
COB	Commission des opérations de bourse.	DGE	Dotations globales d'équipement
CODEFI	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.	DGF	Dotations globales de fonctionnement.
CODER	Commission de développement économique régional.	DGRC	Direction générale des relations culturelles.
CODERPA	Comité départemental des retraités et personnes âgées.	DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
CODEVI	Comptes pour le développement industriel.	DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure.
CODIS	Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.	DGT	Direction générale des télécommunications.
CODISC	Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.	DIHP	Délégation de l'information historique pour la paix.
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.	DIJA	Dotations d'installation aux jeunes agriculteurs.
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires	DJA	Dotations aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
COMES	Commissariat à l'énergie solaire.	DOM	Département d'outre-mer.
COMT	Commission des marchés à terme de marchandises.	DOT	Défense opérationnelle du territoire.
CORDET	Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.	DST	Direction de la surveillance du territoire.
CORDES	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.	EARL	Exploitations agricoles à responsabilité limitée.
CORRI	Comité régional de restructuration industrielle.	ECU	European currency unit
COS	Coefficient d'occupation du sol.	EDF	Unité de compte européenne.
COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.	EID	Electricité de France.
CPAG	Centres de préparation à l'administration générale.	ENA	Entente interdépartementale pour la démoustication.
CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement.	ENIM	Ecole nationale d'administration.
		ENM	Etablissement national des invalides de la marine.
		ENS	Ecole nationale de la magistrature.
		EPA	Ecoles normales supérieures.
		EPAD	Etablissements publics administratifs.
			Etablissements publics pour l'aménagement de la Défense.

EPIC	Etablissements publics industriels et commerciaux.	FNAH	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
EPS	Education physique et sportive.	FNAL	Fonds national d'aide au logement.
ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.	FNAT	Fonds national d'aménagement du territoire.
EUMETSAT	European Meteorology Satellite Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.	FNDA	Fonds national de développement agricole.
EUREKA	European research coordination agency. Agence de coordination pour la recherche européenne	FNDA (ou FNDVA)	Fonds national pour le développement de la vie associative.
EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	FNDAE	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.
EUTELSAT	European telecommunications satellite organisation. Organisation européenne de télécommunications par satellite.	FNDS	Fonds national pour le développement du sport.
FAAS	Fonds additionnel d'action sociale.	FNE	Fonds national de l'emploi.
FAC	Fonds d'aide et de coopération.	FNI	Forces nucléaires intermédiaires.
FACE	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.	FNS	Fonds national de solidarité.
FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.	FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FADIL	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.	FNSP	Fondation nationale des sciences politiques.
FAO	Food and agriculture organisation Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.	FNULAD	Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues.
FAR	Force d'action rapide.	FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FARI	Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.	FORMA	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles.	FOST	Force océanique stratégique.
FASASA	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.	FPA	Formation professionnelle des adultes.
FASSO	Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.	FRAC	Fonds régionaux d'art contemporain.
FATAC	Force aérienne tactique.	FRILE	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FAU	Fonds d'aménagement urbain.	FR2	France 2
FBCF	Formation brute de capital fixe.	FR3	France 3
FCTVA	Fonds de compensation pour la TVA.	FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FDES	Fonds de développement économique et social.	FSGT	Fonds spécial de grands travaux.
FEC	Fonds d'égalisation des charges.	FSIR	Fonds spécial d'investissement routier.
FECL	Fonds d'équipement des collectivités locales.	GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun.
FED	Fonds européen de développement.	GANIL	Grand accélérateur national à ions lourds.
FEDER	Fonds européen de développement régional.	GAPP	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.	GATT	General agreement on tariffs and trade Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
FIANE	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.	GDF	Gaz de France.
FIAC	Foire internationale d'art contemporain.	GEIE	Groupement européen d'intérêt économique.
FIAM	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.	GEIP	Groupe européen indépendant de programmes.
FIAT	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.	GEPI	Groupe d'études prospectives internationales.
FIC	Fonds d'intervention culturelle.	GERDAT	Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
FICA	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.	GFA	Groupement foncier agricole.
FIDA	Fonds international pour le développement agricole.	GIAT	Groupement des industries d'armement terrestre.
FIDAR	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.	GIDEL	Groupe interministériel sur le développement économique local.
FIDES	Fonds d'investissement pour le développement économique et social.	GIE	Groupement d'intérêt économique.
FIDOM	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.	GIP	Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).
FIM	Fonds industriel de modernisation.	GIRZOM	Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières.
FINUL	Force intérimaire des Nations unies au Liban.	GMEM	Groupe maritime d'économie mixte.
FIOM	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.	GREF	Génie rural des eaux et forêts.
FIQV	Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.	GREP	Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.
FIR	Fonds d'investissement routier.	HLM	Habitations à loyer modéré.
FIRS	Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.	IAD	Indemnité annuelle de départ.
FLNC	Front de libération nationale de la Corse.	IATA	Association internationale des transports aériens.
FLNKS	Front de libération national kanak socialiste.	IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
FMF	Fédération des médecins de France.	ICC	Institut du commerce et de la consommation.
FMI	Fonds monétaire international.	IDES	Institut de développement de l'économie sociale.
FMO	Force multinationale et d'observateurs.	IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.
FNAC	Fédération nationale d'achat des cadres. Fonds national d'art contemporain	IDI	Institut de développement industriel.
FNACA	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.	IDIA	Institut de développement des industries agricoles et alimentaires.
FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.	IDICA	Institut de développement industriel des composants automobiles.
		IDS	Initiative de défense stratégique.
		IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer.
		IEP	Institut d'études politiques.
		IFAC	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
		IFP	Institut français du pétrole.
		IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
		IGN	Institut géographique national.
		IGREF	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
		IHEDN	Institut des hautes études de la défense nationale.

ILM	Immeuble à loyer moyen.	MSA	Mutualité sociale agricole.
ILN	Immeuble à loyer normal.	MSF	Médecins sans frontières.
INA	Institut national de l'audiovisuel.	NBC	Protection nucléaire, bactériologique, chimique.
INAO	Institut national des appellations d'origine.	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
INALCO	Institut national des langues et civilisations orientales.	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
INC	Institut national de la consommation.	OCORA	Office de coopération radiophonique.
INED	Institut national d'études démographiques.	ODEADOM	Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.
INEP	Institut national d'éducation populaire.	OECE	Organisation européenne de coopération économique.
INERIPT	Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.	OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse.
INMARSAT	International maritime satellite organisation Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.	OFIVAL	Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.	OFRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides.
INPNP ou IN2P3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.	OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.	OGAF	Opération groupée d'aménagement foncier.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.	OIT	Organisation internationale du travail.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.	OLP	Organisation de la libération de la Palestine.
INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.	OMCI	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
INSA	Institut national des sciences appliquées.	OMI	Organisation maritime internationale.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.	OMS	Organisation mondiale de la santé.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.	ONAC	Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
INTELSAT	International telecommunications satellite consortium Organisation internationale de télécommunications par satellite.	ONF	Office national des forêts.
IRA	Instituts régionaux d'administration.	ONG	Organisations non gouvernementales.
IRAP	Instituts régionaux d'administration publique.	ONI	Office national de l'immigration.
IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.	ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.	ONIFLHOR	Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.
IRCHA	Institut national de recherche chimique appliquée.	ONILAIT	Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.
IRES	Institut de recherche économique et sociale.	ONIPPAM	Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.	ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.	ONIVINS	Office national interprofessionnel des vins.
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.	ONSER	Organisation nationale pour la sécurité routière.
ISM	Indemnité spéciale de montagne.	ONU	Organisation des Nations unies.
ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.	ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.	OPA	Offres publiques d'achat.
ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.	OPCVM	Organismes de placements collectifs en valeur mobilière.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
IUT	Institut universitaire de technologie.	OPH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
IVD	Indemnité viagère de départ.	OPPBTP	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
IVG	Interruption volontaire de grossesse.	OREAV	Organismes d'études d'aménagement des vallées.
JAM	Juges des affaires matrimoniales.	ORGANIC	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
JAP	Juges de l'application des peines.	ORSEC	Organisation des secours.
JO	Journal officiel.	ORSECRAD	Plan ORSEC radiations.
LEP	Lycées d'enseignement professionnel.	ORSECTOX	Plan ORSEC matières toxiques.
LICRA	Ligne internationale contre le racisme et l'antisémitisme.	ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
LKS	Mouvement de libération kanak.	ORT	Obligations renouvelables du Trésor.
LTS	Logement très social.	OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
MARISAT	Système de télécommunications maritimes par satellites.	OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
MATIF	Marché à terme d'instruments financiers.	OUA	Organisation de l'unité africaine.
MCM	Montants compensatoires monétaires.	PAC	Politique agricole commune.
MECA	Machines et équipements de conception avancée.	PAF	Police de l'air et des frontières.
MFR	Maisons familiales rurales.	PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat.
MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale.	PAIO	Permanences d'accueil, d'information et d'orientation
MIDIST	Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.	PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.	PAP	Prêt d'accession à la propriété. Programme d'action prioritaire.
MJC	Maisons des jeunes et de la culture.	PAPIR	Programme d'action prioritaire d'initiative régionale. Plans d'aménagement ruraux.
		PAR	Professeur d'enseignement général de collègue.
		PEGC	Plans d'épargne populaire.
		PEP	Plans d'exposition aux risques.
		PER	Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
		PIB	

PIG	Projets d'intérêt général.	SEATER	Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
PIL	Programme d'insertion locale.	SEATM	Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
PIM	Programmes intégrés méditerranéens.	SEFA	Société d'épargne foncière agricole.
PLA	Prêt locatif aidé.	SEFRANE	Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
PLD	Plafond légal de densité.	SEITA	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
PLR	Programmes à loyer réduit.	SEPT	Société européenne de télévision.
PMA	Pays les moins avancés.	SESAME	Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
PME	Petites et moyennes entreprises.	SFP	Société française de production et création audiovisuelles.
PMI	Petites et moyennes industries. Protection maternelle et infantile.	SFR	Société de financement régional.
PMS	Préparation militaire supérieure.	SFT	Société française de télédistribution.
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information	SGDN	Secrétariat général de la défense nationale.
PMU	Pari mutuel urbain.	SICA	Société d'intérêt collectif agricole.
PNB	Produit national brut.	SICAV	Société d'investissement à capital variable.
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.	SICOMI	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement.	SIDA	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
POA	Prime d'orientation agricole.	SIDO	Société interprofessionnelle des oléagineux.
POLMAR	Plan ORSEC pollution marine.	SIECA	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
POS	Plan d'occupation des sols.	SIFE	Stage d'insertion et de formation à l'emploi
POSEIDOM	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outremer.	SIRPA	Service d'information et de relations publiques des armées.
PPE	Programmes prioritaires d'exécution.	SIVOM	Syndicat intercommunal à vocation multiple.
PPI	Plan particulier d'intervention.	SIVP	Stage d'initiation à la vie professionnelle.
PPS	Prêts participatifs simplifiés.	SLEC	Sociétés locales d'économie mixte.
PRDE	Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.	SMA	Service militaire adapté.
PSI	Prêt spécial immobilier.	SME	Système monétaire européen.
PSR	Programmes sociaux de relogement.	SMI	Surface minimum d'installation (agriculture). Système monétaire international.
PTE	Postes, télécommunications et espace	SMIC	Salaire minimum de croissance.
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer.	SMUR	Services mobiles d'urgence et de réanimation.
PTT	Postes et télécommunications.	SMVM	Schéma de mise en valeur de la mer.
PVD	Pays en voie de développement.	SNCF	Société nationale des chemins de fer français.
QHS	Quartiers de haute sécurité.	SNCM	Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
RATP	Régie autonome des transports parisiens.	SNECMA	Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
RBE	Résultat brut d'exploitation.	SNEP	Société nationale des entreprises de presse.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.	SNI	Syndicat national des instituteurs.
RDA	République démocratique allemande.	SNIAS	Société nationale industrielle aérospatiale.
RER	Réseau express régional.	SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
RES	Rachat d'une entreprise par ses salariés.	SNPA	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
RFA	République fédérale d'Allemagne.	SNSM	Société nationale de sauvetage en mer.
RFI	Radio France internationale.	SOFARIS	Société française pour l'assurance du capitalrisque.
RFO	Société nationale de radio-télévision française d'outre-mer.	SOFERGIE	Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie.
RFP	Régie française de publicité.	SOFICA	Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.
RMI	Revenu minimum d'insertion.	SOFINOVA	Sociétés financières d'innovation.
RMN	Résonance magnétique nucléaire.	SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
RNIS	Réseau numérique à intégration de services.	SOFIREM	Société financière pour l'industrialisation des régions minières.
RTLN	Réunion des théâtres lyriques nationaux.	SOFRATEV	Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SA	Société anonyme.	SOMI	Sociétés mobilières d'investissement.
SACEM	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.	SOMIVAC	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
SAFER	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.	SONACOTRA	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SAIF	Sociétés agricoles d'investissement foncier.	SOP	Service d'observation des programmes.
SALT (accords)	Strategic Arms Limitation Treaty. Traité de limitation des armes stratégiques.	SOPEXA	Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.
SAMU	Service d'aide médicale urgente.	SOREFI	Sociétés régionales de financement.
SARL	Société à responsabilité limitée.	SPA	Société protectrice des animaux.
SATESE	Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration.	SS	Sécurité sociale.
SCA	Sociétés coopératives artisanales. Syndicats communautaires d'aménagement.	STAR	Système téléphonique d'alerte aux risques.
SCI	Sociétés civiles immobilières.	STO	Service du travail obligatoire.
SCIC	Société immobilière de la Caisse des dépôts.	TAAF	Terres australes et antarctiques françaises.
SCOP	Sociétés coopératives ouvrières de production.	TDF	Télédiffusion de France.
SCPI	Société civile de placement immobilier.	TEF	Techniciens d'études et de fabrication.
SCPRI	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.	TFI	Télévision française 1.
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.	TGI	Tribunaux de grande instance.
SDDS	Schéma directeur départemental des structures.	TGV	Train à grande vitesse.
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.	TIG	Travaux d'intérêt général.
SDF	Sans domicile fixe.	TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours.		
SDR	Société de développement régional.		

TLE	Taxe locale d'équipement.	UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
TOM	Territoire d'outre-mer.	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
TPFA	Tribunaux permanents des forces armées.	UNIL	Union nationale interprofessionnelle du logement.
TPG	Trésoriers-payeurs généraux.	UNSS	Union nationale du sport scolaire.
TPS	Taxe sur les prestations de services.	URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
TRACFIN	Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins	UTA	Union des transports aériens.
TTFA	Tribunaux territoriaux des forces armées.	UTN	Unité touristique nouvelle.
TUC	Travaux d'utilité collective.	VRP	Voyageurs, représentants, placiers.
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée.	VRTS	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
TVHD	Télévision haute définition.	VSNA	Volontaires du service national actif.
UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale.	ZAC	Zone d'aménagement concerté.
UEO	Union de l'Europe occidentale.	ZAD	Zone d'aménagement différé.
UER	Unité d'enseignement et de recherche.	ZAN	Zones d'agglomération nouvelle.
UFAC	Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre.	ZEE	Zone économique exclusive.
UGAP	Union des groupements d'achats publics.	ZEP	Zone d'éducation prioritaire.
UGB	Unité de gros bétail.		Zone d'environnement protégé.
UGC	Union générale cinématographique.	ZIF	Zone d'intervention foncière.
ULM	Ultra-légers motorisés.	ZUP	Zone à urbaniser en priorité.
UNAF	Union nationale des associations familiales.		

DEUXIÈME PARTIE

TABLE THÉMATIQUE

SESSIONS DE 1994

A**Accidents de la circulation**

Voir *Rappels au règlement*, 33

Accords de siège et de représentation

Voir *Traité et conventions*, 49

Action humanitaire

Voir *Lois de finances*, 2, *Coopération*

Action sanitaire et sociale

Voir *Collectivités territoriales*, 1
Politique économique et sociale, 2

1. – **Proposition de loi relative à la politique sociale de la Nation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Descours, sénateurs et plusieurs de ses collègues (27 avril 1994) [n° 383 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 189-2 du code de la famille et de l'aide sociale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Vasselle, sénateur et plusieurs de ses collègues (22 juin 1994) [n° 542 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Action sociale et solidarité nationale

Voir *Rapports d'information*, 14

Actionnaires et actionariat

Voir *Politique économique et sociale*, 1
Sociétés civiles et commerciales, 1

Actions

Voir *Politique économique et sociale*, 1
Sociétés civiles et commerciales, 1

Administration territoriale

Voir *Communautés urbaines*, 1

Adoption

Voir *Famille*, 1
Médecine, 2 ; 3

Aéronautique (industrie)

Voir *Traité et conventions*, 65

Affaires sociales

Voir *Rapports du Gouvernement*, 8

Afrique

Voir *Traité et conventions*, 21 ; 22 ; 23 ; 24 ; 25 ; 26

Afrique du Sud

Voir *Rapports d'information*, 10

Traité et conventions, 34**Agence du médicament**

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Agents non titulaires des collectivités territoriales

Voir *Fonction publique territoriale*, 1

Agriculteurs

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Environnement, 3
Gouvernement (déclarations), 3
Impôts et taxes, 5

1. – **Proposition de loi visant à assurer aux anciens exploitants agricoles et à leurs conjoints des ressources convenables au moment de leur retraite**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Paul Delevoye, sénateur et plusieurs de ses collègues (17 mai 1994) [n° 426 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Agriculture

Voir *Communautés européennes*, 19
Gouvernement (déclarations), 3
Lois de finances, 2, *Départements et territoires d'outre-mer*
Rapports du Gouvernement, 14
Traité et conventions, 65

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture (10 novembre 1993) [n° 90 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Moinard (8 décembre 1993) [n° 148 (93-94)] – Avis de M. Bernard Seillier (15 décembre 1993) [n° 180 (93-94)] – Urgence – Discussion (16 décembre 1993) (voir Table Thématique 1993 – Agriculture, 5) – Adoption (16 décembre 1993) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1993) [n° 861 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Germain Gengenwin (20 décembre 1993) [n° 874 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993 et 18 janvier 1994) – Adoption (18 janvier 1994) [n° 142].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 janvier 1994) [n° 255 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Germain Gengenwin (24 janvier 1994) [n° 964 (93-94)] – Discussion (24 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 153].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Louis Moinard (24 janvier 1994) [n° 260 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 88].

PROMULGATION : loi n° 94-114 du 10 février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 11 février 1994).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 janvier 1994) (p. 673, 682).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 673, 676) : *MM. Louis Moinard, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roland Courteau, Jean Puech, ministre de l'agriculture.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 676, 682)

TITRE I^{er}**DES MEDICAMENTS VETERINAIRES**

Art. 1^{er} (p. 676).

TITRE II

DES ECHANGES D'ANIMAUX ET DE DENREES ANIMALES

Art. 2 A (*Vétérinaires investis d'un mandat sanitaire*) (p. 677) – Supprimé par la CMP.

Art. 2 bis (*Techniciens des services vétérinaires qui assistent les vétérinaires spécialistes*) (p. 677).

Art. 4 (p. 677).

Art. 4 bis (p. 677) – Supprimé par la CMP.

Art. 6 (p. 677).

Art. 8 (p. 678).

TITRE III

DU CONTROLE DES PRODUITS SOUMIS A RESTRICTION DE CIRCULATION INTRA-COMMUNAUTAIRE

Art. 10 (p. 678).

Art. 15 (p. 679).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION SOCIALE AGRICOLE

Art. 18 et 19 (p. 679).

Art. 25 (p. 680).

Art. 26 bis (*Nombre de délégués cantonaux à élire*) (p. 680) – Supprimé par la CMP.

Art. 29 bis (*Déductions des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles*) (p. 680).

Art. 30 (p. 681) – Supprimé par la CMP.

TITRE IV BIS

DISPOSITIONS VISANT A RETABLIR LE DROIT DE PECHE DANS L'ETANG DE BERRE

Art. 31 bis (*Situation biologique de l'étang de Berre ; amnistie des faits de pêche prohibée*) (p. 681).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 34 (p. 681).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 681, 682) : *M. André Rouvière.*

Adoption (27 janvier 1994) (p. 682).

2. – **Projet de loi relatif au prix des fermages**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture (15 juin 1994) [n° 511 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Alain Pluchet (6 juillet 1994) [n° 588 (93-94)] – Discussion (12 juillet 1994) – Adoption (12 juillet 1994) [n° 204].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 juillet 1994) [n° 1502 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Daniel Soulage (28 septembre 1994) [n° 1537 (93-94)] – Discussion (10 octobre 1994) – Adoption (10 octobre 1994) [n° 277].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 octobre 1994) [n° 16 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Alain Pluchet (9 novembre 1994) [n° 63 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1661 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Daniel Soulage (30 novembre 1994) [n° 1741 (94-95)] – Discussion (16 décembre 1994) – Adoption (16 décembre 1994) [n° 323].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (16 décembre 1994) [n° 165 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Daniel Soulage (21 décembre 1994) [n° 1838 (94-95)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Alain Pluchet (21 décembre 1994) [n° 186 (94-95)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1994) [n° 1839 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Daniel Soulage (21 décembre 1994) [n° 1843 (94-95)] – Discussion (21 décembre 1994) – Adoption (21 décembre 1994) [n° 335].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 décembre 1994) [n° 194 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Alain Pluchet (22 décembre 1994) [n° 195 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 68].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (23 décembre 1994) [n° 1881 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Daniel Soulage (23 décembre 1994) [n° 1882 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 347].

PROMULGATION : Loi n° 95-2 du 2 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 3 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(12 juillet 1994) (p. 3916, 3943).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3916, 3931) : *MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean Delaneau, Roland du Luart, Fernand Tardy, Paul Raoult, Félix Leyzour, Jean-Paul Hamman.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3933, 3943) : *MM. Félix Leyzour, Jean Puech, ministre ; Alain Pluchet, rapporteur ; Fernand Tardy, Michel Moreigne, Philippe François, Jacques de Menou, Bernard Laurent.*

Art. 1^{er} (*Fixation du prix du bail en monnaie – Indexation*) (p. 3933) – Adopté après modification (p. 3938).

Art. 2 (*Règlement du prix du bail*) (p. 3938) – Adopté après modification (p. 3939).

Art. 3 (*Equivalence des maxima et des minima*) – Adopté après modification (p. 3939).

Art. 4 (*Application aux baux en cours*) (p. 3939) – Adopté après modification (p. 3940).

Art. 5 (*Dispositions applicables aux baux conclus ou renouvelés dans un délai d'un an*) – Adopté après modification (p. 3940).

Art. additionnel après l'art. 5 (*Rapport au Parlement*) – Adopté (p. 3941).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3943) : *MM. Marcel Daunay, Félix Leyzour, Fernand Tardy, Philippe François.*

Adoption (12 juillet 1994) (p. 3943).

Discussion (deuxième lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5582, 5588).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5582, 5584) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5584, 5586) : *MM. Félix Leyzour, Alain Pluchet, rapporteur ; Roger Romani, ministre délégué ; William Chervy.*

Art. 1^{er} (p. 5584) – Adopté après modification (p. 5586).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5586) : *MM. William Chervy, Félix Leyzour.*

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5586).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 décembre 1994) (p. 8084, 8087).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8084, 8085) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8085, 8086) : *MM. Alain Pluchet, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Robert Vizet.*

Art. 1^{er} – Adopté après modification (p. 8086).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8086) : *M. Robert Vizet.*

Adoption (23 décembre 1994) (p. 8086).

Aide personnalisée au logement (APL)

Voir *Logement*, 5

Air France

Voir *Politique économique et sociale*, 1

Ajournement du Sénat

Voir *Allocutions et communications*, 4 ; 19

Alcoolisme

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3
Publicité, 1
Santé, 1

Algérie

Voir *Rapatriés*, 1
Rappels au règlement, 15

Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)

Voir *Famille*, 1

Allocation parentale d'éducation (APE)

Voir *Famille*, 1

Allocations de recherche

Voir *Lois de finances*, 2, Enseignement supérieur et recherche - II
– Recherche

Allocations familiales

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

Allocutions et communications

1. – **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 1993-1994** (11 janvier 1994) (p. 3) – *M. René Monory, président du Sénat.*

2. – **Communication du Gouvernement**, en date du 12 janvier 1994 relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la **Polynésie française** sur le projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (12 janvier 1994) (p. 53).

3. – **Hommage aux victimes du tragique accident survenu au supermarché Casino de Nice** (26 janvier 1994) (p. 612) : *MM. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance ; Alain Madelin, ministre des entreprises.*

4. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour étant épuisé (27 janvier 1994) (p. 700) – *M. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*

5. – **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1993-1994** (2 avril 1994) (p. 707) – *M. René Monory, président du Sénat.*

6. – **Communication du Gouvernement**, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Polynésie française**, de la **Nouvelle-Calédonie** et de **Wallis et Futuna** sur le projet de loi autorisant l'approbation de la **convention européenne sur la télévision transfrontière** (2 avril 1994) (p. 708).

7. – **Communication du Gouvernement** relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la **Polynésie française** sur le projet de loi organique relatif au **transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire** et sur le projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat (20 avril 1994) (p. 1173).

8. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat roumain** (20 avril 1994) (p. 1173) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

9. – **Communication du Gouvernement**, en date du 26 avril 1994, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie**, de la **Polynésie française** et des îles **Wallis et Futuna** sur le projet de loi relatif au **code des juridictions financières** et sur le projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I et II du code des juridictions financières (26 avril 1994) (p. 1223).

10. – **Souhaits de bienvenue à M. Albert Zafy, président de la République de Madagascar** (19 mai 1994) (p. 1733) – *M. René Monory, président du Sénat.*

11. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil d'Etat de Slovaquie** (24 mai 1994), (p. 1795) – *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

12. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Estonie** (31 mai 1994) (p. 1986) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

13. – **Hommage rendu à l'occasion du cinquantième anniversaire du débarquement du 6 juin 1944**, à tous ceux qui ont donné leur vie pour la France et la liberté (7 juin 1994) (p. 2233, 2234) – *MM. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.*

14. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil de la Fédération de Russie** (15 juin 1994) (p. 2560) – *M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

15. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** à compter du vendredi 1^{er} juillet 1994 (30 juin 1994) (p. 3283) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

16. – **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1993-1994** (1^{er} juillet 1994) (p. 3328) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

17. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Géorgie** (6 juillet 1994) (p. 3570) – *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

18. – **Allocution de M. René Monory** : président du Sénat (13 juillet 1994) (p. 3951, 3952) : bilan de la session parlementaire – Communication audiovisuelle – Bicaméralisme – Rôle du Sénat.
19. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour pour la session extraordinaire étant épuisé (13 juillet 1994) (p. 3968) – *M. René Monory, président du Sénat.*
20. – **Ouverture de la première session ordinaire de 1994-1995** (3 octobre 1994) (p. 3973) – *M. René Monory, président du Sénat.*
21. – **Hommage aux victimes d'une fusillade à Paris dans la nuit du 4 octobre 1994** (5 octobre 1994) (p. 4038) – *MM. Claude Estier, Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*
22. – **Communication du Gouvernement** en date du 12 octobre 1994, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie**, des îles **Wallis-et-Futuna** et de la **Polynésie française** sur le projet de loi relatif à l'**organisation des juridictions** et à la **procédure civile, pénale et administrative** (12 octobre 1994) (p. 4169).
23. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire tchèque** (18 octobre 1994) (p. 4417) – *M. René Monory, président du Sénat.*
24. – **Souhaits de bienvenue à l'ambassadeur de la République de l'Inde** (19 octobre 1994) (p. 4472) – *M. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*
25. – **Communication du Gouvernement**, en date du 20 octobre 1994 relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie**, des îles **Wallis-et-Futuna** et de la **Polynésie française** sur les deux projets de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des Républiques d'**Estonie** et de **Lituanie** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements** (20 octobre 1994) (p. 4577).
26. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de la République de Chypre** (25 octobre 1994) (p. 4641) – *M. René Monory, président du Sénat.*
27. – **Souhaits de bienvenue à M. le président de la République de Lituanie** (25 octobre 1994) (p. 4641) – *M. René Monory, président du Sénat.*
28. – **Communication du Gouvernement**, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie**, des îles **Wallis-et-Futuna** et de la **Polynésie française**, sur le projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'**adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne.**
29. – **Souhaits de bienvenue à M. le ministre des affaires étrangères de Russie** (16 novembre 1994) (p. 5654) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*
30. – **Communication du Gouvernement**, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie** et de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'**adhésion du Royaume d'Espagne** et de la **République portugaise** à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, et signée à Furchal le 18 mai 1992.
31. – **Communication du Gouvernement**, en date du 18 novembre 1994, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie**, des îles **Wallis et Futuna**, et de la **Polynésie française** sur le projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'**autodétermination de la Nouvelle-Calédonie** en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux **territoires d'outre-mer**, sur le projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du **code de la route** et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et sur le projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de **Mayotte** et de **Saint-Pierre-et-Miquelon** (18 novembre 1994) (p. 5825).
32. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale populaire chinoise** (29 novembre 1994) (p. 6340) – *M. René Monory, président du Sénat.*
33. – **Communication du Gouvernement**, en date du 1^{er} décembre 1994, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie**, des îles **Wallis-et-Futuna** et de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'**Organisation mondiale du commerce** (1^{er} décembre 1994) (p. 6509).
34. – **Réception du premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, devant le Sénat** (1^{er} décembre 1994) (supplément au Journal officiel) – *M. René Monory, président du Sénat.*
35. – **Hommage à Antoine Pinay**, ancien sénateur de la Loire de 1938 à 1941, à l'annonce de son décès (13 décembre 1994) (p. 7387) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*
36. – **Souhaits de bienvenue à une délégation ukrainienne** (20 décembre 1994) (p. 7802) : *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*
37. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** à compter du jeudi 22 décembre 1994 (21 décembre 1994) (p. 7892) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*
38. – **Clôture de la première session ordinaire de 1994-1995** (21 décembre 1994) (p. 7963) – *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*
39. – **Ouverture de la session extraordinaire de 1994-1995** (22 décembre 1994) (p. 7977) – *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*
40. – **Allocution de M. René Monory, président du Sénat** (22 décembre 1994) (p. 8018, 8021) – Remerciements – Travaux des commissions – Missions d'information – Groupes d'études – Action internationale du Sénat – Bicaméralisme – Respect des droits du Parlement – *M. Edouard Balladur, premier ministre.*
41. – **Communication du Gouvernement** relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie**, des îles **Wallis et Futuna** et de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement du protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des **substances qui appauvrissent la couche d'ozone** (23 décembre 1994) (p. 8113).
42. – **Clôture de la session extraordinaire** (23 décembre 1994) (p. 8126) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

Alsace (région)

Voir *Chasse*, 4

Alsace et Moselle

1. – **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des**

départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (18 janvier 1994) [n° 948 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raoul Béteille (31 mars 1994) [n° 1063 (93-94)] – Discussion (5 avril 1994) – Adoption (5 avril 1994) [n° 158].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1994) [n° 308 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Bohl (13 avril 1994) [n° 334 (93-94)] – Discussion (21 avril 1994) – Adoption (21 avril 1994) [n° 109].

PROMULGATION : loi n° 94-342 du 29 avril 1994 (JO Lois et décrets du 3 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(21 avril 1994) (p. 1191, 1197).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1191, 1197) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; André Bohl, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Hamann, Hubert Haenel, Charles Metzinger.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1197)

Art. 1^{er} (Création d'un groupement d'intérêt public) – Adopté (p. 1197).

Art. 2 (Membres fondateurs du groupement) – Adopté (p. 1197).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1197) : *MM. Jean Garcia, Emmanuel Hamel.*

Adoption (21 avril 1994) (p. 1197).

Aménagement du territoire

Voir *Gouvernement (déclarations), 3*
Rappels au règlement, 27 ; 29
Rapports d'information, 12

1. – Projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (15 juin 1994) [n° 1382 (93-94)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Patrick Ollier (30 juin 1994) [n° 1448 (93-94)] – Discussion (7, 8, 9, 10, 11, 12 juillet 1994) – Adoption (12 juillet 1994) [n° 264].

NOUVEL INTITULE « Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 juillet 1994) [n° 600 (93-94)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de MM. Gérard Larcher, Jean-Marie Girault, Claude Belot (19 octobre 1994) [n° 35 (94-95)] – Discussion (25, 26, 27 octobre ; 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 novembre 1994) – Adoption (9 novembre 1994) [n° 18].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 novembre 1994) [n° 1646 (94-95)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Patrick Ollier (24 novembre 1994) [n° 1724 (94-95)] – Discussion (28, 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 1994) – Adoption (1^{er} décembre 1994) [n° 292].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (2 décembre 1994) [n° 105 (94-95)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de MM. Gérard Larcher, Jean-Marie Girault, Claude Belot (9 décembre 1994) [n° 133 (94-95)] – Discussion (14, 15 décembre 1994) – Adoption (15 décembre 1994) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (16 décembre 1994) [n° 1823 (94-95)] – Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Patrick Ollier (20 décembre 1994) [n° 1834 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 337].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Gérard Larcher (20 décembre 1994) [n° 182 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 69].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 94-358 DC du 26 janvier 1995 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} février 1995) qui déclare contraires à la Constitution : le II de l'article 32 ; le second alinéa du II de l'article 65 ; le VI de l'article 68.

PROMULGATION : loi n° 95-115 du 4 février 1995 (J.O. Lois et décrets du 5 février 1995).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1994) (p. 4641, 4683) ; (26 octobre 1994) (p. 4687, 4741) ; (27 octobre 1994) (p. 4745, 4815) ; (2 novembre 1994) (p. 4824, 4875) ; (3 novembre 1994) (p. 4887, 4966) ; (4 novembre 1994) (p. 5002, 5069) ; (5 novembre 1994) (p. 5078, 5138) ; (7 novembre 1994) (p. 5151, 5238) ; (8 novembre 1994) (p. 5250, 5363) ; (9 novembre 1994) (p. 5374, 5438).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4641, 4683) ; (p. 4687, 4741) ; (p. 4745, 4810).

MM. René Monory, président du Sénat ; Edouard Balladur, Premier ministre ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Jean François-Poncet, président de la commission spéciale ; Gérard Larcher, Jean-Marie Girault, Claude Belot, rapporteurs de la commission spéciale ; Félix Leyzour, Jean Huchon, Pierre Mauroy, Roland du Luart, Paul Masson, Paul Girod, Robert Vizet, Louis Moïnard, Jean Grandon, Aubert Garcia, Henri de Raincourt – MM. Jean-Paul Delevoye, Georges Mouly, Ivan Renar, Bernard Barraux, Philippe Adnot, Marcel Charmant, Pierre-Christian Taittinger, Christian Poncet, Georges Berchet, Mme Paulette Fost, MM. Pierre Vallon, Gérard Delfau, Serge Mathieu, Yvon Bourges, André Boyer, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Marcel Lesbros, Roland Hugué, Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Bernard Barbier, René Trégouët, Pierre Laffitte, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Pierre Lagourgue, René Régnault, Jean Clouet, Hubert Haenel, Raymond Soucaret, Louis Minetti – MM. Alphonse Arzel, Raymond Courrière, Mme Anne Heinis, MM. Roger Rigaudière, Henri Collard, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Alain Lambert, Mme Josette Durrieu, MM. Jean-Pierre Fourcade, Lucien Lanier, Yvon Collin, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean Boyer, Jacques Oudin, Jean Roger, Charles Metzinger, François Gerbaud, Louis Perrein, Alain Gérard, Jacques Chaumont, André Diligent, Henri Belcour, Jacques de Menou, Michel Doublet, Jacques Delong, Paul Graziani, Jean-Paul Hugo, Philippe Marini, Joseph Ostermann, Michel Rufin, Alain Vasselle, Jean-Paul Hamann, Emmanuel Hamel, François Lesein, Philippe Richert.

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 4810) – *Mme Hélène Luc, MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre ; Robert Vizet.*

Rejet de la motion (27 octobre 1994) (p. 4814 ; scrutin public n° 10).

Motion n° 1 de M. Claude Estier, soutenue par M. Aubert Garcia, tendant à opposer la question préalable (p. 4814) – *MM. Aubert Garcia, Gérard Larcher, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre ; Jean-Pierre Masseret.*

Retrait de la motion (27 octobre 1994) (p. 4815).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4824, 4875) ; (p. 4887, 4966) ; (p. 5002, 5062) ; (p. 5078, 5138) ; (p. 5151, 5238) ; (p. 5250, 5363) ; (p. 5374, 5393).

MM. Louis Althapé, Camille Cabana, Louis de Catuelan, Gérard César, Marcel Charmant, Henri Collard, Gérard Delfau, Charles Descours, Claude Estier, Jean Faure, Mme Paulette Fost, MM. Jean-Pierre Fourcade, Aubert Garcia, Gérard Larcher, rapporteur ; Adrien Gouteyron, Emmanuel Hamel, Jean-Paul Hamann, Daniel Hoeffel, ministre délégué ; Jean-Marie Girault, rapporteur ; Alain Lambert, Lucien Lanier, Félix Leyzour, Maurice Lombard, Mmes Hélène Luc, Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Machet, Philippe Marini, Pierre Mauroy, Louis Minetti, Paul Girod, Robert Pagès, René Régnault, Ivan Renar, René Trégouët, Pierre Vallon, Alain Vasselle, Robert Vizet – M. Bernard Hugué, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Yvon Bourges, Jean-Louis Carrère, Jean Delaneau, Jean-Paul Delevoye, Pierre Dumas, Mme Josette Durrieu, MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Jean François-Poncet, président de la commission ; François Gerbaud, Mme Anne Heinis, MM. Jean Huchon, Jean Garcia, Roland du Luart, Louis Moi-

nard, Georges Mouly, Alain Pluchet, Philippe Richert, Jean Roger – MM. André Bohl, Christian Bonnet, Michel Charasse, Jean Chérioux, Etienne Dailly, Jacques Delong, Guy Robert, Henri Goetschy, Dominique Leclerc, Joseph Ostermann, Louis Perrein, Franck Sérusclat – MM. Bernard Barbier, Joël Bourdin, Paul Caron, Ernest Cartigny, André Diligent, Roger Lise, Charles Pasqua, ministre ; Pierre Schiélé, René-Pierre Signé, Michel Souplet, Serge Vinçon – MM. Jean Arthuis, Bernard Dussaut, Bernard Barraux, Georges Berchet, Raymond Bouvier, William Chervy, Mme Michelle Demessine, MM. Jacques Habert, Pierre Lagourgue, Louis Mercier, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat – MM. Claude Belot, rapporteur ; Jacques Chaumont, Jean-Jacques Robert, André Jourdain, Jean Pépin, Jean Peyrafitte, Christian Poncelet, Jean-Marie Rausch, Jean-Pierre Tizon – MM. Hubert Haenel, Josselin de Rohan.

Art. 1^{er} (*Principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4829) – Adopté après modification (p. 4843).

TITRE I^{er}

DES DOCUMENTS ET ORGANISMES RELATIFS AU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Division additionnelle avant l'art. 2 (*Chapitre 1^{er} – Du schéma national et du conseil national d'aménagement et de développement du territoire*) – Adoptée (p. 4845).

Art. 2 (*Schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4845) – Adopté après modification (p. 4857).

Art. 3 (*Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 4858) – Adopté après modification (p. 4864).

Division additionnelle avant l'art. 4 (*Chapitre 2 – Des directives territoriales d'aménagement*) – Adoptée (p. 4865).

Art. 4 (*Directives territoriales d'aménagement*) (p. 4865) – Adopté après modification (p. 4875).

Art. 5 (*Coordination*) (p. 4887) – Adopté après modification (p. 4893).

Division additionnelle avant l'art. 6 (*Chapitre 3 – Des documents de portée régionale et de la conférence régionale*) – Adoptée (p. 4894).

Art. 6 (*Charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4894).

ART. 34 DE LA LOI N° 83-8 DU 7 JANVIER 1983 (*Charte régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4895) – Adopté après modification (p. 4902).

ART. 34 BIS A DE LA LOI PRECITEE (*Conditions d'application dans les DOM*) – Adopté après modification (p. 4903).

ART. 34 BIS DE LA LOI PRECITEE (*Conférences régionales d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4903) – Adopté après modification (p. 4910).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. 34 BIS DE LA LOI PRECITEE (*Politiques interrégionales du littoral*) – Adopté (p. 4910).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4915).

Après l'art. 6 (p. 4915).

Art. additionnel (*Politiques interrégionales des massifs de montagnes*) – Adopté (p. 4917).

Art. additionnel (*Carte des formations professionnelles et technologiques*) (p. 4917) – Adopté (p. 4918).

Art. additionnel (*Schéma régional d'urbanisme commercial*) (p. 4918) – Adopté (p. 4920).

Art. 7 (*Schéma directeur de la région d'Ile-de-France*) (p. 4945) – Adopté après modification (p. 4953).

Après l'art. 7 (p. 4922).

Division additionnelle (*Chapitre 4 – Du groupement d'intérêt public d'observation d'évaluation de l'aménagement du territoire*) – Adoptée (9 novembre 1994) (p. 5385 ; précédemment réservée, 2 novembre 1994, p. 4865).

Art. additionnel (*Créations et missions de l'observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 5376) –

Adopté après modification (9 novembre 1994 p. 5383 ; précédemment réservé, 2 novembre 1994, p. 4865).

Division additionnelle (*Chapitre 5 – Des schémas directeurs sectoriels nationaux*) – Adoptée (p. 4922 ; priorité ordonnée p. 4922).

Art. additionnel (*Création des schémas directeurs sectoriels nationaux*) (p. 4922) – Adopté (p. 4923 ; priorité ordonnée p. 4922).

Division additionnelle (*Section I – Du schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche*) (p. 4923) – Adoptée (p. 4926 ; priorité ordonnée p. 4922).

Art. additionnel (*Etablissement d'un schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche*) (p. 4926) – Adopté (p. 4927 ; priorité ordonnée p. 4922).

Division additionnelle (*Sous-section I – Des principes applicables à l'enseignement supérieur et des modalités de leur mise en œuvre*) – Adoptée (p. 4927 ; priorité ordonnée p. 4922).

Art. additionnel (*Objectif et contenu du schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche*) (p. 4929) – Adopté (p. 4938 ; priorité ordonnée p. 4922).

Division additionnelle (*Sous-section II – Des principes applicables à la recherche et des modalités de leur remise en œuvre*) (p. 4938) – Adoptée (p. 4939 ; priorité ordonnée p. 4922).

Art. additionnel (*Développement de la recherche publique en région et orientation générale de la politique de recherche*) (p. 4938) – Adopté (p. 4942 ; précédemment réservé p. 4922).

Art. additionnel (*Principes applicables à la recherche privée*) – Adopté (p. 4942 ; priorité ordonnée p. 4922).

Art. additionnel (*Modalités d'application particulière du crédit d'impôt recherche sur les sites de développement technologique*) (p. 4943) – Adopté (p. 4945 ; priorité ordonnée p. 4922).

Division additionnelle (*Section II – Du schéma directeur national des équipements culturels et des contrats régionaux d'action culturelle*) – Adoptée (p. 4954 ; précédemment réservé p. 4953).

Art. additionnel (*Etablissement d'un schéma directeur national des équipements culturels*) (p. 4953) – Adopté (p. 4954).

Art. additionnel (*Etablissement des contrats d'action culturelle*) – Adopté (p. 4954).

Division additionnelle (*Section III – Des schémas directeurs nationaux relatifs aux télécommunications*) – Adoptée (p. 4966 ; précédemment réservé p. 4954).

Division additionnelle (*Sous-section I – Schémas directeurs nationaux des infrastructures de transports*) – Adoptée (p. 4966 ; précédemment réservé p. 4954).

Art. additionnel (*Révision et établissement des schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports*) (p. 4954) – Adopté après modification (p. 4959).

Art. additionnel (*Contenu des schémas directeurs nationaux des transports terrestres*) (p. 4960) – Adopté après modification (p. 4962).

Art. additionnel (*Schéma directeur national des transports aériens*) (p. 4962) – Adopté (p. 4963).

Division additionnelle (*Sous-section II – Schéma directeur national des télécommunications*) – Adoptée (p. 4966 ; précédemment réservé p. 4963).

Art. additionnel (*Orientations du schéma directeur national des télécommunications*) (p. 4963) – Adopté après modification (p. 4966).

Division additionnelle (*Titre I^{er} bis – Des compétences*) (p. 5003) – Adoptée (p. 5004).

Art. additionnel (*Affirmation de la responsabilité de l'Etat*) (p. 5004) – Adopté après modification (p. 5005).

Art. additionnel (*Désignation d'une collectivité chef de file*) (p. 5005) – Adopté après modification (p. 5010).

Art. additionnel (*Notion de pays*) (p. 5010) – Adopté après modification (p. 5022).

Art. additionnel (Compétences en matière de transports régionaux) (p. 5022) – Adopté après modification (p. 5028).

Art. additionnel (Obligation de prendre en compte le transport public dans les documents d'urbanisme) – Adopté (p. 5029)..

TITRE II

DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ETAT

Art. additionnel avant l'art. 8 (*Exonération de l'impôt sur le revenu des primes ou indemnités allouées par l'Etat aux agents publics et aux salariés à l'occasion d'une opération de relocalisation hors de la région d'Ile-de-France à laquelle ils participent*) (p. 5034) – Adopté (p. 5035).

Art. 8 (*Organisation des services déconcentrés de l'Etat*) (p. 5051) – Adopté après modification (p. 5059).

Art. 9 (*Définition des pays*) (p. 5060) – Adopté après modification (p. 5066).

Art. 10 (*Effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet*) (p. 5066) – Adopté après modification (p. 5067).

Art. 10 bis (*Commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics*) (p. 5078) – Adopté après modification (p. 5079).

Art. 11 (*Maintien des services publics sur le territoire*) (p. 5080) – Adopté après modification (p. 5088).

Art. 11 bis (*Extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 5036) – Adopté après modification (p. 5050 ; priorité ordonnée p. 5022).

Art. 11 ter (*Polyvalence des services publics*) (p. 5090) – Adopté (p. 5091).

TITRE III

DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'ETAT

Art. 12 (*Lois de programmation quinquennales et information du Parlement*) (p. 5093) – Adopté après modification (p. 5097).

Art. 13 (*Fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 5098) – Adopté après modification (p. 5102).

Art. 14 (*Fonds de péréquation des transports aériens – Taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 5102) – Adopté après modification (p. 5113).

Art. additionnel avant l'art. 15 (*Création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône*) (p. 5115) – Adopté après modification (p. 5123).

Art. 15 (*Fonds d'investissement des transports terrestres – Taxe sur les sociétés d'autoroutes – Taxe sur la distribution d'électricité*) (p. 5123) – Adopté après modification (p. 5138).

Art. 16 (*Fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 5151) – Adopté après modification (p. 5157).

TITRE IV

DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Nouvel intitulé (*Dispositions spécifiques à certaines parties du territoire*) – Adopté (p. 5164).

Avant l'art. 17.

Division additionnelle (Chapitre 1^{er} – De la région d'Ile-de-France) – Adoptée (p. 5164).

Art. additionnel (Orientation du schéma national d'aménagement et de développement du territoire pour la région d'Ile-de-France) (p. 5165) – Adopté après modification (p. 5169).

Art. additionnel (Agrément administratif dans la région d'Ile-de-France) (p. 5169) – Adopté (p. 5174).

Art. additionnel (Péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) (p. 5174) – Adopté (p. 5184).

Division additionnelle (Chapitre 2 – Des zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 5188) – Adoptée (p. 5189).

Division additionnelle (Section I – Du développement économique des zones prioritaires) (p. 5188) – Adoptée (p. 5189).

Art. 17 (*Fonds national de développement des entreprises*) (p. 5189) – Adopté après modification (p. 5204).

Art. 18 (*Réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions fonds de commerce*) (p. 5207) – Adopté après modification (p. 5212).

Art. 18 bis (*Champ des exonérations temporaires de taxe professionnelle accordées dans le cadre de l'aménagement du territoire aux entreprises procédant à des reconversions ou à des reprises d'établissements en difficulté*) – Adopté (p. 5213).

Art. 18 ter (*Modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire*) (p. 5213) – Adopté après modification (p. 5214).

Art. 18 quater (*Rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes*) (p. 5214) – Adopté après modification (p. 5216).

Art. additionnel après l'art. 18 quater (*Possibilité de réduction du taux de la taxe départementale applicable aux acquisitions immobilières pour le logement des salariés dans le cas de transfert de leur entreprise dans les zones prioritaires*) (p. 5216) – Adopté (p. 5217).

Art. 19 (*Exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprise dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé*) (p. 5217) – Adopté après modification (p. 5229).

Art. 19 bis (*Incitation à la location de logements vacants en milieu rural*) (p. 5229) – Adopté (p. 5232).

Après l'art. 19 bis.

Art. additionnel (Amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel ou commercial acquis par les entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) (p. 5232) – Adopté (p. 5233).

Art. additionnel (Mesures d'exonération de cotisation sociale en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) (p. 5233) – Adopté après modification (p. 5238).

Art. additionnel (Allègement supplémentaire des cotisations d'allocations familiales pour les entreprises installées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) (p. 5250) – Adopté (p. 5251).

Art. additionnel avant l'art. 19 ter (*Augmentation des plafonds pour la déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement d'une PME en cessation de paiement*) (p. 5253) – Adopté (p. 5254).

Art. 19 ter (*Schéma départemental d'urbanisme commercial*) (p. 5255) – Supprimé (p. 5261).

Après l'art. 19 ter.

Division additionnelle (Section II – Des mesures spécifiques à certaines zones prioritaires) (p. 5261) – Adoptée (p. 5262).

Art. additionnel (Mesures à mettre en œuvre dans les zones rurales défavorisées) (p. 5262) – Adopté après modification (p. 5264).

Art. additionnel (Mesures à mettre en œuvre dans les zones urbaines défavorisées) (p. 5264) – Adopté (p. 5267).

Art. additionnel (Répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social) (p. 5267) – Adopté (p. 5274).

TITRE V

DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Nouvel intitulé (*De la péréquation, des collectivités territoriales et du développement local*) – Adopté (p. 5279).

Art. 20 A (*Répartition des compétences*) (p. 5279) – Adopté (p. 5281).

Division additionnelle avant l'art. 20 (*Chapitre 1^{er} – Des péréquations et des finances locales*) – Adoptée (p. 5281).

Art. 20 (*Réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 5283) – Adopté après modification (p. 5295).

Art. additionnel après l'art. 20 (*Dispositions pour 1995 ; répartition de taxe professionnelle ; nouvelle définition du potentiel fiscal*) (p. 5295) – Adopté (p. 5298).

Art. 21 (*Globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales*) (p. 5300) – Supprimé (p. 5301).

Art. 21 bis (*Extension de la période d'éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée de certaines immobilisations mises à la disposition de tiers non-éligibles au FCTVA*) (p. 5303) – Adopté (p. 5304).

Art. 22 (*Renforcement des mécanismes des péréquations de la DGF – Suppression de la DGF d'Île-de-France – Reversement de la fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Île-de-France*) (p. 5305) – Adopté après modification (p. 5313).

Art. 23 (*Rapport sur la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 5314) – Adopté après modification (p. 5327).

Après l'art. 23 (p. 5327).

Art. additionnel (*Constats financiers annuels sur les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales*) – Adopté (p. 5330).

Art. additionnel (*Commissions consultatives d'évaluation des charges*) – Adopté (p. 5331).

Art. additionnel (*Observatoire des finances locales*) (p. 5377) – Adopté (p. 5384 ; précédemment réservé, 8 novembre 1994, p. 5331).

Art. 23 bis (*Rapport au Parlement sur les conditions d'une réforme des mécanismes de liaison entre la taxe professionnelle et la taxe d'habitation*) (p. 5332) – Adopté (p. 5334).

Avant l'art. 24.

Division additionnelle (*Chapitre 2 – Des collectivités territoriales et du développement local*) – Adoptée (p. 5339).

Art. additionnel (*Maintien transitoire du volume de la DGF en cas de fusion volontaire de communes regroupées au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5339) – Adopté (p. 5340).

Art. 24 (*Simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale*) (p. 5341) – Adopté après modification (p. 5350).

Art. additionnel après l'art. 24 (*Suppression du plafond de 35 000 habitants pour l'attribution de la dotation de développement rural aux groupements de communes*) (p. 5350) – Adopté (p. 5352).

Art. 25 (*Assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales*) (p. 5355) – Adopté (p. 5356).

Art. 26 (*Extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales*) (p. 5356) – Adopté (p. 5358).

Art. 27 (*Création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux*) (p. 5359) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 27 bis (*Composition du conseil d'administration des établissements publics exerçant leur activité au profit de plusieurs départements*) – Adopté après modification (p. 5359).

Art. 28 (*Initiative des électeurs dans les consultations locales – Extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 5359) – Adopté après modification (p. 5362).

Avant l'art. 29.

Art. additionnel (*Déclaration à la mairie des propriétaires ayant l'intention de louer une résidence à des fins touristiques*) (p. 5275) – Adopté (p. 5276).

Art. additionnel (*Respect des limites des syndicats de communes dans la définition des zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire*) (p. 5374) – Adopté (p. 5375).

Division additionnelle (*Titre V bis – Dispositions communes*) – Adoptée (p. 5386 ; précédemment réservée p. 5385).

Art. 29 (*Rapport du Gouvernement sur l'application de la loi*) (p. 5385) – Adopté (p. 5386).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43 du Règlement, à la demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission spéciale (p. 5389).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 de la Constitution, portant sur les articles 23 et 28 soumis à seconde délibération (p. 5390).

Art. 23 et 28 – Adoptés lors du vote unique (p. 5393).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5393, 5406) : MM. Jean Delaneau, Hubert Haenel, Ernest Cartigny, Félix Leyzour, Robert Pagès, Mme Paulette Fost, MM. Aubert Garcia, Gérard Delfau, Paul Girod, François Gerbaud, Alain Lambert, Jean Huchon, Philippe Richert ; intervention de MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Jean François-Poncet, président de la commission spéciale ; Daniel Hoeffel, ministre délégué ; Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.

Scrutin public n° 32 (p. 5406).

Adoption (9 novembre 1994) (p. 5406).

Discussion (deuxième lecture)

(14 décembre 1994) (p. 7458, 7531) ; (15 décembre 1994) (p. 7547, 7642).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7458, 7475) : MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale ; Aubert Garcia, Jacques de Menou, Paul Girod, Robert Vizet, René Régnault, Jacques-Richard Delong.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7475, 7531) (p. 7547, 7642) : MM. Robert Vizet, Aubert Garcia, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale ; Daniel Hoeffel, ministre ; Jacques Machet, Félix Leyzour, Maurice Lombart, Louis Althapé, Alain Vasselle ; Mme Hélène Luc ; MM. Emmanuel Hamel, Henri Collard, Georges Mouly, Bernard-Charles Hugo ; Mme Nelly Rodi ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Mme Danielle Bidard-Reydet ; MM. Lucien Lanier, Jean François-Poncet, président de la commission spéciale ; Pierre Laffitte, Jacques Delong, Paul Blanc, Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission spéciale ; Gérard Delfau, René Régnault, MM. Bernard Barbier, Philippe de Bourgoing, André Bohl, François Lesein, Daniel Goulet, Robert Pagès, Louis Perrein, François Gerbaud, Philippe François, Philippe Richert – MM. Claude Estier, Philippe Marini, Jean Faure, Alain Lambert, Désiré Debavelaere, Claude Belot, rapporteur de la commission spéciale ; Joseph Ostermann, Joël Bourdin, Alain Pluchet, Jacques Baudot, Jean Bernadaux, Pierre Mauroy, André Diligent, Jean Huchon, Georges Berchet, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Marcel Charmant, Paul Girod, Jean Arthuis.

Art. 1^{er} (*Principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7475) – Adopté (p. 7476).

Art. 2 (*Schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7476) – Adopté (p. 7477).

Art. 3 (*Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 7477) – Adopté après modification (p. 7480).

Art. 4 (*Directives territoriales d'aménagement*) (p. 7480) – Adopté (p. 7481).

Art. 5 (*Coordination*) (p. 7481) – Adopté après modification (p. 7483).

Art. 6 (*Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire - Conditions d'application dans les départements d'outre-mer et en Corse - Conférence régionale de l'aménagement et développement du territoire*) (p. 7483).

ART. 34 DE LA LOI N° 83-8 DU 7 JANVIER 1983 (*Orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire*) (p. 7484) – Adopté après modification (p. 7486).

ART. 34 BIS A DE LA LOI PRECITEE (*Clarification du statut du schéma d'aménagement régional*) – Adopté (p. 7487).

ART. 34 BIS DE LA LOI PRECITEE (*Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 7487) – Adopté après modification (p. 7488).

ART. 34 TER DE LA LOI PRECITEE (*Elaboration de schémas interrégionaux de littoral*) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 7489).

Art. 6 bis A (*Schéma interrégional de littoral*) – Adopté (p. 7489).

Art. 6 bis (*Politiques interrégionales de développement des massifs de montagne*) (p. 7489) – Adopté après modification (p. 7490).

Art. 6 ter (*Bassins de formation*) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Rétabli (p. 7490).

Art. 6 quater (*Schéma régional d'urbanisme commercial*) (p. 7490) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Rétabli (p. 7491).

Art. 7 (*Schéma directeur de la région d'Île-de-France*) (p. 7491) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 bis (*Création des schémas sectoriels*) – Adopté après modification (p. 7492).

Art. 7 ter (*Etablissement d'un schéma d'enseignement supérieur de la recherche*) – Adopté (p. 7492).

Art. 7 quater (*Répartition équilibrée des universités sur le territoire*) (p. 7492) – Adopté après modification (p. 7494).

Art. 7 quinquies (*Développement de la recherche en région et orientations générales de la politique de la recherche*) (p. 7494) – Adopté (p. 7495).

Art. 7 sexies (*Principes applicables à la recherche privée*) (p. 7495) – Adopté (p. 7496).

Art. 7 septies (*Modalités d'application particulières du crédit d'impôt-recherche aux zones prioritaires d'aménagement du territoire*) (p. 7496) – Adopté après modification (p. 7497).

Art. 7 octies (*Etablissement d'un schéma directeur national des équipements culturels*) – Adopté après modification (p. 7497).

Art. 7 nonies (*Contrats d'action culturelle*) – Adopté après modification (p. 7498).

Art. 7 decies (*Révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports*) (p. 7498) – Adopté après modification (p. 7500).

Art. 7 undecies (*Contenu des schémas des transports terrestres*) (p. 7500) – Adopté après modification (p. 7501).

Art. 7 duodecies (*Schéma des infrastructures aéro-portuaires*) – Adopté (p. 7501).

Art. 7 terdecies (*Schéma des télécommunications*) (p. 7501) – Adopté après modification (p. 7402).

Intitulé de la section IV (*Du schéma de l'organisation sanitaire et sociale*) – Adopté après modification (p. 7503 ; précédemment réservé p. 7502).

Art. 7 quaterdecies A (*Etablissement d'un schéma de l'organisation sanitaire et sociale*) (p. 7502) – Adopté après modification (p. 7503).

Art. 7 quaterdecies (*Compétences de l'Etat*) (p. 7503) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 quindecies (*Désignation d'un « chef de file »*) (p. 7504) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 sedecies (*Pays à projets locaux*) (p. 7504) – Adopté (p. 7505).

Art. 7 septemdecies A (*Mise en oeuvre, dans le cadre du pays, de projets de développement communs à plusieurs collectivités territoriales*) (p. 7506) – Adopté (p. 7507).

Art. 7 septemdecies B (*Coordination de l'action de l'Etat dans le cadre du pays*) (p. 7506) – Adopté (p. 7507).

Art. 7 septemdecies (*Compétence en matière de transports régionaux*) (p. 7507) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 duodevicies (*Prise en compte des possibilités de transport par certains documents d'urbanisme et certains projets d'aménagement*) (p. 7507) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 8 A (*Mesure fiscale en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Île-de-France*) (p. 7507) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 9 (*Définition des « pays »*) (p. 7507) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 9 bis (*Actions correctrices en faveur de certains pays en raison de leur situation géographique*) (p. 7507) – Adopté après modification (p. 7508).

Art. 10 bis (*Commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics*) – Adopté (p. 7508).

Art. 11 (*Maintien des services publics sur le territoire*) (p. 7508) – Adopté après modification (p. 7510).

Art. 11 bis (*Possibilité de création de pharmacies dans les communes de moins de 2 000 habitants*) – Adopté (p. 7510).

Art. 11 quater (*Distribution de gaz*) (p. 7511) – Adopté après modification (p. 7518).

Art. 12 (*Lois de programmation quinquennales et information du Parlement*) (p. 7518) – Adopté (p. 7519).

Art. 13 (*Fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7519) – Adopté après modification (p. 7521).

Art. additionnel après l'art. 13 (*Suppression de l'article 80 de la loi 85-30 du 9 janvier 1985 relatif à la loi montagne créant le Fonds d'intervention pour l'auto-développement de la montagne, FIAM*) – Adopté (p. 7521).

Art. 14 (*Fonds de péréquation des transports aériens - Taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 7521) – Adopté après modification (p. 7523).

Art. 15 (*Fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe sur les concessionnaires d'autoroutes, taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés*) (p. 7524) – Adopté après modification (p. 7528).

Art. 16 (*Fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 7528) – Adopté (p. 7530).

Art. 17 A bis (*Schéma directeur de la région d'Île-de-France*) (p. 7547) – Adopté après modification (p. 7459).

Art. 17 B (*Agrément administratif dans la région d'Île-de-France*) (p. 7549) – Adopté après modification (p. 7550).

Art. 17 C (*Péages autoroutiers dans la région d'Île-de-France*) (p. 7550) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Rétabli (p. 7552).

Art. 17 D (*Définition des différentes catégories de zones prioritaires*) (p. 7553) – Adopté après modification (p. 7556).

Art. 17 (*Fonds national de développement des entreprises*) (p. 7556) – Adopté après modification (p. 7558).

Art. 18 (*Réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution du droit sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 7559) – Adopté après modification (p. 7560).

Art. 18 ter (*Champ géographique d'application de l'exonération facultative des taxes professionnelles accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire*) – Adopté après modification (p. 7560).

Art. 18 quater A (*Extension aux entreprises du secteur tertiaire de l'exonération facultative de taxe professionnelle prévue par l'article 14-65 du code général des impôts*) – Adopté après modification (p. 7561).

Art. 18 quinquies (*Réduction du droit départemental d'enregistrement de la taxe départementale de publicité foncière pour les mutations d'immeubles d'habitation liées à la mobilité économique des personnes*) – Adopté (p. 7561).

Art. 18 sexies (*Abattements sur l'assiette des droits de mutation pour les immeubles d'habitation acquis dans les zones de revitali-*

sation rurale définies à l'article 14-65 A du code général des impôts) (p. 7561) – Adopté après modification (p. 7562).

Art. additionnel après l'art. 18 sexies (Unification des dates de délibération des collectivités locales) – Adopté (p. 7562).

Art. 19 (Exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprise dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine) (p. 7562) – Adopté après modification (p. 7566).

Art. 19 bis A (Réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital de sociétés non cotées) – Adopté (p. 7566).

Art. 19 bis B (Rapport sur l'évolution démographique, économique et sociale des groupes compris dans les zones d'aménagement du territoire) – Supprimé (p. 7567).

Art. 19 bis C (Péremption des licences des débits de boisson) – Adopté (p. 7567).

Art. 19 ter A (Amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel ou commercial acquis par des entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale et dans les zones de redynamisation urbaine) – Adopté (p. 7567).

Art. 19 ter B A (Régime fiscal du crédit-bail immobilier) – Adopté après modification (p. 7609 ; précédemment réservé p. 7567).

Art. 19 ter B (Exonération des cotisations sociales dans certaines zones) (p. 7567) – Adopté (p. 7569).

Art. 19 ter C (Exonération des cotisations d'allocations familiales dans certaines zones) (p. 7569) – Adopté après modification (p. 7570).

Art. 19 ter D (Déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement en capital d'une société en situation de cessation de paiement) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7570).

Après l'art. 19 ter (p. 7570).

Art. additionnel (Abrogation, dans certains cas de création de magasins, de l'autorisation préalable afférente à l'exploitation des surfaces de vente des locaux libérés) (p. 7570) – Adopté (p. 7571).

Art. additionnel (Présentation par le Gouvernement au Parlement avant le 1^{er} septembre 1995 de propositions tendant à permettre la réduction du nombre des logements vacants) (p. 7571) – Adopté (p. 7572).

Art. 19 quater (Mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7572) – Rétabli (p. 7575).

Art. 19 quinquies (Mesures à mettre en oeuvre dans les zones urbaines défavorisées) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7575).

Art. 19 sexies (Répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7595) – Rétabli (p. 7597).

Art. 19 septies Adopté (Attribution préférentielle des concours financiers en faveur de l'habitat ancien au profit des communes situées dans les zones de revitalisation rurale et créant des logements locatifs sociaux) (p. 7597) – Adopté (p. 7598).

Art. 19 septies (Contrats particuliers de zones fragiles conclus entre l'Etat et certains départements) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7598) – Rétabli (p. 7600).

Art. 19 octies (Mesure fiscale en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Ile-de-France) – Adopté (p. 7600).

Intitulé du titre V (Des collectivités territoriales et du développement local) – Adopté après modification (p. 7601).

Art. 20 A (Répartition des compétences) – Adopté (p. 7601).

Art. additionnel après l'art. 20 A (Commission consultative sur l'évaluation des charges) (p. 7601) – Adopté (p. 7603).

Art. 20 B (Compétence en matière de transports régionaux) – Adopté (p. 7603).

Art. 20 (Réduction des écarts de richesses entre les collectivités locales et péréquation financière) (p. 7610) – Adopté après modification (p. 7613).

Art. 20 bis (Renforcement de la péréquation 1995) – Adopté (p. 7614).

Art. 20 ter (Fonds national de péréquation) (p. 7615) – Adopté (p. 7620).

Art. 20 quater (Fonds de correction des déséquilibres régionaux) (p. 7620) – Adopté (p. 7621).

Art. 23 (Rapport sur la réforme du système du financement des collectivités locales - Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales) (p. 7622) – Adopté après modification (p. 7623).

Art. 23 bis A (Constats financiers annuels) (p. 7625) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 23 bis B (Commission consultative sur l'évaluation des charges) – Supprimé (p. 7625).

Art. 23 bis C (Observatoire des finances locales) – Adopté (p. 7625).

Art. 23 bis D (Observatoire des finances locales) (p. 7626) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. additionnel après l'art. 23 bis (Validation des avis rendus et des décisions prises par le comité des finances locales) – Adopté (p. 7626).

Intitulé du chapitre II du titre V (Du développement local) – Adopté après modification (p. 7626).

Art. 24 (Maintien des avantages financiers attribués aux communes regroupées décidant de fusionner) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Rétabli (p. 7627).

Art. 24 (Simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) (p. 7627) – Adopté (p. 7628).

Art. 24 bis (Dotation de développement rural) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Rétabli (p. 7629).

Art. additionnel après l'art. 25 (Application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale aux communes comptant plus de 10 000 habitants) (p. 7632) – Adopté après modification (p. 7636).

Art. 28 bis (Déclaration des locations touristiques) – Adopté après modification (p. 7636).

Art. 28 ter (Prime d'aménagement du territoire) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Suppression maintenue (p. 7637).

Art. 30 (Dispositions applicables à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 7637) – Adopté après modification (p. 7638).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7638, 7642) : MM. Emmanuel Hamel, Paul Girod, Jacques Delong, Félix Leyzour, Mme Anne Heinis, MM. Aubert Garcia, Jean Arthuis ; interventions de MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Jean François-Poncet, président de la commission ; Charles Pasqua, ministre.

Adoption (15 décembre 1994) (p. 7642).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1994) (p. 8087, 8104).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8087, 8091) : MM. Gérard Larcher, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Jean-François Poncet, président de la commission spéciale ; Robert Vizet.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8091, 8103)

TITRE I^{er}

DES DOCUMENTS ET ORGANISMES RELATIFS AU DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Art. 3 et 5 (p. 8091).

Art. 6 (p. 8093).

- Art. 6 bis** (p. 8094).
Art. 6 ter et 6 quater – Supprimés par la CMP (p. 8094).
Art. 7 bis, 7 quater et 7 septies (p. 8094).
Art. 7 octies (p. 8095).
Art. 7 nonies – Supprimé par la CMP (p. 8095).
Art. 7 decies, 7 undecies, 7 terdecies et 7 quaterdecies A (p. 8095).

TITRE I^{er} BIS
 DES PAYS

- Art. 7 septemdecies A** (p. 8096).

TITRE II

DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ETAT

- Art. 9 bis et 11** (p. 8096).

- Art. 11 quater** – Supprimé par la CMP (p. 8096).

TITRE III

DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'ETAT

- Art. 13, 13 bis, 14 et 15** (p. 8096).

TITRE IV

DISPOSITIONS SPECIFIQUES A CERTAINES PARTIES DU TERRITOIRE

- Art. 17 A bis** (p. 8097).

- Art. 17 C** (p. 8097) – Supprimé par amendement du Gouvernement adopté avec l'ensemble du texte (p. 8103).

- Art. 17 D** (p. 8097).

- Art. 17, 18, 18 ter et 18 quater A** (p. 8098).

- Art. 18 sexies, 18 septies** (p. 8099).

- Art. 19 bis B** – Suppression maintenue par la CMP (p. 8099).

- Art. 19 ter B A** (p. 8099).

- Art. 19 ter C** (p. 8101).

- Art. 19 bis** – Supprimé par la CMP (p. 8101).

- Art. 19 ter et 19 quater** (p. 8101).

- Art. 19 sexies** – Supprimé par la CMP (p. 8101).

- Art. 19 septies** (p. 8101).

TITRE V

DES COMPETENCES, DE LA PEREQUATION
 ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

- Art. 20 A bis** (p. 8101).

- Art. 20 et 23** (p. 8102).

- Art. 23 bis B** – Suppression maintenue par la CMP (p. 8103).

- Art. 23 ter, 24 A, 24 bis, 25 bis et 28 bis** (p. 8103).

TITRE VI

DISPOSITIONS COMMUNES

- Art. 30** (p. 8103).

- Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8103, 8104) : *MM. Louis Perrein, Jacques Habert.*

- Scrutin public** n° 89 (p. 8104).

- Adoption** (23 décembre 1994) (p. 8104).

Aménagement rural

- Voir *Aménagement du territoire, 1*
Départements d'outre-mer (DOM), 1

Gouvernement (déclarations), 3

Amendements

- Voir *Rappels au règlement, 4*

Amnistie

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à interdire l'amnistie des infractions commises en relation avec le financement des campagnes et des partis politiques, PRESENTÉE AU SENAT**, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 octobre 1994) [n° 13 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

Anciens combattants (Afrique du Nord)

- Voir *Anciens combattants et victimes de guerre, 7*
Fêtes légales, 1

Anciens combattants et victimes de guerre

- Voir *Rapatriés, 1*
Rapports du Gouvernement, 24

1. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Jean Clouet, sénateur (22 décembre 1992) [n° 180 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par son auteur le 4 octobre 1994.

2. – **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord, PRESENTÉ AU SENAT** au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales, et par M. Philippe Mestre, ministre des anciens combattants (13 avril 1994) [n° 344 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

- Rapport de M. Guy Robert (27 avril 1994) [n° 374 (93-94)] – Discussion (3 mai 1994) – Adoption (3 mai 1994) [n° 115].

- TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (4 mai 1994) [n° 1205 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion (première lecture)

- (3 mai 1994) (p. 1363, 1387).

- I – DISCUSSION GENERALE (p. 1363, 1382) : *MM. Philippe Mestre, ministre des anciens combattants ; Guy Robert, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Robert Pagès, Marcel Lesbros, Raymond Courrière, Hubert Durand-Chastel, Rémi Herment, Jean-Paul Hammann, Roger Rigaudière, Emmanuel Hamel, Alain Vasselle, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission.*

- II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1382, 1387) : *MM. Robert Pagès, Robert Vizet, Philippe Mestre, ministre ; Emmanuel Hamel, Marcel Lesbros, Raymond Courrière, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Alloncle, Guy Cabanel, Jacques Habert, Bernard Laurent.*

- Art. unique** (*Durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du Nord*) – Adopté (p. 1387 ; scrutin public n° 11).

- Adoption** (3 mai 1994) (p. 1387).

3. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Serge Mathieu, sénateur (19 avril 1994) [n° 345 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée la durée du temps passé au-**

delà de la durée légale du service militaire en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Lesbros, sénateur et plusieurs de ses collègues (26 avril 1994) [n° 373 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

5. – **Proposition de loi tendant à reconnaître aux personnes contraintes au travail le titre de victime de la déportation du travail**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Delong, sénateur (3 mai 1994) [n° 384 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

6. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée le temps passé en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, déduction faite du nombre de trimestres correspondant à la durée légale du service militaire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Pépin, sénateur (3 mai 1994) [n° 390 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

7. – **Proposition de loi tendant à permettre aux veuves des anciens prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc de percevoir la pension de réversion de la retraite du combattant de leurs maris**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Delong, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-10 août 1994) [n° 609 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Andorre

Voir *Traités et conventions*, 18

Animaux

Voir *Chasse*, 1 ; 2 ; 3
Communautés européennes, 2

1. – **Projet de loi relatif à la colombophilie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur (5 juin 1992) [n° 387 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Allouche (27 octobre 1993) [n° 56 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 avril 1994) [n° 1154 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Suzanne Sauvaigo (4 mai 1994) [n° 1207 (93-94)] – Discussion (31 mai 1994) – Adoption (31 mai 1994) [n° 215].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1994) [n° 469 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Guy Allouche – Discussion (16 juin 1994) – Adoption (16 juin 1994) [n° 157].

PROMULGATION : loi n° 94-508 du 23 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 24 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(20 avril 1994) (p. 1182, 1185).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1182, 1184) : MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Guy Allouche, rapporteur de la commission des lois.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1184, 1185) : MM. Guy Allouche, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre.

Art. 1 (*Conditions d'exercice d'une activité colombophile*) – Adopté (p. 1184).

Art. 2 (*Régime juridique et rôle des associations colombophiles*) – Adopté (p. 1184).

Art. 3 (*Mouvements de pigeons voyageurs*) – Adopté (p. 1184).

Art. 4 (*Ouverture permanente des colombiers de pigeons voyageurs*) – Adopté (p. 1184).

Art. 5 (*Sanctions*) – Adopté après modification (p. 1184).

Art. 6 (*Abrogation de la loi du 27 juin 1957*) – Adopté (p. 1184).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1184, 1185) : MM. Emmanuel Hamel, Désiré Debavelaere.

Adoption (20 avril 1994) (p. 1185).

Discussion (deuxième lecture)

(16 juin 1994) (p. 2659, 2661).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2659, 2660) : MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Bernard Laurent, en remplacement de M. Guy Allouche, rapporteur de la commission des lois.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2660)

Art. 3 (*Mouvements de pigeons voyageurs*) – Adopté (p. 2660).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2660, 2661) : MM. Emmanuel Hamel, Philippe Richert.

Adoption (16 juin 1994) (p. 2661).

Appellations d'origine

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

Arabie Saoudite

Voir *Traités et conventions*, 37

Armement (industrie)

Voir *Défense*, 3

Arménie

Voir *Traités et conventions*, 48

Armes chimiques et biologiques

Voir *Traités et conventions*, 62

Armes et munitions

1. – **Proposition de loi tendant à l'interdiction du commerce des armes**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (31 mai 1994) [n° 465 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Artisans

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Travailleurs indépendants, 1

Asie du Sud-Est

Voir *Rapports d'information*, 18

Asile (droit d')

Voir *Traités et conventions*, 12

Associations

Voir *Personnes âgées*, 2

1. – **Proposition de loi visant à intégrer les frais liés à la mise à la disposition d'un local à une association, dans le cadre des réductions d'impôt ouvertes aux particuliers**, PRESENTÉE

AU SENAT, par M. Jean-Paul Delevoye, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 avril 1994) [n° 326 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi visant à modifier le régime des associations constituées selon le code civil local**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Richert, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-30 septembre 1994) [n° 624 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

Assurances

Voir *Politique économique et sociale*, 1
Rapports au Parlement, 9
Sécurité sociale, 2

Audiovisuel (industrie des matériels)

Voir *Communautés européennes*, 3

Autodétermination (droit à l')

Voir *Allocutions et communications*, 31

Autoroutes

Voir *Aménagement du territoire*, 1

Autriche

Voir *Traités et conventions*, 63

Aviation civile

Voir *Communautés européennes*, 18

Avocats

Voir *Professions judiciaires et juridiques*, 1

B**Bahrein**

Voir *Traités et conventions*, 8

Banlieues

Voir *Logement*, 5

Banque de France

Voir *Conseil économique et social (CES)*, 1

Banques et établissements financiers

Voir *Entreprises*, 1
Politique économique et sociale, 1
Rapports au Parlement, 2

Bas-Rhin (département)

Voir *Environnement*, 3

Bâtiment et travaux publics

Voir *Logement*, 4

Baux ruraux

Voir *Agriculture*, 2
Gouvernement (déclarations), 3

Belgique

Voir *Traités et conventions*, 4

Bibliothèques

Voir *Propriété intellectuelle*, 3

Boissons et alcools

Voir *Politique économique et sociale*, 1

Bourses d'études

Voir *Famille*, 1

Budget

Voir *Environnement*, 3
Union européenne, 2

Bulgarie

Voir *Traités et conventions*, 44

C

Caisse des dépôts et consignations

Voir *Politique économique et sociale*, 1

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)

Voir *Lois de finances*, 2

Caisses d'épargne

Voir *Rapports au Parlement*, 8

Calamités et catastrophes

Voir *Traités et conventions*, 13
Environnement, 3

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inondations catastrophiques qui ont eu lieu ces dernières années, les moyens à mettre en oeuvre pour venir en aide aux sinistrés et assurer à l'avenir une prévention efficace contre les conséquences de ces accidents climatiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (17 janvier 1994) [n° 243 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Louis Minetti (27 avril 1994) [n° 376 (93-94)].

Cameroun

Voir *Traités et conventions*, 60

Campagnes électorales

Voir *Amnistie*, 1

Canada

Voir *Allocutions et communications*, 34
Rapports d'information, 42

Capital social

Voir *Entreprises*, 2
Impôts et taxes, 2
Politique économique et sociale, 1
Sociétés civiles et commerciales, 1

Carburants

1. – **Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 mai 1994) [n° 403 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Cautionnement

Voir *Entreprises*, 1

Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique (CEP)

Voir *Collectivités territoriales d'outre-mer*, 1

Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Voir *Lois de finances*, 2, Enseignement supérieur et recherche - II
– Recherche

Chambres régionales des comptes

Voir *Code des juridictions financières*, 1 ; 2

Charges sociales

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1

Chasse

1. – **Proposition de loi portant détermination des dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland du Luart, sénateur et plusieurs de ses collègues (1^{er} juin 1994) [n° 474 rect. (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Louis de Catuelan, avec ceux des propositions de loi n° 1277 (93-94) du 25 mai 1994 et n° 484 (93-94) du 7 juin 1994 – (28 juin 1994) [n° 552 (93-94)].

2. – **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse au gibier d'eau**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (7 juin 1994) [n° 484 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Louis de Catuelan avec ceux des propositions de loi n° 1277 (93-94) du 25 mai 1994 et n° 474 (93-94) du 1^{er} juin 1994 (28 juin 1994) [n° 552 (93-94)].

3. – **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres)**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre Lang, député et plusieurs de ses collègues (25 mai 1994) [n° 1277 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport commun de M. François-Michel Gonnot avec ceux des propositions de loi n° 1278 et 1280 (93-94) du 25 mai 1994 (15 juin 1994) [n° 1380 (93-94)] – Discussion (24 juin 1994) – Adoption (24 juin 1994) [n° 240].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 juin 1994) [n° 551 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Louis de Catuelan avec ceux des propositions de loi n° 474 (93-94) du 1^{er} juin 1994 et n° 484 (93-94) du 7 juin 1994 (28 juin 1994) [n° 552 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 183].

PROMULGATION : loi n° 94-591 du 15 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1994) (p. 3262, 3278).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3262, 3274) : *MM. Michel Barnier, ministre de l'environnement ; Louis de Catuelan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Lacour, Gérard Larcher, Roland du Luart, Jean-Louis Carrère, Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3274, 3278) : *MM. Alain Vasselle, Philippe Madrelle, Bernard Dussaut, Gérard César, Louis Althapé, Louis de Catuelan, rapporteur ; Michel Barnier, ministre ; Jean-Louis Carrère, Gérard Larcher, Félix Leyzour.*

Art. 1^{er} (*Dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs*) (p. 3274) – Adopté (p. 3277).

Art. 2 (*Rapport d'évaluation*) (p. 3277) – Adopté (p. 3278).

Scrutin public n° 157 (p. 3278).

Adoption (30 juin 1994) (p. 3278).

4. – **Proposition de loi tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haelnel, sénateur et plusieurs de ses collègues (14 décembre 1994)

[n° 151 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Chefs d'établissements scolaires

Voir *Rappels au règlement*, 32

Chili

Voir *Traités et conventions*, 15

Chine

Voir *Allocutions et communications*, 32
Rapports d'information, 32
Traités et conventions, 65

Chômage

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Impôts et taxes, 4
Lois de finances, 2
Rapports d'information, 23
Traités et conventions, 65

1. – **Proposition de loi tendant au remboursement des frais de transport des demandeurs d'emploi**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Maryse Bergé-Lavigne, sénateur (10 novembre 1994) [n° 69 (94-95)].

Chypre

Voir *Allocutions et communications*, 26

Cinéma

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

Code civil

Voir *Médecine*, 1

Code civil local

Voir *Associations*, 2

Code de l'aviation civile

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Code de l'urbanisme

Voir *Environnement*, 1

Code de la famille et de l'aide sociale

Voir *Action sanitaire et sociale*, 2

Code de la propriété intellectuelle

Voir *Propriété intellectuelle*, 1

Code de la route

Voir *Allocutions et communications*, 31

Code de la santé publique

Voir *Médecine*, 2
Politique économique et sociale, 2

Code de la sécurité sociale

Voir *Famille*, 1
Politique économique et sociale, 2
Sécurité sociale, 1 ; 2

Code des communes

Voir *Communes*, 1

Code des juridictions financières

1. – **Projet de loi relatif à la partie législative des Livres I^{er} et II du code des juridictions financières**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-23 mars 1994) [n° 300 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport commun de M. Emmanuel Hamel avec celui du projet de loi n° 301 (93-94) du 23 mars 1994 (20 avril 1994) [n° 350 (93-94)] – Discussion (27 avril 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 301 (93-94) - Code des juridictions financières 2) – Adoption (27 avril 1994) [n° 112].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1994) [n° 1172 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (11 mai 1994) [n° 1222 (93-94)] – Discussion (26 mai 1994) – Adoption (26 mai 1994) [n° 212].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1994) [n° 463 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport commun de M. Emmanuel Hamel avec celui du projet n° 301 (93-94) du 23 mars 1994 (15 juin 1994) [n° 507 (93-94)] – Discussion (5 octobre 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture – Code des juridictions financières 2 et 3) – Adoption (5 octobre 1994) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 octobre 1994) [n° 1568 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (10 novembre 1994) [n° 1650 (94-95)] – Discussion (17 novembre 1994) – Adoption (17 novembre 1994) [n° 284].

PROMULGATION : loi n° 94-1040 du 2 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 6 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(27 avril 1994) (p. 1266, 1327).

I – DISCUSSION GENERALE (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 301 (93-94) – Code des juridictions financières 2) (p. 1266, 1270) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances ; Robert Vizet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1279, 1327) (Annexe (p. 1270, 1299)) : *MM. Emmanuel Hamel, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Paul Lorient, Daniel Millaud.*

Art. 1^{er} et dispositions annexées (*Partie législative du code des juridictions financières*) (p. 1299) – Adopté après modification (p. 1324) (modification des articles du code des juridictions financières : L. 111-8, L. 131-2, L. 131-8, L. 140-3, L. 140-7, L. 212-10, L. 241-2, L. 241-3, L. 241-7, L. 242-3, L. 242-7, L. 242-8, L. 242-10, L. 242-30, L. 242-33, L. 245-1, L. 251-7, L. 251-8, L. 251-10, L. 251-14, L. 252-1, L. 260-1, L. 260-5, L. 271-1, L. 271-3, L. 272-42, L. 272-46, L. 272-48, L. 272-50, L. 272-55, L. 273-14, L. 273-23, L. 273-26, L. 274-7, L. 280-3, L. 282-23, L. 282-27, L. 282-28, L. 282-32, L. 282-34, L. 282-56, L. 282-58 ; suppression des articles L. 231-1 à 233-1, des divisions dans lesquelles ces articles s'insèrent ainsi que celles des articles L. 241-6, L. 272-49, L. 280-3, L. 282-35, L. 283-5, L. 283-6, L. 283-7, L. 283-8, L. 140-9, L. 282-47, L. 282-50 à L. 282-55 ; adoption d'articles portant divisions ou articles addi-

tionnels après l'article L. 133-4, avant l'article L. 212-1, après les articles L. 212-3 et L. 212-8, après les articles L. 260-7 et L. 260-8, après l'article L. 272-50, après les articles L. 282-3 et L. 282-15, après les articles L. 282-36 et L. 282-55, après les articles L. 131-12 et L. 135-3, après l'article L. 142-12 et après l'article L. 282-3).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} (*Alinéa non codifié de l'article 82 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions*) – Adopté (p. 1324).

Art. 2 (*Aménagement du statut de la Polynésie française*) – Adopté après modification (p. 1325).

Art. 3 (*Aménagement du statut de la Nouvelle-Calédonie*) – Adopté (p. 1325).

Art. 4 (*Aménagement du statut de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 1325) – Adopté après modification (p. 1326).

Art. 5 (*Coordination*) – Adopté (p. 1326).

Art. 6 (*Principes du « code pilote et du code suiveur »*) – Adopté (p. 1326).

Art. 7 (*Abrogations*) (p. 1326) – Adopté après modification (p. 1327).

Adoption (27 avril 1994) (p. 1333).

Discussion (deuxième lecture)

(5 octobre 1994) (p. 4038, 4074).

I – DISCUSSION GENERALE (commune avec celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture – Code des juridictions financières 2 et 3) (p. 4038, 4044) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances ; Jean Garcia, Michel Sergent.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4044, 4074) : *MM. Emmanuel Hamel, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

Art. 1^{er} et dispositions annexées (*Partie législative des Livres I^{er} et II du code des juridictions financières*) (p. 4044) – Adopté après modification (p. 4073) (modification des articles L. 122-5, L. 242-6, L. 242-13, L. 242-17, L. 242-20, L. 242-21 et L. 243-1 ; adoption d'articles additionnels après l'art. L. 111-5, L. 132-2).

Art. 4 – Adopté (p. 4073).

Art. 6 – Adopté après modification (p. 4073).

Art. 7 – Adopté (p. 4074).

Adoption (5 octobre 1994) (p. 4074).

2. – **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des Livres I^{er} et II du code des juridictions financières**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-23 mars 1994) [n° 301 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport commun de M. Emmanuel Hamel avec celui du projet de loi n° 300 (93-94) du 23 mars 1994 (20 avril 1994) [n° 350 (93-94)] – Discussion (27 avril 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 300 (93-94) – Code des juridictions financières 1) – Adoption (27 avril 1994) [n° 113].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1994) [n° 1171 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (11 mai 1994) [n° 1222 (93-94)] – Discussion (26 mai 1994) – Adoption (26 mai 1994) [n° 213].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1994) [n° 464 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport commun de M. Emmanuel Hamel avec celui du projet de loi n° 300 (93-94) du 23 mars 1994 (15 juin 1994) [n° 507 (93-94)] – Discussion (5 octobre 1994) (discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 463 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94) examiné en première lecture – Code des juridictions financières 1 et 3) – Adoption (5 octobre 1994) [n° 2].

Discussion (première lecture)

(27 avril 1994) (p. 1327, 1333).

I – DISCUSSION GENERALE (commune avec celle du projet de loi n° 300 (93-94) – Code des juridictions financières 1) – Voir le projet de loi précité

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1327, 1334) : *MM. Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

Art. 1^{er} et dispositions annexées (*Partie législative organique du code des juridictions financières*) (p. 1327) – Adopté après modification (p. 1330) (modification des articles du code des juridictions financières : LO. 272-43, LO. 272-44, LO. 282-29, LO. 282-30 ; suppression des articles LO. 272-16 et LO. 282-46 ; adoption d'articles portant articles additionnels après l'article L. 282-3).

Art. 2 (*Aménagement du statut de la Polynésie française*) (p. 1330) – Adopté après modification (p. 1332).

Art. 3 (*Aménagement du statut de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 1332) – Adopté après modification (p. 1333).

Art. 4 (*Aménagement du statut de la Nouvelle-Calédonie*) – Adopté (p. 1333).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1333, 1334) : *M. Jacques-Richard Delong.*

Scrutin public de droit n° 110 (p. 1334).

Adoption (27 avril 1994) (p. 1334).

Discussion (deuxième lecture)

(5 octobre 1994) (p. 4038, 4044 ; 4074, 4075).

I – DISCUSSION GENERALE (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture – Code des juridictions financières 1 et 3) – Voir le premier projet de loi précité

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4074, 4075) : *MM. Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

Art. 2 – Adopté après modification (p. 4074).

Art. 3 et 5 – Adoptés (p. 4074).

Scrutin public de droit n° 1 (p. 4075).

Adoption (5 octobre 1994) (p. 4075).

3. – **Projet de loi relatif à la partie législative du Livre III du code des juridictions financières**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-20 juillet 1994) [n° 605 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Emmanuel Hamel (28 septembre 1994) [n° 620 (93-94)] – Discussion (5 octobre 1994) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94) ainsi qu'avec celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examinés en deuxième lecture – Code des juridictions financières 1 et 2) – Adoption (5 octobre 1994) [n° 3].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 octobre 1994) [n° 1569 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (10 novembre 1994) [n° 1651 (94-95)] – Discussion (17 novembre 1994) – Adoption (17 novembre 1994) [n° 285].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 novembre 1994) [n° 77 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances.

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1994) (p. 4038, 4044 ; 4075, 4086).

I – DISCUSSION GENERALE (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94) ainsi qu'avec celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examinés en deuxième lecture – Code des juridictions financières 1 et 2) – Voir le premier projet de loi précité

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4075, 4086) : *MM. Michel Sergent, Etienne Dailly, Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

Art. 1^{er} et dispositions annexées (*Partie législative du Livre III du code des juridictions financières*) (p. 4075) – Adopté après modification (p. 4085) (modification des articles L. 312-1, L. 312-2, L. 313-8, L. 313-10 et L. 314-19).

Art. 2 (*Coordination*) – Adopté (p. 4086).

Art. 3 (*Abrogations*) – Adopté (p. 4086).

Adoption (5 octobre 1994) (p. 4086).

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre

Voir *Déportés et internés*, 1

Code du travail

Voir *Famille*, 1
Politique économique et sociale, 2
Travail, 2

Code du travail maritime

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Code électoral

Voir *Elections*, 7

Code minier

1. – **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Gérard Longuet, ministre de l'industrie (29 septembre 1993) [n° 462 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Roger Husson (10 novembre 1993) [n° 83 (93-94)] – Discussion (5 mai 1994) – Adoption (5 mai 1994) [n° 119].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1994) [n° 1216 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Lang (25 mai 1994) [n° 1272 (93-94)] – Discussion (9 juin 1994) – Adoption (9 juin 1994) [n° 218].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1994) [n° 498 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Roger Husson (22 juin 1994) [n° 541 (93-94)] – Discussion (1^{er} juillet 1994) – Adoption (1^{er} juillet 1994) [n° 189].

PROMULGATION : loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 16 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1994) (p. 1476, 1513).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1476, 1488) : *MM. Gérard Longuet, ministre de l'industrie ; Alain Pluchet, en remplacement de M. Roger Husson, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Charles Metzinger, Philippe Nachbar, Jean-Luc Bécart, Philippe François, Pierre Schiélé.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1488, 1513) : *MM. Claude Estier, Charles Metzinger, Alain Pluchet, en rem-*

placement de M. Roger Husson, rapporteur ; Gérard Longuet, ministre ; Jean-Luc Bécart, Philippe Nachbar, André Vallet, Ernest Cartigny.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX TITRES MINIER

Art. 1^{er} (*Conditions d'octroi des permis exclusifs de recherches*) (p. 1488) – Adopté après modification (p. 1489).

Art. 2 (*Prolongation du permis exclusif de recherches*) – Adopté après modification (p. 1489).

Art. 3 (*Réduction des superficies en cas de renouvellement des permis*) – Adopté (p. 1489).

Art. 4 (*Modalités juridiques de l'exploitation d'une mine*) (p. 1489) – Adopté (p. 1490).

Art. 5 (*Conditions et modalités d'octroi d'une concession*) (p. 1490) – Adopté après modification (p. 1492).

Art. 6 (*Conditions d'octroi d'une concession au titulaire d'un permis exclusif de recherches, PER et conditions de la poursuite des recherches*) – Adopté après modification (p. 1492).

Art. 7 (*Remise à l'Etat du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée*) – Adopté (p. 1493).

Art. 8 (*Mutation ou amodiation d'un titre minier*) – Adopté après modification (p. 1493).

Art. 9 (*Coordination*) – Adopté (p. 1493).

Art. 10 (*Coordination*) – Adopté (p. 1493).

Art. 11 (*Coordination*) (p. 1493) – Adopté après modification (p. 1494).

Art. 12 (*Coordination*) (p. 1494) – Adopté (p. 1495).

Art. additionnel après l'art. 13 (*Dispositions transitoires*) – Adopté (p. 1495).

Art. 13 (*Abrogation*) – Adopté après modification (p. 1495).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX MINIER

Art. 14 (*Police administrative des mines*) (p. 1495) – Adopté (p. 1497).

Art. 15 (*Objectifs de la police administrative des mines*) (p. 1497) – Adopté après modification (p. 1499).

Art. 16 (*Pouvoirs de l'administration en cas de sous-exploitation*) – Adopté après modification (p. 1499).

Art. 17 (*Autorisation administrative de recherches ou d'exploitation minière*) – Adopté (p. 1500).

Art. 18 (*Travaux de sécurité de fin de recherches ou d'exploitation*) (p. 1500) – Adopté après modification (p. 1502).

Art. 19 (*Travaux de sécurité de fins de recherches ou d'exploitation en cas d'absence de titre*) – Adopté (p. 1502).

Art. 20 à 23 (*Coordination*) – Adoptés (p. 1503).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CARRIERES

Art. 24 (*Schémas départementaux des carrières*) (p. 1503) – Adopté (p. 1504).

Art. 25 (*Police administrative des carrières*) (p. 1504) – Adopté après modification (p. 1505).

Art. 26 (*Droit de préemption en cas d'abandon*) – Adopté (p. 1505).

Art. 27 (*Permis exclusifs de carrières*) (p. 1505) – Adopté après modification (p. 1507).

Art. 28 (*Condition du retrait d'un permis de carrières*) – Adopté (p. 1507).

Art. 29 (*Coordination*) – Adopté après modification (p. 1507).

Art. 30 (*Travaux à réaliser en fin de permis*) – Adopté après modification (p. 1507).

Art. 31 et 32 (*Coordination*) – Adoptés (p. 1507).

Art. 33 (*Passage dans la classe des mines*) (p. 1507) – Adopté après modification (p. 1508).

Art. 34 et 35 (*Coordination*) – Adoptés (p. 1508).

Art. 36 (*Redevances tréfoncières dues par le concessionnaire*) – Adopté (p. 1508).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSTATATION ET A LA REPRESSION DES INFRACTIONS

Art. 37 (*Agents de l'administration chargés de la police administrative des mines*) – Adopté (p. 1508).

Art. 38 (*Sanctions*) – Adopté après modification (p. 1508).

Art. 39 (*Sanctions*) – Adopté après modification (p. 1509).

Art. 40 (*Procédure juridictionnelle d'ajournement*) (p. 1509) – Adopté après modification (p. 1510).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 41 (*Aménagement du monopole de l'association technique de l'importation charbonnière, ATIC*) – Adopté (p. 1511).

Art. 42 (*Application aux départements d'outre-mer de la législation relative aux carrières*) – Adopté (p. 1511).

Art. 43 (*Dispositions transitoires*) – Supprimé (p. 1511).

Art. 44 (*Abrogations*) (p. 1511) – Adopté (p. 1512).

Art. 45 (*Modifications de l'article L. 711-12 du droit du travail*) – Adopté après modification (p. 1512).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1512, 1513) : *MM. Emmanuel Hamel, Charles Metzinger, intervention de M. Gérard Longuet, ministre.*

Adoption (5 mai 1994) (p. 1513).

Discussion (deuxième lecture)

(1^{er} juillet 1994) (p. 3328, 3336).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3328, 3330) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Henri Revol, en remplacement de M. Roger Husson, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean-Luc Bécart.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3330, 3336) : *MM. Roger Romani, ministre ; Henri Revol, en remplacement de M. Roger Husson, rapporteur ; Jean-Luc Bécart, Claude Estier, Robert Laucournet, Emmanuel Hamel.*

Art. 1^{er} (p. 3330) – Adopté (p. 3331).

Art. 5 – Adopté (p. 3331).

Art. 7 – Adopté (p. 3331).

Art. 14 A (*Présomption de responsabilité de l'exploitant et du titulaire d'un permis exclusif de recherches*) – Adopté (p. 3331).

Art. 14 B (*Information de l'acheteur d'un terrain sur le tréfonds duquel une mine a été exploitée*) – Adopté (p. 3331).

Art. 14 C (*Prohibition de certaines closes d'exonération de responsabilité*) – Adopté (p. 3331).

Art. 14 (p. 3331) – Adopté (p. 3332).

Art. 15 – Adopté (p. 3332).

Art. 16 – Adopté (p. 3332).

Art. 18 (p. 3332) – Adopté (p. 3333).

Art. 27 (p. 3334) – Adopté (p. 3335).

Art. 38 – Adopté (p. 3335).

Art. 39 – Adopté (p. 3336).

Art. 46 et 47 (*Dispositions transitoires*) – Adoptés (p. 3336).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 3336) : *M. Robert Laucournet.*

Adoption (1^{er} juillet 1994) (p. 3336).

Code pénal

Voir *Médecine*, 1

Code rural

Voir *Eau*, 1
Environnement, 4

Collectivités territoriales

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Environnement, 3
Logement, 5
Lois de finances, 2, Enseignement supérieur et recherche - I
– Enseignement supérieur
Rapports du Gouvernement, 3

1. – **Proposition de loi instituant un règlement municipal d'aide sociale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur et plusieurs de ses collègues (2 juillet 1992) [n° 484 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 6 avril 1994.

2. – **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Martin Malvy, ministre du budget (2 décembre 1992) [n° 81 (92-93)] (2 décembre 1992) [n° 81 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Clouet (15 décembre 1993) [n° 191 (93-94)] – Discussion (13 avril 1994) – Adoption (13 avril 1994) [n° 92].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 avril 1994) [n° 1122 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Dupuy (27 avril 1994) [n° 1169 (93-94)] – Discussion (16 mai 1994) – Adoption (16 mai 1994) [n° 194].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 mai 1994) [n° 428 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Clouet (8 juin 1994) [n° 492 (93-94)] – Discussion (13 juin 1994) – Adoption (13 juin 1994) [n° 150].

PROMULGATION : loi n° 94-504 du 22 juin 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(13 avril 1994) (p. 1032, 1066).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1032, 1050) : *MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jean Clouet, rapporteur de la commission des finances ; Joël Bourdin, Paul Loridant, Louis Souvet, Robert Vizet, André Egu, René Régnault, Paul Girod.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1050, 1066) : *MM. René Régnault, Jean Clouet, rapporteur ; Nicolas Sarkozy, ministre ; Robert Vizet, Paul Loridant, Mme Paulette Fost ; MM. Joël Bourdin, Alain Pluchet.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DES COMMUNES

Art. 1^{er} (*Budget des communes de plus de 10 000 habitants et de moins de 100 000 habitants*) (p. 1050) – Adopté après modification (p. 1051).

Art. 2 (*Caractère obligatoire des dotations aux amortissements des immobilisations et des dotations aux provisions*) (p. 1051) – Adopté après modification (p. 1052).

Art. 3 (*Composition des recettes non fiscales de la section d'investissement*) – Adopté (p. 1053).

Art. 4 (*Mise à jour des recettes non fiscales à caractère facultatif hors section d'investissement*) – Adopté après modification (p. 1054).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 82-213 DU 2 MARS 1982 RELATIVE AUX DROITS ET LIBERTÉS DES COMMUNES, DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS

Art. 5 (*Provision forfaitaire obligatoire pour garantie d'emprunt*) (p. 1054) – Adopté après modification (p. 1056).

Art. 6 (*Équilibre budgétaire*) – Adopté (p. 1057).

Art. 7 (*Vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses dans l'exécution des budgets communal et départemental*) – Adopté (p. 1059).

Art. 8 (*Régime des ordres de réquisition des comptables publics locaux*) (p. 1059) – Adopté après modification (p. 1060).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 9 (*Recouvrement de créances*) – Adopté (p. 1060).

Art. 10 (*Modalités d'émission de titres de recettes par les ordonnateurs locaux*) (p. 1060) – Supprimé (p. 1061).

Art. 11 (*Prise en compte des conséquences budgétaires des nouvelles dispositions*) (p. 1062) – Adopté après modification (p. 1063).

Art. 12 (*Entrée en application du projet de loi*) (p. 1064) – Adopté après modification (p. 1065).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1065, 1066) : *MM. René Régnault, Robert Vizet, Jean Clouet.*

Adoption (13 avril 1994) (p. 1066).

Discussion (deuxième lecture)

(13 juin 1994) (p. 2466, 2468).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2466, 2467) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jean Clouet, rapporteur de la commission des finances, Robert Vizet, Louis Perrein.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2467, 2468)

Art. 5 (p. 2467) – Adopté (p. 2468).

Art. 8 – Adopté (p. 2468).

Art. 11 – Adopté (p. 2468).

Art. 12 – Adopté (p. 2468).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2468) : *Mme Nelly Rodi, MM. Philippe Marini, Ernest Cartigny.*

Adoption (13 juin 1994) (p. 2468).

3. – **Proposition de loi visant à accroître l'effort d'investissement des collectivités locales par la réduction à un an du délai de remboursement par l'Etat de la T.V.A. sur les investissements qu'elles réalisent**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Paul Delevoe, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 avril 1994) [n° 325 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

4. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 avril 1994) [n° 357 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Commissions d'enquête*, 1

Communautés européennes, 4

Départements d'outre-mer (DOM), 1

Lois de finances, 2, *Départements et territoires d'outre-mer*

1. – **Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM (15 décembre 1993) [n° 853 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Eric Raoult (11 janvier 1994) [n° 929 (93-94)] – Discussion (13 janvier 1994) – Adoption (13 janvier 1994) [n° 140].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 janvier 1994) [n° 241 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Henri Goetschy (19 janvier 1994) [n° 256 (93-94)] – Discussion (24 janvier 1994) – Adoption (24 janvier 1994) [n° 81].

PROMULGATION : loi n° 94-99 du 5 février 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 8 février 1994).

Discussion (première lecture)

(24 janvier 1994) (p. 467, 482).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 467, 479) : *MM. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM ; Guy Jarnac, rapporteur du Conseil économique et social ; Henri Goetschy, rapporteur de la commission des finances ; Gérard Larcher, Daniel Millaud, Jean Garcia, Guy Allouche.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 479, 482)

Art. 1^{er} (*Champ d'application de la loi*) – Adopté (p. 480).

Art. 1^{er} bis (*Engagement de l'Etat dans le domaine de l'éducation, la formation et la recherche*) – Adopté (p. 480).

Art. 1^{er} ter (*Assistance technique de l'Etat dans le domaine de la santé et de la protection sociale*) – Adopté (p. 480).

Art. 1^{er} quater (*Assistance de l'Etat dans le domaine juridictionnel*) – Adopté (p. 480).

Art. 1^{er} quinquies (*Assistance de l'Etat en matière fiscale*) – Adopté (p. 480).

Art. 1^{er} sexies (*Adaptation du statut du personnel communal*) – Adopté (p. 480).

Art. 1^{er} septies (*Développement des télécommunications dans les archipels éloignés*) – Adopté (p. 480).

Art. 2 (*Contrat de développement et conventions techniques*) – Adopté (p. 480).

Art. 2 bis (*Champ de compétence de la chambre territoriale des comptes*) – Adopté (p. 480).

Art. 3 (*Engagements financiers de l'Etat en matière de protection sociale*) – Adopté (p. 481).

Art. 3 bis (*Affiliation de l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat à la Sécurité sociale en matière d'assurance maladie-maternité*) – Adopté (p. 481).

Art. 4 (*Ressources des communes*) – Adopté (p. 481).

Art. 5 (*Création d'un fonds pour le progrès de la Polynésie française*) – Adopté (p. 481).

Art. 6 (*Comité chargé de suivre l'application de la loi*) – Adopté (p. 481).

Art. 7 (*Dépôt d'un rapport sur le bureau des assemblées*) – Adopté (p. 481).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 481, 482) : *MM. Guy Allouche, Jean Garcia.*

Adoption (24 janvier 1994) (p. 482).

Collèges

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2

Colombophilie

Voir *Animaux*, 1

Comités d'entreprise

Voir *Travail*, 1

Commerce et artisanat

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Consommation, 2

1. – **Proposition de loi relative au droit d'installation dans l'artisanat, et à la protection des consommateurs**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-3 février 1994) [n° 278 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Commerce international

Voir *Allocutions et communications*, 33
Communautés européennes, 10

Commerce intracommunautaire

Voir *Traités et conventions*, 65

Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

Voir *Lois de finances*, 2, Enseignement supérieur et recherche - II – Recherche

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Voir *Médecine*, 3
Ordre public, 1

Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques

Voir *Rapports du Gouvernement*, 2

Commissions d'enquête

Voir *Calamités et catastrophes*, 1
Parlement, 1
Rappels au règlement, 3
Transports aériens, 1
Transports maritimes, 1 ; 2

1. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les difficultés rencontrées par les collectivités locales, le financement du développement économique et la politique du crédit outre-mer**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Rodolphe Désiré, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993-28 décembre 1993) [n° 225 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois.

Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)

Voir *Rapports d'information*, 13

Communautés européennes

Voir *Elections*, 6 ; 16
Rappels au règlement, 24 ; 31 ; 35
Rapports d'information, 1 ; 13 ; 16 ; 17 ; 35
Traités et conventions, 1 ; 12 ; 28 ; 38 ; 39 ; 44

1. – **Proposition de résolution PRESENTEE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107)**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (27 octobre 1993) [n° 62 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de Mme Anne Heinis (5 janvier 1994) [n° 229 (93-94)] – **Résolution adoptée par la commission des affaires économiques** (12 janvier 1994) [n° 231 (93-94)] – Adoption (13 janvier 1994) [n° 75].

Discussion

(13 janvier 1994) (p. 81, 92).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 81, 90) : *Mme Anne Heinis, rapporteur de la commission des affaires économiques ; MM. Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; Gérard Longuet, ministre de l'industrie ; Jean-Paul Emin, Jean-Jacques Robert, Jacques Bellanger, Robert Vizet, Ernest Cartigny, Maurice Schumann.*

II – DISCUSSION DE LA RESOLUTION (p. 91, 92)

Résolution (*Mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107)*) – Adoptée (p. 92).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 91, 92) : *MM. Emmanuel Hamel, Jacques Bellanger, Jean-Jacques Robert, Jean Delaneau, Jacques Genton ; intervention de M. Gérard Longuet, ministre et de Mme Anne Heinis, rapporteur.*

Adoption (13 janvier 1994) (p. 92).

2. – **Proposition de résolution PRESENTEE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 70-524-CEE concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (n° E-112)**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (24 novembre 1993) [n° 117 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Huchon (21 avril 1994) [n° 352 (93-94)] – **Résolution adoptée par la commission des affaires économiques** (4 mai 1994) [n° 399 (93-94)] – Discussion (17 mai 1994) – Adoption (17 mai 1994) [n° 128].

3. – **Proposition de résolution PRESENTEE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 90/685/CEE concernant la mise en oeuvre d'un programme d'action pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle européenne (MEDIA) (1991-1995) (n° E-166)**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (12 janvier 1994) [n° 235 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

4. – **Proposition de résolution PRESENTEE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur le rapport de la commission au Conseil sur la mise en oeuvre du régime commercial PTOM/CEE (rapport prévu à l'article 240 paragraphe 2 de la décision 91/482/CEE) et la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 91/482/CEE du Conseil du 25/07/1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (n° E-180)**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Daniel Millaud, sénateur (24 janvier 1994) [n° 259 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Huchon (19 mai 1994) [n° 444 (93-94)] – **Résolution adoptée par la commission des affaires économiques** (1^{er} juin 1994) [n° 475 (93-94)] – Discussion (14 juin 1994) – Adoption (14 juin 1994) [n° 152].

5. – **Proposition de résolution PRESENTEE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur le pro-**

jet de directive de la Commission modifiant les directives 88/301/CEE et 90/388/CEE en ce qui concerne les communications par satellites (n° E-190), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-11 février 1994) [n° 281 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

6. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (n° E-48), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Masson, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-24 février 1994) [n° 289 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (19 mai 1994) [n° 445 (93-94)] – Résolution adoptée par la commission des lois (25 mai 1994) [n° 461 (93-94)] – Discussion (7 juin 1994) – Adoption (7 juin 1994) [n° 147].

7. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur (3 mai 1994) [n° 387 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Henri Revol, avec celui de la proposition de résolution n° 425 (93-94) du 17 mai 1994 (8 juin 1994) [n° 490 (93-94)] – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (22 juin 1994) [n° 544 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 188].

Discussion

(30 juin 1994) (p. 3307, 3313).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3307, 3311) : *MM. Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Emmanuel Hamel, représentant la délégation du Sénat pour l'Union européenne ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Bellanger, Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DE LA RESOLUTION (p. 3311, 3313) : *MM. Félix Leyzour, Henri Revol, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

Résolution (*Harmonisation des conditions d'exercice des activités des secteurs électrique et gazier*) (p. 3311) – Adoptée après modifications (p. 3313).

Adoption (30 juin 1994) (p. 3313).

8. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, relative à la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des jeunes au travail (n° E-61), PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues (10 mai 1994) [n° 405 (93-94)].

9. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Félix Leyzour, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 mai 1994) [n° 425 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Henri Revol avec celui de la proposition de résolution n° 387 (93-94) du 3 mai 1994 (8 juin 1994) [n° 490 (93-94)] – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (22 juin 1994) [n° 544 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 188].

Discussion

(30 juin 1994) (p. 3307, 3313) (voir la proposition de résolution n° 387 (93-94) – Communautés européennes 7).

10. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la pro-

position de décision du Conseil concernant la conclusion des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (1986-1994) (n° E-249), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (3 juin 1994) [n° 483 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

11. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous la forme d'un échange de lettres entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les marchés publics (n° E-277 et E-285), PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Henri Revol et Robert Laucournet, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-28 septembre 1994) [n° 621 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Henri Revol (12 octobre 1994) [n° 24 (94-95)] – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (26 octobre 1994) [n° 43 (94-95)] – Adoption (8 novembre 1994) [n° 17].

12. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305), PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 octobre 1994) [n° 18 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport commun de M. Jean Arthuis portant également sur la proposition de résolution n° 27 (94-95) du 12 octobre 1994 – Communautés européennes 13 (13 octobre 1994) [n° 33 (94-95)].

13. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Xavier de Villepin (12 octobre 1994) [n° 27 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport commun de M. Jean Arthuis portant également sur la proposition de résolution n° 18 (94-95) du 11 octobre 1994 – Communautés européennes 12 (13 octobre 1994) [n° 33 (94-95)] – Résolution adoptée par la commission des finances (18 octobre 1994) [n° 34 (94-95)] – Discussion (20 octobre 1994) – Adoption (20 octobre 1994) [n° 14].

Discussion

(20 octobre 1994) (p. 4516, 4533).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4516, 4527) : *MM. Jean Arthuis, rapporteur de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne ; Max Marest, Michel Sergent, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DE LA RESOLUTION (p. 4527, 4533) : *MM. Charles Lederman, Jean-Pierre Masseret, Michel Sergent, Jean Arthuis, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre ; Michel Poniatowski.*

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4532, 4533) : *MM. Ernest Cartigny, Charles Lederman, intervention de M. Jean Arthuis, rapporteur.*

Scrutin public n° 6 (p. 4533).

Adoption (20 octobre 1994) (p. 4533).

14. – **Projet de loi autorisant la ratification du premier protocole du 19 décembre 1988 concernant l'interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles et celle du deuxième protocole du 19 décembre 1988 attribuant à la Cour de justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la convention de Rome du 19 juin 1980**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (19 octobre 1994) [n° 37 (94-95)] – Renvoi à la commission des

affaires étrangères – Rapport commun de M. André Rouvière portant également sur le projet de loi n° 71 (94-95) du 14 novembre 1994 – Traités et conventions 59 (30 novembre 1994) [n° 102 (94-95)] – Discussion (13 décembre 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 71 (94-95) – Traités et conventions 59) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1994) [n° 1795 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Jean-Marie Demange portant également sur le projet de loi n° 71 (94-95) du 14 novembre 1994 – Traités et conventions (11 janvier 1995) [n° 1894 (94-95)] – Discussion (16 janvier 1995) – Adoption (16 janvier 1995) [n° 355].

PROMULGATION : loi n° 95-89 du 30 janvier 1995 (J.O. Lois et décrets du 31 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1994) (p. 7421, 7422).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7421, 7422) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 71 (94-95) – Traités et conventions 59) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ADOPTION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7422)

Adoption (13 décembre 1994) (p. 7422).

15. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de règlement (C.E.) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1997 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement et sur la proposition de règlement (C.E.) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (C.E.E.) n° 3833/90, (C.E.E.) n° 3835/90 et (C.E.E.) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-303), PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Ernest Cartigny et Xavier de Villepin, sénateurs (8 novembre 1994) [n° 56 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-Paul Emin (7 décembre 1994) [n° 124 (94-95)] – **Résolution adoptée par la commission des affaires économiques** (14 décembre 1994) [n° 153 (94-95)] – Adoption (27 décembre 1994) [n° 77].**

16. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la Convention sur la sûreté nucléaire par la Communauté européenne de l'énergie atomique (n° E-302), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur et plusieurs de ses collègues (10 novembre 1994) [n° 68 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (30 novembre 1994) [n° 101 (94-95)] – **Résolution adoptée par la commission des affaires étrangères** (7 décembre 1994) [n° 121 (94-95)] – Adoption (20 décembre 1994) [n° 50].**

17. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de directive du Conseil relative au financement des inspections et des contrôles vétérinaires des animaux vivants et de certains produits animaux et modifiant la directive 91/496/CEE (n° E-125), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (24 novembre 1993) [n° 118 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis Moinard (21 avril 1994) [n° 353 (93-94)] – **Résolution adoptée par la commission des affaires économiques** (4 mai 1994) [n° 400 (93-94)] – Discussion (17 mai 1994) – Adoption (17 mai 1994) [n° 129].**

18. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de directive du Conseil établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les**

incidents dans l'aviation civile (n° E-126), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (25 novembre 1993) [n° 123 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Collet (6 avril 1994) [n° 310 (93-94)] – **Résolution adoptée par la commission des lois (13 avril 1994) [n° 337 (93-94)] – Discussion (26 avril 1994) – Adoption (26 avril 1994) [n° 110].**

19. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318), PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jean Delaneau et Roland du Luart, sénateurs, (29 novembre 1994) [n° 100 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Alain Pluchet portant également sur la proposition de résolution n° 131 (94-95) du 8 décembre 1994 – Communautés européennes 20 (14 décembre 1994) [n° 147 (94-95)] – **Résolution adoptée par la commission des affaires économiques** (19 décembre 1994) [n° 171 (94-95)] – Adoption (20 décembre 1994) [n° 52].**

Discussion

(20 décembre 1994) (p. 7830, 7834).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7830, 7833) : *MM. Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes.*

II – DISCUSSION DE LA RESOLUTION (p. 7833, 7834) : *M. Robert Laucournet.*

Adoption (20 décembre 1994) (p. 7834).

20. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Henri Revol, sénateur (8 décembre 1994) [n° 131 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Alain Pluchet portant également sur la proposition de résolution n° 100 (94-95) du 29 novembre 1994 – Communautés européennes 19 (14 décembre 1994) [n° 147 (94-95)] – **Résolution adoptée par la commission des affaires économiques** (19 décembre 1994) [n° 171 (94-95)] – Adoption (20 décembre 1994) [n° 52].**

Discussion

(20 décembre 1994) (p. 7830, 7834) (voir la proposition de résolution n° 100 (94-95) – Communautés européennes 19).

21. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil 94/0188 (COD) établissant un programme de soutien aux activités artistiques et culturelles de dimension européenne KALEIDOSCOPE 2000 et la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil 94/0189 (COD) concernant l'établissement d'un programme de soutien dans le domaine du livre et de la lecture ARIANE (n° E-325), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Caldaguès, sénateur (9 décembre 1994) [n° 134 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.**

22. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (n° E-330), PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Madeleine Dieulangard et M. Guy Penne, sénateurs (9 décembre 1994) [n° 135 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.**

23. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection juridique des dessins et modèles (n° E-191) et sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires (n° E-193), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (19 décembre 1994) [n° 173 (94-95)].

Communautés européennes (budget)

1. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B3 - Chapitres B3 - 4303 aspects sanitaires de l'abus de drogues et B3-440 mesures pour combattre l'abus de drogues) (n° E-263), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Xavier de Villepin, sénateur (1^{er} juillet 1994) [n° 571 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B3 - Formation, jeunesse, culture, audiovisuel, information et autres actions sociales) (n° E-263), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur (1^{er} juillet 1994) [n° 572 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B2 - Actions structurelles, autres actions agricoles et régionales, transports et pêche) (n° E-263), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur (1^{er} juillet 1994) [n° 573 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

4. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B5 - Protection des consommateurs, marché intérieur, industrie et réseaux transeuropéens - Titres B5-8 - Coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures) (n° E-263), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Masson, sénateur (1^{er} juillet 1994) [n° 574 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

5. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Titre B7-01 - Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)) (n° E-263), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (1^{er} juillet 1994) [n° 575 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

6. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Titre 7-6 - Chapitre 7-60 - Coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale) (n° E-263), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur (4 juillet 1994) [n° 576 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

7. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 1 - A - Etat général des recettes - B - Financement du budget général) (n° E-260), PRE-

SENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-16 juillet 1994) [n° 604 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

8. – Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT relative à l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-260), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Vizet, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 octobre 1994) [n° 17 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. René Trégouët (2 novembre 1994) [n° 51 (94-95)].

Communautés urbaines

1. – Proposition de loi relative aux districts et modifiant le code des communes, le code général des impôts et la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Lambert, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-4 mars 1994) [n° 294 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (22 juin 1994) [n° 533 (93-94)].

2. – Proposition de loi relative à la représentation des élus au sein des districts urbains, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur (3 mai 1994) [n° 392 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

Communes

Voir *Collectivités territoriales*, 2
Enseignement, 1

1. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 122-20 du code des communes, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Bohl, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-16 mars 1993) [n° 237 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par son auteur le 4 octobre 1994.

2. – Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des conseils municipaux, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Françoise Seligmann, sénateur (27 avril 1994) [n° 381 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

Communication

Voir *Rapports d'information*, 24

Communication audiovisuelle

Voir *Rapports au Parlement*, 3
Traités et conventions, 28

Concours administratifs

Voir *Fonction publique territoriale*, 1

Conférence des Présidents

Voir *Ordre du jour du Sénat*, 1 ; 2 ; 3
Rappels au règlement, 23

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

Voir *Rapports d'information*, 31

Conflits armés

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1

Conflits sociaux

Voir *Rappels au règlement*, 22

Congé parental d'éducation

Voir *Famille*, 1

Conseil d'Etat

Voir *Professions judiciaires et juridiques*, 1

Conseil de la concurrence

Voir *Professions judiciaires et juridiques*, 1

Conseil économique et social (CES)

Voir *Finances publiques*, 1
Lois de finances, 2, Services du Premier ministre - III -
Conseil économique et social
Professions libérales, 1

1. – **Proposition de loi organique rendant membres de droit du Conseil économique et social les membres nommés du Conseil de la politique monétaire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (17 janvier 1994) [n° 244 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

Conseil national du crédit

Voir *Rapports au Parlement*, 6

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

Voir *Rapports au Parlement*, 1

Conseils municipaux

Voir *Communes*, 2

Conservatoire du littoral

Voir *Environnement*, 3

Consommateurs (protection et information)

Voir *Commerce et artisanat*, 1

Consommation

Voir *Lois de finances*, 2, Economie et budget - Services financiers (et consommation)

1. – **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (26 janvier 1994) [n° 976 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Christian Daniel (12 avril 1994) [n° 1077 (93-94)] – Discussion (21 avril 1994) – Adoption (21 avril 1994) [n° 174].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits.

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 avril 1994) [n° 371 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires

économiques – Rapport de Mme Anne Heinis (18 mai 1994) [n° 431 (93-94)] – Discussion (24 mai 1994) – Adoption (24 mai 1994) [n° 134].

PROMULGATION : loi n° 94-442 du 3 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(24 mai 1994) (p. 1791, 1801).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1791, 1797) : M. Pascal Clément, ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale ; Mme Anne Heinis, rapporteur de la commission des affaires économiques ; MM. Jean-Paul Emin, Louis Minetti.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1797, 1801) : Mme Anne Heinis, rapporteur ; MM. Pascal Clément, ministre ; André Fosset.

TITRE I^{er}**CERTIFICATION DES PRODUITS INDUSTRIELS ET DES SERVICES**

Art. 1^{er} (*Définition de la certification des produits industriels et des services et du référentiel*) – Adopté (p. 1797).

Art. 2 (*Organismes certificateurs et instance d'accréditation ; référence à une certification*) – Adopté (p. 1797).

Art. 3 (*Champ d'application de la certification*) – Adopté (p. 1797).

Art. 4 (*Sanctions*) (p. 1797) – Adopté (p. 1798).

Art. 5 (*Décrets d'application*) – Adopté (p. 1798).

TITRE I^{er} bis**VENTE DE METHODES D'AUTO-APPRENTISSAGE DES LANGUES PAR DEMARCHAGE A DOMICILE**

Art. 5 bis (*Régime spécifique applicable à certains supports matériels de connaissance des langues étrangères*) – Adopté (p. 1798).

TITRE II**PUBLICITE ET PRATIQUES COMMERCIALES CONCERNANT LES PREPARATIONS POUR NOURISSONS**

Art. 6 (*Création d'une section dans le code de la consommation sur la publicité et les pratiques commerciales concernant les préparations pour nourissons*) (p. 1799) – Adopté (p. 1800).

TITRE III**COMMERCIALISATION DES SUBSTITUTS DU VINAIGRE**

Art. 7 (*Suppression de l'interdiction de la commercialisation des substituts du vinaigre*) – Adopté (p. 1800).

Art. 8 (*Suppression d'une dérogation à l'interdiction de commercialisation des substituts du vinaigre*) – Adopté (p. 1800).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1800, 1801) : MM. Robert Laucournet, Emmanuel Hamel, Bernard Hugo.

Adoption (24 mai 1994) (p. 1801).

2. – **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (12 octobre 1994) [n° 28 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. André Fosset (9 novembre 1994) [n° 64 (94-95)] – Avis de M. Pierre Fauchon (9 novembre 1994) [n° 58 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 21].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1659 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production.

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5557, 5581).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5557, 5565) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; André Fosset, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Fauchon, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Claude Estier, Jean Garcia.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5565, 5580) : *MM. Alain Lambert, André Fosset, rapporteur ; Louis Minetti, Jean Garcia, Edmond Alphandéry, ministre ; Félix Leyzour, Claude Estier, Pierre Fauchon, rapporteur pour avis ; Philippe Marini.*

TITRE I**CLAUSES ABUSIVES ET PRESENTATION DES CONTRATS**

Art. 1^{er} (*Protection des consommateurs contre les clauses abusives*) (p. 5565) – Adopté après modification (p. 5571).

Art. 2 (*Changement d'un intitulé de chapitre*) – Adopté (p. 5571).

Art. 3 (*Interprétation des contrats*) (p. 5571) – Adopté après modification (p. 5572).

Art. 4 (*Création d'un chapitre*) – Adopté (p. 5572).

Art. 5 (*Champ territorial de la protection contre les clauses abusives*) – Adopté après modification (p. 5572).

TITRE II**DEMARCHAGE ET ACTIVITES AMBULANTES**

Art. 6 (*Mise en conformité de la législation sur le démarchage*) – Adopté (p. 5572).

Art. additionnel après l'art. 6 (*Paiement dès la souscription à domicile en cas de démarchage pour la presse quotidienne*) (p. 5572) – Adopté (p. 5573).

Art. 7 (*Exercice du commerce non sédentaire par les ressortissants de l'Union européenne*) – Adopté (p. 5573).

Art. 8 (*Coordination*) – Adopté (p. 5573).

TITRE III**MARQUAGE COMMUNAUTAIRE DE CONFORMITE**

Art. 9 (*Marquage communautaire de conformité*) (p. 5573) – Adopté après modification (p. 5575).

TITRE IV**CAUTIONNEMENT RELATIF AUX MARCHES DE TRAVAUX PRIVÉS**

Intitulé du titre IV (p. 5575) – Supprimé (p. 5578).

Art. 10 (*Marchés de travaux privés des particuliers*) (p. 5576) – Supprimé (p. 5577).

Après l'art. 10 (p. 5578).

Division additionnelle (« Titre V – Dispositions diverses ») – Adopté (p. 5578).

Art. additionnel (*Contrôle des ventes par réseaux constitués par recrutement en chaîne d'adhérents*) – Adopté (p. 5578).

Art. additionnel (*Interdiction de publier des annonces d'offres de services laissant croire qu'ils sont gratuits*) (p. 5578) – Adopté (p. 5580).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5580, 5581) : *MM. Alain Lambert, Jean Garcia, Claude Estier, Philippe Marini, intervention de M. Edmond Alphandéry, ministre.*

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5581).

Constitution

Voir *Parlement*, 3
Professions judiciaires et juridiques, 1

Construction navale

Voir *Traités et conventions*, 65

Contrats ou conventions

Voir *Consommation*, 2

Contribution des entreprises à l'effort de construction

Voir *Logement*, 5

Contribution sociale généralisée (CSG)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1
Lois de finances, 2

Convention médicale

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Coopération

Voir *Lois de finances*, 2, *Coopération*

Coopération culturelle, scientifique et technique

Voir *Propriété intellectuelle*, 3

Coopération intercommunale

Voir *Aménagement du territoire*, 1

Corse

Voir *Impôts et taxes*, 3

Côte d'Ivoire

Voir *Traités et conventions*, 46

Cotisations sociales

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

Cour de cassation

Voir *Justice*, 1

Cour de justice des communautés européennes (CJCE)

Voir *Communautés européennes*, 14

Cour des comptes

Voir *Code des juridictions financières*, 1 ; 2 ; 3
Rapports au Parlement, 4 ; 5
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

Cours d'eau, étangs et lacs

Voir *Environnement*, 3

Créances

Voir *Entreprises*, 1

Crèches

Voir *Famille*, 1

Criminalité

Voir *Traités et conventions*, 50

Culture

Voir *Communautés européennes*, 21
Lois de finances, 2, Culture et francophonie

D**Débats (Organisation)**

Voir *Rappels au règlement*, 9 ; 10 ; 16 ; 17 ; 18 ; 19 ; 23 ; 28 ; 30 ; 31 ; 35

Décentralisation

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Collectivités territoriales, 4

Déchets

Voir *Environnement*, 3

Décisions de justice

Voir *Justice*, 1

Décorations

Voir *Rapports du Gouvernement*, 24

Déductions fiscales

Voir *Impôt sur le revenu*, 1

Défense

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la Défense nationale
Rapports d'information, 6

1. - **Proposition de loi relative au transport aérien militaire de complément**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-24 février 1994) [n° 290 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. - **Proposition de loi sur les transports militaires de complément**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur (3 mai 1994) [n° 388 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

3. - **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. François Léotard, ministre de la défense (20 avril 1994) [n° 1153 (93-94)] - Renvoi à la commission de la défense. Pour avis aux commissions des finances et des affaires étrangères. Rapport de M. Jacques Boyon (10 mai 1994) [n° 1218 (93-94)] - Avis de M. Arthur Paecht (10 mai 1994) [n° 1217 (93-94)] - Avis de M. Pierre Lequiller (19 mai 1994) [n° 1266 (93-94)] - Discussion (24, 25 mai et 1^{er} juin 1994) - Adoption (1^{er} juin 1994) [n° 216].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 juin 1994) [n° 481 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jacques Genton (8 juin 1994) [n° 489 (93-94)] - Avis de M. Maurice Blin (8 juin 1994) [n° 493 (93-94)] - Discussion (14 et 15 juin 1994) - Adoption (15 juin 1994) [n° 153].

PROMULGATION : loi n° 94-507 du 23 juin 1994 (*JO* Lois et décrets du 24 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(14 juin 1994) (p. 2501, 2554) ; (15 juin 1994) (p. 2560, 2595).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2501, 2554) (p. 2560, 2577) : MM. François Léotard, ministre de la défense ; Jacques Genton,

rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Maurice Blin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Ernest Cartigny, Yvon Bourges, Jacques Golliet, Michel d'Aillières, Jean-Pierre Masseret, Jean-Luc Bécart, François Lesein, Serge Vinçon, Jacques Machet, François Trucy, Roland Bernard, Jacques Habert, Jean Garcia, André Vallet, Michel Caldaguès, Daniel Millaud, Albert Voilquin, Paul Loridant - MM. Jean-Paul Hammann, Bernard Guyomard, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Legendre.

Motion n° 7 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet, tendant à opposer la question préalable (p. 2574) - MM. Robert Vizet, Jacques Genton, rapporteur ; François Léotard, ministre ; Jean-Luc Bécart.

Rejet de la motion (p. 2577 ; scrutin public n° 141).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2577, 2594) : MM. Jacques Genton, rapporteur ; François Léotard, ministre ; Jean-Luc Bécart, Serge Vinçon, Jean Garcia, Emmanuel Hamel, Roland Bernard.

Art. 1^{er} (*Approbation du rapport d'orientation annexé au présent projet de loi*) et **rapport annexé** (p. 2577) - Adoptés (p. 2589).

Art. 2 (*Moyens affectés à l'équipement des forces armées au cours des années 1995-2000*) (p. 2589) - Adopté (p. 2590).

Art. 3 (*Dépôt d'un projet de loi d'actualisation en 1997*) (p. 2591) - Adopté (p. 2592).

Art. 4 (*Effectifs budgétaires*) - Adopté (p. 2592).

Art. 5 (*Effectifs des réserves*) (p. 2592) - Adopté (p. 2593).

Art. 6 (*Rapport annuel au Parlement*) - Adopté (p. 2593).

Adoption (15 juin 1994) (p. 2595).

Déficit budgétaire

Voir *Communautés européennes*, 12 ; 13
Lois de finances, 3

Délégations parlementaires

Voir *Parlement*, 4 ; 6

Délinquance

Voir *Ordre public*, 1

Démographie

Voir *Rapports du Gouvernement*, 4

Départements d'outre-mer (DOM)

Voir *Lois de finances*, 2, Départements et territoires d'outre-mer
Rapports d'information, 11
Rapports du Gouvernement, 21

1. - **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM (1^{er} juin 1994) [n° 1336 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Raymond-Max Aubert (14 juin 1994) [n° 1375 (93-94)] - Avis de M. Jean-Paul Virapoullé (15 juin 1994) [n° 1377 (93-94)] - Urgence - Discussion (22 et 23 juin 1994) - Adoption (23 juin 1994) [n° 239].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1994) [n° 549 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des affaires économiques -

Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Louis Souvet (29 juin 1994) [n° 556 (93-94)] – Avis de M. Maurice Lombard (29 juin 1994) [n° 557 (93-94)] – Avis de M. Henri Goetschy (4 juillet 1994) [n° 577 (93-94)] – Discussion (8 juillet 1994) – Adoption (8 juillet 1994) [n° 196].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 juillet 1994) [n° 1492 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Raymond-Max Aubert (11 juillet 1994) [n° 1494 (93-94)] – Discussion (13 juillet 1994) – Adoption (13 juillet 1994) [n° 265].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Louis Souvet (11 juillet 1994) [n° 599 (93-94)] – Discussion (13 juillet 1994) – Adoption (13 juillet 1994) [n° 206].

PROMULGATION : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 (J.O. Lois et décrets du 27 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(8 juillet 1994) (p. 3744, 3821).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3744, 3771) : MM. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Henri Goetschy, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Maurice Lombard, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Henri Bangou, Georges Othily, Paul Moreau, Pierre Lagourgue, François Louisy, Marcel Henry, Rodolphe Désiré, Roger Lise, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Le projet de loi vise à favoriser l'insertion et la lutte pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, à adapter la loi quinquennale du 20 décembre 1993, relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, à améliorer la législation sur l'aménagement foncier, le logement social et l'aménagement du territoire, enfin à transposer certaines dispositions du code du travail métropolitain dans le code du travail applicable à la collectivité territoriale de Mayotte.

Motion n° 26 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant à opposer la question préalable (p. 3771) – Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis Souvet, rapporteur ; Dominique Perben, ministre.

Rejet de la motion (p. 3774).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3775, 3821) : MM. Louis Souvet, rapporteur ; Dominique Perben, ministre ; Maurice Lombard, rapporteur pour avis ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Othily, Henri Goetschy, rapporteur pour avis ; Charles Descours, Emmanuel Hamel, Rodolphe Désiré, François Louisy, Henri Bangou, Roger Lise, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Paul Moreau, Pierre Lagourgue.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EMPLOI ET A L'INSERTION

Art. 1^{er} (Adaptation du revenu minimum d'insertion (RMI) aux départements d'outre-mer) (p. 3786).

ART. 42-6 DE LA LOI N° 88-1088 DU 1^{er} DECEMBRE 1988 (Création d'une agence d'insertion) – Adopté (p. 3787).

ART. 42-7 DE LA LOI PRECITEE (Composition du conseil d'administration de l'agence) (p. 3787) – Adopté après modification (p. 3789).

ART. 42-8 DE LA LOI PRECITEE (Contrats d'insertion par l'activité) – Adopté (p. 3789).

ART. 42-9 DE LA LOI PRECITEE (Financement de l'agence d'insertion) (p. 3789) – Adopté après modification (p. 3791).

– L'article 1^{er} est adopté après modification (p. 3791).

Art. 2 (Contrats d'accès à l'emploi) (p. 3791) – Adopté après modification (p. 3793).

Art. 2 bis (Exonération de charges sociales des agriculteurs exerçant sur des exploitations de moins de 20 hectares) (p. 3793) – Adopté après modification (p. 3794).

Art. 3 (Exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur) (p. 3795) – Adopté après modification (p. 3798).

Art. additionnel après l'art. 3 (Conditions d'octroi des exonérations prévues aux articles 2 bis et 3) – Adopté (p. 3798).

Art. 4 (Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM)) – Adopté après modification (p. 3801).

Art. 5 (Financement de la politique spécifique de l'emploi) – Supprimé par l'Assemblée nationale ; suppression maintenue (p. 3801).

Art. 6 (Financement de la politique spécifique de l'emploi) (p. 3801) – Adopté (p. 3802).

Art. 7 (Rapport au Parlement sur la compensation aux organismes sociaux des exonérations de charges sociales) (p. 3802) – Adopté après modification (p. 3803).

Art. 8 (Extension du champ d'application de l'exonération de charges sociales pour l'embauche des deuxième et troisième salariés) – Adopté (p. 3803).

Art. 9 (Aide à la création d'entreprises) – Adopté (p. 3803).

Art. 10 (Rémunération mensuelle minimale en cas de privation partielle d'emploi) (p. 3803) – Adopté après modification (p. 3804).

Art. additionnel après l'art. 10 (Référence aux articles du code du travail) – Adopté (p. 3804).

Art. 11 (Fusion des comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi) (p. 3804) – Adopté après modification (p. 3805).

Art. 12 (Attribution au conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon des compétences exercées par la région en matière de formation professionnelle des jeunes) – Adopté (p. 3805).

Art. 13 (Reconnaissance par les conventions collectives des départements d'outre-mer de l'attestation de formation professionnelle délivrée à l'issue du service militaire adapté) – Adopté (p. 3805).

Art. 13 bis (Conditions d'application des conventions et accords collectifs nationaux aux DOM) (p. 3805) – Adopté après modification (p. 3806).

Art. 13 ter (Adaptation des conventions et accords collectifs aux DOM) – Adopté (p. 3806).

Art. 13 quater (Application de la définition du salarié agricole du code du travail aux DOM) – Adopté (p. 3806).

Art. 13 quinquies (Sanction en cas d'emploi d'étrangers sans titre de travail à Saint-Pierre-et-Miquelon) – Adopté (p. 3806).

Art. 13 sexies (Contrat de travail à salaire différé et entraide entre agriculteurs) (p. 3806) – Adopté après modification (p. 3807).

Art. 13 septies (Conférence paritaire des transports) – Supprimé (p. 3807).

Art. 13 octies (Formation des taux d'intérêt dans les DOM) – Supprimé (p. 3807).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A MAYOTTE

Art. 14 (Rémunération applicable aux salariés mahorais effectuant des prestations dans un département) – Adopté (p. 3808).

Art. additionnel après l'art. 14 (Modification de l'intitulé du titre II du livre III du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte) – Adopté (p. 3808).

Art. 15 (Contrats de retour à l'emploi) (p. 3808) – Adopté après modification (p. 3809).

Art. 15 bis (Aide aux chômeurs créateurs d'entreprises) – Adopté après modification (p. 3809).

Art. 15 ter (Contrats emploi-jeune) (p. 3809).

ART. L. 324-1 DU CODE DU TRAVAIL APPLICABLE A MAYOTTE (Conclusions du contrat) – Adopté (p. 3810).

ART. L. 324-2 DU CODE PRECITE (*Définition du contrat*) – Adopté (p. 3810).

ART. L. 324-3 DU CODE PRECITE (*Rémunération des titulaires du contrat*) – Adopté (p. 3811).

ART. L. 324-4 DU CODE PRECITE (*Exonération des cotisations à la charge de l'employeur*) – Adopté après modification (p. 3811).

ART. L. 324-5 DU CODE PRECITE (*Absence de prise en compte des bénéficiaires des contrats dans le calcul de l'effectif du personnel*) – Adopté (p. 3811).

– L'article 15 ter est adopté après modification (p. 3811).

Art. 16 (*Sanctions administratives en cas d'introduction ou d'embauche d'un étranger contre rétribution*) (p. 3811) – Adopté après modification (p. 3812).

Art. 17 (*Sanctions pénales en cas d'introduction d'embauche d'un étranger contre rétribution*) – Adopté (p. 3812).

Art. 18 (*Peine complémentaire d'interdiction des marchés publics en cas d'infraction à la législation sur le marché clandestin*) – Adopté (p. 3812).

Art. 19 (*Peines applicables en cas de récidive*) – Adopté (p. 3812).

Art. 20 (*Sanctions pénales applicables en cas d'introduction ou d'embauche d'un travailleur étranger contre rétribution*) – Adopté après modification (p. 3812).

Art. 21 (*Dispositions relatives à l'hébergement collectif*) – Adopté (p. 3812).

Art. 22 (*Dispositions relatives à la sous-traitance*) – Adopté (p. 3812).

Art. 22 bis (*Convention de développement avec l'Etat pour le financement des services publics pris en charge par la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 3812) – Adopté après modification (p. 3813).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DES ROUTES, DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Art. 23 (*Elargissement du champ d'affectation du produit de la taxe sur les carburants*) (p. 3814) – Supprimé (p. 3815).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A L'AMENAGEMENT FONCIER ET AU LOGEMENT

Art. 24 (*Modalités de création des établissements publics d'aménagement foncier dans les DOM*) (p. 3775 par priorité) – Supprimé par l'Assemblée nationale ; suppression maintenue.

Art. 24 bis (*Création d'un établissement public d'aménagement en Guyane*) – Adopté après modification (p. 3775 ; priorité ordonnée p. 3775).

Art. 25 (*Institution d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit des établissements publics d'aménagement*) (p. 3775) – Adopté après modification (p. 3777 ; priorité ordonnée p. 3775).

Art. 26 (*Concessions et cessions des terres domaniales en Guyane*) (p. 3777) – Adopté après modification (p. 3780 ; priorité ordonnée p. 3775).

Art. additionnel avant l'art. 27 (*Extension en faveur de la vente des logements locatifs sociaux des sociétés d'économie mixte dans les départements d'outre-mer, des dispositions appliquées en métropole*) (p. 3781) – Adopté (p. 3782 ; priorité ordonnée p. 3775).

Art. 27 (*Application des surloyers aux logements des sociétés d'économie mixte*) (p. 3782) – Adopté (p. 3783 ; priorité ordonnée p. 3775).

Art. 28 (*Application de la réglementation relative à la transformation des logements*) – Adopté (p. 3783 ; priorité ordonnée p. 3775).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A L'OCTROI DE MER

Art. 29 (*Réforme de l'octroi de mer en vue de l'achèvement du « marché unique antillais »*) (p. 3816) – Adopté après modification (p. 3817).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3818, 3821) : *MM. Emmanuel Hamel, Roger Lise, Pierre Lagourgue, Georges Othily, Paul Moreau, Henri Bangou, Rodolphe Désiré ; intervention de MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Dominique Perben, ministre.*

Scrutin public n° 180 (p. 3821).

Adoption (8 juillet 1994) (p. 3821).

Discussion (commission mixte paritaire)

(13 juillet 1994) (p. 3959, 3968).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3959, 3960) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Dominique Perben, ministre des DOM-TOM.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3961, 3968)

Art. 1^{er} et 2 (p. 3961).

Art. 2 bis, 3, 3 bis, 4 et 7 (p. 3962).

Art. 10, 10 bis, 11, 13 bis, 13 sexies et 13 septies (p. 3963).

Art. 13 octies (p. 3963) – Supprimé par la CMP.

Art. 14 bis et 15 (p. 3963).

Art. 15 bis, 15 ter, 16 et 20 (p. 3964).

Art. 22 bis, 23, 24 bis et 25 (p. 3965).

Art. 26, 26 bis et 29 (p. 3966).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3967, 3968) : *MM. Jean Garcia, Claude Estier.*

Adoption (13 juillet 1994) (p. 3968).

Déportés et internés

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 5

1. – **Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur et plusieurs de ses collègues (25 mai 1994) [n° 460 (93-94)]** – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Dettes publiques

Voir *Lois de finances*, 3

Directives communautaires

Voir *Sécurité sociale*, 2

Discussion commune (procédure parlementaire)

Voir *Communautés européennes*, 14
Elections, 10 ; 14 ; 15
Justice, 3 ; 4
Magistrature, 1
Marchés publics, 2
Médecine, 1 ; 2 ; 3
Successions et libéralités, 1

Territoires d'outre-mer (TOM), 1 ; 2
Traités et conventions, 2 ; 3 ; 6 ; 21 ; 22 ; 23 ; 24 ; 25 ; 26 ;
 31 ; 32 ; 35 ; 36 ; 37 ; 38 ; 39 ; 51 ; 52 ; 54 ; 56 ; 57 ; 58 ;
 59
Vie politique et sociale, 7 ; 8

Dissuasion nucléaire

Voir *Défense*, 3

Domaine de l'Etat

Voir *Domaine public*, 1

Domaine public

1. – **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (13 avril 1994) [n° 1085 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois. Rapport de M. Michel Mercier (4 mai 1994) [n° 1209 (93-94)] – Discussion (16 mai 1994) – Adoption (16 mai 1994) [n° 195].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 mai 1994) [n° 427 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (9 juin 1994) [n° 494 (93-94)] – Discussion (13 juin 1994) – Adoption (13 juin 1994) [n° 151].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 juin 1994) [n° 1374 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Mercier (23 juin 1994) [n° 1428 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 249].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-346 DC du 21 juillet 1994 (*JO Lois et décrets* du 23 juillet 1994) qui déclare :

A l'article 1^{er} de la loi déferée, au troisième alinéa de l'article L. 34-1 du code du domaine de l'Etat, les mots : « Lorsque l'autorité compétente décide d'accorder au même occupant, sur la dépendance du domaine public pour laquelle il a bénéficié d'un ou plusieurs titres constitutifs de droits réels d'une durée cumulée de soixante-dix ans maximum, un nouveau titre d'occupation, celui-ci ne peut être constitutif de droits réels sur les ouvrages, constructions ou installations dont le maintien a été accepté en application de l'article L. 34-3 que sur décision expresse de ladite autorité dûment motivée par des travaux ou constructions nouveaux réhabilitant, étendant ou modifiant de façon substantielles lesdits immeubles » contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-631 du 25 juillet 1994 (*JO Lois et décrets* du 26 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(13 juin 1994) (p. 2469, 2497).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2469, 2477) : MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois ; Paul Caron, Philippe Marini, Robert Pagès, Louis Perrein.

Motion n° 15 de M. Claude Estier, soutenue par M. Louis Perrein, tendant à opposer la question préalable (p. 2477) – MM. Louis Perrein, Michel Rufin, rapporteur ; Roger Romani, ministre, Philippe Marini.

Rejet de la motion (p. 2481).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2477, 2497) : MM. Louis Perrein, Robert Pagès, Michel Rufin, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Michel Doublet, Emmanuel Hamel, Jean-Claude Gaudin, Jean Clouet, Paul Caron, Camille Cabana.

Art. 1^{er} (Section III nouvelle du code du domaine de l'Etat – Constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics) (p. 2481).

ART. L. 34-1 DU CODE DU DOMAINE DE L'ETAT (Conditions d'attribution d'un droit réel dans le cas des autorisations

unilatérales d'occupation) (p. 2483) – Adopté après modification (p. 2487).

ART. L. 34-2 DU CODE PRECITE (*Agrément des cessions et droits des créanciers*) (p. 2487) – Adopté après modification (p. 2488).

ART. L. 34-3 DU CODE PRECITE (*Sort des ouvrages et indemnisation à l'issue du titre d'occupation*) (p. 2489) – Adopté après modification (p. 2490).

ART. L. 34-4 DU CODE PRECITE (*Décision de l'Etat pour l'octroi d'un droit réel sur les ouvrages nécessaires à la continuité du service public*) – Adopté (p. 2490).

ART. L. 34-5 DU CODE PRECITE (*Extension du droit réel aux conventions d'occupation du domaine public*) – (p. 2490).

ART. L. 34-6 DU CODE PRECITE (*Exclusion du domaine public naturel*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2490).

ART. L. 34-7 DU CODE PRECITE (*Décrets d'application*) (p. 2490) – Adopté (p. 2492).

ART. L. 34-8 DU CODE PRECITE (*Contrats de crédit-bail liés à un titre d'occupation constitutif de droit réel*) (p. 2492) – Adopté après modification (p. 2493).

ART. L. 34-9 DU CODE PRECITE (*Extension du droit réel au domaine des établissements publics de l'Etat*) – Adopté après modification (p. 2493).

ART. L. 34-10 DU CODE PRECITE (*Exclusion du domaine public naturel*) – Adopté (p. 2494).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2494).

Art. 1^{er} bis (*Abrogation du II de l'article 35 de la loi n° 77-574 du 7 juin 1977*) – Adopté (p. 2495).

Art. 2 (*Dispositions transitoires*) (p. 2495) – Adopté (p. 2496).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2496, 2497) : MM. Emmanuel Hamel, Paul Caron, Louis Perrein, Robert Pagès, Ernest Cartigny.

Adoption (13 juin 1994) (p. 2497).

Dons d'organes

Voir *Médecine*, 1 ; 2 ; 3

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Logement, 5

Douane (droits)

Voir *Traités et conventions*, 65

Droits d'enregistrement

Voir *Alsace et Moselle*, 1

Droit de vote

Voir *Elections*, 2

Droit des affaires

Voir *Entreprises*, 2

Droit des sociétés

Voir *Entreprises*, 2

Droit du travail

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1

Droit pénal

Voir *Rapports d'information*, 29

Droits de l'homme

1. – **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994 - 31 août 1994) [n° 612 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Bérard (9 novembre 1994) [n° 59 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1667 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Picotin (8 décembre 1994) [n° 1779 (94-95)] – Discussion (20 décembre 1994) – Adoption (20 décembre 1994) [n° 333].

PROMULGATION : Loi n° 95-1 du 2 janvier 1995 (*J.O.* Lois et décrets du 3 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5593, 5602).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5593, 5596) : MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Bérard, rapporteur de la commission des lois.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5596, 5601) : MM. Jacques Bérard, rapporteur ; Roger Romani, ministre délégué.

Art. 1^{er} (*Objet et champ d'application du projet de loi*) – Adopté après modification (p. 5596).

TITRE I^{er}**DE LA COMPETENCE ET DU DESSAISSEMENT DES JURIDICTIONS FRANÇAISES****Chapitre I^{er}****De la compétence des juridictions françaises**

Art. 2 (*Compétence universelle des juridictions françaises*) (p. 5596) – Adopté (p. 5597).

Chapitre II**Du dessaisissement des juridictions françaises**

Art. 3 (*Demande de dessaisissement*) – Adopté après modification (p. 5597).

Art. 4 (*Décision sur le dessaisissement*) – Adopté (p. 5597).

Art. 5 (*Effets de la décision de dessaisissement*) – Adopté après modification (p. 5597).

Art. additionnel après l'art. 5 (*Décision sur les intérêts civils*) – Adopté (p. 5598).

TITRE II**DE LA COOPERATION JUDICIAIRE****Chapitre I^{er}****De l'entraide judiciaire**

Art. 6 (*Demandes d'entraide émanant du tribunal international ou de son procureur*) – Adopté (p. 5598).

Art. 7 (*Exécution des demandes d'entraide*) – Adopté après modification (p. 5598).

Chapitre II**De l'arrestation et de la remise**

Art. 8 (*Transmission des demandes d'arrestation aux fins de remise*) – Adopté (p. 5598).

Art. 9 (*Présentation de la personne réclamée au procureur de la République territorialement compétent*) (p. 5598) – Adopté après modification (p. 5599).

Art. 10 (*Notification de la demande d'arrestation aux fins de remise*) (p. 5599) – Adopté après modification (p. 5600).

Art. 11 (*Audience devant la chambre d'accusation de Paris*) Adopté après modification (p. 5600).

Art. 12 (*Décision de la chambre d'accusation*) (p. 5600) – Adopté après modification (p. 5601).

Art. 13 (*Mise en liberté*) – Adopté après modification (p. 5601).

Art. 14 (*Exécution de la décision de remise au tribunal international*) – Adopté (p. 5601).

Art. 15 (*Force de la demande d'arrestation et effet suspensif de la procédure devant le tribunal international*) – Adopté (p. 5601).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5601, 5602) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Jacques Bérard, rapporteur.

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5602).

E

Eau

1. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 232-2 du code rural en ce qui concerne la pollution des eaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Egu, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-15 février 1994) [n° 283 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Ecole nationale d'administration (ENA)

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - I – Services généraux (et fonction publique)

Ecoles maternelles et primaires

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2

Ecoles militaires

Voir *Enseignement supérieur*, 1

Economie

Voir *Rapports du Gouvernement*, 10

Edition et imprimerie

Voir *Propriété intellectuelle*, 3

Education

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2

Éducation nationale

Voir *Enseignement*, 2
Propriété intellectuelle, 3

Elections

Voir *Elections*, 1
Europe, 1
Marchés publics, 2
Vie politique et sociale, 7 ; 8

1. – **Proposition de loi tendant à autoriser un majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 15 juillet 1993) [n° 423 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (8 décembre 1993) [n° 147 (93-94)] – Rapport supplémentaire de M. Bernard Laurent (15 juin 1994) [n° 505 (93-94)] – Discussion (16 juin 1994) – Adoption (16 juin 1994) [n° 158].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi tendant à permettre à un majeur en tutelle d'être inscrit sur une liste électorale et de voter si le juge l'y autorise ».

Discussion (première lecture)

(16 juin 1994) (p. 2661, 2664).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2661, 2663) : MM. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2663, 2664) : MM. Daniel Millaud, Bernard Laurent, rapporteur.

Art. 1^{er} (*Autorisation de voter pour un majeur en tutelle*) – Adopté (p. 2663).

Art. 2 (*Inéligibilité d'un majeur en tutelle autorisé à voter*) – Adopté (p. 2663).

Art. 3 (*Application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 2663) – Adopté (p. 2664).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2664) : M. Emmanuel Hamel.

Adoption (16 juin 1994) (p. 2664).

2. – **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM (30 novembre 1993) [n° 771 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Rosselot (11 janvier 1994) [n° 926 (93-94)] – Discussion (13 janvier 1994) – Adoption (13 janvier 1994) [n° 139].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 janvier 1994) [n° 240 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (19 janvier 1994) [n° 248 (93-94)] – Discussion (24 janvier 1994) – Adoption (24 janvier 1994) [n° 80].

PROMULGATION : loi n° 94-98 du 5 février 1994 (J.O. Lois et décrets du 8 février 1994).

Discussion (première lecture)

(24 janvier 1994) (p. 464, 466).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 464, 466) : MM. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois ; Emmanuel Hamel, Guy Allouche, Jean Garcia.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 466)

Adoption de l'article unique (p. 466).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 466) : MM. Emmanuel Hamel, Guy Allouche, Jean Garcia.

Adoption (24 janvier 1994) (p. 466).

3. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer un égal accès, par la parité, des hommes et des femmes aux mandats politiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur (2 avril 1994) [n° 304 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi tendant à assurer le respect effectif d'un égal accès, par la parité, des hommes et des femmes aux mandats politiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur (2 avril 1994) [n° 305 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de loi tendant à garantir la présence de deux candidats au second tour des élections législatives et cantonales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ernest Cartigny, sénateur (7 avril 1994) [n° 324 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de résolution PRESENTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 BIS DU REGLEMENT, sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (n° E-233)**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (12 avril 1994) [n° 329 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (16 juin 1994) [n° 523 (93-94)] – Résolution adoptée par la commission des lois (22 juin 1994) [n° 545 (93-94)] – Adoption (5 juillet 1994) [n° 193].

7. – **Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc**, PRESENTÉE

AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (12 avril 1994) [n° 330 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

8. – **Proposition de loi tendant à assurer une participation équilibrée des femmes et des hommes dans la vie publique**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (26 avril 1994) [n° 372 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Retirée par ses auteurs le 18 janvier 1995.

9. – **Proposition de loi visant à établir une meilleure répartition des fonctions électives entre hommes et femmes**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Françoise Seligmann, sénateur (18 mai 1994) [n° 442 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

10. – **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994 - 15 juillet 1994) [n° 603 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (3 novembre 1994) [n° 53 (94-95)] – Discussion (14 novembre 1994) – Adoption (14 novembre 1994) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1658 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (30 novembre 1994) [n° 1737 (94-95)] – Discussion (16 décembre 1994) – Adoption (16 décembre 1994) [n° 325].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1994) [n° 166 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (20 décembre 1994) [n° 183 (94-95)] – Discussion (21 décembre 1994) (Discussion générale commune avec celle des propositions de loi n° 144 (94-95), n° 145 (94-95), n° 150 (94-95), n° 161 (94-95) et n° 162 (94-95), Elections 14 et 15, vie politique et sociale 7 et 8, marchés publics 2) – Adoption (21 décembre 1994) [n° 56].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1994) [n° 1848 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (22 décembre 1994) [n° 1878 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 346].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-353/356 DC du 11 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1995) qui déclare l'article 7 de la loi organique contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 95-62 du 19 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 20 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1994) (p. 5511, 5541).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5511, 5522) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Guy Allouche.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5522, 5541) : *Mme Hélène Luc, MM. Guy Allouche, Christian Bonnet, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Charles Lederman, Pierre Fauchon, Marc Lauriol, Mme Françoise Seligmann, MM. Charles de Cuttoli, Hubert Durand-Chastel, Jacques Habert.*

Art. 1^{er} (*Réintégration des membres de l'assemblée de Corse dans le collège des présentateurs des candidats à l'élection présidentielle*) (p. 5532) – Adopté (p. 5534).

Art. 2 (*Organisation des opérations électorales*) – Adopté (p. 5536).

Après l'art. 2 (p. 5536)

Art. additionnel (*Interdiction à un candidat de faire partie de sa propre association de financement électoral*) – Adopté (p. 5536).

Art. additionnel (*Abaissement du montant des plafonds des dépenses électorales des candidats à l'élection du Président de la République*) (p. 5536) – Adopté (p. 5537).

Art. 3 (*Publication des comptes de campagne et contrôle du Conseil constitutionnel pour l'élection du Président de la République*) – Adopté après modification (p. 5538).

Art. 4 (*Modalités de la participation de l'Etat aux dépenses de propagande*) – Adopté (p. 5538).

Art. 5 (*Conditions du dépôt du compte de campagne et inéligibilité*) – Adopté (p. 5539).

Art. 6 (*Régime des incompatibilités avec le mandat de député*) – Adopté (p. 5539).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5540, 5541) : *MM. Guy Allouche, Charles Lederman, Jacques Habert ; intervention de M. Charles Pasqua, ministre.*

Scrutin public n° 40 (p. 5541).

Adoption (14 novembre 1994) (p. 5541).

Discussion (deuxième lecture)

(21 décembre 1994) (p. 7894, 7920 ; 7949, 7951).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7894, 7920) (Discussion générale commune avec celle des propositions de loi n° 144 (94-95), n° 145 (94-95), n° 150 (94-95), n° 161 (94-95) et n° 162 (94-95) – Elections 14 et 15, vie politique et sociale 7, et 8, marchés publics 2) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Habert, Guy Allouche, Jacques Oudin, Charles Lederman, Christian Poncelet, Ernest Cartigny, Robert Calmejane.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7949, 7950) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Charles de Cuttoli, Charles Pasqua, ministre.*

Art. 2 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 2 quater (*Pouvoir de sanction reconnu au Conseil constitutionnel*) – Adopté (p. 7949).

Art. 3 – Adopté p. 7949).

Art. 4 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale ; rétabli et modifié par le Sénat (p. 7950).

Art. 4 ter (*Proportion des dépenses de campagne remboursée par l'Etat aux candidats*) – Adopté (p. 7950).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7950, 7951) : *MM. Robert Pagès, Guy Allouche.*

Scrutin public n° 81 (p. 7951).

Adoption (21 décembre 1994) (p. 7951).

11. – **Proposition de loi organique tendant à rendre publique la situation des candidats à la Présidence de la République**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 octobre 1994) [n° 20 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

12. – **Proposition de loi tendant à assurer la transparence du patrimoine et des revenus des élus locaux, des membres du Gouvernement et des personnes responsables des formations politiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 octobre 1994) [n° 21 (94-95)].

13. – **Proposition de loi tendant à instaurer l'obligation d'honorer le dernier mandat sollicité**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (28 novembre 1994) [n° 97 (94-95)].

14. – **Proposition de loi relative au financement de la vie politique**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre Mazeaud, député (22 novembre 1994) [n° 1704 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Raoul Béteille avec ceux des propositions de loi n° 1703 (94-95) et 1705 (94-95) du 22 novembre 1994 – [n° 1776 (93-94)] – Urgence – Discussion (12 et 13 décembre 1994) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 310].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1994) [n° 144 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet avec ceux des pro-

positions de loi n° 14 (94-95) du 11 octobre 1994 et sociale et n° 145 (94-95) du 14 décembre 1994 – (15 décembre 1994) [n° 159 (94-95)] – Discussion (21-22 décembre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de lois n° 145 (94-95), n° 150 (94-95), n° 161 (94-95) et n° 162 (94-95) – Elections 12 et 15, vie politique et sociale 7 et 8, marchés publics 2) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 57].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1994) [n° 1850 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Raoul Béteille (23 décembre 1994) [n° 1885 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 348].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Christian Bonnet (23 décembre 1994) [n° 199 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 72].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 95-363 DC du 11 janvier 1995 (*J.O.* Lois et décrets du 14 janvier 1995) qui déclare contraires à la Constitution, au deuxième alinéa de l'article 20 de la loi relative au financement de la vie politique, les mots : « ... faites à compter de la promulgation de la présente loi ... », le troisième alinéa de cet article ainsi que les autres dispositions dudit article qui en sont inséparables.

PROMULGATION : loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 (*J.O.* Lois et décrets du 21 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1994) (p. 7894, 7920 ; 7951, 7962) ; (22 décembre 1994) (p. 7977, 7981 ; 7982, 7998).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7894, 7920) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de loi n° 145 (94-95), n° 150 (94-95), n° 161 (94-95) et n° 162 (94-95) – Elections 12 et 15, vie politique et sociale 7 et 8, marchés publics 2)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7951, 7962 ; 7977, 7981 ; p. 7982, 7998) : *Mme Hélène Luc, MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Charles Lederman, Robert Calmejane, Robert Pagès, Guy Allouche, Roger Chinaud, Alain Lambert, Paul Loridant.*

TITRE 1^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE ELECTORAL

Art. 1^{er} (*Interdiction des mandataires communs à plusieurs candidats*) – Adopté (p. 7955).

Art. 2 (*Interdiction faite à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électorale*) – Adopté après modification (p. 7956).

Art. additionnel après l'art. 2 (*Régime des incompatibilités entre les fonctions exercées au sein de l'association et les qualités de candidat*) – Adopté (p. 7957).

Art. 3 (*Interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections*) (p. 7958) – Adopté après modification (p. 7960).

Art. 4 (*Abaissement de 30 % du plafond des dépenses électorales pour les élections concernées*) – Adopté (p. 7960).

Art. 5 (*Relèvement de 20 % à 50 % du remboursement forfaitaire de l'Etat au titre des dépenses de campagne*) (p. 7960) – Adopté (p. 7962).

Art. 6 (*Dispositions de coordination et de précision*) (p. 7978) – Adopté après modification (p. 7979).

Art. 6 bis (*Suppression du cautionnement lors du dépôt des candidatures*) – Adopté après modification (p. 7979).

Art. 7 (*Déclarations de candidatures aux élections législatives*) – Adopté après modification (p. 7980).

Art. 7 bis (*Non inscription sur les listes électorales des personnes condamnées pour certaines infractions pénales*) – Adopté (p. 7980).

Art. 8 (*Abrogation des trois derniers alinéas de l'article L. 167 du code électoral*) – Adopté (p. 7980).

Art. 8 bis (*Précision rédactionnelle de l'article L. 240 du code électoral*) – Supprimé (p. 7980).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI DU 11 MARS 1988 RELATIVE A LA TRANSPARENCE FINANCIERE DE LA VIE POLITIQUE

Art. 9 (*Répartition de la première fraction de l'aide publique aux partis politiques*) – Adopté (p. 7981).

Art. 9 bis (*Création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique*) (p. 7982) – Adopté après modification (p. 7988).

Art. 10 et 11 (*Dispositions de coordination*) – Adoptés (p. 7988).

Art. 12 (*Interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques*) (p. 7988) – Adopté (p. 7989).

Art. 13 et 14 (*Dispositions de coordination*) – Adoptés (p. 7990).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 15 (*Réduction de 30 % du plafond des dépenses électorales applicable aux élections européennes*) – Adopté (p. 7990).

Art. additionnel après l'art. 15 (*Conditions transitoires applicables aux prochaines élections municipales*) (p. 7990) – Adopté (p. 7991).

Art. 16 (*Unification du régime fiscal applicable aux contributions des personnes physiques aux partis politiques*) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 (*Avantages fiscaux liés aux contributions des personnes physiques aux activités politiques*) – Adopté après modification (p. 7991).

Art. 18 (*Avantages fiscaux attachés aux dons des personnes morales*) – Adopté (p. 7991).

Art. 19 et 20 (*Dispositions de coordination*) – Adoptés (p. 7992).

Art. 21 (*Interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques*) – Adopté (p. 7993).

Art. 22 (*Extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) – Adopté (p. 7993).

Art. 23 (*Fonctionnement des groupes politiques des collectivités territoriales*) (p. 7994) – Adopté après modification (p. 7996).

Art. 24 (*Dépôt d'un rapport par la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) – Adopté (p. 7996).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7996, 7998) : *MM. Robert Pagès, Guy Allouche, Jacques Habert, Jean-Pierre Fourcade, Alain Lambert, Emmanuel Hamel.*

Adoption (22 décembre 1994) (p. 7998).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1994) (p. 8114, 8118).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8114, 8116) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Charles Lederman, Guy Allouche.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8116, 8118)

Art. 2 (p. 8116).

Art. 2 bis (*Incompatibilité entre les fonctions de candidat et celles d'expert-comptable*) (p. 8116).

Art. 3 et 6 (p. 8116).

Art. 6 bis et 7 (p. 8117).

Art. 8 bis (p. 8117) – Supprimé par la CMP.

Art. 9 bis (p. 8117).

Art. 15 bis (*Règles applicables aux prochaines élections municipales*) (p. 8117).

Art. 17 (p. 8117).

Art. 23 (*Aide au fonctionnement des groupes politiques des assemblées délibérantes*) (p. 8117).

Scrutin public n° 91 (p. 8118).

Adoption (23 décembre 1994) (p. 8118).

15. – **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre Mazeaud, député (22 novembre 1994) [n° 1703 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Raoul Béteille, avec ceux des propositions de loi n° 1704 (94-95) et n° 1705 (94-95) du 22 novembre 1994 (7 décembre 1994) [n° 1776 (94-95)] – Discussion (12 et 13 décembre 1994) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 311].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1994) [n° 145 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet avec ceux des propositions de loi n° 14 (94-95) du 11 octobre 1994 et n° 144 (94-95) du 14 décembre 1994 (15 décembre 1994) [n° 159 (94-95)] – Discussion (21, 22, 23 décembre 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de loi n° 144 (94-95), n° 150 (94-95), n° 161 (94-95) et n° 162 (94-95) – Elections 12 et 14, vie politique et sociale 7 et 8, marchés publics 2) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 73].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-353/356 DC du 11 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1995) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 95-72 du 20 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 24 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1994) (p. 7894, 7920) ; (22 décembre 1994) (p. 7998, 7999) ; (23 décembre 1994) (p. 8118).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7894, 7920) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de loi n° 144 (94-95), n° 150 (94-95), n° 161 (94-95) et n° 162 (94-95) – Elections 12 et 14, vie politique et sociale 7 et 8, marchés publics 2

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7998, 7999 ; 8118) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Robert Pagès.*

Art. unique (*Interdiction du financement des campagnes électorales par les personnes morales*) – Adopté (p. 8118).

Scrutin public n° 92 (p. 8118).

Adoption (23 décembre 1994) (p. 8118).

16. – **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (22 décembre 1993) [n° 217 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Fauchon (5 janvier 1994) [n° 227 (93-94)] – Discussion (12 janvier 1994) – Adoption (12 janvier 1994) [n° 73].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en oeuvre de l'article 8 B, paragraphe 2 du Traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 janvier 1994) [n° 945 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (13 janvier 1994) [n° 946 (93-94)] – Discussion (19 janvier 1994) – Adoption (19 janvier 1994) [n° 143].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen.** »

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 janvier 1994) [n° 257 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Fauchon (20 janvier 1994) [n° 258 (93-94)] – Discussion (25 janvier 1994) – Adoption (25 janvier 1994) [n° 82].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 janvier 1994) [n° 967 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (26 janvier 1994) [n° 970 (93-94)] – Discussion (26 janvier 1994) – Adoption (26 janvier 1994) [n° 152].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (26 janvier 1994) [n° 274 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. André Fanton (27 janvier 1994) [n° 978 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 156].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Pierre Fauchon (27 janvier 1994) [n° 275 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 89].

PROMULGATION : loi n° 94-104 du 5 février 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 8 février 1994).

Discussion (première lecture)

(12 janvier 1994) (p. 14, 40).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 14, 25) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois, Ernest Cartigny, Charles Lederman, Jacques Habert, Guy Allouche.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 25, 40) : *MM. Robert Pagès, Pierre Fauchon, rapporteur ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Claude Estier, Guy Allouche, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Charles Lederman, Jacques Habert.*

Art. 1^{er} (*Application du principe d'unicité du vote aux Français de l'étranger ayant choisi d'exercer leur droit de vote aux élections européennes dans leur Etat de résidence*) – Supprimé (p. 25).

Art. 2 (*Identité du régime de participation au scrutin européen entre les électeurs français et les autres citoyens de l'Union exerçant leur droit de vote en France*) (p. 25) – Adopté après modification (p. 27).

Art. 3 (*Insertion dans la loi du 7 juillet 1977 d'un chapitre 1^{er} bis relatif aux listes électorales complémentaires*) (p. 27).

ART. 2-2 DE LA LOI N° 77-729 DU 7 JUILLET 1977 (*Faculté de s'inscrire sur une liste électorale complémentaire*) – Adopté après modification (p. 28).

ART. 2-3 DE LA LOI PRECITEE (*Etablissement des listes électorales complémentaires*) (p. 28) – Adopté (p. 33).

ART. 2-4 DE LA LOI PRECITEE (*Déclaration à fournir à l'appui d'une demande d'inscription sur une liste électorale complémentaire*) – Adopté après modification (p. 33).

ART. 2-5 DE LA LOI PRECITEE (*Communication par l'INSEE aux autres Etats membres de l'identité de leurs ressortissants inscrits en France sur une liste électorale complémentaire*) – Adopté (p. 33).

ART. 2-6 DE LA LOI PRECITEE (*Communication par l'INSEE aux autres Etats membres de la capacité électorale des citoyens français résidant dans ces Etats*) – Adopté (p. 33).

ART. 2-7 DE LA LOI PRECITEE (*Dispositions pénales réprimant les infractions relatives aux listes électorales complémentaires*) (p. 33) – Adopté après modification (p. 34).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. 2-7 (*Dispositions pénales réprimant les infractions relatives aux listes électorales complémentaires*) – Adopté après modification (p. 34).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 34).

Art. 4 (*Eligibilité aux élections européennes en France des ressortissants d'un autre Etat de l'Union*) (p. 34) – Adopté après modification (p. 35).

Art. 5 (*Interdiction des doubles candidatures et déchéance du mandat en cas de double élection*) – Adopté après modification (p. 35).

Art. 6 (*Règles de présentation des candidatures des citoyens de l'Union ressortissants d'un autre Etat membre que la France*) (p. 35) – Adopté après modification (p. 36).

Art. additionnel avant l'art. 7 (*Application du principe d'unicité du vote aux Français de l'étranger ayant choisi d'exercer leur droit de vote aux élections européennes dans leur Etat de résidence*) – Adopté (p. 36).

Art. 7 (*Application du principe d'unicité du vote aux élections européennes aux Français de l'étranger inscrits dans un centre de vote établi sur le territoire d'un autre Etat de l'Union européenne*) – Adopté (p. 36).

Art. 8 (*Délai transitoire d'inscription sur les listes électorales complémentaires en vue des élections européennes de juin 1994*) (p. 36) – Adopté après modification (p. 37).

Art. 9 (*Application de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 37).

Intitulé du projet de loi (p. 37) – Adopté après modification (p. 38).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 38, 40) : *MM. Emmanuel Hamel, Guy Allouche, Jean-Pierre Tizon, Charles Lederman, Désiré Debavelaere, Jacques Habert.*

Adoption (12 janvier 1994) (p. 40).

Discussion (deuxième lecture)

(25 janvier 1994) (p. 488, 500).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 488, 493) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois ; Henri Bangou, Guy Allouche, François Collet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 493, 500) : *MM. Pierre Fauchon, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Guy Allouche, Henri Bangou, Jacques Larché, président de la commission des lois ; François Collet, Robert Vizet, Rodolphe Désiré, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

Art. 2 (p. 493) – Adopté après modification (p. 494).

Art. 3 (p. 494) – Adopté après modification (p. 495).

Art. 4 (p. 497) – Adopté après modification (p. 498).

Art. 6 – Adopté (p. 498).

Intitulé du projet de loi (p. 498) – Adopté après modification (p. 499).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 499, 500) : *MM. Emmanuel Hamel, Jacques Habert, Robert Vizet, Guy Allouche, François Collet, Ernest Cartigny.*

Adoption (25 janvier 1994) (p. 500).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 janvier 1994) (p. 682, 687).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 682, 686) : *MM. Pierre Fauchon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Guy Allouche, Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 686, 687)

Art. 2 et 4 (p. 686).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 686, 687) : *MM. Emmanuel Hamel, André Maman, Guy Allouche ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

Scrutin public n° 102 (p. 687).

Adoption (27 janvier 1994) (p. 687).

Elections municipales

1. – Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (13 avril 1994) [n° 1086 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Bonnecarrère (27 avril 1994) [n° 1166 (93-94)] – Discussion (17, 18 et 20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 207].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1994) [n° 449 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (1^{er} juin 1994) [n° 472 (93-94)] – Discussion (7 juin 1994) – Adoption (7 juin 1994) [n° 148].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-341 DC du 6 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 9 juillet 1994) qui déclare que la loi n'est pas contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-590 du 15 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 16 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(7 juin 1994) (p. 2234, 2259).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2234, 2250) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Robert Pagès, Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel, Pierre Vallon.*

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 2251) – *MM. Charles Lederman, Christian Bonnet, rapporteur ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

Rejet de la motion (p. 2254 ; scrutin public n° 134).

Motion n° 1 de M. Claude Estier, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2254) – *MM. Claude Estier, Christian Bonnet, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2256).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2256, 2259) : *MM. Claude Estier, Guy Allouche, Charles Lederman, Robert Pagès, Christian Bonnet, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

Art. 1^{er} (*Choix du mois de juin 1995 pour le renouvellement des conseils municipaux*) – Adopté (p. 2256).

Art. 2 (*Conséquence du report proposé en matière de financement de la campagne municipale*) (p. 2256) – Adopté (p. 2257).

Art. 3 (*Application de la présente loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer*) (p. 2257) – Adopté (p. 2258).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2258, 2259) : *MM. Henri de Raincourt, Guy Allouche, François Delga.*

Scrutin public n° 135 (p. 2259).

Adoption (7 juin 1994) (p. 2259).

Electricité

Voir *Communautés européennes, 7 ; 9*
Rapports d'information, 20

Elevage

Voir *Gouvernement (déclarations), 3*
Traités et conventions, 65

Eloges funèbres

1. – Hommage à la mémoire de M. Charles Ornano, sénateur

de Corse-du-Sud, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (12 avril 1994) (p. 935, 936).

2. – **Hommage à la mémoire de M. Bernard Laurent**, sénateur de l'Aube, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (4 octobre 1994) (p. 3389, 3390).

3. – **Hommage à la mémoire de M. Joseph Caupert**, sénateur de la Lozère, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (18 octobre 1994) (p. 4416, 4417).

4. – **Hommage à la mémoire de M. François Collet**, sénateur de Paris, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (8 novembre 1994) (p. 5269, 5271).

Elus locaux

Voir *Collectivités territoriales*, 2
Communautés urbaines, 2

1. – **Proposition de loi tendant à renforcer la limitation du cumul des fonctions pour les titulaires de mandats locaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (28 novembre 1994) [n° 91 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions relatives au plafonnement des indemnités des élus locaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (28 novembre 1994) [n° 92 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

Emigration

Voir *Etrangers*, 1

Emirats arabes unis

Voir *Traités et conventions*, 36

Emploi

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Entreprises (transmission), 1
Rappels au règlement, 6

1. – **Proposition de loi tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuits**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Marini, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993-27 décembre 1993) [n° 224 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Retirée par ses auteurs le 4 août 1994.

2. – **Proposition de loi tendant à simplifier les procédures administratives et alléger les contraintes financières pour favoriser l'emploi dans les entreprises**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur et plusieurs de ses collègues (2 avril 1994) [n° 306 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuits**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Marini, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-5 août 1994) [n° 608 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi sur les garanties accordées aux salariés français expatriés en cas de licenciement**, PRESENTÉE AU

SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-12 septembre 1994) [n° 615 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Emploi des jeunes

Voir *Communautés européennes*, 8

Emplois publics (créations et suppressions)

Voir *Fonction publique territoriale*, 1

Energie nucléaire

Voir *Communautés européennes*, 16
Environnement, 2
Rapports du Gouvernement, 1 ; 23

Enfants (droits)

Voir *Médecine*, 3

Enfants (modes de garde)

Voir *Famille*, 1

Enseignants (enseignement supérieur)

Voir *Lois de finances*, 2, Enseignement supérieur et recherche - I
– Enseignement supérieur

Enseignement

Voir *Rappels au règlement*, 2

1. – **Proposition de loi visant à modifier l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatif à la répartition intercommunale des charges des écoles publiques accueillant des enfants issus de plusieurs communes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Vasselle, sénateur et plusieurs de ses collègues (13 janvier 1993) [n° 238 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école »**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, (7 décembre 1994) [n° 1773 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Claude Goasguen (15 décembre 1994) [n° 1822 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 341].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1994) [n° 197 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Enseignement supérieur

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Lois de finances, 2, Enseignement supérieur et recherche - I
– Enseignement supérieur

1. – **Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'École polytechnique**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Philippe Auberger, député et plusieurs de ses collègues (13 janvier 1994) [n° 936 (93-94)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean Marsaudon (20 avril 1994) [n° 1141 (93-94)] – Discussion (3 mai 1994) – Adoption (3 mai 1994) [n° 182].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1994) [n° 391 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires

étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (1^{er} juin 1994) [n° 478 (93-94)] – Discussion (15 juin 1994) – Adoption (15 juin 1994) [n° 155].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 juin 1994) [n° 1385 (93-94)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean Marsaudon (22 juin 1994) [n° 1426 (93-94)] – Discussion (27 juin 1994) – Adoption (27 juin 1994) [n° 242].

PROMULGATION : loi n° 94-577 du 12 juillet 1994 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1994) (p. 2605, 2609).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2605, 2608) : *MM. François Léotard, ministre de la défense ; Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Luc Bécart.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2608) : *MM. Michel d'Aillières, rapporteur ; François Léotard, ministre.*

Art. 1^{er} (*Consécration légale des nouvelles missions de l'Ecole*) – Adopté après modification (p. 2608).

Art. 2 (*Abrogation*) – Adopté (p. 2608).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2608, 2609) : *M. Emmanuel Hamel.*

Adoption (15 juin 1994) (p. 2609).

2. – **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur (20 avril 1994) [n° 1150 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Foucher (4 mai 1994) [n° 1212 (93-94)] – Discussion (27 mai 1994) – Adoption (27 mai 1994) [n° 214].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (31 mai 1994) [n° 466 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Camoin (8 juin 1994) [n° 487 (93-94)] – Discussion (16 juin 1994) – Adoption (16 juin 1994) [n° 156].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1994) [n° 1395 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Foucher (22 juin 1994) [n° 1422 (93-94)] – Discussion (29 juin 1994) – Adoption (29 juin 1994) [n° 246].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (30 juin 1994) [n° 565 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Camoin (5 juillet 1994) [n° 584 (93-94)] – Discussion (11 juillet 1994) – Adoption (11 juillet 1994) [n° 198].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (11 juillet 1994) [n° 1493 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Foucher (12 juillet 1994) [n° 1496 (93-94)] – Discussion (13 juillet 1994) – Adoption (13 juillet 1994) [n° 268].

PROMULGATION : loi n° 94-639 du 25 juillet 1994 (J.O. Lois et décrets du 27 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(16 juin 1994) (p. 2624, 2638).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2624, 2632) : *MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Philippe Richert, Jean-Louis Carrère, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2632, 2638) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Pierre Camoin, rapporteur ; Claude Estier, Jean-Louis Carrère, François Fillon, ministre ; Jacques Habert.*

Art. 1^{er} (*Modifications introduites dans l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur*) (p. 2632) – Adopté après modification (p. 2637).

Art. 2 (*Application du nouveau régime aux expérimentations en cours*) – Adopté après modification (p. 2637).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2638) : *M. Alain Gérard.*

Adoption (16 juin 1994) (p. 2638).

Discussion (deuxième lecture)

(11 juillet 1994) (p. 3836, 3841).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3836, 3839) : *MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Jean-Pierre Camoin, rapporteur ; Ivan Renar, Jean-Louis Carrère.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3840, 3841) : *MM. Maurice Schumann, rapporteur ; François Fillon, ministre ; Jean-Louis Carrère, Ivan Renar.*

Art. 1^{er} (p. 3840) – Adopté après modification (p. 3841).

Art. 2 – Adopté après modification (p. 3841).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3841) : *MM. Ivan Renar, Jean-Louis Carrère.*

Adoption (11 juillet 1994) (p. 3841).

Enseignement technique et professionnel

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2

Entreprises

Voir *Emploi*, 2

Lois de finances, 2

Rapports du Gouvernement, 22

1. – **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jérôme Bignon, député et plusieurs de ses collègues (8 juin 1993) [n° 310 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Houillon (1^{er} juillet 1993) [n° 411 (92-93)] – Rapport complémentaire de M. Philippe Houillon (18 novembre 1993) [n° 727 (93-94)] – Urgence – Discussion (23, 24 novembre 1993) – Adoption (24 novembre 1993) [n° 78].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 novembre 1993) [n° 119 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Etienne Dailly portant également sur les propositions de loi n° 259 (92-93), 442 (92-93), 172 (93-94), (31 mars 1994) [n° 303 (93-94)] – Avis de M. Jean-Jacques Robert (23 mars 1994) [n° 299 (93-94)] – Discussion (6, 7, 8 et 12 avril 1994) – Adoption (12 avril 1994) [n° 91].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 avril 1994) [n° 1079 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Houillon (10 mai 1994) [n° 1219 (93-94)] – Discussion (26 mai 1994) – Adoption (26 mai 1994) [n° 211].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (11 mai 1994) [n° 413 (93-94)] – Discussion (26 mai 1994) – Adoption (26 mai 1994) [n° 137].

PROMULGATION : loi n° 94-475 du 10 juin 1994 (J.O. Lois et décrets du 11 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(6 avril 1994) (p. 730, 769) ; (7 avril 1994) (p. 777, 838) ; (8 avril 1994) (p. 850, 902) ; (12 avril 1994) (p. 912, 948).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 730, 758) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Alain Madelin, ministre des entreprises ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commis-*

sion des affaires économiques ; Guy Allouche, Robert Pagès, François Lesein, Jean-Paul Hamman, Alain Lambert, Jean Boyer, Philippe Marini.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 758, 769 ; 777, 838 ; 850, 902 ; 912, 944) : MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis ; Claude Estier, Guy Allouche, Robert Pagès, Etienne Dailly, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Philippe Marini, Jean Arthuis – MM. Jean-Paul Hamman, Alain Lambert, Jacques Bellanger, Jean Delaneau, Alain Vasselle, François Collet, René Ballayer, Jean François-Poncet, Pierre Fauchon, Jean Boyer, René Trégouët, Emmanuel Hamel, Daniel Millaud, Serge Vinçon – MM. Michel Souplet, Ernest Cartigny, Jean Garcia, Alphonse Arzel, Philippe de Gaulle – MM. François Gerbaud, en remplacement de M. Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis ; François Giaccobi, vice-président de la commission des lois.

Chapitre 1^{er}

Prévention des difficultés des entreprises

Art. 1^{er} (Information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale) (p. 758) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. additionnel après l'art. 1^{er} (Information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription) – Adopté (p. 764).

Art. 1^{er} bis (Nomination facultative d'un commissaire aux comptes pour certaines personnes morales de droit privé non commerciales) (p. 764) – Adopté après modification (p. 765).

Art. 1^{er} ter (Convocation des dirigeants d'une entreprise en difficulté) (p. 779) – Adopté après modification (p. 781).

Art. 2 (Règlement amiable : art. 35 à 37 de la loi du 1^{er} mars 1984) (p. 781).

ART. 35 DE LA LOI DU 1^{er} MARS 1984 (Ouverture de la procédure de nomination du conciliateur) (p. 782) – Adopté après modification (p. 785).

ART. 36 DE LA LOI PRECITEE (Mission du conciliateur ; possibilité de suspension provisoire des poursuites) (p. 785) – Adopté après modification (p. 786).

ART. 37 DE LA LOI PRECITEE (Saisine du tribunal de grande instance à la demande de personnes morales de droit privé) – Adopté après modification (p. 787).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 787).

Art. 2 (Garantie de paiement de l'entrepreneur) (p. 801) – Adopté après modification (p. 808 ; précédemment réservé p. 787).

Art. 3 (Information du président du tribunal par les commissaires aux comptes) (p. 787) – Adopté après modification (p. 790).

Après l'art. 3 (p. 790).

Art. additionnel (Extension aux groupements d'intérêt économique de la procédure d'alerte) – Adopté (p. 800 ; précédemment réservé p. 791).

Art. additionnel (Extension de la procédure d'alerte aux personnes morales) – Adopté (p. 800 ; précédemment réservé p. 791).

Art. additionnel (Relèvement du capital minimal des sociétés commerciales) – Adopté (p. 800).

Art. additionnel (Suspension provisoire des poursuites : extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) – Adopté (8 avril 1994, p. 863 ; précédemment réservé 7 avril 1994, p. 801).

Chapitre 2

Simplifications de la procédure de redressement et de liquidation judiciaires

Parole sur le chapitre : M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 809).

Art. 4 (Liquidation judiciaire sans période d'observation) (p. 810) – Adopté après modification (p. 813).

Art. 5 (Champ d'application) – Adopté (p. 813).

Art. 6 (Radiation d'office) (p. 813) – Supprimé (p. 814).

Art. 7 (Suppression d'un cas d'ouverture d'office) – Adopté (p. 815).

Art. additionnel après l'art. 7 (Saisine de plusieurs juridictions : désignation de la cour compétente par la Cour de cassation) – Adopté (p. 815).

Chapitre 3

Modernisation du régime général du redressement judiciaire

Art. 8 (Durée de la période d'observation) (p. 815) – Adopté (p. 817).

Après l'art. 8 (p. 817).

Art. additionnel (Dispositions en cas de difficulté à désigner un représentant des salariés) – Adopté (p. 817).

Art. additionnel (Mission du représentant des salariés en l'absence d'institution représentative du personnel) – Adopté (p. 817).

Art. 8 bis (Date de la cessation des paiements en cas d'extension de la procédure) (p. 817) – Supprimé (p. 818).

Art. 8 ter (Remplacement de l'administrateur, de l'expert et du représentant des créanciers) (p. 816) – Adopté après modification (p. 819).

Art. 9 (Désignation des contrôleurs) (p. 819) – Adopté après modification (p. 823).

Art. 10 (Saisine du tribunal) – Adopté (p. 823).

Art. 11 (Soumission des offres par les tiers) (p. 824) – Adopté après modification (p. 826).

Art. 12 (Droit des contrôleurs) – Adopté après modification (p. 826).

Art. 13 (Inventaire des biens de l'entreprise) (p. 827) – Adopté après modification (p. 828).

Art. 14 (Compensation de créances connexes) – Adopté (p. 828).

Art. 15 (Vente d'un bien grevé de sûretés) (p. 828) – Adopté après modification (12 avril 1994, p. 927 ; précédemment réservé 7 avril 1994, p. 832).

Art. 16 (Résiliation des contrats en cours) (p. 832) – Adopté après modification (p. 835).

Art. 16 bis (Droits du bailleur) – Adopté (p. 835).

Art additionnel après l'art. 16 bis (Inopposabilité à l'administrateur, en cas de cession du bail, de toute clause imposant au cédant des dispositions solidaires avec le cessionnaire) – Adopté (p. 835).

Art. 17 (Ordre de paiement des créances) (p. 835) – Adopté après modification (12 avril 1994, p. 925, par priorité ; précédemment réservé 7 avril 1994, p. 832).

Art. 17 bis (Abandon des pénalités ou majorations de retard et des frais de poursuites par les organismes de sécurité sociale) (p. 835) – Adopté (p. 838).

Art. 17 ter (Abandon par le Trésor des frais de poursuite et des pénalités fiscales) (p. 850) – Adopté après modification (p. 851).

Art. 18 (Obligations d'information et de consultation des salariés) – Adopté (p. 851).

Art. 19 (Déclaration fiscale des sommes versées à l'Association pour la gestion du régime des créances des salariés) – Adopté (p. 851).

Art. 20 (Mission du représentant des créanciers) (p. 851) – Adopté après modification (p. 852).

Art. additionnel après l'art. 20 (Reprise des instances suspendues) (p. 852) – Adopté (p. 853).

Art. 21 (Déclaration des créances) (p. 853) – Adopté après modification (p. 855).

Art. 22 (*Visa du commissaire aux comptes*) (p. 855) – Adopté après modification (p. 856).

Art. 23 (*Inopposabilité de la forclusion*) (p. 856) – Adopté après modification (p. 857).

Art. 24 (*Sort des cautions*) (p. 857) – Adopté après modification (p. 862).

Après l'art. 24 (p. 863).

Art. additionnel (Harmonisation) – Adopté (p. 863).

Art. additionnel (Décisions judiciaires et actes ne présentant pas la qualité d'hypothèques, de nantissements ou de privilèges) – Adopté (p. 864).

Art. 25 (*Durée du plan de redressement*) (p. 864) – Adopté après modification (p. 866).

Art. additionnel après l'art. 25 (*Interdiction de révision du prix de cession*) – Adopté (p. 866).

Art. 26 (*Cessions réalisées dans le cadre de la continuation de l'entreprise*) – Adopté (p. 866).

Art. additionnel après l'art. 26 (*Levée de l'interdiction bancaire de l'entreprise en redressement judiciaire*) – Adopté (p. 867).

Art. 27 (*Libération du capital*) – Adopté après modification (p. 868).

Après l'art. 27 (p. 868).

Art. additionnel (Fixation d'un délai de franchise pour le paiement des créanciers) – Adopté (p. 869).

Art. additionnel (Levée de l'option d'achat des contrats de crédit-bail) – Adopté (p. 869).

Art. 28 (*Intérêts des créances soumises au plan de redressement*) (p. 869) – Supprimé (p. 870).

Art. 29 (*Suppression des paiements quérables*) – Adopté (p. 870).

Art. 30 (*Non-exécution de ses engagements par le débiteur*) (p. 870) – Adopté après modification (p. 871).

Art. additionnel après l'art. 30 (*Sort des actifs non compris dans le plan de cession*) – Adopté (p. 871).

Art. 31 (*Offres de cession*) – Adopté après modification (p. 872).

Art. 32 (*Vérification de la qualité de tiers des repreneurs*) – Adopté (p. 873).

Art. 32 bis (*Sort de l'option d'achat des contrats de crédit-bail*) (p. 873) – Adopté après modification (p. 874).

Art. 33 (*Gestion de l'entreprise*) – Supprimé (p. 874).

Art. 34 (*Obligations du cessionnaire*) – Adopté après modification (p. 874).

Art. 35 (*Clauses d'inaliénabilité des actifs cédés*) – Adopté après modification (p. 875).

Art. 36 (*Cessions de biens grevés de sûreté*) (12 avril 1994, p. 914 ; précédemment réservé 8 avril 1994, p. 875) – Adopté après modification (p. 916).

Art. 37 (*Vérifications et admissions des créances*) – Adopté après modification (p. 875).

Art. 38 (*Nullité des paiements financés par des cessions de créance*) (p. 875) – Supprimé (p. 876).

Art. 39 (*Délai de revendication*) – Adopté (p. 877).

Art. 39 bis (*Dispense de revendication*) (p. 877) – Adopté après modification (p. 878).

Art. 40 (*Revendication de matériels ou d'outillage*) (p. 878) – Adopté après modification (p. 879).

Art. additionnel après l'art. 40 (*Revendication du prix*) (p. 879) – Adopté (p. 880).

Art. 40 bis (*Contentieux de la revendication*) – Adopté après modification (p. 880).

Art. 41 (*Contrats de bail ou de crédit-bail*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 880).

Chapitre 4

Adaptation de la procédure simplifiée

Art. 42 (*Intitulé du chapitre I^{er} du titre II de la loi du 25 janvier 1985*) – Adopté (p. 882).

Art. 43 (*Période d'observation*) (p. 882) – Adopté après modification (p. 883).

Art. 44 (*Coordination*) – Adopté (p. 883).

Art. additionnel avant l'art. 45 (*Interdiction de nommer l'expert administrateur*) (p. 884) – Adopté (p. 885).

Art. 45 (*Coordination*) (p. 884) – Adopté (p. 885).

Chapitre 5

Modifications de la procédure de liquidation judiciaire

Art. 46 (*Intitulé du chapitre I^{er} du titre III de la loi du 25 janvier 1985*) – Adopté (p. 885).

Art. 47 (*Régime de la liquidation judiciaire*) (p. 886).

ART. 148 DE LA LOI DU 25 JANVIER 1985 (*Ouverture de la procédure*) – Adopté après modification (p. 886).

ART. 148-1 DE LA LOI PRECITEE – Adopté (p. 886).

ART. 148-2 DE LA LOI PRECITEE (*Essai du jugement d'ouverture de la liquidation*) – Adopté après modification (p. 887).

ART. 148-3 DE LA LOI PRECITEE (*Opérations de liquidation conduites par le liquidateur*) – Adopté après modification (p. 887).

– L'article 47, ainsi modifié, est adopté.

Art. 48 (*Constitution d'une section 3 : Dispositions communes*) – Adopté (p. 887).

Art. additionnel avant l'art. 49 (*Maintien en fonction des organes de la procédure*) (p. 887) – Adopté (p. 888).

Art. 49 (*Maintien de l'activité*) – Adopté (p. 888).

Art. 50 (*Dispositions communes applicables à la liquidation judiciaire*) – Adopté (p. 889).

Art. additionnel après l'art. 50 (*Vente des immeubles*) – Adopté (p. 889).

Art. 50 bis (*Cessions d'unités de production*) (p. 889) – Adopté (p. 890).

Art. 51 (*Vente d'immeubles*) – Adopté après modification (p. 890).

Art. 51 bis (*Paiement provisionnel*) (p. 890) – Adopté après modification (p. 891).

Art. additionnel après l'art. 51 bis (*Mode simplifié de clôture de la liquidation*) (p. 891) – Adopté (p. 892).

Art. 52 (*Droit de poursuite individuelle*) – Adopté après modification (p. 892).

Art. additionnel après l'art. 52 (*Ouverture des voies d'appel au contrôleur*) (p. 892) – Adopté (p. 901 ; précédemment réservé p. 893).

Art. 52 bis (*Tierce opposition au jugement d'ouverture*) – Adopté (p. 893).

Art. 52 ter (*Voies de recours du ministère public*) – Adopté (p. 893).

Art. 52 quater (*Pourvoi en cassation du ministère public*) – Adopté (p. 893).

Après l'art. 52 quater (p. 893).

Division additionnelle (« Chapitre V bis Sanction ») – Adopté (p. 893).

Art. additionnels (Régimes des sanctions susceptibles de frapper les chefs d'entreprises et les dirigeants sociaux fautifs ; extension aux associations ; infraction consistant en la tenue d'une comptabilité manifestement incomplète ou irrégulière) – Cinq articles additionnels sont adoptés (p. 895).

Art. additionnel avant l'art. 53 (*Interdiction de gérer*) – Adopté (p. 895).

Art. 53 (*Débiteur de mauvaise foi*) – Adopté (p. 895).

Art. 53 bis (*Cas de banqueroute*) – Adopté (p. 895).

Après l'art. 53 bis (p. 895).

Art additionnel (Exécution de la seule mesure la plus longue dans le cas où deux juridictions ont prononcé à l'égard d'une même personne une sanction commerciale) – Adopté (p. 895).

Art. additionnel (Interdiction de reprise par un contrôleur) – Adopté (p. 895).

Art. additionnels (Harmonisation, effacement des mentions et relèvement des interdictions et incapacités suite à l'application de la loi du 13 juillet 1967 relative au règlement judiciaire et à la liquidation des biens) – Deux articles additionnels sont adoptés (p. 896).

Chapitre 6

Mesures de coordination

Art. 54 (*Coordinations dans la loi du 25 janvier 1985*) (p. 896) – Adopté après modification (p. 897).

Art. 55 (*Coordinations avec le code de procédure pénale*) – Adopté après modification (p. 897).

Art. 56 (*Coordinations avec le code général des impôts*) – Adopté (p. 897).

Art. 57 (*Coordinations avec le code des assurances*) (p. 897) – Adopté après modification (p. 898).

Art. 58 (*Coordinations avec le code du travail*) – Adopté après modification (p. 898).

Art. 59 (*Coordinations avec la loi de 1966 sur les sociétés commerciales*) – Adopté après modification (p. 898).

Art. 60 (*Art. 23 et 24 de la loi du 1^{er} juin 1924*) – Adopté (p. 899).

Art. additionnel après l'art. 60 (*Droit de créances sur un établissement de crédit défaillant*) (p. 899) – Adopté (12 avril 1994, p. 933 ; précédemment réservé 8 avril 1994, p. 900).

Chapitre 7

Entrée en vigueur

Art. 61 (*Entrée en vigueur*) (p. 900) – Adopté après modification (12 avril 1994, p. 935 ; précédemment réservé 8 avril 1994, p. 901).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 944, 948) : *MM. Emmanuel Hamel, Robert Pagès, Daniel Millaud, Michel Dreyfus-Schmidt, Ernest Cartigny, Pierre Fauchon, Jean-Paul Hamann ; intervention de MM. Pierre Méhaignerie, ministre, et Etienne Dailly, rapporteur.*

Adoption (12 avril 1994) (p. 948).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 mai 1994) (p. 1919, 1936).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1919, 1923) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre Méhaignerie, ministre de la justice.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1923, 1935) : *MM. Bernard Hugo, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat, Etienne Dailly, rapporteur.*

Art. 1^{er} bis A, 1^{er} bis, 1^{er} ter, 2, 2 bis, 3, 3 bis, 3 ter, 3 quater, 3 quinquies, 4 (p. 1923, 1926).

Art. 6 (p. 1926) – Supprimé par la CMP.

Art. 7 bis, 8 bis A, 8 bis B (p. 1926).

Art. 8 bis (p. 1926) – Supprimé par la CMP.

Art. 8 ter, 9, 11 à 13, 15 et 16, 16 ter, 17, 17 bis, 17 ter (p. 1926, 1928).

Art. 20 bis (p. 1928) – Supprimé par la CMP.

Art. 21 (p. 1928) – Modifié par un amendement de la commission adopté lors du vote unique.

Art. 22 et 23 (p. 1928).

Art. 24 (p. 1929) – Modifié par un amendement de la commission adopté lors du vote unique.

Art. 24 bis (p. 1929) – Supprimé par la CMP.

Art. 24 ter, 25, 25 bis, 26 bis, 27, 27 bis, 27 ter (p. 1929, 1930).

Art. 28 (p. 1930) – Supprimé par la CMP.

Art. 30, 30 bis, 31, 32 bis (p. 1930).

Art. 33 (p. 1930) – Supprimé par la CMP.

Art. 34 à 37 (p. 1930).

Art. 38 (p. 1931) – Supprimé par la CMP.

Art. 39 bis, 40, 40 bis, 40 ter, 43 (p. 1931).

Art. 44 bis (p. 1931) – Supprimé par la CMP.

Art. 45 (p. 1931) – Modifié par un amendement de la commission adopté lors du vote unique.

Art. 47 (p. 1932).

Art. 48 bis (p. 1932) – Supprimé par la CMP.

Art. 50 bis A, 51, 51 bis (p. 1932).

Art. 51 ter (p. 1932) – Supprimé par la CMP.

Art. 52, 52 bis A, 52 bis B, 52 ter – (p. 1933).

Art. 52 quater A (p. 1933) – Modifié par un amendement de la commission adopté lors du vote unique.

Art. 52 quinquies, sexies, septies (p. 1933).

Art. 52 octies (p. 1933) – Supprimé par la CMP.

Art. 52 nonies (p. 1933).

Art. 53 ter (p. 1933) – Supprimé par la CMP.

Art. 53 quater, quinquies, sexies, septies, 54 et 55, 57 à 59, 60 bis, 61 (p. 1933, 1935).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1935, 1936) : *M. Ivan Renar, Mme Françoise Seligmann, MM. Jean-Jacques Robert, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Etienne Dailly, rapporteur.*

Adoption (26 mai 1994) (p. 1936).

2. – **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Madelin, ministre des entreprises (15 décembre 1993) [n° 852 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Yvon Jacob (11 janvier 1994) [n° 928 (93-94)] – Avis de M. Michel Jacquemin – Urgence – Discussion (13 janvier 1994) – Adoption (13 janvier 1994) [n° 141].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 janvier 1994) [n° 242 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis aux commissions des affaires sociales, des finances et des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Robert (19 janvier 1994) [n° 252 (93-94)] – Avis de M. Louis Souvet (19 janvier 1994) [n° 246 (93-94)] – Avis de M. René Trégouët (19 janvier 1994) [n° 249 (93-94)] – Avis de M. Michel Rufin (19 janvier 1994) [n° 250 (93-94)] – Discussion (25 et 26 janvier 1994) – Adoption (26 janvier 1994) [n° 83].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 janvier 1994) [n° 977 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Yvon Jacob (27 janvier 1994) [n° 979 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 157].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Jacques Robert (27 janvier 1994) [n° 276 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 90].

PROMULGATION : loi n° 94-126 du 11 février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 13 février 1994).

Discussion (première lecture)

(25 janvier 1994) (p. 501, 548) ; (26 janvier 1994) (p. 557, 645).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 501, 536) : *MM.* Alain Madelin, ministre des entreprises ; Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Michel Rufin, rapporteur pour avis de la commission des lois ; René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Philippe Marini, Robert Pagès, Pierre Vallon, Robert Laucournet, Georges Mouly, Jean-Paul Emin, Jacques de Menou, Gérard Delfau, Ernest Cartigny, Jean Boyer, Camille Cabana, Pierre Laffitte.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 536, 548) ; (557, 645) : *MM.* Jean-Jacques Robert, rapporteur ; Alain Madelin, ministre ; Etienne Dailly, Robert Pagès, Robert Laucournet, Jacques Bracconnier, Philippe Marini, Gérard Delfau, Louis Althapé, Alain Pluchet, Xavier de Villepin, Alain Lambert – *MM.* Michel Rufin, rapporteur pour avis ; Jean Arthuis, Jean-Luc Bécart, Ernest Cartigny, Jean-Paul Hammann, Pierre Laffitte, Camille Cabana, René Trégouët, rapporteur pour avis ; Roland du Luart, Alain Vasselle, Louis Souvet, rapporteur pour avis ; Philippe Richert.

TITRE I^{er}

SIMPLIFICATION DE FORMALITES ADMINISTRATIVES IMPOSEES AUX ENTREPRISES

Art. 1^{er} (*Champ d'application du titre premier*) (p. 536) – Adopté après modification (p. 537).

Art. 2 (*Remise d'un seul dossier à un guichet unique*) (p. 537) – Adopté après modification (p. 542).

Art. 3 (*Emploi d'un numéro d'identification unique par les entreprises*) (p. 542) – Adopté (p. 544).

Art. 4 (*Déclaration des entreprises par voie électronique*) (p. 544) – Adopté après modification (p. 547).

TITRE II

SIMPLIFICATION DE LA VIE SOCIALE DES ENTREPRISES

Section 1

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée

Art. 5 (*Conventions d'emprunt ou de cautionnement conclues entre l'associé unique et l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL*) (p. 557) – Supprimé (p. 561).

Art. 6 (*Possibilité pour une personne physique de créer plusieurs EURL*) – Adopté (p. 561).

Art. 7 (*Possibilité pour les pharmaciens de créer plusieurs EURL*) – Adopté (p. 561).

Section 2

Sociétés à responsabilité limitée

Art. 8 (*Suppression du montant minimal des parts sociales de SARL*) (p. 561) – Adopté (p. 563).

Art. 9 (*Autorisation des décisions prises par consentement dans un acte de tous les associés de la SARL*) (p. 563) – Adopté (p. 564).

Art. 10 (*Suppression de l'approbation préalable de deux bilans en cas de transformation d'une SARL en SA*) – Adopté (p. 564).

Section 3

Sociétés par actions

Art. 11 (*Désignation des commissaires à la transformation*) – Adopté (p. 574).

Art. 11 bis (*Nombre maximal de membres du conseil d'administration*) (p. 564) – Supprimé (p. 566).

Art. 12 (*Suppression de la condition d'ancienneté pour la nomination d'un salarié au conseil d'administration*) (p. 566) – Adopté après modification (p. 567).

Art. 12 bis (*Nombre maximal de membres du conseil de surveillance*) (p. 567) – Supprimé (p. 568).

Art. 13 (*Nomination de salariés au conseil de surveillance*) (p. 568) – Supprimé (p. 569).

Art. 14 (*Suppression de la consultation de l'assemblée générale extraordinaire sur les apports en nature*) – Adopté (p. 569).

Section 4

Registre du commerce et des sociétés

Art. 15 (*Conditions de publication du contrat de mariage des commerçants*) (p. 569) – Adopté après modification (p. 570).

Art. 16 (*Possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation*) (p. 570) – Adopté après modification (p. 642) ; précédemment réservé (p. 575).

Art. 17 (*Suppression de la déclaration de conformité*) – Adopté après modification (p. 575).

Art. 18 (*Publicité des apports de fonds de commerce en cas de fusion ou de scission*) – Adopté après modification (p. 576).

TITRE III

SIMPLIFICATION DES OBLIGATIONS COMPTABLES ET DISPOSITIONS FISCALES

Section 1

Obligations comptables des petites entreprises

Art. 19 (*Simplification des obligations comptables*) (p. 577) – Adopté après modification (p. 579).

Art. 20 (*Obligation de tenue et de présentation d'un livre des recettes par les « micro-entreprises »*) – Adopté (p. 580).

Section 2

Dispositions fiscales relatives à l'entreprise individuelle et à la petite et moyenne entreprise

Art. 21 (*Majoration du plafond de déduction du salaire versé au conjoint salarié des adhérents de centres de gestion ou associations agréés*) (p. 580) – Adopté (p. 581).

Art. 22 (*Extension de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières*) – Adopté (p. 581).

Art. 22 bis (*Déduction des bénéfices imposables, des cotisations d'assurance volontaire des entrepreneurs individuels*) (p. 582) – Adopté après modification (p. 621) ; précédemment réservé (p. 584).

Art. 23 (*Déduction du revenu net global au titre des pertes liées à des souscriptions au capital dans les entreprises nouvelles*) (p. 534) – Adopté après modification (p. 587).

Art. 24 (*Réduction d'impôts au titre de souscription au capital des petites et moyennes entreprises*) (p. 587) – Adopté après modification (p. 591).

Art. 25 (*Réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion et d'association agréés pour frais de comptabilité et d'adhésion*) (p. 591) – Adopté après modification (p. 593).

Art. 26 (*Réduction d'impôt pour dépenses de formation du chef d'entreprise individuelle*) – Adopté après modification (p. 593).

Art. 27 (*Régime du forfait et régime super-simplifié d'imposition*) (p. 595) – Adopté après modification (p. 597).

Art. 28 (*Garanties accordées aux contribuables en matière de vérification*) (p. 597) – Adopté après modification (p. 598).

Art. additionnel après l'art. 28 (p. 598) (*Report d'imposition de la plus-value professionnelle constatée lors de la levée d'option d'achat d'un immeuble loué à une entreprise et acquis en crédit-bail par une société civile immobilière*) – Adopté (p. 598).

TITRE IV

MESURES DE SIMPLIFICATION ET D'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE

Section 1

Simplification des formalités prescrites en matière sociale

Art. 29 (*Simplification des formalités prescrites en matière sociale*) (p. 600) – Adopté après modification (p. 603).

Art. additionnel après l'art. 29 (*Rapport sur le bilan et l'extension de la simplification*) (p. 603) – Adopté après modification (p. 639 ; précédemment réservé p. 605).

Section 2

Dispositions d'ordre social relatives à l'entreprise individuelle

Art. 30 (*Harmonisation des règles d'assiette pour le calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants et de la contribution sociale généralisée*) (p. 605) – Adopté après modification (p. 607).

Art. 30 bis (*Assiette de la contribution sociale généralisée*) – Adopté (p. 607).

Art. 31 (*Limitation des possibilités de requalification en contrat de travail du contrat liant un entrepreneur individuel à un donneur d'ouvrage*) (p. 607) – Adopté après modification (p. 638 ; précédemment réservé p. 607).

Art. additionnel après l'art. 31 (*Modification d'une erreur rédactionnelle de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale*) – Adopté (p. 607).

Art. 32 (*Exonération partielle des cotisations d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés non agricoles créant ou reprenant une entreprise*) (p. 609) – Adopté (p. 612).

Art. 33 (*Rachat de trimestres non validés d'assurance vieillesse*) (p. 612) – Adopté (p. 613).

Art. 33 bis (*Extension de la possibilité de rachat des trimestres non validés aux régimes complémentaires*) – Adopté après modification (p. 613).

Art. 34 (*Amélioration du statut de conjoint collaborateur*) – Adopté après modification (p. 613).

Art. 34 bis (*Contrats d'assurance de groupe des non-salariés non agricoles*) (p. 614) – Adopté après modification (p. 619).

Art. additionnel après l'art. 34 bis (*Soumission à la loi Evin des caisses de non salariés mettant en place des régimes facultatifs de prévoyance*) (p. 621) – Adopté (p. 622).

TITRE V

SIMPLIFICATION DES REGLES DU DROIT DU TRAVAIL ET DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

Section 1

Simplification des règles du droit du travail

Art. 35 (*Destinataires du relevé des contrats de travail temporaire*) (p. 623) – Adopté (p. 624).

Art. 35 bis (*Suppression du livre de paie*) – Supprimé (p. 624).

Art. 36 (*Suppression de la communication à la direction départementale du travail, de l'emploi et de formation professionnelle, des offres d'emploi lors de leur parution dans la presse*) (p. 624) – Adopté (p. 625).

Art. 37 (*Suppression de l'avis du comité d'entreprise sur les augmentations de prix*) – Adopté (p. 625).

Section 2

Dispositions relatives à l'entreprise individuelle

Art. 38 (*Protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel*) (p. 625) – Adopté après modification (p. 633).

Art. 39 (*Développement de l'initiative économique et reprise des immobilisations incorporelles ou corporelles des entreprises*) – Adopté (p. 634).

Art. 40 (*Institution d'une présomption d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail*) (p. 634) – Adopté après modification (p. 637).

Après l'art. 40 (p. 638).

Art. additionnel (*Clarification du statut de travailleur à domicile*) (p. 638) – Adopté (p. 639).

Art. additionnel (*Rapport du Gouvernement pour l'aménagement du territoire et les incitations fiscales et sociales à l'implantation des entreprises*) (p. 639) – Adopté (p. 641).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 643, 645) : *MM. Robert Pagès, Robert Laucournet, Alain Lambert, Pierre Laffitte, Emmanuel Hamel, Michel Dreyfus-Schmidt, François Delga ; interventions de MM. Louis Souvet, rapporteur pour avis ; Jean-Jacques Robert, rapporteur et Alain Madelin, ministre.*

Adoption (26 janvier 1994) (p. 645).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 janvier 1994) (p. 688, 699).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 688, 689) : *MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Alain Madelin, ministre des entreprises.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 689, 699) : *MM. Alain Madelin, ministre ; Jean-Jacques Robert, rapporteur.*

TITRE I^{er}

SIMPLIFICATION DE FORMALITES ADMINISTRATIVES IMPOSEES AUX ENTREPRISES

Art. 1^{er} et 2 (p. 689).

Art. 4 (*Modifié*) (p. 689 ; p. 696, 697).

TITRE II

SIMPLIFICATION DE LA VIE SOCIALE DES ENTREPRISES

Section I

Entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée

Art. 5 (p. 690) – Supprimé par la CMP.

Section III

Sociétés par actions

Art. 11 bis, 12, 12 bis et 13 (p. 690).

Section IV

Registre du commerce et des sociétés

Art. 15, 16, 17 et 18 (p. 690).

TITRE III

SIMPLIFICATION DES OBLIGATIONS COMPTABLES ET DISPOSITIONS FISCALES

Section I

Obligations comptables des petites entreprises

Art. 19 (p. 690).

Section II

Dispositions fiscales relatives à l'entreprise individuelle et à la petite et moyenne entreprise

Art. 22 bis et 23 (p. 691).

Art. 24, 25, 26 et 27 (p. 692).

Art. 28 (p. 693).

Art. 28 bis (*Report d'imposition de la plus-value professionnelle constatée lors de la levée d'option d'achat d'un immeuble loué à une entreprise et acquis en crédit-bail à une société civile immobilière*) (p. 693).

TITRE IV

MESURES DE SIMPLIFICATION ET D'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE

Section I

Formalités prescrites en matière sociale

Art. 29 (p. 693).

Art. 29 bis (*Dépôt par le Gouvernement d'un rapport dressant l'état d'application de la présente loi*) (p. 693) – Supprimé par la CMP.

Section II

Dispositions d'ordre social relatives à l'entreprise individuelle

Art. 30 (p. 693).

Art. 31, 31 bis, 33 bis, 34 et 34 bis (p. 694).

Art. 34 ter et 34 quater (p. 695).

TITRE V

SIMPLIFICATION DES REGLES DU DROIT DU TRAVAIL
ET DISPOSITIONS RELATIVES
A L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

Section I

Simplification des règles du droit du travail

Art. 35 bis (p. 695) – Supprimé par la CMP.

Section II

Dispositions relatives à l'entreprise individuelle

Art. 38, 40 et 41 (p. 695).

Art. 42 (p. 695) – Supprimé par la CMP.

Art. 43 (*Rapport déposé par le Gouvernement sur l'état d'application de ladite loi*) (p. 696).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 697, 699) : *MM. André Rouvière, Etienne Dailly.*

Scrutin public n° 103 (p. 699).

Adoption (27 janvier 1994) (p. 699).

Entreprises (création)

Voir *Entreprises*, 2

Entreprises (financement)

Voir *Entreprises*, 2

Entreprises (transmission)

1. – **Proposition de loi relative à la transmission d'entreprises et à l'emploi**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur et plusieurs de ses collègues (1^{er} juin 1994) [n° 473 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

Environnement

Voir *Lois de finances*, 2, Environnement
Rapports du Gouvernement, 19
Traités et conventions, 13 ; 30 ; 31 ; 32 ; 33

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le code de l'urbanisme**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-11 février 1993) [n° 217 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 4 octobre 1994.

2. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les essais nucléaires à Mururoa et leurs répercussions sur les êtres humains et l'écosystème de l'atoll**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-23 février 1994) [n° 288 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

3. – **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Michel Barnier, ministre de l'environnement (25 mai 1994) [n° 462 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires culturelles et à la commission des lois – Rapport de M. Jean-François Le Grand (5 octobre 1994) [n° 4 (94-95)] – Avis de M. Ambroise Dupont (6 octobre 1994) [n° 12 (94-95)] – Avis de M. Etienne Dailly (4 octobre 1994) [n° 2 (94-95)] – Discussion (11, 12, 13 et 14 octobre 1994) – Adoption (14 octobre 1994) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1994) [n° 1588 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jacques Vernier (24 novembre 1994) [n° 1722 (94-95)] – Discussion (5, 6, 7 et 9 décembre 1994) – Adoption (9 décembre 1994) [n° 307].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1994) [n° 139 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean-François Le Grand (21 décembre 1994) [n° 190 (94-95)] – Avis de M. Etienne Dailly (10 janvier 1995) [n° 206 (94-95)] – Discussion (16 janvier 1995) – Adoption (16 janvier 1995) [n° 81].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 janvier 1995) [n° 1903 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jacques Vernier (17 janvier 1995) [n° 1908 (94-95)] – Discussion (18 janvier 1995) – Adoption (18 janvier 1995) [n° 362].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (19 janvier 1995) [n° 219 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Vernier (19 janvier 1995) [n° 1911 (94-95)] – Discussion (19 janvier 1995) – Adoption (19 janvier 1995) [n° 363].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-François Le Grand (19 janvier 1995) [n° 218 (94-95)] – Discussion (19 janvier 1995) – Adoption (19 janvier 1995) [n° 86].

PROMULGATION : loi n° 95-101 du 2 février 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 3 février 1995).

Discussion (première lecture)

(11 octobre 1994) (p. 4118, 4161) ; (12 octobre 1994) (p. 4169, 4228) ; (13 octobre 1994) (p. 4237, 4257 ; 4277, 4336) ; (14 octobre 1994) (p. 4364, 4388).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4118, 4161) : *MM. Michel Barnier, ministre de l'environnement ; Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Ambroise Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean-Paul Delevoye, Ernest Cartigny, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Philippe Richert, Jacques Bellanger, Henri de Raincourt, Jean-Paul Hugot, Paul Girod, Louis de Catuelan, Robert Laucournet, Joseph Ostermann, André Egu, René-Pierre Signé, Jean-Paul Hammann, Louis Althapé.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4169, 4228) ; (p. 4237, 4257 ; 4277, 4336) ; (p. 4364, 4382) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-François Le Grand, rapporteur ; Michel Barnier, ministre ; Philippe François, Michel Souplet, Philippe Richert, Emmanuel Hamel, Alain Vasselle, Jean Faure, Gérard César, Jacques Bellanger, Claude Estier, Louis Perrein, Louis Althapé, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Adrien Gouteyron, Robert Laucournet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Henri Goetschy, Joseph Ostermann, Jacques de Menou, Josselin de Rohan, Jean Garcia, Jean-Paul Hammann, Jacques Oudin, Mme Janine Bardou, MM. André Egu, Jean Delaneau, Lucien Lanier, Etienne Dailly, rapporteur pour avis – MM. Ambroise Dupont, rapporteur pour avis ; Philippe Marini, Christian Bonnet, Jean-Luc Bécart, Claude Belot, François Blaizot, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jean-Paul Hugot, Camille Cabana – M. Hubert Haenel.*

Art. additionnel avant l'art. 1^{er} (*Incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers*) (p. 4170) – Adopté (p. 4172).

Art. 1^{er} (*Principes généraux du droit de l'environnement*) (p. 4173) – Adopté après modification (p. 4181).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PARTICIPATION DU PUBLIC ET DES ASSOCIATIONS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Chapitre 1^{er}

De la consultation du public et des associations en amont des décisions d'aménagement

Art. 2 (*Commission nationale du débat public*) (p. 4182) – Adopté après modification (p. 4196).

Art. 3 (*Réforme des enquêtes publiques*) (p. 4198) – Adopté après modification (p. 4203).

Art. 4 (*Prescription particulière dans la déclaration d'utilité publique*) (p. 4203) – Adopté (p. 4204).

Chapitre 2

Des associations agréées de protection de l'environnement

Art. 5 (*Agrément des associations*) (p. 4204) – Adopté après modification (p. 4207).

Art. 6 (*Coordination*) – Adopté après modification (p. 4208).

Chapitre 3

Du conseil départemental de l'environnement et de la qualité de la vie

Intitulé (« Du conseil départemental de l'environnement ») (p. 4208) – Adopté (p. 4209).

Art. 7 (*Saisine et composition de ce conseil*) (p. 4209) – Adopté après modification (p. 4218).

Art. 8 (*Coordination du conseil départemental et des commissions*) (p. 4218) – Adopté après modification (p. 4219).

Art. 9 (*Commission supérieure des sites, perspectives et paysages*) – Supprimé (p. 4220).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS

Chapitre 1^{er}

Des mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs

Art. 10 (*Expropriation*) (p. 4220) – Adopté après modification (p. 4226).

Art. additionnel après l'art. 10 (*Suppression ou réduction du droit à indemnité*) (p. 4227) – Adopté (p. 4228).

Art. 11 (*Fonds de prévention des risques naturels*) (p. 4237) – Adopté après modification (p. 4245).

Art. 12 (*Financement des mesures de sauvegarde*) (p. 4245) – Adopté après modification (p. 4246).

Chapitre 2

Des plans de prévention des risques naturels prévisibles

Art. 13 (*Réforme des plans d'exposition aux risques*) (p. 4246) – Adopté après modification (p. 4252).

Art. 14 (*Coordination*) – Adopté (p. 4254).

Art. 15 (*Modification des dispositions du code des assurances*) – Adopté après modification (p. 4254).

Art. 16 (*Substitution des plans de prévention des risques naturels aux plans de surfaces submersibles dans les zones inondables*) (p. 4254) – Adopté après modification (p. 4255).

Art. 17 (*Diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt*) – Adopté (p. 4256).

Art. 18 (*Modification de l'article L. 443-3 du code de l'urbanisme*) – Adopté (p. 4256).

Chapitre 3

De l'entretien régulier des cours d'eau

Art. 19 (*Prévention des inondations*) (p. 4277) – Adopté après modification (p. 4281).

Art. additionnel après l'art. 19 (*Transfert des ouvrages ou travaux détenus par une association syndicale à une collectivité locale*) – Adopté (p. 4281).

Art. 20 (*Modification de l'article 31 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau*) – Adopté (p. 4281).

Art. 21 (*Compétence des départements en matière de gestion de certains cours d'eau*) (p. 4281) – Adopté après modification (p. 4283).

Après l'art. 21 (p. 4283).

Art. additionnel (*Circulation des engins nautiques de loisirs non motorisés*) – Adopté (p. 4284).

Art. additionnel (*Responsabilité civile des riverains*) (p. 4284) – Adopté (p. 4285).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONNAISSANCE, A LA PROTECTION ET A LA GESTION DES ESPACES NATURELS

Chapitre 1^{er}

De l'inventaire départemental des espaces et des patrimoines naturels

Art. 22 (*Contenu de l'inventaire départemental*) (p. 4285) – Adopté après modification (p. 4288).

Art. 23 (*Rapport d'orientation*) (p. 4288) – Adopté après modification (p. 4291).

Art. 24 (*Prise en compte par l'Etat et les collectivités territoriales de l'inventaire départemental et du rapport d'orientation*) – Supprimé (p. 4291).

Art. additionnel après l'art. 24 (*Projets intercommunaux de gestion de l'espace et du patrimoine*) – Adopté (p. 4292).

Art. 25 (*Inventaire régional du patrimoine paysager*) (p. 4292) – Adopté après modification (p. 4296).

Chapitre 2

De la protection et de la gestion des espaces naturels

Art. additionnel avant l'art. 26 (*Accord entre le preneur et le bailleur*) – Adopté (p. 4298).

Art. 26 (*Compétences des agents des réserves et parcs nationaux marins*) (p. 4298) – Adopté après modification (p. 4301).

Art. 27 (*Assermentation des fonctionnaires et agents chargés de la protection de la nature*) – Adopté après modification (p. 4301).

Art. additionnel après l'art. 27 (*Recrutement des gardes-champêtres intercommunaux*) (p. 4301) – Adopté (p. 4302).

Art. 28 (*Réserves naturelles en cours de création*) – Adopté (p. 4302).

Art. 29 (*Compétences des départements en matière d'espaces naturels sensibles*) (p. 4302) – Adopté après modification (p. 4305).

Art. 30 (*Droit de préemption des parcs nationaux*) – Adopté après modification (p. 4306).

Art. 31 (*Concours des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural dans l'exercice du droit de préemption*) – Adopté après modification (p. 4308).

Art. additionnel après l'art. 31 (*Conventions de gestion de l'environnement avec des propriétaires privés*) (p. 4308) – Adopté (p. 4309).

Art. 32 (*Vocation des parcs nationaux*) – Adopté (p. 4309).

Art. 33 (*Extension des compétences du conservatoire du littoral*) – Adopté (p. 4309).

Art. 34 (*Abrogation de l'article 42 de la loi 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement du littoral*) – Supprimé (p. 4309).

Après l'art. 34 (p. 4309).

Art. additionnel (*Nouvelle rédaction de l'article 126-1 du code rural*) – Adopté (p. 4309).

Art. additionnel (*Statut de syndicat mixte*) (p. 4309) – Adopté (p. 4310).

Art. additionnel (*Consultation des parcs naturels régionaux sur l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols*) (p. 4310) – Adopté (p. 4311).

Art. 35 (*Taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé*) (p. 4311) – Adopté après modification (p. 4312).

Art. additionnel après l'art. 35 (*Création d'une taxe sur le passage des véhicules empruntant les ponts reliant les îles au continent*) (p. 4312) – Adopté (p. 4316).

Art. 36 (*Extension de la taxe de séjour*) (p. 4316) – Adopté après modification (p. 4318).

Après l'art. 36 (p. 4318).

Art. additionnel (*Aménagement des entrées de ville*) (p. 4318) – Adopté (p. 4321).

Art. additionnel (*Propositions de compensation par des dotations de l'Etat*) (p. 4321) – Adopté (p. 4322).

Art. additionnel (*Transposition d'une directive européenne sur la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages*) (p. 4323) – Adopté (p. 4325).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION DES DECHETS ET A LA PREVENTION DES POLLUTIONS

Chapitre 1^{er}

De la gestion des déchets

Art. 37 (*Gestion des déchets*) (p. 4327) – Adopté après modification (p. 4366).

Après l'art. 37 (p. 4366).

Art. additionnel (*Rapport au Parlement sur l'utilisation de la taxe relative à l'élimination des déchets*) – Adopté (p. 4367).

Art. additionnel (*Autorisation pour les agents assermentés et commissionnés des réserves naturelles de procéder à la recherche et à la constatation des infractions*) – Adopté (p. 4368).

Art. additionnel (*Procédure de l'amende forfaitaire*) (p. 4368) – Adopté (p. 4369).

Chapitre 2

De la prévention des pollutions

Art. 38 (*Contrôle des installations classées déclarées*) (p. 4369) – Adopté après modification (p. 4370).

Art. 39 (*Dépollution de certains sites*) (p. 4370) – Adopté après modification (p. 4373).

Art. 40 (*Sanctions administratives des installations classées*) – Adopté (p. 4374).

Après l'art. 40 (p. 4374).

Art. additionnel (*Institution de servitudes autour des installations classées*) – Adopté (p. 4374).

Art. additionnel (*Installations classées soumises uniquement à la nomenclature des installations classées*) (p. 4375) – Adopté (p. 4377).

Art. 41 (*Lutte contre le bruit dans les communes des départements d'Alsace et de Moselle*) – Adopté (p. 4377).

Art. 42 (*Tarifification du prix de l'eau*) – Adopté (p. 4377).

Art. 43 (*Redevance d'assainissement*) – Adopté (p. 4378).

Après l'art. 43 (p. 4378).

Art. additionnel (*Vente, achat, transport et colportage du gibier*) – Adopté (p. 4378).

Art. additionnel (*Sanctions*) – Adopté (p. 4378).

Art. additionnel (*Hauteur des clôtures*) (p. 4378) – Adopté (p. 4379).

Art. additionnel (*Rapport au Parlement sur le bilan du fonctionnement du régime d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles*) (p. 4381) – Adopté (p. 4382).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4382) : *MM. Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel, Joël Bourdin, Jean Garcia, Jacques Bellanger, Jacques Habert, interventions de MM. Jean-François Le Grand, rapporteur et Michel Barnier, ministre.*

Adoption (14 octobre 1994) (p. 4388).

4. – Proposition de loi visant à modifier l'article L. 244-1 du code rural relatif à l'administration des parcs naturels régionaux, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Vasselle, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 juillet 1994) [n° 598 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Epargne

Voir *Entreprises*, 2

1. – Proposition de loi tendant à permettre la création de fonds de pension, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Marini, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-19 février 1993) [n° 222 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des finances – Reprise par ses auteurs le 4 octobre 1994 – Rapport de M. Philippe Marini (29 avril 1993) [n° 288 (92-93)] – Avis de M. Philippe Marini (15 juin 1993) [n° 361 (92-93)].

Espagne

Voir *Allocutions et communications*, 30
Traités et conventions, 59

Essais nucléaires

Voir *Collectivités territoriales d'outre-mer*, 1

Estonie

Voir *Allocutions et communications*, 12 ; 25
Traités et conventions, 51 ; 56

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1
Médecine, 2

Etablissements pénitentiaires

Voir *Lois de finances*, 2, Justice

Etablissements publics

Voir *Rapports du Gouvernement*, 3

Etats-Unis d'Amérique (USA)

Voir *Communautés européennes*, 11
Rapports d'information, 40
Traités et conventions, 65 ; 66

Ethique et déontologie médicales

Voir *Médecine*, 1 ; 2 ; 3

Etrangers

1. – **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (6 octobre 1994) [n° 8 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (3 novembre 1994) [n° 54 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 30].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 novembre 1994) [n° 1668 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Philibert (30 novembre 1994) [n° 1738 (94-95)] – Discussion (16 décembre 1994) – Adoption (16 décembre 1994) [n° 324].

PROMULGATION : Loi n° 94-1136 du 27 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 28 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5602, 5620).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5602, 5613) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5613, 5620) : *M. Jean-Paul Hamann, Mme Françoise Seligman, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès, Claude Estier, Paul Masson, rapporteur, Charles Pasqua, ministre.*

Art. 1^{er} (*Répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'un étranger dans l'espace Schengen*) (p. 5613) – Adopté (p. 5615).

Art. 2 (*Modifications ponctuelles du régime des zones d'attente*) (p. 5615) – Adopté après modification (p. 5618).

Art. additionnel après l'article 2 (*Séparation des zones d'attente et des zones de rétention*) (p. 5618) – Adopté (p. 5619).

Art. 3 (*Dispositions prenant effet à la date d'entrée en vigueur de la convention de Schengen*) – Adopté (p. 5619).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5619, 5620) : *Mme Anne Heinis, MM. Robert Pagès, Emmanuel Hamel, Mme Françoise Seligmann, MM. Jacques Habert, Louis de Catuelan.*

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5620).

Etudiants

Voir *Lois de finances, 2*, Enseignement supérieur et recherche - I – Enseignement supérieur

Eugénisme

Voir *Médecine, 2 ; 3*

Europe

Voir *Rapports d'information, 2*
Traité et conventions, 10 ; 65

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE modifiant l'acte portant élection des**

représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (24 novembre 1993) [n° 758 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Blum (11 janvier 1994) [n° 927 (93-94)] – Discussion (12, 20 et 24 janvier 1994) – Adoption (24 janvier 1994) [n° 144].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 janvier 1994) [n° 261 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (26 janvier 1994) [n° 268 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 84].

PROMULGATION : Loi n° 94-105 du 5 février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 8 février 1994).

Discussion (première lecture)

(27 janvier 1994) (p. 654, 662).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 654, 661) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; André Rouvière, Ernest Cartigny, Claude Estier.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 661)

Art. unique (*Autorisation de la décision*) – Adopté (p. 662).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 661) : *MM. Emmanuel Hamel, Jacques Habert.*

Adoption (27 janvier 1994) (p. 662).

Europe (défense)

Voir *Défense, 3*

Europe de l'Est

Voir *Gouvernement (déclarations), 1*

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Elections municipales, 1*

Justice, 1 ; 4

Magistrature, 1

Ordre public, 1

Parlement, 3

Experts-comptables

Voir *Politique économique et sociale, 1*

Exploitations agricoles

Voir *Gouvernement (déclarations), 3*

Expropriation

Voir *Environnement, 3*

F

Famille

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

1. – **Projet de loi relatif à la famille**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales (2 mai 1994) [n° 1201 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Colette Codaccioni (17 mai 1994) [n° 1239 (93-94)] – Urgence – Discussion (1^{er}, 2, 3 et 7 juin 1994) – Adoption (7 juin 1994) [n° 217].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 juin 1994) [n° 485 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (16 juin 1994) [n° 519 (93-94)] – Discussion (21, 22 et 23 juin 1994) – Adoption (23 juin 1994) [n° 178].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 juin 1994) [n° 1432 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de Mme Colette Codaccioni (27 juin 1994) [n° 1435 (93-94)] – Discussion (4 juillet 1994) – Adoption (4 juillet 1994) [n° 253].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Claude Huriet (28 juin 1994) [n° 553 (93-94)] – Discussion (12 juillet 1994) – Adoption (12 juillet 1994) [n° 201].

PROMULGATION : loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2734, 2778) ; (22 juin 1994) (p. 2785, 2849) ; (23 juin 1994) (p. 2881, 2933).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2734, 2778) ; (p. 2785, 2794) : Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Cluzel, Bernard Seillier, André Vézinhel, Mmes Joëlle Dusseau, Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Mouly, Jean Chérioux, Jacques Machet, Pierre-Christian Taittinger, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. François Delga, Henri Belcour, Pierre Lagourgue, Pierre Louvot, Mme Monique ben Guiga, MM. Daniel Goulet, Pierre Schiélé, Roland du Luart – MM. Paul Hammann, Alain Vasselle, Joseph Ostermann.

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Michelle Demessine, tendant à opposer la question préalable (p. 2794) – Mme Michelle Demessine, M. Claude Huriet, rapporteur ; Mmes Simone Veil, ministre ; Marie-Claude Beaudeau.

Rejet de la motion (p. 2798).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2785, 2849) ; (p. 2881, 2933) : MM. Claude Huriet, rapporteur ; Bernard Seillier, Jacques Machet, Mme Simone Veil, ministre ; MM. Jean Chérioux, Pierre Schiélé, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. André Vézinhel, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Monique ben Guiga, MM. Jean Madelain, Raymond Bouvier, François Delga, Alain Vasselle, Jacques Bimbenet, Mme Hélène Missoffe, MM. Pierre Lagourgue, Henri Bangou, Roger Lise, Hubert Durand-Chastel, Jean Clouet, Michel Caldaguès, Maurice Lombard – MM. Charles Descours, Roland du Luart, Michel Rufin, Jacques de Menou, Jean Cluzel, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Louis Mercier.

TITRE ADDITIONNEL AVANT LE TITRE 1^{er} (*Dispositions générales*) (p. 2798) – Adopté (p. 2801 ; précédemment réservé p. 2798).

Art. additionnel avant l'art. 1^{er} (*Contenu des notions de famille et de politique familiale*) (p. 2798) – Adopté après modification (p. 2799).

TITRE 1^{er}

AMELIORATION DE L'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS

Chapitre 1^{er}

Allocation parentale d'éducation (APE)

Art. 1^{er} (*Dispositions relatives à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel*) (p. 2809) – Adopté après modification (p. 2812).

Art. 1^{er} bis (*Art. L. 532-1 du code de la sécurité sociale : prolongation de l'APE en cas de naissances multiples*) (p. 2812) – Adopté après modification (p. 2818).

Art. 1^{er} ter (*Prise en compte différente selon le rang de l'enfant des situations assimilables à une activité professionnelle pour l'obtention de l'APE*) – Adopté (p. 2818).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} ter (*Cumul des deux APE à taux partiel pour un couple*) (p. 2818) – Adopté (p. 2819).

Art. additionnel après l'art 1^{er} ter ou après l'art. 23 (*Extension de l'allocation parentale d'éducation aux départements d'outre-mer*) (p. 2819) – Adopté (p. 2821).

Chapitre 2

Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)

Art. 2 (*Condition d'attribution et détermination du montant de l'AGED*) (p. 2822) – Adopté après modification (p. 2824).

Art. 3 (*Art. L. 842-3 du code de la sécurité sociale : modalités de versement de l'AGED et conséquences pour l'employeur*) – Adopté après modification (p. 2825).

Art. 4 (*Application de l'allocation de garde d'enfant à domicile aux départements d'outre-mer*) – Adopté après modification (p. 2825).

Art. 5 (*Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'AGED*) – Adopté (p. 2826).

Chapitre 3

Schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants

Art. 6 (*Périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2826) – Adopté après modification (p. 2836).

Art. 6 bis (*Faculté d'instituer une commission pour l'accueil de la petite enfance*) – Adopté après modification (p. 2836).

TITRE II

CONGES ET TEMPS PARTIEL
POUR RAISONS FAMILIALESChapitre 1^{er}

Dispositions modifiant le code du travail

Art. 7 (*Allongement du congé parental d'éducation ou de la période d'activité à temps partiel en cas de graves problèmes de santé de l'enfant et institution d'un congé parental ou d'un temps partiel de droit dans les entreprises de moins de cent salariés*) (p. 2840) – Adopté après modification (p. 2843).

Art. additionnel après l'art. 7 (*Ouverture aux salariés en congé parental du droit de suivre une action de formation professionnelle continue et de bénéficier de ce fait de la couverture du risque accident du travail*) (p. 2843) – Adopté (p. 2844).

Art. 8 (*Instauration d'un congé ou d'un temps partiel pour s'occuper d'un enfant malade*) (p. 2844) – Adopté après modification (p. 2848).

Art. 8 bis (*Exonérations de cotisations sociales pour les entreprises signataires d'un accord du type : « Fleury-Michon »*) (p. 2881) – Adopté après modification (p. 2884).

Chapitre 2

Dispositions applicables aux fonctionnaires et agents publics

Art. 9 (*Instauration d'un mi-temps de droit dans la fonction publique d'Etat pour raisons familiales*) (p. 2885) – Adopté (p. 2886).

Art. 10 (Instauration d'un mi-temps de droit dans la fonction publique territoriale pour raisons familiales) (p. 2887) – Adopté après modification (p. 2888).

Art. 11 (Instauration d'un mi-temps de droit dans la fonction publique hospitalière pour raisons familiales) – Adopté après modification (p. 2888).

Art. 12 (Extension de la possibilité de se présenter aux concours internes des différentes fonctions publiques aux fonctionnaires placés dans certaines situations) – Adopté (p. 2888).

Art. 13 (Dispositions relatives aux fonctionnaires et agents non titulaires de la fonction publique territoriale à la fois en congé parental et en formation) – Adopté (p. 2888).

Art. 14 (Entrée en vigueur du titre II) – Adopté (p. 2888).

TITRE III

MESURES EN FAVEUR DES FAMILLES AYANT DE JEUNES ADULTES A CHARGE ET DU LOGEMENT

Art. 15 (Relèvement des limites d'âge pour le bénéfice des prestations familiales et de logement et mesures favorisant l'accès au logement des familles) (p. 2888) – Adopté après modification (p. 2891).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Chapitre I^{er}

Aide à la scolarité

Art. 16 (Instauration d'une aide à la scolarité à la place de la bourse des collèves et conséquences) (p. 2892) – Adopté après modification (p. 2897).

Art. 16 bis (Récupération de l'indû en matière de majoration d'allocation de rentrée scolaire et contentieux) – Adopté (p. 2898).

Chapitre 2

Mesures relatives aux naissances multiples et aux adoptions

Art. 17 (Extension de la durée du droit à prestations en espèces de l'assurance maternité pour les familles devant faire face à des naissances multiples et prise en compte de certains cas d'adoption) (p. 2899) – Adopté après modification (p. 2904).

Art. 18 (Transposition dans le code du travail des dispositions de l'article précédent relatif au prolongement de la durée d'indemnisation du congé maternité en cas de naissances multiples) (p. 2904) – Adopté après modification (p. 2905).

Art. 19 (Date d'entrée en vigueur des dispositions des articles 18 et 19) – Adopté (p. 2907).

Art. 20 (Création d'une nouvelle prestation familiale : l'allocation d'adoption) – Adopté (p. 2907).

Art. 21 (Conditions d'attribution de l'allocation d'adoption) (p. 2907) – Adopté après modification (p. 2908).

Art. 22 (Extension de l'allocation d'adoption aux départements d'outre-mer) – Adopté (p. 2908).

Art. 23 (Date d'entrée en vigueur des dispositions des articles 20 à 22) – Adopté (p. 2908).

Art. 23 bis (Prise en charge de l'hospitalisation et des soins médicaux dispensés à la maternité pour les nouveaux-nés) – Adopté (p. 2908).

Art. 23 ter (Modification de l'article 350 du code civil visant à rendre obligatoire au bout d'un an la transmission au juge de la demande en déclaration d'abandon) – Adopté après modification (p. 2908).

Chapitre 3

Dispositions financières

Art. 24 (Garantie des ressources de la Caisse nationale des allocations familiales pendant cinq ans) (p. 2911) – Adopté après modification (p. 2912).

Art. additionnel après l'art. 24 (Engagements de l'Etat en matière de compensation de charges) – Adopté (p. 2913).

Art. 25 (Indexation sur les prix des prestations familiales pendant la durée d'application de la loi) (p. 2914) – Adopté après modification (p. 2915).

Chapitre 4

Avantages de réversion

Art. 26 (Pensions de réversion) (p. 2915) – Adopté (p. 2918).

Chapitre 5

Autres dispositions

Art. 27 (Instauration d'un droit à la formation professionnelle pour les personnes ayant élevé deux enfants pendant une durée d'au moins cinq ans) – Adopté après modification (p. 2919).

Art. 28 (Présence d'un membre de l'Union nationale des associations familiales, UNAF à la commission d'avance sur recettes) (p. 2920) – Adopté après modification (p. 2924).

Art. additionnel après l'art. 28 (Organisation d'un temps d'antenne sur les chaînes publiques au bénéfice des mouvements familiaux) (p. 2924) – Adopté (p. 2925).

Art. 29 (Rapport annuel d'évaluation du coût de l'enfant) – Adopté après modification (p. 2926).

Art. 30 (Organisation annuelle d'une conférence nationale de la famille par le Gouvernement) – Adopté après modification (p. 2926).

Art. 31 (Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'évolution d'indicateurs permettant d'évaluer la politique familiale) – Adopté (p. 2926).

Art. additionnel après l'art. 31 (Simplification du dispositif applicable en matière de prestations familiales) – Adopté (p. 2928).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2928, 2933) : MM. Emmanuel Hamel, André Vézinhet, Mme Marie-Claude Beau-deau, MM. Michel Rufin, Jacques Bimbenet, Bernard Seillier, Jacques Habert, intervention de M. Claude Huriet, rapporteur, et de Mme Simone Veil, ministre.

Adoption (23 juin 1994) (p. 2933).

Discussion (commission mixte paritaire)

(12 juillet 1994) (p. 3882, 3900).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3882, 3888) : M. Charles Descours, en remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Alain Vasselle, Jean Chérioux, Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3888, 3900) : M. Maurice Schumann.

Art. 1^{er} A, 1^{er}, 1^{er} bis, 1^{er} quater (p. 3888).

Art. 1^{er} quinquies, 2, 3, 4, 6 (p. 3889).

Art. 6 bis (p. 3890) – Supprimé par la CMP.

Art. 7, 7 bis, 8, 8 bis (p. 3890).

Art. 10, 11, 15, 16 (p. 3891).

Art. 17 (p. 3892, 3893).

Art. 21, 23 ter, 24, 24 bis, 25, 27, 28 (p. 3894).

Art. 28 bis (p. 3894) – Supprimé par la CMP.

Art. 29, 30, 32 (p. 3894).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3895, 3900) : M. Ivan Renar, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Charles Metzinger, Mme Hélène Missoffe, MM. Jacques Machet, Franck Sérusclat, Mme Anne Heinis ; intervention de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales et de Mme Simone Veil, ministre.

Adoption (12 juillet 1994) (p. 3900).

Femmes

Voir *Elections*, 3 ; 4 ; 8 ; 9

Ferme

Voir *Agriculture*, 2

Fêtes légales

1. – **Proposition de loi instaurant une journée nationale du souvenir des morts pour la France en Afrique du Nord entre 1952 et 1962**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur et plusieurs de ses collègues (31 mai 1994) [n° 467 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Filiation

Voir *Médecine*, 1 ; 3

Finances locales

Voir *Collectivités territoriales*, 2
Environnement, 3

1. – **Proposition de loi portant diverses mesures prioritaires en matière de finances départementales et locales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Girod, sénateur (15 avril 1994) [n° 261 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par son auteur le 4 octobre 1994.

Finances publiques

Voir *Collectivités territoriales*, 2
Rapports du Gouvernement, 10

1. – **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (30 juin 1993) [n° 407 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Philippe Auberger (30 novembre 1993) [n° 775 (93-94)] – Discussion (7 décembre 1993) – Adoption (7 décembre 1993) [n° 93]

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 décembre 1993 [n° 152 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (15 décembre 1993) [n° 192 (93-94)] – Discussion (12 janvier 1994) – Adoption (12 janvier 1994) [n° 74].

PROMULGATION : loi n° 94-66 du 24 janvier 1994 (*J.O.* lois et décrets du 25 janvier 1994).

Discussion (première lecture),

(12 janvier 1994) (p. 40, 72).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 40, 56) : *MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jean-Paul Escande, rapporteur de la section des finances du Conseil économique et social ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Robert Vizet, Jean Faure, Jean-Pierre Masseret, Philippe Marini.*

Motion n° 14 de M. Robert Vizet, soutenue par Mme Paulette Fost, **tendant à opposer la question préalable** (p. 56) – *Mme Paulette Fost, MM. Jean Arthuis, rapporteur ; Robert Vizet.*

Rejet de la motion (p. 59 ; scrutin public n° 92).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 56, 72) : *MM. Robert Vizet, Jean Arthuis, rapporteur ; Nicolas Sarkozy, ministre ; Mme Paulette Fost.*

Art. 1^{er} (*Objectif de la maîtrise des finances publiques*) (p. 59) – Adopté (p. 60).

Art. 2 (*Norme de progression des charges budgétaires*) (p. 61) – Adopté (p. 68).

Art. 3 (*Rapport annexé du projet de loi de finances de l'année*) (p. 68) – Adopté (p. 69).

Art. 4 (*Approbation du rapport sur les orientations budgétaires à moyen terme*) et **Rapport annexé** – Adoptés (p. 70).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 72) : *MM. Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret.*

Adoption (12 janvier 1994) (p. 72).

Finlande

Voir *Traités et conventions*, 63

Fiscalité

Voir *Collectivités territoriales*, 3
Environnement, 3
Gouvernement (déclarations), 3
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer
Rapports du Gouvernement, 11

Fiscalité locale

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Départements d'outre-mer (DOM), 1

Fonction publique de l'Etat

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, 1
Rapports du Gouvernement, 17

Fonction publique territoriale

1. – **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (1^{er} juin 1994) [n° 479 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Blaizot (22 juin 1994) [n° 546 (93-94)] – Discussion (1^{er} et 4 juillet 1994) – Adoption (4 juillet 1994) [n° 192].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 juillet 1994) [n° 1459 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hiest (16 novembre 1994) [n° 1685 (94-95)] – Discussion (1^{er} et 2 décembre 1994) – Adoption (2 décembre 1994) [n° 293].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 décembre 1994) [n° 106 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Blaizot (14 décembre 1994) [n° 146 (94-95)] – Discussion (16 décembre 1994) – Adoption (16 décembre 1994) [n° 46].

PROMULGATION : loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 28 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(1^{er} juillet 1994) (p. 3358, 3395) ; (4 juillet 1994) (p. 3418, 3486).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3358, 3368) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; François Blaizot, rapporteur de la commission des lois ; René Régnault, James Bordas, Robert Laucournet, Robert Vizet, François Lesein, Louis Althapé, Albert Vecten, Alain Vasselle, François Louisy, Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire.*

Motion n° 68 de M. Robert Pagès, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3368) – *MM. Robert Pagès, François Blaizot, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre.*

Rejet de la motion (p. 3370 ; scrutin public n° 160).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3371, 3395) ; (p. 3418, 3486) : MM. Robert Pagès, François Blaizot, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre ; René Régnault, Pierre Schiélé, Albert Vecten, François Lesein, Ernest Cartigny, Alain Vasselle, Robert Lacomme, Félix Leyzour – M. Robert Vizet.

Art. additionnel avant l'art. 1^{er} (Organisation de la représentation des syndicats au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT, en fonction des résultats obtenus lors d'un scrutin national) (p. 3372) – Adopté (p. 3373).

Chapitre 1^{er}

Dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Art. 1^{er} (Moyens du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 3374) – Adopté (p. 3375).

Art. 2 (Composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 3375) – Adopté après modification (p. 3382).

Art. 3 (Compétences du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 3382) – Adopté après modification (p. 3386).

Art. 4 (Contrôle des actes du Centre national de la fonction publique territoriale) – Adopté (p. 3386).

Art. 5 (Contrôle des comptes du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 3386) – Adopté après modification (p. 3387).

Avant l'art. 6 (p. 3387).

Art. additionnel (Caractère d'établissements publics locaux des centres de gestion) (p. 3387) – Adopté (p. 3388).

Art. additionnel (Exercice du contrôle de légalité à l'égard de l'ensemble des collectivités territoriales) – Adopté (p. 3388).

Art. 6 (Communication d'actes aux centres de gestion) (p. 3388) – Adopté après modification (p. 3390).

Art. 7 (Seuil d'affiliation aux centres de gestion) (p. 3390) – Adopté après modification (p. 3391).

Art. 8 (Compétences des centres de gestion) (p. 3393) – Adopté après modification (p. 3395).

Avant l'art. 9 (p. 3418).

Art. additionnel (Remplacement de personnes momentanément absentes) (p. 3418) – Adopté (p. 3419).

Art. additionnel (Extension de la possibilité du conventionnement entre les centres de gestion et les collectivités aux communes non affiliées) (p. 3419) – Adopté (p. 3420).

Art. 9 (Organisation de concours communs à plusieurs centres de gestion) (p. 3420) – Adopté (p. 3421).

Art. 10 (Contrôle administratif des actes des centres de gestion) – Adopté (p. 3421).

Art. 11 et 12 (Formation commune de commissions administratives paritaires – Listes d'aptitude communes) (p. 3422) – Adopté après modification (p. 3423).

Art. additionnel après l'art. 12 (Obligation pour la commission administrative paritaire de se prononcer sur la décision de non-réintégration de fonctionnaires) – Adopté (p. 3424).

Art. 13 (Regroupement de comités techniques paritaires) – Adopté après modification (p. 3424).

Art. 14 (Information des comités techniques paritaires) – Adopté après modification (p. 3425).

Art. 15 (Créations d'emplois) (p. 3425) – Adopté après modification (p. 3427).

Art. additionnel après l'art. 15 (Possibilité pour les collectivités locales de recruter sans concours des fonctionnaires de catégorie C dans certaines conditions) (p. 3427) – Adopté (p. 3428).

Art. 16 (Listes d'aptitude à la promotion interne) (p. 3428) – Adopté (p. 3429).

Art. 17 (Procédure de nomination dans les emplois vacants) – Adopté (p. 3429).

Art. 18 (Jurys des concours et examens professionnels) (p. 3429) – Adopté après modification (p. 3430).

Art. 19 (Fixation du nombre de postes ouverts aux concours) (p. 3430) – Adopté après modification (p. 3433).

Art. 20 (Modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours) (p. 3433) – Adopté après modification (p. 3435).

Art. 21 (Formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A) (p. 3435) – Adopté après modification (p. 3438).

Art. additionnel après l'art. 21 (Coordination) – Adopté (p. 3439).

Art. 22 (Décharge de fonctions) (p. 3439) – Adopté après modification (p. 3442).

Art. additionnel avant l'art. 23 (Cas des autorisations spéciales d'absence pour satisfaire à des obligations légales) – Adopté (p. 3442).

Art. 23 (Mise à disposition auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) – Adopté (p. 3443).

Art. 24 (Réintégration après un détachement de longue durée) (p. 3443) – Adopté après modification (p. 3446).

Art. 25 (Réintégration après une disponibilité) (p. 3446) – Adopté (p. 3447).

Art. 26 (Publicité des tableaux d'avancement) (p. 3447) – Adopté après modification (p. 3448).

Art. additionnel après l'art. 26 (Nécessité d'un nouveau texte réglementaire prévoyant le surclassement démographique de certaines communes) – Adopté (p. 3448).

Art. 27 (Reclassement des fonctionnaires privés d'emploi) (p. 3448) – Adopté après modification (p. 3457).

Art. 28 (Contribution financière des collectivités et établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi) (p. 3461) – Adopté après modification (p. 3465).

Art. 29 (Indemnité de licenciement) – Adopté (p. 3465).

Art. 30 (Charges afférentes aux décharges d'activité dans le cadre de l'exercice du droit syndical) (p. 3466) – Adopté (p. 3467).

Art. 31 (Création d'emplois à temps non complet) (p. 3467) – Adopté (p. 3469).

Art. additionnel après l'art. 31 (Possibilité donnée aux fonctionnaires qui exercent un emploi à temps non complet de travailler le reste du temps dans le secteur privé) – Adopté (p. 3469).

Art. 32 (Intégration des agents à temps non complet dans les cadres d'emplois) (p. 3470) – Adopté après modification (p. 3471).

Art. 33 (Modalités d'exercice du droit d'option) (p. 3471) – Adopté après modification (p. 3472).

Art. 34 (Droit d'option des agents non titulaires) – Adopté après modification (p. 3472).

Chapitre 2

Dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Art. 35 (Modalités de la formation) – Adopté (p. 3473).

Art. 36 (Organisation de la formation d'adaptation à l'emploi) (p. 3473) – Adopté (p. 3474).

Art. 37 (Obligations relatives à la formation) (p. 3474) – Adopté après modification (p. 3475).

Art. 38 (Maintien en position d'activité des fonctionnaires en formation) – Adopté (p. 3475).

Art. 39 (*Compétences du Centre national de la fonction publique territoriale en matière de formation*) – Adopté (p. 3475).

Art. 40 (*Composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3475) – Adopté (p. 3476).

Art. 41 (*Délégations interdépartementales ou régionales*) (p. 3476) – Adopté (p. 3478).

Après l'art. 41 (p. 3478).

Art. additionnel (*Coordination*) – Adopté (p. 3478).

Art. additionnel (*Coordination*) – Adopté (p. 3478).

Art. additionnel avant l'art. 42 (p. 3478) (*Mise à la disposition de chacune des organisations syndicales représentatives d'au moins un siège dans les conseils régionaux d'orientation*) (p. 3478) – Adopté (p. 3479).

Art. 42 (*Mise en oeuvre d'actions de formation par les centres de gestion*) – Adopté (p. 3479).

Art. 43 (*Organisation de concours et de formations communes aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux*) (p. 3479) – Adopté après modification (p. 3481).

Art. 44 (*Conventions avec les centres de gestion pour l'organisation d'actions de formation*) – Adopté (p. 3481).

Chapitre 3

Dispositions diverses et transitoires

Art. 45 (*Compensation des charges*) – Adopté (p. 3481).

Art. 46 (*Dispositions transitoires et entrée en vigueur*) (p. 3481) – Adopté après modification (p. 3482).

Art. additionnel après l'art. 46 (*Nombre de catégories de fonctionnaires et remplacement des mots : « commissaires de la République » par les mots « représentants de l'Etat »*) (p. 3482) – Adopté (p. 3483).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3483, 3486) : *MM. François Lesein, Robert Vizet, Alain Vasselle, René Régnault, Ambroise Dupont, Pierre Schiélé, Albert Vecten, Jacques Habert.*

Adoption (4 juillet 1994) (p. 3486).

Discussion (deuxième lecture)

(16 décembre 1994) (p. 7668, 7686).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7668, 7678) : *MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; François Blaizot, rapporteur de la commission des lois ; Alain Vasselle, Albert Vecten, Marcel Charmant, François Louisy, Charles Lederman.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7678, 7686) : *MM. Charles Lederman, Alain Vasselle, François Blaizot, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre.*

Chapitre 1^{er}

Dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Art. 1^{er} A (*Représentation syndicale au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7678).

Art. 2 – Adopté (p. 7679).

Art. 4 – Adopté (p. 7679).

Art. 5 bis (*Reconnaissance du statut d'établissement public local aux centres de gestion*) – Adopté (p. 7679).

Art. 7 bis (*Représentation des communes au conseil d'administration du centre interdépartemental de gestion des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne*) – Adopté (p. 7679).

Art. 8 bis (*Mise à la disposition de collectivités ou établissements d'agents des centres de gestion*) (p. 7679) – Adopté (p. 7680).

Art. 12 ter (*Présidence du conseil de discipline*) – Adopté (p. 7680).

Art. 18, 19 et 20 – Adoptés (p. 7680).

Art. 22 (p. 7680) – Adopté (p. 7681).

Art. 22 bis (*Autorisations spéciales d'absence*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7681).

Art. 22 ter (*Présentation au comité technique paritaire d'un rapport sur l'application des dispositions relatives au travail à temps partiel*) – Adopté (p. 7681).

Art. 24 – Adopté (p. 7681).

Art. 26 ter (*Présidence du conseil de discipline départemental ou interdépartemental de recours*) – Adopté (p. 7681).

Art. 27 et 28 – Adoptés (p. 7681).

Art. 31 (p. 7681) – Adopté (p. 7682).

Art. 31 bis (*Cumul d'activités des agents à temps non complet*) (p. 7682) – Suppression maintenue (p. 7683).

Art. 31 ter (*Annualisation du travail à temps non complet*) (p. 7683) – Adopté (p. 7684).

Art. 34 bis (*Coordination*) – Adopté (p. 7684).

Chapitre 2

Dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Art. 36, 37 et 39 – Adoptés (p. 7685).

Art. 40 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 7685).

Art. 41 ter A (*Représentation des collectivités territoriales au sein des conseils d'orientation*) – Adopté (p. 7685).

Chapitre 3

Dispositions diverses et transitoires

Art. 46, 47 – Adoptés (p. 7685).

Art. 48 (*Accès des fonctionnaires territoriaux aux corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) – Adopté (p. 7685).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7685, 7686) : *MM. Emmanuel Hamel, Charles Lederman, Louis Perrein.*

Adoption (16 décembre 1994) (p. 7686).

Fonctionnaires et agents publics

Voir *Lois de finances, 2*, Services du Premier ministre - I – Services généraux (et fonction publique)

1. – **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. André Rossinot, ministre de la fonction publique (27 octobre 1993) [n° 656 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Rosselot (25 novembre 1993) [n° 766 (93-94)] – Discussion (13 décembre 1993) – Adoption (13 décembre 1993) [n° 102].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1993) [n° 174 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Blaizot (20 avril 1994) [n° 351 (93-94)] – Discussion (26 avril 1994) – Adoption (26 avril 1994) [n° 111].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 avril 1994) [n° 1164 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Rosselot (28 avril 1994) [n° 1175 (93-94)] – Discussion (5 mai 1994) – Adoption (5 mai 1994) (n° 184).

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (6 mai 1994) [n° 404 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rap-

port de M. François Blaizot (11 mai 1994) [n° 414 (93-94)] – Discussion (19 mai 1994) – Adoption (19 mai 1994) [n° 133].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Rosselot (1^{er} juin 1994) [n° 1296 (93-94)] – Discussion (16 juin 1994) – Adoption (16 juin 1994) [n° 225].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. François Blaizot (31 mai 1994) [n° 468 (93-94)] – Discussion (2 juin 1994) – Adoption (2 juin 1994) [n° 140].

PROMULGATION : loi n° 94-530 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(26 avril 1994) (p. 1223, 1255).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1223, 1241) : *MM. André Rossinot, ministre de la fonction publique ; François Blaizot, rapporteur de la commission des lois ; François Lesein, Yves Guéna, Philippe Nachbar, Guy Allouche, Robert Pagès, Jacques Oudin.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1241, 1254) : *MM. François Blaizot, rapporteur ; André Rossinot, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Guy Allouche, Claude Estier, Robert Pagès, Emmanuel Hamel, Jacques Oudin, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jacques-Richard Delong, Philippe Marini.*

Art. 1^{er} (*Tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle*) (p. 1241) – Adopté après modification (p. 1244).

Art. 2 (*Tour extérieur au Conseil d'Etat, à la Cour des Comptes et dans les inspections générales interministérielles*) (p. 1245) – Adopté après modification (p. 1248).

Art. 2 bis (*Tour extérieur dans le corps des sous-préfets*) (p. 1249) – Adopté après modification (p. 1250).

Art. 3 (*Contrôle des activités professionnelles des fonctionnaires mis en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions*) (p. 1251) – Adopté après modification (p. 1253).

Art. 4 (*Cas particulier des militaires ayant négocié des contrats d'armement*) (p. 1253) – Adopté après modification (p. 1254).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1254, 1255) : *MM. Robert Pagès, Bernard Laurent, Guy Allouche, Jacques Habert ; intervention de M. André Rossinot, ministre.*

Adoption (26 avril 1994) (p. 1255).

Discussion (deuxième lecture)

(19 mai 1994) (p. 1775, 1781).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1775, 1777) : *MM. André Rossinot, ministre de la fonction publique ; François Blaizot, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1777, 1780) : *MM. François Blaizot, rapporteur ; André Rossinot, ministre ; Guy Allouche, Robert Pagès, Emmanuel Hamel.*

Art. 1^{er} – (p. 1777) – Adopté après modification (p. 1778).

Art. 2 – Adopté (p. 1778).

Art. 2 bis – Adopté après modification (p. 1779).

Art. 4 p. 1779) – Supprimé (p. 1780).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1780, 1781) : *MM. Guy Allouche, Robert Pagès, Emmanuel Hamel ; intervention de M. André Rossinot, ministre.*

Adoption (19 mai 1994) (p. 1781).

Discussion (commission mixte paritaire)

(2 juin 1994) (p. 2118, 2120).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2118, 2119) : *MM. François Blaizot, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; André Rossinot, ministre de la fonction publique.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2119, 2120)

Art. 1^{er}, 2 bis (p. 2119).

Art. 4 – Rétabli par la CMP (p. 2119).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2119, 2120) : *MM. Robert Pagès, Guy Allouche.*

Adoption (2 juin 1994) (p. 2120).

2. – **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. André Rossinot, ministre de la fonction publique (11 mai 1994) [n° 419 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. François Blaizot (25 mai 1994) [n° 450 (93-94)] – Avis de M. Jean Madelain (25 mai 1994) [n° 452 (93-94)] – Discussion (2 juin 1994) – Adoption (2 juin 1994) [n° 141].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (2 juin 1994) [n° 1337 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Francis Delattre (15 juin 1994) [n° 1378 (93-94)] – Discussion (29 juin et 1^{er} juillet 1994) – Adoption (1^{er} juillet 1994) [n° 252].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1^{er} juillet 1994) [n° 570 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Francis Delattre (7 juillet 1994) [n° 1488 (93-94)] – Discussion (11 juillet 1994) – Adoption (11 juillet 1994) [n° 263].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. François Blaizot (7 juillet 1994) [n° 596 (93-94)] – Discussion (11 juillet 1994) – Adoption (11 juillet 1994) [n° 197].

PROMULGATION : loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(2 juin 1994) (p. 2120, 2155).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2120, 2136) : *MM. André Rossinot, ministre de la fonction publique ; François Blaizot, rapporteur de la commission des lois ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Guy Allouche, Robert Pagès, James Bordas, Serge Vinçon.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2136, 2155) : *MM. François Blaizot, rapporteur ; André Rossinot, ministre ; Robert Pagès, Guy Allouche, Claude Estier.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives au temps partiel

Section 1

Fonction publique de l'Etat

Art. 1^{er} (*Autorisation du travail à temps partiel*) (p. 2136) – Adopté après modification (p. 2137).

Art. 2 (*Annualisation du travail à temps partiel*) (p. 2137) – Adopté après modification (p. 2138).

Section 2

Fonction publique territoriale

Art. 3 (*Autorisation du travail à temps partiel*) – Adopté après modification (p. 2138).

Art. 4 (*Annualisation du travail à temps partiel*) (p. 2138) – Adopté après modification (p. 2139).

Section 3

Fonction publique hospitalière

Art. 5 (*Autorisation du travail à temps partiel*) – Adopté après modification (p. 2139).

Art. 6 (*Annualisation du travail à temps partiel*) – Adopté après modification (p. 2140).

Chapitre 2

Dispositions relatives à la cessation progressive d'activité

Section 1

Fonction publique de l'Etat

Art. 7 (*Durée des services exigée pour bénéficier de la cessation progressive d'activité*) (p. 2140) – Adopté après modification (p. 2142).

Art. 8 (*Date d'effet de la cessation progressive d'activité : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %*) – Adopté (p. 2142).

Art. 9 (*Extension du bénéfice de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs sur contrat à durée indéterminée occupant un emploi permanent à temps complet*) (p. 2142) – Adopté après modification (p. 2144).

Section 2

Fonctions publiques territoriale et hospitalière

Art. 10 (*Nature des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité*) – Adopté après modification (p. 2145).

Art. 11 (*Nature des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %*) – Supprimé (p. 2145).

Art. 12 (*Réduction de la durée des services effectifs exigée*) (p. 2145) – Adopté après modification (p. 2146).

Art. 13 (*Date d'effet de la cessation progressive d'activité pour les personnels enseignants*) – Adopté (p. 2146).

Art. 14 (*Extension de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs et aux agents non titulaires sous contrat à durée indéterminée des établissements hospitaliers, occupant un emploi permanent à temps complet*) (p. 2146) – Adopté après modification (p. 2148).

Chapitre 3

Fonds pour l'emploi hospitalier

Art. 15 (*Création d'un fonds pour l'emploi hospitalier*) – Adopté (p. 2148).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT, AUX MUTATIONS ET AU SERVICE A MI-TEMPS POUR RAISON THERAPEUTIQUE

Chapitre 1^{er}

Recrutement dans la fonction publique

Art. 16 (*Allongement de la durée de validité des listes complémentaires*) – Adopté (p. 2148).

Chapitre 2

Droit de priorité en faveur des fonctionnaires de l'Etat affectés dans un quartier relevant de la politique de la ville

Art. 17 (*Droit de priorité pour les mutations*) (p. 2148) – Adopté (p. 2149).

Art. 18 (*Abrogation de l'avantage spécifique d'ancienneté*) – Adopté (p. 2149).

Chapitre 3

Service à mi-temps pour raison thérapeutique

Art. 19 (*Mi-temps thérapeutique dans la fonction publique de l'Etat*) (p. 2149) – Adopté après modification (p. 2150).

Art. 20 (*Mi-temps thérapeutique dans la fonction publique territoriale*) (p. 2150) – Adopté après modification (p. 2151).

Art. 21 (*Mi-temps thérapeutique dans la fonction publique hospitalière*) – Adopté après modification (p. 2151).

Chapitre 4

Dispositions diverses

Art. 22 (*Validation des actes pris sur la base du décret n° 92-91 du 24 janvier 1992*) – Adopté après modification (p. 2153).

Art. additionnel avant l'art. 23 (*Création de groupements d'intérêt public autour des établissements chargés de la formation initiale et continue des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 2153) – Adopté (p. 2154).

Art. 23 (*Recrutement des infirmiers généraux*) – Adopté (p. 2154).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2154, 2155) : MM. Ernest Cartigny, Guy Allouche, Bernard Laurent, Robert Pagès.

Adoption (2 juin 1994) (p. 2155).

Discussion (commission mixte paritaire)

(11 juillet 1994) (p. 3832, 3836).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3832, 3833) : MM. François Blaizot, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; André Rossinot, ministre de la fonction publique.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3833, 3836)

Art. 1^{er}, 2, 3, 4 (p. 3833).

Art. 5, 6, 7, 9, 12, 14 (p. 3834).

Art. 18, 21, 22 bis, 24 (p. 3835).

Art. 25, 26, 27 (p. 3836).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3836) : M. Ivan Renar.

Adoption (11 juillet 1994) (p. 3836).

Fonds de compensation de la T.V.A

Voir *Lois de finances*, 1

Fonds de solidarité vieillesse (FSV)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

Forces conventionnelles

Voir *Défense*, 3

Forêts

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

Formation continue

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2

Formation en alternance

Voir *Rapports du Gouvernement*, 6

Formation professionnelle

Voir *Lois de finances*, 2
Travailleurs indépendants, 1

Franc pacifique (CFA)

Voir *Lois de finances*, 2, *Coopération*

Français de l'étranger

Voir *Emploi*, 4

1. – **Proposition de loi tendant à l'extension aux Français résidant dans la zone franc du bénéfice de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul d'Ornano, sénateur et plusieurs de ses collègues (10 mai 1994) [n° 412 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-14 septembre 1994) [n° 616 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

Francophonie

Voir *Rapports du Gouvernement*, 15

1. – **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française**, PRESENTÉ AU SENAT au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jacques Toubon, ministre de la culture (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) (1^{er} mars 1994) [n° 291 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Legendre (6 avril 1994) [n° 309 (93-94)] – Discussion (12, 13 et 14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1994) [n° 1130 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Francisque Perrut (21 avril 1994) [n° 1158 (93-94)] – Avis de M. Xavier Deniau (28 avril 1994) [n° 1178 (93-94)] – Discussion (3 et 4 mai 1994) – Adoption (4 mai 1994) [n° 183].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 mai 1994) [n° 401 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Legendre (18 mai 1994) [n° 437 (93-94)] – Discussion (26 mai 1994) – Adoption (26 mai 1994) [n° 136].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 mai 1994) [n° 1289 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Francisque Perrut (7 juin 1994) [n° 1341 (93-94)] – Discussion (13 juin 1994) – Adoption (13 juin 1994) [n° 219].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (14 juin 1994) [n° 502 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Fuchs (23 juin 1994) [n° 1429 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 248].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Legendre (23 juin 1994) [n° 547 (93-94)] – Discussion (1^{er} juillet 1994) – Adoption (1^{er} juillet 1994) [n° 190].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 94-345 DC du 29 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 2 août 1994) qui déclare contraires à la Constitution :

- à l'article 2, le deuxième alinéa ;
- à l'article 3, la deuxième phrase du premier alinéa ;
- à l'article 7, le deuxième alinéa ;
- à l'article 8, la deuxième phrase du deuxième alinéa ;
- à l'article 9, la deuxième phrase du deuxième alinéa et la deuxième phrase du quatrième alinéa, ainsi qu'au huitième alinéa, les mots : « ... ou contenant une expression ou un terme étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions régle-

mentaires relatives à l'enrichissement de la langue française ... » ;

– à l'article 10, au deuxième alinéa, les mots : « ... ou contenant une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française. » ;

– à l'article 12, le cinquième alinéa.

PROMULGATION : loi n° 94-665 du 4 août 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 5 août 1994).

Discussion (première lecture)

(12 avril 1994) (p. 948, 973) ; (13 avril 1994) (p. 982, 1007) ; (14 avril 1994) (p. 1078, 1097 ; 1137, 1149).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 948, 973) ; (p. 982, 985) : *MM. Jacques Toubon, ministre de la culture ; Jacques Legendre, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Hélène Luc, MM. Jean Cluzel, Marc Lauriol, Henri Goetschy, Philippe Richert, François Autain, Mme Françoise Seligmann, MM. Ivan Renar, Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 985, 1007) ; (p. 1078, 1097 ; 1137, 1149) : *MM. Jacques Legendre, rapporteur ; Henri Goetschy, Ivan Renar, Jacques Toubon, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission ; Marc Lauriol, Jacques Habert, Claude Estier, François Autain, Emmanuel Hamel, Pierre Fauchon, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Hubert Durand-Chastel, Guy Cabanel, Michel Poniatowski, François Collet, Mme Françoise Seligmann – M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Mossion, Félix Leyzour.*

Art. additionnel avant l'art. 1^{er} (*Enoncé des principes généraux*) (p. 985) – Adopté (p. 987).

Art. 1^{er} (*Documents et publicités relatifs aux biens et aux services*) (p. 987) – Adopté après modification (p. 988).

Art. 2 (*Inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public*) (p. 988) – Adopté après modification (p. 990).

Art. 3 (*Présentation du texte français et de ses traductions éventuelles*) (p. 990) – Adopté après modification (p. 993).

Art. 4 (*Rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public*) (p. 993) – Adopté après modification (p. 995).

Art. 5 (*Emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès*) (p. 996) – Adopté après modification (14 avril 1994) (p. 1081).

Art. additionnel après l'art. 5 (*Publication du nombre de revues étrangères diffusées en France*) (p. 1081) – Adopté (p. 1082).

Art. 6 (*Rédaction des contrats de travail*) (p. 1082) – Adopté après modification (p. 1085).

Art. 7 (*Emploi du français dans les entreprises*) (p. 1085) – Adopté après modification (p. 1088).

Art. 8 (*Offres d'emplois publiées dans la presse*) (p. 1088) – Adopté après modification (p. 1089).

Art. 9 (*Le français, langue de l'enseignement*) (p. 1090) – Adopté après modification (p. 1094).

Art. 10 (*Règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle*) (p. 1094) – Adopté après modification (p. 1138).

Art. 11 (*Modalités d'application aux services audiovisuels*) – Adopté (p. 1139).

Art. 12 (*Dispositions applicables aux marques utilisées par les services publics*) (p. 1141) – Adopté après modification (p. 1142).

Art. 13 (*Retraits des subventions publiques en cas de violation des prescriptions linguistiques*) – Adopté (p. 1142).

Art. 14 (*Constatation des infractions aux dispositions de l'article 1^{er}*) (p. 1142) – Adopté (p. 1143).

Art. 15 (*Délit d'entraves à la recherche ou à la constatation des infractions aux dispositions de l'article 1^{er}*) – Adopté (p. 1143).

Art. 16 (*Délai de transmission et valeur des procès-verbaux*) – Adopté (p. 1143).

Art. 17 (*Action en justice des associations agréées ayant pour objet la défense de la langue française*) (p. 1143) – Adopté (p. 1144).

Art. 18 (*Dispositions d'ordre public*) – Adopté (p. 1144).

Art. 19 (*Préservation des langues régionales*) (p. 1144) – Adopté après modification (p. 1145).

Art. additionnel avant l'art. 20 (*Transmission d'un rapport au Parlement sur l'application de la loi*) – Adopté (p. 1145).

Art. 20 (*Modalités d'entrée en vigueur des articles 1^{er}, 2 et 3*) – Adopté après modification (p. 1146).

Art. 21 (*Abrogation de la loi du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française*) – Adopté (p. 1146).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1146, 1149) : *Mme Françoise Seligmann, MM. Ivan Renar, Philippe Marini, Henry Goetschy ; interventions de MM. Maurice Schumann, président de la commission ; Jacques Toubon, ministre.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1149).

Discussion (deuxième lecture)

(26 mai 1994) (p. 1891, 1918).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1891, 1901) : *MM. Jacques Toubon, ministre de la culture ; Jacques Legendre, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean Cluzel, Mme Françoise Seligmann, M. Ivan Renar.*

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1901, 1919) : *MM. Jacques Legendre, rapporteur ; Jacques Toubon, ministre ; Ivan Renar, Marc Lauriol, Louis Jung, Philippe Marini, Claude Estier, Mmes Françoise Seligmann, Monique ben Guiga, MM. Jean-Paul Hamann, Emmanuel Hamel, Bernard Laurent.*

Art. 1^{er} A (*Enoncé des principes généraux*) – Adopté (p. 1901).

Art. 1^{er} – Adopté après modification (p. 1901).

Art. 2 – Adopté (p. 1901).

Art. 3 (p. 1902) – Adopté après modification (p. 1904).

Art. 4 – Adopté (p. 1904).

Art. 5 (p. 1904) – Adopté (p. 1907).

Art. 5 bis (*Publications, revues, communications rédigées dans une langue étrangère et diffusées en France*) (p. 1907) – Adopté après modification (p. 1910).

Art. 6 (p. 1911) – Adopté (p. 1912).

Art. 8 (p. 1912) – Adopté après modification (p. 1913).

Art. 10 (p. 1913) – Adopté après modification (p. 1914).

Art. 12 et 14 – Adoptés (p. 1914).

Art. 15 (p. 1914) – Adopté (p. 1915).

Art. 17 et 18 – Adoptés (p. 1915).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1916, 1919) : *M. Marc Lauriol, Mme Monique ben Guiga, MM. Jean Cluzel, Louis Jung, Ivan Renar, Henri Goetschy, Jacques Habert.*

Adoption (26 mai 1994) (p. 1919).

Discussion (commission mixte paritaire)

(1^{er} juillet 1994) (p. 3337, 3338).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3337) : *M. François Lesein, en remplacement de M. Jacques Legendre, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jacques Toubon, ministre de la culture.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3338)

Art. 5 bis et 8 (p. 3338).

Adoption (1^{er} juillet 1994) (p. 3338).

Fraude et évasion fiscales

Voir *Traités et conventions*, 5 ; 7

Fraudes et falsifications

Voir *Communautés européennes*, 1
Propriété intellectuelle, 2

Fruits et légumes

Voir *Traités et conventions*, 49

G

GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3
Traités et conventions, 65

Gaz

Voir *Communautés européennes*, 7 ; 9
Rapports d'information, 20

Gendarmerie nationale

Voir *Ordre public*, 1

Génétique

Voir *Rapports du Gouvernement*, 5

Géorgie

Voir *Allocutions et communications*, 17

Ghana

Voir *Traités et conventions*, 45

Gouvernement

Voir *Vie politique et sociale*, 6

Gouvernement (déclarations)

1. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe**, PRONONCEE AU SENAT par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (13 avril 1994) (p. 1009, 1031) [n° 341 (93-94)].

MM. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères ; François Léotard, ministre de la défense ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Mme Michelle Demessine, MM. Ernest Cartigny, Maurice Couve de Murville, François Trucy, Pierre Mauroy, Hubert Durand-Chastel, Roland Bernard.

2. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'éducation**, PRONONCEE AU SENAT par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale (1^{er} juin 1994) (p. 2007, 2047) [n° 471 (93-94)].

MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Pierre Vallon, Marcel Lucotte, Jean-Louis Carrère, André Maman, Mme Hélène Luc, MM. François Lesein, Adrien Gouteyron, Philippe Richert, Joël Bourdin, Pierre Laffitte, Jacques-Richard Delong, Jacques Legendre.

Nouveau contrat pour l'école – Maîtrise de la langue – Ecole primaire – Collège – Langues vivantes et anciennes – Charges des collectivités territoriales – Formation continue – Enseignement technique et professionnel – Zones d'éducation prioritaire (ZEP) – Loi quinquennale pour l'emploi – Instruction civique – Ecoles maternelles et primaires – Lycées – Formation des enseignants – Aménagement des rythmes scolaires – Zones rurales.

3. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'agriculture**, PRONONCEE AU SENAT par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture (9 juin 1994) (p. 2393, 2457) [n° 496 (93-94)].

MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Louis Minetti, Georges Mouly, Philippe François, Marcel Daunay, Roland du Luart, Fernand Tardy, Jean Grandon, Félix Leyzour,

Raymond Soucaret, Désiré Debavelaere, Michel Souplet, Serge Mathieu, René-Pierre Signé, François Delga, Georges Berchet, Jacques de Menou, Bernard Barraux, Ambroise Dupont, Marcel Vidal, Paul Girod, Gérard César, Jean Huchon, Joseph Caupert, Robert Castaing, Yvon Collin, Roger Rigaudière, Jean-Pierre Tizon, Jean Roger, Yvon Bourges, Bernard Barbier, Jean-Paul Hammann, Pierre Louvot, Jacques Chaumont, Daniel Goulet, Emmanuel Hamel.

4. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la recherche**, PRONONCEE AU SENAT par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur (4 octobre 1994) (p. 3991, 4031) [n° 1 (94-95)].

MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Henri Revol, Philippe Marini, Pierre Laffitte, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Albert Vecten, Franck Sérusclat, Jacques Sourdille, Guy Cabanel, Gérard Delfau.

Recherche fondamentale – Recherche industrielle – Chercheurs – Budget – Technologies nouvelles – Crédit impôt-recherche – Commissariat à l'énergie atomique (CEA) – Centre européen de recherches nucléaires (CERN) – Aménagement du territoire – Europe – Centre national de la recherche scientifique (CNRS) – Enseignement supérieur – Agro-alimentaire (industrie).

5. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale**, PRONONCEE AU SENAT, par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales (8 décembre 1994) (p. 7032, 7060) [n° 129 (93-94)].

Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Claude Huriet, Charles Metzinger, Charles Descours, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Jacques Oudin, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Grèce

Voir *Traités et conventions*, 47

Greffes

Voir *Justice*, 4

Greffes d'organes

Voir *Médecine*, 1 ; 2 ; 3

Grève (droit de)

Voir *Transports*, 1

1. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 521-6 du code du travail**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-3 février 1993) [n° 212 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (8 avril 1993) [n° 250 (92-93)].

Groupements d'intérêt public (GIP)

Voir *Alsace et Moselle*, 1

Guadeloupe

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

Guerre mondiale (seconde)

Voir *Allocutions et communications*, 13

Guyane

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

H**Habitations à loyer modéré (HLM)**

Voir *Logement*, 4 ; 5

Hôtellerie et restauration

1. – **Proposition de loi tendant à créer des commissions départementales d'intégration hôtelière régissant les implantations nouvelles d'hôtels**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Bernardaux, sénateur (3 mai 1994) [n° 393 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Hypothèques

Voir *Alsace et Moselle*, 1

Ile-de-France (région)

Voir *Aménagement du territoire*, 1

Immunités parlementaires

1. – **Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat**, (10 décembre 1994) [n° 136 (94-95)] – Renvoi à la commission prévue par l'article 105 du règlement du Sénat – Rapport de M. Charles Jolibois (20 décembre 1994) [n° 175 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 61].

Discussion des conclusions du rapport

(22 décembre 1994) (p. 8048, 8051).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8048, 8051) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission ad hoc ; Etienne Dailly, président de la commission ad hoc.*

II – ADOPTION DE LA PROPOSITION DE RESOLUTION (p. 8051) : *MM. Guy Allouche, Charles de Cuttoli.*

Proposition de résolution (*Le Sénat lève l'immunité parlementaire de M. Claude Pradille, Sénateur du Gard*) – Adoptée (p. 8051).

2. – **Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat**, (14 décembre 1994) [n° 143 (94-95)] – Renvoi à la commission prévue par l'article 105 du règlement du Sénat – Rapport de M. Charles Jolibois (20 décembre 1994) [n° 176 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 62].

Discussion des conclusions du rapport

(22 décembre 1994) (p. 8051, 8054).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8051, 8052) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission ad hoc ; Jean-Luc Bécart, Etienne Dailly, président de la commission ad hoc.*

II – ADOPTION DE LA PROPOSITION DE RESOLUTION (p. 8053, 8054) : *MM. Robert Vizet, Emmanuel Hamel, Guy Allouche, Etienne Dailly, président.*

Proposition de résolution (*Le Sénat lève l'immunité parlementaire de M. Jean-Luc Bécart, Sénateur du Pas-de-Calais*) – Adoptée (p. 8054).

Impôt sur le revenu

1. – **Proposition de loi tendant à déduire du revenu imposable du parent qui n'a pas la garde de l'enfant les frais engagés pour l'exercice du droit de visite en cas de divorce ou de séparation de corps**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Serge Mathieu, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-14 septembre 1994) [n° 617 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

Impôts et taxes

Voir *Associations*, 1
Rapports du Gouvernement, 11 ; 13

1. – **Proposition de loi visant à démocratiser l'impôt de solidarité sur la fortune**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Xavier de Villepin, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-3 mars 1993) [n° 227 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par ses auteurs le 4 octobre 1994.

2. – **Proposition de loi tendant à l'harmonisation du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts**

sociales des établissements de crédit coopératifs ou mutualistes sur celui des titres des sociétés par actions, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland du Luart, (16 juin 1994) [n° 517 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (29 juin 1994) [n° 560 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (6 juillet 1994) [n° 587 (93-94)] – Discussion (11 juillet 1994) – Adoption (11 juillet 1994) [n° 199].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 1994) [n° 1495 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Gantier (29 septembre 1994) [n° 1541 (93-94)] – Avis de M. Pierre Pasquini (28 septembre 1994) [n° 1535 (93-94)] – Discussion (7 octobre 1994) – Adoption (7 octobre 1994) [n° 276].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant statut fiscal de la Corse** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 octobre 1994) [n° 15 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (9 novembre 1994) [n° 65 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 31].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-350 DC du 20 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 24 décembre 1994) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 28 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(11 juillet 1994) (p. 3841, 3867).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3841, 3851) : *MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Paul Girod, rapporteur de la commission des finances ; Robert Vizet, Philippe Marini, Paul Loridant, Louis-Ferdinand de Rocca Serra.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3851, 3868) : *MM. Robert Vizet, Paul Girod, Nicolas Sarkozy, ministre ; Paul Loridant, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Jean-Pierre Masseret, Philippe Marini.*

Art. 1^{er} (*Exonération de taxe professionnelle*) (p. 3852) – Adopté après modification (p. 3856).

Art. 2 (*Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 3857) – Adopté après modification (p. 3858).

Art. 3 (*Reconduction jusqu'au 1^{er} janvier 1999 des exonérations d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées en Corse*) (p. 3859) – Adopté après modification (p. 3860).

Art. 4 (*Taxe intérieure sur les produits pétroliers perçue en Corse*) (p. 3861) – Adopté (p. 3862).

Art. 5 (*Droit de francisation des navires de plaisance en Corse*) (p. 3863) – Adopté après modification (p. 3864).

Art. 6 (*Institution d'une taxe sur l'électricité*) (p. 3865) – Adopté (p. 3866).

Art. 7 (*Exonération des droits lors du règlement des indivisions successorales en Corse*) (p. 3867) – Adopté (p. 3868).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3868) : *Mme Nelly Rodi, MM. Robert Vizet, Paul Loridant ; intervention de M. Paul Girod, rapporteur et de M. Nicolas Sarkozy, ministre.*

Adoption (11 juillet 1994) (p. 3868).

Discussion (deuxième lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5620, 5625).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5620, 5624) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Paul Girod, rapporteur de la commission des finances ; Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Louis Minetti.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5624, 5625)

Art. 1^{er} A (*D'un statut fiscal de la Corse*) – Adopté (p. 5624).

Art. 1^{er} – Adopté (p. 5624).

Art. 2 – Adopté (p. 5624).

Art. 5 – Adopté (p. 5624).

Art. 6 – Suppression maintenue (p. 5624).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5624) : *MM. Louis Minetti, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Paul Girod, rapporteur.*

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5625).

4. – **Proposition de loi relative aux dettes fiscales des salariés privés d'emploi**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Michelle Demessine, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-21 juillet 1994) [n° 606 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

5. – **Proposition de loi tendant à étendre aux agriculteurs les dispositions de l'article 154 bis du code général des impôts tel que modifié par l'article 24 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Serge Mathieu, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994-27 décembre 1994) [n° 202 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances.

Incompatibilités

Voir *Vie politique et sociale*, 6

Inde

Voir *Allocutions et communications*, 24
Rapports d'information, 7
Traités et conventions, 5

Industrie

Voir *Consommation*, 1

Inéligibilités

Voir *Elections*, 1

Informatique

Voir *Alsace et Moselle*, 1
Lois de finances, 2, Justice
Propriété intellectuelle, 1

Insertion sociale

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1

Installations classées

Voir *Environnement*, 3

Installations nucléaires

Voir *Environnement*, 3

Instituts universitaires de technologie (IUT)

Voir *Lois de finances*, 2, Enseignement supérieur et recherche - I – Enseignement supérieur

Intéressement des salariés

Voir *Participation des salariés*, 1

Investissements

Voir *Allocutions et communications*, 25
Traités et conventions, 14

Irrecevabilité (article 40 de la Constitution)

Voir *Elections*, 14
Sécurité sociale, 2

J

Jamaïque

Voir *Traités et conventions*, 17

Jardins familiaux

1. – **Proposition de loi relative aux jardins familiaux**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Maurice Schumann, sénateur et plusieurs de ses collègues (24 juin 1994) [n° 550 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Jeunes

Voir *Salaires, traitements et indemnités*, 1

Journaux officiels

Voir *Lois de finances*, 2, *Journaux officiels* - (Budget annexe)

Juridictions administratives

Voir *Justice*, 4

Juridictions financières

Voir *Code des juridictions financières*, 1 ; 2 ; 3

Juridictions judiciaires

Voir *Justice*, 4

Justice

Voir *Allocutions et communications*, 22
Lois de finances, 2, *Justice*
Médecine, 1 ; 2 ; 3
Rappels au règlement, 7

1. – **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (11 mai 1994) [n° 418 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (27 septembre 1994) [n° 619 (93-94)] – Discussion (6 octobre 1994) – Adoption (6 octobre 1994) [n° 4].

Discussion (première lecture)

(6 octobre 1994) (p. 4093, 4111).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4093, 4097) : MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès.

Motion n° 8 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 4097) – MM. Charles Lederman, Charles Jolibois, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.

Rejet de la motion (p. 4100).

Motion n° 7 de M. Claude Estier, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, tendant à opposer la question préalable (p. 4100) – MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Jolibois, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.

Rejet de la motion (p. 4104).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4104, 4110) : MM. Charles Lederman, Robert Pagès, Charles Jolibois, rapporteur ;

Pierre Méhaignerie, ministre ; Claude Estier, Michel Dreyfus-Schmidt, Guy Allouche.

Art. 1^{er} (Création d'une formation d'admission des pourvois en cassation) (p. 4104) – Adopté après modification (p. 4105).

Art. 2 (Composition et attributions de la formation d'admission des pourvois en cassation) (p. 4105) – Adopté après modification (p. 4108).

Art. 3 (Modification de l'article L. 132-1 du code de l'organisation judiciaire) – Adopté après modification (p. 4108).

Art. 4 (Modification de l'article L. 132-3 du code de l'organisation judiciaire) (p. 4108) – Adopté après modification (p. 4109).

Art. additionnel après l'art. 4 (Remplacement des magistrats des formations d'admission en cours d'année judiciaire) – Adopté (p. 4109).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4110) : MM. Robert Pagès, Guy Allouche, Yann Gaillard, interventions de MM. Pierre Méhaignerie, ministre et Charles Jolibois, rapporteur.

Adoption (6 octobre 1994) (p. 4111).

2. – **Proposition de loi relative à la Cour d'assises**, PRÉSENTEE AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur et les membres du groupe socialiste et apparenté (17 mai 1994) [n° 429 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Projet de loi de programme relatif à la justice**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (1^{er} juin 1994) [n° 1334 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport commun de MM. Philippe Houillon, Marcel Porcher, Jean-Pierre Bastiani portant également sur les projets de loi n° 1333 (93-94) et n° 1335 (93-94) (22 juin 1994) [n° 1427 (93-94)] – Avis de M. Raymond Marcellin (29 juin 1994) [n° 1439 (93-94)] – Discussion (4 et 5 juillet 1994) – Adoption (5 juillet 1994) [n° 260].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (6 juillet 1994) [n° 586 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport commun de M. Pierre Fauchon portant également sur les projets de loi n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et n° 1335 (93-94) – Justice 4 du 1^{er} juin 1994 (13 octobre 1994) [n° 30 (94-95)] – Avis de M. Alain Lambert (12 octobre 1994) [n° 25 (94-95)] – Discussion (18 et 21 octobre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et du projet de loi n° 1335 (93-94) – Justice 4) – Adoption (21 octobre 1994) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (21 octobre 1994) [n° 1604 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Houillon (16 novembre 1994) [n° 1681 (94-95)] – Discussion (21 novembre 1994) – Adoption (21 novembre 1994) [n° 288].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (22 novembre 1994) [n° 87 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Pierre Fauchon portant également sur les projets de loi n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et n° 1335 (93-94) – Justice 4 du 1^{er} juin 1994 (7 décembre 1994) [n° 116 (94-95)] – Discussion (12 et 13 décembre 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et du projet de loi n° 1335 (93-94) – Justice 4) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) (13 décembre 1994) [n° 1792 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) : rapport de M. Philippe Houillon (20 décembre 1994) [n° 1831 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 338].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Pierre Fauchon (20 décembre 1994) [n° 179 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 66].

PROMULGATION : loi n° 95-9 du 6 janvier 1995 (*J.O.* Lois et décrets du 8 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1994) (p. 4394, 4430) ; (21 octobre 1994) (p. 4621, 4637).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4394, 4430) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et du projet de loi n° 1335 (93-94) – Justice 4)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4621, 4637) : *MM. Claude Estier, Alain Lambert, rapporteur pour avis ; Pierre Fauchon, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Alfred Foy, Jacques Habert, Charles Lederman, Mme Françoise Seligmann.*

Art. 1^{er} et rapport annexé (p. 4621) – Adoptés (p. 4632).

Art. 2 (*Définition de l'objet de la loi de programme*) – Adopté après modification (p. 4632).

Art. 3 (*Montant des autorisations de programme prévu*) – Adopté (p. 4632).

Art. 4 (*Augmentation des effectifs prévue*) – Adopté après modification (p. 4633).

Art. 5 (*Subordination de la création de 1500 emplois à l'amélioration du recouvrement des amendes pénales*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4633).

Art. 5 bis (*Rapports au Parlement sur l'état et les projets de révision de la carte judiciaire*) – Adopté après modification (p. 4633).

Art. 6 (*Compte-rendu au Parlement sur l'exécution de la loi de programme*) (p. 4633) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4634).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4634, 4637) : *Mme Françoise Seligmann, MM. Charles Lederman, Ernest Cartigny, Philippe Marini, Robert Piat, Jacques Habert, intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre.*

Adoption (21 octobre 1994) (p. 4637).

Discussion (deuxième lecture)

(12 décembre 1994) (p. 7319, 7328) ; (13 décembre 1994) (p. 7415, 7418).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7319, 7328) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et du projet de loi n° 1335 (93-94) – Justice 4)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7415, 7418) : *MM. Pierre Fauchon, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

Art. 1^{er} et rapport annexé (p. 7415) – Adoptés après modification (p. 7417).

Art. 4 – Adopté après modification (p. 7417).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7418) : *MM. Charles Lederman, Guy Allouche, Emmanuel Hamel, intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre.*

Adoption (13 décembre 1994) (p. 7418).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1994) (p. 8058, 8062 ; 8069).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8058, 8061) – (Discussion générale commune avec celles des conclusions des rapports n° 178 (94-95) et n° 180 (94-95) – Magistrature 1 et justice 4)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8069) : *M. Guy Allouche.*

Art. 1^{er} et 4 (p. 8069).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8061, 8062) : *M. Guy Allouche, Mme Michelle Demessine, MM. Emmanuel Hamel, Jacques Habert.*

Adoption (22 décembre 1994) (p. 8069).

4. – **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative, PRESENTE A**

L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (1^{er} juin 1994) [n° 1335 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission de la production – Rapport commun de MM. Marcel Porcher, Jean-Pierre Bastiani, Philippe Houillon portant également sur les projets de loi n° 1333 (93-94) et n° 1334 (93-94) – (12 juin 1994) [n° 1427 (93-94)] – Avis de M. Yvon Jacob (21 juin 1994) [n° 1419 (93-94)] – Discussion (4, 5, 6 juillet 1994) – Adoption (6 juillet 1994) [n° 262].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 juillet 1994) [n° 594 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Pierre Fauchon portant également sur les projets de loi n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et n° 1334 (93-94) – Justice 3 du 1^{er} juin 1994 (13 octobre 1994) [n° 30 (94-95)] – Discussion (18, 19, 20 octobre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et du projet de loi de programme n° 1334 (93-94) – Justice 3) – Adoption (20 octobre 1994) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 octobre 1994) [n° 1603 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Porcher (16 novembre 1994) [n° 1680 (94-95)] – Discussion (21 novembre 1994) – Adoption (21 novembre 1994) [n° 289].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 novembre 1994) [n° 88 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Pierre Fauchon portant également sur les projets de loi n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et n° 1334 (93-94) – Justice 3 du 1^{er} juin 1994 (7 décembre 1994) [n° 116 (94-95)] – Discussion (12 et 13 décembre 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et du projet de loi de programme n° 1334 (93-94) – Justice 3) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (13 décembre 1994) [n° 1791 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Marcel Porcher (20 décembre 1994) [n° 1829 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 340].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Pierre Fauchon (20 décembre 1994) [n° 180 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 65].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 95-360 DC du 2 février 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 7 février 1995) qui déclare l'article 35 de la loi, contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 95-125 du 8 février 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 9 février 1995).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1994) (p. 4394, 4430) ; (19 octobre 1994) (p. 4481, 4506) ; (20 octobre 1994) (p. 4533, 4601).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4394, 4430) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et du projet de loi organique n° 1334 (93-94) – Justice 3)

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 4481) – *MM. Charles Lederman, Pierre Fauchon, rapporteur ; Pascal Clément, ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale.*

Rejet de la motion (p. 4484 ; scrutin public n° 4).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4484, 4506) ; (p. 4533, 4601) : *MM. Charles Lederman, Claude Estier, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Emmanuel Hamel, Alain Lambert, Guy Cabanel, Jacques Larché, président de la commission – MM. Guy Allouche, Robert Pagès, René-Georges Laurin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Charles Metzinger, Philippe Richert, Mme Françoise Seligmann, MM. Camille Cabana, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DES JURIDICTIONS

Chapitre 1^{er}

Assouplissement des dispositifs de délégation de magistrats

Art. 1^{er} (*Délégation de magistrats du siège*) (p. 4484) – Adopté après modification (p. 4486).

Art. 2 (*Délégation de magistrats du parquet*) (p. 4486) – Adopté après modification (p. 4487).

Chapitre 1^{er} bis

Les audiences foraines

Art. 2 bis (*Audiences foraines*) – Adopté (p. 4487).

Chapitre 1^{er} ter

Les chambres détachées des tribunaux de grande instance

Art. 2 ter (*Chambres détachées des tribunaux de grande instance*) (p. 4487) – Adopté (p. 4488).

Après l'**art. 2 ter** (p. 4488).

Chapitre additionnel (Chapitre ... - Organisation des services dans les juridictions) (p. 4489) – Adopté (p. 4490).

Art. additionnel (Ordonnance de roulement annuel de toutes les juridictions) (p. 4489) – Adopté (p. 4490).

Art. additionnel (Fixation par décret en Conseil d'Etat du siège et du ressort des cours d'appel, des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance) (p. 4489) – Adopté (p. 4490).

Chapitre 2

Transferts de missions aux greffiers en chef

Art. 3 (*Réception de la déclaration conjointe de changement de nom d'un enfant naturel*) – Adopté (p. 4493).

Art. 4 (*Réception du consentement à l'adoption*) – Adopté (p. 4493).

Art. 5 (*Réception de la déclaration conjointe aux fins d'exercice en commun de l'autorité parentale*) – Adopté (p. 4493).

Art. 6 (*Vérification des comptes de tutelle des mineurs*) (p. 4493) – Adopté après modification (p. 4495).

Art. 7 (*Vérification des comptes de tutelle des mineurs*) – Adopté (p. 4495).

Art. 8 (*Approbation des comptes du mandataire d'un majeur sous sauvegarde de justice*) – Adopté après modification (p. 4496).

Art. 9 (*Contrôle des comptes des gérants de tutelles*) (p. 4496) – Adopté après modification (p. 4497).

Après l'**art. 9** (p. 4490).

Art. additionnel (Possibilité pour le juge du tribunal d'instance de déléguer la délivrance des certificats de nationalité aux greffiers en chef) (p. 4490) – Adopté (p. 4493).

Art. additionnel (Coordination) – Adopté (p. 4493).

Art. additionnel (Coordination) – Adopté (p. 4493).

Division additionnelle (Chapitre 3 - Assistants de justice) (p. 4497) – Adopté (p. 4500).

Art. additionnel (Assistants de justice) (p. 4497) – Adopté (p. 4500).

TITRE II

DISPOSITIONS DE PROCEDURES CIVILES

Chapitre 1^{er}

La conciliation et la médiation judiciaires

Intitulé du chapitre 1^{er} du titre 2 (p. 4535) – Adopté après modification (p. 4536 ; précédemment réservé p. 4500).

Art. 10 (*Conciliation judiciaire*) (p. 4501) – Adopté après modification (p. 4506).

Art. 11 (*Médiation judiciaire*) (p. 4533) – Supprimé (p. 4534).

Art. 12 (*Durée de la mission de conciliation ou de médiation*) (p. 4534) – Supprimé (p. 4535).

Art. 13 (*Conditions d'exercice de la mission de conciliation ou de médiation*) – Supprimé (p. 4535).

Art. 14 (*Homologation de l'accord par le juge*) – Supprimé (p. 4535).

Art. 15 (*Champ et conditions d'application de la médiation et de la conciliation judiciaires*) – Supprimé (p. 4535).

Chapitre 2

Modification de la procédure de traitement des situations de surendettement

Intitulé du chapitre 2 du titre II (p. 4536) – Adopté (p. 4541).

Art. 16 (*Procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation*) – Adopté (p. 4538).

Art. additionnel après l'art. 16 (*Possibilité pour les Français de l'étranger de saisir la commission de surendettement*) (p. 4549) – Adopté (p. 4550).

Art. 17 (*Intitulé du titre III du livre III du code de la consommation*) – Adopté (p. 4550).

Art. 18 (*Commission du surendettement*) (p. 4541) – Adopté après modification (p. 4546 ; priorité ordonnée p. 4541).

Art. 19 (*Contrôle par le juge des mesures prescrites par la commission de surendettement*) (p. 4546) – Adopté après modification (p. 4548 ; priorité ordonnée p. 4541).

Art. 20 (*Déchéance*) – (p. 4550).

Art. 21 (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 4550).

Art. 21 bis (*Faillite civile en Alsace-Moselle*) (p. 4551) – Supprimé (p. 4552).

Art. additionnel après l'art. 21 bis (*Situation des mineurs âgés de seize à dix-huit ans qui seraient hors d'état de manifester leur volonté dans certaines conditions pour les demandes ayant trait à la nationalité*) (p. 4552) – Adopté (p. 4600 ; précédemment réservé p. 4552).

TITRE III

DISPOSITIONS DE PROCEDURE PENALE

Chapitre 1^{er}

La transaction en matière pénale

Intitulé du chapitre 1^{er} du titre III – Adopté après modification (p. 4561 ; précédemment réservé p. 4554).

Art. 22 (*Gestion des poursuites pénales par la transaction*) (p. 4554) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4561).

Art. 23 (*Gestion des poursuites pénales par la transaction*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4561).

Chapitre 2

Compétence du juge unique en matière correctionnelle

Art. 24 (*Principe du juge unique pour le jugement de certains délits*) (p. 4561) – Adopté (p. 4565).

Art. 25 (*Délits jugés par un juge unique*) (p. 4565) – Adopté après modification (p. 4569).

Chapitre 3

Dispositions tendant à limiter la procédure de jugement en l'absence du prévenu

Art. 26 (*Délivrance d'un mandat d'amener par le tribunal devant lequel le prévenu ne comparait pas*) (p. 4569) – Adopté après modification (p. 4571).

Art. 27 (*Conditions de délivrance des exploits d'huissier*) – Adopté (p. 4571).

Art. 28 (*Conditions de délivrance des exploits d'huissier*) – Adopté (p. 4571).

Art. 29 (*Recherche de l'adresse d'un prévenu par le procureur de la République*) – Adopté après modification (p. 4571).

Chapitre 4

Alternatives à l'incarcération

Section 1

Conversion des peines d'emprisonnement ferme égales ou inférieures à six mois en peines d'emprisonnement avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général

Art. 30 (*Extension de la procédure de conversion*) (p. 4571) – Adopté (p. 4575).

Section 2

Libération conditionnelle des condamnés à des peines d'emprisonnement égales ou inférieures à un an et des condamnés étrangers

Art. 31 (*Décision sur la libération conditionnelle*) (p. 4577) – Suppression maintenue (p. 4578).

Art. 32 (*Condamnés étrangers*) (p. 4578) – Adopté (p. 4579).

Chapitre 5

Accélération du recouvrement des amendes

Art. 33 (*Paiement de l'amende dans les dix jours du jugement*) (p. 4579) – Adopté après modification (p. 4582).

Art. 34 (*Paiement de l'amende dans les dix jours du jugement*) – Supprimé (p. 4582).

Chapitre 6

Convocation en justice des mineurs délinquants et prérogatives des juges des enfants

Art. 35 (*Convocation en justice des mineurs*) – Adopté (p. 4583).

Art. 36 (*Pouvoirs du juge des enfants statuant seul*) – Adopté après modification (p. 4583).

Art. 37 (*Mesure de garde du mineur ordonnée jusqu'à sa comparution devant le tribunal pour enfants*) – Adopté (p. 4583).

Chapitre 7

Dispositions diverses

Art. 37 bis (*Interception de correspondances téléphoniques sur la ligne d'un parlementaire*) (p. 4583) – Adopté (p. 4585).

Après l'art. 37 bis (p. 4586).

Art. additionnel (*Extension de la qualité d'officier de police judiciaire à certains officiers de paix*) – Adopté (p. 4586).

Art. additionnel (*Simplification de la tâche des officiers de police judiciaire se déplaçant dans une autre circonscription*) – Adopté (p. 4587).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Art. 38 (*Exécution des décisions des juridictions administratives de premier et second degrés*) (p. 4587).

ART. L. 3-1 DU CODE DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS ET DES COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL (*Injonctions à fin d'exécution des jugements et arrêts*) (p. 4589) – Adopté après modification (p. 4590).

ART. L. 3-2 DU CODE PRECITE (*Pouvoir d'astreinte*) (p. 4590) – Adopté après modification (p. 4591).

ART. L. 3-3 DU CODE PRECITE (*Demandes d'exécution et astreintes en cas de jugements ou d'arrêts inexécutés*) – Adopté après modification (p. 4591).

– L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 4591).

Art. 39 (*Magistrat de tribunal administratif statuant seul*) (p. 4591) – Adopté après modification (p. 4594).

Art. 40 (*Ordonnances du président*) (p. 4594) – Adopté après modification (p. 4596).

Art. 40 bis (*Suspension provisoire d'une décision administrative*) – Supprimé (p. 4596).

Art. 40 ter (*Insertion de l'article L. 600-5 du code de l'urbanisme dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) (p. 4596) – Supprimé (p. 4597).

Art. 40 quater (*Insertion d'une section nouvelle dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) – Supprimé (p. 4597).

Art. 41 (*Compétences des cours administratives d'appel en matière de recours pour excès de pouvoir contre les actes réglementaires*) – Adopté (p. 4597).

Art. 42 (*Conséquence de la dévolution du contrôle de l'exécution de leurs jugements et arrêts aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel*) – Adopté après modification (p. 4597).

Art. 43 (*Attribution au Conseil d'Etat des pouvoirs d'injonction et d'astreinte*) (p. 4597) – Adopté après modification (p. 4598).

Art. 44 (*Détachement en surnombre d'universitaires dans le corps des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) – Adopté (p. 4598).

Art. 45 (*Prorogation des recrutements complémentaires*) – Adopté après modification (p. 4598).

Art. 46 (*Prorogation du maintien en surnombre des magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel ayant atteint la limite d'âge*) – Adopté (p. 4598).

Art. 47 (*Application à la Nouvelle Calédonie, à la Polynésie française et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté après modification (p. 4599).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4600, 4601) : *Mme Françoise Seligmann, MM. Charles Lederman, Emmanuel Hamel, Alain Lambert, Ernest Cartigny.*

Adoption (20 octobre 1994) (p. 4601).

Discussion (deuxième lecture)

(12 décembre 1994) (p. 7319, 7328 ; 7336, 7350) ; (13 décembre 1994) (p. 7363, 7415).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7319, 7328) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 1333 (93-94) – Magistrature 1 et du projet de loi organique n° 1334 (93-94) – Justice 3)

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 7336) – *MM. Charles Lederman, Pierre Fauchon, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

Rejet de la motion (p. 7340).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7340, 7350) ; (p. 7363, 7415) : *MM. Pierre Fauchon, rapporteur ; Guy Allouche, Pierre Méhaignerie, ministre ; Charles Lederman, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jacques Habert – M. Philippe Richert, Mme Françoise Seligman, MM. Emmanuel Hamel, Alain Lambert, Ernest Cartigny, Yves Guéna, Etienne Dailly, Michel Caldaguès, Charles Jolibois, René-Georges Laurin, Claude Estier, Robert Pagès.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DES JURIDICTIONS

Chapitre 2

Transfert de missions aux greffiers en chef

Art. 3 A (*Remplacement des magistrats dans les commissions administratives*) (p. 7340) – Supprimé (p. 7343).

Art. 3 B (*Secrétariats-greffes*) – Adopté (p. 7343).

Art. 9 bis A (*Déclarations de nationalité*) (p. 7343) – Supprimé (p. 7344).

Art. 9 bis, 9 ter et 9 quater (*Certificats de nationalité*) (p. 7344, 7345) – Adoptés (p. 7344, 7345).

Art. 9 quinquies A (*Aide juridictionnelle*) – Adopté après modification (p. 7345).

Art. 9 quinquies B (*Aide juridictionnelle*) – Supprimé (p. 7345).

Art. 9 quinquies C (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 7345).

Chapitre 3

Assistants de justice

Art. 9 quinquies (*Assistants de justice*) (p. 7345) – Adopté après modification (p. 7347).

TITRE II

DISPOSITIONS DE PROCEDURE CIVILE

Chapitre 1^{er}

La conciliation et la médiation juridiques

Intitulé du chapitre premier du titre II (p. 7347) – Supprimé (p. 7350 ; précédemment réservé p. 7347).

Art. 10 (*Conciliation et médiation judiciaires*) (p. 7347) – Rejeté (p. 7349).

Art. 11, 12, 13, 14 et 15 (*Conciliation et médiation judiciaires*) (p. 7349, 7350) – Supprimés (p. 7349, 7350).

Chapitre 2

Modification de la procédure de traitement des situations de surendettement

Intitulé du chapitre 2 du titre II – Adopté (p. 7363).

Art. 18 (*Commission de surendettement*) (p. 7363) – Adopté après modification (p. 7366).

Art. 19 (*Commission de surendettement*) (p. 7366) – Adopté après modification (p. 7367).

TITRE III

DISPOSITIONS DE PROCEDURE PENALE

Chapitre 1^{er}

L'injonction en matière pénale

Intitulé du chapitre premier du titre III (p. 7369) – Adopté (p. 7370).

Art. 22 (*Gestion des poursuites par l'injonction pénale*) (p. 7370) – Adopté (p. 7373).

Chapitre 2

Compétence du juge unique en matière correctionnelle

Art. 25 (p. 7373) – Adopté après modification (p. 7378).

Art. 25 bis (*Articulation des relations entre la formation à juge unique et la formation collégiale*) – Adopté (p. 7378).

Art. 25 ter (*Comparution du prévenu devant le tribunal correctionnel*) – Adopté (p. 7378).

Art. 25 quater (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 7378).

Chapitre 3

Dispositions tendant à limiter la procédure de jugement en l'absence du prévenu

Art. 29 – Adopté (p. 7378).

Intitulé de la section II du chapitre 4 du titre II – Adopté après modification (p. 7379).

Chapitre 5

Accélération du recouvrement des amendes

Art. 33 (p. 7379) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli dans une nouvelle rédaction par le Sénat (p. 7381).

Chapitre 7

Dispositions diverses

Art. 37 ter A (*Exercice des droits reconnus à la partie civile par*

les associations de défense des victimes d'accidents collectifs) (p. 7381) – Adopté après modification (p. 7382).

Art. 37 ter B (*Prescription de la peine prononcée pour acte de terrorisme et pour trafic de stupéfiants*) (p. 7383) – Adopté après modification (p. 7387).

Art. 37 ter (*Attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux commandants et officiers de paix de la police nationale*) – Adopté (p. 7387).

Art. 37 quinquies (*Secret de l'enquête et de l'instruction*) (p. 7388) – Supprimé (p. 7402).

Art. 37 sexies (*Réquisitions de non informer du procureur de la République*) – Adopté après modification (p. 7402).

Art. 37 septies (*Débat contradictoire préalable à une ordonnance de non-lieu fondée sur l'altération ou l'abolition des facultés mentales de l'auteur des faits*) (p. 7403) – Adopté après modification (p. 7404).

Art. 37 octies (*Appel des décisions du juge d'instruction*) – Adopté (p. 7404).

Art. 37 nonies (*Conditions de la comparution immédiate*) – Adopté (p. 7404).

Art. 37 decies (*Prise de parole devant la chambre des appels correctionnels*) (p. 7404) – Adopté (p. 7405).

Art. 37 undecies (*Modification du régime d'exécution des peines privatives de liberté*) – Adopté (p. 7405).

Art. 37 duodecies (*Entrée en vigueur de lois d'adaptation*) – Adopté (p. 7405).

Art. 37 terdecies (*Poursuites pénales contre un fonctionnaire*) (p. 7405) – Supprimé (p. 7407).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Art. 38 (p. 7407) – Adopté après modification (p. 7408).

Art. 39 (p. 7408) – Adopté après modification (p. 7409).

Art. 40 bis (*Suspension provisoire d'une décision administrative*) (p. 7409) – Adopté après modification (p. 7410).

Art. 40 ter A à 40 decies (*Codification des dispositions législatives diverses dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) (p. 7410, 7412) – Supprimés (p. 7410, 7412).

Art. 43 – Adopté après modification (p. 7413).

Art. additionnel après l'art. 43 (*Suppression du caractère suspensif du recours contre l'arrêté du représentant de l'Etat démissionnaire d'office d'un conseiller régional à la suite d'une condamnation pénale définitive*) (p. 7413) – Adopté (p. 7414).

Art. 47 – Adopté après modification (p. 7414).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7414, 7415) : MM. Guy Allouche, Henri Belcour, Robert Pagès.

Adoption (13 décembre 1994) (p. 7415).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1994) (p. 8058, 8062 ; 8063, 8069).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8058, 8061) (Discussion générale commune avec celles des conclusions des rapports n° 178 (94-95) et n° 179 (94-95) – Magistrature I et justice 3)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8063, 8069) : M. Guy Allouche.

Art. 3 A et 9 bis A (p. 8064) – Supprimés par la CMP.

Art. 9 quinquies A (p. 8064).

Art. 9 quinquies B (p. 8064) – Supprimé par la CMP.

Art. 9 quinquies, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 18 (p. 8064).

Art. 19 et 25 (p. 8065).

Art. 37 ter A et 37 ter B (p. 8065).

Art. 37 quinquies (p. 8065) – Supprimé par la CMP.

Art. 37 sexies et 37 septies (p. 8066).

Art. 37 terdecies (p. 8067) – Supprimé par la CMP.

Art. 38, 39, 40 bis, 40 ter A, 40 ter, 40 quater (p. 8067).

Art. 40 quinquies, 40 sexies, 40 septies, 40 octies, 40 nonies, 40 decies, 43, 43 bis et 47 (p. 8068).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8061, 8062) : *M. Guy Allouche, Mme Michelle Demessine, MM. Emmanuel Hamel, Jacques Habert.*

Adoption (22 décembre 1994) (p. 8069).

K

Kazakhstan

Voir *Traités et conventions*, 41

Koweit

Voir *Traités et conventions*, 35

Kurdistan

Voir *Rappels au règlement*, 1

L

Laboratoires d'analyse et de biologie médicales

Voir *Médecine*, 2

Lait et produits laitiers

Voir *Traités et conventions*, 65

Langue et culture françaises

Voir *Francophonie*, 1
Gouvernement (déclarations), 2
Rapports du Gouvernement, 15

Langues et cultures étrangères

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2

Légion d'honneur

Voir *Lois de finances*, 2, Légion d'honneur et ordre de la Libération - (Budget annexe)

Lettonie

Voir *Traités et conventions*, 16 ; 52

Liaison fixe transmanche

Voir *Traités et conventions*, 11 ; 29

Libertés individuelles

Voir *Médecine*, 2 ; 3

Lituanie

Voir *Allocutions et communications*, 25 ; 27
Traités et conventions, 57

Locataires

Voir *Travailleurs indépendants*, 1

Logement

Voir *Rapports du Gouvernement*, 9

1. – **Proposition de loi visant à restaurer la confiance nécessaire au sauvetage du secteur locatif privé**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Lambert (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-17 février 1993) [n° 220 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par son auteur le 4 octobre 1994.

2. – **Proposition de loi relative au changement d'affectation des locaux à usage d'habitation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Camille Cabana, sénateur (10 juin 1993) [n° 350 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par son auteur le 4 octobre 1994.

3. – **Proposition de loi tendant à autoriser le maintien dans le logement d'un locataire de bonne foi menacé d'expulsion**,

PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-23 février 1994) [n° 287 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Projet de loi relatif à l'habitat**, PRESENTÉ AU SENAT au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre par M. Hervé Charette, ministre du logement (11 mai 1994) [n° 416 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires économiques – Rapport de M. François Collet (25 mai 1994) [n° 453 (93-94)] – Avis de M. Maurice Lombard (25 mai 1994) [n° 454 (93-94)] – Urgence – Discussion (1^{er}, 2 et 3 juin 1994) – Adoption (3 juin 1994) [n° 146].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (3 juin 1994) [n° 1339 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport commun de M. Hervé Mariton avec ceux des propositions de loi n°s 129, 131, 244, 562, 822, 1001, 1317, 1354 (93-94) (15 juin 1994) [n° 1379 (93-94)] – Discussion (24 et 27 juin 1994) – Adoption (27 juin 1994) [n° 243].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 juin 1994) [n° 554 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. François Collet (29 juin 1994) [n° 558 (93-94)] – Discussion (5 juillet 1994) – Adoption (5 juillet 1994) [n° 194].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Hervé Mariton (29 juin 1994) [n° 1440 (93-94)] – Discussion (6 juillet 1994) – Adoption (6 juillet 1994) [n° 261].

PROMULGATION : loi n° 94-624 du 21 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 24 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(1^{er} juin 1994) (p. 2047, 2076) ; (2 juin 1994) (p. 2091, 2118 ; p. 2155, 2181) ; (3 juin 1994) (p. 2207, 2226).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2047, 2076) : *MM. Hervé de Charette, ministre du logement ; François Collet, rapporteur de la commission des lois ; Maurice Lombard, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Jean-Luc Bécart, Camille Cabana, Alain Lambert, William Chervy, Alain Vasselle, Philippe Marini, Lucien Lanier.*

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc soutenue par Mme Paulette Fost **tendant à opposer la question préalable** (p. 2070) – *Mme Paulette Fost, MM. François Collet, rapporteur ; Hervé de Charette, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2070 ; scrutin public n° 127).

Motion n° 150 de Mme Hélène Luc soutenue par M. Robert Pagès, **tendant au renvoi à la commission** (p. 2073) – *MM. Robert Pagès, François Collet, rapporteur ; Hervé de Charette, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2076).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2091, 2118 ; 2155, 2090) ; (p. 2207, 2226) : *MM. Jean-Luc Bécart, Claude Estier, Robert Laucournet, François Collet, rapporteur ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Robert Pagès, Mme Paulette Fost, MM. Maurice Lombard, rapporteur pour avis ; José Ballarollo, Camille Cabana, Philippe Marini, Jacques Machet, Alain Vasselle, Michel Souplet, Serge Vinçon, Charles Descours, Hervé de Charette, ministre ; René Régnault, Robert Vizet – MM. Jean Garcia, Lucien Lanier, André Rouvière, Alain Lambert.*

Chapitre I^{er}**Acquisition des logements d'habitation à loyer modéré par leurs occupants**

Art. 1^{er} (*Suppression de la limitation de la durée de la validité des décisions d'aliénation*) (p. 2096) – Adopté (p. 2097).

Art. additionnel après l'art. 1^{er} (*Fixation des objectifs de vente de logements par le conseil d'administration ou de surveillance de chaque organisme d'HLM ; recommandation du conseil départe-*

mental de l'habitat) (p. 2097) – Adopté après modification (p. 2098).

Art. 2 (*Déconcentration de la décision autorisant la vente de certains logements*) (p. 2098) – Adopté après modification (p. 2100).

Art. 3 (*Suppression des obligations de location des logements conventionnés en cas de vente*) (p. 2100) – Adopté après modification (p. 2102).

Art. 4 (*Allègement des contrats imposés en cas de vente de logement*) (p. 2102) – Adopté après modification (p. 2110).

Art. 5 (*Suppression de l'obligation faite au vendeur d'accepter un échelonnement du paiement du prix*) (p. 2110) – Adopté (p. 2111).

Art. additionnel après l'art. 5 (*Diagnostic sur la qualité du bien offert ; information sur les gros travaux à entreprendre dans les parties communes*) (p. 2111) – Adopté (p. 2113).

Chapitre II

Adaptation de la législation des rapports locatifs

Art. 6 (*Information du locataire*) (p. 2115) – Adopté après modification (p. 2116).

Art. 7 (*Etablissement de l'état des lieux par l'huissier de justice*) (p. 2116) – Adopté après modification (p. 2117).

Art. 8 (*Notifications et significations relatives aux rapports locatifs*) (p. 2163) – Adopté après modification (p. 2165).

Art. 9 (*Tacite reconduction et renouvellement du contrat de location*) (p. 2169) – Adopté (p. 2170).

Art. 10 (*Second droit de préemption du locataire*) (p. 2170) – Adopté après modification (p. 2171).

Art. 11 (*Loyers référencés*) (p. 2171) – Adopté après modification (p. 2173).

Art. 12 (*Révision du loyer*) (p. 2173) – Adopté après modification (p. 2174).

Art. additionnel après l'art. 12 (*Nouveau mode d'indexation des loyers pour des logements ayant fait l'objet d'une convention entre le bailleur et l'Etat*) – Adopté (p. 2175).

Art. 13 (*Non-application de la loi du 1^{er} octobre 1948 aux loyers vacants*) (p. 2175) – Adopté après modification (p. 2176).

Chapitre III

Dispositions relatives aux logements des personnes à faibles ressources

Art. 14 (*Versement de l'allocation aux logements*) (p. 2181) – Adopté après modification (p. 2182).

Art. 15 (*Cautionnement des obligations du locataire*) (p. 2207) – Adopté après modification (p. 2208).

Art. additionnel après l'art. 15 (*Signification à la caution du commandement de payer lorsque les obligations d'un contrat de location sont garanties par un cautionnement*) – Adopté (p. 2208).

Art. 16 (*Location en meublé et sous-location des logements d'HLM*) (p. 2108) – Adopté (p. 2109).

Art. 17 (*Exonérations fiscales*) (p. 2209) – Adopté (p. 2210).

Art. 18 (*Vente de logements d'HLM vacants*) – Adopté (p. 2211).

Art. 19 (*Location en meublé et sous-location des logements d'HLM*) – Adopté après modification (p. 2211).

Art. additionnel après l'art. 19 (*Réalisation d'aires de stationnement pour les logements d'insertion*) (p. 2211) – Adopté (p. 2212).

Chapitre IV

Transformation en logements de locaux affectés à un autre usage

Art. 20 (*Affectation temporaire à l'habitation*) (p. 2212) – Adopté après modification (p. 2213).

Art. 21 (*Réduction d'impôts*) (p. 2213) – Adopté après modification (p. 2214).

Chapitre V

Amélioration du fonctionnement des copropriétés

Art. 22 (*Charges de copropriétés*) (p. 2216) – Adopté après modification (p. 2220).

Art. 23 (*Administration provisoire*) (p. 2221) – Adopté après modification (p. 2222).

Chapitre VI

Dispositions diverses

Art. 24 (*Commissions départementales de l'aide personnalisée au logement*) (p. 2222) – Adopté après modification (p. 2224).

Après l'art. 24 (p. 2155) ; (priorité ordonnée le 2 juin 1994, p. 2155).

Art. additionnel (*Possibilité pour les organismes bénéficiant de prêts aidés par l'Etat de constater en charges différées dans leurs comptes sociaux le montant de la somme que l'établissement prêteur est en droit de leur réclamer en cas de remboursement anticipé d'un prêt*) (p. 2155) – Adopté (p. 2156).

Art. additionnel (*Mutation à l'intérieur du parc des HLM*) (p. 2156) – Adopté (p. 2157).

Art. additionnel (*Possibilité pour les offices d'HLM et les OPAC de réaliser des prestations de service pour d'autres organismes et de gérer des copropriétés dégradées*) – Adopté (p. 2157).

Art. additionnel (*Nouvelles compétences accordées aux sociétés anonymes d'HLM*) (p. 2157) – Adopté (p. 2158).

Art. additionnel (*Possibilité pour les sociétés anonymes coopératives de production d'HLM de réaliser des prestations de services pour d'autres organismes*) (p. 2158) – Adopté (p. 2159).

Art. additionnel (*Possibilité pour les sociétés anonymes coopératives de production d'HLM de réaliser des prestations de service pour des personnes privées*) – Adopté (p. 2159).

Art. additionnel (*Objet social des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 2159) – Adopté (p. 2161).

Art. additionnel (*Suppression de l'accord de l'autorité administrative pour contracter un emprunt à l'article L. 422-5 du code de la construction et de l'habitation relatif aux sociétés anonymes d'HLM et aux sociétés anonymes de crédit immobilier*) – Adopté (p. 2161).

Art. additionnel (*Dépôt au Parlement d'un rapport d'information établi par le Gouvernement sur le fonctionnement des copropriétés*) – Adopté (p. 2163).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2224, 2226) : MM. Robert Vizet, Bernard Dussaut, Ernest Cartigny, Alain Vasselle, Lucien Lanier ; intervention de M. Hervé de Charette, ministre.

Scrutin public n° 133 (p. 2226).

Adoption (3 juin 1994) (p. 2226).

Discussion (commission mixte paritaire)

(5 juillet 1994) (p. 3495, 3505).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3495, 3498) : MM. François Collet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Hervé de Charette, ministre du logement.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3498, 3505)

Chapitre I^{er}

Acquisition des logements d'habitation à loyer modéré par leurs occupants

Art. 1^{er} bis (*Fixation des objectifs de vente par le conseil d'administration et de surveillance de chaque organisme d'HLM ; recommandation du conseil départemental de l'habitat*).

Art. 2 bis (*Suppression de la 3^e phrase de l'article L. 443-9 du code de la construction et de l'habitation*).

Art. 3 et 4 (p. 3498).

Art. 5 bis (*Amélioration de l'information des acquéreurs de logements d'HLM*).

Art. 5 ter (*Vente réalisée par une société d'économie mixte*).

Chapitre II

Adaptation de la législation des rapports locatifs

Art. 7 bis (*Attestation d'assurance remise aux locataires*) (p. 3498).

Art. 7 ter (*Résiliation du contrat de location pour défaut d'assurance du locataire*) (p. 3499) – Supprimé par la CMP.

Art. 8, 9 et 10 (p. 3499).

Art. 12 (p. 3500).

Art. 13 bis (*Logements sortis du champ d'application de la loi de 1948 avant 1986*) (p. 3500).

Chapitre III

Dispositions relatives aux logements des personnes à faibles ressources et à l'hébergement d'urgence des personnes sans abri

Art. 14 A (*Plans départementaux pour l'hébergement d'urgence des personnes sans abri*) (p. 3500).

Art. 15 (p. 3500).

Art. 15 bis (*Information de la caution en cas d'incident de paiement*) (p. 3500).

Art. 18 (p. 3501).

Art. 19 bis (*Soumission de la réalisation de logements d'insertion à la création d'aires de stationnement*) (p. 3500).

Art. 19 ter (*Exonération de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements d'insertion, ainsi que pour ceux faisant l'objet d'un bail à réhabilitation*) (p. 3501).

Chapitre IV

Transformation en logements de locaux affectés à un autre usage

Art. 20 bis (*Certificat délivré par le préfet si un local peut régulièrement être affecté à un autre usage*) (p. 3501).

Chapitre V

Amélioration du fonctionnement des copropriétés

Art. 22 et 23 (p. 3501).

Art. 23 bis (*Obligation pour le syndic de soumettre chaque année au vote de l'assemblée générale, la décision de constituer des provisions spéciales destinées à des travaux dans les parties communes*) (p. 3502).

Chapitre VI

Dispositions diverses

Art. 25 (*Comptabilisation des intérêts compensateurs par les organismes d'HLM*) (p. 3502).

Art. 27 (*Extension des compétences des offices publics d'aménagement et de construction*) (p. 3502).

Art. 28 (*Extension des compétences des sociétés anonymes d'HLM*) (p. 3502).

Art. 30 (*Extension des compétences des sociétés anonymes coopératives de production d'HLM*) (p. 3503) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 31 (*Modification du statut des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 3503).

Art. 33 (*Présentation d'un rapport au Parlement*) (p. 3503).

Art. 34 (*Assujettissement de l'activité de « marchand de listes » aux dispositions de la loi du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce*) (p. 3503).

Art. 35 (*Fixation à 5 % du prix de l'immeuble concerné du montant maximum du dépôt de garantie de l'accédant dans le cadre d'un contrat de location-accession*) (p. 3503).

Art. 36 (*Responsabilité des associés des sociétés coopératives de construction*) (p. 3503).

Art. 37 (*Mention de la surface habitable dans le contrat de vente d'un local à usage d'habitation faisant partie d'une copropriété*) (p. 3503) – Supprimé par la CMP.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3504, 3505) : *MM. Robert Laucournet, Jean-Luc Bécart, Jacques Machet, Emmanuel Hamel*.

Adoption (5 juillet 1994) (p. 3505).

5. – Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Gilles Carrez, député (24 octobre 1994) [n° 1606 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Serge Lepeltier (10 novembre 1994) [n° 1647 (94-95)] – Urgence – Discussion (28 novembre 1994) – Adoption (28 novembre 1994) [n° 291].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 novembre 1994) [n° 90 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Gérard Larcher (7 décembre 1994) [n° 122 (94-95)] – Avis de M. José Balarelo (14 décembre 1994) [n° 142 (94-95)] – Discussion (20 décembre 1994) – Adoption (20 décembre 1994) [n° 54].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1994) [n° 1837 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Serge Lepeltier (22 décembre 1994) [n° 1846 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 344].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Gérard Larcher (22 décembre 1994) [n° 193 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 70].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 94-359 DC du 19 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1995) qui déclare le II de l'article 7 de la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 95-74 du 21 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 24 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1994) (p. 7852, 7882).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7852, 7860) : *MM. Hervé de Charette, ministre du logement ; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques ; José Balarelo, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Robert Laucournet, Jacques Machet, Mme Paulette Fost*.

Motion n° 10 de Mme Paulette Fost soutenue par M. Robert Pagès, **tendant à opposer la question préalable** (p. 7860) – *MM. Robert Pagès, Gérard Larcher, rapporteur ; Hervé de Charette, ministre*.

Rejet de la motion (p. 7863; scrutin public n° 80).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7863) : *Mme Paulette Fost, MM. Claude Estier, Robert Laucournet, Gérard Larcher, rapporteur ; Hervé de Charette, ministre ; José Balarelo, rapporteur pour avis ; Alain Lambert, Jacques Machet, Robert Pagès*.

Art. 1^{er} (*Simplification de la procédure d'élaboration du programme local de l'habitat*) (p. 7863) – Adopté (p. 7865).

Art. 1^{er} bis (*Conclusion des conventions triennales d'accompagnement*) – Adopté (p. 7865).

Art. 2 (*Modifications de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7865) – Adopté après modification (p. 7867).

Art. additionnel après l'art. 2 (*Suppression de la possibilité donnée au préfet d'exercer le droit de préemption urbain à la place du maire*) – Adopté (p. 7867).

Art. 3 (*Modifications de l'article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7875) – Adopté (p. 7876 ; précédemment réservé p. 7869).

Art. additionnel après l'art. 3 (*Prolongation du délai de validité des permis de construire et des arrêtés de lotir*) – Adopté (p. 7869).

Art. 4 (*Contributions financières des communes*) (p. 7869) – Adopté après modification (p. 7870).

Art. 5 (*Modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7871) – Adopté après modification (p. 7874).

Art. 6 (*Rapport d'exécution*) – Adopté après modification (p. 7876).

Art. 7 (*Diminution des charges foncières*) (p. 7876) – Adopté après modification (p. 7878).

Art. 8 (*Suppression de la participation à la diversité de l'habitat*) (p. 7878) – Adopté après modification (p. 7879).

Après l'art. 8.

Art. additionnel (*Vente de logements HLM aux locataires*) (p. 7879) – Adopté (p. 7880).

Art. additionnel (*Pourcentage de logements sociaux par commune*) (p. 7880) – Adopté (p. 7881).

Art. 9 (*Perte de recettes compensée*) (p. 7881) – Supprimé par l'Assemblée Nationale – Suppression maintenue (p. 7882).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7882) : *MM. Robert Pagès, Robert Laucournet, Mme Paulette Fost ; interventions de MM. Gérard Larher, rapporteur et Hervé de Charette, ministre.*

Adoption (20 décembre 1994) (p. 7882).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1994) (p. 8104, 8108).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 8104, 8106) : *MM. Gérard Larher, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8106, 8107)

Art. 2, 2 bis, 3 bis, 4, 5, 6, 7, 8, 8 bis, 8 ter (p. 8106, 8107).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8107, 8108) : *MM. Robert Vizet, Louis Perrein.*

Adoption (23 décembre 1994) (p. 8108).

Logement social

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Logement, 5

1. – **Proposition de loi tendant à mettre en place des dispositions urgentes pour le logement social**, PRESENTÉE AU

SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-23 février 1994) [n° 286 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Lois de finances

Voir *Rappels au règlement*, 31

1. – **Proposition de loi visant à abroger l'article 53 de la loi de finances pour 1994 ayant diminué le taux de compensation du F.C.T.V.A.**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. François Mathieu, sénateur (16 novembre 1994) [n° 74 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Projet de loi de finances pour 1995**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (22 septembre 1994) [n° 1530 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production – Rapport général de M. Philippe Auberger, rapporteur général (5 octobre 1994) [p. 1560 (94-95)] – Discussion (11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 26, 27, 28 octobre ; 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16 et 17 novembre 1994) – Adoption (17 novembre 1994) [n° 282].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (22 novembre 1994) [n° 78 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales, des lois – Rapport général de M. Jean Arthuis, rapporteur général (22 novembre 1994) [n° 79 (94-95)] – Discussion (22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30 novembre ; 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 décembre 1994) – Adoption (10 décembre 1994) [n° 35].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (11 décembre 1994) [n° 1785 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) : rapport de M. Philippe Auberger (14 décembre 1994) [n° 1815 (94-95)] – Discussion (16 décembre 1994) – Adoption (16 décembre 1994) [n° 321].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean Arthuis (14 décembre 1994) [n° 154 (94-95)] – Discussion (19 décembre 1994) – Adoption (19 décembre 1994) [n° 47].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-351 DC du 29 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 décembre 1994) qui déclare contraire à la Constitution :

– à l'article 22 de la loi déferée, dans l'article 302 bis Z-B du code général des impôts, la phrase : « Les conséquences de cette taxe sur l'équilibre financier des sociétés concessionnaires sont prises en compte par un décret en Conseil d'Etat qui fixe la durée des concessions autoroutières »

– l'article 34

– l'article 87.

PROMULGATION : loi n° 94-1162 du 29 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 décembre 1994).

ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORT GÉNÉRAL (n° 1560) fait, au nom de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530), par M. Philippe Auberger, rapporteur général :

- Tome I. – Rapport général
Volume 1. Sur le chemin du redressement
Volume 2. Analyse de l'équilibre budgétaire
- Tome II. – Examen de la première partie du projet de loi de finances
Conditions générales de l'équilibre financier
- Tome III. – Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances
Moyens des services et dispositions spéciales

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGET GÉNÉRAL

1. – Dépenses civiles

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Jean-François Mancel.
2. – Affaires étrangères : Affaires européennes : M. François d'Aubert.
3. – Affaires sociales, santé et ville : Action sociale : M. Claude Girard.
4. – Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales : M. Adrien Zeller.
5. – Affaires sociales, santé et ville : Santé : M. Alain Rodet.
6. – Affaires sociales, santé et ville : Ville : M. Éric Raoult.
7. – Agriculture et pêche : Agriculture : M. Philippe Vasseur.
8. – Agriculture et pêche : Pêche : Mme Élisabeth Hubert
9. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Gérard Trémège.
10. – Communication : M. Robert-André Vivien.
11. – Coopération : M. Jean-Pierre Thomas.
12. – Culture et Francophonie : Mme Françoise de Panafieu
13. – Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer : M. Jean-Paul de Rocca Serra.
14. – Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer : M. Gaston Flosse.
15. – Économie : Charges communes : M. Yves Fréville.
16. – Économie : Services financiers, monnaies et médailles : M. Jean Royer.
17. – Éducation nationale : M. Bernard de Froment.
18. – Enseignement supérieur et recherche : Enseignement supérieur : M. Michel Jacquemin.
19. – Enseignement supérieur et recherche : Recherche : M. Charles Josselin.
20. – Entreprises et développement économique, petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat : M. Jean Proriol.
21. – Environnement : M. Denis Merville.
22. – Équipement, transports et tourisme : Transports terrestres : M. Michel Inchauspé.
23. – Équipement, transports et tourisme : Transports aériens et météorologie : M. Gilbert Gantier.
24. – Équipement, transports et tourisme : Tourisme : M. Jean-Jacques Descamps.

8. – Équipement, transports et tourisme : Mer (Voir Agriculture et pêche : Pêche).
25. – Fonction publique : M. Charles de Courson.
26. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Industrie, postes et télécommunications : M. Bernard Carayon.
27. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Commerce extérieur : M. Olivier Dassault.
28. – Intérieur et aménagement du territoire : Collectivités locales : M. Maurice Ligot.
29. – Intérieur et aménagement du territoire : Sécurité : M. Francis Delatre.
30. – Intérieur et aménagement du territoire : Aménagement du territoire : M. Jean-Jacques de Peretti.
31. – Jeunesse et sports : M. Xavier Dugoin.
32. – Justice : M. Raymond Marcellin.
33. – Logement : M. Raymond Lamontagne.
34. – Services du Premier Ministre : Services généraux, Conseil économique et social, Plan et Journaux officiels : M. Jean-Pierre Balligand.
35. – Services du Premier Ministre : Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) : M. Alain Griotteray.
36. – Services du Premier Ministre : Rapatriés : M. Ladislas Poniatowski.
37. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Jean-Jacques Jégou.
38. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi : M. Michel Hannoun.

2. – Dépenses militaires

39. – Défense : Équipement : M. Arthur Paecht.
40. – Défense : Fonctionnement : M. Patrick Balkany.

II. – BUDGETS ANNEXES

41. – Légion d'honneur - Ordre de la libération : M. Didier Migaud.
42. – Prestations sociales agricoles : M. Yves Rispat.

III. – DIVERS

43. – Comptes spéciaux du Trésor, entreprises publiques et privatisations : M. Patrick Devedjian.
44. – Taxes parafiscales : M. Jean Tardito.

Rapporteurs pour avis

AVIS (n° 1561), présenté au nom de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1995 :

- Tome I. – Affaires étrangères : Relations culturelles internationales : Mme Martine David
- Tome II. – Affaires sociales, santé et ville : Action sociale : Personnes handicapées : M. Bernard Coulon
- Tome III. – Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales : M. Pierre Hellier
- Tome IV. – Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales : Famille : M. Franck Thomas-Richard
- Tome V. – Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales : Personnes âgées : Mme Monique Rousseau

- Tome VI. – Affaires sociales, santé et ville : Santé : M. Georges Tron
- Tome VII. – Affaires sociales, santé et ville : Ville : M. Christian Vanneste
- Tome VIII. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Bernard Schreiner
- Tome IX. – Communication : M. Christian Kert
- Tome X. – Culture et Francophonie : M. Jean de Boishue
- Tome XI. – Education nationale : M. Bruno Bourg-Broc
- Tome XII. – Enseignement supérieur et recherche : Enseignement supérieur : M. Aloys Geoffroy
- Tome XIII. – Enseignement supérieur et recherche : Recherche : M. Jean-Michel Dubernard
- Tome XIV. – Jeunesse et sports : M. Edouard Landrain
- Tome XV. – Services du Premier Ministre : Rapatriés : M. Bernard Saugé
- Tome XVI. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Jean Ueberschlag
- Tome XVII. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi : M. Claude Goasguen
- Tome XVIII. – Prestations sociales agricoles : M. Jean Glavany

AVIS (n° 1562), présenté au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1995 :

- Tome I. – Affaires étrangères : M. Didier Bariani
- Tome II. – Affaires étrangères : Action humanitaire et Droits de l'Homme : Mme Christiane Taubira-Delannon
- Tome III. – Affaires étrangères : Immigration : M. Jean-Yves Le Déaut
- Tome IV. – Affaires étrangères : Relations culturelles internationales et Francophonie : M. Xavier Deniau
- Tome V. – Affaires étrangères : Affaires européennes : M. Jacques Myard
- Tome VI. – Coopération : M. Henry Jean-Baptiste
- Tome VII. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Commerce extérieur : Mme Louise Moreau
- Tome VIII. – Défense : M. Roland Nungesser

AVIS (n° 1563), présenté au nom de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1995 :

- Tome I. – Affaires étrangères : M. Jean-François Deniau
- Tome II. – Coopération : M. Michel Voisin
- Tome III. – Services du Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Gilbert Meyer
- Tome IV. – Défense : Dissuasion nucléaire : M. Jacques Baumel
- Tome V. – Défense : Espace et communication : M. Jean-Michel Boucheron
- Tome VI. – Défense : Forces terrestres : M. Philippe Briand

- Tome VII. – Défense : Marine : M. Yves Bonnet
- Tome VIII. – Défense : Air : M. Olivier Darrason
- Tome IX. – Défense : Personnels de la Défense : M. Jean-Claude Asphe
- Tome X. – Défense : Soutien des forces : M. Jean-Guy Branger
- Tome XI. – Défense : Gendarmerie : M. Robert Poujade

AVIS (n° 1564), présenté au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1995 :

- Tome I. – Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer : M. Léon Bertrand
- Tome II. – Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer : M. Jean-Paul Virapoullé
- Tome III. – Fonction publique : M. Dominique Bussereau
- Tome IV. – Intérieur et aménagement du territoire : Collectivités locales : Administration générale et collectivités locales : M. Paul-Louis Tenaillon
- Tome V. – Intérieur et aménagement du territoire : Sécurité : Police : M. Gérard Léonard
- Tome VI. – Intérieur et aménagement du territoire : Sécurité : Sécurité civile : M. Alain Marsaud
- Tome VII. – Justice : Administration centrale et services judiciaires : M. Pierre Pasquini
- Tome VIII. – Justice : Administration pénitentiaire et protection judiciaire de la jeunesse : M. Jacques Floch

AVIS (n° 1565), présenté au nom de la commission de la Production et des Échanges sur le projet de loi de finances pour 1995 :

- Tome I. – Affaires sociales, santé et ville : Ville : M. Éric Doligé
- Tome II. – Agriculture et pêche : Agriculture : M. Arnaud Lepercq
- Tome III. – Agriculture et pêche : Pêche : M. Aimé Kergeris
- Tome IV. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Pierre Micau
- Tome V. – Enseignement supérieur et recherche : Recherche : M. Robert Galley
- Tome VI. – Entreprises, développement économique, petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat : M. Jean-Paul Charié
- Tome VII. – Environnement : M. Ambroise Guellec
- Tome VIII. – Équipement, transports et tourisme : Transports terrestres : Transports terrestres et maritimes : M. Charles Fèvre
- Tome IX. – Équipement, transports et tourisme : Transports aériens et météorologie : Transports aériens : M. François Asensi

- Tome X. – Équipement, transports et tourisme : Tourisme : M. Jean-Michel Couve
- Tome XI. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Industrie, postes et télécommunications : Industrie : M. Franck Borotra
- Tome XII. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Industrie, postes et télécommunications : Postes et télécommunications : M. Claude Gaillard
- Tome XIII. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Commerce extérieur : M. Francis Saint-Ellier
- Tome XIV. – Intérieur et aménagement du territoire : Aménagement du territoire : M. Arsène Lux
- Tome XV. – Logement : M. René Beaumont
- Tome XVI. – Services du Premier Ministre : Services généraux, Conseil économique et social, Plan et Journaux officiels : Plan : M. Jean-Pierre Kuchéda

SÉNAT

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 79 (94-95)] fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de loi de finances pour 1995 adopté par l'Assemblée nationale, par M. Jean Arthuis, rapporteur général :

- Tome I. – Le budget de 1995 et son contexte économique et financier.
- Tome II. – Fascicule 1. – Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)
Fascicule 2. – Affaires européennes et article 18 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes (rapporteur spécial : M. René Tregouët).
- Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)
- Tome IV. – Analyse synthétique des crédits et principales observations des rapporteurs spéciaux.

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Jacques Chaumont.
Affaires sociales, santé et ville :
2. – I. – Affaires sociales et santé : M. Jacques Oudin.
3. – II. – Ville : M. Philippe Marini.
4. – Agriculture et pêche : M. Roland du Luart.
5. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Jacques Baudot.
6. – Commerce et artisanat : M. René Ballayer.

Communication :

7. – Communication audiovisuelle : M. Jean Cluzel.
8. – Presse : M. Jean Cluzel.
9. – Coopération : M. Michel Charasse.
10. – Culture : M. Camille Cabana.
11. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Henri Goetschy.
Économie et budget :
12. – Charges communes : M. Claude Belot.
13. – Services financiers : M. Gérard Miquel.
14. – Education nationale (enseignement scolaire) : M. Jacques-Richard Delong.
Enseignement supérieur et recherche :
15. – I. – Enseignement supérieur : M. Jean Clouet.
16. – II. – Recherche : M. Jacques Valade.
17. – Environnement : M. Philippe Adnot.
Équipement, transports et tourisme :
18. – I. – Urbanisme et services communs : M. Henri Collard.
II – Transports :
19. – 1. – Transports terrestres : M. Auguste Cazalet.
20. – 2. – Routes : M. Paul Loridant.
3. – Sécurité routière : M. Paul Loridant.
21. – 4. – Transport aérien : M. Ernest Cartigny.
5. – Météorologie : M. Ernest Cartigny.
22. – III. – Tourisme : M. Pierre Croze.
IV. – Mer :
23. – • Marine marchande : M. René Regnault.
24. – • Ports maritimes : M. Tony Larue.
Industrie et postes et télécommunications et commerce extérieur :
25. – I. – Industrie : M. Bernard Barbier.
26. – • Commerce extérieur : Mme Maryse Bergé-Lavigne.
Intérieur et aménagement du territoire :
- I. – Intérieur :
27. – • Administration centrale et sécurité : M. Paul Girod.
28. – • Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation : M. Jacques Mossion.
29. – II. – Aménagement du territoire : M. Jacques Sour-dille.
30. – Jeunesse et sports : M. Jean-Pierre Masseret.
31. – Justice : M. Alain Lambert.
32. – Logement : M. Henri Collard.
33. – Rapatriés : M. Henri Torre.
Services du Premier ministre :
34. – I. – Services généraux : M. Maurice Couve de Murville.
35. – – Fonction publique : M. René Trégouët.
36. – II. – Secrétariat général de la Défense nationale : M. Louis Perrein.
37. – III. – Conseil économique et social : Mme Paulette Fost.

38. – IV. – Plan : M. Michel Moreigne.
 39. – Travail, emploi et formation professionnelle :
 M. Emmanuel Hamel.

B. – Budgets annexes.

21. – Aviation civile : M. Ernest Cartigny.
 40. – Journaux officiels : Mme Paulette Fost.
 41. – Légion d'honneur – Ordre de la Libération : M. Louis Perrein.
 42. – Monnaies et Médailles : M. Michel Sergent.
 43. – Prestations sociales agricoles : M. Roland du Luart.

II. – DÉFENSE

44. – Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin.
 45. – Dépenses ordinaires : M. François Trucy.

III. – AUTRES DISPOSITIONS

46. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Philippe Marini.

Rapporteurs pour avis

AVIS [n° 80 (94-95)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Culture, par M. Michel Miroudot
 Tome II. – Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat
 Tome III. – Environnement, par M. Ambroise Dupont
 Tome IV. – Enseignement scolaire, par M. Pierre Vallon
 Tome V. – Enseignement agricole, par M. Albert Vecten
 Tome VI. – Enseignement supérieur, par M. Jean-Pierre Camoin
 Tome VII. – Enseignement technique, par M. Gérard Delfau
 Tome VIII. – Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte
 Tome IX. – Jeunesse et sports, par M. François Lesein
 Tome X. – Communication, par M. Adrien Gouteyron
 Tome XI. – Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Joël Bourdin
 Tome XII. – Francophonie, par M. Jacques Legendre

AVIS [n° 81 (94-95)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1995, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Agriculture, par M. Alain Pluchet
 Tome II. – Aménagement rural, par M. Henri de Raincourt
 Tome III. – Industries agricoles et alimentaires, par M. Aubert Garcia
 Tome IV. – Industrie, par M. Francisque Collomb
 Tome V. – Energie, par M. Robert Laucournet
 Tome VI. – Recherche, par M. Jean-Marie Rausch

- Tome VII. – Artisanat et Commerce, par M. Jean-Jacques Robert
 Tome VIII. – Consommation et concurrence, par M. Louis Minetti
 Tome IX. – Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay
 Tome X. – Aménagement du territoire, par M. Jean Pépin
 Tome XI. – Plan, par M. Jean Boyer
 Tome XII. – Routes et voies navigables, par M. Jacques Bracconnier
 Tome XIII. – Ports maritimes, par M. Josselin de Rohan
 Tome XIV. – Logement, par M. William Chervy
 Tome XV. – Urbanisme, par M. Jacques Bellanger
 Tome XVI. – Tourisme, par M. Charles Ginesy
 Tome XVII. – Environnement, par M. Bernard Hugo
 Tome XVIII. – Transports terrestres, par M. Georges Berchet
 Tome XIX. – Aviation civile et transport aérien, par M. Jean-François Le Grand
 Tome XX. – Marine marchande, par M. Louis de Catuelan
 Tome XXI. – Postes et télécommunications, par M. André Fosset
 Tome XXII. – Départements d'outre-mer, par M. Rodolphe Désiré
 Tome XXIII. – Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour
 Tome XXIV. – Ville, par M. Gérard Larcher

AVIS [n° 82 (94-95)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1995, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Affaires étrangères, par M. Bernard Guyomard
 Tome II. – Affaires étrangères, relations culturelles extérieures, par M. Guy Penne
 Tome III. – Coopération, par M. Paul d'Ornano
 Tome IV. – Défense - Nucléaire, espace et services communs, par M. Jacques Golliet
 Tome V. – Défense - Gendarmerie, par M. Michel Alloncle
 Tome VI. – Défense - Forces terrestres, par M. Serge Vinçon
 Tome VII. – Défense - Air, par M. Albert Voilquin
 Tome VIII. – Défense - Marine, par M. Max Lejeune

AVIS [n° 83 (94-95)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Protection sociale (problèmes généraux et équilibrés financiers), par M. Charles Descours
 Tome II. – Santé et politique hospitalière, par M. Louis Boyer

Tome	III. – Politique familiale, par M. Jean Chérioux
Tome	IV. – Politique en faveur des personnes âgées, par M. Alain Vasselle
Tome	V. – Politique en faveur des handicapés, par M. Jacques Machet
Tome	VI. – Politique de la ville, par Mme Hélène Missoffe
Tome	VII. – Travail, emploi et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain
Tome	VIII. – Prestations sociales agricoles, par M. Bernard Seillier
Tome	IX. – Anciens combattants, par M. Guy Robert
Tome	X. – Départements et territoires d'outre-mer (aspects sociaux), par M. Roger Lise
Tome	XI. – Logement social, par M. Jacques Bimbenet
Tome	XII. – Rapatriés, par M. José Balarello

AVIS [n° 84 (94-95)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1995, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome	I. – Intérieur - Décentralisation, par M. André Bohl
Tome	II. – Intérieur - Police et sécurité, par M. Paul Masson
Tome	III. – Intérieur - Sécurité civile, par M. Jean-Pierre Tizon
Tome	IV. – Justice - Services généraux, par M. Germain Authié
Tome	V. – Justice - Administration pénitentiaire, par M. Guy Cabanel
Tome	VI. – Justice - Protection judiciaire de la jeunesse, par M. Michel Rufin
Tome	VII. – Départements d'outre-mer, par M. Pierre Lagourgue
Tome	VIII. – Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault

TABLEAU DE CONCORDANCE

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi de finances pour 1995 (Assemblée nationale n° 1530 et Sénat n° 78, 1994-1995) et ceux de la loi de finances pour 1995 (n° 94-1162 du 29 décembre 1994)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et seconde délibération)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. – IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		<i>A. – Dispositions antérieures</i>			
1 ^{er}		Autorisation de percevoir les impôts existants.....	Première lecture 23 novembre 1994	5937	1 ^{er}
		<i>B. – Mesures fiscales</i>			
		1. Mesures en faveur des ménages			
2		Barème de l'impôt sur le revenu.....	Première lecture 23 novembre 1994	5937	2
	2 ^{ter} (Sénat)	Suppression de la taxe forfaitaire à l'impôt sur le revenu des expatriés pour raisons professionnelles.....	Première lecture 23 novembre 1994	5948	3
3		Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune	Première lecture 24 novembre 1994	5985	4
		2. Mesures de soutien de l'activité et de l'emploi			
4		Augmentation du plafond de la franchise et de la décote en matière de taxe sur les salaires.....	Première lecture 24 novembre 1994	5993	5
	4 ^{bis} (A.N.)	Relèvement de l'abattement annuel de la taxe sur les salaires..	Première lecture 24 novembre 1994	5997	6
	4 ^{ter} (Sénat)	Etalement des plus-values à court terme sur les biens sinistrés ou expropriés.....	Première lecture 24 novembre 1994	5998	7
5		Relèvement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des grosses réparations.....	Première lecture 24 novembre 1994	5999	8
6		Extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif à la transformation en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage.....	Première lecture 24 novembre 1994	6005	9
	6 ^{bis} (A.N.)	Déduction du revenu foncier des primes d'assurance pour loyers impayés.....	Première lecture 24 novembre 1994	6015	10
	6 ^{ter} (Sénat)	Location de logements vacants depuis plus d'un an : exonéra- tion d'I.R. les deux premières années.....	Première lecture 24 novembre 1994	6018	11
		3. Mesures diverses			
7		Application du taux normal de la T.V.A. aux abonnements por- tant sur les livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calori- fique à usage domestique distribués par les réseaux publics.	Première lecture 24 novembre 1994	6020	12
	7 ^{bis} (A.N.)	Déductibilité de la T.V.A. sur les essences utilisées pour la fabrication de moteurs ou de véhicules.....	Première lecture 24 novembre 1994	6034	13
8		Modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.....	Première lecture 24 novembre 1994	6035 6155	14

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et seconde délibération)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	8 bis (A.N.)	Application du taux de T.I.P.P. du fioul lourd à basse teneur en soufre à ceux à haute teneur utilisés dans certaines installations.	Première lecture 25 novembre 1994	6102	15
	8 ter (A.N.)	Modification du délai d'emploi de la provision pour reconstitution de gisements.	Première lecture 25 novembre 1994	6103	16
9		Aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée.	Première lecture 25 novembre 1994	6083	17
	9 bis (A.N.)	Rapport du gouvernement sur l'aménagement du régime de la taxe professionnelle.	Première lecture 25 novembre 1994	6108	18
10		Intégration de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux.	Première lecture 25 novembre 1994	6109	19
11		Pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de taxe professionnelle ..	Première lecture 24 novembre 1994	6042	20
	11 bis (Sénat)	Exonération des droits de timbre et d'enregistrement sur les transferts de biens, droits ou obligations effectués entre établissements publics de coopération intercommunale.	Première lecture 25 novembre 1994	6114	21
12		Institution de moyens pour le financement des infrastructures de transport.	Première lecture 25 novembre 1994	6119	22 Partielle- ment non conforme à la Constitution
	12 bis (A.N.)	Aménagement du régime d'imposition optionnel des revenus provenant de productions littéraires, scientifiques ou artistiques ou de la pratique d'un sport.	Première lecture 25 novembre 1994	6125	23
	12 ter A (Sénat)	Imputation des moins-values sur les cessions de participation supérieures à 25 %.	Première lecture 25 novembre 1994	6126	24
	12 ter (A.N.)	Majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés.	Première lecture 25 novembre 1994	6126	25
	12 quinquies (Sénat)	Régime fiscal des scissions de sociétés.	Première lecture 25 novembre 1994	6095	26
	12 sexies (Sénat)	Alignement du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de titres en capital souscrits par les clients des établissements de crédit mutualistes ou coopératifs.	Première lecture 25 novembre 1994	6098	27
		II. - RESSOURCES AFFECTÉES			
13		Dispositions relatives aux affectations.	Première lecture 25 novembre 1994	6130	28
	13 bis (A.N.)	Augmentation du taux du prélèvement sur la Française des Jeux affecté au fonds national pour le développement du sport ..	Première lecture 24 novembre 1994	6056	29
	13 ter (Sénat)	Taxes forestière et sur les défrichements.	Première lecture 25 novembre 1994	6131	30
14		Affectation au budget général des recettes de privatisation.	Première lecture 25 novembre 1994	6135	31
15		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA.	Première lecture 25 novembre 1994	6138	32
16		Ajustement du montant de la T.V.A. affectée au BAPSA.	Première lecture 25 novembre 1994	6138	33

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et seconde délibération)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
17		Extension d'attributions du fonds de solidarité vieillesse aux régimes des exploitants agricoles et des fonctionnaires de l'Etat	Première lecture 25 novembre 1994	6138	34 Non conforme à la Constitution
18		Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes	Première lecture 23 novembre 1994	5951	
TITRE II					
Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges					
19		Equilibre général du budget	Première lecture 25 novembre 1994 Seconde délibér. : 10 décembre 1994	6141 7252	36
DEUXIÈME PARTIE					
MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES					
TITRE PREMIER					
Dispositions applicables à l'année 1994					
I. – OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF					
A. – Budget général					
20		Budget général. – Services votés	Première lecture 10 décembre 1994	7171	37
21		Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services civils ..	Première lecture 10 décembre 1994	7171 7248	38
22		Mesures nouvelles – Dépenses en capital des services civils ..	Première lecture 10 décembre 1994	7172 7250	39
23		Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services militaires	Première lecture 30 novembre 1994	6485	40
24		Mesures nouvelles – Dépenses en capital des services militaires	Première lecture 30 novembre 1994 Seconde délibér. : 10 décembre 1994	6485 7252	41
25		Autorisations d'engagement par anticipation	Première lecture 10 décembre 1994	7176	42
B. – Budgets annexes					
26		Clôture du budget annexe - Imprimerie nationale	Première lecture 26 novembre 1994	6206	43
27		Budgets annexes - Services votés	Première lecture 10 décembre 1994	7176	44
28		Budgets annexes - Mesures nouvelles	Première lecture 10 décembre 1994	7176 7252	45
C. – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale					
29		Création du compte d'affectation spéciale n° 902-25 « fonds de péréquation des transports aériens »	Première lecture 6 décembre 1994	6894	46

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et seconde délibération)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
30		Création du compte d'affectation spéciale n° 902-26 « fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables »	Première lecture 6 décembre 1994	6895	47
31		Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Services votés	Première lecture 6 décembre 1994	6895	48
32		Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Mesures nouvelles	Première lecture 6 décembre 1994 Seconde délibér. : 10 décembre 1994	6895 7252	49
II. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE					
33		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire - Services votés	Première lecture 6 décembre 1994	6900	50
34		Comptes d'affectation spéciale - Opérations à caractère temporaire - Mesures nouvelles	Première lecture 6 décembre 1994	6900	51
35		Comptes de prêts - Mesures nouvelles	Première lecture 6 décembre 1994	6900	52
36		Prorogation du compte spécial n° 905-11 « Opérations de liquidation de l'ancien secteur français de Berlin »	Première lecture 6 décembre 1994	6900	53
III. - DISPOSITIONS DIVERSES					
37		Autorisation de perception des taxes parafiscales	Première lecture 10 décembre 1994	7176	54
38		Crédits évaluatifs	Première lecture 10 décembre 1994	7187	55
39		Crédits provisionnels	Première lecture 10 décembre 1994	7189	56
40		Reports de crédits	Première lecture 10 décembre 1994	7190	57
41		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation de produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur de la communication audiovisuelle ..	Première lecture 10 décembre 1994	7193	58
TITRE II					
Dispositions permanentes					
A. - Mesures fiscales					
1. Mesures de soutien de l'activité et de l'emploi					
42		Relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile	Première lecture 10 décembre 1994	7194	59
43		Constitution de la créance née de la suppression du décalage d'un mois de la T.V.A. pour certaines entreprises	Première lecture 10 décembre 1994	7199	60
43 bis	(Sénat)	Etalement d'imposition et modalités d'imposition des subventions d'équipement	Première lecture 10 décembre 1994	7199	61
44		Aménagement du régime des provisions pour implantation à l'étranger	Première lecture 10 décembre 1994	7199	62
44 ter	(A.N.)	Eligibilité des titres non cotés au P.E.A.	Première lecture 10 décembre 1994	7200	63
45		Relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global	Première lecture 10 décembre 1994	7200	64

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et seconde délibération)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	46 bis (Sénat)	Prorogation jusqu'au 30 juin 1995 de l'exonération des plus-values de SICAV monétaires réinvesties dans le logement . . .	Première lecture 10 décembre 1994	7206	65
		2. Mesures diverses			
47		Reconduction de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures	Première lecture 10 décembre 1994	7210	66
48		Reconduction de diverses mesures d'amortissement exceptionnel	Première lecture 10 décembre 1994	7210	67
	48 bis A (Sénat)	Amortissement spécifique des accumulateurs nécessaires au fonctionnement des véhicules électriques	Première lecture 10 décembre 1994	7211	68
	48 ter (A.N.)	Suppression de la publicité des sommes correspondant à l'application par le contribuable du plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée.	Première lecture 10 décembre 1994	7215	69
	48 quater (A.N.)	Report en 1995 de la date limite des délibérations des communes en matière de fiscalité locale	Première lecture 10 décembre 1994	7215	70
	48 quinquies (A.N.)	Suppression de la redevance sur les hydrocarbures extraits de gisements situés sous les eaux territoriales et à plus d'un mille marin des côtes.	Première lecture 10 décembre 1994	7216	71
	48 sexies (Sénat)	Prorogation du régime fiscal de l'achat de parts de navires . . .	Première lecture 10 décembre 1994	7217	72
	48 septies (Sénat)	Taux réduit de la redevance sur les hydrocarbures extraits de gisements situés sous les eaux territoriales et à moins d'un mille marin des côtes.	Première lecture 10 décembre 1994	7225	73
		B. - Autres mesures			
49		Réforme du financement de l'allocation de R.M.I.	Première lecture 10 décembre 1994	7235	74
50		Versement de transport des entreprises situées dans les villes nouvelles de la région parisienne	Première lecture 10 décembre 1994	7243	75
	50 bis (Sénat)	Extension à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon du bénéfice du fonds national pour le développement des adductions d'eau.	Première lecture 10 décembre 1994	7244	76
	50 ter (Sénat)	Compte de soutien financier de l'industrie cinématographique et des programmes audiovisuels régi par l'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1994 n° 94-1163 du 29 décembre 1994	Première lecture 10 décembre 1994	7244	77
		ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE			
51		Revalorisation des pensions militaires d'invalidité des grands invalides	Première lecture 25 novembre 1994	6184	78
	51 bis (A.N.)	Mesures pour les anciens combattants d'Afrique du Nord . . .	Première lecture 25 novembre 1994	6185	79
52		Conversion en pensions définitives des pensions temporaires pour infirmités résultant de maladies lorsque l'invalidité est âgé de 75 ans et plus	Première lecture 25 novembre 1994	6188	80

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et seconde délibération)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
CHARGES COMMUNES					
53		Majoration des rentes viagères	Première lecture 6 décembre 1994	6893	81
54		Prorogation de la date de déblocage des fonds de plan d'épargne populaire des titulaires non imposables.....	Première lecture 6 décembre 1994	6894	82
	54 bis (A.N.)	Rapport sur les opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat.	Première lecture 6 décembre 1994	6894	83
	54 ter (A.N.)	Rapports sur les apports de l'Etat aux entreprises publiques et sur les achats et ventes de titres effectués par l'Etat.....	Première lecture 6 décembre 1994	6894	84
COMMERCE ET ARTISANAT					
55		Actualisation du montant de la taxe pour frais de chambres de métiers.....	Première lecture 28 novembre 1994 C.M.P. : 19 décembre 1994	6326 7713	85
	55 bis (Sénat)	Aménagement de la taxe sur les grandes surfaces.....	Première lecture 28 novembre 1994	6327	86
	55 ter (Sénat)	Indemnité viagère de départ des commerçants et artisans.....	Première lecture 28 novembre 1994	6328	87 Non conforme à la Constitution
CULTURE					
56		Titularisation des agents de la Réunion des musées nationaux affectés au musée et domaine de Versailles.....	Première lecture 26 novembre 1994	6258	88
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME					
I. – Urbanisme et services communs					
57		Reconduction de la dotation globale d'équipement des aggro- mérations nouvelles	Première lecture 6 décembre 1994	6819	89
INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS					
58		Revalorisation du barème des redevances d'exploitation aux- quelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base	Première lecture 28 novembre 1994	6304	90
INTÉRIEUR ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE					
I. – Intérieur					
59	Supprimé (A.N.) Rétabli (A.N.)	Financement des dépenses de fonctionnement de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris	Première lecture 29 novembre 1994	6387	91

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture et seconde délibération)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
60		<p style="text-align: center;">JUSTICE</p> Revalorisation du montant de l'unité de valeur servant à déterminer la dotation affectée aux barreaux au titre de l'aide juridique	Première lecture 7 décembre 1994	6944	92
61		<p style="text-align: center;">LOGEMENT</p> Modification des conditions de versement des aides personnelles au logement	Première lecture 1 ^{er} décembre 1994	6511	93

N.B. La discontinuité qui peut apparaître dans l'énumération des articles du projet de loi résulte du fait que ne figurent pas les articles supprimés par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Discussion (première lecture)

(22 novembre 1994) (p. 5853, 5898) ; (23 novembre 1994) (p. 5909, 5972) ; (24 novembre 1994) (p. 5983, 6068) ; (25 novembre 1994) (p. 6083, 6188) ; (26 novembre 1994) (p. 6199, 6258) ; (28 novembre 1994) (p. 6263, 6329) ; (29 novembre 1994) (p. 6336, 6394) ; (30 novembre 1994) (p. 6401, 6486) ; (1^{er} décembre 1994) (p. 6491, 6555) ; (2 décembre 1994) (p. 6563, 6630) ; (3 décembre 1994) (p. 6635, 6695) ; (4 décembre 1994) (p. 6699, 6720) ; (5 décembre 1994) (p. 6725, 6805) ; (6 décembre 1994) (p. 6812, 6900) ; (7 décembre 1994) (p. 6910, 6967) ; (8 décembre 1994) (p. 6976, 7060) ; (9 décembre 1994) (p. 7068, 7164) ; (10 décembre 1994) (p. 7171, 7273).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5853, 5898 ; 5909, 5933) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean-Pierre Masseret, Jean-Pierre Fourcade, Josselin de Rohan, Ernest Cartigny, Robert Vizet, Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Xavier de Villepin, Paul Loidant, Pierre-Christian Taïtinger, Philippe Marini, Mme Paulette Fost, MM. Jean Huchon, René Régnault, Jacques Oudin, Yvon Collin, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques-Richard Delong, Jean-Luc Mélenchon, Jean-Paul Delevoye, Michel Charasse.*

Motion n° I-100 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable (p. 5933) – *Mme Hélène Luc, MM. Jean Arthuis, rapporteur général ; Nicolas Sarkozy, ministre.*

Rejet de la motion (p. 5936 ; scrutin public n° 45).

PREMIERE PARTIE**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

II – DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (23 novembre 1994) (p. 5937, 5972) ; (24 novembre 1994) (p. 5983, 6068) ; (25 novembre 1994) (p. 6083, 6188) : *MM. Robert Vizet, Jean Garcia, Jean-Pierre Masseret, Paul Loidant, Xavier de Villepin, Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Mmes Michelle Demessine, Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Chérioux, Daniel Millaud, Guy Penne, Hubert Durand-Chastel, Jacques Habert, Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; René Tréguët, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne ; Charles-Henri de Cossé-Brissac ; Jacques Oudin, Ernest Cartigny, André Rouvière, Emmanuel Hamel, Jean-Marie Girault – MM. Rémi Herment, Alain Lambert, Etienne Dailly, Philippe Marini, Jean-Luc Bécart, René Ballayer, René Régnault, Jean Chérioux, Mme Bergé-Lavigne, MM. Camille Cabana, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Françoise Seligmann, MM. Jean Boyer, Jean-Paul Delevoye, Claude Belot, Gérard César, Maurice Schumann, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Paul Caron, Michel Souplet, Alain Vasselle, Philippe Adnot, Jacques Legendre, François Lesein, André Egu, Mme Hélène Luc – MM. Henri Collard, Lucien Neuwirth, Michel Souplet, Henri de Raincourt, Mme Anne Heinis, MM. Bernard Barbier, Gérard Miquel, Louis Souvet, Jean-Louis Carrère, Jean Cluzel, Auguste Cazalet, Michel Rufin, Jacques Valade, Jacques-Richard Delong, Yann Gaillard, Robert Pagès.*

TITRE I^{er}**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES****I. Impôts et revenus autorisés****A. Dispositions antérieures**

Art. 1^{er} (Autorisation de percevoir les impôts existants) – Adopté (p. 5937).

B. Mesures fiscales**1. Mesures en faveur des ménages**

Art. 2 (Barème de l'impôt sur le revenu) (p. 5937) – Adopté (p. 5943).

Art. 2 bis (Limitation des conditions d'attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables célibataires, divorcés ou

veufs ayant un ou plusieurs enfants majeurs) (p. 5945) – Adopté après modification (p. 5948).

Art. additionnel après l'art. 2 bis (Exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles) (p. 5948) – Adopté (p. 5950).

Art. 3 (Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5985) – Adopté (p. 5986).

2. Mesures de soutien de l'activité et de l'emploi

Art. 4 (Augmentation du plafond de la franchise de la décote en matière de taxe sur les salaires) – Adopté (p. 5993).

Art. 4 bis (Relèvement de l'abattement annuel de la taxe sur les salaires) (p. 5997) – Adopté (p. 5998).

Art. additionnel après l'art. 4 bis (Imposition des plus-values à court terme réalisées à la suite de la perception d'indemnité d'assurance ou de l'expropriation d'immeubles figurant à l'actif de l'entreprise) (p. 5998) – Adopté (p. 5999).

Art. 5 (Relèvement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des grosses réparations) (p. 5999) – Adopté (p. 6001).

Art. 6 (Extension de la réduction d'impôt pour investissements locatifs aux transformations en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage) (p. 6005) – Adopté (p. 6007).

Art. 6 bis (Déduction du revenu foncier des primes d'assurance pour impayés de loyers) – Adopté (p. 6015).

Art. additionnel après l'art. 6 bis (Exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour des logements à caractère social) – Adopté (p. 6018).

3. Mesures diverses

Art. 7 (Application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique, distribués par réseaux publics) (p. 6020) – Adopté (p. 6028).

Art. 7 bis (Déductibilité de la TVA afférente aux essences utilisées dans le cadre de la fabrication de moteurs ou d'engins à moteur) – Adopté (p. 6034).

Art. 8 (Modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) (p. 6035) – Adopté après modification (p. 6038).

Art. additionnel après l'art. 8 (Exonération de la TIPP pour les huiles de colza) (p. 6038) – Adopté (p. 6042).

Art. 8 bis (Application du taux de TIPP du fioul lourd à basse teneur en soufre au fioul lourd à haute teneur en soufre utilisé dans certaines installations) – Adopté (p. 6102).

Art. 8 ter (Modification du délai d'emploi de la provision pour reconstitution des gisements) (p. 6102) – Adopté après modification (p. 6103).

Art. 9 (Aménagement du plafond des cotisations de taxes professionnelles par rapport à la valeur ajoutée) (p. 6083 ; priorité ordonnée p. 6067) – Adopté après modification (p. 6088).

Art. 9 bis (Éléments d'information à fournir au Parlement sur les conséquences de divers aménagements du régime de la taxe professionnelle) (p. 6108) – Adopté après modification (p. 6109).

Art. 10 (Reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux) (p. 6109) – Adopté (p. 6111).

Art. 11 (Pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de taxes professionnelles) (p. 6042 ; priorité ordonnée p. 6029) – Adopté après modification (p. 6053).

Art. 12 (Institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport) (p. 6119) – Adopté après modification (p. 6122).

Art. 12 bis (Aménagement du régime d'imposition optionnel des revenus provenant de productions littéraires, scientifiques ou artistiques, ou de la pratique d'un sport) – Adopté (p. 6125).

Art. additionnel avant l'art. 12 ter (*Régime de l'article 160 du code général des impôts relatif aux plus-values réalisées par des associés détenant plus de 25 % du capital de leur entreprise*) – Adopté (p. 6126).

Art. 12 ter (*Majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés*) (p. 6126) – Adopté après modification (p. 6130).

Après l'**art. 12 ter** (p. 6088 ; priorité ordonnée p. 6067).

Art. additionnel (*Rétablissement d'un délai d'indisponibilité dans le cadre du régime fiscal des options de souscription ou d'achat d'actions*) (p. 6088) – Adopté (p. 6094).

Art. additionnel (*Scission de sociétés*) (p. 6095) – Adopté (p. 6096).

Art. additionnel (*Alignement du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts des banques coopératives ou mutualistes sur celui des cessions d'actions*) (p. 6098) – Adopté (p. 6099).

II. Ressources affectées

Art. 13 (*Dispositions relatives aux affectations*) (p. 6130) – Adopté (p. 6131).

Art. 13 bis (*Augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport*) (p. 6056 ; priorité ordonnée p. 6029) – Adopté après modification (p. 6067).

Art. additionnel après l'art. 13 bis (*Fonds forestier national*) (p. 6131) – Adopté (p. 6133).

Art. 14 (*Affectation au budget général des recettes de privatisations*) (p. 6135) – Adopté (p. 6138).

Art. 15 (*Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA*) – Adopté (p. 6138).

Art. 16 (*Ajustement du montant de la TVA affectée au BAPSA*) – Adopté (p. 6138).

Art. 17 (*Extension d'attribution du Fonds solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles et aux cotes des pensions civiles et militaires*) (p. 6138) – Adopté (p. 6139).

Art. 18 (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 5951) – (p. 5973).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 19, article d'équilibre et Etat (p. 6141) – Adoptés après modification (p. 6155).

Seconde délibération, ordonnée en application de l'article 47 bis, alinéa 1 du règlement du Sénat à la demande du Gouvernement portant sur les articles 8 et 8 bis A (p. 6155).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat, portant sur les articles soumis à une seconde délibération ainsi que sur l'ensemble de la première partie (p. 6155).

Art. 8 (p. 6155).

Art. 8 bis A (p. 6156).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 6156, 6162) : MM. Michel Rufin, Paul Girod, Robert Vizet, Xavier de Villepin, Gérard Miquel, Mme Anne Heinis, MM. François Lesein, Jacques Habert ; interventions de MM. Jean Arthuis, rapporteur général, Nicolas Sarkozy, ministre, Christian Poncelet, président de la commission.

Scrutium public de droit n° 59 (p. 6163).

Adoption de l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances (25 novembre 1994) (p. 6163).

DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Budgets

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget Général :

Affaires étrangères.

Affaires sociales, santé et ville :

I. – Affaires sociales et santé

II. – Ville

Agriculture et pêche.

Anciens combattants et victimes de guerre.

Commerce et artisanat.

Communication :

Communication audiovisuelle

Presse

Coopération.

Culture.

Départements et territoires d'outre-mer.

Économie et budget :

Charges communes

Services financiers

Education nationale (enseignement scolaire).

Enseignement supérieur et recherche :

I. – Enseignement supérieur

II. – Recherche

Environnement.

Équipement, transports et tourisme :

I. – Urbanisme et services communs

II. – Transports :

1. Transports terrestres

2. Routes

3. Sécurité routière

4. Transport aérien

5. Météorologie

III. – Tourisme

IV. – Mer :

• Marine marchande.

• Ports maritimes.

Industrie et postes et télécommunications
et commerce extérieur :

I. – Industrie et postes et télécommunications

II. – Commerce extérieur.

Intérieur et aménagement du territoire :

I. – Intérieur :

• Administration centrale et sécurité.

• Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation.

II. – Aménagement du territoire

Jeunesse et sports

Justice.

Logement.

Rapatriés.

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux

– Fonction publique.

II. – Secrétariat général de la Défense nationale

III. – Conseil économique et social

IV. – Plan

Travail, emploi et formation professionnelle.

B. – Budgets annexes

Aviation civile.

Journaux officiels.

Légion d'Honneur - Ordre de la Libération.

Monnaies et Médailles.

Prestations sociales agricoles.

II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital.

Dépenses ordinaires.

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor.

AFFAIRES ETRANGERES

Discussion (8 décembre 1994) (p. 6976, 7032) :

M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; MM. Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Guyomard, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations culturelles extérieures) ; Joël Bourdin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (relations culturelles, scientifiques et techniques) ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Jean-Pierre Cantegrit, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, André Bettencourt, Maurice Couve de Murville, Henri Goetschy, Mme Monique ben Guiga, MM. Serge Mathieu, Christian de La Malène, Guy Penne, Michel Crucis, Yves Guéna, Michel Caldaquès.

Examen des crédits (8 décembre 1994) (p. 7032) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur spécial ; Alain Juppé, ministre.*

Etat B – TITRES III et IV Adoptés (p. 7032).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 7032).

AFFAIRES SOCIALES, SANTE ET VILLE

I – AFFAIRES SOCIALES ET SANTE

Discussion (9 décembre 1994) (p. 7090, 7134) :

Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (protection sociale) ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (santé et politique hospitalière) ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (politique familiale) ; Alain Vasselle, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (politique en faveur des personnes âgées) ; Jacques Machet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (politique en faveur des handi-

capés) ; Franck Sérusclat, Pierre-Christian Taittinger, Jean Chérioux, Ernest Cartigny, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Huriet, François Delga, Léon Fatous, Lucien Neuwirth, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Yann Gaillard, Jean-Paul Hammann.

Examen des crédits (9 décembre 1994) (p. 7131, 7134) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Etienne Dailly, Mme Simone Veil, ministre.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 7131).

TITRE IV (p. 7131) – Adopté (p. 7133).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 7133).

AFFAIRES SOCIALES, SANTE ET VILLE

II – VILLE

Discussion (9 décembre 1994) (p. 7068, 7090) :

Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; M. Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; MM. Gérard Larcher, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Léon Fatous, Emmanuel Hamel, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roland Courteau, Paul Loridant, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Examen des crédits (9 décembre 1994) (p. 7089, 7090) : *M. Philippe Marini, rapporteur spécial ; Mme Simone Veil, ministre ; M. Jacques Machet, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Etienne Dailly.*

Le vote des crédits concernant la ville est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés aux affaires sociales et à la santé.

Etat B – TITRE III – Adopté après modification (9 décembre 1994) (p. 7131).

TITRE IV – Adopté (9 décembre 1994) (p. 7133).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (9 décembre 1994) (p. 7133).

AGRICULTURE ET PECHE

Discussion (2 décembre 1994) (p. 6580, 6630) :

MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Henri de Raincourt, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural) ; Aubert Garcia, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, (industries agricoles et alimentaires) ; Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole) ; Félix Leyzour, François Blaizot, François Delga, Fernand Tardy, Serge Mathieu, Michel Doublet, Louis Minetti, Jean Pourchet, Germain Authié, Jean-Pierre Tizon, Roger Rigaudière, Guy Robert, Gérard Delfau, Alain Gérard, Louis de Catuelan, Jean-Paul Hammann, Emmanuel Hamel.

Examen des crédits (2 décembre 1994) (p. 6627, 6630) : *MM. Félix Leyzour, Pierre Laffitte, Albert Vecten, Jean Pourchet, Jean Puech, ministre ; Gérard Delfau, Roland du Luart, rapporteur spécial ; Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6628, 6630).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6630).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Discussion (25 novembre 1994) (p. 6163, 6188) :

MM. Philippe Mestre, ministre des anciens combattants ; Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances ; Guy Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; André Boyer, Robert Pagès, Rémi Herment, Jacques Habert, Jean-Louis Carrère, Michel Miroudot, Jean-Paul Hammann, Marcel Lesbros, Raymond Courrière, Michel Rufin, Philippe de Gaulle.

Examen des crédits et des articles 51, 51 bis et 52 (25 novembre 1994) (p. 6184, 6188)

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6184).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 6184).

Art. 51 (*Application des revalorisations du point d'indice aux pensions d'invalidité*) – Adopté après modification (p. 6185).

Art. 51 bis (*Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants en Afrique du Nord ; allocation de préparation à la retraite*) (p. 6185) – Adopté après modification (p. 6187).

Art. additionnel après l'art. 51 bis (*Création d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de la carte de combattant ou du titre de reconnaissance de la nation pour permettre au titulaire de la carte de constituer une rente mutualiste*) (p. 6187) – Adopté (p. 6188).

Art. 52 (*Pensionnés temporaires âgés de plus de soixante-quinze ans*) – Adopté (p. 6188).

COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (28 novembre 1994) (p. 6305, 6329) :

MM. Alain Madelin, ministre des entreprises ; René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Joseph Ostermann, Félix Leyzour, Edouard Le Jeune, Robert Laucournet, Kléber Malécot, Bernard Dussaut, Daniel Goulet.

Examen des crédits et de l'article 55 (28 novembre 1994) (p. 6326, 6329) : *MM. Joseph Ostermann, René Ballayer, Alain Madelin, ministre ; Philippe Marini, Jean-Jacques Robert, René Ballayer, rapporteur spécial.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6326).

Etat C – TITRES VI – Adopté (p. 6326).

Art. 55 (*Montant du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers*) (p. 6326) – Adopté (p. 6327).

Après l'art. 55 (p. 6327).

Art. additionnel (*Réforme de la taxe sur les grandes surfaces*) (p. 6327) – Adopté (p. 6329).

Art. additionnel (*Dispositif d'aide aux commerçants et aux artisans en difficulté*) (p. 6327) – Adopté (p. 6329).

COMMUNICATION

Discussion (9 décembre 1994) (p. 7135, 7164) :

MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, chargé, à titre provisoire, d'exercer les fonctions de ministre de la communication ; Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Michel Miroudot, Georges Gruillot, Ivan Renar, André Egu, François Autain.

Examen des crédits et de l'article 41 (9 décembre 1994) (p. 7157, 7164) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial ; Nicolas Sarkozy, ministre, Maurice Schumann, Ivan Renar.*

Ligne 46 de l'Etat E (*Redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision*) (p. 7157) – Adopté (p. 7159).

Ligne 47 de l'Etat E (*Taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée*) – Adopté (p. 7159).

Art. 41 (*Répartition du produit hors taxe de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision*) (p. 7159) – Adopté (p. 7162).

COOPERATION

Discussion (7 décembre 1994) (p. 6944, 6967) :

MM. Bernard Debré, ministre de la coopération ; Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul d'Ornano, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Jean-Pierre Cantegrit, Hubert Durand-Chastel, Guy Penne, James Bordas, Mme Paulette Brise-pierre, M. Jacques Habert.

Examen des crédits (7 décembre 1994) (p. 6967) : *M. Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6967).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6967).

CULTURE ET FRANCOPHONIE

Discussion (26 novembre 1994) (p. 6231, 6257) :

MM. Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie ; Camille Cabana, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtre dramatique) ; Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (francophonie) ; Gérard Miquel, Max Marest, Ivan Renar, André Egu, André Maman.

Examen des crédits (26 novembre 1994) (p. 6257, 6258) : *MM. Maurice Schumann, Ivan Renar.*

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6258).

Art. 56 (*Personnel de l'établissement public chargé du domaine de Versailles*) – Adopté (p. 6258).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion (5 décembre 1994) (p. 6766, 6805) :

MM. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM ; Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances ; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (départements d'outre-mer) ; Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Pierre Lagourgue, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer) ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois (territoires d'outre-mer) ; Georges Othily, Henri Bangou, Daniel Millaud, Albert Pen, Paul Moreau, Marcel Henry, François Louisy, Sosefo Makapé Papilio.

Examen des crédits (5 décembre 1994) (p. 6804, 6805) : *MM. Eric Boyer, Roger Lise, Lucien Lanier.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6805).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6805).

ECONOMIE ET BUDGET

SERVICES FINANCIERS (ET CONSOMMATION)

Discussion (26 novembre 1994) (p. 6199, 6205) :

MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Gérard Miquel, rapporteur spécial de la commission des finances (services financiers) ; Louis Minetti, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (consommation et concurrence) ; Robert Pagès.

Examen des crédits (26 novembre 1994) (p. 6205, 6206) : *MM. Robert Pagès, Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6206).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 6206).

Art. 26 (*Suppression du budget annexe de l'Imprimerie nationale*) – Adopté (p. 6206).

EDUCATION NATIONALE

Discussion (1^{er} décembre 1994) (p. 6520, 6555) :

MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale ; Jacques-Richard Delong, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Vallon, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement scolaire) ; Gérard Delfau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement technique) ; James Bordas, Jacques Legendre, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Richert, Jacques Habert, Jean-Louis Carrère, Daniel Goulet, Georges Othily, Germain Authié, Sosefo Makapé Papilio, Roland Huguet, Claude Saunier.

Examen des crédits (1^{er} décembre 1994) (p. 6554, 6555) : *MM. Ivan Renar, Gérard Delfau, Yann Gaillard, Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (1^{er} décembre 1994) (p. 6554).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (1^{er} décembre 1994) (p. 6555).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I – ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Discussion (5 décembre 1994) (p. 6746, 6766) :

MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Jean Clouet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Lucien Neuwirth, Georges Othily, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. François Gautier, André Maman, Claude Saunier, Jean-Louis Carrère.

Examen des crédits (5 décembre 1994) (p. 6765, 6766) : *MM. André Maman, Ivan Renar, François Fillon, ministre.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6765).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6766).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

II – RECHERCHE

Discussion (5 décembre 1994) (p. 6725, 6746) :

MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Jacques Valade, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean-Louis Carrère.

Examen des crédits (5 décembre 1994) (p. 6742, 6746) : *MM. Ivan Renar, Robert Vizet, François Fillon, ministre ; Paul Lorient, Jacques Valade, rapporteur spécial.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6745).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6746).

ENVIRONNEMENT

Discussion (3 décembre 1994) (p. 6654, 6670) :

MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Pierre Croze, rapporteur spécial de la commission des finances, Charles Ginesy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean Besson, Christian Bonnet, Josselin de Rohan, Louis Minetti, Pierre Lacour, Robert Castaing.

Examen des crédits (3 décembre 1994) (p. 6671) : *MM. Emmanuel Hamel, Bernard Bosson, ministre ; Pierre Laffitte.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

I – URBANISME ET SERVICES COMMUNS

Discussion (6 décembre 1994) (p. 6812, 6819) :

MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Belanger, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Ambroise Dupont, Félix Leyzour.

Examen des crédits et de l'article 57 (6 décembre 1994) (p. 6819).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au transport aérien et à la météorologie

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

Art. 57 (Reconduction de la dotation globale d'équipement des villes nouvelles pour quatre ans) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6819).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II – TRANSPORTS

1. TRANSPORTS TERRESTRES – 2. ROUTES – 3. SECURITE ROUTIERE

Discussion (6 décembre 1994) (p. 6819, 6847) :

MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances (transports terrestres) ; Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (transports terrestres) ; Paul Lorient, rapporteur spécial de la commission des finances (routes et sécurité routière) ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes et voies navigables) ; Jean Pourchet, Jean-Pierre Demerliat, José Balarello, François Gerbaud, Paul Girod, Félix Leyzour, Alain Lambert, Marcel Vidal, Pierre Dumas.

Examen des crédits (6 décembre 1994) (p. 6847).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au transport aérien et à la météorologie

Etat B – TITRE IV – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6865).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

4. TRANSPORT AERIEN – 5. METEOROLOGIE – AVIATION CIVILE (BUDGET ANNEXE)

Discussion (6 décembre 1994) (p. 6848, 6867) :

MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Ernest Cartigny, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour l'aviation civile et le transport aérien ; Jacques Habert, François Autain, François Gerbaud, Félix Leyzour, Serge Vinçon.

Examen des crédits et des articles 27 et 28 (6 décembre 1994) (p. 6865, 6867)

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

Art. 27 (Services votés du budget annexe de l'aviation civile) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6867).

Art. 28 (Mesures nouvelles du budget annexe de l'aviation civile) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6867).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

III – TOURISME

Discussion (3 décembre 1994) (p. 6672, 6694) :

MM. Michel Barnier, ministre de l'environnement ; Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Ambroise Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; René-Pierre Signé, Daniel Goulet, Pierre Laffitte, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Daniel Millaud.

Examen des crédits (3 décembre 1994) (p. 6694, 6695) : *MM. Pierre Lacour, Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6695).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6695).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

IV – MER

Discussion (3 décembre 1994) (p. 6635, 6654) :

MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; René Régnauld, rapporteur spécial de la commission des finances (marine marchande) ; Louis de Catuelan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (marine marchande) ; René Régnauld, en remplacement de M. Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances (ports maritimes) ; Josselin de Rohan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes) ; Roger Lise, Jacques Bialski, Christian Bonnet, Lucien Lanier, Louis Minetti.

Examen des crédits (3 décembre 1994) (p. 6654) : Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au transport aérien et à la météorologie.

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6865).

INDUSTRIE, POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (28 novembre 1994) (p. 6263, 6304) :

MM. José Rossi, ministre de l'industrie ; Bernard Barbier, rapporteur spécial de la commission des finances (industrie) ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industrie) ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, (énergie) ; André Fosset, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (postes et télécommunications) ; Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur spécial de la commission des finances (commerce extérieur) ; MM. Marcel Daunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (commerce extérieur) ; Henri Revol, Emmanuel Hamel, Pierre Laffitte, Félix Leyzour, Pierre Lagourgue, Louis Perrein, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Philippe Nachbar, Paul Loridant.

Examen des crédits et de l'article 58 (28 novembre 1994) (p. 6303, 6304) : *MM. Félix Leyzour, José Rossi, ministre.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication.

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (9 décembre 1994) (p. 7164).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (9 décembre 1994) (p. 7164).

Art. 58 (*Montant des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base*) – Adopté (28 novembre 1994) (p. 6304).

INTERIEUR ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

I – INTERIEUR

Discussion (29 novembre 1994) (p. 6360, 6394) :

MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Paul Girod, rapporteur spécial de la commission des finances (administration centrale et sécurité) ; Jacques Mossion, rapporteur spécial de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) ; André Bohl, rapporteur pour avis de la commission des lois (décentralisation) ; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité) ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile) ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Robert Pagès, René Régnault, Henri de Raincourt, Mme Françoise Seligmann, MM. Jacques-Richard Delong, André Rouvière.

Examen de crédits (29 novembre 1994) (p. 6386, 6394) : *MM. Jean Huchon, René Régnault, Camille Cabana, Robert Pagès, Claude Estier, Charles Pasqua, ministre ; Paul Girod, rapporteur spécial ; Jacques-Richard Delong, Alain Vasselle.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6387).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6387).

Art. 59 (*Financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris*) (p. 6387) – Adopté (p. 6394).

INTERIEUR ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

II – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (29 novembre 1994) (p. 6336, 6360) :

MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Jacques Sourdille, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Pépin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean François-Poncet, Félix Leyzour, Jean Pourchet, Marcel Vidal, Jean-Paul Emin, Philippe Marini, Claude Saunier, Bernard Hugo, Georges Gruillot, Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire.

Examen des crédits (29 novembre 1994) (p. 6358, 6360) : *MM. Gérard Delfau, Daniel Hoeffel, ministre ; Jean Huchon, René Régnault, Camille Cabana, Robert Pagès, Claude Estier, Charles Pasqua, ministre ; Paul Girod, rapporteur spécial ; Jacques-Richard Delong, Alain Vasselle.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à l'intérieur.

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (29 novembre 1994) (p. 6387).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (29 novembre 1994) (p. 6387).

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (4 décembre 1994) (p. 6699, 6719) :

Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports ; MM. Jean Arthuis, en remplacement de M. Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial de la commission des finances ; François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean-Jacques Robert, Mme Hélène Luc, MM. André Egu, Philippe Madrelle.

Examen des crédits (4 décembre 1994) (p. 6718, 6720) : *MM. Maurice Schumann, Ernest Cartigny, Mme Hélène Luc, MM. Emmanuel Hamel, François Lesein, rapporteur pour avis.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6719).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6719, 6720).

JUSTICE

Discussion (7 décembre 1994) (p. 6914, 6943) :

MM. Alain Lambert, rapporteur spécial de la commission des finances ; Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois (services généraux) ; Guy Cabanel, rapporteur pour avis de la commission des lois (administration pénitentiaire) ; Michel Rufin, rapporteur pour avis de la commission des lois (protection judiciaire de la jeunesse) ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Hubert Haenel, Charles Lederman, Roger Lise, Hubert Durand-Chastel, Mme Françoise Seligmann, MM. José Balareello, Dominique Leclerc, Pierre Fauchon, Jacques Legendre, Georges Gruillot.

Examen des crédits (7 décembre 1994) (p. 6943, 6944) : *MM. Robert Pagès, Pierre Méhaignerie, ministre.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6944).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 6944).

Art. 60 (*Montant de l'unité de valeur relative à l'aide juridique*) – Adopté (p. 6944).

LOGEMENT

Discussion (1^{er} décembre 1994) (p. 6491, 6520) :

MM. Hervé de Charette, ministre du logement ; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances ; William Chervy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Bimbenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social) ; Robert Laucournet, José Balareello, Jacques de Menou, Mme Paulette Fost, MM. René Ballayer, Léon Fatous, Joseph Ostermann, André Vezinhet, Alain Vasselle.

Examen des crédits et de l'article 61 (1^{er} décembre 1994) (p. 6511, 6520) : *MM. Robert Laucournet, André Vezinhet, Mme Paulette Fost, MM. Hervé de Charette, ministre ; Josselin de Rohan, Joseph Ostermann, Henri Collard, Alain Vasselle, Jacques-Richard Delong, Jean Arthuis rapporteur général de la commission des finances ; José Balareello.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (1^{er} décembre 1994) (p. 6511).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (1^{er} décembre 1994) (p. 6511).

Art. 61 (*Aide personnalisée au logement*) (p. 6511) – Adopté (1^{er} décembre 1994) (p. 6511).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**I – SERVICES GÉNÉRAUX (ET FONCTION PUBLIQUE)**

Discussion (26 novembre 1994) (p. 6206, 6216) :

MM. André Rossinot, ministre de la fonction publique ; Maurice Couve de Murville, rapporteur spécial de la commission des finances ; René Trégouët, rapporteur spécial de la commission des finances (fonction publique) ; Mme Anne Heinis, M. Robert Pagès.

Examen des crédits (26 novembre 1994) (p. 6216) : Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication.

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (9 décembre 1994) (p. 7164).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (9 décembre 1994) (p. 7164).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**I – SERVICES GÉNÉRAUX (RAPATRIÉS)**

Discussion (6 décembre 1994) (p. 6867, 6879) :

M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; José Balareello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Roland Courteau, Jean-Paul Hammann, Félix Lezour, Alain Dufaut.

Examen des crédits (6 décembre 1994) (p. 6879) : *MM. Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Jean-Paul Hammann, Roger Romani, ministre.*

Le vote des crédits affectés aux rapatriés, compris dans les crédits des services généraux du Premier ministre est réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication.

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (9 décembre 1994) (p. 7164).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (9 décembre 1994) (p. 7164).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**II – SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE**

Discussion (26 novembre 1994) (p. 6218, 6220) :

MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Gérard Miquel, en remplacement de M. Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances ; Serge Vinçon.

Examen des crédits (26 novembre 1994) (p. 6220, 6221) : *MM. Michel Caldaguès, Gérard Miquel, rapporteur spécial.*

Etat B – TITRE III – Adopté.

Etat C – TITRE V – Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**III – CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Discussion (26 novembre 1994) (p. 6221, 6222) :

M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances.

Examen des crédits (26 novembre 1994) (p. 6222) : *M. Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 6222).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**IV – PLAN**

Discussion générale (26 novembre 1994) (p. 6223, 6228) :

MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances ; Mme Anne Heinis, en remplacement de M. Jean Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; M. Louis Minetti.

Examen des crédits (26 novembre 1994) (p. 6228, 6229) : *MM. Louis Minetti, Roger Romani, ministre.*

Etat C – TITRE VI – Adopté (p. 6229).

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Discussion (30 novembre 1994) (p. 6401, 6434) :

MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (travail et emploi) ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (formation professionnelle) ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mmes Joëlle Dusseau, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Serge Mathieu, Georges Gruillot, Mme Michelle Demessine, MM. Paul Caron, Roland Huguet, Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances.

Examen des crédits (30 novembre 1994) (p. 6434) : *MM. Gérard Delfau, Michel Giraud, ministre.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6434).

Etat C – TITRE V et VI – Adoptés (p. 6435).

JOURNAUX OFFICIELS**(BUDGET ANNEXE)**

Discussion (26 novembre 1994) (p. 6229, 6230) :

M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances.

Examen des crédits (26 novembre 1994) (p. 6230)

Art. 27 (Services votés) – Adopté (p. 6230).

Art. 28 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6230).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION**(BUDGET ANNEXE)**

Discussion (7 décembre 1994) (p. 6910, 6913) :

MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances ; Yvon Collin.

Examen des crédits (7 décembre 1994) (p. 6913, 6914)

Art. 27 (Services votés) – Adopté (p. 6913).

Art. 28 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6914).

MONNAIES ET MÉDAILLES**(BUDGET ANNEXE)**

Discussion (26 novembre 1994) (p. 6216, 6217) :

MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Gérard Miquel, en remplacement de M. Michel Sergent, rapporteur spécial de la commission des finances.

Examen des crédits (26 novembre 1994) (p. 6217) : *M. Michel Moreigne.*

Art. 27 (Services votés) – Adopté (p. 6217).

Art. 28 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6217).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES**(BUDGET ANNEXE)**

Discussion (2 décembre 1994) (p. 6563, 6580) :

MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Seillier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Louis Minetti, Guy Robert, Jean-Pierre Demerliat, Henri de Raincourt, Jean-Paul Hammann, Michel Moreigne, Pierre Louvot.

Examen des crédits (2 décembre 1994) (p. 6579, 6580) : *M. Raymond Soucaret.*

Art. 27 (*Services votés*) – Adopté (p. 6579).

Art. 28 (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 6580).

DEFENSE

Discussion (30 novembre 1994) (p. 6435, 6486) :

MM. François Léotard, ministre de la défense ; Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances (exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; François Trucy, rapporteur spécial de la commission des finances (dépenses ordinaires) ; Jacques Golliet, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (nucléaire, espace et services communs) ; Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « gendarmerie ») ; Serge Vinçon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « forces terrestres ») ; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « air ») ; André Boyer, en remplacement de M. Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « marine ») ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères, Jacques Habert, Roland Bernard, Robert Vizet, André Rouvière, Philippe de Gaulle, Ernest Cartigny, Hubert Haenel, Robert Husson, Daniel Goulet.

Examen des crédits et des articles 23 et 24 (p. 6485, 6486)

Art. 23 (*Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services militaires*) et **TITRE III** – Adoptés (p. 6485).

Art. 24 (*Mesures nouvelles – Dépenses en capital des services militaires*) et **TITRES V et IV** (p. 6485) – Adoptés (p. 6486).

CHARGES COMMUNES ET COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion (6 décembre 1994) (p. 6879, 6900) :

MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances (charges communes) ; Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances (comptes spéciaux du Trésor) ; Félix Leyzour, Paul Loridant.

Examen des crédits, des articles 53 à 54 ter ainsi que des articles 29 à 36 (6 décembre 1994) (p. 6891, 6900) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Belot, rapporteur spécial ; Edmond Alphandéry, ministre ; Philippe Marini, rapporteur spécial, Jean Faure, Jean Delaneau, André Egu, Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances, Mme Hélène Luc.*

Crédits des charges communes.

Etat B – **TITRES I, II, III et IV** – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6893).

Etat C – **TITRES V et VI** – Adoptés (6 décembre 1994) (p. 6893).

Art. 53 (*Taux de majoration applicables aux rentes viagères*) (p. 6893) – Adopté (p. 6894).

Art. 54 bis (*Rapport du Gouvernement sur des opérations de crédit ou des opérations financières bénéficiant de la garantie de l'Etat*) – Adopté (p. 6894).

Art. 54 ter (*Rapport du Gouvernement sur les apports aux entreprises publiques, les achats et les ventes par l'Etat de titres, parts ou droits de sociétés*) – Adopté (p. 6894).

Crédits des comptes spéciaux du Trésor.

Art. 29 (*Compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds de péréquation des transports aériens »*) (p. 6894) – Adopté (p. 6895).

Art. 30 (*Compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables »*) – Adopté (p. 6895).

Art. 31 (*Crédits ouverts au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) – Adopté (p. 6895).

Art. 32 (*Crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) (p. 6895) – Adopté (p. 6899).

Art. 33 à 36 (*Opérations à caractère temporaire*) – Adoptés (p. 6900).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHES A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS)

Discussion (10 décembre 1994) (p. 7171, 7273) : *MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet, Jean Chérioux, Alain Lambert, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Pierre Tizon, Michel Crucis, Paul Girod, Auguste Cazalet, Michel Souplet, Philippe Marini, Charles Descours, Louis Althapé, Gérard Miquel, Mme Paulette Fost, MM. Louis de Catuelan, Jacques Oudin, André Fosset, Daniel Millaud, René Régnauld, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Valade, Etienne Dailly, Mme Hélène Luc, M. Robert Pagès, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances, Jean-Pierre Fourcade, Pierre Mauroy, André Diligent.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1995

I – Opérations à caractère définitif

A – Budget général

Art. 20 (*Budget général - Services votés*) – Adopté (p. 7171).

Art. 21 et Etat B (*Mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services civils*) (p. 7171) – Adoptés (p. 7172).

Art. 22 et Etat C (*Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services civils*) (p. 7172) – Adoptés (p. 7176).

Art. 23 (*Mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services militaires*) – Adopté (30 novembre 1994) (p. 6495).

Art. 24 (*Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services militaires*) – Adopté (30 novembre 1994) (p. 6485).

Art. 25 et Etat D (*Autorisation d'engagement par anticipation*) – Adoptés (p. 7176).

B – Budgets annexes

Art. 26 (*Clôture du budget annexe « imprimerie nationale »*) – Adopté (26 novembre 1994) (p. 6206).

Art. 27 (*Budgets annexes - Services votés*) – Adopté (p. 7176).

Art. 28 (*Budgets annexes - Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 7176).

C – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Art. 29 (*Création du compte d'affectation spéciale n° 902-25 « Fonds de péréquation des transports aériens »*) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6894).

Art. 30 (*Création du compte d'affectation spéciale n° 902-26 « Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables »*) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6895).

Art. 31 (*Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Services votés*) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6895).

Art. 32 (*Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Mesures nouvelles*) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6899).

II – Opérations à caractère temporaire

Art. 33 (*Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire - Services votés*) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6900).

Art. 34 (*Comptes d'affectation spéciale - Opérations à caractère temporaire - Mesures nouvelles*) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6900).

Art. 35 (*Comptes de prêts - Mesures nouvelles*) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6900).

Art. 36 (*Prorogation du compte spécial n° 905-11 « Opérations de liquidation de l'ancien secteur français de Berlin »*) – Adopté (6 décembre 1994) (p. 6900).

III – Dispositions diverses

Art. 37 et Etat E (*Autorisation de perception des taxes parafiscales*) (p. 7176) – Adoptés (p. 7187).

Art. 38 et Etat F (*Crédits évaluatifs*) (p. 7187) – Adoptés (p. 7189).

Art. 39 et Etat G (*Crédits provisionnels*) (p. 7189) – Adoptés (p. 7190).

Art. 40 et Etat H (*Reports de crédits*) (p. 7190) – Adoptés après modification (p. 7193).

Art. 41 (*Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la consommation audiovisuelle*) – Adopté (9 décembre 1994) (p. 7162).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A – Mesures fiscales

1. Mesures de soutien de l'activité et de l'emploi

Art. 42 (*Relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié au domicile*) (p. 7194) – Adopté (p. 7197).

Art. 43 (*Constitution de la créance née de la suppression du décalage d'un mois de la taxe sur la valeur ajoutée pour certaines entreprises*) – Adopté (p. 7199).

Art. additionnel après l'art. 43 (*Modalités d'imposition des subventions d'équipement en cas d'apport en société ou de fusion*) – Adopté (p. 7199).

Art. 44 (*Aménagement du régime des provisions pour implantations à l'étranger*) – Adopté (p. 7199).

Art. 44 bis (*Extension du régime des fusions à certaines cessions*) – Supprimé (p. 7200).

Art. 44 ter (*Extension du plan d'épargne en actions aux titres de sociétés non cotées*) – Adopté (p. 7200).

Art. 45 (*Relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global*) (p. 7200) – Adopté après modification (p. 7204).

Art. 46 (*Exonération de revenus fonciers pour les logements vacants depuis plus d'un an et mis en location*) – Supprimé (p. 7205).

Art. additionnel après l'art. 46 (*Reconduction de l'exonération des plus-values des SICAV monétaires lorsque le produit de leur vente est réinvesti dans l'achat de logement*) – Adopté (p. 7207).

2. Mesures diverses

Art. 47 (*Reconduction de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures*) – Adopté (p. 7210).

Art. 48 (*Reconduction de diverses mesures d'amortissement exceptionnel*) (p. 7210) – Adopté après modification (p. 7211).

Art. additionnel après l'art. 48 (*Extension du bénéfice de l'amortissement exceptionnel aux batteries de véhicules électriques*) – Adopté (p. 7211).

Art. 48 bis (*Possibilité pour les syndicats mixtes et exclusivement composés de collectivités territoriales d'instituer la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire*) – Supprimé (p. 7213).

Art. 48 ter (*Suppression de la publicité obligatoire des sommes dues par un redevable correspondant à l'application du plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) – Adopté (p. 7215).

Art. 48 quater (*Report pour 1995 de la date limite de délibération des collectivités locales prévue à l'article 1639 A bis du code général des impôts*) – Adopté (p. 7215).

Art. 48 quinquies (*Exonération des redevances des mines pour les gisements d'hydrocarbures situés en mer territoriale*) – Adopté (p. 7216).

Après l'art. 48 quinquies (p. 7216).

Art. additionnel (*Prorogation du dispositif actuel en matière de réglementation fiscale des quirats*) – Adopté (p. 7223).

Art. additionnel (*Réduction des redevances communale et départementale des mines auxquelles sont soumises les productions extraites de ces gisements*) (p. 7225) – Adopté (p. 7227).

B – Autres mesures

Art. 49 (*Réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion*) (p. 7235) – Adopté après modification (p. 7241).

Art. 50 (*Exonération du versement de transport pour les seules entreprises établies depuis moins de cinq ans dans les villes nouvelles de la région parisienne*) (p. 7243) – Adopté (p. 7244).

Après l'art. 50.

Art. additionnel (*Extension du bénéfice du fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) à Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adopté (p. 7244).

Art. additionnel (*Coordination entre la loi de finances rectificative pour 1994 et les dispositions régissant le compte de soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels*) – Adopté (p. 7244).

Seconde délibération, ordonnée à la demande de M. Roger Romani, ministre délégué en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, portant sur les articles 21 et Etat B, 22 et Etat C, 24, 28 et 32 et, pour coordination, sur l'article 19 et Etat A (p. 7247).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat, portant sur les articles soumis à une seconde délibération (p. 7247).

Art. 21 et Etat B annexé (p. 7248) – Adoptés après modification lors du vote unique (p. 7256).

Art. 22 et Etat C annexé (p. 7250) – Adoptés après modification lors du vote unique (p. 7256).

Art. 24 (p. 7252) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 7256).

Art. 28 (p. 7252) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 7256).

Art. 32 (p. 7252) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 7256).

Art. 19 et Etat A annexé (p. 7252) – Adoptés après modification lors du vote unique (p. 7256).

Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 7260, 7273) : MM. Josselin de Rohan, Ernest Cartigny, Robert Vizet, Maurice Blin, Jacques Habert, Louis Perrein, Marcel Lucotte, Yvon Collin ; intervention de M. Nicolas Sarkozy, ministre – Dépenses publiques – Déficit budgétaire – Politique en faveur de l'emploi.

Scrutin public à la tribune de droit n° 64 (p. 7273).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994) (p. 7273).

Discussion (commission mixte paritaire)

(1^{er} décembre 1994) (p. 7693, 7714).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7693, 7698) : MM. Jean Arthuis, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Mme Paulette Fost.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7698, 7714) : MM. René Ballayer, Jean Arthuis, rapporteur ; Nicolas Sarkozy, ministre.

PREMIERE PARTIE
CONDITIONS GENERALES
DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I – Impôts et revenus autorisés

A – Dispositions antérieures

B – Mesures fiscales

1. Mesures en faveur des ménages

Art. 2 bis (p. 7698) – Suppression maintenue par la CMP.

Art. 2 ter (p. 7698).

2. Mesures de soutien de l'activité et de l'emploi

Art. 4 ter et 6 ter (p. 7698).

3. Mesures diverses

Art. 8 ter, 9 et 9 bis (p. 7698).

Art. 11, 11 bis, 12, 12 ter A et 12 ter (p. 7699).

Art. 12 quater (p. 7700) – Supprimé par la CMP.

Art. 12 quinquies (p. 7700).

Art. 12 sexies (p. 7701).

II – Ressources affectées

Art. 13 bis et 13 ter (p. 7701).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 19 (p. 7701).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS
SPECIALES

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1995

I – Opérations à caractère définitif

A – Budget général

Art. 21 et Etat B (p. 7705).

Art. 22 et Etat C (p. 7706).

Art. 24 (p. 7709).

B – Budgets annexes

Art. 28 (p. 7709).

C – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation
spéciale

Art. 29, 30 et 32 (p. 7709).

II – Opérations à caractère temporaire

III – Opérations diverses

Art. 40 et Etat H (p. 7710).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A – Mesures fiscales

1. Mesures de soutien de l'activité et de l'emploi

Art. 43 bis (p. 7710).

Art. 44 bis (p. 7710) – Suppression maintenue par la CMP.

Art. 45 (p. 7710).

Art. 46 (p. 7710) – Suppression maintenue par la CMP.

Art. 46 bis (p. 7710).

2. Mesures diverses

Art. 48 et 48 bis A (p. 7710).

Art. 48 bis (p. 7711) – Suppression maintenue par la CMP.

Art. 48 sexies et 48 septies (p. 7711).

B – Autres mesures

Art. 49, 50 bis, 50 ter, 51 et 51 bis (p. 7711).

Art. 51 ter (p. 7712) – Supprimé par la CMP.

Art. 55, 55 bis, 55 ter, 59 et 61 (p. 7712).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7713, 7714) : *MM. Paul Loridant, Jean Clouet, Lucien Lanier.*

Scrutin public de droit n° 77 (p. 7714).

Adoption (19 décembre 1994) (p. 7714).

3. – Projet de loi de finances rectificative pour 1994, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (23 novembre 1994) [n° 1716 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Philippe Auberger (1^{er} décembre 1994) [n° 1745 (94-95)] – Avis de M. René Galy-Dejean (1^{er} décembre 1994) [n° 1755 (94-95)] – Discussion (8 décembre 1994) – Adoption (8 décembre 1994) [n° 306].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1994) [n° 132 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (14 décembre 1994) [n° 148 (94-95)] – Discussion (19 décembre 1994) – Adoption (19 décembre 1994) [n° 48].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1994) [n° 1826 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Philippe Auberger (21 décembre 1994) [n° 1840 (94-95)] – Discussion (21 décembre 1994) – Adoption (21 décembre 1994) [n° 334].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean Arthuis (21 décembre 1994) [n° 187 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 71].

PROMULGATION : loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 30 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1994) (p. 7714, 7776).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7714, 7727) : *MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Robert Vizet, Paul Loridant.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7727, 7776) : *MM. Alain Vasselle, Jean-Pierre Masseret, Mme Paulette Fost, MM. Claude Estier, Robert Vizet, Jean Arthuis, rapporteur général ; Nicolas Sarkozy, ministre ; Jacques Habert, Michel Souplet, René Ballayer, Philippe Marini, Ernest Cartigny, Michel Charasse, Raymond Courrière, Mme Anne Heinis, MM. Ambroise Dupont, François Trucy, Jean Chérioux, Albert Vecten, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES
DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 1^{er} (*Extension d'attributions du Fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles*) (p. 7727) – Adopté (p. 7730).

Art. 2 (*Versement de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites au profit du budget général*) – Adopté (p. 7731).

Art. 3 (*Démantèlement des taxes fiscales sur les céréales et les oléagineux perçues au profit du BAPSA*) – Adopté (p. 7731).

Art. 4 et Etat A (*Equilibre général*) (p. 7731) – Adoptés (p. 7736).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1994

I – Opérations à caractère définitif

A. Budget général

Art. 5 et Etat B (*Dépenses ordinaires des services civils - Ouvertures*) (p. 7736) – Adoptés (p. 7738).

Art. 6 et Etat C (*Dépenses en capital des services civils - Ouvertures*) (p. 7738) – Adoptés (p. 7741).

Art. 7 (*Dépenses ordinaires des services militaires - Ouvertures*) – Adopté (p. 7741).

B – Budgets annexes

Art. 8 (*Budgets annexes - Ouvertures*) – Adopté (p. 7741).

Art. additionnel après l'art. 8 (*Extension du bénéfice des dispositions fiscales concernant les unités de production d'éthanol à des unités qui produiraient des esthers et des huiles de colza*) – Adopté (p. 7741).

C – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Art. 9 (*Comptes d'affectation spéciale - Ouvertures*) – Adopté (p. 7741).

Art. 10 (*Assujettissement des sociétés de programmes de télévision et des exploitants de réseaux câblés au prélèvement institué en faveur du compte de soutien aux industries cinématographiques et de programmes audiovisuels*) (p. 7741) – Adopté après modification (p. 7742).

Art. 10 bis (*Nouvelle rédaction de l'article 61 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 portant loi de finances pour 1984, relatif à l'organisation du compte de soutien financier de l'industrie cinématographique*) (p. 7742) – Adopté (p. 7743).

II. Autres dispositions

Art. 11 (*Ratification de deux décrets d'avance*) – Adopté (p. 7743).

Art. 12 (*Affectation des produits supplémentaires de 1983 de la taxe dénommée « Redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision »*) – Adopté (p. 7743).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I – Mesures concernant la fiscalité

Art. additionnel avant l'art. 13 (*Revalorisation du plafond du chiffre d'affaires des personnes soumises au régime simplifié d'imposition*) (p. 7743) – Adopté (p. 7744).

Art. 13 (*Transcription de la directive 94-5-CE du Conseil, du 14 février 1994, relative au régime particulier applicable aux biens d'occasion, ventes d'art, objets de collection ou d'antiquités*) (p. 7750) – Adopté (p. 7751).

Art. 14 (*Adaptation du niveau des franchises pour les voyageurs en provenance des pays tiers et des limites pour les achats hors taxes effectués lors de voyages intracommunautaires*) – Adopté (p. 7753).

Art. 15 (*Extension du régime économique et fiscal du sucre*) – Adopté après modification (p. 7753).

Art. 16 (*Reconduction du régime contingentaire du rhum provenant des départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 7753).

Art. 17 (*Modification du régime fiscal des syndicats mixtes en matière d'impôt sur les sociétés*) – Adopté après modification (p. 7753).

Art. additionnel après l'art. 17 (*Validation des impôts annulés pour vice de forme par certaines collectivités territoriales*) – Adopté (p. 7754).

Art. 17 bis (*Assujettissement à la TVA des contrats de crédit-bail conclus avec des personnes établies dans les Etats membres de la Communauté européenne où le crédit-bail est assimilé à une livraison*) – Adopté (p. 7754).

Art. 18 (*Modalités d'imposition des créances acquises en cas de transformation d'une exploitation non-commerciale en société d'exercice libéral*) – Adopté (p. 7754).

Art. 18 bis (*Possibilité d'imposition immédiate des plus-values nettes à long terme constatées lors de l'apport en société d'une entreprise individuelle*) (p. 7754) – Adopté après modification (p. 7755).

Art. 18 ter (*Maintien des reports d'imposition précédemment obtenus en cas de transformation d'une société civile professionnelle en société d'exercice libéral*) – Adopté (p. 7755).

Art. 18 quater (*Exonération de la taxe professionnelle pour les correspondants locaux non salariés de la presse régionale ou départementale*) – Adopté (p. 7755).

Art. 19 (*Modalités d'application de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties accordée par les communes et groupements de communes*) – Adopté (p. 7755).

Art. 19 bis (*Financement de stocks à rotation lente*) – Supprimé (p. 7755).

Art. 19 ter (*Echanges d'informations entre les services fiscaux et les services de l'équipement et du logement*) – Adopté (p. 7756).

Art. 20 (*Abaissement du taux de la taxe sur la publicité télévisée*) – Adopté (p. 7756).

Art. 21 (*Conséquences de la non-déclaration d'une opération imposable à la taxe sur la valeur ajoutée et déductible par le redevable*) – Adopté (p. 7756).

Art. 22 (*Suppression de la déclaration prévue pour les redressements acceptés dans le cadre du régime des groupes*) – Adopté (p. 7756).

Art. 23 (*Caractère préalable des demandes d'agrèments fiscaux*) – Adopté (p. 7756).

Art. 24 (*Sanctions pénales pour fraude fiscale*) – Adopté (p. 7756).

Art. 25 (*Harmonisation des voies de recours concernant la majoration prononcée pour retard abusif dans le paiement de l'impôt*) – Adopté (p. 7756).

Art. 26 (*Aménagement des modalités de liquidation des intérêts moratoires au profit de l'Etat*) (p. 7756) – Adopté après modification (p. 7757).

Art. 26 bis (*Régime fiscal des opérations publiques d'échange d'actions*) (p. 7757) – Adopté après modification (p. 7758).

Art. additionnel après l'art. 26 bis (*Mesures en faveur des opérations de restructuration des groupes*) – Adopté (p. 7759).

Art. 26 ter (*Amortissement des primes ou des décotes constatées sur les titres d'investissement détenus par les établissements de crédit*) – Adopté (p. 7759).

Art. additionnel après l'art. 26 ter (*Mise en conformité des dispositions de l'article 39-1 1° quater du code général des impôts avec le plan comptable général*) – Adopté (p. 7759).

Art. 26 quater (*Modification du régime des opérations groupées de restauration immobilière*) (p. 7760) – Adopté après modification (p. 7762).

Art. 26 quinquies (*Assimilation des titres de trésorerie à des éléments de l'actif immobilisé dans le cadre du régime des fusions*) – Adopté (p. 7762).

Art. additionnel après l'art. 26 quinquies (*Neutralisation, dans le résultat d'ensemble du groupe, des dividendes versés entre sociétés du groupe et ne bénéficiant pas du régime mère-fille*) – Adopté (p. 7763).

Art. additionnel avant l'art. 26 sexies (*Neutralisation de certaines réintégrations fiscales en cas d'évolution dans la structure d'un groupe*) (p. 7763) – Adopté (p. 7765).

Art. 26 sexies (*Elargissement de l'assiette de crédit d'impôt recherche aux frais engagés par les dirigeants de personnes morales pour participer aux réunions de normalisation*) – Adopté (p. 7763).

Après l'art. 26 sexies (p. 7763).

Article additionnel (*Suppression de la dépendance entre la réintégration de l'amortissement financier du preneur du contrat de crédit-bail et la situation du bailleur*) – Adopté (p. 7765).

Art. additionnel (*Exonération de la taxe sur les salaires pour les rémunérations versées par un particulier occupant un seul employé à domicile et extension du bénéfice de cette mesure, sous certaines conditions, aux personnes employant plusieurs salariés*) – Adopté (p. 7765).

II – Autres dispositions

Art. 27 (*Modalités de calcul des rémunérations des personnels militaires*) – Adopté (p. 7766).

Art. 28 (*Prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la société Française des jeux*) (p. 7766) – Adopté (p. 7772).

Art. 29 (*Relèvement du plafond d'autorisation de conversion de créances sur les pays en voie de développement et les pays d'Europe centrale et orientale*) – Adopté (p. 7772).

Art. 30 (*Autorisation de remises de dettes dans le cadre du dispositif arrêté à la conférence de Toronto*) – Adopté (p. 7772).

Art. 31 (*Remise de dettes aux pays membres de l'Union économique et monétaire Ouest africaine, aux pays membres de la Banque de l'Afrique Centrale et à la République fédérale islamique des Comores*) – Adopté (p. 7772).

Art. 32 (*Affectation comptable de la taxe d'usage des abattoirs publics*) – Adopté (p. 7772).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7773, 7775) : MM. René Ballayer, Emmanuel Hamel, Claude Estier, François Trucy, Ernest Cartigny.

Scrutin public de droit n° 78 (p. 7776).

Adoption (19 décembre 1994) (p. 7776).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1994) (p. 8108, 8113).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8108, 8109) : MM. Jean Arthuis, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8109, 8113)

Art. 8 bis, 10 et 13 (p. 8109).

Art. 15, 17, 18 bis (p. 8110).

Art. 26, 26 quater A, 26 quater (p. 8111).

Art. 26 sexies A, 26 sexies B, 26 septies, 26 octies (p. 8112).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8112) : MM. Robert Vizet, Louis Perrein.

Scrutin public n° 90 (p. 8113).

Adoption (23 décembre 1994) (p. 8113).

Lois de programmation militaire

Voir *Défense*, 3

Lois de programme

Voir *Justice*, 3

Lois de règlement

1. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (22 décembre 1993) [n° 914 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Philippe Auberger (8 avril 1994) [n° 1070 (93-94)] – Avis de M. Pierre Favre (13 avril 1994) [n° 1121 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 173].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 358 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (27 avril 1994) [n° 378 (93-94)] – Discussion (5 mai 1994) – Adoption (5 mai 1994) [n° 118].

PROMULGATION : Loi n° 94-400 du 20 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 21 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1994) (p. 1457, 1475).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1457, 1469) : MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Michel Sergent, Mme Paulette Fost.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1469, 1475)

Art. 1^{er} (*Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1992*) (p. 1469) – Adoptés (p. 1470).

Art. 2 et tableau A annexé (*Recettes du budget général*) – Adoptés (p. 1470).

Art. 3 et tableau B annexé (*Dépenses ordinaires civiles du budget général*) – Adoptés (p. 1470).

Art. 4 et tableau C annexé (*Dépenses civiles en capital du budget général*) – Adoptés (p. 1470).

Art. 5 et tableau D annexé (*Dépenses ordinaires militaires du budget général*) – Adoptés (p. 1471).

Art. 6 et tableau E annexé (*Dépenses militaires en capital du budget général*) – Adoptés (p. 1471).

Art. 7 et tableau F annexé (*Résultats du budget général de 1992*) – Adoptés (p. 1471).

Art. 8 et tableau G annexé (*Résultats des budgets annexes*) (p. 1471) – Adoptés (p. 1472).

Art. 9 et tableau I annexé (*Comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1993*) (p. 1472) – Adoptés (p. 1473).

Art. 10 (*Pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) – Adopté (p. 1473).

Art. 11 (*Apurement des avances consenties au syndicat mixte pour la protection du littoral Nord-Ouest de la Bretagne*) – Adopté (p. 1473).

Art. 12 (*Transfert aux découverts du Trésor*) (p. 1473) – Adopté (p. 1474).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1474, 1475) : M. Emmanuel Hamel, Mme Paulette Fost.

Scrutin public de droit n° 118 (p. 1474).

Adoption (5 mai 1994) (p. 1475).

Lycées

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2

M

Madagascar

Voir *Allocutions et communications*, 10

Magistrats

Voir *Justice*, 4
Magistrature, 1

Magistrature

1. – **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (1^{er} juin 1994) [n° 1333 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de MM. Jean-Pierre Bastiani, Marcel Porcher, Philippe Houillon portant également sur les projets de loi n° 1334 (93-94) et n° 1335 (93-94) (22 juin 1994) [n° 1427 (93-94)] – Discussion (4 et 5 juillet 1994) – Adoption (5 juillet 1994) [n° 259].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 juillet 1994) [n° 585 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Pierre Fauchon portant également sur les projets de loi n° 1334 (93-94) et n° 1335 (93-94) – Justice (13 octobre 1994) [n° 30 (94-95)] – Discussion (18 et 19 octobre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programme n° 1334 (93-94) et du projet de loi n° 1335 (93-94) – Justice 3, 4) – Adoption (19 octobre 1994) [n° 13].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 octobre 1994) [n° 1602 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Bastiani (10 novembre 1994) [n° 1652 (94-95)] – Discussion (21 novembre 1994) – Adoption (21 novembre 1994) [n° 287].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 novembre 1994) [n° 86 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Pierre Fauchon portant également sur les projets de loi n° 1334 (93-94) et n° 1335 (93-94) – Justice 3, 4 (7 décembre 1994) [n° 116 (94-95)] – Discussion (12 décembre 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programme n° 1334 (93-94) et du projet de loi n° 1335 (93-94) – Justice 3, 4) – Adoption (12 décembre 1994) [n° 37].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (13 décembre 1994) [n° 1788 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean-Pierre Bastiani (20 décembre 1994) [n° 1832 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 339].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Pierre Fauchon (20 décembre 1994) [n° 178 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 64].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-355 DC du 10 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1995) qui déclare contraires, à la Constitution, à l'article 4, les mots : « ... et de l'effectif budgétaire global du premier groupe du premier grade ».

PROMULGATION : loi n° 95-64 du 19 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 20 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1994) (p. 4394, 4442) ; (19 octobre 1994) (p. 4449, 4481).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4394, 4430) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programme n° 1334 (93-94) et du projet de loi n° 1335 (93-94) – Justice 3, 4) : MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Pierre Fauchon,

rapporteur de la commission des lois ; Alain Lambert, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Anne Heinis, MM. Michel Rufin, Guy Allouche, Hubert Haenel, Germain Authié, Jean-Jacques Robert, Camille Cabana.

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 4430) – MM. Robert Pagès, Pierre Fauchon, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.

Rejet de la motion (p. 4433).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4433, 4442) : MM. Charles Lederman, Robert Pagès, Pierre Fauchon, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, Guy Allouche, André Bohl, Alain Lambert, Guy Cabanel – M. Pascal Clément, ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale.

TITRE I^{er}

DES JUGES DE PAIX

Intitulé du titre I^{er} – Adopté après modification (p. 4465 ; précédemment réservé p. 4433).

Art. 1^{er} (*Juges de paix*) (p. 4434).

INTITULE DU CHAPITRE 5 QUATER DE L'ORDONNANCE DU 22 DECEMBRE 1958 – Adopté (p. 4462 ; précédemment réservé p. 4438).

ART. 41-10 DE L'ORDONNANCE DU 22 DECEMBRE 1958 (*Critères de recrutement*) (p. 4438) – Adopté après modification (p. 4442).

ART. 41-11 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Compétence*) (p. 4450) – Adopté après modification (p. 4452).

ART. 41-12 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Nomination*) – Adopté après modification (p. 4452).

ART. 41-13 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Soumission au statut de la magistrature*) (p. 4452) – Adopté après modification (p. 4453).

ART. 41-13-1 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Cumul avec une activité professionnelle*) (p. 4453) – Adopté après modification (p. 4459).

ART. 41-14 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Discipline*) – Adopté après modification (p. 4459).

ART. 41-15 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Cessation des fonctions*) (p. 4459) – Adopté après modification (p. 4460).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4463).

Art. 2 (*Rapport au Parlement sur les juges de paix*) (p. 4464) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 4465).

TITRE II

RECRUTEMENT DE CONSEILLERS DE COURS D'APPEL EN SERVICE EXTRAORDINAIRE

Art. 3 (*Critères de recrutement*) (p. 4465) – Adopté (p. 4468).

Art. 4 (*Conditions de nomination*) (p. 4468) – Adopté après modification (p. 4469).

Art. 5 (*Rémunération et statut*) – Adopté après modification (p. 4469).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 6 (*Emplois hors hiérarchie*) (p. 4469) – Adopté après modification (p. 4472).

Art. 7 (*Magistrats placés auprès des chefs de cour*) (p. 4473) – Adopté (p. 4475).

Art. additionnel après l'art. 7 (p. 4475).

Art. additionnel (*Affectation des magistrats en cas de suppression d'une juridiction*) (p. 4475) – Adopté (p. 4476).

Art. additionnel (Procédure de mise en position de détachement, de disponibilité ou sous les drapeaux) (p. 4476) – Adopté (p. 4477).

Art. additionnel (Maintien en fonctions des magistrats atteints par la limite d'âge) (p. 4477) – Adopté (p. 4478).

Art. additionnel (Maintien en activité) (p. 4478) – Adopté (p. 4479).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4479, 4481) : *MM. Emmanuel Hamel, Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Guy Cabanel, Mme Paulette Brisepierre, M. Alain Lambert, intervention de M. Jacques Larché, président de la commission.*

Scrutin public de droit n° 3 (p. 4481).

Adoption (19 octobre 1994) (p. 4481).

Discussion (deuxième lecture)

(12 décembre 1994) (p. 7319, 7336).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7319, 7328) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programme n° 1334 (93-94) et celle du projet de loi n° 1335 (93-94) – Justice 3, 4) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois ; Louis Minetti, Guy Allouche, Mme Françoise Seligmann.*

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 7328) – *MM. Charles Lederman, Pierre Fauchon, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

Rejet de la motion (p. 7329).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7329, 7336) : *MM. Guy Allouche, Pierre Fauchon, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Charles Lederman.*

TITRE 1^{er}

DES JUGES DE PAIX

Intitulé du titre 1^{er} (p. 7329) – Adopté après modification (p. 7330).

Art. 1^{er} (*Juges de paix*) (p. 7331).

INTITULE DU CHAPITRE V QUATER DE L'ORDONNANCE DU 22 DECEMBRE 1958 – Adopté après modification (p. 7333).

ART. 41-10 DE L'ORDONNANCE DU 22 DECEMBRE 1958 (*Critères de recrutement*) (p. 7333) – Adopté après modification (p. 7334).

ART. 41-11 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Compétence*) – Adopté après modification (p. 7334).

ART. 41-12 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Nomination*) – Adopté après modification (p. 7334).

ART. 41-13 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Soumission au statut de la magistrature*) (p. 7334) – Adopté après modification (p. 7335).

ART. 41-13-1 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Cumul avec une activité professionnelle*) – Adopté après modification (p. 7335).

ART. 41-14 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Discipline*) – Adopté après modification (p. 7335).

ART. 41-15 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Cessation des fonctions*) – Adopté après modification (p. 7335).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 7335).

Art. 8 bis (*Commission consultative du parquet*) – Adopté (p. 7336).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 7336) : *M. Emmanuel Hamel.*

Scrutin public n° 69 (p. 7336).

Adoption (12 décembre 1994) (p. 7336).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1994) (p. 8058, 8063).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8058, 8061) (Discussion générale commune avec celles des conclusions des rapports n° 180 (94-95) et n° 179 (94-95) – Justice 3 et 4) : *MM. Pierre Fauchon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE RESTANT EN DISCUSSION (p. 8062, 8063)

Art. 1^{er} (p. 8062).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8061, 8062) : *M. Guy Allouche, Mme Michelle Demessine, MM. Emmanuel Hamel, Jacques Habert.*

Scrutin public de droit n° 88 (p. 8063).

Adoption (22 décembre 1994) (p. 8063).

Maladies

Voir *Médecine*, 2

Mandats électoraux

Voir *Elus locaux*, 1
Parlement, 9
Partis et groupements politiques, 1

1. – **Proposition de loi organique tendant à renforcer la limitation du cumul des mandats et fonctions électives, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Claude Estier, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 décembre 1994) [n° 110 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à renforcer la limitation du cumul des mandats et fonctions électives, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Claude Estier, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 décembre 1994) [n° 111 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

Manifestations

Voir *Ordre public*, 1

Marchés agricoles

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

Marchés financiers

Voir *Rapports d'information*, 26 ; 28

Marchés publics

Voir *Communautés européennes*, 20
Politique économique et sociale, 1
Traités et conventions, 65

1. – **Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, PRESENTÉE AU SENAT**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry (6 octobre 1994) [n° 9 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Proposition de loi relative aux délégations de service public, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, par

M. Pierre Mazeaud, député (22 novembre 1994) [n° 1693 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Xavier de Roux avec ceux des propositions de loi n° 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702 (94-95) du 22 novembre 1994 (8 décembre 1994) [n° 1782 (94-95)] – Urgence – Discussion (15 décembre 1994) – Adoption (15 décembre 1994) [n° 319].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1994) [n° 162 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet avec ceux des propositions de loi n° 31 (94-95) du 13 octobre 1994 et n° 113 (94-95) du 6 décembre 1994 – (20 décembre 1994) [n° 185 (94-95)] – Discussion (21 et 22 décembre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de loi n° 144 (94-95), n° 145 (94-95), n° 150 (94-95) et n° 161 (94-95) – Elections 12, 14 et 15, Vie politique et sociale 7 et 8 – Adoption (22 décembre 1994) [n° 60].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1994) [n° 1880 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Xavier Roux (23 décembre 1994) [n° 1886 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 349].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Christian Bonnet (23 décembre 1994) [n° 200 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 74].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 95-361 DC du 2 février 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 7 février 1995) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 95-127 du 8 février 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 9 février 1995).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1994) (p. 7894, 7920) ; (22 décembre 1994) (p. 8021, 8048).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7894, 7920) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de loi n° 144 (94-95), n° 145 (94-95), n° 150 (94-95) et n° 161 (94-95) – Elections 12, 14 et 15, vie politique et sociale 7 et 8)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8021, 8043) : *MM. Guy Allouche, Christian Bonnet, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Etienne Dailly, Robert Pagès, Emmanuel Hamel, Jacques Oudin, Charles Lederman, Paul Caron, Pierre Vallon, Paul Girod, Ernest Cartigny, Philippe Marini, Roger Chinaud, Camille Cabana, Jean-Paul Delevoye.*

Chapitre I^{er}

Délégations de service public

Art. 1^{er} (*Prolongations des conventions*) (p. 8021) – Adopté après modification (p. 8024).

Art. 2 (*Transparence des comptes du délégataire*) (p. 8024) – Adopté (p. 8025).

Art. 3 (*Publicité et contrôle des comptes du délégataire*) (p. 8026) – Adopté après modification (p. 8027).

Art. 4 (*Stipulation des tarifs et de leurs modalités d'évolution dans les délégations de service public*) – Adopté (p. 8027).

Art. 5 (*Seuil d'application des procédures*) (p. 8027) – Supprimé (p. 8028).

Art. 5 bis (*Compétences du Conseil de la concurrence*) (p. 8028) – Supprimé (p. 8029).

Chapitre II

Dispositions communes aux marchés publics et aux délégations de service public

Art. 6 (*Saisine de la mission interministérielle d'enquête*) – Adopté (p. 8029).

Art. 7 (*Régime des avenants*) (p. 8032) – Adopté après modification (p. 8033).

Art. 8 (*Droit d'enquête des magistrats des juridictions financières*) – Supprimé (p. 8033).

Art. 8 bis (*Application du code des marchés publics par les assemblées parlementaires*) – Supprimé (p. 8034).

Art. 9 (*Délit de favoritisme dans les marchés publics et les délégations de service public*) – Adopté après modification (p. 8034).

Art. 10 (*Information du parquet des juridictions financières*) – Suppression maintenue (p. 8035).

Chapitre III

Dispositions diverses

Art. 11 (*Ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques*) – (p. 8036) – Adopté après modification (p. 8039).

Art. 12 (*Observatoire de lutte contre les activités mafieuses en France*) (p. 8042) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8043, 8048) : *MM. Maurice Blin, Camille Cabana, Guy Allouche, Charles Lederman, Roger Chinaud, Ernest Cartigny, Etienne Dailly, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Adoption (22 décembre 1994) (p. 8048).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1994) (p. 8118, 8121).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8118, 8119) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8119, 8121)

Art. 1^{er}, 3, 5 et 5 bis (p. 8119).

Art. 7 et 8 (p. 8120).

Art. 8 bis (p. 8120) – Suppression maintenue par la CMP.

Art. 9 et 11 (p. 8120).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8121) : *MM. Charles Lederman, Guy Allouche.*

Scrutin public n° 93 (p. 8121).

Adoption (23 décembre 1994) (p. 8121).

Marine marchande

Voir *Communautés européennes, 22*

Lois de finances, 2, Equipement, transports et tourisme - IV
– Mer

Marins-pêcheurs

Voir *Départements d'outre-mer (DOM), 1*

Martinique

Voir *Départements d'outre-mer (DOM), 1*

Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

Maurice (île)

Voir *Rapports d'information, 11*

Mayotte

Voir *Départements d'outre-mer (DOM), 1*

Elections, 2

Médecine

1. – **Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (25 mars 1992) [n° 2599 (91-92)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Bernard Bioulac (30 juin 1992) [n° 2871 (91-92)] – Discussion (19, 20, 23 et 25 novembre 1992 – Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 2600 et 2601 du 25 mars 1992) – Adoption (25 novembre 1992) [n° 733].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au corps humain** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1992) [n° 66 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Cabanel (12 janvier 1994) [n° 230 (93-94)] – Discussion (13, 14 et 20 janvier 1994) – (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 2600 et 2601 (91-92) – Médecine 2 et 3) – Adoption (20 janvier 1994) [n° 77].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au respect du corps humain** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 janvier 1994) [n° 961 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jérôme Bignon (31 mars 1994) [n° 1062 (93-94)] – Discussion (7, 13, 14 et 20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 161].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 avril 1994) [n° 356 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Cabanel (4 mai 1994) [n° 398 (93-94)] – Discussion (17, 18 et 19 mai 1994) – Adoption (19 mai 1994) [n° 131].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (20 mai 1994) [n° 1267 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jérôme Bignon (15 juin 1994) [n° 1386 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – Adoption (21 juin 1994) [n° 238].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Guy Cabanel (15 juin 1994) [n° 515 (93-94)] – Discussion (23 juin 1994) – Adoption (23 juin 1994) [n° 177].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL - décision n° 94-343 DC du 27 juillet 1994 (J.O. Lois et décrets du 29 juillet 1994) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-653 du 29 juillet 1994 (J.O. Lois et décrets du 30 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(13 janvier 1994) (p. 92, 135) ; (14 janvier 1994) (p. 141, 158) ; (20 janvier 1994) (p. 348, 412).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 92, 135 ; 141, 158) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93) – Médecine 2 et 3)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 348, 412) : MM. Franck Sérusclat, Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt, Bernard Laurent, Charles Lederman, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Charles Jolibois, Jean Chérioux, Charles Descours, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Lucien Neuwirth, François Collet, Pierre Laffitte, Mme Hélène Missoffe, MM. Claude Huriet, Gérard Larcher, Mme Françoise Seligmann, MM. Alain Vasselle, Jean Clouet, Daniel Millaud, Jean-Luc Bécart.

TITRE 1^{er}

DU CORPS HUMAIN

NOUVEL INTITULE : « **Du respect du corps humain** » – Adopté (p. 351).

Art. additionnel avant l'art. 1^{er} A (Intitulé du titre 1^{er} du Livre 1^{er} du code civil et du chapitre 2 du titre 1^{er} du Livre 1^{er} du même code) – Adopté (p. 352).

Art. 1^{er} A (Primauté de la personne humaine) (p. 352) – Adopté après modification (p. 364).

Art. 1^{er} (Titre 1^{er} du Livre 1^{er} du code civil) – Supprimé (p. 365).

Art. 2 (Chapitre 2 du titre 1^{er} du Livre 1^{er} du code civil – Du respect du corps humain) (p. 365).

ART. 17 DU CODE CIVIL (Respect du corps humain) (p. 365) – Adopté après modification (p. 367).

ART. 18 DU CODE PRECITE (Intervention du juge) (p. 367) – Adopté après modification (p. 368).

ART. 19 DU CODE PRECITE (Consentement et intérêt légitime) (p. 368) – Adopté après modification (p. 370).

ART. 20 DU CODE PRECITE (Protection du patrimoine génétique humain) (p. 371) – Adopté après modification (p. 377).

ART. 21 DU CODE PRECITE (Non-commercialisation du corps humain) (p. 377) – Adopté après modification (p. 379).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. 21 DU CODE PRECITE (Interdiction de breveter le corps humain, tout élément ou produit de celui-ci) – Adopté (p. 380).

ART. 22 DU CODE PRECITE (Gratuité) (p. 380) – Adopté après modification (p. 382).

ART. 23 DU CODE PRECITE (Nullité des conventions de procréation ou de gestation pour autrui) – Adopté après modification (p. 382).

ART. 24 DU CODE PRECITE (Anonymat) (p. 382) – Adopté après modification (p. 385).

ART. 24-1 DU CODE PRECITE (Dispositions d'ordre public) – Adopté après modification (p. 385).

– L'article 2 est adopté après modification (p. 385).

Art. 3 (Sanctions de l'entremise favorisant la maternité de substitution) – Adopté après modification (p. 385).

Art. 3 bis (Sanctions) – Adopté (p. 385).

TITRE 2

DE L'IDENTIFICATION DES PERSONNES
ET DE LEURS CARACTERISTIQUES
PAR EXAMEN GENETIQUE

NOUVEL INTITULE : « **Des examens génétiques et de l'identification des personnes par leurs caractéristiques génétiques** » – Adopté (p. 389).

Art. 4 (Identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique) (p. 389).

INTITULE DU CHAPITRE 3 du titre 1^{er} du Livre 1^{er} du code civil (De l'identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique) – Adopté après modification (p. 389).

ART. 25 DU CODE PRECITE (Finalités de l'étude des caractéristiques génétiques) (p. 389) – Adopté après modification (p. 390).

ART. 26 DU CODE PRECITE (Identification par les empreintes génétiques) (p. 390) – Adopté après modification (p. 391).

ART. 27 DU CODE PRECITE (Recherches de l'identification d'une personne en matière civile et en matière pénale) – Supprimé (p. 391).

ART. 28 DU CODE PRECITE (Recherche de l'identification d'une personne à des fins médicales) – Supprimé (p. 392).

ART. 29 DU CODE PRECITE (Personnes habilitées à procéder à l'identification) (p. 392) – Adopté après modification (p. 394).

Art. 5 (Inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques) (p. 394) – Adopté après modification (p. 395).

Art. 6 (Sanctions du détournement d'informations recueillies sur une personne au moyen d'un examen génétique) (p. 395) – Adopté après modification (p. 396).

Art. 7 (*Sanctions de l'identification illicite d'une personne par ses empreintes génétiques*) (p. 396) – Adopté après modification (p. 397).

Art. 7 bis (*Art. 226-25 à 226-28 du code pénal – Sanctions*) (p. 397) – Adopté après modification (p. 399).

TITRE 3

DE LA FILIATION ET DE LA PROCREATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE

NOUVEL INTITULE : « *De la filiation en cas de procréation médicalement assistée* » – Adopté (p. 399).

Art. 8 (*Art. 311-19 à 311-21 du code civil – Filiation et procréation médicalement assistée*) (p. 400) – Adopté après modification (p. 409).

Art. 9 (*Application dans les TOM et à Mayotte*) – Adopté (p. 409).

Intitulé du projet de loi : « *Projet de loi relatif au respect du corps humain* » – Adopté (p. 409).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 409, 412) : *MM. Jean-Luc Bécart, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Huriet, Alain Vasselle ; intervention de M. Guy Cabanel, rapporteur et de M. Pierre Méhaignerie, ministre.* – Richesse du débat – Félicitations et remerciements.

Adoption (20 janvier 1994) (p. 412).

Discussion (deuxième lecture)

(17 mai 1994) (p. 1584, 1609) ; (18 mai 1994) (p. 1696, 1708) ; (19 mai 1994) (p. 1720, 1733 ; 1757, 1769).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1584, 1609) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94) – Médecine 2 et 3)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1696, 1708 ; 1720, 1733 ; 1757, 1769) : *MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Franck Sérusclat, Bernard Laurent, Etienne Dailly – MM. Alain Vasselle, Emmanuel Hamel.*

Art. 1^{er} A (p. 1697) – Adopté après modification (p. 1702).

Art. 2 (p. 1703).

ART. 16-2 DU CODE CIVIL (*Intervention du juge*) – Adopté (p. 1703).

ART. 16-3 DU CODE PRECITE (*Atteinte à l'intégrité du corps humain*) – Adopté (p. 1703).

ART. 16-4 DU CODE PRECITE (*Protection de l'intégrité de l'espèce humaine*) (p. 1703) – Adopté après modification (p. 1704).

ART. 16-5 DU CODE PRECITE (*Non-commercialité du corps humain*) – Adopté (p. 1705).

ART. 16-6 DU CODE PRECITE (*Non brevetabilité du corps humain*) – Supprimé (p. 1705).

ART. 16-7 DU CODE PRECITE (*Gratuité*) – Adopté (p. 1705).

ART. 16-8 DU CODE PRECITE (*Nullité des conventions de procréation ou de gestation pour le compte d'autrui*) – Adopté (p. 1705).

ART. 16-9 DU CODE PRECITE (*Anonymat*) – Adopté après modification (p. 1705).

– L'article 2 est adopté après modification (p. 1705).

Art. 3 (p. 1705) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 4 (p. 1705) – Adopté après modification (19 mai 1994) (p. 1722).

Art. 5 – Adopté (p. 1722).

Art. 5 bis (p. 1722) – Adopté après modification (p. 1723).

Art. 6 et 7 (p. 1723) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 7 bis (p. 1723).

ART. ADDITIONNEL AVANT L'ART. 226-25 DU CODE PENAL (*Incrimination du défaut de recueil de consentement avant une étude des caractéristiques génétiques d'une personne*) – Adopté (p. 1724).

ART. 226-25 DU CODE PENAL (*Sanctions des atteintes à la personne résultant de l'étude des caractéristiques génétiques*) – Adopté (p. 1724).

ART. ADDITIONNEL AVANT L'ART. 226-26 DU CODE PRECITE (*Recherche de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques*) – Adopté (p. 1725).

ART. 226-26 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de recherche d'identification d'une personne par ses empreintes génétiques à des fins non médicales*) – Adopté (p. 1725).

ART. 226-27 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de tentative des infractions prévues aux articles précédents*) – Adopté après modification (p. 1726).

– L'article 7 bis est adopté après modification (p. 1726).

Art. 7 ter (p. 1726).

DIVISION ADDITIONNELLE AVANT LA SECTION 1 DU TITRE I^{er} DU LIVRE V DU CODE PENAL (*Section additionnelle : de la protection de l'espèce humaine*) – Adoptée (p. 1727).

ART. ADDITIONNEL AVANT LA SECTION 1 DU TITRE I^{er} DU LIVRE V DU CODE PRECITE (*Sanctions pénales de l'eugénisme organisé*) – Adopté (p. 1728).

ART. 511-1 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'obtention d'organes contre un avantage pécuniaire*) – Adopté après modification (p. 1728).

ART. 511-2 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de prélèvement d'un organe sur une personne vivante majeure sans son consentement*) – Adopté (p. 1728).

ART. 511-3 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de prélèvement de tissus contre un avantage pécuniaire ou en nature*) – Adopté (p. 1728).

ART. 511-4 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de prélèvement d'un tissu sur une personne vivante majeure n'ayant pas exprimé son consentement*) – Adopté après modification (p. 1728).

ART. 511-5 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de prélèvement de gamètes sur une personne vivante sans son consentement*) – Adopté (p. 1728).

APRES L'ART. 511-5 DU CODE PRECITE.

ART. ADDITIONNEL (*Sanctions en cas de prélèvement ou transplantation d'organes dans un établissement n'ayant pas obtenu l'autorisation*) – Adopté (p. 1729).

ART. ADDITIONNEL (*Sanctions en cas de distribution ou de cession d'organes sans le respect des règles de sécurité sanitaire*) – Adopté (p. 1729).

ART. 511-6 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'obtention de gamètes contre un avantage pécuniaire ou en nature*) – Adopté après modification (p. 1729).

APRES L'ART. 511-6 DU CODE PRECITE.

5 ART. ADDITIONNELS (*Sanctions : codification dans le livre V du code pénal, des incriminations insérées dans le code de la santé publique par le projet de loi relatif aux dons et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain*) – Adoptés (p. 1730).

SECTION 2 DU TITRE I^{er} DU LIVRE V DU CODE PRECITE (*Nouvel intitulé : « de la protection de l'embryon humain »*) – Adoptée (p. 1730).

ART. 511-7 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'obtention d'embryons humains contre un avantage pécuniaire ou en nature*) – Adopté (p. 1730).

APRES L'ART 511-7 DU CODE PRECITE (*Introduction dans le code pénal d'une sanction déjà insérée dans le code de la santé publique*) – Adopté (p. 1730).

ART. 511-8 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de conception in vitro d'embryons à des fins industrielles ou commerciales*) – Adopté (p. 1730).

ART. 511-9 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de conception in vitro d'embryons humains à des fins de recherches ou d'expérimentation*) (p. 1730) – Adopté après modification (p. 1731).

APRES L'ART. 511-9 DU CODE PRECITE (*Introduction dans le code pénal d'une sanction déjà insérée dans le code de la santé publique*) – Adopté (p. 1732).

APRES L'ART. 511-9 DU CODE PRECITE (p. 1758).

6 ART. ADDITIONNELS (*Sanctions : introduction dans le code pénal de dispositions relatives aux atteintes à l'embryon ou au non-respect des règles de mise en oeuvre de l'assistance médicale à la procréation*) – Adoptés (p. 1759).

DIVISION ADDITIONNELLE AVANT L'ART. 511-10 DU CODE PRECITE (*Section III : autres dispositions et peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales*) – Adoptée (p. 1760).

ART. 511-10 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de tentative des délits prévus aux articles précédents*) – Adopté (p. 1760).

SECTION 3 DU TITRE 1^{er} DU LIVRE V DU CODE PRECITE – Supprimée (p. 1760).

ART. 511-11 DU CODE PRECITE (*Peine complémentaire d'interdiction*) – Adopté (p. 1760).

ART. 511-12 DU CODE PRECITE (*Responsabilité des personnes morales*) – Adopté (p. 1760).

PARAGRAPHE II DE L'ART. 7 TER – Adopté après modification (p. 1760).

– L'article 7 ter est adopté après modification (p. 1760).

Art. 8 (p. 1760).

ART. 311-19 DU CODE CIVIL (*Impossibilité d'établir un lien de filiation entre l'auteur du don et l'enfant issu de la procréation en cas de procréation médicalement assistée avec un tiers donneur*) – Adopté (p. 1761).

ART. 311-20 DU CODE PRECITE (*Effets du consentement à la procréation médicalement assistée*) (p. 1761) – Adopté après modification (p. 1766).

ART. 311-21 DU CODE PRECITE (p. 1766) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

– L'article 8 est adopté après modification (p. 1766).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1766, 1768) : MM. James Bordas, Charles Lederman, Alain Vasselle, Michel Dreyfus-Schmidt ; intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre – Qualité du travail.

Adoption (19 mai 1994) (p. 1768).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 juin 1994) (p. 2860, 2867 ; 2877, 2881).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2860, 2867) – (Discussion générale commune avec celle des conclusions du rapport (n° 497, 1993-1994) de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal - Médecine 2)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2877, 2881)

Art. 1^{er} A, 2 et 4 (p. 2877).

Art. 5 bis, 7 bis et 7 ter (p. 2877).

Art. 8 (p. 2880).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2880, 2881) : M. Charles Lederman.

Adoption (23 juin 1994) (p. 2881).

2. – **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement**

assistée, et modifiant le code de la santé publique, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales (25 mars 1992) [n° 2600 (91-92)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Bernard Bioulac du 25 mars 1992 (30 juin 1992) [n° 2871 (91-92)] – Discussion (19, 20, 23, 24 et 25 novembre 1992) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 2599 et 2601 du 25 mars 1992) – Adoption (25 novembre 1992) [n° 735].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1992) [n° 67 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Chérioux (12 janvier 1994) [n° 236 (93-94)] – Avis de M. Pierre Laffitte (12 janvier 1994) [n° 234 (93-94)] – Discussion (13, 14, 17, 18 et 19 janvier 1994) – (Discussion générale commune avec celles des projets de lois n° 2599 et 2601 (91-92) – Médecine 1 et 3) – Adoption (19 janvier 1994) [n° 76].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 janvier 1994) [n° 957 (93-94)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Jean-François Mattei (25 mars 1994) [n° 1057 (93-94)] – Discussion (7, 13, 14, 15 et 20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 159].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 avril 1994) [n° 354 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (4 mai 1994) [n° 395 (93-94)] – Discussion (17 et 18 mai 1994) – Adoption (18 mai 1994) [n° 130].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROI-SIEME LECTURE) (19 mai 1994) [n° 1264 (93-94)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-François Mattei (10 juin 1994) [n° 1369 (93-94)] – Discussion (15 juin 1994) – Adoption (15 juin 1994) [n° 224].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Chérioux (9 juin 1994) [n° 497 (93-94)] – Discussion (15 juin 1994) – Adoption (15 juin 1994) [n° 176].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-344 DC du 27 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 29 juillet 1994) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-654 du 29 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 30 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(13 janvier 1994) (p. 92, 135) ; (14 janvier 1994) (p. 141, 158) ; (17 janvier 1994) (p. 165, 220) ; (18 janvier 1994) (p. 228, 276) ; (19 janvier 1994) (p. 287, 338).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 92, 135 ; 141, 158) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93) – Médecine 1 et 3) : Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le projet de loi n° 67 (92-93) ; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois pour le projet de loi n° 66 (92-93) ; Alex Türk, rapporteur de la commission des lois pour le projet n° 68 (92-93) ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le projet n° 67 (92-93) ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Bernard Seillier, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Charles Descours, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jacques Habert, Claude Huriet, Franck Sérusclat –

MM. François Lesein, Pierre Louvot, Mme Marie-Claude Beau-deau, M. Pierre-Christian Taittinger, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Charles Lederman.

Les trois textes abordent l'éthique biomédicale dans le but de consacrer la primauté de la personne humaine face aux progrès de la science.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 165, 220) ; (p. 228, 276) ; (p. 287, 338) : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Guy Cabanel, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Mmes Danielle Bidard-Reydet, Simone Veil, ministre ; MM. Pierre Laffitte, Franck Sérusclat, Alain Vasselle, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mmes Michelle Demessine, Marie-Claude Beau-deau, MM. Michel Caldaguès, Claude Huriet, Charles Descours, Bernard Seillier, Maurice Schumann, Mme Françoise Seligmann, MM. Aubert Garcia, Pierre Louvot, Pierre Vallon, Bernard Laurent – Mme Hélène Missoffe, MM. François Lesein, Lucien Lanier, Michel Dreyfus-Schmidt, Lucien Neuwirth – MM. Jean Delaneau, Marcel Lucotte, Etienne Dailly.

Art. 1^{er} A (Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 166) – Supprimé (p. 174).

Art. 1^{er} (Modification de l'intitulé du Livre VI du code de la santé publique) (p. 174) – Adopté après modification (p. 175).

Art. 2 (Création au sein du Livre VI du code de la santé publique d'un titre premier relatif aux principes communs applicables au don et à l'utilisation des éléments du corps humain) (p. 175) – Supprimé (p. 176).

Art. 3 (Principes généraux relatifs au don et utilisation des éléments et produits du corps humain) (p. 176).

ART L. 666-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (Application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain) (p. 177) – Adopté après modification (p. 179).

ART. L. 666-2 DU CODE PRECITE (Principe de consentement) (p. 179) – Adopté après modification (p. 180).

ART. L. 666-3 DU CODE PRECITE (Interdiction de la publicité) (p. 180) – Adopté après modification (p. 183).

ART. L. 666-4 DU CODE PRECITE (Principe de gratuité du don) – Adopté après modification (p. 183).

ART. L. 666-5 DU CODE PRECITE (Principe de l'anonymat du don) – Adopté après modification (p. 183).

ART. L. 666-6 DU CODE PRECITE (Garanties sanitaires) (p. 183) – Adopté après modification (p. 184).

ART. L. 666-7 DU CODE PRECITE (Exclusion de certains produits de l'application des principes et règles applicables au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) – Adopté (p. 184).

– L'article 3 est adopté après modification (p. 184).

Art. additionnel après l'art. 3 (Sanctions pénales applicables en matière de collecte de sang et de transfusion sanguine) – Adopté (p. 184).

Art. 4 (Prélèvement et transplantation d'organes) (p. 185).

ART. L. 667-1 DU CODE PRECITE (Assimilation de la moelle osseuse à un organe) – Adopté (p. 187).

ART. L. 667-2 DU CODE PRECITE (Application réglementaire) (p. 187) – Adopté après modification (p. 188).

ART. L. 667-3 DU CODE PRECITE (Conditions de prélèvement) – Adopté après modification (p. 188).

ART. L. 667-4 DU CODE PRECITE (Interdiction des prélèvements d'organes sur les mineurs et les majeurs protégés) (p. 188) – Adopté après modification (p. 189).

ART. L. 667-5 DU CODE PRECITE (Conditions du prélèvement de moelle osseuse sur un mineur) (p. 189) – Adopté après modification (p. 190).

ART. L. 667-6 DU CODE PRECITE (Composition et modalités de délibération du comité habilité à autoriser des prélèvements de

moelle osseuse sur un mineur) (p. 190) – Adopté après modification (p. 191).

ART. L. 667-7 DU CODE PRECITE (Conditions des prélèvements post-mortem) (p. 191) – Adopté après modification (p. 196).

ART. L. 667-8 DU CODE PRECITE (Prélèvements post-mortem sur un mineur ou un majeur protégé) – Adopté (p. 196).

ART. L. 667-8 BIS DU CODE PRECITE (Prélèvements à des fins scientifiques) (p. 196) – Supprimé (p. 197).

ART. L. 667-9 DU CODE PRECITE (Séparations des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation) (p. 197) – Adopté après modification (p. 202).

ART. L. 667-10 DU CODE PRECITE (Restauration du corps) – Adopté (p. 202).

ART. L. 667-11 DU CODE PRECITE (Régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes) (p. 202) – Adopté (p. 205).

ART. L. 667-12 DU CODE PRECITE (Interdiction de la rémunération à l'acte pour les prélèvements d'organes) – Adopté (p. 205).

ART. L. 667-13 DU CODE PRECITE (Conditions techniques, sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes) (p. 205) – Adopté après modification (p. 206).

ART. L. 667-13 BIS DU CODE PRECITE (Organes susceptibles d'être conservés) – Adopté après modification (p. 206).

ART. L. 667-14 DU CODE PRECITE (Liste nationale des personnes en attente d'une transplantation d'organe) – Supprimé (p. 206).

ART. L. 667-15 DU CODE PRECITE (Régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes) (p. 206) – Adopté après modification (p. 207).

ART. L. 667-16 DU CODE PRECITE (Interdiction de la rémunération à l'acte des activités de transplantation d'organes) – Adopté (p. 207).

– L'article 4 est adopté après modification (p. 207).

Art. 5 (Dispositions relatives aux tissus et produits) (p. 207).

ART. L. 668-1 DU CODE PRECITE (Champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et produits) (p. 208) – Adopté après modification (p. 209).

ART. L. 668-2 DU CODE PRECITE (Exclusion des prélèvements effectués à l'occasion de recherches médicales) – Adopté (p. 209).

ART. L. 668-3 DU CODE PRECITE (Application réglementaire) – Adopté (p. 209).

ART. L. 668-4 DU CODE PRECITE (Conditions de prélèvements de tissus ou produits du corps humain sur un donneur vivant) – Adopté (p. 209).

ART. L. 668-5 DU CODE PRECITE (Interdiction du prélèvement de tissus ou de cellules et de la collecte de produits sur les mineurs et les majeurs protégés et vivants) (p. 209) – Adopté (p. 210).

ART. L. 668-6 DU CODE PRECITE (Conditions des prélèvements post-mortem de tissus et produits) – Adopté après modification (p. 210).

ART. L. 668-7 DU CODE PRECITE (Autorisation des établissements effectuant des prélèvements de tissus du corps humain) (p. 210) – Adopté (p. 211).

ART. L. 668-8 DU CODE PRECITE (Interdiction de la rémunération à l'acte) – Adopté après modification (p. 211).

ART. L. 668-10 DU CODE PRECITE (Autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus) (p. 211) – Adopté après modification (p. 214).

ART. L. 668-11 DU CODE PRECITE (Réglementation de la distribution et de la cession des tissus et cellules) – Adopté après modification (p. 214).

ART. L. 668-11 BIS DU CODE PRECITE (*Liste nationale des personnes en attente de greffe de tissus et de cellules*) – Supprimé (p. 214).

ART. L. 668-12 DU CODE PRECITE (*Régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules*) (p. 214) – Adopté (p. 216).

ART. L. 668-13 DU CODE PRECITE (*Conditions de délivrance des autorisations*) (p. 216) – Adopté après modification (p. 217).

– L'article 5 est adopté après modification (p. 217).

Art. 5 bis (*Comité de transparence*) (p. 217) – Supprimé (p. 218).

Art. 6 (*Coordination*) – Supprimé (p. 218).

Art. 7 (*Assistance médicale à la procréation*) (p. 218) – Supprimé (p. 220).

Art. 8 (*Dispositions communes*) (p. 228).

ART. L. 671-1 DU CODE PRECITE (*Définition de la procréation médicalement assistée*) (p. 235) – Adopté après modification (p. 237).

ART. L. 671-2 DU CODE PRECITE (*Finalité de la procréation médicalement assistée*) (p. 238) – Adopté après modification (p. 248).

ART. L. 671-2 BIS DU CODE PRECITE (*Conception in vitro*) (p. 250) – Adopté après modification (p. 257).

APRES L'ART. L. 671-2 BIS DU CODE PRECITE (p. 258).

ART ADDITIONNEL (*Possibilité pour un couple de consentir, à titre exceptionnel, à l'accueil des embryons conservés par un autre couple*) – Adopté (p. 258).

ART ADDITIONNEL (*Procédure d'accueil d'embryons*) (p. 258) – Adopté après modification (p. 261).

ART. ADDITIONNEL AVANT L'ART. L. 671-2 TER DU CODE PRECITE (*Assistance médicale de la procréation avec un tiers donneur*) – Adopté (p. 262).

ART. L. 671-2 TER DU CODE PRECITE (*Interdiction de l'utilisation commerciale et industrielle de l'embryon*) (p. 262) – Adopté après modification (p. 263).

ART. L. 671-3 DU CODE PRECITE (*Responsabilité d'un praticien agréé*) – Adopté après modification (p. 270).

ART. L. 671-3 BIS DU CODE PRECITE (*Information des couples*) (p. 270) – Adopté après modification (p. 273).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 671-3 BIS DU CODE PRECITE (*Interdiction des recherches portant atteinte à l'intégrité des embryons*) (p. 263) – Adopté (p. 270).

– L'article 8 est adopté après modification (p. 273).

Art. additionnel après l'art. 8 (*Sort des embryons non implantés*) (p. 273) – Adopté (p. 276).

Art. 9 (*Don de gamètes*) (p. 287) – Adopté après modification (p. 298).

Art. 10 (*Autorisation des activités de procréation médicalement assistée*) (p. 299).

ART. L. 673-1 DU CODE PRECITE (*Régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée*) (p. 299) – Adopté après modification (p. 302).

ART. L. 673-2 DU CODE PRECITE (*Rapport annuel d'activité*) – Adopté (p. 302).

ART. L. 673-3 DU CODE PRECITE (*Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal*) (p. 302) – Adopté après modification (p. 303).

ART. L. 673-4 DU CODE PRECITE (*Mission d'évaluation de la commission*) – Adopté (p. 303).

ART. L. 673-5 DU CODE PRECITE (*Secret professionnel*) – Adopté (p. 303).

Art. 10 bis (*Diagnostic prénatal*) (p. 305) – Adopté après modification (p. 313).

Art. 11 (*Création d'un titre relatif aux sanctions pénales et administratives*) (p. 313) – Supprimé (p. 314).

Art. 12 (*Sanctions administratives et pénales relatives à l'utilisation des organes, tissus et produits du corps humain*) (p. 314).

ART. L. 681-1 DU CODE PRECITE (*Procédure de retrait de l'autorisation afférente à l'activité de prélèvement et de greffes d'organes ou de tissus*) – Adopté après modification (p. 314).

ART. L. 681-2 à L. 681-8 DU CODE PRECITE (*Sanctions pénales*) (p. 315 à 318) – Adoptés après modification (p. 315 à 318).

– L'article 12 est adopté après modification (p. 318).

Après l'art. 12 (p. 318).

Art. additionnel (*Sanctions applicables en cas de méconnaissance des dispositions relatives au don et à l'utilisation du sang humain*) – Adopté (p. 318).

Art additionnel (*Sanctions applicables en cas de méconnaissance des dispositions relatives au don et à l'utilisation des gamètes*) – Adopté (p. 318).

Art. 13 (*Sanctions administratives et pénales relatives à la procréation médicalement assistée*) (p. 319).

ART. L. 682-1 DU CODE PRECITE (*Retrait d'autorisation*) (p. 319) – Adopté après modification (p. 320).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 682-1 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de pratiques d'assistance médicale à la procréation sans octroi préalable d'autorisation*) – Adopté (p. 320).

ART. L. 682-2 DU CODE PRECITE (*Sanctions applicables en matière de don de gamètes*) (p. 320) – Supprimé (p. 321).

ART. ADDITIONNEL AVANT L'ART. L. 682-3 DU CODE PRECITE (*Sanctions concernant la procédure d'accueil*) – Adopté (p. 321).

ART. L. 682-3 DU CODE PRECITE (*Sanctions applicables en cas d'obtention d'embryons contre paiement*) (p. 321) – Adopté après modification (p. 322).

ART. L. 682-4 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de divulgation d'informations levant l'anonymat du donneur et du receveur*) (p. 322) – Adopté après modification (p. 323).

ART. L. 682-5 DU CODE PRECITE (*Sanctions en matière de don de gamètes effectué sans procéder au test de dépistage des maladies transmissibles et génétiques*) – Supprimé (p. 323).

ART. L. 682-6 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de pratiques d'assistance médicale à la procréation à des fins autres que celles de remédier à la stérilité d'un couple*) (p. 323) – Adopté après modification (p. 324).

ART. L. 682-7 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'insémination par sperme frais*) (p. 324) – Adopté après modification (p. 325).

ART. L. 682-7 BIS DU CODE PRECITE (*Sanctions en matière d'interruption volontaire de grossesse*) – Supprimé (p. 325).

ART. L. 682-8 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de pratiques d'assistance médicale à la procréation sans octroi préalable d'une autorisation*) – Supprimé (p. 325).

ART. L. 682-9 DU CODE PRECITE (*Peines complémentaires d'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale*) – Supprimé (p. 326).

PARAGRAPHE ADDITIONNEL (*Sanctions pour les auteurs des infractions relatives à la recherche sur l'embryon et au diagnostic préimplantatoire*) (p. 326) – Adopté (p. 327).

– L'article 13 est adopté après modification (p. 327).

Art. 14 (*Dispositions transitoires*) (p. 327) – Adopté après modification (p. 328).

Art. 15 (*Dispositions abrogées*) – Adopté (p. 328).

Art. 16 (*Evaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement*) (p. 328) – Adopté après modification (p. 329).

Intitulé du projet de loi (*Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale, à la procréation et au diagnostic prénatal*) – Adopté (p. 329).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 330, 338) : *MM. Guy Cabanel, Pierre Laffitte, Marcel Lucotte, Claude Huriet, Charles Descours, Franck Sérusclat, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Alain Vasselle, Bernard Sellier, François Delga ; intervention de Mme Simone Veil et de M. Philippe Douste-Blazy, ministres. Grandeur du débat – Remerciements.*

Scrutin public n° 99 (p. 338).

Adoption (19 janvier 1994) (p. 338).

Discussion (deuxième lecture)

(17 mai 1994) (p. 1584, 1622) ; (18 mai 1994) (p. 1632, 1696).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1584, 1609) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 356 (93-94) et n° 355 (93-94) – Médecine 1 et 3) : *Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le projet n° 354 ; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois pour le projet n° 356 ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Charles Descours, Claude Huriet, Bernard Seillier, Franck Sérusclat, François Delga, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Alain Vasselle, Mme Joëlle Dusseau, M. Charles Lederman.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1609, 1622 ; 1632, 1696) : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Jean Chérioux, rapporteur ; Mme Simone Veil, ministre ; MM. Franck Sérusclat, Alain Vasselle, Etienne Dailly, Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Claude Huriet, Charles Descours, Pierre Valon, François Lesein, Pierre Laffitte – MM. Jean Bernard, Guy Cabanel, Mme Joëlle Dusseau, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Hélène Missoffe, MM. Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Bernard Seillier, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. François Delga.*

Art. 3 (p. 1610).

ART. L. 665-12 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Interdiction de publicité*) – Adopté après modification (p. 1611).

ART. L. 665-13 DU CODE PRECITE (*Principe de gratuité du don*) (p. 1611) – Adopté après modification (p. 1612).

– L'article 3 est adopté après modification (p. 1612).

Art. additionnel avant l'art. 4 (*Etablissement français des greffes*) – Adopté (p. 1613).

Art. 4 (p. 1613).

ART. L. 671-7 DU CODE PRECITE (*Conditions des prélèvements post-mortem*) (p. 1613) – Adopté après modification (p. 1618).

ART. L. 671-9 DU CODE PRECITE (*Prélèvements à des fins scientifiques*) (p. 1618) – Supprimé (p. 1621).

ART. L. 671-10 DU CODE PRECITE (*Séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation*) – Adopté après modification (p. 1621).

ART. L. 671-12 DU CODE PRECITE (*Régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes*) – Adopté (p. 1621).

ART. L. 671-13 DU CODE PRECITE (*Interdiction de la rémunération à l'acte pour les prélèvements d'organes*) – Adopté après modification (p. 1621).

ART. L. 671-15 BIS DU CODE PRECITE (p. 1622) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. L. 671-17 DU CODE PRECITE (*Interdiction de la rémunération à l'acte des activités de transplantation d'organes*) – Adopté après modification (p. 1622).

– L'article 4 est adopté après modification (p. 1622).

Art. 5 (p. 1632).

ART. L. 672-1 DU CODE PRECITE (*Champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et produits*) – Adopté (p. 1633).

ART. L. 672-4 DU CODE PRECITE (*Conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur un donneur vivant*) (p. 1633) – Adopté (p. 1635).

ART. L. 672-6 DU CODE PRECITE (*Conditions des prélèvements post-mortem des tissus et produits*) – Adopté après modification (p. 1635).

ART. L. 672-7 DU CODE PRECITE (*Autorisation des établissements effectuant des prélèvements de tissus et cellules du corps humain*) – Adopté après modification (p. 1635).

ART. L. 672-8 DU CODE PRECITE (*Interdiction de la rémunération à l'acte*) – Adopté après modification (p. 1636).

ART. L. 672-10 DU CODE PRECITE (*Autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus*) – Adopté (p. 1636).

APRES L'ART. L. 672-10 DU CODE PRECITE (*Produits cellulaires*) (p. 1636) – Adopté (p. 1637).

ART. L. 672-11 BIS DU CODE PRECITE (p. 1637) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

– L'article 5 est adopté après modification (p. 1637).

Art. 5 bis A (p. 1637) – Supprimé (p. 1638).

Art. additionnel après l'art. 5 bis (*Identification au sein des produits sanguins labiles des catégories de cellules utilisées – Etablissements pouvant préparer ces produits*) – Adopté après modification (p. 1638).

Art. 8 (p. 1639).

ART. L. 152-1 DU CODE PRECITE (*Définition de l'assistance médicale à la procréation*) – Adopté après modification (p. 1640).

ART. L. 152-2 DU CODE PRECITE (*Finalité de l'assistance médicale à la procréation*) (p. 1640) – Adopté après modification (p. 1644).

ART. L. 152-3 DU CODE PRECITE (*Conception in-vitro*) (p. 1644) – Adopté après modification (p. 1652).

ART. L. 152-4 DU CODE PRECITE (*Constataion par l'autorité judiciaire de l'impossibilité de l'implantation d'embryons*) (p. 1652) – Adopté après modification (p. 1655).

ART. L. 152-5 DU CODE PRECITE (*Procédure d'accueil d'embryons*) (p. 1655) – Adopté après modification (p. 1658).

ART. L. 152-7 DU CODE PRECITE (*Interdiction de l'utilisation commerciale et industrielle de l'embryon*) – Adopté (p. 1658).

ART. L. 152-8 DU CODE PRECITE (*Interdiction des recherches sur l'embryon*) (p. 1658) – Adopté après modification (p. 1662).

ART. L. 152-10 DU CODE PRECITE (*Information des couples*) (p. 1662) – Adopté après modification (p. 1664).

– L'article 8 est adopté après modification (p. 1664).

Art. 8 bis (p. 1664) – Adopté après modification (p. 1665).

Art. 9 (p. 1665).

ART. L. 673-1 DU CODE PRECITE (*Définition du don de gamètes*) – Adopté (p. 1666).

ART. L. 673-3 DU CODE PRECITE (*Interdiction d'insémination par sperme frais*) – Adopté (p. 1666).

ART. L. 673-4 DU CODE PRECITE (*Limitation du nombre d'enfants nés à partir de gamètes d'un même donneur*) – Adopté (p. 1666).

ART. L. 673-5 DU CODE PRECITE (*Statut des établissements pratiquant le recueil, le traitement, la conservation et la cession des gamètes*) – Adopté après modification (p. 1666).

ART. L. 673-6 DU CODE PRECITE (*Régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes*) – Adopté (p. 1666).

ART. L. 673-7 DU CODE PRECITE (*Interdiction d'exercer des pressions sur les couples ayant recours à la procréation médicalement assistée*) – Adopté (p. 1666).

– L'article 9 est adopté après modification (p. 1666).

Art. 10 (p. 1666).

ART. L. 184-1 DU CODE PRECITE (*Régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée*) – Adopté (p. 1667).

ART. L. 184-2 DU CODE PRECITE (*Rapport annuel d'activités*) – Adopté (p. 1667).

ART. L. 184-3 DU CODE PRECITE (*Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal*) – Adopté (p. 1667).

ART. L. 184-5 DU CODE PRECITE (*Secret professionnel*) – Adopté après modification (p. 1667).

– L'article 10 est adopté après modification (p. 1667).

Art. 10 bis (p. 1667) – Adopté après modification (p. 1668).

Art. 10 ter – Adopté (p. 1668).

Art. 10 quater (p. 1668) – Adopté après modification (p. 1674).

Art. 12 (p. 1675).

ART. L. 674-1 DU CODE PRECITE (*Modalités de retrait de l'autorisation*) – Adopté (p. 1676).

ART. L. 674-2 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'obtention d'organes contre paiement*) – Adopté après modification (p. 1676).

ART. L. 674-3 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de prélèvement d'organes sur une personne vivante sans son consentement*) – Adopté après modification (p. 1676).

ART. L. 674-4 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de prélèvement de tissus ou produits du corps humain contre paiement*) – Adopté après modification (p. 1676).

ART. L. 674-5 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de prélèvement sur une personne vivante sans son consentement*) – Adopté après modification (p. 1677).

ART. L. 674-6 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de prélèvement ou de transplantation d'organes sans autorisation*) – Adopté après modification (p. 1677).

ART. L. 674-7 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de collecte de sang en vue d'un don sans procéder au test de dépistage des maladies transmissibles*) – Adopté après modification (p. 1677).

– L'article 12 est adopté après modification (p. 1677).

Art. 12 ter (p. 1677).

ART. L. 675-9 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de recueil ou de prélèvement de gamètes sur une personne vivante sans son consentement écrit*) – Adopté après modification (p. 1678).

ART. L. 675-10 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'obtention de gamètes contre paiement*) – Adopté après modification (p. 1678).

ART. L. 675-11 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de divulgation d'une information permettant l'identification du donneur de gamètes et du receveur*) – Adopté (p. 1678).

ART. L. 675-12 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de recueil ou de prélèvement de gamètes sur une personne vivante sans procéder au test de dépistage des maladies transmissibles*) – Adopté après modification (p. 1679).

ART. L. 675-13 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'insémination par sperme frais*) – Adopté (p. 1679).

ART. L. 675-14 (*Sanctions en cas de pression sur les couples ayant recours à la procréation médicalement assistée*) – Adopté après modification (p. 1679).

ART. L. 675-15 DU CODE PRECITE (*Peine complémentaire d'interdiction*) – Adopté après modification (p. 1679).

ART. L. 675-16 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'assistance médicale à la procréation sans autorisation*) – Adopté après modification (p. 1679).

ART. L. 675-17 DU CODE PRECITE (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 1680).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 675-17 DU CODE PRECITE (*Renvoi au code pénal*) – Adopté (p. 1680).

– L'article 12 ter est adopté après modification (p. 1680).

Art. 13 (p. 1680).

ART. L. 184-7 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'assistance médicale à la procréation sans autorisation*) – Adopté après modification (p. 1681).

ART. L. 152-11 DU CODE PRECITE (*Sanctions applicables en cas d'obtention d'embryons sans respect des conditions prévues*) – Adopté après modification (p. 1681).

ART. L. 152-12 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'obtention d'embryons contre paiement*) – Adopté après modification (p. 1681).

ART. L. 152-13 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de divulgation d'informations levant l'anonymat du donneur et du receveur*) – Adopté (p. 1681).

ART. L. 152-14 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'assistance médicale à la procréation à des fins autres que celles de remédier à la stérilité d'un couple*) – Adopté après modification (p. 1682).

ART. L. 152-15 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de conception in vitro d'embryons à des fins industrielles ou commerciales*) – Adopté après modification (p. 1682).

ART. L. 152-16 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de transfert d'un embryon sans avoir pris connaissance des résultats des tests de dépistage des maladies infectieuses*) – Adopté après modification (p. 1682).

ART. L. 152-17 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'expérimentation sur l'embryon*) – Adopté après modification (p. 1682).

ART. L. 152-18 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de conception in vitro d'embryons à des fins de recherche ou d'expérimentation*) – Adopté après modification (p. 1683).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 152-18 DU CODE PRECITE (*Sanctions des tentatives de délit*) – Adopté (p. 1685).

ART. L. 162-17 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de diagnostic prénatal sans autorisation*) – Adopté après modification (p. 1686).

ART. L. 162-17-1 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas d'interruption de grossesse sans respect des modalités prévues par la loi*) – Adopté (p. 1686).

ART. L. 162-18 DU CODE PRECITE (*Sanctions en cas de méconnaissance des dispositions de l'article relatif au diagnostic préimplantatoire*) – Adopté après modification (p. 1686).

ART. L. 162-19 DU CODE PRECITE (p. 1686) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. L. 162-20 DU CODE PRECITE (*Peine complémentaire d'interdiction*) – Adopté après modification (p. 1686).

ART. L. 162-21 DU CODE PRECITE (*Responsabilité pénale des personnes morales*) – Adopté (p. 1686).

– L'article 13 est adopté après modification.

Art. 14 et 16 – Adoptés (p. 1687).

Art. 17 – Adopté après modification (p. 1687).

Art. 18 (p. 1687) – Supprimé (p. 1689).

Art. additionnel après l'art. 18 (*Modification des dispositions de différents codes entraînée par les modifications apportées aux dispositions du code de la santé publique*) – Adopté (p. 1690).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1690, 1695) : MM. Philippe de Bourgoing, Charles Descours, Mme Jacqueline Fraysse-

Cazalis, MM. Claude Huriet, Franck Sérusclat, Guy Cabanel, Bernard Seillier, François Delga, Bernard Laurent ; intervention de Mme Simone Veil, ministre – Importance du travail accompli.

Scrutin public n° 120 (p. 1695).

Adoption (18 mai 1994) (p. 1695).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 juin 1994) (p. 2860, 2877).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2860, 2867) – (Discussion générale commune avec celle des conclusions du rapport (n° 515, 1993-1994) de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de la loi relatif au corps humain – Médecine 1) : MM. Jean Chérioux, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal ; Guy Cabanel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au respect du corps humain ; Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2867, 2877)

Art. 3 (p. 2867).

Art. 4 A et 4 (p. 2868).

Art. 5 (p. 2869).

Art. 5 bis A (p. 2870) – Supprimé par la CMP.

Art. 5 bis B et 8 (p. 2870).

Art. 8 bis (p. 2871).

Art. 9 et 10 (p. 2872).

Art. 10 bis, 10 quater et 12 (p. 2873).

Art. 12 ter et 13 (p. 2874).

Art. 17 (p. 2875).

Art. 18 et 19 (p. 2876).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2876, 2877) : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Adoption (23 juin 1994) (p. 2877).

3. – **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés**, PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie (25 mars 1992) [n° 2601 (91-92)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport commun de M. Bernard Bioulac pour les projets de loi n°s 2599, 2600 et 2601 du 25 mars 1992 (30 juin 1992) [n° 2871 (91-92)] – Discussion (19, 20, 23 et 25 novembre 1992) – Discussion générale commune avec les projets de loi n°s 2599 et 2600 du 25 mars 1992) – Adoption (25 novembre 1992) [n° 734].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (26 novembre 1992) [n° 68 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alex Türk (21 décembre 1993) [n° 209 (93-94)] – Discussion (13, 14 et 21 janvier 1994) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n°s 2599 et 2600 (91-92) – Médecine 1 et 2) – Adoption (21 janvier 1994) [n° 78].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (21 janvier 1994) [n° 962 (93-94)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport commun de M. Jean-François Mattei pour les projets de loi n°s 2599, 2600 et 2601 (25 mars 1994) [n° 1057 (93-94)] – Discussion (7, 13, 14 et 20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 160].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (21 avril 1994) [n° 355 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alex Türk (4 mai 1994) [n° 397 (93-94)] – Discussion (17 et 19 mai 1994) – Adoption (19 mai 1994) [n° 132].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) (20 mai 1994) [n° 1268 (93-94)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Jean-François Mattei (3 juin 1994) [n° 1338 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 237].

PROMULGATION : loi n° 94-548 du 1^{er} juillet 1994 (J.O. Lois et décrets du 2 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(13 janvier 1994) (p. 92, 135) ; (14 janvier 1994) (p. 141, 158) ; (21 janvier 1994) (p. 420, 435).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 92, 135 ; 141, 158) – Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93) – Médecine 1 et 2)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 420, 435) : MM. Alex Türk, rapporteur de la commission des lois ; François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Claude Huriet, Michel Dreyfus-Schmidt.

Art. 1^{er} (Dispositions particulières aux fichiers ayant pour fin la recherche en santé publique) (p. 420).

INTITULE DU CHAPITRE V BIS AVANT L'ART. 40-1 DE LA LOI N° 78-17 DU 6 JANVIER 1978 (p. 421).

NOUVEL INTITULE : « *Traitements automatisés des données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé* » – Adopté (p. 422).

ART. 40-1 DE LA LOI PRÉCITÉE (Mise à l'écart de certaines dispositions du droit commun) (p. 422) – Adopté après modification (p. 425).

ART. 40-2 DE LA LOI PRÉCITÉE (Comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé) (p. 425) – Adopté après modification (p. 427).

ART. 40-3 DE LA LOI PRÉCITÉE (Conciliation du secret professionnel et de la transmission des données) (p. 427) – Adopté après modification (p. 428).

ART. 40-4 DE LA LOI PRÉCITÉE (Anonymat des résultats de la recherche) – Supprimé (p. 428).

ART. 40-5 DE LA LOI PRÉCITÉE (Droit d'opposition) (p. 428) – Adopté après modification (p. 429).

ART. 40-6 DE LA LOI PRÉCITÉE (Information individuelle) (p. 429) – Adopté après modification (p. 430).

ART. 40-7 DE LA LOI PRÉCITÉE (Exercice des droits par les mineurs et les personnes sous tutelle) – Adopté après modification (p. 430).

ART. 40-8 DE LA LOI PRÉCITÉE (Informations collectives) – Adopté (p. 430).

ART. 40-9 DE LA LOI PRÉCITÉE (Utilisation des certificats des causes de décès) – Supprimé (p. 430).

ART. 40-10 DE LA LOI PRÉCITÉE (Retrait de l'autorisation) (p. 430) – Adopté après modification (p. 431).

ART. 40-11 DE LA LOI PRÉCITÉE (Peine complémentaire d'interdiction professionnelle) – Adopté (p. 431).

ART. 40-12 DE LA LOI PRÉCITÉE (Flux transfrontières de données) – Adopté après modification (p. 431).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. 40-12 DE LA LOI PRÉCITÉE (Modalités d'application du chapitre précisé par un décret en Conseil d'Etat) – Adopté (p. 431).

– L'article 1^{er} est adopté après modification (p. 431).

Art. 1^{er} bis (Dispositions transitoires) – Adopté après modification (p. 431).

Art. 1^{er} ter (Coordination des dispositions pénales) – Adopté (p. 432).

Art. 2 (*Coordination des dispositions pénales*) – Adopté après modification (p. 432).

Art. additionnel après l'art. 2 (*Incrimination du non-respect du droit à opposition des personnes concernées par le traitement, du non-recueil du consentement exprès des personnes intéressées et du non-respect du droit à l'information des intéressés*) – Adopté (p. 432).

Art. 3 (*Inapplicabilité à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer*) – Adopté (p. 432).

Art. 4 (*Art. 7 bis de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - Traitements effectués par l'INSEE et les services statistiques ministériels*) – Supprimé (p. 432).

Intitulé du projet de loi (*Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés*) (p. 432) – Adopté (p. 433).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 433, 435) : *M. Claude Huriet, Mme Françoise Seligmann, MM. Guy Cabanel, Robert Pagès, Jacques Habert, François Collet.*

Adoption (21 janvier 1994) (p. 435).

Discussion (deuxième lecture)

(17 mai 1994) (p. 1584, 1609) ; (19 mai 1994) (p. 1769, 1775).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1584, 1609) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94) – Médecine 1 et 2)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1769, 1775) : *MM. Alex Türk, rapporteur de la commission des lois ; François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Robert Pagès.*

Art. 1^{er} (p. 1770).

ART. 40-1 DE LA LOI N° 78-17 DU 6 JANVIER 1978 – Adopté après modification (p. 1771).

ART. 40-2 DE LA LOI PRECITEE – Adopté après modification (p. 1772).

ART. 40-3 DE LA LOI PRECITEE – Adopté après modification (p. 1773).

ART. 40-4 DE LA LOI PRECITEE (p. 1773) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 40-5, 40-6 et 40-7 DE LA LOI PRECITEE – Adoptés après modification (p. 1773).

ART. 40-9 DE LA LOI PRECITEE (p. 1773) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 40-10 DE LA LOI PRECITEE – Adopté après modification (p. 1774).

ART. 40-11 DE LA LOI PRECITEE (p. 1774) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 40-12 DE LA LOI PRECITEE – Adopté (p. 1774).

– L'article 1^{er} est adopté après modification (p. 1774).

Art. 1^{er} bis. – Adopté après modification (p. 1774).

Art. 2 (p. 1774) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 2 bis – Adopté (p. 1774).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1774, 1775) : *MM. Emmanuel Hamel, Robert Pagès.*

Adoption (19 mai 1994) (p. 1775).

Médecine (enseignement)

Voir *Lois de finances, 2*, Enseignement supérieur et recherche - I – Enseignement supérieur

Médecins

Voir *Politique économique et sociale, 2*

Mer et littoral

Voir *Lois de finances, 2*, Equipement, transports et tourisme - IV – Mer
Rapports d'information, 22

1. – **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. François Léotard, ministre de la défense (6 avril 1994) [n° 1067 (93-94)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Michel Godard (20 avril 1994) [n° 1142 (93-94)] – Discussion (3 mai 1994) – Adoption (3 mai 1994) [n° 181].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1994) [n° 394 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Michel d'Aillières (8 juin 1994) [n° 488 (93-94)] – Avis de M. Jean-Pierre Tizon (9 juin 1994) [n° 495 (93-94)] – Discussion (15 juin 1994) – Adoption (15 juin 1994) [n° 154].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1994) [n° 1388 (93-94)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Michel Godard (21 juin 1994) [n° 1418 (93-94)] – Discussion (27 juin 1994) – Adoption (27 juin 1994) [n° 241].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-342 DC du 7 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 9 juillet 1994) qui déclare que la loi n'est pas contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 16 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1994) (p. 2595, 2605).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2595, 2603) : *MM. François Léotard, ministre de la défense ; Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Daniel Millaud, Louis de Catuelan, Jacques Bialski, Jean-Luc Bécart.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2603, 2605) : *MM. Michel d'Aillières, rapporteur ; François Léotard, ministre ; Daniel Millaud.*

Art. 1^{er} (*Habilitation des commandants des bâtiments de l'Etat et des commandants de bord des aéronefs de l'Etat*) – Adopté après modification (p. 2603).

Art. 1^{er} bis (*Champ d'application*) – Adopté (p. 2603).

Art. 2 (*Reconnaissance du navire*) – Adopté après modification (p. 2603).

Art. 3 (*Visite du navire*) – Adopté après modification (p. 2603).

Art. 4 (*Déroutement*) (p. 2603) – Adopté (p. 2604).

Art. 4 bis (*Droit de poursuite*) – Adopté (p. 2604).

Art. 5 (*Mesures de coercition*) – Adopté (p. 2604).

Art. 6 (*Sanction du refus d'obtempérer*) – Adopté (p. 2604).

Art. 6 bis (*Peines applicables au propriétaire ou à l'exploitant*) – Adopté (p. 2004).

Art. 7 (*Exclusion des navires de guerre étrangers et des autres navires d'Etat étrangers utilisés à des fins autres que commerciales du champ d'application de la présente loi*) (p. 2604) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 8 (*Notification des mesures*) – Adopté (p. 2604).

Art. 9 (*Territoires d'outre-mer et Mayotte*) (p. 2604) – Adopté (p. 2605).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2605) : *MM. Emmanuel Hamel, Louis de Catuelan.*

Adoption (15 juin 1994) (p. 2605).

Métaux précieux

Voir *Rapports du Gouvernement, 13*

Mexique

Voir *Traités et conventions*, **54 ; 58**

Mines et carrières

Voir *Code minier*, **1**

Moldova

Voir *Traités et conventions*, **55**

Monnaie

Voir *Lois de finances*, **2**, Monnaies et médailles - (Budget annexe)
Traités et conventions, **65**

N**Nationalité française**

Voir *Traités et conventions*, 43

Nature (protection)

Voir *Traités et conventions*, 30 ; 64

Nice

Voir *Allocutions et communications*, 3

Norvège

Voir *Traités et conventions*, 63

Nouvelle-Calédonie

Voir *Allocutions et communications*, 6 ; 9 ; 22 ; 25 ; 28 ; 30 ; 31 ; 33

Code des juridictions financières, 1 ; 2

Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

O

Octroi de mer

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1

Officiers publics et ministériels

Voir *Professions judiciaires et juridiques*, 1

Oiseaux

Voir *Rapports d'information*, 15

Oléoducs

Voir *Traités et conventions*, 66

Opéra de Paris

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

Ordre de la libération

Voir *Lois de finances*, 2, Légion d'honneur et ordre de la Libération - (Budget annexe)

Ordre du jour des assemblées parlementaires

Voir *Rappels au règlement*, 9 ; 10 ; 16 ; 17 ; 18 ; 19 ; 28 ; 30 ; 31 ; 35

Ordre du jour du Sénat

1. – **Conférence des présidents** : observation de Mme Hélène Luc concernant l'inscription à l'ordre du jour du Sénat, de la proposition de résolution tendant à modifier le règlement du Sénat (21 avril 1994) (p. 1199) *Mme Hélène Luc, M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. – **Conférence des présidents** : demande de Mme Hélène Luc, relative à l'organisation d'un débat sur l'avenir du transport aérien (9 juin 1994) (p. 2393) – *Mme Hélène Luc, M. René Monory, président du Sénat.*

3. – **Conférence des présidents** : organisation des travaux du Sénat en fin de session (30 juin 1994) (p. 3291) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

4. – **Modification de l'ordre du jour** : organisation de la discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (7 novembre 1994) (p. 5204, 5206) – *MM. Etienne Dailly, Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

Ordre public

Voir *Armes et munitions*, 1
Rappels au règlement, 21

1. – **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (22 juin 1994) [n° 543 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Paul Masson

(30 juin 1994) [n° 564 (93-94)] – Avis de M. Michel Alloncle (30 juin 1994) [n° 569 (93-94)] – Avis de M. Paul Girod (30 juin 1994) [n° 568 (93-94)] – Rapport supplémentaire de M. Paul Masson (5 juillet 1994) [n° 582 (93-94)] – Urgence – Discussion (5, 6, 7 et 8 juillet 1994) – Adoption (8 juillet 1994) [n° 195].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 juillet 1994) [n° 1490 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission de la défense – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Gérard Léonard (22 septembre 1994) [n° 1531 (93-94)] – Avis de M. Robert Poujade (23 septembre 1994) [n° 1533 (93-94)] – Avis de M. José Rossi (29 septembre 1994) [n° 1542 (93-94)] – Discussion (5, 6, 7 et 10 octobre 1994) – Adoption (10 octobre 1994) [n° 278].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 octobre 1994) [n° 22 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Masson (26 octobre 1994) [n° 41 (94-95)] – Avis de M. Michel Alloncle (3 novembre 1994) [n° 52 (94-95)] – Discussion (9 et 10 novembre 1994) – Adoption (10 novembre 1994) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 novembre 1994) [n° 1654 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Gérard Léonard (8 décembre 1994) [n° 1778 (94-95)] – Avis de M. Robert Poujade (7 décembre 1994) [n° 1774 (94-95)] – Discussion (16 décembre 1994) – Adoption (16 décembre 1994) [n° 326].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (19 décembre 1994) [n° 167 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Gérard Léonard (20 décembre 1994) [n° 1833 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 342].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Paul Masson (20 décembre 1994) [n° 177 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 63].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-352 DC du 18 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1994) qui déclare contraire à la Constitution :

– à l'article 10, la phrase : « L'autorisation sollicitée est réputée acquise à défaut de réponse dans un délai de quatre mois » ;

– à l'article 16, au deuxième alinéa, les mots : « ... être utilisés comme projectile ou ... » ainsi que les troisième et quatrième alinéas.

PROMULGATION : loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 24 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(5 juillet 1994) (p. 3505, 3550) ; (6 juillet 1994) (p. 3558, 3636) ; (7 juillet 1994) (p. 3646, 3701) ; (8 juillet 1994) (p. 3716, 3744).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3505, 3541) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Guy Allouche, Jean-Luc Bécart, Philippe François, Daniel Millaud, Mmes Anne Heinis, Françoise Seligmann, M. Marcel Charmant.*

Motion n° 1 de M. Claude Estier, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 3541) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Masson, rapporteur, Charles Pasqua, ministre, Jean-Luc Bécart.*

Rejet de la motion (p. 3546 ; scrutin public n° 165).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3546) – *MM. Charles Lederman, Paul Masson, rapporteur, Charles Pasqua, ministre.*

Rejet de la motion (p. 3550 ; scrutin public n° 166).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3558, 3636 ; 3646, 3701 ; 3716, 3744) : *MM. Claude Estier, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Paul Masson, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Alain Vasselle, Mmes Michelle Demessine, Françoise Seligmann, MM. Marcel Charmant, Paul Girod, rapporteur pour avis ; Michel Caldaguès, Mme Hélène Luc, MM. Emmanuel Hamel, Christian Bonnet, Bernard Laurent, Guy Allouche, Michel Alloncle, rapporteur pour avis ; Jean Bernard, Félix Leyzour, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Marc Lauriol, Pierre Schiélé, Pierre Laffitte – MM. Ivan Renar, Jean-Jacques Robert – M. Robert Vizet.*

Art. 1^{er} (*Définition par la loi du « droit à la sécurité »*) (p. 3558) – Adopté après modification (p. 3563).

TITRE I^{er}

LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DE SECURITE ET LA PROGRAMMATION DES MOYENS DE LA POLICE NATIONALE

Art. 2 et Annexe I (*Orientations de la politique de la sécurité*) (p. 3566) – Adopté après modification (p. 3739, lors du vote unique de l'ensemble de cet article ; précédemment réservé, p. 3550).

Après l'**art. 2** (p. 3566).

Art. additionnel (*Orientations de la politique de sécurité*) (p. 3566) – Adopté (p. 3567).

Art. additionnel (*Présentation devant le Parlement de trois lois ultérieures relatives aux polices municipales, à la police judiciaire et aux entreprises de gardiennage*) (p. 3567) – Adopté (p. 3570).

Art. 3 et Annexe II (*Approbation de la programmation des moyens de la police nationale*) (p. 3570) – Adopté après modification (p. 3578).

Art. additionnel après l'art. 3 (*Enumération des missions prioritaires assignées à la police nationale*) (p. 3578) – Adopté (p. 3580).

Art. 4 (*Crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale*) (p. 3580) – Adopté (p. 3583).

TITRE II

LA MISE EN OEUVRE DES ORIENTATIONS

Chapitre premier

Dispositions relatives aux attributions

Art. 5 (*Rôle du préfet en matière de sécurité publique*) (p. 3595) – Adopté après modification (p. 3601).

Art. additionnel après l'art. 5 (*Rôle du maire dans les missions de sécurité publique*) (p. 3608) – Adopté (p. 3611).

Art. 6 (*Institutions dans une commune du régime de la police d'Etat*) (p. 3612) – Adopté après modification (p. 3615).

Art. 7 (*Attributions des agents de police municipale*) (p. 3615) – Adopté (p. 3617).

Chapitre II

Dispositions relatives à la prévention de l'insécurité

Art. 8 (*Vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 3617) – Adopté après modification (p. 3661).

Après l'**art. 8** (p. 3661).

Art. additionnel (*Information du public ; interdiction d'enregistrer des images d'entrée et de l'intérieur des immeubles d'habitation ; contrôle des enregistrements par toute personne concernée par ceux-ci*) (p. 3661) – Adopté (p. 3664).

Art. additionnel (*Peine applicable en cas de manquement aux dispositions de l'article 8 et de l'article additionnel après l'art. 8*) – Adopté (p. 3665).

Art. 9 (*Réalisation de projets d'aménagement, d'équipements collectifs et de programmes de construction*) (p. 3665) – Adopté après modification (p. 3667).

Art. 10 (*Gardiennage des immeubles*) (p. 3669) – Adopté après modification (p. 3672).

Art. 11 (*Dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route*) (p. 3673) – Adopté après modification (p. 3677).

Art. 12 (*Prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objets*) (p. 3678) – Adopté après modification (p. 3679).

Chapitre III

Dispositions relatives au maintien de l'ordre public

Art. 13 (*Interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche d'une manifestation ; fouille préventive des véhicules*) (p. 3679) – Adopté après modification (p. 3696).

Art. 14 (*Port ou transport d'artifices non détonants*) (p. 3696) – Adopté après modification (p. 3697).

Art. 15 (*Peine complémentaire d'obligation de répondre aux convocations de l'autorité qualifiée*) (p. 3697) – Adopté après modification (p. 3700).

Chapitre IV

Dispositions relatives aux personnels de la police nationale

Art. 16 (*Statut spécial des personnels des services actifs*) (p. 3716) – Adopté après modification (p. 3719).

Art. 17 (*Extension de la protection de l'Etat à l'égard des fonctionnaires de la police nationale et de leur conjoint et enfants*) (p. 3721) – Adopté après modification (p. 3723).

Art. 18 (*Recrutement sans concours des conjoints de fonctionnaires des services actifs décédés lors d'opérations de police*) (p. 3723) – Adopté après modification (p. 3724).

Art. 19 (*Pensions de réversion du conjoint d'un fonctionnaire de police décédé en service et cité à l'ordre de la Nation*) – Adopté (p. 3724).

Chapitre V

Dispositions relatives à certaines interventions de la police ou de la gendarmerie

Art. 20 (*Manifestations sportives, récréatives ou culturelles*) (p. 3583) – Adopté par priorité (p. 3591).

Art. 21 (*Vacations funéraires*) (p. 3591) – Adopté par priorité (p. 3595).

Art. 22 (*Rattachement au budget du ministère de l'intérieur des rémunérations et redevances liées à certaines interventions de la police nationale*) (p. 3592) – Adopté après modification (p. 3593).

Chapitre VI

Dispositions diverses

Art. 23 (*Domiciliation des témoins*) (p. 3601) – Adopté après modification par priorité (p. 3605).

Art. additionnel après l'art. 23 (p. 3605) (*Fixation à 100 % du taux de la pension de réversion perçue par le conjoint d'un militaire de la gendarmerie nationale décédé en service et cité à l'ordre de la Nation*) – Adopté par priorité (p. 3608).

Art. 24 (*Extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 3725).

Art. additionnel après l'art. 24 (*Rapport du Gouvernement sur l'exécution de la présente loi d'orientation et de programmation*) – Adopté (p. 3725).

Art. 25 (*Abrogations*) – Adopté (p. 3725).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3739, 3744) : *Mme Françoise Seligmann, MM. Christian Bonnet, Robert Vizet, Emmanuel Hamel, Philippe François, Jacques Habert, Bernard Guyomard, Etienne Dailly ; interventions de MM. Paul Masson, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

Scrutin public n° 77 (p. 3744).

Adoption (8 juillet 1994) (p. 3744).

Discussion (deuxième lecture)

(9 novembre 1994) (p. 5407, 5437) ; (10 novembre 1994) (p. 5448, 5500).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5407, 5420) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Mme Françoise Seligmann ; MM. Robert Pagès, Guy Allouche.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5420, 5437 ; 5448, 5497) : *MM. Guy Allouche, Ernest Cartigny, Paul Masson, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Françoise Seligmann, MM. Charles Lederman, Robert Pagès, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Alain Vasselle, Emmanuel Hamel, Alphonse Arzel, Xavier de Villepin, Christian Bonnet.*

TITRE I^{er}**LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DE SECURITE ET LA PROGRAMMATION DES MOYENS DE LA POLICE NATIONALE**

Art. 2 et Annexe I (p. 5420) – Adoptés (p. 5427).

Art. 2 bis (*Orientation permanente de la politique de sécurité*) (p. 5427) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 5428).

Art. 2 ter (*Renvoi à trois lois ultérieures*) (p. 5428) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 3 et Annexe II (*Approbation de la programmation quinquennale des moyens figurant à l'annexe II*) (p. 5428) – Adoptés (p. 5434).

Art. 3 bis (*Missions prioritaires dans le cadre de la programmation*) (p. 5434) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 4 (*Crédits de la programmation*) (p. 5434) – Adopté (p. 5435).

TITRE II**LA MISE EN OEUVRE DES ORIENTATIONS****Chapitre 1^{er}****Dispositions relatives aux attributions**

Art. 5 (*Rôle de coordination du préfet en matière de sécurité publique*) – Adopté après modification (p. 5436).

Art. 5 bis (*Rôle de coordination du préfet en matière de sécurité publique*) (p. 5448) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 5449).

Art. 6 (*Institution du régime de police d'Etat dans les communes*) (p. 5449) – Adopté après modification (p. 5451).

Chapitre 2**Dispositions relatives à la prévention de l'insécurité**

Art. 8 (*Vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 5451) – Adopté après modification (p. 5468).

Art. 8 bis et 8 ter (*Vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 5468) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 9 (*Etudes de sécurité publique préalables à la réalisation de certains équipements collectifs*) – Adopté (p. 5468).

Art. 10 (*Autorisation permanente donnée aux services de police et de gendarmerie d'entrer dans les parties communes des immeubles - Gardiennage et surveillance des immeubles privés ou publics*) (p. 5468) – Adopté après modification (p. 5476).

Art. 10 bis (*Compétence de l'assemblée générale des copropriétaires pour donner à la police et à la gendarmerie l'autorisation permanente d'entrer dans les parties communes des immeubles*) – Adopté après modification (p. 5476).

Art. 11 (*Equipements techniques de prévention et de constatation des infractions au code de la route*) (p. 5476) – Adopté (p. 5477).

Art. 12 (*Installation de dispositifs de sécurité sur les véhicules*) (p. 5477) – Adopté après modification (p. 5478).

Chapitre 3**Dispositions relatives au maintien de l'ordre public**

Art. 13 (*Manifestations sur la voie publique*) (p. 5479) – Adopté après modification (p. 5486).

Art. 14 (*Port et transport illégitimes d'artifices non détonants*) – Adopté (p. 5486).

Art. 15 (*Peine complémentaire d'interdiction de manifester*) (p. 5486) – Adopté (p. 5487).

Chapitre 3 bis**Mesures de nature à faciliter l'exercice des activités de police judiciaire – Supprimé (p. 5487)**

Art. 15 bis, 15 ter, 15 quater, 15 quinquies et 15 sexies (*Mesures tendant à faciliter l'exercice de certaines activités de police judiciaire*) (p. 5487, 5488) – Supprimés (p. 5487, 5488).

Chapitre 4**Dispositions relatives aux personnels de la police nationale**

Art. 16 (*Statut des personnels de la police nationale*) (p. 5488) – Adopté (p. 5489).

Chapitre 5**Dispositions relatives à certaines interventions de la police ou de la gendarmerie**

Art. 20 (*Possibilité d'imposer un service d'ordre aux organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles*) (p. 5489) – Adopté (p. 5491).

Art. 21 (*Vacations funéraires*) – Adopté (p. 5491).

Chapitre 6**Dispositions diverses**

Art. 23 A (*Recherche des personnes disparues*) (p. 5491) – Adopté après modification (p. 5494).

Art. 23 (*Domiciliation des témoins*) – Adopté (p. 5494).

Art. 23 bis A (*Sanction de la révélation de l'identité de certains policiers ou gendarmes*) – Adopté après modification (p. 5494).

Art. 23 bis (*Pension de réversion du conjoint des gendarmes décédés en service et cités à l'ordre de la Nation*) – Adopté (p. 5495).

Art. 23 ter (*Extension de la protection de l'Etat aux conjoints et enfants des gendarmes*) – Adopté (p. 5495).

Art. 24 (*Application dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté après modification (p. 5495).

Art. 24 bis (*Rapport d'exécution de la loi de programmation*) – Adopté (p. 5495).

Art. 24 ter (*Homologation des stades et enceintes sportives*) (p. 5495) – Adopté après modification (p. 5496).

Art. additionnel après l'art. 24 ter (*Dispositions applicables aux appareils de jeux*) (p. 5496) – Adopté (p. 5497).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5497, 5500) : *M. Emmanuel Hamel, Mme Françoise Seligmann, MM. Charles Lederman, Ernest Cartigny ; intervention de M. Charles Pasqua, ministre.*

Adoption (10 novembre 1994) (p. 5500).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1994) (p. 8054, 8058).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 8054, 8056) : *MM. Paul Masson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8056, 8058)

Art. 8 et 10 (p. 8056).

Art. 12, 23 A et 23 bis A (p. 8057).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8058) : *Mme Paulette Fost, MM. Guy Allouche et Jacques Habert.*

Adoption (22 décembre 1994) (p. 8058).

Ordres professionnels

Voir *Politique économique et sociale, 2*

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement (23 juin 1993) [n° 379 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean Rigaud (17 novembre 1993) [n° 716 (93-94)] – Discussion (11 janvier 1994) – Adoption (11 janvier 1994) [n° 138].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 janvier 1994) [n° 233 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. André Fosset (27 avril 1994) [n° 375 (93-94)] – Discussion (10 mai 1994) – Adoption (10 mai 1994) [n° 120].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 mai 1994) [n° 1220 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean Rigaud (25 mai 1994) [n° 1271 (93-94)] – Discussion (15 juin 1994) – Adoption (15 juin 1994) [n° 222].

PROMULGATION : loi n° 94-529 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(10 mai 1994) (p. 1545, 1588).

I – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1545, 1550) : *MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; André Fosset, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger, Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1550, 1558) : *MM. Bernard Bosson, ministre ; André Fosset, rapporteur ; Jacques Bellanger, Yvon Bourges, Gérard César, Marcel Daunay.*

Art. 1^{er} (*Application de la libre prestation de service à la profession de géomètre-expert*) (p. 1550) – Adopté après modification (p. 1551).

Art. 2 (*Accès des professionnels communautaires à l'ordre des géomètres-experts*) – Adopté (p. 1552).

Art. 3 (*Extension aux ressortissants communautaires du statut des géomètres-experts stagiaires*) – Adopté (p. 1552).

Art. 4 (*Modification de l'article 5 de la loi de 1946*) – Adopté (p. 1552).

Art. 5 (*Etablissement du règlement de la profession et du code des devoirs professionnels par décret en Conseil d'Etat*) – Adopté après modification (p. 1552).

Art. 6 (*Adaptation des règles relatives aux sociétés de géomètres-experts*) – Adopté (p. 1552).

Art. 6 bis (*Modification de l'article 6-2 de la loi de 1946*) – Adopté (p. 1553).

Art. 7 (*Répression de l'exercice illégal de la profession de géomètre-expert*) – Adopté après modification (p. 1553).

Art. 8 (*Modification de l'incompatibilité liée à la profession de géomètre-expert*) – Adopté (p. 1553).

Art. 9 (*Possibilité pour les géomètres-experts d'exercer certaines activités dans le domaine immobilier*) (p. 1553) – Retiré.

Art. additionnel avant l'art. 10 (*Organisation et encadrement des activités immobilières des géomètres-experts*) (p. 1553) – Adopté (p. 1556).

Art. 10 (*Conditions dans lesquelles les géomètres-experts peuvent recourir à la publicité*) – Adopté (p. 1556).

Art. 11 (*Etablissement d'actes sous seing privé*) – Adopté (p. 1556).

Art. 12 (*Extension des interdictions ou restrictions professionnelles aux salariés des géomètres-experts*) – Adopté (p. 1556).

Art. 12 bis (*Extension aux professionnels étrangers de l'obligation d'assurance*) – Adopté (p. 1556).

Art. 12 ter (*Sanctions de la non-justification de l'assurance professionnelle*) – Adopté (p. 1556).

Art. 12 quater (*Statut du commissaire du Gouvernement auprès des conseils*) – Adopté (p. 1556).

Art. 12 quinquies (*Composition des conseils régionaux*) – Adopté (p. 1556).

Art. 13 (*Délais d'instruction des demandes d'inscription au tableau de l'Ordre*) – Adopté (p. 1556).

Art. 13 bis (*Missions des conseils régionaux de l'Ordre*) – Adopté (p. 1557).

Art. 14 (*Missions du conseil supérieur de l'Ordre*) – Adopté après modification (p. 1557).

Art. 14 bis (*Inscription des sociétés de géomètres-experts aux tableaux régionaux*) – Adopté (p. 1557).

Art. 14 ter (*Recours contre les décisions des conseils régionaux*) – Adopté (p. 1557).

Art. 15 (*Caractère suspensif de l'appel des décisions disciplinaires des conseils régionaux*) – Adopté (p. 1557).

Art. 15 bis (*Application des règles de discipline des géomètres-experts*) – Adopté après modification (p. 1557).

Art. 15 ter (*Nullité des actes tendant à permettre d'exercer aux géomètres-experts radiés ou suspendus*) – Adopté (p. 1557).

Art. 16 (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 1568).

Art. 17 (*Abrogation*) – Adopté (p. 1558).

Art. 18 (*Abrogation de dispositions particulières aux départements d'Alsace et de Moselle*) – Adopté (p. 1558).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1558) : *MM. Jacques Bellanger, Félix Leyzour, Marcel Daunay, Emmanuel Hamel.*

Adoption (10 mai 1994) (p. 1558).

Organisations internationales

Voir *Rapports d'information, 5*
Traité et conventions, 27

Organisations syndicales

Voir *Travailleurs indépendants, 1*

P

Parlement

Voir *Allocutions et communications*, 40
Immunités parlementaires, 1 ; 2
Vie politique et sociale, 7

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires, en vue de réprimer les dépositions sciemment inexactes effectuées sous serment par les témoins entendus par les commissions d'enquêtes parlementaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Etienne Dailly et François Lesein, sénateurs (20 décembre 1992) [n° 170 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 6 avril 1994.

2. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (15 avril 1993) [n° 258 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 49, alinéa 6, du Règlement du Sénat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Lucotte, sénateur et plusieurs et ses collègues (19 octobre 1993) [n° 41 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (27 octobre 1993) [n° 59 (93-94)] – Rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly (15 décembre 1993) [n° 185 (93-94)] – Discussion (4 mai 1994) – Adoption (4 mai 1994) [n° 116].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de résolution modifiant les articles 36, 37, 42 et 49 du règlement du Sénat** ».

CONSEIL CONSTITUTIONNEL. Décision n° 94-339 DC du 31 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juin 1994) qui déclare la proposition de résolution partiellement conforme à la Constitution.

Discussion des conclusions du rapport

(4 mai 1994) (p. 1396, 1426).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1396, 1409) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Joselin de Rohan, Ernest Cartigny, Mme Hélène Luc.*

Motion n° 3 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1409) – *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Guy Allouche.*

Rejet de la motion (p. 1414 ; scrutin public n° 112).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1414, 1425) : *Mme Hélène Luc, MM. Charles Lederman, Claude Estier, Guy Allouche, Etienne Dailly, rapporteur ; Jean Chamant.*

Art. 1^{er} (*Temps de parole fixé à cinq minutes pour l'exposé des motifs d'un amendement*) (p. 1414) – Adopté (p. 1418).

Art. 2 (*Décision de la conférence des président de supprimer la discussion commune sur les amendements venant en concurrence*) (p. 1419) – Adopté (p. 1421).

Intitulé – Adopté après modification (p. 1425).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1425, 1426).

Mme Hélène Luc, M. Guy Allouche.

Scrutin public n° 116 (p. 1426).

Adoption (4 mai 1994) (p. 1426).

4. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958**, PRESENTÉE AU SENAT par M. Jacques Genton, sénateur, (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 janvier 1994 - 5 février 1994) [n° 279 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Lucien Lanier avec celui de la proposition de loi n° 1055 du 24 mars 1994 – Parlement 6 (11 mai 1994) [n° 415 (93-94)].

5. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le régime des sessions parlementaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Paul Delevoye, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 avril 1994) [n° 327 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Robert Pandraud, député (24 mars 1994) [n° 1055 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (20 avril 1994) [n° 1140 (93-94)] – Discussion (28 avril 1994) – Adoption (28 avril 1994) [n° 177].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1994) [n° 386 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Lucien Lanier avec celui de la proposition de loi n° 279 du 5 février 1994 – Parlement 4 (11 mai 1994) [n° 415 (93-94)] – Discussion (31 mai 1994) – Adoption (31 mai 1994) [n° 138].

PROMULGATION : loi n° 94-476 du 10 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(31 mai 1994) (p. 1957, 1970).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1957, 1967) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Jean Delaneau, Ernest Cartigny, Serge Vinçon, Charles Lederman, Claude Estier, Jacques Genton.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1967, 1970) : *MM. Charles Lederman, Lucien Lanier, rapporteur ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Roger Romani, ministre.*

Art. 1^{er} (*Dans l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, remplacement des mots « les communautés européennes » par les mots « l'Union européenne »*) – Adopté (p. 1967).

Art. 2 (*Modalités d'application du traité sur l'Union européenne*) – Adopté (p. 1967).

Art. 3 (*Coordination*) – Adopté (p. 1967).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1970) : *MM. Emmanuel Hamel, Charles Lederman.*

Adoption (31 mai 1994) (p. 1970).

7. – **Proposition de loi tendant à assurer la transparence du patrimoine et des revenus des parlementaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 octobre 1994) [n° 19 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet avec celui des propositions de loi n° 20 (94-95) du 11 octobre 1994, n° 112 (94-95) du 6 décembre 1994 et n° 150 (94-95) du 14 décembre 1994 – (15 décembre 1994) [n° 160 (94-95)].

8. – **Proposition de loi organique tendant à interdire aux parlementaires d'effectuer des missions dans le département de leur circonscription**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (28 novembre 1994) [n° 96 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

9. – **Proposition de loi organique tendant à limiter le cumul d'un mandat de parlementaire avec un seul autre mandat, quel qu'il soit et ce dans la même région**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (28 novembre 1994) [n° 95 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

10. – **Proposition de loi organique tendant à l'abrogation des dispositions relatives au plafonnement des indemnités parlementaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (28 novembre 1994) [n° 98 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

Parlement (rôle)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1
Sécurité sociale, 1

Parlement européen

Voir *Elections*, 16
Europe, 1
Rapports d'information, 3

Participation des salariés

1. – **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre par M. Michel Giraud, ministre du travail (9 février 1994) [n° 1007 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis aux commissions des finances et des lois – Rapport de M. Jacques Godefrain (13 avril 1994) [n° 1083 (93-94)] – Avis de M. Jean-Pierre Delalande (20 avril 1994) [n° 1144 (93-94)] – Avis de M. Jean-Pierre Philibert (20 avril 1994) [n° 1139 (93-94)] – Discussion (26 et 27 avril 1994) – Adoption (27 avril 1994) [n° 176].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1994) [n° 389 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis aux commissions des lois et des finances – Rapport de M. Jean Chérioux (18 mai 1994) [n° 430 (93-94)] – Avis de M. Etienne Dailly (19 mai 1994) [n° 443 (93-94)] – Avis de M. René Trégouët (18 mai 1994) [n° 438 (93-94)] – Discussion (25 mai 1994) – Adoption (25 mai 1994) [n° 135].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 mai 1994) [n° 1287 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Godefrain (8 juin 1994) [n° 1343 (93-94)] – Avis de M. Jean-Pierre Philibert (8 juin 1994) [n° 1344 (93-94)] – Discussion (13 juin 1994) – Adoption (13 juin 1994) [n° 220].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 juin 1994) [n° 503 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean Chérioux (29 juin 1994) [n° 555 (93-94)] – Avis de M. Etienne Dailly (29 juin 1994) [n° 562 (93-94)] – Discussion (4 juillet 1994) – Adoption (4 juillet 1994) [n° 191].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (4 juillet 1994) [n° 1456 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Daniel Garrigue (8 juillet 1994) [n° 1489 (93-94)] – Discussion (13 juillet 1994) – Adoption (13 juillet 1994) [n° 266].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean Chérioux (8 juillet 1994) [n° 597 (93-94)] – Discussion (13 juillet 1994) – Adoption (13 juillet 1994) [n° 205].

PROMULGATION : loi n° 94-640 du 25 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 27 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(25 mai 1994) (p. 1809, 1882).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1809, 1839) : *MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Christian Poncelet, Mme Michèle Demessine, M. Jean-Paul Chambriard, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Luc Mélenchon, Philippe Marini, Alain Vasselle, Pierre Laffitte, Jean Madelain.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1839, 1882) : *Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Michel Giraud, ministre ; Jean-Luc Mélenchon, Alain Vasselle, Jean Chérioux, rapporteur ; René Trégouët, rapporteur pour avis, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

TITRE I^{er}PARTICIPATION DES SALARIES ACTIONNAIRES
AUX ORGANES DE GESTION DES ENTREPRISES

Art. 1^{er} A (*Représentation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés privatisées*) (p. 1840) – Adopté après modification (p. 1848).

Art. 1^{er} (*Rapport sur l'état de la participation des salariés au capital*) (p. 1848) – Adopté après modification (p. 1849).

Art. 2 (*Non-application aux salariés actionnaires nommés membres du conseil d'administration de la limitation du nombre d'administrateurs salariés*) (p. 1849) – Adopté après modification (p. 1850).

Art. 2 bis (*Non-application aux salariés actionnaires nommés membres du conseil de surveillance de la limitation du nombre de membres salariés*) (p. 1850) – Adopté après modification (p. 1851).

Art. 3 (*Représentation facultative des salariés actionnaires au conseil d'administration*) (p. 1851) – Adopté (p. 1852).

Art. 4 (*Représentation facultative des salariés actionnaires au conseil de surveillance*) (p. 1852) – Adopté (p. 1853).

Art. 5 (*Consultation des salariés actionnaires*) – Adopté après modification (p. 1853).

Art. 6 (*Détention d'actions par les salariés actionnaires nommés au conseil d'administration*) – Adopté après modification (p. 1854).

Art. 7 (*Détention d'actions par les salariés actionnaires nommés au conseil de surveillance*) – Adopté après modification (p. 1854).

Art. 7 bis (*Possibilité pour les salariés d'exercer directement les droits de vote attachés aux actions détenues dans le cadre de fonds communs de placement d'entreprise destinés à recueillir les fonds issus de la participation*) (p. 1854) – Adopté après modification (p. 1855).

Art. 8 (*Fonds communs de placement d'entreprise régis par l'article 21 de la loi du 23 décembre 1983*) – Adopté après modification (p. 1855).

Art. 8 bis (*Formation des membres des comités d'entreprise*) (p. 1855) – Supprimé (p. 1856).

TITRE II

PARTICIPATION FINANCIERE

Section 1

Intéressement des salariés à l'entreprise

Art. 9 (*Conditions de mise en oeuvre de l'intéressement*) (p. 1857) – Adopté (p. 1858).

Art. 10 (*Contenu des accords d'intéressement*) – Adopté après modification (p. 1859).

Art. 11 (*Principe de non-substitution des primes d'intéressement aux rémunérations existantes*) (p. 1859) – Adopté après modification (p. 1861).

Art. 12 (*Sort des accords d'intéressement en cas de modification de la situation juridique de l'entreprise*) – Adopté (p. 1831).

Section 2

Participation des salariés au résultat de l'entreprise

Art. 13 (*Bénéficiaires de la réserve spéciale de participation*) – Adopté (p. 1861).

Art. 14 (*Conclusion d'accords de participation dans le cadre d'un groupe*) (p. 1861) – Adopté après modification (p. 1862).

Art. 15 (*Sort des accords de participation en cas de modification de la situation juridique de l'entreprise*) – Adopté (p. 1862).

Art. 16 (*Assiette et taux de la provision pour investissement*) (p. 1862) – Adopté après modification (p. 1863).

Section 3

Plan d'épargne d'entreprise

Art. 17 (*Diversification des valeurs mobilières figurant dans un plan d'épargne d'entreprise*) (p. 1863) – Adopté après modification (p. 1864).

Art. 18 (*Relèvement du plafond de l'abondement versé par l'entreprise*) – Adopté (p. 1865).

Art. 19 (*Conditions d'exonération de l'impôt sur le revenu des revenus du plan d'épargne d'entreprise ou des titres détenus individuellement*) – Adopté après modification (p. 1865).

Après l'art. 19 (p. 1865).

Art additionnel (*Coordination*) – Adopté (p. 1865).

Art. Additionnel (*Création d'une section 4 : Dispositions diverses*) – Adopté (p. 1865).

Art additionnel (*Formation des membres du comité d'entreprise des administrateurs et des membres du conseil de surveillance représentant les salariés*) (p. 1865) – Adopté (p. 1866).

Art additionnel (*Institution d'un conseil supérieur de la participation*) (p. 1866) – Adopté (p. 1867).

Art additionnel (*Rendez-vous obligatoire dans le cadre de la participation financière*) (p. 1867) – Adopté (p. 1868).

TITRE III

COMPTE EPARGNE-TEMPS

Art. 20 (*Institution par voie conventionnelle d'un compte épargne-temps*) (p. 1869) – Adopté après modification (p. 1874).

Art. additionnel après l'art. 20 (*Application du compte épargne-temps dans la fonction publique*) (p. 1874) – Adopté (p. 1875).

Art. 21 (*Financement du compte épargne-temps par les primes d'intéressement*) – Adopté après modification (p. 1875).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 22 (*Débloccage anticipé de la réserve spéciale de participation pour l'acquisition d'une automobile ou la réalisation de travaux immobiliers*) (p. 1875) – Adopté après modification (p. 1878).

Art. 23 (*Débloccage anticipé des fonds de la réserve spéciale de participation constituée au titre des exercices 1989 et 1990*) (p. 1878) – Adopté après modification (p. 1879).

Art. 24 (*Codification*) – Adopté après modification (p. 1879).

Art. 25 (*Entrée en vigueur*) (p. 1879) – Adopté (p. 1880).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1880, 1882) : MM. Emmanuel Hamel, Jacques Machet, Philippe de Bourgoing, Mme Marie-Madeleine Dieulanguard, interventions de MM. Michel Giraud, ministre et Etienne Dailly, rapporteur.

Scrutin public n° 124 (p. 1882).

Adoption (25 mai 1994) (p. 1882).

Discussion (deuxième lecture)

(4 juillet 1994) (p. 3406, 3417).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3406, 3410) : MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3410, 3417) : MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Michel Giraud, ministre ; Jean Chérioux, rapporteur.

Art. 1^{er} A – Adopté après modification (p. 3410).

Art. 2 – Adopté (p. 3410).

Art. 2 bis – Adopté (p. 3411).

Art. 11 – Adopté (p. 3411).

Art. 13 bis (*Répartition de la réserve de participation dans les entreprises de travail temporaire*) – Adopté (p. 3411).

Art. 17 bis (*Extension du bénéfice des augmentations de capital aux anciens salariés adhérant au plan d'épargne d'entreprise*) – Adopté après modification (p. 3411).

Art. 19 (p. 3411) – Adopté après modification (p. 3412).

Art. 19 quater (*Institution d'un Conseil supérieur de la participation*) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3412).

Art. 19 quinquies (*Rendez-vous annuel obligatoire sur l'application de la participation financière dans l'entreprise*) (p. 3412) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3413).

Art. 20 (p. 3413) – Adopté après modification (p. 3414).

Art. 20 bis (*Rapport au Parlement sur l'extension du compte épargne-temps à la fonction publique*) – Suppression maintenue (p. 3414).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3414, 3417) : MM. Claude Estier, Jean Garcia, Ernest Cartigny ; intervention de MM. Jean Chérioux, rapporteur ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis et Michel Giraud, ministre.

Adoption (4 juillet 1994) (p. 3417).

Discussion (commission mixte paritaire)

(13 juillet 1994) (p. 3954, 3959).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3954, 3956) : MM. Jean Chérioux, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Giraud, ministre du travail.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3956, 3959)

Art. 1^{er} A, 17 bis (p. 3956).

Art. 19, 19 quater, 19 quinquies, 20 (p. 3957).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3958, 3959) : MM. Robert Vizet, Claude Estier, Etienne Dailly.

Adoption (13 juillet 1994) (p. 3959).

Partis et groupements politiques

Voir *Amnistie*, 1

Elections, 10 ; 14 ; 15

Marchés publics, 2

Vie politique et sociale, 1 ; 7 ; 8

1. – **Proposition de loi tendant à limiter le cumul des fonctions ministérielles avec l'exercice de plus d'un mandat électif local et prohibant l'exercice de toute fonction au sein des partis politiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (28 novembre 1994) [n° 93 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

Patrimoine (protection)

Voir *Environnement*, 3

Patrimoine artistique, archéologique et historique

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée)**, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (13 avril 1994) [n° 1084 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude-Gérard Marcus (9 juin 1994) [n° 1363 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 230].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 527 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (5 octobre 1994)

[n° 6 (94-95)] – Discussion (14 octobre 1994) – Adoption (14 octobre 1994) [n° 7].

PROMULGATION : loi n° 94-926 du 26 octobre 1994) (*J.O.* Lois et décrets du 27 octobre 1994).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1994) (p. 4357, 4358).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4357, 4358) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ADOPTION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4358) : *MM. Daniel Millaud, Roger Romani, ministre.*

Adoption (14 octobre 1994) (p. 4358).

Pauvreté

1. – Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité et de gaz pour les familles en difficulté et à instaurer une quantité gratuite d'énergie répondant aux besoins vitaux pour les personnes en situation d'insolvabilité, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 juin 1994) [n° 531 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Pays en voie de développement (PVD)

Voir *Traités et conventions*, 40

Pêche

Voir *Chasse*, 1 ; 2 ; 3
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

Pensions de réversion

Voir *Famille*, 1

Permis de construire

Voir *Logement*, 5

Personnes âgées

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

1. – Proposition de loi tendant à instituer une allocation aux personnes âgées dépendantes, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur et plusieurs de ses collègues (5 mai 1993) [n° 295 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi tendant à supprimer certaines charges des associations de services aux personnes lorsqu'elles dispensent des aides aux personnes âgées dépendantes, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Girod, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 décembre 1994) [n° 189 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Pétrole

Voir *Rapports du Gouvernement*, 7

Pharmacie

Voir *Aménagement du territoire*, 1, Art. 11 bis

Plan

Voir *Lois de finances*, 2, Services du Premier ministre - IV – Plan

Plan comptable

Voir *Collectivités territoriales*, 2

Planification

Voir *Rapports d'information*, 38

Police

Voir *Ordre public*, 1

Police des pêches

Voir *Mer et littoral*, 1

Police maritime

Voir *Mer et littoral*, 1

Politique agricole commune (PAC)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3
Traités et conventions, 65

Politique économique et sociale

Voir *Action sanitaire et sociale*, 1
Rapports d'information, 21
Rapports du Gouvernement, 12

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (25 mai 1994) [n° 1281 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Gérard Trémège (8 juin 1994) [n° 1349 (93-94)] – Avis de M. Laurent Dominati (7 juin 1994) [n° 1342 (93-94)] – Urgence – Discussion (16 et 17 juin 1994) – Adoption (17 juin 1994) [n° 226].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 524 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean Arthuis (22 juin 1994) [n° 532 (93-94)] – Avis de M. Jean Madelain (22 juin 1994) [n° 534 (93-94)] – Avis de M. Etienne Dailly (22 juin 1994) [n° 539 (93-94)] – Discussion (28 et 29 juin 1994) – Adoption (29 juin 1994) [n° 182].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 juin 1994) [n° 1445 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Gérard Trémège (30 juin 1994) [n° 1451 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 250].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean Arthuis (30 juin 1994) [n° 563 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 187].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL - Décision n° 94-347 DC du 3 août 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 6 août 1994) qui déclare conformes à la Constitution les articles 14 et 18 de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

PROMULGATION : loi n° 94-679 du 8 août 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 10 août 1994).

Discussion (première lecture)

(28 juin 1994) (p. 3044, 3115) ; (29 juin 1994) (p. 3124, 3246).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3044, 3066) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Jean Arthuis, rapporteur de*

la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Xavier de Villepin, René Régnault, Robert Vizet, Pierre Laffitte, Philippe Marini, Joël Bourdin, Roland Courteau.

Motion n° 49 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3066) – MM. Charles Lederman, Jean Arthuis, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre.

Rejet de la motion (p. 3070 ; scrutin public n° 146).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3070, 3115 ; 3128, 3246) : MM. Etienne Dailly, Jean Arthuis, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre ; René Régnault, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Robert Vizet, Christian Poncelet, président de la commission des finances, Roger Chinaud, Bernard Laurent, Louis Perrein, Pierre Laffitte, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Ernest Cartigny – MM. Jean-Luc Bécart, René Trégouët, Gérard Delfau, Jean Madelain, rapporteur pour avis, Charles Descours, Yves Guéna, Louis Blanc, Jean-Paul Hugot, Roland Courteau, Maurice Schumann, Gérard César, Jean Puech, ministre de l'agriculture, Raymond Courrière, Alain Vasselle, Roland du Luart, Alain Lambert, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jean Faure, Michel Sergeant, Jean-Pierre Camoin, Pierre Mauroy, Rémi Herment, Maurice Lombard, Emmanuel Hamel, Jacques Oudin.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ASSURANCES ET A LA REASSURANCE

Art. 1^{er} (Contrôle de l'Etat sur les entreprises pratiquant la réassurance et sur les sociétés de participations d'assurance) (p. 3070) – Adopté (p. 3073).

Art. 2 (Modalités et sanctions du contrôle de l'Etat sur les entreprises pratiquant la réassurance et sur les sociétés de participations d'assurance) (p. 3073) – Adopté (p. 3074).

Art. 3 (Infractions et incompatibilités concernant les entreprises qui pratiquent la réassurance et les sociétés de participation d'assurance) – Adopté (p. 3074).

Art. 4 (Règles de solvabilité) (p. 3074) – Adopté après modification (p. 3075).

Art. 5 (Contrats d'assurance de groupe) (p. 3075) – Adopté après modification (p. 3078).

Art. 6 (Date d'entrée en vigueur) – Adopté (p. 3079).

Art. additionnel après l'art. 6 (Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non membres des Communautés européennes) – Adopté (p. 3079).

Art. 7 (Application du titre I à Mayotte) – Adopté (p. 3079).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT, A LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ET AU MARCHÉ FINANCIER

Art. 8 (Liberté d'établissement et de prestation de services des établissements financiers et des établissements de crédit au sein de l'Espace économique européen) – Adopté (p. 3079).

Art. 9 (Adhésion obligatoire des établissements de crédit à un système de garantie des dépôts) (p. 3079) – Adopté après modification (p. 3085).

Art. 10 (Pouvoirs de la commission bancaire) – Adopté après modification (p. 3085).

Art. 11 (Modification des statuts du Crédit national) (p. 3085) – Adopté (p. 3089).

Art. 12 (Modification des statuts du Comptoir des entrepreneurs) (p. 3089) – Adopté (p. 3090).

Art. 13 (Modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 3090) – Adopté après modification (p. 3105).

Art. 14 (Marchés à terme sur denrées et marchandises ne donnant pas lieu à livraison) – Adopté (p. 3105).

Art. additionnel après l'art. 14 (Opérations de pension) (p. 3105) – Adopté (p. 3106).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT DES SOCIÉTÉS ET AU SECTEUR PUBLIC

Art. 15 (Cession gratuite d'actions aux salariés d'Air France) (p. 3107) – Adopté après modification (p. 3115).

Art. 16 (Modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière) (p. 3128) – Adopté après modification (p. 3137).

Art. 17 (Levée du secret professionnel des commissaires aux comptes à l'égard de la commission de la privatisation) – Adopté (p. 3140).

Après l'art. 17 (p. 3140).

Art. additionnel (Contrôle par le Parlement des comptes des sociétés du secteur public dans lesquelles l'Etat détient une participation majoritaire) – Adopté après modification (p. 3143).

Art. additionnel (Abrogation des dispositions de l'article 11 de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public relatives au nombre de mandats successifs des administrateurs des entreprises publiques) (p. 3143) – Adopté (p. 3144).

Art. 18 (Représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes) (p. 3144) – Adopté (p. 3149).

Art. 19 (Garanties de l'Etat pour les emprunts du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies) – Adopté (p. 3166).

Art. 19 bis (Règles de quorum applicables aux assemblées générales extraordinaires) (p. 3170) – Adopté après modification (p. 3171).

Art. 20 (Modernisation et simplification du régime d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social) (p. 3171) – Adopté après modification (p. 3175).

Art. 20 bis (Formalités de constatation de l'augmentation du capital) (p. 3175) – Adopté (p. 3176).

Art. 20 ter (Cession de titres acquis en régularisation de cours) (p. 3176) – Adopté après modification (p. 3177).

Art. 20 quater (Participation des Caisses d'épargne à une société par actions simplifiée) (p. 3177) – Adopté (p. 3180).

Après l'art. 20 quater (p. 3181).

Art. additionnel (Défense des petits investisseurs) (p. 3180) – Adopté (p. 3182).

Art. additionnel (Possibilité pour les petits actionnaires possédant au moins 5 % du capital de se grouper en associations destinées à représenter leurs intérêts au sein de la société) (p. 3182) – Adopté (p. 3184).

Art. additionnel (Enquête préalable à l'ouverture de la procédure simplifiée de redressement judiciaire) (p. 3184) – Adopté (p. 3185).

Art. additionnel (Modification de l'article 37 de la loi de 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires des entreprises relatif aux pouvoirs du juge-commissaire) (p. 3184) – Adopté (p. 3185).

Art. additionnel (Modification de l'article 171 de la loi de 1985 précitée qui précise que le recours exercé par le ministère public n'est suspensif que s'il s'agit d'un appel) (p. 3184) – Adopté (p. 3185).

Art. additionnel (Rectification d'une erreur à l'article 96 de la loi du 10 juin 1994 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises) (p. 3184) – Adopté (p. 3185).

Art. additionnel (Entrée en vigueur de la loi nouvelle pour les procédures visées à l'article 99 de la loi du 10 juin 1994 précitée) (p. 3184) – Adopté (p. 3185).

TITRE IV

DISPOSITIONS PORTANT REFORME DE LA PROFESSION
D'EXPERT-COMPTABLE

- Art. 21** (*Suppression de la profession de comptable agréé*) – Adopté (p. 3186).
- Art. 22** (*Missions de l'expert-comptable*) – Adopté (p. 3187).
- Art. 23** (*Conditions d'accès à la profession*) – Adopté (p. 3187).
- Art. 24** (*Experts-comptables stagiaires*) – Adopté (p. 3187).
- Art. 25** (*Experts-comptables stagiaires autorisés*) – Adopté (p. 3187).
- Art. 26** (*Exercice de la profession sous forme de société*) (p. 3187) – Adopté après modification (p. 3189).
- Art. 26 bis** (*Contrat d'assurance de responsabilité civile*) (p. 3189) – Adopté après modification (p. 3190).
- Art. 27** (*Inscription des comptables agréés en qualité d'experts-comptables*) – Adopté (p. 3190).
- Art. 28** (*Modes d'exercice de la profession et responsabilité*) (p. 3191) – Adopté après modification (p. 3192).
- Art. 29** (*Protection du titre de comptable agréé*) – Adopté après modification (p. 3192).
- Art. 30** (*Incompatibilités*) (p. 3192) – Adopté après modification (p. 3193).
- Art. 31** (*Conditions d'accès à la profession des ressortissants communautaires*) – Adopté (p. 3193).
- Art. 32** (*Accès des ressortissants non communautaires*) – Adopté (p. 3193).
- Art. 33** (*Fusion des tableaux, adaptation des statuts et abrogations*) (p. 3195) – Adopté (p. 3196).
- Art. 33 bis** (*Intitulé de l'ordonnance du 19 septembre 1945*) – Adopté (p. 3196).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES AU REGIME ECONOMIQUE
DES TABACS

- Art. 34** (*Extension aux départements de Corse du monopole d'importation et de vente au détail des tabacs manufacturés*) (p. 3196) – Adopté (p. 3197).
- Art. 35** (*Fixation des taux de remises en Corse et sur le continent*) (p. 3197) – Adopté (p. 3198).
- Art. 36** (*Abrogation du précédent régime économique des tabacs en Corse*) – Adopté (p. 3198).
- Art. additionnel après l'art. 36** (*T.V.A. et accises en raison de l'extension à la Corse du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés*) – Adopté (p. 3198).
- Art. 37** (*Extension aux tabacs fine coupe du droit de consommation en Corse et dans les départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 3199).
- Art. 38** (*Passage de la fixation administrative des prix des tabacs à un régime d'homologation des prix*) (p. 3199) – Adopté (p. 3200).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

- Art. additionnel avant l'art. 39** (*Répartition entre les communes de sommes provenant de l'écêtement des bases d'imposition à la taxe professionnelle*) (p. 3200) – Adopté (p. 3201).
- Art. 39** (*Relèvement de la limite d'amortissement des véhicules de tourisme détenus par les entreprises*) (p. 3201) – Adopté (p. 3202).
- Après l'art. 39** (p. 3202).
- Art. additionnel** (*Déblocage anticipé des fonds figurant sur un plan d'épargne populaire*) – Adopté (p. 3202).
- Art. additionnel** (*Exportation temporaire de biens culturels ou de trésors nationaux lors d'expositions à l'étranger*) (p. 3202) – Adopté (p. 3203).

Art. additionnel (*Biens culturels prêtés par une puissance étrangère*) (p. 3203) – Adopté (p. 3204).

Art. 39 bis (*Régime d'imposition des plus-values constatées lors de la conversion d'obligations en actions*) (p. 3204) – Adopté après modification (p. 3205).

Art. additionnel après l'art. 39 bis (*Comptabilisation des frais d'émission des emprunts et de la fiscalité qui leur est applicable*) – Adopté (p. 3205).

Art. 39 ter (*Déduction de certaines cotisations sociales du revenu des gérants majoritaires de SARL*) – Adopté (p. 3206).

Art. additionnel après l'art. 39 ter (*Fiscalité des revenus de capitaux mobiliers*) (p. 3206) – Adopté (p. 3207).

Art. 39 quater (*Formalités à accomplir pour bénéficier de la réduction d'impôt sur les logements locatifs*) (p. 3208) – Adopté (p. 3209).

Art. 40 (*Caractère d'ordre public de la clause relative aux intérêts moratoires dans les marchés publics*) (p. 3220 ; précédemment réservé p. 3210) – Adopté après modification (p. 3223).

Art. 41 (*Extension aux établissements publics de santé de la procédure de mandatement d'office des intérêts moratoires*) (p. 3223 ; précédemment réservé p. 3211) – Adopté après modification (p. 3226).

Art. 42 (*Prorogation de contrats d'orientation et d'adaptation et prolongement du versement des aides forfaitaires pour les contrats d'apprentissage et de qualification*) (p. 3226 ; précédemment réservé p. 3211) – Adopté après modification (p. 3228).

Art. 43 (*Délégations de services publics*) (p. 3228 ; précédemment réservé p. 3211) – Adopté après modification (p. 3236).

Art. 44 (*Cession d'un immeuble bâti à une communauté de communes par une commune membre*) (p. 3213) – Adopté (p. 3214).

Art. 45 (*Aménagement du régime d'exonération de droits de mutation prévu en faveur de certains monuments historiques*) – Adopté (p. 3215).

Art. 46 (*Prorogation de l'exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM réinvesties dans l'investissement immobilier*) (p. 3215) – Adopté (p. 3216).

Après l'art. 46 (p. 3216).

Art. additionnel (*Prorogation de l'exonération des droits de succession pour l'acquisition d'un logement neuf*) (p. 3216) – Adopté (p. 3217).

Art. additionnel (*Taxe parafiscale au profit du Comité de coordination des centres de recherche en mécanique, COREM*) (p. 3217) – Adopté (p. 3218).

Art. additionnel (*Fixation des tarifs des redevances sanitaires d'abattage et de découpage*) – Adopté (p. 3218).

Art. 47 (*Assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques*) (p. 3150, par priorité) – Adopté (p. 3161).

Art. 48 (*Législation des subventions accordées par les collectivités territoriales aux groupements sportifs à but lucratif*) (p. 3238 ; précédemment réservé p. 3218) – Adopté après modification (p. 3239).

Art. 49 (*Conditions d'exonération des charges patronales pour les marins propriétaires embarqués*) – Adopté (p. 3239 ; précédemment réservé p. 3218).

Art. 50 (*Modification du régime de garantie contre les risques de catastrophes naturelles*) (p. 3239 ; précédemment réservé p. 3218) – Adopté après modification (p. 3240).

Art. additionnel après l'art. 50 (*Possibilité pour le président d'un établissement public de coopération intercommunale de se faire représenter au sein de la commission d'appel d'offres*) (p. 3240) – Adopté (p. 3241).

Art. 51 (*Déchéance des comptes courants postaux*) – Adopté (p. 3241 ; précédemment réservé p. 3218).

Art. additionnel après l'art. 51 (*Elévation du plafond légal des CODEVI de 20 000 F à 30 000 F*) – Adopté (p. 3241 ; précédemment réservé p. 3218).

Art. 52 (*Regroupement des chambres consulaires sous le terme générique d'établissements publics économiques*) – Supprimé (p. 3243 ; précédemment réservé p. 3218).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3244, 3246) : MM. Robert Vizet, René Régnault, Jean Madelain, Etienne Dailly ; interventions de MM. Jean Arthuis, rapporteur, Edmond Alphandéry, ministre, Christian Poncelet, président de la commission.

Scrutin public n° 154 (p. 3246).

Adoption (29 juin 1994) (p. 3246).

Discussion (commission mixte paritaire)

(30 juin 1994) (p. 3293, 3307).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3293, 3296) : MM. Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Jean Arthuis, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; René Régnault.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3296, 3307)

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ASSURANCES ET A LA REASSURANCE

Art. 4 (p. 3296).

Art. 5 (p. 3297).

Art. 6 bis (*Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non membres des Communautés européennes*) (p. 3297).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT, A LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ET AU MARCHÉ FINANCIER

Art. 9 (p. 3297).

Art. 10 et 13 (p. 3298).

Art. 14 bis (*Dettes et créances afférentes aux opérations de pension opposable aux tiers, régies par une convention-cadre*) (p. 3298).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT DES SOCIÉTÉS ET AU SECTEUR PUBLIC

Art. 15 et 16 (p. 3299).

Art. 17 bis (*Rapport sur les entreprises contrôlées majoritairement par l'Etat*) (p. 3300).

Art. 17 ter (*Abrogation de la seconde phrase du premier alinéa de l'article 11 de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public relative au nombre de mandats successifs des administrateurs des entreprises publiques*) (p. 3300).

Art. 19 bis et 20 (p. 3300).

Art. 20 ter (p. 3301).

Art. 20 quinquies (*Association mandatée par plusieurs investisseurs ayant subi des préjudices individuels*) (p. 3301).

Art. 20 sexies (*Possibilité pour des actionnaires détenant ensemble au moins 5 % des droits de vote, de se regrouper en associations destinées à représenter leurs intérêts au sein de la société*) (p. 3301).

Art. 20 septies (*Suppression à l'article 142 de la loi du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires des entreprises de la référence à l'enquête préalable à l'ouverture de la procédure simplifiée de redressement judiciaire*) (p. 3302).

Art. 20 octies (*Modification de l'article 37 de la loi de 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises relatif aux pouvoirs du juge-commissaire*) (p. 3302).

Art. 20 nonies (*Modification de l'article 171 de la loi du 25 janvier 1985 précitée qui précise que le recours exercé par le ministre public n'est suspensif que s'il s'agit d'un appel*) (p. 3302).

Art. 20 decies (*Rectification d'une erreur matérielle au paragraphe I de l'article 96 de la loi du 10 juin 1994 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises*) (p. 3302).

Art. 20 undecies (*Application des dispositions prévues à l'article 99 de la loi du 10 juin 1994 précitée*) (p. 3302).

TITRE IV

DISPOSITIONS PORTANT REFORME DE LA PROFESSION D'EXPERT-COMPTABLE

Art. 26 (p. 3302).

Art. 26 bis, 28, 29 et 30 (p. 3303).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES AU RÉGIME ÉCONOMIQUE DES TABACS

Art. 36 bis (*T.V.A. et accises en raison de l'extension à la Corse du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés*) (p. 3303).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 39 A (*Répartition entre les communes de sommes provenant de l'écrêtement des bases d'imposition à la taxe professionnelle*) (p. 3304).

Art. 39 bis A (*Déblocage anticipé des fonds figurant sur un PEP*) (p. 3304).

Art. 39 bis B (*Exportation temporaire de biens culturels ou de trésors nationaux lors d'expositions à l'étranger*) (p. 3304).

Art. 39 bis C (*Biens culturels prêtés par une puissance étrangère*) (p. 3304).

Art. 39 bis D (*Régime d'imposition des plus-values constatées lors de la conversion d'obligations en actions*) (p. 3304).

Art. 39 ter A (*Frais d'émission des emprunts ; remboursement anticipé d'un emprunt, de conversion ou d'échange*) (p. 3304).

Art. 39 quater A (*Fiscalité des revenus de capitaux mobiliers*) (p. 3305).

Art. 40, 41, 42 et 43 (p. 3305).

Art. 46 bis (*Prorogation de l'exonération des droits de succession en cas d'acquisition d'un logement neuf*) (p. 3305).

Art. 46 ter (*Taxe parafiscale au profit du Comité de coordination des centres de recherche en mécanique, COREM*) (p. 3306).

Art. 46 quater (*Fixation des tarifs des redevances sanitaires d'abattage et de découpage*) (p. 3306).

Art. 48 et 50 (p. 3306).

Art. 50 bis (*Possibilité pour le président d'un établissement public de coopération intercommunale de se faire représenter au sein de la commission d'appel d'offres*) (p. 3306).

Art. 51 bis (*Elevation du plafond légal des CODEVI de 20 000 F à 30 000 F*) (p. 3306).

Art. 52 (p. 3306).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3306) : MM. Jean-Luc Bécart, François Blaizot.

Scrutin public n° 158 (p. 3307).

Adoption (30 juin 1994) (p. 3307).

2. – **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales et par M. Michel Giraud, ministre du travail (26 octobre 1994) [n° 45 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de MM. Claude Huriet et Louis Souvet (9 novembre 1994) [n° 57 (94-95)] – Urgence – Discussion (16 et 17 novembre 1994) – Adoption (17 novembre 1994) [n° 32].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (18 novembre 1994) [n° 1690 (94-95)] – Ren-

voilà la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Paul Fuchs (1^{er} décembre 1994) [n° 1764 (94-95)] – Discussion (10 et 11 décembre 1994) – Adoption (11 décembre 1994) [n° 309].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1994) [n° 140 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean-Paul Fuchs (20 décembre 1994) [n° 1827 (94-95)] – Discussion (21 décembre 1994) – Adoption (21 décembre 1994) [n° 336].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de MM. Claude Huriet et Jean Madelain (19 décembre 1994) [n° 174 (94-95)] – Discussion (21 décembre 1994) – Adoption (21 décembre 1994) [n° 55].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 94-357 DC du 25 janvier 1995 (J.O. Lois et décrets du 31 janvier 1995) qui déclare les articles 92, 95 et 119 de la loi conformes à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 95-116 du 4 février 1995 (J.O. Lois et décrets du 5 février 1995).

Discussion (première lecture)

(16 novembre 1994) (p. 5631, 5696) ; (17 novembre 1994) (p. 5706, 5728 ; 5748, 5794).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5631, 5654) : Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales (titres I et III) ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales (titre II) ; Charles Metzinger, Charles Descours, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Michelle Demessine, MM. Franck Sérusclat, Jean-Paul Hamman, Lucien Neuwirth, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Ce projet de loi comporte des mesures de nature et de portée très variables. Les dispositions du titre I intéressent la protection sanitaire et sociale, celles du titre II le droit du travail et l'emploi, celles du titre III regroupent des mesures diverses et particulièrement la validation de l'arrêté agréant la convention médicale.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5654, 5696 ; 5706, 5728 ; 5748, 5794) : Mme Michelle Demessine, MM. Louis Souvet, rapporteur (titre II) ; Michel Giraud, ministre ; Charles Metzinger, Jean-Luc Mélenchon, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. André Jourdain, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Alain Vasselle, Jean-Luc Bécart, Emmanuel Hamel, Franck Sérusclat, Jacques Oudin, Jacques Habert, Philippe Marini, Louis Boyer, Jacques Bialski, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Claude Huriet, rapporteur (titres I et III), Jean Madelain, Guy Robert – MM. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Daniel Millaud, Jean Cluzel, Guy Cabanel, Albert Voilquin, Jean Chérioux, Mme Simone Veil, ministre ; M. Paul Blanc, Mme Hélène Missoffe, MM. Christian de La Malène, Henri de Raincourt, Jean Delaneau, Charles Descours, Lucien Neuwirth, Charles Lederman, Pierre Fauchon, Albert Vec-ten, Jacques Larché, Bernard Seillier, Georges Gruillot, Paul Girod, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE, A LA PROTECTION SOCIALE ET A L'AIDE SOCIALE

Chapitre premier

Dispositions relatives à la santé

Art. 1^{er} (Intégration de médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France) (p. 5712) – Adopté après modification (p. 5716).

Après l'art. 1^{er} (p. 5716).

Art. additionnel (Extension aux pharmaciens hospitaliers des mesures proposées pour les médecins) – Adopté (p. 5716).

Art. additionnel (Création d'un ordre des masseurs-kinésithérapeutes) (p. 5753) – Adopté (p. 5755 ; précédemment réservé p. 5717).

Art. additionnel (Organisation de la profession de masseur-kinésithérapeute) (p. 5753) – Adopté (p. 5755 ; précédemment réservé p. 5717).

Art. additionnel (Création de l'ordre des pédicures-podologues) (p. 5755) – Adopté (p. 5756 ; précédemment réservé p. 5717).

Art. additionnel (Organisation de la profession de pédicure-podologue) – Adopté (p. 5756 ; précédemment réservé p. 5717).

Art. additionnel (Composition des conseils de l'ordre des sages-femmes et présidence de l'Ordre national des sages-femmes) (p. 5757) – Adopté (p. 5759 ; précédemment réservé p. 5717).

Art. additionnel (Composition des instances disciplinaires du Conseil de l'Ordre des médecins) – Adopté (p. 5759 ; précédemment réservé p. 5717).

Art. 2 (Conséquences de l'accord sur l'Espace économique européen sur certaines dispositions du code de la santé publique relatives à la pharmacie) – Adopté après modification (p. 5717).

Art. 3 (Transposition d'une directive européenne relative aux préparateurs en pharmacie) (p. 5717) – Adopté (p. 5718).

Art. 4 (Dispositions financières relatives à l'Agence du médicament) – Adopté après modification (p. 5718).

Art. 5 (Reconduction de la contribution exceptionnelle sur le chiffre d'affaires des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques) – Adopté (p. 5719).

Art. 6 (Dispositions relatives à la pharmaco-vigilance) – Adopté après modification (p. 5719).

Art. 7 (Remboursement de vaccinations par l'assurance-maladie) (p. 5719) – Adopté après modification (p. 5720).

Art. 8 (Intégration du laboratoire d'hydrologie à la Direction générale de la santé) (p. 5720) – Adopté après modification (p. 5721).

Après l'art. 8.

Art. additionnel (Dépistage du sida) (p. 5721) – Adopté (p. 5728).

Art. additionnel (Définition des dispositifs médicaux) – Adopté (p. 5763).

Art. additionnel (Contrôle des installations de radiothérapies externes) – Adopté (p. 5763).

Art. additionnel (Actes d'anatomie et de cytologie pathologiques) – Adopté (p. 5764).

Art. additionnel (Contrôle du ministère de la Santé sur les établissements agréés pour la conservation et la préparation de tissus d'origine humaine) – Adopté (p. 5764).

Art. additionnel (Obligation de prise en charge de la douleur par les établissements de santé et formation consécutive des médecins) (p. 5766) – Adopté (p. 5767).

Chapitre 2

Dispositions relatives à la protection sociale

Art. 9 (Harmonisation de la protection sociale des bénéficiaires de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise) (p. 5768) – Adopté après modification (p. 5770).

Art. 10 (Création d'une indemnité journalière forfaitaire en cas d'interruption d'activité pour les assurés du régime des travailleurs indépendants non-agricoles et du régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés) (p. 5770) – Adopté après modification (p. 5771).

Art. 11 (Fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement du personnel retraité des exploitations minières et assimilées) – Adopté après modification (p. 5771).

Après l'art. 11.

Art. additionnel (Composition du conseil d'administration du conseil national d'assurance-maladie et maternité des travailleurs non-salariés non-agricoles) (p. 5771) – Adopté (p. 5772).

Art. additionnel (Droits à la retraite des administrateurs des organismes de sécurité sociale des professions indépendantes) – Adopté (p. 5772).

Art. additionnel (Responsabilité solidaire des personnes incitant à la souscription de contrats définis comme nuls d'ordre public) (p. 5773) – Adopté (p. 5774).

Art. additionnel (Rétablissement de la déductibilité des cotisations versées aux régimes facultatifs de retraite complémentaire institués par l'ORGANIC) – Adopté (p. 5774).

Art. additionnel (Dérogation aux règles du cumul emploi-retraite en faveur des personnes ayant exercé simultanément des activités salariées et des activités non-salariées) – Adopté (p. 5775).

Art. additionnel (Bénéfice du dispositif du tiers-payant pour les familles ayant des enfants de moins de trois ans et titulaires de l'allocation de garde d'enfants à domicile) – Adopté (p. 5775).

Art. additionnel (Principe de non-cumul de la qualité d'enfant à charge et d'allocataire) – Adopté (p. 5775).

Art. additionnel (Assujettissement du revenu complémentaire représenté par les plus-values sur les options de souscription ou d'achat d'actions aux cotisations sociales et à la CSG) (p. 5778) – Adopté (p. 5779).

Art. additionnel (Extension à la profession d'avocat de certaines dispositions de la loi du 11 février 1974 dite « loi Madelin ») (p. 5780) – Adopté (p. 5781).

Art. additionnel (Mesures en faveur des pensions de retraite des élus locaux) (p. 5781) – Adopté (p. 5782).

Art. additionnel (Extension de la revalorisation des indemnités journalières complémentaires et des rentes d'invalidité complémentaires aux rentes complémentaires servies au conjoint survivant) – Adopté (p. 5782).

Art. additionnel (Information du salarié des droits acquis en matière de retraite supplémentaire) (p. 5782) – Adopté (p. 5783).

Art. additionnel (Assimilation des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non-membre de la Communauté européenne aux Etats membres de la Communauté européenne en ce qui concerne le droit des institutions de prévoyance) – Adopté (p. 5783).

Art. additionnel (Extension à l'enseignement agricole de l'aide à la scolarité servie par les caisses d'allocations familiales) (p. 5783) – Adopté (p. 5785).

Chapitre 3

Dispositions relatives à l'aide sociale

Art. 12 (Mode d'élection des conseils d'administration des centres inter-communaux d'action sociale) (p. 5785) – Adopté après modification (p. 5786).

Art. additionnel après l'art. 12 (Prise en compte de l'ensemble des périodes de chômage entraînant des versements du Fonds de solidarité vieillesse aux régimes) (p. 5786) – Adopté après modification (p. 5787).

Art. 13 (Validation législative de dispositions relatives à l'organisation budgétaire des centres d'aide par le travail) (p. 5787) – Adopté après modification (p. 5788).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL ET A L'EMPLOI

Art. 14 (Procédures de notification d'un licenciement) – Adopté par priorité (p. 5661).

Art. 15 (Repos compensateur) (p. 5661) – Adopté par priorité (p. 5665).

Art. 16 (Possibilité de « lissage » de la rémunération en cas d'annualisation du temps de travail ou d'organisation du travail sous forme de cycle) – Adopté par priorité (p. 5666).

Art. 17 (Rémunération des salariés à temps partiel) (p. 5667) – Adopté par priorité (p. 5670).

Art. additionnel après l'art. 17 (Simplification de la procédure de collecte des contributions des non-salariés à leur propre formation continue) – Adopté par priorité (p. 5671).

Art. 18 (Institution d'un droit au congé de solidarité international) (p. 5871).

ART. L. 225-9 DU CODE DU TRAVAIL (Ouverture du droit) – Adopté après modification (p. 5672).

ART. L. 225-10 DU CODE PRECITE (Modalités d'octroi de la demande et conditions du refus) (p. 5672) – Adopté après modification (p. 5673).

ART. L. 225-11 DU CODE PRECITE (Communication aux comités d'entreprise de la liste des demandes de congé) – Adopté (p. 5673).

ART. L. 225-12 DU CODE PRECITE (Garanties du salarié) – Adopté après modification (p. 5673).

ART. L. 225-13 DU CODE PRECITE (Garanties d'emploi à l'issue du congé) – Adopté (p. 5673).

PARAGRAPHE ADDITIONNEL (Possibilité pour les fonctionnaires et agents publics de participer à des missions de solidarité internationales) – Adopté (p. 5674).

– L'article 18 est adopté après modification par priorité (p. 5674).

Art. additionnel après l'art. 18 (Possibilité pour les administrations de faire appel à la médecine du travail) – Adopté par priorité (p. 5674).

Art. 19 (Coordination des dispositions relatives au contrat de retour à l'emploi et au revenu de remplacement avec l'allongement des durées de cotisation pour bénéficier d'une retraite à temps plein de la sécurité sociale) – Adopté par priorité (p. 5674).

Art. 20 (Application du temps partiel aux personnels navigants des entreprises d'armement maritime) (p. 5674) – Adopté par priorité (p. 5675).

Art. additionnel après l'art. 20 (Sanction du dirigeant d'une entreprise non-établie en France en cas d'omission de déclaration des salariés détachés temporairement sur le territoire national) – Adopté par priorité (p. 5676).

Art. 21 (Age limite pour l'exercice de fonction de pilote d'aéronautique) (p. 5677) – Adopté par priorité (p. 5678).

Art. additionnel après l'art. 21 (Age limite pour l'exercice de fonction des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne) – Adopté par priorité (p. 5678).

Art. 22 (Actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive) (p. 5678) – Adopté après modification par priorité (p. 5682).

Art. 23 (Aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises – « contrat pour l'emploi ») (p. 5683) – Adopté après modification par priorité (p. 5686).

Après l'art. 23 (p. 5687).

Art. additionnel (Fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 5687) – Adopté après modification par priorité (p. 5689).

Art. additionnel (Mesures destinées au recouvrement des cotisations de la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi) – Adopté par priorité (p. 5689).

Art. additionnel (Délai au-delà duquel le Fonds de solidarité ne sera plus autorisé à rechercher les employeurs défaillants) – Adopté par priorité (p. 5690).

Art. additionnel (Assimilation du congé d'adoption au congé de maternité) – Adopté par priorité (p. 5690).

Art. additionnel (Concrétisation des emplois consolidés et élargissement de la contribution de la collectivité publique et de l'Etat) – Adopté après modification (17 novembre 1994 p. 5750) (précédemment réservé le 16 novembre 1994 p. 5687).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 24 (Modification de certaines dispositions relatives au recensement en vue de l'accomplissement du service national) – Adopté par priorité (p. 5692).

Art. 25 (Octroi de la rente mutualiste du combattant aux personnes ayant obtenu le titre de reconnaissance de la Nation) – Adopté par priorité (p. 5693).

Art. 26 (*Extension aux emplois de catégories A et B de la procédure de recrutement de personnes handicapées sur contrat spécifique*) (p. 5693) – Adopté après modification par priorité (p. 5694).

Art. 27 (*Validation de nomination consécutive à deux concours externes du certificat d'aptitude à l'enseignement du second degré*) – Adopté (p. 5694).

Art. 28 (*Validation de nomination consécutive au concours externe de professeurs des écoles*) – Adopté par priorité (p. 5695).

Art. 29 (*Convention nationale des médecins*) (p. 5759) – Adopté après modification par priorité (p. 5763).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5790, 5794) : Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Alain Vasselle, Mme Michelle Demessine, MM. Bernard Seillier, Emmanuel Hamel, Jacques Habert ; interventions de M. Claude Huriet, rapporteur et de Mme Simone Veil, ministre.

Adoption (17 novembre 1994) (p. 5794).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1994) (p. 7920, 7949).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7920, 7926) : MM. Claude Huriet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (dispositions relatives à la santé) ; Jean Madelain, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (dispositions relatives au travail et à l'emploi) ; Mmes Simone Veil, ministre des affaires sociales ; Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7926, 7949) : M. Jean-Jacques Robert, Mme Simone Veil, ministre ; MM. Claude Huriet, rapporteur ; Jacques Habert, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean Chérioux, Paul Caron, Mmes Joëlle Dusseau, Danielle Bidard-Reydet.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE, A LA PROTECTION SOCIALE ET A L'AIDE SOCIALE

Chapitre I^{er}

Dispositions relatives à la santé

Art. 1^{er} A, 1^{er} B et 1^{er} (p. 7926).

Art. 1^{er} bis et 1^{er} quater (p. 7928).

Art. 1^{er} sexies (p. 7929).

Art. 1^{er} septies, 1^{er} octies A, 1^{er} octies B et 1^{er} octies C (p. 7930).

Art. 1^{er} octies D et 1^{er} nonies (p. 7931).

Art. 3 bis, 7, 8 bis A, 8 bis B et 8 bis (p. 7933).

Art. 8 ter, 8 quinquies, 8 sexies, 8 octies, 8 nonies et 8 decies (p. 7935).

Art. 8 undecies (p. 7935) – Supprimé par la CMP.

Art. 8 duodecies (p. 7935).

Chapitre II

Dispositions relatives à la protection sociale

Art. 9 (p. 7935).

Art. 9 bis, 11 bis A, 11 bis, 11 quater et 11 quinquies (p. 7936).

Art. 11 sexies A, 11 sexies, 11 septies et 11 octies (p. 7939).

Art. 11 nonies A (p. 7937) – Supprimé par la CMP.

Art. 11 quindécies A, 11 sedecies, 11 septendécies (p. 7937).

Art. 11 duodécies, 11 undécies, 11 vicies, 11 unvicies, 11 duovicies et 11 trevicies (p. 7938).

Chapitre III

Dispositions relatives à l'aide sociale

Art. 12, 12 bis A et 12 bis (p. 7939).

Art. 13 bis et 13 ter (p. 7940).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL, A L'EMPLOI ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Art. 14 A, 15, 16 et 16 bis (p. 7940).

Art. 16 ter (p. 7940) – Supprimé par la CMP.

Art. 17 (p. 7940).

Art. 17 bis A (p. 7941).

Art. 17 bis B (p. 7941) – Supprimé par la CMP.

Art. 17 bis C, 17 bis, 17 ter et 17 quater (p. 7941).

Art. 17 quinquies, 17 sexies, 17 septies et 18 (p. 7942).

Art. 18 ter (p. 7943) – Supprimé par la CMP.

Art. 20, 21 et 22 (p. 7943).

Art. 23, 23 bis et 23 ter (p. 7944).

Art. 23 sexies A, 23 sexies, 23 septies, 23 octies, 23 nonies (p. 7945).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 24 A et 24 bis (p. 7945).

Art. 24 ter, 24 quater, 24 quinquies et 24 sexies (p. 7946).

Art. 26 bis, 28 bis, 28 ter, 28 quater, 28 quinquies, 30 et 31 (p. 7947).

Art. 32 (p. 7948) – Supprimé par la CMP.

Art. 33 (p. 7948).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7948, 7949) : Mme Marie-Madeleine Dieulangard ; intervention de Mme Simone Veil, ministre.

Adoption (21 décembre 1994) (p. 7949).

Politique étrangère

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1

Politique familiale

Voir *Famille*, 1

Pollution

Voir *Traités et conventions*, 31 ; 32

Pollutions industrielles

Voir *Environnement*, 3

Polynésie française

Voir *Allocutions et communications*, 2 ; 6 ; 7 ; 9 ; 22 ; 25 ; 28 ; 30 ; 31 ; 33
Code des juridictions financières, 1 ; 2
Collectivités territoriales d'outre-mer, 1
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer
Territoires d'outre-mer (TOM), 1 ; 2

Ports

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - IV – Mer

Portugal

Voir *Allocutions et communications*, 30

Traités et conventions, 53 ; 59

Postes et télécommunications

Voir *Rapports au Parlement*, 7

Président de la République

Voir *Vie politique et sociale*, 7

1. – **Proposition de loi organique tendant à rendre publique la situation des candidats à la Présidence de la République**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 octobre 1994) [n° 20 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet avec celui des propositions de loi n° 19 (94-95) du 11 octobre 1994, n° 112 (94-95) du 6 décembre 1994 et n° 150 (94-95) du 14 décembre 1994 – (15 décembre 1994) [n° 160 (94-95)].

Presse

Voir *Propriété intellectuelle*, 3
Rapports d'information, 41

2. – **Proposition de loi tendant à créer un salaire parental d'éducation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Schiélé, sénateur (18 mai 1994) [n° 439 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Prestations familiales

Voir *Famille*, 1

1. – **Proposition de loi tendant à faire bénéficier les familles des allocations familiales à partir du premier enfant**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (12 avril 1994) [n° 331 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à créer un salaire parental d'éducation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Schiélé, sénateur (18 mai 1994) [n° 439 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Prestations sociales agricoles

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

Prêts

Voir *Logement*, 5

Prisonniers de guerre

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 1 ; 3

Privatisations

Voir *Lois de finances*, 2
Politique économique et sociale, 1

1. – **Proposition de loi tendant à abroger la loi de privatisation n° 93-923 du 19 juillet 1993**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Josette Durrieu, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 juin 1994) [n° 559 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre par MM. Edmond Alphandéry, ministre de

l'économie et Nicolas Sarkozy, ministre du budget (29 novembre 1994) [n° 99 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Philippe Marini (7 décembre 1994) [n° 123 (94-95)] – Urgence – Discussion (12 décembre 1994) – Adoption (12 décembre 1994) [n° 36].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1994) [n° 1789 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Griotteray (15 décembre 1994) [n° 1816 (94-95)] – Discussion (19 décembre 1994) – Adoption (19 décembre 1994) [n° 330].

PROMULGATION : loi n° 94-1135 du 27 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 28 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1994) (p. 7283, 7318).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7283, 7294) : MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances ; Ernest Cartigny, Robert Vizet, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques de Menou, Philippe de Gaulle, Louis Minetti.

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet, **tendant à opposer la question préalable** (p. 7294) – Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Philippe Marini, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre.

Rejet de la motion (p. 7297 ; scrutin public n° 65).

Motion n° 3 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Louis Minetti, **tendant au renvoi à la commission** (p. 7297) – MM. Louis Minetti, Philippe Marini, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre.

Rejet de la motion (p. 7299).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7300, 7318) : M. Louis Minetti, Mme Maryse Bergé-Lavigne ; MM. Edmond Alphandéry, ministre ; Philippe Marini, rapporteur ; Charles Lederman, Jacques de Menou, Jean François-Poncet, Emmanuel Hamel, Aubert Garcia.

Art. 1^{er} (*Suppression de la référence à la loi de démocratisation du secteur public*) (p. 7303) – Adopté (p. 7305).

Art. 2 (*Statut du personnel*) (p. 7305) – Adopté (p. 7310).

Art. 3 (*Souscription d'actions par les débiteurs de tabac*) (p. 7315) – Adopté après modification (p. 7317).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7317, 7318) : M. Ernest Cartigny, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Louis Minetti, Jacques de Menou.

Adoption (12 décembre 1994) (p. 7318).

Procédure civile

Voir *Justice*, 4

Procédure pénale

Voir *Justice*, 4

1. – **Proposition de loi tendant à l'institution d'un second degré de juridiction en matière criminelle**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Françoise Seligmann (27 avril 1994) [n° 382 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

Procréation médicalement assistée

Voir *Médecine*, 1 ; 2 ; 3

Produits agricoles et alimentaires

Voir *Consommation*, 1

1. – **Proposition de loi relative au renforcement de la politique de qualité des produits agricoles et alimentaires**, PRESENTÉE

AU SENAT, par MM. Gérard César et Roland du Luart, sénateurs (23 juin 1993) [n° 548 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Professions et activités immobilières

Voir *Logement*, 5

Professions judiciaires et juridiques

1. – **Proposition de loi portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (14 novembre 1994) [n° 70 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (16 novembre 1994) [n° 73 (94-95)] – Discussion (18 novembre 1994) – Adoption (18 novembre 1994) [n° 33].

Discussion des conclusions du rapport

(18 novembre 1994) (p. 5821, 5825).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5821, 5823) : MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.

II – ADOPTION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5823, 5825) : MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; François Autain.

Adoption (18 novembre 1994) (p. 5825).

Professions libérales

1. – **Proposition de loi organique relative à la représentation des professions libérales au Conseil économique et social**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-4 mars 1994) [n° 295 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques-Richard Delong, sénateur (3 mai 1994) [n° 385 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

Propriété industrielle

Voir *Communautés européennes*, 1
Traités et conventions, 42

Propriété intellectuelle

Voir *Communautés européennes*, 1

1. – **Projet de loi portant mise en oeuvre de la directive n° 91-250-CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jacques Toubon, ministre de la culture (26 mai 1993) [n° 226 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jérôme Bignon (18 novembre 1993) [n° 724 (93-94)] – Discussion (26 novembre 1993) – Adoption (26 novembre 1993) [n° 85].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 novembre 1993) [n° 126 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (6 avril 1994) [n° 311 (93-94)] – Discussion (27 avril 1994) – Adoption (27 avril 1994) [n° 114].

PROMULGATION : loi n° 94-631 du 10 mai 1994 (J.O. Lois et décrets du 11 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(27 avril 1994) (p. 1334, 1342).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1334, 1339) : MM. Jacques Toubon, ministre de la culture ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1339, 1342)

Art. 1^{er} (*Protection du logiciel par le droit d'auteur*) – Adopté (p. 1339).

Art. 2 (*Dévolution à l'employeur des droits patrimoniaux afférents au programme créé par l'employé*) – Adopté (p. 1340).

Art. 3 (*Droits moraux sur un logiciel*) – Adopté (p. 1340).

Art. 4 (*Droit d'exploitation du logiciel*) – Adopté (p. 1340).

Art. 5 (*Exception au droit d'exploitation du logiciel*) – Adopté (p. 1340).

Art. 5 bis (*Rémunération forfaitaire de l'auteur*) – Adopté (p. 1340).

Art. 6 (*Contrat de nantissement du droit d'exploitation des logiciels*) – Adopté (p. 1341).

Art. 7 (*Contrefaçon d'un logiciel*) – Adopté (p. 1341).

Art. 8 (*Durée de la protection*) – Adopté (p. 1341).

Art. 8 bis (*Contrefaçon en matière cinématographique*) – Adopté (p. 1341).

Art. 9 (*Application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) – Adopté (p. 1341).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1341, 1342) : MM. Jacques Bellanger, Charles Lederman, François Gerbaud ; intervention de M. Jacques Toubon, ministre.

Adoption (27 avril 1994) (p. 1342).

2. – **Projet de loi sur la répression de la contrefaçon**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Gérard Longuet, ministre de l'industrie (3 novembre 1993) [n° 683 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Raoul Beteille (commun avec celui de la proposition de loi n° 546 relative au sort des contrefaçons d'oeuvres artistiques saisies et déposées au greffe des scellés) (2 décembre 1993) [n° 785 (93-94)] – Avis oral de M. Ladislav Poniatowski – Discussion (14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 111].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1993) [n° 186 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Pierre Fauchon (19 janvier 1994) [n° 247 (93-94)] – Avis de M. Jean-Paul Emin (19 janvier 1994) [n° 251 (93-94)] – Discussion (24 janvier 1994) – Adoption (24 janvier 1994) [n° 79].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 janvier 1994) [n° 965 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raoul Beteille (26 janvier 1994) [n° 971 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 155].

PROMULGATION : loi n° 94-102 du 5 février 1994 (J.O. Lois et décrets du 8 février 1994).

Discussion (première lecture)

(24 janvier 1994) (p. 440, 464).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 440, 450) : MM. Gérard Longuet, ministre de l'industrie ; Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Emin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Mme Anne Heinis, MM. Jean Garcia, Guy Allouche, Claude Estier, Maurice Schumann, Emmanuel Hamel, Michel Rufin.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 450, 463) : MM. Pierre Fauchon, rapporteur ; Gérard Longuet, ministre ; Guy Allouche, Claude Estier, Maurice Schumann, Emmanuel Hamel, Jean Garcia, Jean-Paul Emin.

TITRE I^{er}DISPOSITIONS RELATIVES
A LA REPRESSION DE LA CONTREFAÇON

Art. 1^{er} (Aggravation des amendes frappant la contrefaçon en matière de droits d'auteur) (p. 450) – Adopté après modification (p. 451).

Art. 2 (Aggravation des amendes frappant les atteintes aux droits voisins du droit d'auteur) – Adopté après modification (p. 451).

Art. 3 (Fermeture de l'établissement pour contrefaçon en matière de droits d'auteur et de droits voisins) – Adopté (p. 452).

Art. 3 bis (Coordination) – Adopté (p. 452).

Art. 4 (Répression de la contrefaçon en matière de droits d'auteur et de droits voisins) – Adopté (p. 452).

Art. 5 (Saisie par les officiers de police judiciaire des contrefaçons de dessins et modèles) – Adopté (p. 452).

Art. 6 (Aggravation des sanctions pénales des contrefaçons de dessins et modèles) – Adopté après modification (p. 452).

Art. 7 (Répression de la contrefaçon des dessins et modèles) – Adopté (p. 453).

Art. 8 (Sanctions pénales de la contrefaçon de brevets) – Adopté après modification (p. 453).

Art. additionnel après l'art. 8 (Aggravation des sanctions de la contrefaçon de brevets) – Adopté après modification (p. 453).

Art. 9 (Retenue douanière de contrefaçons de marques) (p. 453) – Adopté après modification (p. 454).

Art. 10 (Saisie par les officiers de police judiciaire des contrefaçons de marques) – Adopté (p. 454).

Art. 11 (Sanctions pénales des contrefaçons de marque et de l'importation ou de l'exportation des marchandises constituant une contrefaçon de marques) (p. 454) – Adopté après modification (p. 457).

Art. 12 (Répression de la contrefaçon de marques) – Adopté (p. 457).

Art. additionnel après l'art. 12 (Aggravation des sanctions de la contrefaçon de marques) – Adopté (p. 457).

Art. 13 (Modification du code des douanes) – Adopté (p. 457).

Art. 14 (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) – Adopté (p. 457).

Art. 15 (Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) – Adopté (p. 458).

Art. 15 bis (Dispositions transitoires relatives aux territoires d'outre-mer) – Adopté (p. 458).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS
DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Art. 16 (Application du code de la propriété intellectuelle aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) – Adopté (p. 458).

Art. 17 (Dépôt simplifié en matière de dessins et modèles) (p. 458) – Adopté après modification (p. 461).

Art. 18 (Modification de l'article L. 611-7 du code de la propriété intellectuelle sur les brevets d'invention) – Adopté (p. 461).

Art. 19 (Formes et conditions du dépôt de brevet) – Adopté (p. 461).

Art. 20 (Rejet de la demande de brevet) – Adopté (p. 461).

Art. 21 (Modifications d'une erreur de référence dans l'article L. 612-13 du code de la propriété intellectuelle) – Adopté (p. 461).

Art. 22 (Revendication modifiée pour défaut de conformité au jugement) – Adopté (p. 461).

Art. 23 (Introduction dans l'article L. 614-14 du code de la propriété intellectuelle d'une référence à la date de dépôt du brevet) – Adopté (p. 461).

Art. 24 (Inscription dans le registre national des brevets et dans le registre européen) – Adopté (p. 461).

Art. 25 (Condition préalable à l'action en contrefaçon) – Adopté (p. 462).

Art. 26 (Limitations édictées à la divulgation de brevets faisant l'objet de demandes internationales) – Adopté (p. 462).

Art. 27 (Abrogation de l'article L. 615-11 du code de la propriété intellectuelle relatif à la saisie de brevet) – Adopté (p. 462).

Art. 28 (Déchéance des droits du propriétaire de la marque) – Adopté (p. 462).

Art. 29 (Sanctions applicables en cas de contrefaçon d'oeuvres artistiques) – Adopté (p. 462).

Art. additionnel après l'art. 29 (Modification de l'article 3 de la loi du 9 janvier 1895 sur les fraudes artistiques) – Adopté après modification (p. 462).

Art. 30 (Pouvoir accordé à la juridiction de prononcer la confiscation du faux ou sa remise au plaignant) – Adopté après modification (p. 462).

Art. 31 (Destination des faux confisqués et remis au service des domaines) – Adopté après modification (p. 463).

Art. 32 (Modalités de consultation du ministère de la culture par le service des domaines) (p. 463) – Adopté après modification (p. 464).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 464) : MM. Guy Allouche, Jean Garcia, Michel Rufin, intervention de M. Gérard Longuet, ministre.

Adoption (24 janvier 1994) (p. 464).

3. – **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jacques Toubon, ministre de la culture (27 octobre 1994) [n° 47 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Jolibois (16 novembre 1994) [n° 72 (94-95)] – Avis de M. Maurice Schumann (17 novembre 1994) [n° 75 (94-95)] – Urgence – Discussion (18 novembre 1994) – Adoption (18 novembre 1994) [n° 34].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1994) [n° 1692 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jérôme Bignon (7 décembre 1994) [n° 1770 (94-95)] – Discussion (15 décembre 1994) – Adoption (15 décembre 1994) [n° 320].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1994) [n° 163 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jérôme Bignon (20 décembre 1994) [n° 1830 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 343].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Jolibois (20 décembre 1994) [n° 181 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 67].

PROMULGATION : loi n° 95-4 du 3 janvier 1995 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(18 novembre 1994) (p. 5825, 5848).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5825, 5835) : MM. Jacques Toubon, ministre de la culture ; Charles Jolibois, rapporteur de la

commission des lois ; Maurice Schumann, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean Cluzel, Ivan Renar, François Autain.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5835, 5848) : MM. Claude Estier, François Autain, Charles Jolibois, rapporteur ; Jacques Toubon, ministre ; Maurice Schumann, président et rapporteur pour avis ; Jacques Carat, Ivan Renar.

Art. unique (Articles L. 122-10 à L. 122-13 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5835).

ART. L. 122-10 DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (*Cession du droit de reproduction à des sociétés agréées*) (p. 5836) – Adopté après modification (p. 5840).

ART. L. 122-11 DU CODE PRÉCITE (*Répartition de la rémunération*) (p. 5840) – Adopté après modification (p. 5842).

ART. L. 122-12 DU CODE PRÉCITE (*Mesures dérogatoires en faveur des établissements d'enseignement public*) (p. 5842) – Adopté (p. 5843).

ART. L. 122-13 DU CODE PRÉCITE (*Agrément des sociétés*) (p. 5843) – Adopté après modification (p. 5845).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 5845).

Art. additionnel après l'art. unique (*Rémunération des droits refusée à ceux qui ne sont pas auteurs au sens de la loi française*) (p. 5845) – Adopté (p. 5846).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5847, 5848) : MM. Emmanuel Hamel, François Autain, Ivan Renar, Jacques Habert ; intervention de M. Jacques Toubon, ministre.

Adoption (18 novembre 1994) (p. 5848).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1994) (p. 8069, 8072).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 8069, 8070) : MM. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jacques Toubon, ministre de la culture.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8070, 8071)

Art. 1^{er} (p. 8070).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8071) : M. Jacques Carat, Mme Paulette Fost, MM. Emmanuel Hamel, Jacques Habert, Mme Michelle Demessine ; intervention de M. Jacques Toubon, ministre.

Adoption (22 décembre 1994) (p. 8072).

Propriété littéraire et artistique

Voir *Communautés européennes*, 23
Propriété intellectuelle, 2 ; 3

Protection civile

1. – **Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours**, PRÉSENTÉ AU SÉNAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-29 septembre 1994) [n° 622 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Retiré par son auteur le 4 janvier 1995.

Protection sociale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1
Politique économique et sociale, 2

Publicité

1. – **Proposition de loi visant à permettre la propagande et la publicité en faveur du vin**, PRÉSENTÉE AU SÉNAT, par MM. Roland Courteau et Raymond Courrière, sénateurs (30 avril 1993) [n° 289 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par son auteur le 2 novembre 1994.

2. – **Proposition de loi tendant à protéger les particuliers contre la distribution abusive de prospectus publicitaires ou publications gratuites non adressés**, PRÉSENTÉE AU SÉNAT, par MM. Jean Besson et Bernard Hugo, sénateurs (10 décembre 1994) [n° 137 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Q**Qatar**

Voir *Traités et conventions*, 9

Qualité des produits

Voir *Consommation*, 1

Question préalable (procédure parlementaire)

Voir *Défense*, 3

Départements d'outre-mer (DOM), 1

Domaine public, 1

Elections municipales, 1

Famille, 1

Finances publiques, 1

Fonction publique territoriale, 1

Justice, 1 ; 4

Logement, 5

Lois de finances, 2

Magistrature, 1

Ordre public, 1

Politique économique et sociale, 1

Privatisations, 2

Sécurité sociale, 1 ; 2

R

Radio-France

Voir *Rappels au règlement*, 25

Rapatriés

1. – **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (20 avril 1994) [n° 1152 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Thérèse Aillaud (4 mai 1994) [n° 1206 (93-94)] – Discussion (17 mai 1994) – Adoption (17 mai 1994) [n° 196].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 mai 1994) [n° 434 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. José Balarelo (25 mai 1994) [n° 451 (93-94)] – Discussion (31 mai 1994) – Adoption (31 mai 1994) [n° 139].

PROMULGATION : loi n° 94-488 du 11 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(31 mai 1994) (p. 1970, 1998).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1970, 1993) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; José Balarelo, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Anne Heinis, MM. Auguste Cazalet, Jean-Pierre Camoin.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1993, 1998) : *MM. Hubert Durand-Chastel, José Balarelo, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Rémi Herment, Louis Minetti, Christian Poncelet.*

Art. 1^{er} (*Témoignage de reconnaissance*) – Adopté (p. 1993).

TITRE I^{er}

ALLOCATIONS FORFAITAIRES

Art. 2 (*Allocation forfaitaire complémentaire : montant et bénéficiaires*) – Adopté (p. 1993).

Art. 3 (*Modalités de versement de l'allocation forfaitaire complémentaire*) (p. 1993) – Adopté (p. 1994).

Art. 4 (*Allocation forfaitaire complémentaire : rôle de l'ANIFORM*) – Adopté (p. 1994).

Art. 5 (*Allocation forfaitaire : institution d'un délai de forclusion*) – Adopté (p. 1994).

TITRE II

AIDES SPECIFIQUES AU LOGEMENT

Art. 6 (*Bénéficiaires des aides spécifiques au logement*) (p. 1994) – Adopté (p. 1995).

Art. 7 (*Aide à l'accession à la propriété*) – Adopté (p. 1995).

Art. 8 (*Aide à l'amélioration de l'habitat*) – Adopté (p. 1995).

Art. 9 (*Secours exceptionnel*) – Adopté (p. 1995).

TITRE III

AIDE SPECIFIQUE EN FAVEUR DES CONJOINTS SURVIVANTS

Art. 10 (*Aide en faveur des conjoints survivants*) – Adopté (p. 1995).

TITRE IV

STATUT DES VICTIMES DE LA CAPTIVITE EN ALGERIE

Art. 11 (*Création d'un statut des victimes de la captivité en Algérie*) (p. 1995) – Adopté (p. 1996).

Art. 12 (*Conversion des allocations viagères d'invalidité et des allocations de réversion attribuées aux victimes de la captivité en Algérie en pensions d'invalidité et en pensions d'ayant cause*) – Adopté (p. 1996).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 13 (*Allocation forfaitaire complémentaire et aides spécifiques : caractère insaisissable et non-imposable*) (p. 1996) – Adopté (p. 1998).

Art. 14 (*Date d'entrée en vigueur*) – Adopté (p. 1998).

Scrutin public n° 126 (p. 1998).

Adoption (31 mai 1994) (p. 1998).

Rappels au règlement

1. – **De M. Charles Lederman** : souhaite que le gouvernement français oeuvre en faveur d'une solution politique du problème kurde (12 janvier 1994) (p. 40).

2. – **De Mme Hélène Luc** : se félicite de la poussée populaire en faveur de l'école publique (13 janvier 1994) (p. 114).

3. – **De M. Jacques Sourdille** : demande la conservation des archives des auditions qui se sont déroulées dans le cadre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français et de la commission *ad hoc* (19 janvier 1994) (p. 298).

4. – **De M. Gérard Delfau** : impossibilité de déposer un certain nombre d'amendements émanant de milieux socio-économiques de l'Hérault (25 janvier 1994) (p. 500, 501).

5. – **De M. Emmanuel Hamel** : commentaire à propos d'une déclaration d'un parlementaire socialiste dans « Le Figaro » du 28 février 1994 relative au déroulement des débats du Sénat (2 avril 1994) (p. 710).

6. – **De Mme Michelle Demessine** : rejet de la loi quinquennale sur l'emploi exprimé par les manifestations des jeunes contre le contrat d'insertion professionnelle (6 avril 1994) (p. 730).

7. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : indépendance de la justice (21 avril 1994) (p. 1191).

8. – **De M. Jean Garcia** : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat : otages français retenus en ex-Yougoslavie – Règlement du conflit par la médiation (21 avril 1994) (p. 1199, 1200) – *MM. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

9. – **De M. Emmanuel Hamel** : concomitance de la séance publique avec les réunions de commissions (1^{er} juin 1994) (p. 2076).

10. – **De M. Robert Laucournet** : conditions difficiles dans lesquelles les sénateurs sont appelés à travailler (2 juin 1994) (p. 2091) – *MM. Robert Laucournet, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

11. – **De M. Jean Garcia** : situation au Rwanda (21 juin 1994) (p. 2712, 2713) – *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire.*

12. – **De M. Etienne Dailly** : déclaration d'urgence sur le projet de loi sur la famille (21 juin 1994) (p. 2732, 2734) – *Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales.*

13. – **De Mme Hélène Luc** : proteste contre l'entrée des troupes françaises au Rwanda (23 juin 1994) (p. 2860).
14. – **De M. Charles Lederman** : rôle de la France au Rwanda (28 juin 1994) (p. 3038, 3039).
15. – **De M. Robert Vizet** : attentat en Algérie, lors d'une manifestation organisée pour réclamer la vérité sur l'assassinat du président Mohamed Boudiaf (29 juin 1994) (p. 3150).
16. – **De M. Robert Pagès** : proteste contre la désorganisation des travaux du Sénat, en fin de session (30 juin 1994) (p. 3291) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*
17. – **De M. François Lesein** : proteste contre les méthodes de travail de fin de session (30 juin 1994) (p. 3291) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*
18. – **De M. René Régnauld** : regrette l'examen tardif du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (30 juin 1994) (p. 3292) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*
19. – **De M. Robert Laucournet** : organisation des travaux du Sénat, compte tenu des nombreux reports de la discussion du projet de loi relatif à l'aménagement du territoire et des engagements pris par les sénateurs de province dans leur circonscription (1^{er} juillet 1994) (p. 3358).
20. – **De M. Robert Vizet** : demande à être informé sur l'intervention de l'armée française au Rwanda (4 juillet 1994) (p. 3417, 3418) – *MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Xavier de Villepin.*
21. – **De M. Charles Lederman** : déclaration d'urgence du projet de loi relatif à la sécurité (5 juillet 1994) (p. 3505, 3506) – *M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.*
22. – **De M. Charles Lederman** : attitude du patronat et du ministère de l'industrie dans l'affaire de la fermeture programmée des houillères du bassin Centre-Midi (13 juillet 1994) (p. 3954) – *M. Michel Giraud, ministre du travail.*
23. – **De Mme Hélène Luc** : déplore la mauvaise organisation des travaux du Sénat et souhaite un débat sur le financement des partis politiques (3 octobre 1994) (p. 3976) – *M. René Monory, président du Sénat.*
24. – **De M. Charles Lederman** : article 73 du règlement du Sénat : s'oppose à la démarche de la Commission européenne qui a saisi le Parlement d'une proposition d'acte communautaire relative au déficit public de la France et demande un débat sur l'initiative de cette commission (11 octobre 1994) (p. 4117) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*
25. – **De M. Ivan Renar** : mouvement revendicatif des journalistes de la société nationale de Radio-France (26 octobre 1994) (p. 4687).
26. – **De Mme Hélène Luc** : défense des ateliers SNCF de Vitry-sur-Seine (26 octobre 1994) (p. 4687).
27. – **De M. Jean Garcia** : distribution du texte d'un amendement du Gouvernement relatif aux opérations foncières des collectivités locales, sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (2 novembre 1994) (p. 4824).
28. – **De M. Robert Pagès** : organisation des travaux du Sénat ; conséquences de la durée exceptionnelle du débat sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (8 novembre 1994) (p. 5268, 5269) – *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jean François-Poncet, président de la commission spéciale.*
29. – **De M. Marcel Charmant** : annonce par le Gouvernement du dépôt d'un amendement, rétablissant des dispositions abrogées de la loi Sapin, sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (8 novembre 1994) (p. 5272).
30. – **De M. Emmanuel Hamel** : regrette l'organisation de la séance publique au même moment que les réunions de commission alors que se tient le congrès des maires de France (15 novembre 1994) (p. 5581, 5582).
31. – **De M. Etienne Dailly** : organisation des travaux du Sénat ; examen de l'article 18 relatif à la participation de la France au budget des Communautés européennes (23 novembre 1994) (p. 5936, 5937).
32. – **De M. Yves Guéna** : soulève le problème de la jurisprudence relative à la responsabilité de l'administration pour les fautes commises par ses agents, à l'occasion de la manifestation des chefs d'établissement de l'enseignement secondaire (29 novembre 1994) (p. 6355).
33. – **De Mme Hélène Luc** : accidents de la route causés par des poids lourds ; remise en cause de la circulation des camions de gros tonnage (8 décembre 1994) (p. 7000) – *M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères.*
34. – **De M. Charles Lederman** : condamnations de députés kurdes par les dirigeants turcs (8 décembre 1994) (p. 7001) – *M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères.*
35. – **De M. Robert Laucournet** : demande la discussion commune du projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'organisation mondiale du commerce et la résolution adoptée par la commission des affaires économiques, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (20 décembre 1994) (p. 7802, 7803) : *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

Rapports au Parlement

1. – **Dépôt du rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel** (7 avril 1994) (p. 824).
2. – **Dépôt** par M. le Gouverneur de la **Banque de France**, en application de l'article 19 de la loi n° 93-980 du 4 août 1993 relative au statut de la Banque de France, d'un **rapport sur les opérations de la Banque de France**, la politique monétaire et ses perspectives (22 avril 1994) (p. 1207).
3. – **Dépôt** par le **Conseil supérieur de l'audiovisuel**, en application de l'article 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication**, du rapport établi pour l'année 1993 (22 avril 1994) (p. 1207).
4. – **Dépôt du rapport de la Cour des comptes sur l'exécution de la loi de finances pour 1993** (3 octobre 1994) (p. 3974).
5. – **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (4 octobre 1994) (p. 3994, 3995) – *MM. Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*
6. – **Dépôt du rapport du Conseil national du crédit** (4 octobre 1994) (p. 4011).

7. – **Dépôt du rapport de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications** pour la période 1993-1994, établi en application de l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990, relative à l'organisation du service public de La Poste et des télécommunications (27 octobre 1994) (p. 4745).

8. – **Dépôt au Parlement**, en application de l'article 5 de la loi n° 91-635 du 10 juillet 1991 modifiant la loi n° 83-557 du 1^{er} juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance, du **rapport d'activité du groupe Caisse d'épargne pour l'exercice 1993** (30 novembre 1994) (p. 6459).

9. – **Dépôt du rapport du Conseil national des assurances** (9 décembre 1994) (p. 7090).

Rapports d'information

1. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la **IXe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires** qui s'est tenue à Bruxelles les 22 et 23 novembre 1993, établi par MM. Jacques Genton, sénateur et plusieurs de ses collègues (12 janvier 1994) [n° 232 (93-94)].

2. – **Rapport d'information**, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours des 38^e et 39^e sessions ordinaires (1993-1994) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du règlement, établi par M. Pierre Jeambrun, sénateur (13 janvier 1994) [n° 237 (93-94)].

3. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22 du règlement du Sénat, sur **Strasbourg, siège du Parlement européen**, établi par M. Serge Vinçon, sénateur (19 janvier 1994) [n° 254 (93-94)].

4. – **Rapport d'information**, fait au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985, établi par M. Xavier de Villepin, sénateur (25 janvier 1994) [n° 262 (93-94)].

5. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au siège de l'Organisation des Nations Unies du 12 au 16 décembre 1993, établi par MM. Bernard Guyomard et Guy Penne, sénateurs (26 janvier 1994) [n° 271 (93-94)].

6. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22 du règlement du Sénat, sur les perspectives d'avenir du transport aérien militaire, établi par M. Albert Voilquin, sénateur (26 janvier 1994) [n° 272 (93-94)].

7. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en Inde du 6 au 14 février 1994, établi par MM. Xavier de Villepin, Michel Alloncle, Roland Bernard, Jean-Paul Chambriard, Yvon Collin, Hubert Durand-Chastel et Edouard Le Jeune, sénateurs (6 avril 1994) [n° 314 (93-94)].

8. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes, sur l'application de l'article 88-4 de la Constitution, établi par M. Jacques Genton, sénateur (13 avril 1994) [n° 338 (93-94)].

9. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur le contrôle des parlements des Etats membres sur les actes de l'Union européenne, établi par M. Jacques Golliet, sénateur (13 avril 1994) [n° 339 (93-94)].

10. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud du 6 au 15 février 1994, établi par MM. Yvon Bourges, Claude Estier, Michel Crucis, André Boyer et Jean-Luc Bécart (13 avril 1994) [n° 340 (93-94)].

11. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances à la suite d'une mission de contrôle des établissements français à la Réunion et à l'Ile Maurice du 13 au 20 février 1994, en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du règlement du Sénat, établi par M. Jacques Delong, sénateur (13 avril 1994) [n° 342 (93-94)].

12. – **Rapport d'information**, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes de l'aménagement du territoire et de définir les éléments d'une politique de reconquête de l'espace rural et urbain, établi par MM. Jean François-Poncet, Gérard Larcher, Jean Huchon, Roland du Quart et Louis Perrein, sénateurs (13 avril 1994) [n° 343 (93-94)].

13. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur l'avenir de la CECA, établi par M. Charles Metzinger, sénateur (19 avril 1994) [n° 346 (93-94)].

14. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée sur l'avenir de la protection sociale et la place du Parlement dans sa définition, établi par M. Charles Descours, sénateur (22 avril 1994) [n° 370 (93-94)].

15. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les propositions de modification de la directive de 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, établi par M. Philippe François, sénateur (6 mai 1994) [n° 402 (93-94)].

16. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la Xe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Athènes les 9 et 10 mai 1994, établi par MM. Jacques Genton, Claude Estier, Yves Guéna (25 mai 1994) [n° 458 (93-94)].

17. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel, établi par M. Jacques Oudin, sénateur (25 mai 1994) [n° 459 (93-94)].

18. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances à la suite d'une mission effectuée au Viêt-nam du 6 au 16 janvier 1994, établi par M. Jacques Chaumont, sénateur (1^{er} juin 1994) [n° 470 (93-94)].

19. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la fixation des prix agricoles pour 1994-1995, établi par M. Marcel Daunay (2 juin 1994) [n° 482 (93-94)].

20. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel et ses conséquences pour la France, établi par M. Henri Revol, sénateur (8 juin 1994) [n° 491 (93-94)].

21. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la situation de l'économie française dans son environnement international, établi par M. Jean Arthuis (13 juin 1994) [n° 499 (93-94)].

22. – **Rapport d'information**, fait au nom de la mission d'information désignée, en application de l'article 21 du règlement, par la commission des affaires économiques, et chargée d'examiner les conditions de sécurité du transport maritime, d'apprécier les risques de pollution du littoral et de formuler toute proposition de nature à prévenir ces pollutions, établi par M. Jean-François Le Grand, sénateur (13 juin 1994) [n° 500 (93-94)].

23. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur le Xe Colloque de réflexion économique organisé le 28 avril 1994 :

I. La persistance du chômage en Europe,

II. Emploi et chômage des non-qualifiés en France, établi par M. Bernard Barbier, sénateur (15 juin 1994) [n° 504 (93-94)].

24. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur la situation et les perspectives de la presse et de la

production audiovisuelle, établi par M. Jean Cluzel, sénateur (15 juin 1994) [n° 514 (93-94)].

25. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les **perspectives d'élargissement de l'Union européenne aux pays signataires d'accords européens d'association**, établi par M. Jacques Golliet, sénateur (30 juin 1994) [n° 567 (93-94)].

26. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur la transposition en droit français de la directive n° 93/22/CEE du Conseil des Communautés européennes du 10 mai 1993 concernant les **services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières**, établi par M. Philippe Marini, sénateur (4 juillet 1994) [n° 578 (93-94)].

27. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur **l'exemple que constitue, pour la liaison Rhin-Rhône et les voies navigables françaises, l'achèvement de l'axe fluvial à gabarit européen Rhin-Main-Danube**, établi par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (6 juillet 1994) [n° 590 (93-94)].

28. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur les **conditions d'exercice, par l'Etat, de ses responsabilités d'actionnaire**, établi par MM. Jean Arthuis, Claude Belot, Philippe Marini, sénateurs (6 juillet 1994) [n° 591 (93-94)].

29. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois, sur le **respect de la présomption d'innocence et le secret de l'enquête et de l'instruction**, établi par M. Jacques Larché, sénateur (13 juillet 1994) [n° 602 (93-94)].

30. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur les **Sociétés de Développement Régional**, établi par MM. Jean Arthuis, Paul Loridant et Philippe Marini, sénateurs (26 octobre 1994) [n° 44 (94-95)].

31. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la troisième session de **l'Assemblée parlementaire de la C.S.C.E.** (5-8 juillet 1994), établi par M. Jacques Genton, sénateur et plusieurs de ses collègues.

32. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques à la suite d'une mission effectuée en **Chine** du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de **l'économie de ce pays**, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France, établi par M. Jean François-Poncet, sénateur et plusieurs de ses collègues (9 novembre 1994) [n° 66 (94-95)].

33. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances à la suite d'une mission effectuée en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du règlement du Sénat, sur le **service de formation aéronautique et de contrôle technique (SFACT)**, établi par M. Ernest Cartigny, sénateur (17 novembre 1994) [n° 76 (94-95)].

34. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la **XIe Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires** qui s'est tenue à Bonn les 24 et 25 octobre 1994, établi par MM. Jacques Genton, Claude Estier et Yves Guéna, sénateurs (2 décembre 1994) [n° 103 (94-95)].

35. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la préparation de la **Conférence intergouvernementale de 1996**, établi par M. Yves Guéna, sénateur (2 décembre 1994) [n° 104 (94-95)].

36. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur **l'Europe et sa sécurité intérieure**, établi par M. Paul Masson, sénateur (7 décembre 1994) [n° 117 (94-95)].

37. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la fonction d'**exécution des normes au sein de la Communauté (ou comitologie)** établi par M. Michel Caldaguès, sénateur (7 décembre 1994) [n° 126 (94-95)].

38. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les **résultats de projections macroéconomiques** et le devenir de la **planification**, établi par M. Bernard Barbier, sénateur (7 décembre 1994) [n° 127 (94-95)].

39. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales sur les **problèmes posés en France, par le traitement de la douleur**, établi par M. Lucien Neuwirth, sénateur (12 décembre 1994) [n° 138 (94-95)].

40. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une **mission effectuée aux Etats-Unis, sur le système de santé américain et ses projets de réforme**, établi par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur et plusieurs de ses collègues (13 décembre 1994) [n° 141 (94-95)].

41. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la **distribution de la presse**, établi par M. Adrien Gouteyron, sénateur (14 décembre 1994) [n° 152 (94-95)].

42. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois à la suite d'une **mission effectuée au Canada** du 7 au 22 septembre 1994, établi par M. Jacques Larché, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994-29 décembre 1994) [n° 203 (94-95)].

Rapports du Gouvernement

1. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport annuel d'information sur la **protection et le contrôle des matières nucléaires pour l'exercice 1992**, établi en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 (11 janvier 1994) (p. 4).

2. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport annuel d'activité pour l'année 1992 de la **commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques**, établi en application de l'article 26 bis de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 (11 janvier 1994) (p. 4).

3. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes du **onzième rapport sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics** (2 avril 1994) (p. 708).

4. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la **régulation des naissances**, du vingt-deuxième rapport sur la **situation démographique de la France** (2 avril 1994) (p. 708).

5. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport d'activité pour 1993, établi par la **commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire**, en application de l'article 3 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 (2 avril 1994) (p. 708).

6. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 64 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, d'un rapport sur la **formation en alternance** (21 avril 1994) (p. 1198).

7. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 21 de la loi n° 92-1443 du 31 décembre 1992 portant réforme du régime pétrolier, du **rapport au Parlement relatif à l'activité pétrolière en France** (3 mai 1994) (p. 1353).

8. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 3 du décret n° 90-393 du 2 mai 1990 portant **statut particulier du corps de l'inspection générale des affaires sociales**, du rapport d'activité de ce service pour 1993 (3 mai 1994) (p. 1353).

9. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport sur l'exécution de l'article 17 (a et b) de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les **rapports localitifs** et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (3 mai 1994) (p. 1353).

10. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 38 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances, du rapport sur **l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques** (2 juin 1994) (p. 2155).

11. – **Dépôt par le Gouvernement**, sur l'application des dispositions de l'article 54 de la loi de finances pour 1994 relative à **l'application du dispositif de réduction de la compensation versée en matière de taxe professionnelle** (17 juin 1994) (p. 2704).

12. – **Dépôt par le Gouvernement**, du rapport établi en application de l'article 79 de la loi du 20 décembre 1993, relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, fixant les **modalités et les conditions d'une coordination plus étroite entre l'ANPE et l'UNEDIC** (21 juin 1994) (p. 2735).

13. – **Dépôt par le Gouvernement**, d'un rapport en application de l'article 16 de la loi n° 94-6 du 4 janvier 1994 sur les modalités d'assouplissement de l'obligation de **tenue du registre de police par les fabricants et marchands de métaux précieux** prévu par l'article 537 du code général des impôts (3 octobre 1994) (p. 3974).

14. – **Dépôt par le Gouvernement**, d'un rapport sur l'activité du **Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles pour l'année 1993** (3 octobre 1994) (p. 3974).

15. – **Dépôt par le Gouvernement**, d'un rapport pris en application de l'article 22 de la loi n° 94-345 du 4 août 1994 relative à **l'emploi de la langue française** sur l'application de la loi précitée et des dispositions des conventions ou traités internationaux relatives au **statut de la langue française dans les institutions internationales** (3 octobre 1994) (p. 3974).

15 bis. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, d'un rapport sur **la gestion en 1993 des crédits du fonds national pour le développement du sport** (3 octobre 1994) (p. 3974).

16. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication**, du rapport triennal sur **l'exécution de ses missions par la chaîne culturelle européenne Arte** (13 octobre 1994) (p. 4237).

17. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 1^{er} du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, d'un rapport sur **la fonction publique de l'Etat en 1994** (14 octobre 1994) (p. 4348).

18. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 47 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social, du deuxième rapport relatif au **dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés contaminés par voie transfusionnelle par le virus du sida** (14 octobre 1994) (p. 4364).

19. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 13 de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, du rapport relatif à **l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** (2 novembre 1994) (p. 4859).

20. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article L. 113 du code de la sécurité sociale, du premier rapport relatif aux **régimes fondamentaux qui déterminent l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale** (7 novembre 1994) (p. 5174).

21. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application du paragraphe III de l'article 120 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 por-

tant loi de finances pour 1992, d'un rapport pour 1993 relatif aux conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des **investissements réalisés dans certains secteurs économiques des départements et territoires d'outre-mer** (15 novembre 1994) (p. 5581).

22. – **Dépôt par le Gouvernement**, du rapport sur les conditions **d'application de la loi n° 92-1442 du 31 décembre 1992, relative aux délais de paiement entre les entreprises** (16 novembre 1994) (p. 5631).

23. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980, du rapport annuel d'information sur **la protection et le contrôle des matières nucléaires pour l'année 1993** (18 novembre 1994) (p. 5825).

24. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 104 de la loi de finances pour 1994, d'un rapport analysant les **incidences du décret n° 91-396 du 24 avril 1991 sur les conditions d'octroi du traitement aux anciens combattants décorés de la Légion d'honneur et de la médaille militaire** (13 décembre 1994) (p. 7387, 7388).

Recherche

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Gouvernement (déclarations), 4
Lois de finances, 2, Enseignement supérieur et recherche - II
– Recherche

Recherche industrielle

Voir *Lois de finances*, 2, Enseignement supérieur et recherche - II
– Recherche

Recherche médicale

Voir *Lois de finances*, 2, Enseignement supérieur et recherche - II
– Recherche
Médecine, 1 ; 2 ; 3

Régions

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Rapports d'information, 30

Règlement du Sénat

Voir *Parlement*, 3

Renvoi à la commission (procédure parlementaire)

Voir *Privatisations*, 2
Sécurité sociale, 1

République slovaque

Voir *Traités et conventions*, 38

République tchèque

Voir *Allocutions et communications*, 23
Traités et conventions, 39

Responsabilité administrative

Voir *Rappels au règlement*, 32

Retraites

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 2 ; 4 ; 6

<i>Déclarations du Gouvernement, 1</i> <i>Sécurité sociale, 2</i>	<i>Traités et conventions, 13</i>
Réunion (île)	Roumanie
Voir <i>Départements d'outre-mer (DOM), 1</i> <i>Lois de finances, 2</i> , <i>Départements et territoires d'outre-mer</i> <i>Rapports d'information, 11</i>	Voir <i>Allocutions et communications, 8</i> <i>Traités et conventions, 20</i>
Revenu minimum d'insertion (RMI)	Russie
Voir <i>Départements d'outre-mer (DOM), 1</i> <i>Lois de finances, 2</i> <i>Politique économique et sociale, 2</i>	Voir <i>Allocutions et communications, 14 ; 29</i> <i>Traités et conventions, 19</i>
Risques naturels	Rwanda
Voir <i>Environnement, 3</i>	Voir <i>Rappels au règlement, 11 ; 13 ; 14 ; 20</i>

S

Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

Salaires, traitements et indemnités

1. – **Proposition de loi tendant à la garantie du salaire minimum de croissance revalorisé pour les jeunes**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-7 mars 1994) [n° 296 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Salariés

Voir *Travailleurs indépendants*, 1

Santé

Voir *Lois de finances*, 2, Coopération ; Justice
Rapports d'information, 39

1. – **Proposition de loi visant à adapter la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme afin de préserver les recettes des clubs sportifs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Paul Delevoye, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 avril 1994) [n° 328 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à la mise en place d'un véritable plan d'urgence dans la lutte contre le sida**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-29 septembre 1994) [n° 623 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales**, PRESENTÉE AU SENAT par MM. Claude Huriet et Franck Sérusclat, sénateurs (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993 - 28 décembre 1993) [n° 226 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (6 avril 1994) [n° 307 (93-94)] – Discussion (4 mai 1994) – Adoption (4 mai 1994) [n° 117].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à modifier le livre II bis du code de la santé publique** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 mai 1994) [n° 1214 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-François Mattei (31 mai 1994) [n° 1291 (93-94)] – Discussion (15 juin 1994) – Adoption (15 juin 1994) [n° 223].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à modifier le livre II bis du code de la santé publique, relatif à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1994) [n° 518 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (22 juin 1994) [n° 535 (93-94)] – Discussion (24 juin 1994) – Adoption (24 juin 1994) [n° 180].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1994) [n° 1433 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-François Mattei (30 juin 1994) [n° 1447 (93-94)] – Discussion (4 juillet 1994) – Adoption (4 juillet 1994) [n° 258].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (4 juillet 1994) [n° 581 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (7 juillet 1994) [n° 593 (93-94)] – Discussion (12 juillet 1994) – Adoption (12 juillet 1994) [n° 203].

PROMULGATION : loi n° 94-630 du 25 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 26 juillet 1994).

Discussion des conclusions du rapport

(4 mai 1994) (p. 1426, 1443).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1426, 1433) : MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Franck Sérusclat, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1433, 1442) : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Claude Huriet, rapporteur ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué ; Franck Sérusclat.

Art. 1^{er} (*Champ d'application de la loi*) (p. 1433) – Adopté après modification (p. 1435).

Art. 2 (*Transmission à l'investigateur des données médicales nominatives*) (p. 1436) – Adopté après modification (p. 1437).

Art. 3 (*Protection des femmes enceintes, des parturiantes et des mères qui allaitent*) – Adopté (p. 1437).

Art. 4 (*Protection des détenus, des malades en situation d'urgence et des personnes hospitalisées sans consentement*) – Adopté (p. 1437).

Art. 5 (*Majeurs protégés par la loi*) – Adopté (p. 1437).

Art. 6 (*Souscription d'un contrat d'assurance par le promoteur d'une recherche biomédicale*) – Adopté (p. 1437).

Art. 7 (*Informations des personnes se prêtant à une recherche biomédicale*) – Adopté après modification (p. 1438).

Art. 8 (*Modalités d'expression du consentement*) – Adopté (p. 1438).

Art. 9 (*Mode de désignation des membres des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale et champ de compétence territoriale de ces comités*) (p. 1438) – Adopté (p. 1440).

Art. 10 (*Avis des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale et dispositifs de veille sanitaire*) (p. 1440) – Adopté après modification (p. 1441).

Art. 11 (*Examen médical*) – Adopté (p. 1441).

Art. additionnel après l'art. 12 (*Allègement des procédures pour des recherches épidémiologiques, anthropologiques ou cognitives*) (p. 1441) – Rejeté (p. 1442).

Art. 13 (*Projet d'établissement*) – Adopté (p. 1442).

Art. 14 (*Transmission de données nominatives hors du territoire*) – Supprimé (p. 1442).

Intitulé de la proposition de loi – Adopté après modification (p. 1442).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1442) : MM. Emmanuel Hamel, François Delga, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Scrutin public n° 117 (p. 1443).

Adoption (4 mai 1994) (p. 1443).

Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1994) (p. 3019, 3032).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3019, 3024) : MM. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Françoise Seligmann, M. Robert Vizet.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3024, 3032) : MM. Claude Huriet, rapporteur ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué ; Robert Vizet.

Avant l'art. 1^{er} (précédemment réservé p. 3024).

Division additionnelle : « Titre I : Modification des dispositions du livre II bis du code de la santé publique » – Adopté (p. 3032).

Art. 1^{er} et 2 – Supprimés (p. 3025).

Art. additionnel après l'art. 2 (*Direction des recherches par des chercheurs non-médecins*) (p. 3025) – Adopté (p. 3026).

Art. 3 – Adopté après modification (p. 3026).

Art. 7 – Adopté après modification (p. 3027).

Art. 9 (p. 3027) – Adopté après modification (p. 3028).

Art. 10 – Adopté (p. 3028).

Art. additionnel après l'art. 10 (*Transmission d'informations complémentaires au comité consultatif de protection des personnes*) – Adopté (p. 3028).

Après l'art. 12.

Art. additionnel (*Mise en conformité de l'article L. 209-20 du code de la santé publique avec le nouveau code pénal*) – Adopté (p. 3029).

Art. additionnel (*Mise en conformité de l'article L. 202-21 du code de la santé publique avec le nouveau code pénal*) – Adopté (p. 3029).

Art. 12 bis (*Consultation des comités consultatifs de protection des personnes pour les recherches à caractère militaire*) – Adopté (p. 3029).

Art. 12 ter (*Recherche biomédicale effectuée sur une personne en état de mort cérébrale*) – Supprimé (p. 3030).

Après l'art. 14 (précédemment réservé p. 3030) *Division additionnelle* : « Titre II : Dispositions diverses » – Adopté (p. 3032).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 3032) : *Mme Françoise Seligmann.*

Adoption (24 juin 1994) (p. 3032).

Discussion (troisième lecture)

(12 juillet 1994) (p. 3913, 3916).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3913, 3915) : *Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Franck Sérusclat, en remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Ivan Renar.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3915, 3916)

Art. 9 (p. 3915) – Adopté (p. 3916).

Art. 17 – Adopté (p. 3916).

Adoption (12 juillet 1994) (p. 3916).

Santé publique

Voir *Santé*, 3

Satellites

Voir *Communautés européennes*, 5
Traités et conventions, 10

Séances des assemblées parlementaires

Voir *Rappels au règlement*, 5

Secret professionnel

Voir *Médecine*, 3

Secteur tertiaire

Voir *Consommation*, 1

Sécurité civile

Voir *Urbanisme*, 2

1. – **Proposition de loi relative à la vidéosurveillance de la voie et des lieux publics**, PRESENTÉE AU SENAT, par *Mme Françoise Seligmann et M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateurs* (18 mai 1993) [n° 311 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 4 octobre 1994.

Sécurité publique

Voir *Ordre public*, 1

Rappels au règlement, 21

Sécurité sociale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

Lois de finances, 2, *Coopération*

Rapports du Gouvernement, 20

1. – **Projet de loi relatif à la sécurité sociale**, PRESENTE AU SENAT, au nom de *M. Edouard Balladur, Premier ministre*, par *Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales* (11 mai 1994) [n° 417 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des finances – Rapport de *M. Charles Descours* (1^{er} juin 1994) [n° 477 (93-94)] – Avis de *M. Jacques Oudin* (1^{er} juin 1994) [n° 476 (93-94)] – Urgence – Discussion (8 juin 1994) – Adoption (8 juin 1994) [n° 149].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 juin 1994) [n° 1367 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des finances – Rapport de *M. Bernard Accoyer* (16 juin 1994) [n° 1394 (93-94)] – Avis de *M. Hervé Gaymard* (22 juin 1994) [n° 1420 (93-94)] – Discussion (27, 28 et 29 juin 1994) – Adoption (29 juin 1994) [n° 247].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (30 juin 1994) [n° 566 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de *M. Bernard Accoyer* (4 juillet 1994) [n° 1458 (93-94)] – Discussion (13 juillet 1994) – Adoption (13 juillet 1994) [n° 267].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de *M. Charles Descours* (4 juillet 1994) [n° 579 (93-94)] – Discussion (12 juillet 1994) – Adoption (12 juillet 1994) [n° 202].

PROMULGATION : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 27 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(8 juin 1994) (p. 2269, 2378).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2269, 2300) : *Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales, MM. Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Alfred Foy, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Georges Mouly, Jean-Paul Hammann, Claude Huriet, Pierre Louvot, Charles Metzinger, Henri Belcour, Jean-Luc Mélenchon.*

Motion n° 1 de *Mme Hélène Luc*, soutenue par *M. Charles Lederman*, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 2300) – *MM. Charles Lederman, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Simone Veil, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2303).

Motion n° 2 de *Mme Hélène Luc*, soutenue par *Mme Marie-Claude Beaudeau*, tendant à opposer la question préalable (p. 2303) – *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Descours, rapporteur ; Mme Simone Veil, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2308).

Motion n° 52 de *M. Charles Metzinger* tendant au renvoi à la commission (p. 2309) – *MM. Charles Metzinger, Charles Descours, rapporteur ; Mme Simone Veil, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2312).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2312, 2378) : *Mmes Jacqueline Frayssé-Cazalis, Paulette Fost, Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Descours, rapporteur, Mme Simone Veil, ministre, MM. Jean-Luc Mélenchon, Charles Metzinger, Alain Vasselle, Claude Huriet, Franck Sérusclat, Mme Michèle Demessine, MM. Jacques Oudin, rapporteur pour avis, Jean-Paul Hammann, Jean-Pierre Cantegrit, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, Henri de Raincourt, Adrien Gouteyron.*

TITRE I^{er}DISPOSITIONS FAVORISANT UNE MEILLEURE
REPARTITION DES RESPONSABILITÉS

Section 1

Gestion séparée des branches

Art. 1^{er} (*Unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent*) (p. 2318) – Adopté après modification (p. 2324).

Art. 2 (*Individualisation du suivi de la trésorerie des branches de la sécurité sociale*) (p. 2324) – Adopté après modification (p. 2429).

Art. 3 (*Répartition entre les branches des intérêts financiers résultant de la gestion commune de trésorerie*) – Adopté (p. 2329).

Art. 4 (*Mise à l'équilibre des fonds de roulement des branches du régime général*) (p. 2329) – Adopté après modification (p. 2330).

Section 2

Clarification des relations entre l'Etat et la sécurité sociale

Art. 5 (*Compensation par le budget de l'Etat de certaines mesures d'exonération des cotisations sociales*) (p. 2331) – Adopté après modification (p. 2334).

Art. 6 (*Renforcement du contrôle des cotisants ayant statut de droit public*) (p. 2335) – Adopté après modification (p. 2337).

Section 3

Elargissement du champ d'action des organismes nationaux du régime général

Art. 7 (*Consultation des caisses nationales*) (p. 2337) – Adopté après modification (p. 2338).

Art. 8 (*Elargissement des compétences de la Caisse nationale de l'assurance maladie en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles*) (p. 2338) – Adopté (p. 2339).

Art. 9 (*Réforme de la gestion de la branche des accidents du travail*) (p. 2339) – Adopté après modification (p. 2341).

Art. 10 (*Détermination du taux des cotisations pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles*) (p. 2341) – Adopté (p. 2342).

Après l'art. 10 (p. 2342).

Art. additionnel (*Modification de l'art. L. 251-1 du code de la sécurité sociale*) – Adopté (p. 2342).

Art. additionnel (*Caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger*) – Adopté (p. 2342).

Section 4

Rôle du Parlement en matière de sécurité sociale

Art. additionnel avant l'art. 11 (*Rapport annuel établi par la Cour des comptes et transmis au Parlement sur les comptes de l'ensemble des organismes de sécurité sociale*) (p. 2342) – Adopté (p. 2343).

Art. 11 (*Organisation d'un débat annuel, suivi d'un vote, sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale*) (p. 2344) – Adopté après modification (p. 2350).

Art. 12 (*Commissions des comptes de la sécurité sociale*) (p. 2350) – Adopté après modification (p. 2353).

TITRE II

AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES ORGANISMES
DE SECURITE SOCIALE

Section 1

Allègement de la tutelle sur les organismes de sécurité sociale

Art. 13 (*Allègement de la tutelle sur les décisions prises par les organismes de sécurité sociale en matière informatique*) – Adopté après modification (p. 2353).

Art. 14 (*Allègement de la tutelle sur la gestion administrative et l'action sanitaire et sociale des caisses*) (p. 2353) – Adopté après modification (p. 2354).

Art. 15 (*Contrôle a posteriori de l'Etat sur les organismes de sécurité sociale*) – Adopté (p. 2354).

Section 2

Réforme de l'organisation des organismes de recouvrement du régime général

Art. 16 (*Agences centrales des organismes de sécurité sociale*) (p. 2355) – Adopté après modification (p. 2356).

Art. 17 (*Unions de recouvrement*) – Adopté après modification (p. 2356).

Section 3

Amélioration de la gestion des organismes du régime général

Art. 18 (*Unification des compétences des organismes nationaux*) (p. 2356) – Adopté après modification (p. 2357).

Art. 19 (*Marchés conclus pour l'application des schémas directeurs de l'informatique*) – Adopté après modification (p. 2357).

Art. 20 (*Compétence budgétaire des organismes nationaux*) (p. 2357) – Adopté après modification (p. 2358).

Art. 21 (*Dispositions relatives aux marchés de travaux et fournitures*) – Adopté (p. 2358).

Art. 22 (*Centralisation par les caisses nationales de l'ensemble des opérations*) – Adopté (p. 2358).

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE
LES ORGANISMES D'ASSURANCE MALADIE ET
LA PROFESSION DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES

Art. 23 (*Convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes*) (p. 2359).

ART. L. 162-12-8 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE (*Obligation pour les médecins d'observer la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement*) – Adopté (p. 2364).

ART. L. 162-12-9 DU CODE PRECITE (*Définition du contenu de la convention conclue pour une durée de cinq ans entre la CNAM et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la profession*) (p. 2364) – Adopté (p. 2365).

ART. L. 162-12-10 DU CODE PRECITE (*Détermination des circonstances d'entrée en vigueur de la convention ainsi que de son champ d'application*) – Adopté (p. 2365).

ART. L. 162-12-11 DU CODE PRECITE (*Annexe tarifaire*) – Adopté après modification (p. 2365).

ART. L. 162-12-12 DU CODE PRECITE (*Prorogation éventuelle de l'objectif prévisionnel et des tarifs en vigueur*) – Adopté (p. 2365).

ART. L. 162-12-13 DU CODE PRECITE (*Sanctions à l'encontre des masseurs-kinésithérapeutes*) – Adopté (p. 2365).

ART. L. 162-12-14 DU CODE PRECITE (*Non-application des dispositions des articles L. 162-9 à L. 162-11 aux masseurs-kinésithérapeutes*) – Adopté (p. 2365).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2366).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Section 1

Amélioration de l'accès à l'assurance maladie

Art. 24 (*Affiliation provisoire à l'assurance personnelle*) (p. 2366) – Adopté (p. 2367).

Art. 25 (*Indemnités journalières des pluriactifs*) – Adopté (p. 2367).

Section 2

Autres dispositions

Art. 26 (*Admissions en non-valeur de certaines créances*) (p. 2367) – Adopté (p. 2368).

Art. 27 (*Suppression du régime spécial d'assurance-maladie des agents de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines*) – Adopté (p. 2368).

Art. 28 (*Mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale*) (p. 2368) – Adopté (p. 2369).

Art. 29 (*Inéligibilités au conseil d'administration des caisses de sécurité sociale*) – Adopté (p. 2369).

Art. additionnel après l'art. 29 (*Expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes*) (p. 2369) – Adopté (p. 2374).

Art. 30 (*Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi*) – Adopté (p. 2375).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2375, 2378) : MM. Jacques Machet, François Delga, Charles Metzinger, Henri de Raincourt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. André Jourdain ; intervention de Mme Simone Veil, ministre.

Scrutin public n° 40 (p. 2378).

Adoption (8 juin 1994) (p. 2378).

Discussion (commission mixte paritaire)

(12 juillet 1994) (p. 3900, 3913).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3900, 3904) : M. Charles Des-cours, rapporteur pour le Sénat, de la commission mixte paritaire ; Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; M. Ivan Renar.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3904, 3913)

TITRE I^{er}DISPOSITIONS FAVORISANT UNE MEILLEURE
REPARTITION DES RESPONSABILITÉS

Section 1

Gestion séparée des branches

Art. 1^{er} et 2 (p. 3904).

Art. 3 (p. 3905).

Section 2

Clarification des relations entre l'Etat et la sécurité sociale

Art. 6 (p. 3905).

Section 3

Elargissement du champ d'action des organismes nationaux du régime général

Art. 7 (p. 3905).

Art. 10 (p. 3906).

Section 4

Rôle du Parlement en matière de sécurité sociale

Art. 11 (p. 3906).

Art. 11 bis (*Individualisation, en loi de finances initiale, des dotations budgétaires et des ressources fiscales affectées au régime de base de sécurité sociale*) (p. 3906) – Supprimé par la CMP.

Art. 12 (p. 3907).

TITRE II

AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DES ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE

Section 1

Allègement de la tutelle sur les organismes de sécurité sociale

Art. 14 (p. 3907).

Section 2

Réforme de l'organisation des organismes de recouvrement du régime général

Art. 17 (p. 3908).

Section 3

Amélioration de la gestion des organismes du régime général

Art. 19 et 20 (p. 3908).

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE
LES ORGANISMES D'ASSURANCE MALADIE ET
LA PROFESSION DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES

Art. 23 (p. 3909).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Section 1

Amélioration de l'accès à l'assurance-maladie

Art. 24 (p. 3909).

Art. 24 bis (*Prestations d'assurance-maladie des non-salariés non agricoles*) (p. 3910).

Art. 25 (p. 3910).

Section 2

Autres dispositions

Art. 28 bis (*Conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer*) (p. 3910).

Art. 29 (p. 3910).

Art. 29 bis A (*Elargissement de la représentation des associations familiales dans les conseils d'administration de la caisse nationale des allocations familiales et des caisses d'allocations familiales*) (p. 3911).

Art. 29 bis B (*Sécurité sociale des étudiants*) (p. 3911).

Art. 29 bis C (*Concession en location-gérance d'entreprises comportant un établissement pharmaceutique*) (p. 3911).

Art. 29 ter (*Gestion du régime local d'Alsace-Moselle*) (p. 3911).

Art. 29 quater (*Cotisations au régime local d'Alsace-Moselle*) (p. 3911).

Art. 20 quinquies (*Régimes complémentaires vieillesse des professions libérales*) (p. 3911).

Art. 29 sexies (*Vendeurs à domicile*) (p. 3911).

Art. 30 (*Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi*) (p. 3911).

Art. 31 (*Droits de plaidoirie*) (p. 3912).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3912, 3913) : MM. Charles Metzinger, Guy Cabanel ; intervention de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Adoption (12 juillet 1994) (p. 3913).

2. – **Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et por-**

tant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales (1^{er} décembre 1993) [n° 776 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Luc Prél (27 avril 1994) [n° 1165 (93-94)] – Discussion (10 mai 1994) – Adoption (10 mai 1994) [n° 192].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 mai 1994) [n° 424 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (15 juin 1994) [n° 510 (93-94)] – Discussion (23 et 24 juin 1994) – Adoption (24 juin 1994) [n° 179].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1994) [n° 1434 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Luc Prél (30 juin 1994) [n° 1446 (93-94)] – Discussion (4 juillet 1994) – Adoption (4 juillet 1994) [n° 257].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 juillet 1994) [n° 580 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (7 juillet 1994) [n° 592 (93-94)] – Discussion (12 juillet 1994) – Adoption (12 juillet 1994) [n° 200].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 94-348 DC du 3 août 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 6 août 1994) qui déclare contraire à la Constitution, le dernier alinéa de l'article L. 941-2 du code de la sécurité sociale issu de l'article 11 de la loi relative à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes.

PROMULGATION : loi n° 94-678 du 8 août 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 10 août 1994).

Discussion (première lecture)

(23 juin 1994) (p. 2935, 2960) ; (24 juin 1994) (p. 2978, 3019).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2935, 2946) : *Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Charles Metzinger, Jean-Paul Hammann, Louis Mercier, Mme Michelle Demessine, M. Etienne Dailly.*

Motion n° 34 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Paulette Fost, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2947) – *Mme Paulette Fost, M. Bernard Seillier, rapporteur ; Mme Simone Veil, ministre ; MM. Etienne Dailly, Charles Metzinger.*

Rejet de la motion (p. 2949).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2949, 2960) (p. 2978, 3017) : *Mmes Michelle Demessine, Simone Veil, ministre ; MM. Bernard Seillier, rapporteur, Etienne Dailly, Charles Metzinger, Philippe Marini, Mme Paulette Fost, MM. Daniel Millaud, Louis Mercier – MM. Paul Loridant, Alain Vasselle, Jean-Paul Hammann, Robert Vizet, Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé.*

TITRE 1^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 1^{er} (*Création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés*) (p. 2951).

ART. L. 911-1 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE (*Fondements juridiques des couvertures sociales des salariés*) – Adopté (p. 2952).

ART. L. 911-2 DU CODE PRECITE (*Champs d'application des couvertures sociales complémentaires*) – Adopté (p. 2952).

ART. L. 911-3 et L. 911-4 DU CODE PRECITE (*Extension et élargissement des conventions et accords relatifs à la protection sociale complémentaire*) – Adoptés (p. 2952).

ART. L. 911-5 DU CODE PRECITE (*Référendum*) (p. 2952) – Adopté après modification (p. 2953).

– L'article 1^{er} est adopté après modification (p. 2953).

Art. 2 (*Modalités de désignation et clauses de réexamen*) (p. 2954).

ART. L. 912-1 DU CODE PRECITE (p. 2955) – Adopté après modification (p. 2958).

ART. L. 912-2 DU CODE PRECITE (*Garantie des risques dans le cadre d'un accord d'entreprise*) (p. 2958) – Adopté après modification (p. 2959).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 912-2 DU CODE PRECITE (*Conditions obligatoires en cas de changement d'organisme assureur*) (p. 2959) – Adopté (p. 2960).

– L'article 2 est adopté (p. 2980).

Art. 3 (*Clauses prohibées*) (p. 2984) – Adopté après modification (p. 2985).

Art. additionnel après l'art. 3 (*Dispositions communes*) – Adopté (p. 2985).

Art. 4 (*Statut des régimes de retraite complémentaire obligatoire*) (p. 2985) – Adopté (p. 2986).

Art. 5 (*Statut des institutions de retraite complémentaire*) (p. 2986) – Adopté après modification (p. 2987).

Art. 6 (*Dispositions générales et agrément administratif des institutions de prévoyance*) (p. 2987).

ART. L. 931-1 DU CODE PRECITE (*Définition des institutions de prévoyance*) – Adopté (p. 2989).

ART. L. 931-1 BIS DU CODE PRECITE (*Union d'institutions de prévoyance*) (p. 2989) – Adopté après modification (p. 2990).

ART. L. 931-2 A L. 931-7 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 2990).

– L'article 6 est adopté après modification (p. 2990).

Art. 7 (*Fonctionnement des institutions de prévoyance*) (p. 2990) – Adopté après modification (p. 2991).

Art. 8 (*Statut des institutions de prévoyance*) (p. 2991).

ART. L. 931-15 A L. 931-22 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 2994).

ART. L. 931-23 DU CODE PRECITE (*Créances garanties*) – Adopté après modification (p. 2994).

ART. L. 931-24 A L. 931-29 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 2994).

ART. L. 931-30 DU CODE PRECITE (*Règles prudentielles et financières des institutions de prévoyance*) (p. 2994) – Adopté (p. 2996).

ART. L. 931-31 ET L. 931-32 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 2996).

– L'article 8, est adopté après modification (p. 2996).

Art. 9 (*Opérations des institutions de prévoyance*) (p. 2996).

ART. L. 932-1 ET L. 932-2 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 3001).

ART. L. 932-3 DU CODE PRECITE (*Information et consentement réciproque de l'adhérent et de l'institution de prévoyance*) – Adopté après modification (p. 3001).

ART. L. 932-3 BIS ET L. 932-3 TER DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 3001).

ART. L. 932-4 DU CODE PRECITE (*Information du participant*) – Adopté après modification (p. 3001).

ART. L. 932-5 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 3002).

ART. L. 932-6 DU CODE PRECITE (*Nullité de certaines clauses de déchéances*) – Adopté après modification (p. 3002).

ART. L. 932-7 A L. 932-12 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 3002).

ART. L. 932-13 DU CODE PRECITE (*Interdiction de l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation*) – Supprimé (p. 3002).

ART. L. 932-14 A L. 932-34 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 3002).

ART. L. 932-35 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 3002).

PARAGRAPHE II DE L'ARTICLE 9 (*Obligation d'information du comité d'entreprise en cas de retard de paiement des cotisations dues dans le cadre de la protection sociale complémentaire*) – Adopté après modification (p. 3003).

– L'article 9, est adopté après modification (p. 3003).

Art. 10 (*Statut des institutions de retraite supplémentaire*) (p. 3003).

ART. L. 941-1 DU CODE PRECITE (*Gel des institutions de retraite supplémentaire*) (p. 3004) – Adopté après modification (p. 3005).

ART. L. 941-2 DU CODE PRECITE (*Obligation de provisionnement*) (p. 3005) – Adopté après modification (p. 3007).

ART. L. 941-3 A L. 941-5 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 3007).

– L'article 10, est adopté après modification (p. 3007).

Art. 11 (*Contrôle des institutions*) (p. 3007) – Adopté après modification (p. 3008).

Art. additionnel avant l'art. 12 (*Utilisation des fichiers nominatifs*) – Adopté (p. 3014).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 12 (*Institutions relevant du code rural*) – Adopté (p. 3015).

Art. 13 (*Coordination*) (p. 3015) – Adopté après modification (p. 3016).

Art. 13 bis (*Actions subrogatoires à l'encontre des responsables d'accidents du travail*) – Adopté (p. 3016).

Art. 14 (*Abrogation*) (p. 3016) – Adopté (p. 3017).

Art. 15 (*Dispositions transitoires*) (p. 2980 ; priorité ordonnée le 23 juin 1994, p. 2960) – Adopté après modification (p. 2984).

Art. 16 (*Dispositions d'applications*) – Adopté (p. 3017).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3017, 3019) : *Mme Françoise Seligmann, MM. Robert Vizet, Jean-Jacques Robert ; intervention de M. Bernard Seillier, rapporteur.*

Adoption (24 juin 1994) (p. 3019).

Discussion (deuxième lecture)

(12 juillet 1994) (p. 3876, 3882).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3876, 3878) : *Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; M. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3878, 3880) : *MM. Philippe Marini, Bernard Seillier, rapporteur ; Mme Simone Veil, ministre ; M. Charles Metzinger.*

Art. 12 A (*fichiers nominatifs*) (p. 3878) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

La suppression de l'article est maintenue (p. 3880).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3880, 3882) : *MM. Charles Metzinger, Ivan Renar, Alain Vasselle, Philippe Marini ; intervention de Mme Simone Veil, ministre.*

Adoption (12 juillet 1994) (p. 3882).

Service militaire adapté (SMA)

Voir *Lois de finances, 2*, Départements et territoires d'outre-mer

Service national

Voir *Défense, 3*

Politique économique et sociale, 2
Traités et conventions, 43

1. – **Proposition de loi portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck Sérusclat, sénateur (10 novembre 1992) [n° 39 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Reprise par son auteur le 6 avril 1994.

Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)

Voir *Protection civile, 1*

Services publics locaux

Voir *Aménagement du territoire, 1*

Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications, 1 ; 15 ; 16 ; 37 ; 39 ; 42*

Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications, 5 ; 20 ; 38*

Slovenie

Voir *Allocutions et communications, 11*

Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)

Voir *Privatisations, 2*

Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)

Voir *Propriété intellectuelle, 3*

Société nationale des chemins de fer (SNCF)

Voir *Rappels au règlement, 26*

Sociétés civiles et commerciales

1. – **Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (5 mai 1993) [n° 292 rect. bis (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (29 septembre 1993) [n° 457 (92-93)] – Discussion (7 octobre 1993) – (Voir Table thématique 1993 – Sociétés civiles et commerciales 1) – Adoption (7 octobre 1993) [n° 3].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1993) [n° 589 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hiest (8 décembre 1993) [n° 824 (93-94)] – Discussion (16 décembre 1993) – Adoption (16 décembre 1993) [n° 115].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1993) [n° 195 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (21 décembre 1993) [n° 206 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – (Voir Table thématique 1993 – Sociétés civiles et commerciales 1) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1993) [n° 912 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques

Hyst (1^{er} juin 1994) [n° 1297 (93-94)] – Discussion (15 juin 1994) – Adoption (15 juin 1994) [n° 221].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (15 juin 1994) [n° 516 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (22 juin 1994) [n° 540 (93-94)] – Discussion (28 juin 1994) – Adoption (28 juin 1994) [n° 181].

PROMULGATION : loi n° 94-578 du 12 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1994).

Discussion (troisième lecture)

(28 juin 1994) (p. 3039, 3044).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3039, 3043) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3043) : *M. Etienne Dailly, rapporteur.*

Art. unique (*Majoration de dividende*) – Adopté (p. 3044).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3044) : *M. Claude Estier ; intervention de M. Etienne Dailly, rapporteur.*

Adoption (28 juin 1994) (p. 3044).

Sondages et enquêtes

1. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (28 septembre 1992) [n° 518 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par son auteur le 6 avril 1994.

Sports

Voir *Rappels au règlement, 15 bis*

1. – **Proposition de loi tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants, animateurs, entraîneurs bénévoles**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-23 mars 1994) [n° 298 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Stupéfiants

1. – **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-24 août 1994) [n° 611 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations unies contre le tra-**

fic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (12 octobre 1994) [n° 29 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

Successions et libéralités

1. – **Projet de loi pris en application de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, faite à Washington le 26 octobre 1973, et désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testaments internationaux**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (13 octobre 1993) [n° 599 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raoul Beteille (2 décembre 1993) [n° 787 (93-94)] – Discussion (8 décembre 1993) – Adoption (8 décembre 1993) [n° 98] NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testament international ».**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1993) [n° 166 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (6 avril 1994) [n° 312 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 165 (93-94) – Traités et conventions 9) – Adoption (14 avril 1994) [n° 94].

PROMULGATION : loi n° 94-337 du 29 avril 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 avril 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1118, 1121).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1118, 1120) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 165 (93-94) – Traités et conventions 9)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1121)

Art. unique (*Application de la convention*) – Adopté (p. 1121).

Adoption (14 avril 1994) (p. 1121).

Suède

Voir *Traités et conventions, 61 ; 63*

Sûretés

Voir *Entreprises, 1*

Surveillance, gardiennage et transport de fonds

Voir *Ordre public, 1*

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA)

Voir *Politique économique et sociale, 2*
Rapports du Gouvernement, 18

T

Tabacs et allumettes

Voir *Politique économique et sociale*, 1

Taxe professionnelle

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Rapports du Gouvernement, 1

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, 1

Taxis

Voir *Travailleurs indépendants*, 1

Télécommunications

Voir *Aménagement du territoire*, 1

Télévision (chaînes)

Voir *Rapports du Gouvernement*, 16

Terres agricoles

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

Voir *Lois de finances*, 2, *Départements et territoires d'outre-mer*

Territoires d'outre-mer (TOM)

Voir *Elections*, 2
Lois de finances, 2, *Départements et territoires d'outre-mer*
Rapports du Gouvernement, 21

1. – **Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Dominique Perben, ministre des départements et territoires d'outre-mer (15 décembre 1993) [n° 190 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (5 janvier 1994) [n° 228 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 277 (93-94) – Territoires d'outre-mer 2) – Adoption (20 avril 1994) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 avril 1994) [n° 1155 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Francis Delattre sur les projets de loi n° 277 et n° 190 (11 mai 1994) [n° 1223 (93-94)] – Discussion (24 mai 1994) – Adoption (24 mai 1994) [n° 208].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 94-340 DC du 14 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juin 1994 qui déclare la loi conforme à la Constitution).

PROMULGATION : loi n° 94-499 du 21 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 22 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(20 avril 1994) (p. 1173, 1178).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1173, 1178) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 277 (93-94) –

Territoires d'outre-mer 2) : *MM. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM ; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Millaud, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1178)

Art. 1^{er} (*Transfert des compétences*) – Adopté (p. 1178).

Art. 2 (*Mesures d'accompagnement du transfert des compétences*) – Adopté (p. 1178).

Art. 3 (*Entrée en vigueur du transfert des compétences*) – Adopté (p. 1178).

Adoption (20 avril 1994) (p. 1178).

2. – **Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, et par M. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994 - 3 février 1994) [n° 277 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (13 avril 1994) [n° 333 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 190 (93-94) – Territoires d'outre-mer 1) – Adoption (20 avril 1994) [n° 107].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 avril 1994) [n° 1156 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Francis Delattre sur les projets de loi n° 190 et n° 277 (11 mai 1994) [n° 1223 (93-94)] – Discussion (24 mai 1994) – Adoption (24 mai 1994) [n° 209].

PROMULGATION : loi n° 94-443 du 3 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(20 avril 1994) (p. 1173, 1182).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1173, 1178) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 190 (93-94) – Territoires d'outre-mer 1)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1178, 1182) : *MM. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM ; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Emmanuel Hamel, Daniel Millaud, Robert Pagès.*

Art. 1^{er} (*Intégration des personnels appartenant au corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française*) – Adopté (p. 1179).

Art. 2 (*Intégration des agents non fonctionnaires*) (p. 1179) – Adopté après modification (p. 1181).

Art. 3 (*Garantie d'affectation sur le territoire*) – Adopté (p. 1182).

Art. 4 (*Décret en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 1182).

Art. 5 (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 1182).

Adoption (20 avril 1994) (p. 1182).

Terrorisme

1. – **Proposition de loi relative à l'imprescriptibilité des actes de terrorisme**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Ernest Cartigny, sénateur (2 novembre 1994) [n° 50 (94-95)].

Textile (industrie)

Voir *Traités et conventions*, 65

1. – **Proposition de loi tendant à mettre en oeuvre dix mesures anti-délocalisation dans le secteur du textile-habillement-cuir**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Ivan Renar, sénateur et plusieurs de ses collègues (19 octobre 1994) [n° 36 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Théâtre

Voir *Lois de finances, 2*, Culture et francophonie

Tourisme

Voir *Lois de finances, 2*, Départements et territoires d'outre-mer ;
Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme

Tourisme rural

Voir *Environnement, 3*

Toxicomanie

Voir *Stupéfiants, 1 ; 2*

Traités et conventions

Voir *Europe, 1*
Rapports d'information, 4
Successions et libéralités, 1
Traités et conventions, 2 ; 3 ; 6 ; 15

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et les Communautés européennes portant sur le transfert de droits à pension (ensemble quatre annexes)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 – 3 février 1993) [n° 213 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Rouvière (15 novembre 1993) [n° 91 (93-94)] – Discussion (18 décembre 1993) – (Voir table thématique 1993 – Traités et conventions 9) – Adoption (18 décembre 1993) [n° 48].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1993) [n° 871 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Colombani (11 mai 1994) [n° 1231 (93-94)] – Discussion (20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 198].

PROMULGATION : loi n° 94-427 du 28 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 31 mai 1994).

2. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)**, PRESENTE AU SENAT au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (8 décembre 1993) [n° 158 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport commun de M. Emmanuel Hamel sur les projets de loi n° 158 du 8 décembre 1993 et n° 159 du 8 décembre 1993 (6 avril 1994) [n° 313 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 159 (93-94) – Traités et conventions 3) – Adoption (14 avril 1994) [n° 104].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1994) [n° 1131 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1135, 1137).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1135, 1136) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 159 (93-94) – Traités et conventions 3) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances ; Daniel Millaud.*

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 1137)

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1137) : *M. Daniel Millaud.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1137).

3. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations**, PRESENTE AU SENAT au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (8 décembre 1993) [n° 159 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport commun de M. Emmanuel Hamel sur les projets de loi n° 158 du 8 décembre 1993 et n° 159 du 8 décembre 1993 – Traités et conventions (6 avril 1994) [n° 313 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 158 (93-94) – Traités et conventions 2) – Adoption (14 avril 1994) [n° 103].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1994) [n° 1132 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Marc Reyman (11 mai 1994) [n° 1227 (93-94)] – Discussion (20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 201].

PROMULGATION : loi n° 94-429 du 28 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 31 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1135, 1137).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1135, 1136) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 158 (93-94) – Traités et conventions 2)

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 1137)

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1137) : *M. Daniel Millaud.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1137).

4. – **Projet de loi autorisant l'approbation du Protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance**, PRESENTE AU SENAT au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (8 décembre 1993) [n° 160 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (6 avril 1994) [n° 319 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 96].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1994) [n° 1135 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (11 mai 1994) [n° 1224 (93-94)] – Discussion (20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 206].

PROMULGATION : loi n° 94-425 du 28 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 31 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1122, 1123).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1122, 1123) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel d'Aillières, en remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1123)

Adoption (14 avril 1994) (p. 1123).

5. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (5 août 1993) [n° 500 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Habig (25 novembre 1993) [n° 763 (93-94)] – Discussion (8 décembre 1993) – Adoption (8 décembre 1993) [n° 95].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1993) [n° 164 (93-94)] – Renvoi à la commission des

finances – Rapport de M. Jacques Chaumont (6 avril 1994) [n° 321 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 100].

PROMULGATION : loi n° 94-321 du 25 avril 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 avril 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1131, 1133).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1131, 1132) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1132) – Adopté (p. 1133)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1133) : *M. Daniel Milaud ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1133).

6. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international (ensemble une annexe) faite à Washington le 26 octobre 1973, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE** au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (13 octobre 1993) [n° 598 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Terrot (25 novembre 1993) [n° 760 (93-94)] – Discussion (9 décembre 1993) – Adoption (9 décembre 1993) [n° 97].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1993) [n° 165 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Habert (13 avril 1994) [n° 335 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (93-94) – Traités et conventions 6 bis) – Adoption (14 avril 1994) [n° 93].

PROMULGATION : loi n° 94-320 du 25 avril 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 avril 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1118, 1121).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1118, 1121) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (93-94) – Traités et conventions 6 bis) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Habert, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois.*

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 1121)

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1121) : *M. Daniel Milaud.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1121).

6 bis. – **Projet de loi pris en application de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, faite à Washington le 26 octobre 1973, et désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testaments internationaux**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (13 octobre 1993) [n° 599 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raoul Béteille (2 décembre 1993) [n° 787 (93-94)] – Discussion (8 décembre 1993) – Adoption (8 décembre 1993) [n° 98].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testament international.** »

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1993) [n° 166 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (6 avril 1994) [n° 312 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 165 (93-94) – Traités et conventions 6 – Adoption (14 avril 1994) [n° 94].

PROMULGATION : loi n° 94-337 du 29 avril 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 avril 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1118, 1121).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1118, 1121) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 16 (93-94) – Traités et conventions 6)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1121)

Art. 1^{er} (*Désignation des personnes habilitées à instrumenter en matière de testament international*) – Adopté (p. 1121)

Art. 2 (*Application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 1121).

Adoption (14 avril 1994) (p. 1121).

7. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE** au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (5 août 1993) [n° 503 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (25 novembre 1993) [n° 762 (93-94)] – Discussion (8 décembre 1993) – Adoption (8 décembre 1993) [n° 99].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1993) [n° 167 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Chaumont (6 avril 1994) [n° 317 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 99].

PROMULGATION : loi n° 94-323 du 25 avril 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 avril 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1129, 1131).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1129, 1131) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances.*

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 1131)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1131) : *M. Daniel Milaud ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1131).

8. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (3 novembre 1993) [n° 681 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Habig (9 décembre 1993) [n° 833 (93-94)] – Discussion (14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 107].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1993) [n° 176 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Emmanuel Hamel (6 avril 1994) [n° 316 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 102].

PROMULGATION : loi n° 94-324 du 25 avril 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 avril 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1134, 1135).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1134, 1135) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances.*

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 1135)

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1135) : *M. Daniel Millaud*.

Adoption (14 avril 1994) (p. 1135).

9. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, portant interprétation de la convention fiscale du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (3 novembre 1993) [n° 682 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Harcourt (9 décembre 1993) [n° 835 (93-94)] – Discussion (14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 108].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1993) [n° 177 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Emmanuel Hamel (6 avril 1994) [n° 315 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 101].

PROMULGATION : loi n° 94-322 du 25 avril 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 avril 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1133, 1134).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1133) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1133) – Adopté (p. 1134)

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1134) : *M. Daniel Millaud ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1134).

10. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement de la convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « EUMETSAT », PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE** au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (3 novembre 1993) [n° 684 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Michel Ferrand (9 décembre 1993) [n° 834 (93-94)] – Discussion (14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 109].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1993) [n° 178 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (19 janvier 1994) [n° 253 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 95].

PROMULGATION : loi n° 94-319 du 25 avril 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 avril 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1121, 1122).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1121, 1122) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1122)

Adoption (14 avril 1994) (p. 1122).

11. – **Projet de loi portant autorisation de la prolongation de la durée de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement (18 janvier 1994) [n° 949 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Léonce Deprez (21 janvier 1994) [n° 960 (93-94)] – Discussion (25 janvier 1994) – Adoption (25 janvier 1994) [n° 149].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 janvier 1994) [n° 265 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Désiré Debavelaere (26 janvier 1994) [n° 267 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 86].

PROMULGATION : loi n° 94-103 du 5 février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 8 février 1994).

Discussion (première lecture)

(27 janvier 1994) (p. 666, 668).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 666, 668) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Désiré Debavelaere, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 668)

Explication de vote sur l'ensemble (p. 668) : *M. André Rouvière.*

Adoption (27 janvier 1994) (p. 668).

12. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (18 janvier 1994) [n° 950 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Willy Diméglio (20 janvier 1994) [n° 959 (93-94)] – Discussion (25 janvier 1994) – Adoption (25 janvier 1994) [n° 150].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 janvier 1994) [n° 266 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (26 janvier 1994) [n° 270 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 87].

PROMULGATION : loi n° 94-107 du 5 février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 8 février 1994).

Discussion (première lecture)

(27 janvier 1994) (p. 669, 673).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 669, 673) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; André Rouvière.*

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 673)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 673) : *MM. Jean Garcia, Emmanuel Hamel.*

Adoption (27 janvier 1994) (p. 673).

13. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (15 décembre 1993) [n° 850 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Nungesser (20 janvier 1994) [n° 958 (93-94)] – Discussion (25 janvier 1994) – Adoption (25 janvier 1994) [n° 145].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 janvier 1994) [n° 264 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (26 janvier 1994) [n° 269 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 85].

PROMULGATION : loi n° 94-106 du 5 février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 8 février 1994).

Discussion (première lecture)

(27 janvier 1994) (p. 662, 666).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 662, 664) : *MM. Michel Barnier, ministre de l'environnement ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 664)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 664, 665) : *MM. André Rouvière, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Michel Barnier, ministre.*

Adoption (27 janvier 1994) (p. 666).

14. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif)**, PRESENTE AU SENAT au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994 - 17 février 1994) [n° 284 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul d'Ornano (13 avril 1994) [n° 336 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 98].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1994) [n° 1133 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (11 mai 1994) [n° 1226 (93-94)] – Discussion (20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 205].

PROMULGATION : loi n° 94-426 du 28 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 31 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1127, 1129).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1127, 1129) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Paul d'Ornano, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE – Adopté (p. 1129)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1129) : *MM. Hubert Durand-Chastel, Daniel Millaud, Jean Garcia.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1129).

15. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**, PRESENTE AU SENAT au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994 - 17 février 1994) [n° 285 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Boyer (6 avril 1994) [n° 318 (93-94)] – Discussion (14 avril 1994) – Adoption (14 avril 1994) [n° 97].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1994) [n° 1134 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (11 mai 1994) [n° 1225 (93-94)] – Discussion (20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 202].

PROMULGATION : loi n° 94-424 du 28 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 31 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1994) (p. 1124, 1127).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1124, 1126) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1126) – Adopté (p. 1127)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1126, 1127) : *M. Daniel Millaud ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

Adoption (14 avril 1994) (p. 1127).

16. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouverne-**

ment de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994 - 3 mars 1994) [n° 292 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (20 avril 1994) [n° 347 (93-94)] – Discussion (11 mai 1994) – Adoption (11 mai 1994) [n° 122].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1994) [n° 1235 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Gabriel Kasperreit (16 juin 1994) [n° 1390 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 234].

PROMULGATION : loi n° 94-538 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(11 mai 1994) (p. 1566, 1568).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1566, 1567) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Michel d'Aillières, en remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1567) – Adopté (p. 1568)

Adoption (11 mai 1994) (p. 1568).

17. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994 - 3 mars 1994) [n° 293 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (20 avril 1994) [n° 348 (93-94)] – Discussion (11 mai 1994) – Adoption (11 mai 1994) [n° 123].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1994) [n° 1234 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Christiane Taubéra-Delannon (16 juin 1994) [n° 1389 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 233].

PROMULGATION : loi n° 94-537 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(11 mai 1994) (p. 1568, 1569).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1568, 1569) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1569)

Adoption (11 mai 1994) (p. 1569).

18. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité de bon voisinage d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994 - 10 mars 1994) [n° 297 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (20 avril 1994) [n° 349 (93-94)] – Discussion (11 mai 1994) – Adoption (11 mai 1994) [n° 124].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1994) [n° 1233 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (9 juin 1994) [n° 1365 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 231].

PROMULGATION : loi n° 94-539 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(11 mai 1994) (p. 1569, 1570).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1569, 1570) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1570)

Adoption (11 mai 1994) (p. 1570).

19. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (30 novembre 1993) [n° 770 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. René André (14 avril 1994) [n° 1124 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 162].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 359 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Estier (27 avril 1994) [n° 377 (93-94)] – Discussion (11 mai 1994) – Adoption (11 mai 1994) [n° 121].

PROMULGATION : loi n° 94-374 du 14 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 15 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(11 mai 1994) (p. 1564, 1566).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1564, 1566) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1566)

Adoption (11 mai 1994) (p. 1566).

20. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (22 décembre 1993) [n° 915 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Claude Mignon (14 avril 1994) [n° 1125 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 163].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 360 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Poniatowski (27 avril 1994) [n° 379 (93-94)] – Discussion (11 mai 1994) – Adoption (11 mai 1994) [n° 126].

PROMULGATION : loi n° 94-402 du 20 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 21 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(11 mai 1994) (p. 1571, 1575).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1571, 1575) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Michel Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Boyer, Jean-Luc Bécart.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1575)

Adoption (11 mai 1994) (p. 1575).

21. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (6 janvier 1994) [n° 919 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires

étrangères – Rapport commun de M. Richard Cazenave sur les projets de loi n° 920, 921, 922, 923 et 924 du 6 janvier 1994 – Traités et conventions (14 avril 1994) [n° 1129 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 164].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 361 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 mai 1994) [n° 436 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – Rapport et discussion générale communs avec les projets de loi n° 362, 363, 364, 365 et 366 (93-94) – Traités et conventions 22 à 26) – Adoption (21 juin 1994) [n° 160].

PROMULGATION : loi n° 94-535 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2713, 2717).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2713, 2716) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 362, 363, 364, 365 et 366 (93-94) – Traités et conventions 22 à 26) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; MM. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères, Jean Garcia, Jacques Habert.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2717)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2713).

22. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (6 janvier 1994) [n° 920 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Richard Cazenave sur les projets de loi n° 919, 921, 922, 923, 924 du 6 janvier 1994 – Traités et conventions (14 avril 1994) [n° 1129 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 165].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 362 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 mai 1994) [n° 436 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Rapport et discussion générale communs avec les projets de loi n° 361, 363, 364, 365 et 366 (93-94) – Traités et conventions 21 et 23 à 26) – Adoption (21 juin 1994) [n° 161].

PROMULGATION : loi n° 94-534 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2713, 2717).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2713, 2716) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 361, 363, 364, 365 et 366 (93-94) – Traités et conventions 21 et 23 à 26)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2717)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2717).

23. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Burkina-Faso**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (6 janvier 1994) [n° 921 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Richard Cazenave sur les projets de loi n° 919, 920, 922, 923 et 924 du 6 janvier 1994 – Traités et conventions (14 avril 1994) [n° 1129 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 166].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 363 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 mai 1994) [n° 436 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Rapport et discussion générale communs avec les projets de loi n° 361, 362,

364, 365 et 366 (93-94) – Traités et conventions **21**, 22, 24 à 26) – Adoption (21 juin 1994) [n° 162].

PROMULGATION : loi n° 94-533 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2713, 2717).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2713, 2716) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n°s **361**, 362 et 364 à 366 (93-94) – Traités et conventions **21**, 22, 24 à 26)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2717)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2717).

24. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relative à la circulation et au séjour des personnes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (6 janvier 1994) [n° 922 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Richard Cazenave sur les projets de loi n°s 919, 920, 921, 923 et 924 du 6 janvier 1994 – Traités et conventions (14 avril 1994) [n° 1129 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 167].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 364 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 mai 1994) [n° 436 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Rapport et discussion générale communs avec les projets de loi n°s **361**, 362, 363, 365 et 366 (93-94) – Traités et conventions **21**, 22, 23, 25 et 26) – Adoption (21 juin 1994) [n° 163].

PROMULGATION : loi n° 94-532 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2713, 2717).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2713, 2716) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n°s **361**, 362, 363, 365 et 366 (93-94) – Traités et conventions **21**, 22, 23, 25 et 26)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2717)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2717).

25. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (6 janvier 1994) [n° 923 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Richard Cazenave sur les projets de loi n°s 919, 920, 921, 922 et 924 du 6 janvier 1994 – Traités et conventions (14 avril 1994) [n° 1129 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 168].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 365 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 mai 1994) [n° 436 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Rapport et discussion générale communs avec les projets de loi n°s **361**, 362, 363, 364 et 366 (93-94) – Traités et conventions **21**, 22 à 24, 26) – Adoption (21 juin 1994) [n° 164].

PROMULGATION : loi n° 94-531 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2713, 2717).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2713, 2716) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n°s **361**, 362, 363, 364 et 366 (93-94) – Traités et conventions **21**, 22 à 24, 26)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2717)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2717).

26. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (6 janvier 1994) [n° 924 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Richard Cazenave sur les projets de loi n°s 919, 920, 921, 922 et 923 du 6 janvier 1994 – Traités et conventions (14 avril 1994) [n° 1129 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 169].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 366 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 mai 1994) [n° 436 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Rapport et discussion générale communs avec les projets de loi n°s **361**, et 362 à 365 (93-94) – Traités et conventions **21** et 22 à 25) – Adoption (21 juin 1994) [n° 165].

PROMULGATION : loi n° 94-543 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2713, 2717).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2713, 2716) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n°s **361** et 362 à 365 (93-94) – Traités et conventions **21** et 22 à 25)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2717)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2717).

27. – Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (12 janvier 1994) [n° 933 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Yves Le Déaut (14 avril 1994) [n° 1126 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 170].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 367 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (27 avril 1994) [n° 380 (93-94)] – Discussion (11 mai 1994) – Adoption (11 mai 1994) [n° 127].

PROMULGATION : loi n° 94-401 du 20 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 21 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(11 mai 1994) (p. 1575, 1577).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1575, 1577) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères, Jacques Habert.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1577)

Adoption (11 mai 1994) (p. 1577).

28. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (26 janvier 1994) [n° 975 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Blum (14 avril 1994) [n° 1127 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 171].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 368 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (25 mai 1994)

[n° 455 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – Adoption (21 juin 1994) [n° 167].

PROMULGATION : loi n° 94-542 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2719, 2721).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2719, 2720) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2721)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2721).

29. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche (ensemble un protocole)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (3 février 1994) [n° 1004 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Charles (14 avril 1994) [n° 1128 (93-94)] – Discussion (20 avril 1994) – Adoption (20 avril 1994) [n° 172].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1994) [n° 369 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (4 mai 1994) [n° 396 (93-94)] – Discussion (11 mai 1994) – Adoption (11 mai 1994) [n° 125].

PROMULGATION : loi n° 94-403 du 20 mai 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 21 mai 1994).

Discussion (première lecture)

(11 mai 1994) (p. 1570, 1571).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1570, 1571) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 1571)

Adoption (11 mai 1994) (p. 1571).

30. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Régina, Canada, le 28 mai 1987**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (28 avril 1993) [n° 121 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Nungesser (5 mai 1994) [n° 1215 (93-94)] – Discussion (9 mai 1994) – Adoption (9 mai 1994) [n° 187].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 mai 1994) [n° 406 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 mai 1994) [n° 432 (93-94)] – Discussion (3 juin 1994) – Adoption (3 juin 1994) [n° 143].

PROMULGATION : loi n° 94-480 du 10 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1994) (p. 2202, 2205).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2202, 2204) : *MM. Michel Barnier, ministre de l'environnement ; Bernard Guyomard, en remplacement de M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2204) – Adopté (p. 2205)

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2205) : *M. Jacques Habert.*

Adoption (3 juin 1994) (p. 2205).

31. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (23 février 1994) [n° 1017 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Georges Mesmin portant également sur le projet de loi n° 1018 du 23 février 1994 (28 avril 1994) [n° 1177 (93-94)] – Discussion (9 mai 1994) – Adoption (9 mai 1994) [n° 188].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 mai 1994) [n° 407 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Bernard Guyomard portant également sur le projet de loi n° 1018 (93-94) (18 mai 1994) [n° 435 (93-94)] – Discussion (3 juin 1994) – Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 408 (93-94) – Traités et conventions n° 32) – Adoption (3 juin 1994) [n° 144].

PROMULGATION : loi n° 94-478 du 10 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1994) (p. 2205, 2206).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2205, 2206) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 408 (93-94)) – Traités et conventions n° 32) : *MM. Michel Barnier, ministre de l'environnement ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2206)

Adoption (3 juin 1994) (p. 2206).

32. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres, le 27 novembre 1992**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (23 février 1994) [n° 1018 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Georges Mesmin portant également sur le projet de loi n° 1017 du 23 février 1994 (28 avril 1994) [n° 1177 (93-94)] – Discussion (9 mai 1994) – Adoption (9 mai 1994) [n° 189].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 mai 1994) [n° 408 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Bernard Guyomard portant également sur le projet de loi n° 1017 (93-94) (18 mai 1994) [n° 435 (93-94)] – Discussion (3 juin 1994) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 407 (93-94)) – Traités et conventions 31) – Adoption (3 juin 1994) [n° 145].

PROMULGATION : loi n° 94-479 du 10 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1994) (p. 2205, 2206).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2205, 2206) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 407 (93-94) – Traités et conventions 31)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2206)

Adoption (3 juin 1994) (p. 2206).

33. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la diversité biologique, adoptée le 22 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre,

par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (20 avril 1994) [n° 1151 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Demange (4 mai 1994) [n° 1211 (93-94)] – Discussion (9 mai 1994) – Adoption (9 mai 1994) [n° 190].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 mai 1994) [n° 409 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Rouvière (18 mai 1994) [n° 433 (93-94)] – Discussion (3 juin 1994) – Adoption (3 juin 1994) [n° 142].

PROMULGATION : loi n° 94-477 du 10 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1994) (p. 2200, 2202).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2200, 2202) : *MM. Michel Barnier, ministre de l'environnement ; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2202)

Adoption (3 juin 1994) (p. 2202).

34. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (11 mai 1994) [n° 420 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Chaumont (15 juin 1994) [n° 508 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – Adoption (21 juin 1994) [n° 175].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 1400 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Barate (28 septembre 1994) [n° 1539 (93-94)] – Discussion (4 octobre 1994) – Adoption (4 octobre 1994) [n° 271].

PROMULGATION : loi n° 94-882 du 14 octobre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 15 octobre 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2731, 2732).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2731, 2732) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; M. Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2732)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2732).

35. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, modifiée par l'avenant du 27 septembre 1989**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (11 mai 1994) [n° 421 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Emmanuel Hamel (15 juin 1994) [n° 509 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Rapport et discussion générale communs avec ceux des projets de loi n°s 423 et 422 (93-94) – Traités et conventions 37 et 36) – Adoption (21 juin 1994) [n° 174].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 1403 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Aymeri de Montesquiou (28 septembre 1994) [n° 1540 (93-94)] – Discussion (4 octobre 1994) – Adoption (4 octobre 1994) [n° 273].

PROMULGATION : loi n° 94-880 du 14 octobre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 15 octobre 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2729, 2731).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2729, 2730) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n°s 423 et 422 (93-94) – Traités et conventions 37 et 36)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2731)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2731).

36. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 juillet 1989 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (11 mai 1994) [n° 422 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Emmanuel Hamel (15 juin 1994) [n° 509 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Rapport et discussion générale communs avec les projets de loi n°s 423 et 421 (93-94) – Traités et conventions 37 et 35) – Adoption (21 juin 1994) [n° 173].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 1404 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Aymeri de Montesquiou (28 septembre 1994) [n° 1540 (93-94)] – Discussion (4 octobre 1994) – Adoption (4 octobre 1994) [n° 274].

PROMULGATION : loi n° 94-881 du 14 octobre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 15 octobre 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2729, 2731).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2729, 2730) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 423 et n° 421 (93-94) – Traités et conventions 37 et 35)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2730)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2730).

37. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 18 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (11 mai 1994) [n° 423 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Emmanuel Hamel (15 juin 1994) [n° 509 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Rapport et discussion générale communs avec ceux des projets de loi n°s 422 et 421 (93-94) – Traités et conventions 36 et 35) – Adoption (21 juin 1994) [n° 172].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 1401 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Aymeri de Montesquiou (28 septembre 1994) [n° 1540 (93-94)] – Discussion (4 octobre 1994) – Adoption (4 octobre 1994) [n° 272].

PROMULGATION : loi n° 94-883 du 14 octobre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 15 octobre 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2729, 2730).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2729, 2730) – (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n°s 421 et 422 (93-94) – Traités et conventions 35 et 36) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; M. Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2730)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2730).

38. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés euro-**

peennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (18 mai 1994) [n° 440 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Poniatowski (16 juin 1994) [n° 521 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 441 (93-94) – Traités et conventions 39) – Adoption (21 juin 1994) [n° 170].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 1399 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Michel Ferrand (30 juin 1994) [n° 1449 (93-94)] – Discussion (4 juillet 1994) – Adoption (4 juillet 1994) [n° 254].

PROMULGATION : loi n° 94-581 du 12 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2725, 2729).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2725, 2728) – (Discussion générale commune avec celle du projet n° 441 (93-94) – Traités et conventions 39) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; M. Michel Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2729)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2729).

39. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (18 mai 1994) [n° 441 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Poniatowski (16 juin 1994) [n° 522 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 440 (93-94) – Traités et conventions 38) – Adoption (21 juin 1994) [n° 171].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1994) [n° 1450 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (30 juin 1994) [n° 1450 (93-94)] – Discussion (4 juillet 1994) – Adoption (4 juillet 1994) [n° 255].

PROMULGATION : loi n° 94-579 du 12 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2725, 2729).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2725, 2728) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 440 (93-94) – Traités et conventions 38)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2729)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2729).

40. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1989 sur le jute et les articles en jute, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (12 janvier 1994) [n° 932 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Guillaume (11 mai 1994) [n° 1230 (93-94)] – Discussion (20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 203].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1994) [n° 446 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (25 mai 1994) [n° 456 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – Adoption (21 juin 1994) [n° 166].

PROMULGATION : loi n° 94-544 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2717, 2719).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2717, 2718) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; M. Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2719)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2719).

41. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan (ensemble un protocole de coopération économique), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (26 janvier 1994) [n° 974 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Aymeri de Montesquiou (11 mai 1994) [n° 1229 (93-94)] – Discussion (20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 204].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1994) [n° 447 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (1^{er} juin 1994) [n° 480 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – Adoption (21 juin 1994) [n° 168].

PROMULGATION : loi n° 94-540 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2721, 2723).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2721, 2723) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; M. Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2723)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2723).

42. – **Projet de loi autorisant la ratification de l'acte portant révision de l'article 63 de la convention sur la délivrance de brevets européens (convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973, fait à Munich le 17 octobre 1991, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (16 février 1994) [n° 1012 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Froment (11 mai 1994) [n° 1228 (93-94)] – Discussion (20 mai 1994) – Adoption (20 mai 1994) [n° 199].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1994) [n° 448 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Hubert Durand-Chastel (25 mai 1994) [n° 457 (93-94)] – Discussion (21 juin 1994) – Adoption (21 juin 1994) [n° 169].

PROMULGATION : loi n° 94-541 du 28 juin 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1994).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1994) (p. 2723, 2725).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2723, 2725) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; MM. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 2725)

Adoption (21 juin 1994) (p. 2725).

43. – **Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième protocole portant modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, PRESENTE AU**

SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (15 juin 1994) [n° 512 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Hubert Durand-Chastel (5 octobre 1994) [n° 5 (94-95)] – Discussion (14 octobre 1994) – Adoption (14 octobre 1994) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1994) [n° 1587 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (1^{er} décembre 1994) [n° 1751 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 294].

PROMULGATION : loi n° 94-1080 du 15 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 16 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1994) (p. 4360, 4362).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4360, 4362) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 4362)

Adoption (14 octobre 1994) (p. 4362).

44. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (15 juin 1994) [n° 513 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Poniatowski (22 juin 1994) [n° 536 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 184].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1994) [n° 1453 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Georges Mesmin (30 juin 1994) [n° 1454 (93-94)] – Discussion (4 juillet 1994) – Adoption (4 juillet 1994) [n° 256].

PROMULGATION : loi n° 94-580 du 12 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1994) (p. 3278, 3280).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3278, 3280) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Serge Vinçon, en remplacement de M. Michel Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 3280)

Adoption (30 juin 1994) (p. 3280).

45. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Ghana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (25 mai 1994) [n° 1284 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Terrot (16 juin 1994) [n° 1393 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 228].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 525 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Chaumont (6 octobre 1994) [n° 10 (94-95)] – Discussion (14 octobre 1994) – Adoption (14 octobre 1994) [n° 11].

PROMULGATION : loi n° 94-925 du 26 octobre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 27 octobre 1994).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1994) (p. 4363, 4364).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4363, 4364) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 4364)

Adoption (14 octobre 1994) (p. 4364).

46. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 6 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, modifiée par l'avenant du 25 février 1985**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (25 mai 1994) [n° 1282 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Terrot (16 juin 1994) [n° 1392] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 229].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 526 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Chaumont (6 octobre 1994) [n° 11 (94-95)] – Discussion (14 octobre 1994) – Adoption (14 octobre 1994) [n° 10].

PROMULGATION : loi n° 94-924 du 26 octobre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 27 octobre 1994).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1994) (p. 4362, 4363).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4362, 4363) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 4363)

Adoption (14 octobre 1994) (p. 4363).

47. – **Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe Occidentale**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (25 mai 1994) [n° 1283 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Dominique Paille (16 juin 1994) [n° 1391 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 232].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 528 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Vinçon (22 juin 1994) [n° 537 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 185].

PROMULGATION : loi n° 94-585 du 13 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1994) (p. 3280, 3283).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3280, 3283) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 3283)

Adoption (30 juin 1994) (p. 3283).

48. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (18 mai 1994) [n° 1263 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Blum (10 juin 1994) [n° 1368 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 235].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 529 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires

étrangères – Rapport de M. André Rouvière (5 octobre 1994) [n° 7 (94-95)] – Discussion (14 octobre 1994) – Adoption (14 octobre 1994) [n° 8].

PROMULGATION : loi n° 94-923 du 26 octobre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 27 octobre 1994).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1994) (p. 4359, 4360).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4358, 4360) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 4360)

Adoption (14 octobre 1994) (p. 4360).

49. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (4 mai 1994) [n° 1210 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Monique Papon (9 juin 1994) [n° 1364 (93-94)] – Discussion (20 juin 1994) – Adoption (20 juin 1994) [n° 236].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1994) [n° 530 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Vinçon (22 juin 1994) [n° 538 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 186].

PROMULGATION : loi n° 94-586 du 13 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1994) (p. 3284, 3289).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3284, 3289) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; André Vezinhet, Roger Lise, Emmanuel Hamel, Jacques Habert, Hubert Durand-Chastel.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 3289)

Adoption (30 juin 1994) (p. 3289).

50. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994 - 24 août 1994) [n° 610 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

51. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994 - 7 septembre 1994) [n° 613 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (12 octobre 1994) [n° 23 (94-95)] – Discussion (14 octobre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 614 (93-94) – Traités et conventions 52) – Adoption (14 octobre 1994) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1994) [n° 1585 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Gabriel Kaspereit avec celui du projet de loi n° 39 (94-95) du 19 octobre 1994 – (1^{er} décembre 1994) [n° 1746 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 300].

PROMULGATION : loi n° 94-1076 du 15 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 16 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1994) (p. 4353, 4356).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4353, 4355) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 614 (93-94) – Traités et conventions 52) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 4355) – Adopté (p. 4356)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4356) : *MM. Jacques Habert, Daniel Millaud, Roger Romani, ministre.*

Adoption (14 octobre 1994) (p. 4356).

52. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994 - 7 septembre 1994) [n° 614 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (12 octobre 1994) [n° 26 (94-95)] – Discussion (14 octobre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 613 (93-94) – Traités et conventions 51) – Adoption (14 octobre 1994) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1994) [n° 1586 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Georges Mesmin (1^{er} décembre 1994) [n° 1747 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 302].

PROMULGATION : loi n° 94-1075 du 15 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 16 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1994) (p. 4353, 4356).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4353, 4355) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 613 (93-94) – Traités et conventions 51) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 4356)

Adoption (14 octobre 1994) (p. 4356).

53. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations (ensemble un échange de lettres inter-prétatif), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (6 juillet 1994) [n° 1483 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Monique Papon (28 septembre 1994) [n° 1538 (93-94)] – Discussion (4 octobre 1994) – Adoption (4 octobre 1994) [n° 275].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1994) [n° 3 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Chaumont (9 novembre 1994) [n° 67 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 28].

PROMULGATION : loi n° 94-1007 du 23 novembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 24 novembre 1994).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5592, 5593).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5592, 5593) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances ; Jacques Habert.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 5593)

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5593).

54. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (13 octobre 1994) [n° 32 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Hubert Durand-Chastel avec celui du projet de loi n° 46 (94-95) du 26 octobre 1994 (2 novembre 1994) [n° 49 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 46 (94-95) – Traités et conventions 58) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1662 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Willy Diméglio (1^{er} décembre 1994) [n° 1750 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) n° [297].

PROMULGATION : loi n° 94-1077 du 15 décembre 1994 (J.O. Lois et décrets du 16 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5590, 5592).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5590, 5591) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 46 (94-95) – Traités et conventions 58) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 5591)

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5592).

55. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (19 octobre 1994) [n° 38 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (9 novembre 1994) [n° 60 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1663 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Marc Laffineur (1^{er} décembre 1994) [n° 1749 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 304].

PROMULGATION : loi n° 94-1074 du 15 décembre 1994 (J.O. Lois et décrets du 16 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5586, 5588).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5586, 5588) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 5588)

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5588).

56. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (19 octobre 1994) [n° 39 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (9 novembre 1994) [n° 61 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 40 (94-95) Traités et conventions 57) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1665 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Gabriel Kaspareit avec celui du projet de loi n° 613 (93-94) du

7 septembre 1994 (1^{er} décembre 1994) [n° 1746 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 301].

PROMULGATION : loi n° 94-1073 du 15 décembre 1994 (J.O. Lois et décrets du 16 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5588, 5589).

I – DISCUSSION GENERALE – (Discussion commune avec celle du projet de loi n° 40 (94-95) – Traités et conventions 57) (p. 5588, 5589) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 5589)

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5589).

57. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (19 octobre 1994) [n° 40 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (9 novembre 1994) [n° 62 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 39 (94-95) Traités et conventions 56) – Adoption (15 novembre 1994) [n° 25].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1664 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Habig (1^{er} décembre 1994) [n° 1748 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 303].

PROMULGATION : loi n° 94-1078 du 15 décembre 1994 (J.O. Lois et décrets du 16 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5588, 5589).

I – DISCUSSION GENERALE – (Discussion commune avec celle du projet de loi n° 39 (94-95) – Traités et conventions 56)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 5589)

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5589).

58. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (26 octobre 1994) [n° 46 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Hubert Durand-Chastel, avec celui du projet de loi n° 32 (94-95) du 13 octobre 1994 (2 novembre 1994) [n° 49 (94-95)] – Discussion (15 novembre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 32 (94-95) – Traités et conventions 54) – Adoption (15 novembre 1994) n° [27].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1994) [n° 1666 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Willy Diméglio (1^{er} décembre 1994) [n° 1750 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) n° 298.

PROMULGATION : loi n° 94-1079 du 15 décembre 1994 (J.O. Lois et décrets du 16 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1994) (p. 5590, 5592).

I – DISCUSSION GENERALE – (Discussion commune avec celle du projet de loi n° 32 (94-95) – Traités et conventions 54) (p. 5590, 5591)

II – ARTICLE UNIQUE (p. 5591, 5592)

Adoption (15 novembre 1994) (p. 5592).

59. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, signée à Funchal le 18 mai 1992**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (14 novembre 1994) [n° 71 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. André Rouvière portant également sur le projet de loi n° 37 (94-95) du 19 octobre 1994 (30 novembre 1994) [n° 102 (94-95)] – Discussion (13 décembre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 37 (94-95) – Communautés européennes 14) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1994) [n° 1794 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Jean-Marie Demange portant également sur le projet de loi n° 3 (94-95) du 19 octobre 1994 (11 janvier 1994) [n° 1894 (94-95)] – Discussion (16 janvier 1995) – Adoption (16 janvier 1995) [n° 356].

PROMULGATION : loi n° 95-90 du 30 janvier 1995 (*J.O.* Lois et décrets du 31 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1994) (p. 7421, 7422).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7421, 7422) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 37 (94-95) – Communautés européennes 14) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 7422)

Adoption (13 décembre 1994) (p. 7422).

60. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (14 novembre 1994) [n° 1655 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Antoine Joly (1^{er} décembre 1994) [n° 1752 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 295].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1994) [n° 107 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances.

61. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur les successions et sur les donations**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (14 novembre 1994) [n° 1656 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Blum (1^{er} décembre 1994) [n° 1753 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 296].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1994) [n° 108 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances.

62. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (22 juin 1994) [n° 1423 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la

commission de la défense – Rapport de M. René André (17 novembre 1994) [n° 1689 (94-95)] – Avis de M. Pierre Favre (29 novembre 1994) [n° 1733 (94-95)] – Discussion (5 décembre 1994) – Adoption (5 décembre 1994) [n° 299].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1994) [n° 109 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Penne (7 décembre 1994) [n° 118 (94-95)] – Discussion (13 décembre 1994) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 40].

PROMULGATION : loi n° 94-1098 du 19 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 20 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1994) (p. 7418, 7421).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7418, 7421) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Robert Pagès.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 7421)

Adoption (13 décembre 1994) (p. 7421).

63. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par *MM. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes* (3 novembre 1994) [n° 1640 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Bernard Raimond (29 novembre 1994) [n° 1732 (94-95)] – Discussion (2 et 6 décembre 1994) – Adoption (6 décembre 1994) [n° 305].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 décembre 1994) [n° 115 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Vinçon (7 décembre 1994) [n° 120 (94-95)] – Discussion (13 décembre 1994) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 43].

PROMULGATION : loi n° 94-1099 du 19 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 20 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1994) (p. 7422, 7439).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7422, 7438) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Ernest Cartigny, André Rouvière, Henri Revol, Robert Pagès, Jacques Habert.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 7438) – Adopté (p. 7439)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7439) : *MM. Henri Goetschy, Philippe François, Emmanuel Hamel*

Adoption (13 décembre 1994) (p. 7439).

64. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (7 décembre 1994) [n° 128 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

65. – **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre**

annexes), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (29 novembre 1994) [n° 1730 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Blum (8 décembre 1994) [n° 1780 (94-95)] – Discussion (14 décembre 1994) – Adoption (14 décembre 1994) [n° 313].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1994) [n° 156 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Xavier de Villepin (15 décembre 1994) [n° 157 (94-95)] – Avis de M. Alain Pluchet (15 décembre 1994) [n° 158 (94-95)] – Discussion (20 décembre 1994) – Adoption (20 décembre 1994) [n° 51].

PROMULGATION : loi n° 94-1137 du 27 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 28 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1994) (p. 7805, 7830).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7805, 7826) : *MM. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères ; Xavier de Villepin, président et rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Michel d'Aillières, Jacques Machet, Marcel Daunay, Maurice Schumann, Christian de La Malène, Robert Lacomart, Jean-Louis Carrère, Ernest Cartigny, Louis Minetti.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 7826) – Adopté (p. 7830)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7827, 7830) : *MM. Daniel Millaud, Michel Poniatowski, François Gerbaud, Hubert Durand-Chastel, Serge Vinçon, Jean-Louis Carrère, Jacques Machet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Alain Juppé, ministre ; Louis Minetti.*

Scrutin public de droit n° 79 (p. 7830).

Adoption (20 décembre 1994) (p. 7830).

66. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur les modalités du transfert de propriété du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la France, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (29 novembre 1994) [n° 1729 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Demange (15 décembre 1994) [n° 1820 (94-95)] – Discussion (16 décembre 1994) – Adoption (16 décembre 1994) [n° 322].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1994) [n° 164 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (19 décembre 1994) [n° 168 (94-95)] – Discussion (20 décembre 1994) – Adoption (20 décembre 1994) [n° 53].

PROMULGATION : loi n° 94-1206 du 30 décembre 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1994) (p. 7834, 7835).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7834, 7835) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – ARTICLE UNIQUE (p. 7835)

Adoption (20 décembre 1994) (p. 7835).

Transfusions et transplantations d'organes

Voir *Médecine*, 2

Transports

Voir *Aménagement du territoire*, 1

Chômage, 1

Défense, 2

Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

Rappels au règlement, 33

Rapports d'information, 27 ; 33

1. – Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (23 décembre 1992) [n° 189 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par son auteur le 12 octobre 1994.

2. – Proposition de loi sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires, PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-1^{er} février 1993) [n° 207 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 4 octobre 1994 – Rapport de M. André Fosset (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-5 mars 1993) [n° 230 (92-93)].

3. – Proposition de loi relative à la transparence et à la concurrence dans l'attribution des conventions de transport routier non urbain de personnes, PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Girod, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994-11 février 1994) [n° 282 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

4. – Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement (6 juillet 1993) [n° 447 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. René Beaumont (27 avril 1994) [n° 1168 (93-94)] – Discussion (9 mai 1994) – Adoption (9 mai 1994) [n° 191].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 mai 1994) [n° 410 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis de Catuelan (8 juin 1994) [n° 486 (93-94)] – Discussion (17 juin 1994) – Adoption (17 juin 1994) [n° 159].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 juin 1994) [n° 1397 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. René Beaumont (22 juin 1994) [n° 1421 (93-94)] – Discussion (30 juin 1994) – Adoption (30 juin 1994) [n° 251].

PROMULGATION : loi n° 94-576 du 12 juillet 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1994).

Discussion (première lecture)

(17 juin 1994) (p. 2690, 2704).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2690, 2696) : *MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Louis de Catuelan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean Garcia, Philippe Marini, Philippe Madrelle.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2696, 2704) : *MM. Louis de Catuelan, rapporteur ; Bernard Bosson, ministre ; Félix Leyzour, Jean Garcia, Philippe Marini, Philippe Madrelle.*

Art. 1^{er} (*Champ d'application de la loi*) – Adopté après modification (p. 2696).

Chapitre 1^{er}

De l'organisation et de la gestion des transports publics de marchandises

Art. 2 (*Création du comité du transport par voie navigable*) – Adopté après modification (p. 2698).

Art. 3 (*Réforme des bureaux et bourses d'affrètement*) – Adopté (p. 2699).

Art. 4 (*Représentation des donneurs d'ordres dans les bourses d'affrètement*) – Adopté après modification (p. 2699).

Chapitre 2

Des contrats de transport public de marchandises

Art. 5 (*Définition des différents types de contrat de transport et établissements de contrats-types*) – Adopté (p. 2700).

Art. 6 (*Contrats de transport de voyages*) – Adopté après modification (p. 2700).

Art. 7 (*Contrats de transport à temps*) – Adopté (p. 2700).

Art. 8 (*Contrats de transport au tonnage*) – Adopté (p. 2701).

Art. 9 (*Liberté des prix dans les contrats à exportation*) – Adopté (p. 2701).

Art. 10 (*Contrats de sous-traitance*) – Adopté après modification (p. 2701).

Chapitre 3

Du contrat de location

Art. 11 (*Contrats de location de bateaux*) (p. 2701) – Adopté après modification (p. 2702).

Chapitre 4

Sanctions administratives

Art. 12 (*Sanctions pécuniaires*) – Adopté (p. 2702).

Chapitre 5

Dispositions diverses

Art. 13 (*Utilisation d'un bateau de transport en compte propre pour des opérations de transport pour compte d'autrui*) – Adopté (p. 2702).

Art. 14 (*Composition du parc de la batellerie*) (p. 2702) – Adopté (p. 2703).

Art. 15 (*Inapplicabilité des dispositions aux transports ayant leur origine hors de France*) – Adopté (p. 2703).

Art. 16 (*Abrogations diverses*) – Adopté (p. 2704).

Art. 17 (*Régimes transitoires du cabotage*) (p. 2704) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2704) : *MM. Emmanuel Hamel, Jean Garcia ; intervention de M. Louis de Catuelan, rapporteur.*

Adoption (17 juin 1994) (p. 2704).

5. – Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement (8 juin 1994) [n° 1348 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission de la production – Rapport de M. Dominique Bussereau (2 novembre 1994) [n° 1618 (94-95)] – Avis de M. Francis Saint-Ellier (8 novembre 1994) [n° 1644 (94-95)] – Urgence – Discussion (17 et 18 novembre 1994) – Adoption (18 novembre 1994) [n° 286].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1994) [n° 85 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

Transports aériens

Voir *Défense*, 1

1. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences économiques et sociales de la déréglementation du transport aérien sur les compagnies aériennes françaises, et notamment Air France et Air Inter, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (16 juin 1994) [n° 520 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-François Le Grand (6 juillet 1994) [n° 589 (93-94)].

Transports ferroviaires

1. – Proposition de loi tendant à assurer le renouveau du ser-

vice public ferroviaire en région, PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur et plusieurs de ses collègues (7 juillet 1994) [n° 595 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Transports maritimes

1. – Proposition de loi tendant à créer une commission d'enquête sur le contrôle du transport des matières polluantes en mer, PRESENTEE AU SENAT, par M. René Régnault, sénateur et plusieurs de ses collègues (13 janvier 1994) [n° 239 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-François Le Grand (25 janvier 1994) [n° 263 (93-94)].

2. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le contrôle du transport et les conséquences du versement en mer des produits polluants, PRESENTEE AU SENAT, par M. Alphonse Arzel, sénateur et les membres de l'Union centriste (18 janvier 1994) [n° 245 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Travail

1. – Proposition de loi visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprise, PRESENTEE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 avril 1994) [n° 322 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 321-13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs, PRESENTEE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 avril 1994) [n° 323 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – Proposition de loi tendant à fixer à trente-cinq heures sans réduction de salaire la durée hebdomadaire de travail, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Michelle Demessine, sénateur et les membres du groupe communiste (10 mai 1994) [n° 411 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Travail (aménagement du temps)

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, 2
Participation des salariés, 1

Travailleurs étrangers

Voir *Etrangers*, 1

Travailleurs indépendants

Voir *Politique économique et sociale*, 2

1. – Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (29 juin 1994) [n° 561 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis Moinard (2 novembre 1994) [n° 48 (94-95)] – Discussion (19 décembre 1994) – Adoption (19 décembre 1994) [n° 49].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1994) [n° 1828 (94-95)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Mothron (9 janvier 1995) [n° 1891 (94-95)] – Discussion (11 janvier 1995) – Adoption (11 janvier 1995) [n° 354].

PROMULGATION : loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1994) (p. 7776, 7792).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7776, 7782) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Louis Moinard, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger, Louis Minetti.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7782, 7792) : *MM. Louis Minetti, Louis Moinard, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Henri Bangou, Claude Éstier, Jacques Bellanger, Camille Cabana, Michel Caldaguès.*

Art. 1^{er} (*Définition du taxi*) – Adopté (p. 7782).

Art. 2 (*Conditions d'accès à l'activité de conducteur de taxi*) (p. 7782) – Adopté après modification (p. 7784).

Art. 3 (*Conditions du droit de présentation à titre onéreux d'un successeur*) (p. 7786) – Adopté après modification (p. 7787).

Art. 4 (*Dispositions particulières*) (p. 7787) – Adopté après modification (p. 7789).

Art. additionnel après l'art. 4 (*Enregistrement des transactions*) – Adopté (p. 7789).

Art. 5 (*Conséquences de la délivrance de nouvelles autorisations*) (p. 7789) – Adopté après modification (p. 7792).

Art. 6 (*Pouvoirs des autorités administratives*) – Adopté (p. 7792).

Art. 7 (*Décret en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 7792).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7792) : *MM. Jacques Bellanger, Louis Minetti.*

Adoption (19 décembre 1994) (p. 7792).

Tribunaux de commerce

Voir *Entreprises*, 1

U

Ukraine

Voir *Allocutions et communications*, 36

Union de l'Europe Occidentale (UEO)

Voir *Traités et conventions*, 47

Union européenne

Voir *Allocutions et communications*, 28

Chasse, 1 ; 2 ; 3

Communautés européennes, 7 ; 9

Elections, 16

Parlement, 4 ; 6

Rappels au règlement, 31

Rapports d'information, 8 ; 9 ; 13 ; 15 ; 20 ; 25 ; 31 ; 34 ; 35 ; 36 ; 37

Traités et conventions, 1 ; 63

1. – **Proposition de loi organique tendant à compléter le domaine de la loi afin de soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à une autorisation législative**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Maurice Schumann, Yves Guéna et Christian de La Malène, sénateurs (26 janvier 1994) [n° 273 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (7 décembre 1994) [n° 119 (94-95)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. René Trégouët (7 décembre 1994) [n° 125 (94-95)] – Discussion (13 décembre 1994) – Adoption (13 décembre 1994) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1994) [n° 1793 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de

M. Aymeri de Montesquiou (15 décembre 1994) [n° 1819 (94-95)] – Discussion (15 décembre 1994) – Adoption (15 décembre 1994) [n° 332].

PROMULGATION : loi n° 94-1205 du 30 décembre 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 31 décembre 1994).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1994) (p. 7439, 7445).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7439, 7443) : MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; René Trégouët, rapporteur de la commission des finances ; André Rouvière.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7443, 7445) : MM. Christian de La Malène, Emmanuel Hamel, Robert Pagès, Jacques de Menou, Jacques Habert.

Scrutin public n° 74 (p. 7445).

Adoption (13 décembre 1994) (p. 7445).

Universités

Voir *Enseignement supérieur*, 2

Lois de finances, 2, Enseignement supérieur et recherche - I – Enseignement supérieur

Urbanisme

1. – **Proposition de loi relative à l'abus du droit de préemption**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ernest Cartigny, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994-29 juillet 1994) [n° 607 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Proposition de loi tendant à assurer la sécurité des occupants d'immeubles face aux risques d'incendie**, PRESENTE AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur et les membres du groupe socialiste, apparenté et rattachés (26 octobre 1994) [n° 42 (94-95)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Urgence (procédure parlementaire)

Voir *Rappels au règlement*, 12 ; 21

V

Vaccinations

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Valeurs mobilières

Voir *Politique économique et sociale*, 1

Ventes

Voir *Consommation*, 2

Vétérinaires

Voir *Communautés européennes*, 17

Vie politique et sociale

Voir *Elections*, 10 ; 14 ; 15
Marchés publics, 2

1. – **Proposition de loi tendant à interdire le financement des partis politiques et des campagnes électorales par les entreprises**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 octobre 1994) [n° 14 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant au rétablissement des dispositions « anticorruption » supprimées depuis mars 1993**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur et les membres du groupe socialiste, apparenté et rattachés (13 octobre 1994) [n° 31 rect. (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet sur les propositions de loi n° 1693 (94-95) du 22 novembre 1994 – Marchés publics et n° 113 (94-95) du 6 décembre 1994 – Vie politique et sociale (20 décembre 1994) [n° 185 (94-95)].

3. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à permettre à un ministre de retrouver son siège de parlementaire lorsqu'il cesse ses fonctions**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Rocca Serra, sénateur (28 novembre 1994) [n° 94 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi organique relative à la transparence de la vie publique**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 décembre 1994) [n° 112 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet sur les propositions de loi n° 19 (94-95) et n° 20 (94-95) du 11 octobre 1994 et n° 150 (94-95) du 14 décembre 1994 – (15 décembre 1994) [n° 160 (94-95)].

5. – **Proposition de loi relative à la transparence de la vie publique**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 décembre 1994) [n° 113 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet sur les propositions de loi n° 31 (94-95) du 13 octobre 1994 – Vie politique et sociale et n° 1693 (94-95) du 22 novembre 1994 – Marchés publics (20 décembre 1994) [n° 185 (94-95)].

6. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 23 de la Constitution**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 décembre 1994) [n° 114 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre Mazeaud, député (22 novembre 1994) [n° 1706 (94-95)] – Renvoi à la commission

des lois – Rapport commun de M. Philippe Bonnacarrère avec ceux des propositions de loi n° 1707 (94-95) et 1708 (94-95) du 22 novembre 1994 – Vie politique et sociale (7 décembre 1994) [n° 1769 (94-95)] – Discussion (14 décembre 1994) – Adoption (14 décembre 1994) [n° 312].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement et aux incompatibilités applicables aux membres du Parlement et à ceux du Conseil constitutionnel ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1994) [n° 150 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet sur les propositions de loi n° 19 (94-95) et n° 20 (94-95) du 11 octobre 1994, n° 112 (94-95) du 6 décembre 1994 – Parlement 7, Président de la République 1, Vie politique et sociale 7 (15 décembre 1994) [n° 160 (94-95)] – Discussion (21 et 22 décembre 1994) (Discussion générale commune avec celles du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de lois n° 144 (94-95), n° 145 (94-95), n° 161 (94-95) et n° 162 (94-95) – Elections 12, 14 et 15, Vie politique et sociale 8, Marchés publics 2) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 58].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement et aux incompatibilités applicables aux membres du Parlement ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1994) [n° 1855 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Bonnacarrère (22 décembre 1994) [n° 1879 (94-95)] – Discussion (22 décembre 1994) – Adoption (22 décembre 1994) [n° 345].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1994) [n° 198 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Christian Bonnet – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 76].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 95-354 DC du 11 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 14 janvier 1995) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 95-63 du 19 janvier 1995 (*J.O. Lois et décrets* du 20 janvier 1995).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1994) (p. 7894, 7920) (22 décembre 1994) (p. 7999, 8008).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 7894, 7920) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de loi n° 144 (94-95), n° 145 (94-95), n° 161 (94-95) et n° 162 (94-95)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7999, 8008) :
MM. Robert Pagès, Guy Allouche, Christian Bonnet, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Charles Lederman, Mme Hélène Luc.

Art. 1^{er} (*Déclaration de patrimoine des parlementaires*) (p. 7999) – Adopté après modification (p. 8002).

Art. 2 (*Inéligibilité du parlementaire en cas d'absence de dépôt de sa déclaration de patrimoine*) – Adopté (p. 8002).

Art. 2 bis (*Interdiction faite à un parlementaire de commencer à exercer des fonctions de conseil*) (p. 8005) – Adopté après modification (p. 8006).

Art. 2 ter et 2 quater (*Restrictions applicables aux avocats titulaires d'un mandat parlementaire*) – Adoptés (p. 8007).

Art. 3 (*Déclaration des activités professionnelles exercées par le parlementaire*) – Adopté (p. 8007).

Art. 4 (*Régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel*) – Supprimé (p. 8007).

Intitulé de la proposition de loi organique – Adopté après modification (p. 8007).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8007, 8008) :
MM. Charles Lederman, Guy Allouche, Xavier de Villepin, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Habert.

Scrutin public n° 86 (p. 8008).

Adoption (22 décembre 1994) (p. 8008).

Discussion (deuxième lecture)

(23 décembre 1994) (p. 8124, 8125).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 8124) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8124, 8125)

Art. 1^{er} – Adopté (p. 8124).

Art. 4 (p. 8124) – Adopté (p. 8125).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8125) : *MM. Charles Lederman, Guy Allouche.*

Scrutin public n° 95 (p. 8125).

Adoption (23 décembre 1994) (p. 8125).

8. – **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, par M. Pierre Mazeaud, député (22 novembre 1994) [n° 1707 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Philippe Bonnecarrère sur les propositions de loi n° 1706 (94-95) et n° 1708 (94-95) du 22 novembre 1994 – Vie politique et sociale (7 décembre 1994) [n° 1769] (94-95) – Urgence – Discussion (15 décembre 1994) – Adoption (15 décembre 1994) [n° 318].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (15 décembre 1994) [n° 161 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Christian Bonnet avec celui de la proposition de loi constitutionnelle n° 13 (94-95) du 6 octobre 1994 – Amnistie (20 décembre 1994) [n° 184 (94-95)] – Discussion (21 et 22 décembre 1994) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des propositions de loi n° 144 (94-95), n° 145 (94-95), n° 150 (94-95) et n° 162 (94-95) – Elections 12, 14 et 15, Vie politique et sociale 7, Marchés publics 2 – Adoption (22 décembre 1994) [n° 59].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (22 décembre 1994) [n° 1854 (94-95)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) : rapport de M. Philippe Bonnecarrère (23 décembre 1994) [n° 1887 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 350].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions ».

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) : rapport de M. Christian Bonnet (23 décembre 1994) [n° 201 (94-95)] – Discussion (23 décembre 1994) – Adoption (23 décembre 1994) [n° 75].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 95-362 DC du 2 février 1995 (*J.O.* Lois et décrets du 7 février 1995) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 95-126 du 8 février 1995 (*J.O.* Lois et décrets du 9 février 1995).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1994) (p. 7894, 7920) (22 décembre 1994) (p. 8008, 8018).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7894, 7920) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 166 (94-95) et des

propositions de loi n° 144 (94-95), n° 145 (94-95), n° 150 (94-95), n° 162 (94-95)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8008, 8018) : *MM. Charles Lederman, Christian Bonnet, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Guy Allouche, Michel d'Aillières, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Art. 1^{er} (*Déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement*) (p. 8008) – Adopté (p. 8009).

Art. 2 (*Déclaration de patrimoine des élus autres que les parlementaires nationaux*) (p. 8009) – Adopté après modification (p. 8011).

Art. 3 (*Assujettissement de titulaires de certaines fonctions d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine*) (p. 8011) – Supprimé (p. 8012).

Art. 4 (*Commission pour la transparence de la vie politique*) (p. 8012) – Adopté après modification (p. 8015).

Art. 4 bis (*Modalités du transfert à la commission pour la transparence financière de la vie politique des compétences du Bureau des assemblées en matière de déclaration du patrimoine des membres du Parlement*) – Supprimé (p. 8015).

Art. 5 (*Sanctions pénales des violations de la confidentialité des déclarations de patrimoine*) (p. 8015) – Adopté après modification (p. 8016).

Art. 6 (*Inéligibilité en cas de manquement à l'obligation de déclaration de patrimoine*) – Supprimé (p. 8016).

Art. 7 (*Abrogation de conséquence de l'article L.O. 135-2 du code électoral*) (p. 8016) – Supprimé (p. 8017).

Art. 7 bis (*Plafonnement du montant total des indemnités de fonction susceptible d'être versé à un même titulaire de fonction gouvernementale et de mandats électifs*) – Supprimé (p. 8017).

Art. 8 (*Extension de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 8017).

Intitulé de la proposition de loi – Adopté après modification (p. 8017).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8018) : *MM. Guy Allouche, Robert Pagès.*

Adoption (22 décembre 1994) (p. 8018).

Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1994) (p. 8121, 8123).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 8121) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8122, 8123)

Art. 1 et 2 (p. 8122).

Art. 3 (p. 8122) – Supprimé par la CMP.

Art. 4 et 4 bis (p. 8122).

Art. 5 et 6 (p. 8123).

Art. 7 (p. 8123) – Supprimé par la CMP.

Art. 7 bis (p. 8123).

Intitulé de la proposition de loi (p. 8123).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8123) : *MM. Charles Lederman, Guy Allouche.*

Scrutin public n° 94 (p. 8123).

Adoption (23 décembre 1994) (p. 8123).

Viêt-nam

Voir *Rapports d'information, 18*
Traités et conventions, 7 ; 14

Villes

Voir *Aménagement du territoire, 1*
Logement, 5

ViticultureVoir *Gouvernement (déclarations)*, 3**Voies navigables**Voir *Transports*, 4

W**Wallis-et-Futuna**

Voir *Allocutions et communications*, 6 ; 9 ; 22 ; 25 ; 28 ; 31 ; 33
Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer

Y**Yougoslavie**

Voir *Droits de l'homme*, **1**
Gouvernement (déclarations), **1**
Rappels au règlement, **8**

Z

Zone d'éducation prioritaire (ZEP)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2